

INDEX ANALYTIQUE

DES

DÉBATS

DE LA

PREMIÈRE SESSION DU DIXIÈME PARLEMENT

DE LA

PUISSANCE DU CANADA

11 JANVIER 1905 -- 20 JUILLET 1905

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT



OTTAWA

IMPRIMÉ PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE
MAJESTÉ LE ROI

1907

MODE D'EMPLOI.

L'Index analytique des Débats de la Chambre des Communes contient trois parties:—

- 1° Index par séance,
- 2° Index par sujet,
- 3° Index par député.

A l'aide de ces trois Index on peut se procurer tous les renseignements possibles sur le travail de la session.

L'*Index par député* contient le travail accompli par chaque député et renvoie, pour l'analyse du travail fait, à l'Index par sujet.

L'*Index par sujet* donne le résumé analytique de la discussion et renvoie: pour le texte complet, aux Débats de la Chambre des Communes dont la page est indiquée; et: pour le volume des Débats ainsi que pour la date de la séance, à l'*Index par séance* qui complète le cycle d'informations nécessaires pour reconstituer promptement tout le débat sur n'importe quelle matière.

TABLE DES SÉANCES

Première Session -- Dixième Parlement

VOLUME I.

Séance.		
N° 1—pages	1 à	4—11 janvier 1905.
N° 2—pages	4 à	8—12 janvier 1905.
N° 3—pages	8 à	53—16 janvier 1905.
N° 4—pages	53 à	59—17 janvier 1905.
N° 5—pages	59 à	61—18 janvier 1905.
N° 6—pages	61 à	101—19 janvier 1905.
N° 7—pages	101 à	110—20 janvier 1905.
N° 8—pages	110 à	114—23 janvier 1905.
N° 9—pages	114 à	156—24 janvier 1905.
N° 10—pages	156 à	196—25 janvier 1905.
N° 11—pages	196 à	238—26 janvier 1905.
N° 12—pages	239 à	276—27 janvier 1905.
N° 13—pages	277 à	332—30 janvier 1905.
N° 14—pages	332 à	396—31 janvier 1905.
N° 15—pages	396 à	467—1er février 1905.
N° 16—pages	467 à	515—2 février 1905.
N° 17—pages	515 à	607—3 février 1905.
N° 18—pages	607 à	652—6 février 1905.
N° 19—pages	652 à	714—7 février 1905.
N° 20—pages	714 à	761—8 février 1905.
N° 21—pages	761 à	855—9 février 1905.
N° 22—pages	855 à	949—10 février 1905.
N° 23—pages	949 à	1030—13 février 1905.
N° 24—pages	1030 à	1111—14 février 1905.
N° 25—pages	1111 à	1197—15 février 1905.
N° 26—pages	1197 à	1294—16 février 1905.
N° 27—pages	1294 à	1393—17 février 1905.
N° 28—pages	1394 à	1480—20 février 1905.
N° 29—pages	1481 à	1567—21 février 1905.
N° 30—pages	1567 à	1660—22 février 1905.
N° 31—pages	1660 à	1744—23 février 1905.
N° 32—pages	1744 à	1822—24 février 1905.
N° 33—pages	1822 à	1868—27 février 1905.
N° 34—pages	1868 à	1930—28 février 1905.
N° 35—pages	1931 à	2021—1er mars 1905.
N° 36—pages	2022 à	2096—2 mars 1905.

VOLUME II.

N° 37—pages	2097 à	2137—3 mars 1905.
N° 38—pages	2137 à	2202—6 mars 1905.
N° 39—pages	2202 à	2282—7 mars 1905.
N° 40—pages	2282 à	2361—9 mars 1905.
N° 41—pages	2362 à	2422—10 mars 1905.
N° 42—pages	2423 à	2515—13 mars 1905.
N° 43—pages	2515 à	2597—14 mars 1905.
N° 44—pages	2597 à	2700—15 mars 1905.
N° 45—pages	2700 à	2788—16 mars 1905.
N° 46—pages	2788 à	2870—17 mars 1905.
N° 47—pages	2871 à	2951—20 mars 1905.
N° 48—pages	2951 à	3025—21 mars 1905.
N° 49—pages	3026 à	3124—22 mars 1905.
N° 50—pages	3124 à	3206—23 mars 1905.
N° 51—pages	3206 à	3284—24 mars 1905.
N° 52—pages	3285 à	3367—27 mars 1905.
N° 53—pages	3367 à	3481—28 mars 1905.
N° 54—pages	3481 à	3572—29 mars 1905.
N° 55—pages	3572 à	3675—30 mars 1905.
N° 56—pages	3675 à	3769—31 mars 1905.
N° 57—pages	3769 à	3863—3 avril 1905.
N° 58—pages	3863 à	3956—4 avril 1905.
N° 59—pages	3956 à	4059—5 avril 1905.
N° 60—pages	4059 à	4200—6 avril 1905.

VOLUME III.

N° 61—pages	4201 à	4306—7 avril 1905.
N° 62—pages	4306 à	4395—10 avril 1905.
N° 63—pages	4395 à	4491—11 avril 1905.
N° 64—pages	4491 à	4578—12 avril 1905.

VOLUME III.

Séance.		
N° 65—pages	4578 à	4669—13 avril 1905.
N° 66—pages	4670 à	4764—14 avril 1905.
N° 67—pages	4764 à	4868—17 avril 1905.
N° 68—pages	4868 à	4927—18 avril 1905.
N° 69—pages	4927 à	4960—19 avril 1905.
N° 70—pages	4961 à	5041—25 avril 1905.
N° 71—pages	5041 à	5103—26 avril 1905.
N° 72—pages	5104 à	5197—27 avril 1905.
N° 73—pages	5197 à	5252—28 avril 1905.
N° 74—pages	5252 à	5328—1er mai 1905.
N° 75—pages	5328 à	5434—2 mai 1905.
N° 76—pages	5434 à	5544—3 mai 1905.
N° 77—pages	5544 à	5591—4 mai 1905.
N° 78—pages	5592 à	5696—8 mai 1905.
N° 79—pages	5697 à	5809—9 mai 1905.
N° 80—pages	5809 à	5908—10 mai 1905.
N° 81—pages	5909 à	6046—11 mai 1905.
N° 82—pages	6046 à	6088—12 mai 1905.

VOLUME IV.

N° 83—pages	6089 à	6173—15 mai 1905.
N° 84—pages	6173 à	6230—16 mai 1905.
N° 85—pages	6230 à	6317—17 mai 1905.
N° 86—pages	6317 à	6361—18 mai 1905.
N° 87—pages	6362 à	6442—19 mai 1905.
N° 88—pages	6443 à	6539—22 mai 1905.
N° 89—pages	6539 à	6611—23 mai 1905.
N° 90—pages	6612 à	6696—25 mai 1905.
N° 91—pages	6696 à	6793—26 mai 1905.
N° 92—pages	6793 à	6879—29 mai 1905.
N° 93—pages	6879 à	6976—30 mai 1905.
N° 94—pages	6976 à	7056—31 mai 1905.
N° 95—pages	7056 à	7115—5 juin 1905.
N° 96—pages	7115 à	7173—6 juin 1905.
N° 97—pages	7173 à	7253—7 juin 1905.
N° 98—pages	7253 à	7333—8 juin 1905.
N° 99—pages	7333 à	7408—9 juin 1905.
N° 100—pages	7408 à	7492—12 juin 1905.
N° 101—pages	7492 à	7535—13 juin 1905.
N° 102—pages	7536 à	7673—14 juin 1905.
N° 103—pages	7673 à	7754—15 juin 1905.
N° 104—pages	7754 à	7815—16 juin 1905.
N° 105—pages	7816 à	7900—19 juin 1905.
N° 106—pages	7900 à	7991—20 juin 1905.
N° 107—pages	7991 à	8090—21 juin 1905.
N° 108—pages	8091 à	8186—22 juin 1905.

VOLUME V.

N° 109—pages	8189 à	8286—23 juin 1905.
N° 110—pages	8287 à	8366—26 juin 1905.
N° 111—pages	8366 à	8459—27 juin 1905.
N° 112—pages	8459 à	8582—28 juin 1905.
N° 113—pages	8583 à	8731—29 juin 1905.
N° 114—pages	8731 à	8842—30 juin 1905.
N° 115—pages	8842 à	8903—3 juillet 1905.
N° 116—pages	8903 à	8988—4 juillet 1905.
N° 117—pages	8988 à	9098—5 juillet 1905.
N° 118—pages	9099 à	9212—6 juillet 1905.
N° 119—pages	9212 à	9288—7 juillet 1905.
N° 120—pages	9288 à	9395—10 juillet 1905.
N° 121—pages	9395 à	9494—11 juillet 1905.
N° 122—pages	9494 à	9610—12 juillet 1905.
N° 123—pages	9610 à	9744—13 juillet 1905.
N° 124—pages	9744 à	9847—14 juillet 1905.
N° 125—pages	9847 à	9910—15 juillet 1905.
N° 126—pages	9911 à	9996—17 juillet 1905.
N° 127—pages	9996 à	10025—18 juillet 1905.
N° 128—pages	10025 à	10034—19 juillet 1905.
N° 129—pages	10035 à	10048—20 juillet 1905.

INDEX ANALYTIQUE DES DÉBATS

PREMIÈRE SESSION — DIXIÈME PARLEMENT

AJOURNEMENTS.

MOTIONS PAR LE GOUVERNEMENT.

AJOURNEMENT DE L'OUVERTURE.

Sir W. Laurier—Propose d'ajourner au lundi 16 janvier pour ne pas commencer la discussion de l'adresse un vendredi, jour où beaucoup de députés désirent s'absenter, adopté—8.

MERCREDI DES CENDRES.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre s'ajourne pour le mercredi des cendres—2207.

M. C. S. Sproule—Demande qu'un jour soit fixé pour deuxième lecture du bill d'autonomie des provinces—2207.

Sir W. Laurier—Incapable fixer dès maintenant—2207; ample délai sera laissé aux députés pour se préparer—2207; motion adoptée—2207.

FETE DE PAQUES.

M. R. L. Borden—Demande si l'ajournement se fera le mercredi pour vacances de Pâques—4497.

Sir W. Laurier—Répondra plus tard—4497.

Hon. Foster—Demande décision quant à ajournement de Pâques?—4579.

Sir W. Laurier—Du mercredi au mardi suivant—4579.

Hon. Foster—Mercredi six heures?—4579.

Sir W. Laurier—Comme il vous plaira—4579; propose que la Chambre s'ajourne du mercredi au mardi suivant, 25 avril—4869.

M. R. L. Borden—Ajournement mercredi à six heures—4869; adopté—4869.

FETE DU 24 MAI.

Hon. Fielding—Propose que la Chambre s'ajourne du 23 mai au 25 mai—6519; adopté—6519.

FETE DE L'ASCENSION.

Hon. W. S. Fielding—A la demande des députés et suivant entente, la Chambre s'ajournera le mercredi 31 mai, jusqu'au lundi suivant—6976.

MOTIONS POUR DISCUSSION.

ABSENCE DES MINISTRES ET VACANCES DANS LE CABINET.

M. R. L. Borden—Se plaint absence ministres Travaux publics—3676; précédents anglais—3676; s'il est vrai que le ministre malade est disposé à se retirer, devrait être remplacé—3676; le maintien de la vacance dans le ministère de l'Intérieur, plus scandaleux encore—3677; on n'a pas

AJOURNEMENTS—*Suite.*

MOTIONS POUR DISCUSSION—*Suite.*

donné la vraie raison de la démission de M. Sifton—3677; le "Nationaliste", dirigé par un partisan du gouvernement—3678; propose ajournement—3678.

Hon. R. Lemieux—Dénégation—3678; M. Bourassa a abandonné la direction du "Nationaliste"—3678.

M. Borden—Accepte dénégation—3678; le statut et la responsabilité des ministres—3678; le premier ministre actuel et son discours lors de la sortie, en 1895, de trois des membres du cabinet conservateur—3679; sir W. Laurier et les vacances ministérielles, autrefois—3680; absences des ministres—3681; on se demande s'ils vont tous démissionner—3681; les aspirants sont nombreux—3681; les chats qui reviennent à la crème—3682; demande si le choix d'un titulaire pour le ministère de l'Intérieur va se faire prochainement—3682; ou bien exige connaître les raisons pour lesquelles le choix ne se fait pas—3682; propose ajournement de la Chambre—3682.

Sir W. Laurier—Badinage d'un goût douteux—3682; conversation avec hon. Sutherland, à son départ—3683; aucune autre raison au départ de M. Sifton que divergence sur question d'éducation—3683; pas d'analogie avec situation de 1895—3684; embarras de richesse—3684; étude et réflexion nécessaires—3685; précédents conservateurs—3685; avant longtemps, satisfaction sera donnée—3685.

Hon. G. Foster—Raisons pas satisfaisantes pour Chambre et pays—3686; le pays souffre de l'absence d'un ministre responsable aux Travaux publics—3686; importance du ministère de l'Intérieur—3687; démission du député-ministre—3687; il faut une tête—3688; le bill d'autonomie ne passera pas avant que les électeurs de l'ouest aient été consultés—3688; demande aussi qu'on fasse entrer dans le cabinet un représentant plus alerte d'Ontario—3689; l'hon. Aylesworth—3689; sir W. Mulock dormait à son poste quand la loi d'autonomie a été préparée—3689.

M. S. Hughes—Le retard de la nomination du successeur de l'hon. T. White—3690; l'hon. Sutherland a demandé que sa démission soit acceptée—3690; position de l'hon. Hyman, ministre sans portefeuille, titulaire intérimaire des Travaux publics est inconstitutionnelle—3691; Todd et lord Russell—3691; il faut que le premier ministre choisisse entre des élections générales ou l'élection d'un ministre dans l'ouest—3692; il faut que le peuple se prononce sur le bill—3692.

AJOURNEMENTS—*Suite.*MOTIONS POUR DISCUSSION—*Suite.*

- M. Sproule—Notre système est basé sur l'idée de représentation territoriale—3693; le choix d'un ministre est dicté par ses aptitudes et par le besoin de représentation des districts—3694; M. Watson et la représentation des districts—3694; Manitoba est sur le point de se révolter à cause du refus d'agrandir ses limites—3694; le gouvernement a peur, c'est pour cela qu'il ne nomme pas de ministre de l'Intérieur—3697; c'est Québec qui n'a pas voulu la fédération impériale pensant assurer le respect des droits provinciaux—3697; c'est un premier ministre venant de Québec qui foule aux pieds ces droits—3697.
- M. A. A. Stockton—On baillonne le Nord-Ouest—3699; on ne veut pas lui donner l'occasion de se prononcer—3699.
- M. Lennox—Les représentants de l'ouest dans la Chambre ne savent pas où ils en sont avec la question actuelle—3700; question brûlante aujourd'hui, pas d'analogie aux retards de 1888—3701; le gouvernement sait qu'il n'a aucune chance de faire élire un ministre dans l'ouest—3702.
- M. J. B. Kennedy—C'est une insulte à tous les députés des territoires de dire que leurs électeurs ne sont pas représentés en Chambre s'ils n'ont pas de ministres dans le cabinet—3702.
- M. A. B. Ingram—Les vacances de 1895; le conciliabule de Trois-Rivières, 23 nov. dernier—3704; l'élection sans opposition du conservateur à Toronto—3705; les absences de la Chambre de MM. Greenway et Sifton—3706.
- M. W. H. Bennett—En 1895, les ministres n'avaient pas démissionné, c'étaient seulement des rumeurs—3706; la représentation d'Ontario dans le cabinet—3708; M. Sutherland a écrit qu'il ne pourrait pas reprendre son portefeuille—3708; M. Hyman ne peut pas se faire élire dans London—3710; le gouvernement peut faire voter cette loi par ses partisans, il ne la fera jamais accepter par le peuple—3710; le gouvernement peut encore enlever Russell et Prescott, le reste de la province d'Ontario lui échappera—3710.
- Motion d'ajournement rejetée—3710.
- AFFAIRE NIXON.**
- Hon. G. Foster—Position de Nixon—8289; découverte du détournement—8289; enquête et rapport Leach—8289; rapport incomplet et insuffisant—8289; Nixon et Leach, libéraux—8289; les trois livres—8290; irrégularités découvertes—8292; total, \$400.05—8293; ressemblance avec affaire de Thessalon—8293; Nixon rejette toute la responsabilité sur son fils—8294; démission de Nixon et nomination à autre poste—8294; la question des titres—8295; conduite insensée du ministre—8296; Nixon père ne peut pas être exonéré—8296; Nixon fils était mineur—8296; la morale chez les employés du gouvernement—8297; la répétition de l'affaire Jackson—8297; propose ajournement—8296.

AJOURNEMENTS—*Suite.*AFFAIRE NIXON—*Suite.*

- Hon. F. Oliver—Indignité d'insulter un chef de famille sous le couvert de l'immunité parlementaire—8297; le ministre doit administrer les affaires et non dispenser la justice—8298; il existe des tribunaux pour cela—8298; le rapport Leach dit que le fils de Nixon s'est emparé de l'argent et que Nixon père a tout remboursé jusqu'au dernier sou—8298; un sous-agent des terres n'est pas fonctionnaire public—8300; le gouvernement a fait rembourser l'argent, c'était l'essentiel—8301; si l'on croit Nixon coupable, n'importe qui a le droit de le faire passer en justice—8301; le ministère n'a pas cru Nixon moralement responsable et c'est pour cela qu'il n'a pas intenté de poursuites—8301; le fait d'être libéral ne déqualifie pas un individu d'être employé civil—8302.
- M. R. L. Borden—Comment prétendre qu'un employé n'est pas sous la dépendance du gouvernement quand celui-ci a le pouvoir de faire vérifier ses livres—8303; on entend trop souvent cette histoire de l'enfant d'un fonctionnaire public sur lequel on fait peser toutes les responsabilités—8304; ce n'est pas une affaire de famille—8304; déclarations assermentées—8304; la nomination de Nixon à un autre poste—8305; impossible qu'un homme laisse pendant quatre ans voler de l'argent par son fils sans s'en apercevoir—8305; défense boiteuse, insoutenable—8305.
- Sir W. Laurier—Exposé donné par opposition pas conforme aux faits—8306; Nixon a aidé l'enquête—8306; Nixon jouit de l'estime de ses concitoyens—8306; Nixon tenu par ses fonctions de s'absenter souvent—8307; a assumé la responsabilité pécuniaire, la question est de savoir s'il doit porter la responsabilité morale des actes du sous-agent—8307; la faiblesse paternelle n'est pas de la malhonnêteté—8308; l'opposition va trop loin en traitant ce père de voleur—8309; le gouvernement verra ce qu'il y a à faire quant au fils—8311.
- M. W. J. Roche—Le ministre de l'Intérieur n'a jamais su s'élever à la dignité de sa position—8312; le gouvernement ne devrait plus confier de charges à des pères de famille de peur que leurs fils ne tournent mal—8312; l'enquête de M. Leach—8314; les embarras causés au public par ces détournements—8315; les lettres de nominations successives de Nixon—8317; les destitutions d'employés conservateurs—8318; conserver un employé concussionnaire qui remet l'argent est d'un exemple pitoyable—8318.
- Hon. F. Oliver—Proteste contre les insultes à M. Grady de Macleod—8319; croit à l'exactitude du rapport et pense Nixon exempt de tout blâme—8319; enquête sera continuée—8320.
- Hon. G. Foster—M. Oliver a pour sa part manqué d'égards à un homme public, M. Haultain, en l'appelant "meneur public"—8320; suppositions d'espionnage indignes d'un ministre—8321; il n'y a aucune vilénie politique à laquelle le premier

AJOURNEMENTS—*Suite.*AFFAIRE NIXON—*Suite.*

ministre ne trouve un palliatif—8322 ; pas d'enquête réelle—8323 ; pas d'assermentation—8324 ; les instructions aux agents, pas autorisés à servir de guides—8325 ; le cas de l'employé qui écrivit à M. Roche et fut destitué—8326 ; erreur pas grave—8326 ; l'affaire Martineau—8327.

M. A. Johnston—La belle administration financière de M. Foster—8328 ; l'argent sortait par milliers de dollars—8329 ; l'affaire Sam. Campbell du comté de Victoria—8329 ; M. Foster courtisan de la trahison—8330 ; ses pérégrinations électorales—8331 ; le pont Curran—8331.

M. Bergeron—M. Foster, l'homme le plus probe et le plus intègre de la Chambre—8332 ; jamais un soupçon ne l'a effleuré—8332 ; l'affaire du pont Curran—8334 ; l'affaire McGreevey—8334 ; l'augmentation des dépenses—8334 ; l'hon. A. Mackenzie et les dépenses—8334 ; efforts faits pour se débarrasser de l'auditeur-général—8335. Motion d'ajournement rejetée—8335.

AUTONOMIE DES PROVINCES.

M. W. F. Maclean—Lit article du "Soleil" 17 février—1823 ; menace à la province du Manitoba—1823 ; le Manitoba est menacé de rester dans sa position d'infériorité et cela en raison de la loi même passée à l'instigation des chefs libéraux d'aujourd'hui—1825 ; on songe à détourner de sa destination le produit de la vente des terres affectées au soutien des écoles pour le consacrer à d'autres usages—1825 ; on veut en fait présenter un projet de loi réparateur à cette session—1826 ; on l'a laissé pressentir—1826 ; la visite de M. Sifton dans Haldimand en faveur des écoles du Manitoba—1826 ; proteste contre politique énoncée, par premier ministre—1827. Propose ajournement de la Chambre—1827.

Sir W. Laurier—M. Maclean Don Quichotte 1827 ; rien dans l'article du "Soleil" ne laisse supposer une loi au sujet des terres du Manitoba—1827 ; invention de toutes pièces—1827 ; le gouvernement n'a jamais songé à modifier la loi des écoles, ni la loi des terres fédérales—1828 ; pour quoi M. Maclean n'a-t-il pas averti les députés qu'il visait—1828 ; aucune relation avec le "Soleil"—1828.

M. Guthrie—La question des écoles du Manitoba est réglée—1830 ; aucune parité de situation entre Manitoba et nouvelles provinces—1830 ; à celles-ci le gouvernement peut imposer conditions justes et équitables avant d'entrer dans confédération—1830 ; proteste contre appels destinés seulement à entretenir agitation—1831. Motion d'ajournement réjetée—1831.

CLOTURE EN FIL METALLIQUE LE LONG DE LA FRONTIERE INTERNATIONALE.

M. H. S. Clements—Question du 27 avril et réponse du gouvernement—5698 ; lettre de la Page Wire Fence Company de Walkerville—5698 ; correspondance entre ministère de l'Intérieur et Page Company—5701 ; contrat adjugé d'une façon irréguliè-

AJOURNEMENTS—*Suite.*CLOTURE EN FIL METALLIQUE, ETC.—*Suite.*

re—5701 ; Chambre a droit à des explications, propose ajournement—5701.

Sir W. Laurier—Erreur quelque part—5701 ; a répondu suivant renseignements fournis—5701 ; ministre de l'Intérieur expliquera—5702.

M. R. L. Borden—Irrégularités des annonces—5702 ; un ministre de l'Intérieur aurait dû être nommé plus tôt—5702.

M. S. Hughes—Clôture de 700 milles, joli contrat—5702 ; demande si collègues ministres ont intérêts dans ranches—5703.

M. Herron—Environ 70 milles déjà construits du côté canadien—5704 ; coût de \$120 à \$125 par mille—5704 ; il y a des spécialistes dans la région, demande qu'on leur donne l'occasion de soumissionner—5704.

M. J. G. H. Bergeron—Se plaint que l'édition révisée des "Débats" soit une édition tronquée des "Débats"—5705.

M. E. B. Osler—S'étonne qu'une adjudication aussi importante puisse se faire à l'insu du premier ministre—5706.

M. D. Henderson—Non seulement le premier ministre n'a pas été consulté mais le ministre de l'Intérieur ne paraît pas l'avoir été non plus—5706 ; cette entreprise représente \$250,000—5707 ; ne peut se faire sans que le parlement soit consulté—5707.

Hon. G. Foster—Le gouvernement a eu tort de laisser chaque ministre maître dans sa sphère—5708 ; irrégularités du ministère de l'Intérieur—5709 ; il faut des réformes—5709.

Sir W. Laurier—Quand M. Keyes, secrétaire du ministre, a dit que le travail était adjugé il était mal informé ou a fait erreur—5710.

M. Sproule—Il faudrait construire une clôture dans l'est et une dans l'ouest—5710.

M. Ingram—Veut absolument savoir comment M. Keyes a pu se tromper—5711 ; demande voir documents—5711.

M. Cockshutt—Quand on élève une clôture chacun paie sa part—5711 ; gouvernement devrait demander aux Etats-Unis de participer—5712.

M. W. H. Bennett—Correspondance impliquant l'Orateur—5712 ; ne croit pas que M. Keyes ait trompé ses correspondants—5712 ; bouc émissaire—5713 ; rien ne se serait vu sans le zèle de la compagnie intéressée—5713 ; transactions louches des divers ministères : Marine et Pêcheries, Postes, Intérieur—5715 ; ne veut pas accepter déclaration de M. Keyes disant qu'il s'est trompé—5715 ; mensonge—5715 ; refus de renseignements du ministre des Douanes quant aux dragueurs—5717 ; le ministre de l'Intérieur peut bien être corrompu, mais il ne veut pas qu'on blâche les autres ministres à ses dépens—5718.

Hon. Paterson—Réponse faite à M. Bennett préparée par député-ministre—5718 ; impossible mettre le public au courant des affaires des importateurs—5719 ; proteste contre accusation de chercher à encourager une transaction louche—6719.

AJOURNEMENTS—*Suite.*CLOTURE EN FIL METALLIQUE, ETC.—*Suite.*

M. Bennett—Laisse aux électeurs de Simcoe le soin de décider s'il est gentilhomme—5721.

Motion d'ajournement réjetée—5721.

COMMISSION DES PECHERIES.

M. G. W. Ganong—Désire appeler l'attention de la Chambre, sur question importante—6445.

Sir W. Laurier—Propose attendre formation en subsides—6445.

Hon. Foster—Urgence—6445.

M. G. W. Ganong—Importance des pêcheries, revenu annuel de \$23,000,000—6446 ; la commission nommée en 1903, composition—6446 ; incapables—6446 ; les pêcheurs de Charlotte et les pêcheurs de Digby—6447 ; M. W. Ross de Victoria, C.-A., et les qualités nécessaires pour être commissaire de pêcheries—6448 ; pas d'avocats—6449 ; la réunion de Grand-Harbour—6449 ; l'itinéraire de la commission—6450 ; discours de M. Copp, en 1903—6451 ; les contrats des pêcheurs au filet—6452 ; les sardineries de Charlotte—6454 ; les richesses du comté de Charlotte—6455 ; le professeur Prince et les ravages du chien de mer—6455 ; les commissaires proposent des moyens de protection du hareng de nature à ruiner les pêcheurs de Charlotte et à les faire partir aux E.-U.—6456 ; les migrations du hareng—6457 ; les conclusions du rapport—6458 ; lettre de M. Pike de Lubec, Me, E.-U.—6460 ; les droits d'exportation sur la sardine sont combattus par la majorité du comté de Charlotte—6461 ; troisième conclusion, pour propagande, acceptable—6462 ; 6e proposition, étalon de mesure, acceptable—6462 ; protestation contre conclusions du rapport passée par législature Nouveau-Brunswick—6463 ; texte et discours—6466 ; la question du homard—6469 ; le col. Tucker protecteur du homard—6467 ; la longueur permise des homards avant et après les élections—6470 ; ce rapport est une insulte aux pêcheurs du pays—6471 ; le comté de Charlotte a été peuplé par des loyalistes qui méritent des égards—6472 ; si les propositions de ce rapport sont adoptées, ce sera la ruine de ces gens-là—6472 ; demande que le gouvernement ne laisse pas épuiser de Damoclès suspendue sur leur tête—6472 ; propose que la Chambre lève sa séance—6472.

Hon. G. Foster—Question grave—6472 ; conflit entre assertions primitives des commissaires et conclusions—6473 ; correspondance étrange entre ministre et intéressés à pêche du homard—6473 ; prise autorisée au-dessous de dix pouces contrairement à l'opinion de tous—6473 ; commissions nommées uniquement pour satisfaire faméliques politiques—6473 ; il faut des experts—6474.

Sir W. Laurier—Aptitudes de MM. Venning, Bowers, Armstrong, indiscutables—6474 ; le col. Tucker et M. Copp n'ont pas reçu d'émoluments—6475 ; la question de la taille du homard se débat depuis vingt ans, sans solution—6475 ; hésiterait à

AJOURNEMENTS—*Suite.*COMMISSION DES PECHERIES—*Suite.*

souscrire à l'idée de droit d'exportation sur poisson—6475 ; si on impose des restrictions, on accuse le gouvernement de blesser des intérêts particuliers—6476 ; si on les enlève, on l'accuse de favoriser d'autres intérêts—6476 ; ce qu'il s'agit de savoir c'est s'il faut laisser fleurir les homarderies américaines dans Charlotte—6476.

M. Stockton—Ne comprend pas distinctions entre comtés de Charlotte et de Saint-Jean—6476 ; si les conclusions sont adoptées nous perdrons une partie de la population pêcheuse—6477 ; question doit être étudiée et abordée sans politique—6477.

Hon. R. Lemieux—Remarques de M. Ganong trop sévères—6477 ; la question du commencement et de la durée de la pêche du homard dans les lagunes des îles de la Madeleine—6478 ; travail précieux de la commission—6478 ; les ravages du chien de mer, renseignements utiles obtenus—6478 ; compliments à M. Venning—6479.

M. J. W. Daniel—Pêcheurs de Saint-Jean en faveur d'une limite uniforme pour grosseur du homard—6480 ; opinion Bowers—6481.

Hon. Emmerson—C'est à la demande des pêcheurs de Saint-Jean que l'uniformité a été détruite—6481.

Motion d'ajournement réjetée—6481.

CONTRAT AVEC LA COMPAGNIE DES COTES DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. A. K. Maclean—Griefs exprimés dans article "Chronicle" d'Halifax—8092 ; demande au ministre de s'assurer si traité 1818 permet aux Etats-Unis de s'appropriationner de boîte aux îles de la Madeleine—8092 ; propose ajournement—8092.

Hon. Préfontaine—Protection des côtes aussi efficace que possible—8092 ; 600 rets américains saisis jusqu'au 1er juin—8092 ; étudiera question des îles de la Madeleine—8092.

Motion d'ajournement réjetée—8092.

DEMISSION DE L'HON. M. SIFTON.

M. R. L. Borden—Bil présenté 21 février doit être considéré comme l'œuvre acceptée de tous les membres du cabinet—2292 ; un au moins, hon. Sifton, pas consulté—2292 ; hon. Fielding absent n'a pas eu voix au chapitre—2293 ; conformément au précédent Dundonald, ministre de l'Intérieur aurait dû être consulté—2294 ; précédent cité—2294 ; premier ministre qui a préconisé une mesure sans consulter ses collègues devrait s'il suivait le précédent créé par lui-même dans le cas de l'hon. J. I. Tarte, se retirer du gouvernement—2294 ; demande si d'autres ministres encore pas consultés—2295 ; on dit les membres gouvernement aux prises—2295 ; demande si changements décidés—2295 ; propose ajournement—2295.

Sir W. Laurier—Délibérations cabinet secrètes—2296 ; divergences d'opinion peuvent exister—2296 ; opinion de Todd—2296 ; démission ou compromis—2296 ; Chambre n'a pas droit à d'autres détails que dé-

AJOURNEMENTS—*Suite.*DEMISSION DE M. SIFTON—*Suite.*

claration ministérielle en cas retraite d'un ministre—2297 ; pas d'initiative prise pour remplacement de M. Sifton—2298 ; impossible dire maintenant si changements seront apportés à deuxième lecture—2298.

M. W. F. Maclean—Le premier ministre est un autocrate—2299 ; il veut passer une législation concernant l'ouest sans que l'ouest soit représenté dans le cabinet—2300 ; cette mesure affecte les finances du pays et l'hon. M. Fielding n'a pas été consulté—2300 ; le gouvernement n'ose faire appel au corps électoral ni à London ni dans l'ouest—2300 ; ce serait au corps électoral de régler les difficultés de cabinet—2300 ; le premier ministre a beau remanier son bill, il ne satisfera pas les populations de l'ouest—2301 ; l'autonomie pleine et entière peut seule les satisfaire—2301 ; toutes les présentes négociations sont marquées au coin de l'irrégularité—2302 ; les crédits ne seront pas votés tant que le gouvernement n'aura pas nommé un ministre de l'Intérieur pour représenter l'ouest—2302 ; propose que la séance soit levée—2303.

Motion d'ajournement rejetée—2303.

DRAGAGE PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM.

M. W. Bennett—Signale demande de soumission pour dragages de Port-Arthur et Fort-William—4576 ; insérée le 7 avril, délai jusqu'au 14—4579 ; demande si délais seront prolongés—4579 ; depuis deux années travaux donnés sans soumissions—4579 ; on dit que M. Conmee député était un des membres de la société Bowman et Conmee, adjudicataire—4580 ; sept jours d'avis seulement—4580 ; conditions imposées sont telles qu'elles assurent adjudication à Bowman et Conmee—4580 ; Conmee a peut-être transporté intérêts à Whelan, son gendre—4580 ; Conmee après la débâcle d'Ontario veut se rejeter sur Ottawa—4581 ; propose ajournement—4581.

Hon. Hyman—Avis donné dans conditions régulières—4581 ; M. Conmee a dit en Chambre qu'il n'avait pas d'intérêt dans compagnies soumissionnaires—4582 ; difficulté des soumissions—4582 ; la clause excluant dragues américaines non immatriculées au Canada—4582 ; désire, pour sa part, la plus libre concurrence—4583.

M. S. Hughes—Prix payés scandaleux—4584 ; admission de dragues américaines baisserait les prix—4584.

M. Sproule—L'exiguïté du délai est pour permettre aux amis du gouvernement de faire un bon marché—4586 ; rien ne presse—4586.

M. A. C. Boyce—Inconvénient de n'avoir pas de ministre responsable—4587 ; port actuellement couvert de glaces, seules les personnes connaissant ces travaux comme Bowman et Whelan peuvent soumissionner—4588 ; approuve exclusion dragues américaines—4588.

M. Ingram—La manipulation du patronage est donnée aux candidats défaits—4590 ;

AJOURNEMENTS—*Suite.*DRAGAGE PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM—*Suite.*

avis public de soumissions est une farce—4590 ; concurrents ne peuvent pas amener leurs dragues dans port gelé pour être en mesure de commencer travaux suivant stipulations—4590.

Hon G. Foster—Admet que ministre n'a pas préparé lui-même l'avis—4590 ; surprenant que sous-ministre et ingénieur puissent commettre pareille manipulation—4590 ; insiste pour soumissions pour dragage—4592 ; demande que l'ordre d'adjudication soit rappelé—4592.

M. S. Barker—Dans d'autres cas, pour assurer concurrence, indemnité de remorquage est accordée—4594 ; dans ce cas on supprime cette indemnité—4594 ; on veut évidemment favoriser le député qui a un remorqueur sur les lieux—4594.

M. Bennett—Depuis 1896, le parti libéral a mis le dragage en coupe réglée—4596 ; les dragues du Dr Macdonald—4596 ; de M. Mackay—4597 ; le remorqueur de M. Boone—4599.

M. R. L. Borden—Ministre responsable des avis—4600 ; du moment où l'on accepte en concurrence des dragueurs américains, qu'importe quand ils ont été immatriculés—4600 ; il faut prolonger le délai—4600.

Hon. M. Tisdale—On doit donner préférence aux entrepreneurs canadiens seulement s'ils peuvent faire travaux à prix convenable—4602 ; les travaux de dragage devraient se faire d'après plan mûrement étudié—4603.

Hon. M. Hyman—Verra à prolonger le délai—4603.

Motion d'ajournement rejetée—4603.

DRAGAGE DE PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM.

(2e motion).

M. S. Hughes—Demande si rapport reçu sur travaux Port-Arthur et Fort-William—4764.

Hon. M. Hyman—Reçu au département, envoyé au secrétariat d'Etat—4764.

M. W. H. Bennett—Ministre a demandé nouvelles soumissions après discussion de l'autre jour—4764 ; conditions pas meilleures que la première fois—4765 ; Conmee et Bowman sont forcés d'avoir contrat—4765 ; remorquage des dragues payé à Boone—4766 ; le gouvernement et ses amis, depuis 1896 s'engraissent aux travaux de dragage—4767 ; le Dr Macdonald et les intérêts de sa fille dans la compagnie de dragage d'Owen-Sound—4768 ; M. McKay, de Maitland—4768 ; le public sait que M. Conmee est intéressé au dragage—4769 ; tout le monde sait que MM. Conmee, Bowman et Boone sont des amis personnels du ministre—4770 ; demande élimination de la clause restrictive que la drague doit être immatriculée au Canada à l'époque de l'envoi des soumissions—4770 ; propose ajournement—4770.

Hon. C. S. Hyman—Question déjà discutée—4770 ; délai suffisant—4771 ; M. Conmee

AJOURNEMENTS—*Suite.*DRAGAGE : PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM—*Suite.*

a nié publiquement être intéressé dans la société de dragage—4771; le gouvernement ne veut pas que l'on attende d'avoir des soumissions pour aller engager des dragues aux E.-U.—4772; ne veut pas que les dragues américaines fassent concurrence aux dragues canadiennes—4773; s'efforce de créer concurrence entre entrepreneurs de dragage canadiens—4774.

M. S. Hughes—Aussi bien écrire au dos de la soumission "Conmee et Cie"—4774; l'année dernière la majorité des travailleurs sur dragues Conmee était américaine—4775.

Hon. Hyman—Est prêt à mettre condition que, seule, la main-d'œuvre canadienne sera employée—4775.

M. S. Hughes—Comparaison entre travaux à Port-Arthur, Fort-William et Duluth—4776; rapport de la chambre de commerce de Duluth—4776; quantités extraites à Port-Arthur et Fort-William l'année dernière d'après rapport de l'auditeur général—4777; les dragages coûtent 20 cents la verge; à 5 cents un entrepreneur ferait de l'argent—4778; les travaux exécutés à Duluth doivent faire honte au ministre qui exécute ceux de Port-Arthur et Fort-William—4778.

M. Sproule—Le ministre n'a pas le droit de traiter avec indifférence les remarques de l'opposition—4780; Conmee et Bowmah fournissaient l'argent des élections d'Ontario—4781; on a besoin maintenant d'argent pour l'élection d'Edmonton, de là la précipitation des soumissions—4782.

M. Blain—Le gouvernement Ross a été renversé parce que ses membres étaient trop intimement liés aux affaires de grandes sociétés—4782; défaite du 25 janvier avertissement—4782; circulaire Mulock ministre intérimaire des travaux publics, 13 mars 1900—4784; télégramme Laurier-Urquhart—4785.

M. S. Barker—Le ministre intérimaire dit qu'on ne paiera plus le remorquage des dragues, cette assurance devrait venir d'un ministre titulaire—4789; les travaux de Dunville—4788; \$18,000 payés sur simple conversation—4790.

M. R. L. Borden—La concurrence n'est pas entre les dragues, mais entre les entrepreneurs—4790; la drague n'est qu'une partie de l'outillage—4790; c'est entre les entrepreneurs canadiens qu'il importe de créer la concurrence—4791; propose autre mode de soumission—4792; travaux donnés à gens absolument étrangers au dragage—4792; Bourinot et l'ajournement—4792; quand l'ajournement est demandé au cours de la discussion d'une question spéciale on doit s'y tenir—4792; quand c'est une simple motion pour que la Chambre lève sa séance tous les députés ont le même droit de soulever n'importe quelle question—4793.

Hon. Brodeur—Quand la Chambre est saisie d'une question, on doit s'en tenir à la question—4793; c'était l'avis de Bourinot—4793.

AJOURNEMENTS—*Suite.*DRAGAGE : PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM—*Suite.*

Sir W. Laurier—Le débat doit être limité au sujet dont la Chambre a été saisie par celui qui a fait la motion—4794; premiers avis de dragage avaient été trop précipités, erreur a été réparée et délai étendu—4794; on ne permet de soumissionner qu'à ceux qui ont des dragues afin d'empêcher des étrangers à ces travaux de soumissionner—4795; considère que le ministre des Travaux publics a très bien agi—4795.

M. Bennett—Conmee sera la ruine du gouvernement fédéral dans Ontario—4797. Motion d'ajournement rejetée—4797.

ETUDES TOPOGRAPHIQUES DU G.T.P.

Hon. G. Foster—Demande renseignements relatifs aux déclarations faites par M. Hays au sujet des rampes trouvées pour le tracé du G.T.P.—2100.

Sir W. Laurier—Gouvernement n'a pas de rapport de la commission du Transcontinental—2101; verra s'il est à propos d'en demander—2101.

Hon. J. Haggart—Le plan des gares extrêmes a été déposé entre les mains du ministre des Chemins de fer—2101; des fonctionnaires ont dévoilé le secret des emplacements—2101; la Chambre a le droit de connaître ces détails—2102.

Hon. Emerson—Ces plans sont déposés et scellés—2102; il importe de garder le secret—2102.

M. Boyce—Tous les spéculateurs à Port-Arthur et à Fort-William connaissent les détails des travaux à exécuter—2102; on leur a fourni subrepticement des plans—2102; propose ajournement—2102.

Hon. Emerson—Si des copies existent elles ont été fournies par ceux qui ont préparé les originaux—2103.

Sir W. Laurier—On accuse les fonctionnaires d'avoir fourni des plans—2104; qu'on implique quelqu'un, la Chambre s'enquerra—2105.

M. Boyce—A parlé métaphoriquement—2106.

Hon. J. Haggart—Les plans devraient être rendus publics—2107; le public doit savoir où la ligne passera—2107.

M. W. F. Maclean—La loi dit qu'une fois les plans déposés, ils sont accessibles au public—2108.

Hon. Fielding—Injuste pour le département des Chemins de fer de porter une accusation, de dire qu'on y croit et de refuser de donner aucune preuve, aucun témoignage—2109.

M. S. Hughes—Le ministre des Chemins de fer est accusé directement—2110.

M. Cochrane—M. Boyce n'a pas accusé le département—2110.

Hon. Emerson—N'a pas même vu les plans—2113.

M. Osler—Les plans ont pu n'être pas scellés immédiatement et avoir été vus par des curieux—2114.

Motion d'ajournement rejetée—2114.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

EXTENSION DES FRONTIÈRES DU MANITOBA.

M. R. L. Borden—Il est admis que la lettre de M. Rogers du 23 février a été écrite—4061; devrait être versée au débat—4061; Mgr. Sbaretti a fait déclaration—4061; délégué pontifical venu au Canada parce qu'une question politique y avait surgi—4061; fonctions plutôt politiques qu'ecclésiastiques—4061; premier ministre n'ignorait pas que question frontrière agitée au Manitoba—4062; le "Northwest Review" et les écoles du Manitoba—4062; sir Wilfrid Laurier et l'arrangement de 1897—4062; relations du "Soleil" et du parti libéral—4064; article "Soleil" 17 février 4064; la déclaration de Mgr Sbaretti quant à son entrevue avec M. Campbell—4066; dit n'avoir jamais vu M. Rogers—4066; Mgr Sbaretti a dû se croire autorisé à faire des offres—4067; ministre justifiable de nier l'existence d'un document confidentiel—4068; Mgr Sbaretti ne nie pas qu'il ait été autorisé à faire offre—4068; dit seulement qu'entrevue n'a pas eu lieu à la demande du gouvernement—4068; si proposition de cette nature a été faite par un membre du gouvernement, il devra donner sa démission pour avoir pris sur lui de donner cette autorisation à Son Excellence—4069; propose ajournement—4069.

Sir W. Laurier—Il est prouvé aujourd'hui que Mgr Sbaretti n'a jamais vu M. Rogers et n'a par conséquent jamais pu lui faire d'offre—4070; M. Campbell était seul invité, connu déjà de Mgr Sbaretti—4070; ce n'était pas une conférence officielle avec une délégation—4070; l'opposition tient toujours le gouvernement responsable des articles de journaux dont elle peut se faire une arme—4071; actuellement ne tient pas le gouvernement responsable des articles du "Globe" qu'elle approuve si fort—4071; veut faire croire qu'il y a une entente entre Mgr Sbaretti et sir W. Laurier pour faire dépendre extension des frontières du Manitoba, du rétablissement des écoles séparées—4071; conférence a eu lieu le 23 février, et le gouvernement avait annoncé publiquement sa politique quant aux frontières du Manitoba le 21—4072; la signification du terme "opportun en politique" employé par Mgr Sbaretti—4072; Mgr Sbaretti dit que le gouvernement a été complètement étranger à cette affaire—4072; responsable au peuple, ne se dérobe pas à sa responsabilité—4073.

Hon. G. Foster—Le pays réfléchit en ce moment—4073; le gouvernement du Manitoba était libre de choisir le moment qui lui convenait pour présenter sa réclamation de frontières—4074; conférence entre Mgr Sbaretti et M. Campbell ne pouvait pas être conversation privée—4075; premier ministre n'a pas nié avoir eu conférence avec Mgr Sbaretti avant de présenter la loi—4075; où en sommes-nous?—4075; on consulte le légat du pape et pas les ministres—4076; lettre de sir W. Laurier au cardinal Rampolla—4078; lettre de M. Russell agissant en vertu d'instructions des membres catholiques

AJOURNEMENTS—*Suite.*EXTENSION DES FRONTIÈRES DU MANITOBA—*Suite.*

du gouvernement—4080; la venue de ce haut dignitaire pas sollicitée par évêques et clergé du Canada—4081; négociations avec Rome—4083; duplicité de 1896 punie—4083; on laisse entrevoir que concessions possibles—4084; pas d'alliance d'Eglise et d'Etat—4085.

M. L. G. McCarthy—Est-ce bien le même M. Foster qui a passé quatorze années de 1882 à 1896 sous le joug du clergé romain de la province de Québec—4086; est-ce lui qui pourchassait M. Dalton McCarthy—4086; les injures de M. Haggart—4086; en 1896, le clergé de la province de Québec prêtait main forte au ministère Tupper et ces messieurs trouvaient alors cela bien bon—4088; les évêques Cameron, Cleary, Lafèche, lançaient l'excommunication contre les adversaires du gouvernement Tupper—4088; en 1896, c'est à la dictée de l'Eglise de Rome que les conservateurs ont essayé d'user de contrainte contre Manitoba—4089; il n'y a que vingt et un députés, dont M. Foster n'était pas, qui ont protesté contre ces embrassades des conservateurs et la hiérarchie catholique—4090.

M. Bennett—L'histoire ne tiendra jamais compte du jeune député de Simcoe-nord—4090; n'a jamais traité dans son comté la question des droits égaux—4090; a nommé à une position à Barrie un Canadien-français et un catholique—4090; discours de sir W. Laurier à Toronto en 1889, quand l'Eglise le combattait—4092.

Hon. S. Fisher—Hon. Foster a prononcé de son propre aveu un discours incendiaire—4094; ses remontrances en 1896, au député de Grey, M. Sproule—4095; M. Rogers plus fort en insinuations qu'en assertions—4096; l'opposition dit que sir W. Laurier n'a pas démenti qu'il ait autorisé Mgr Sbaretti à faire une offre—4096; démentis de sir W. Laurier et de Mgr Sbaretti—4096; l'histoire dira que sir Wilfrid a réglé la question des écoles—4096; impossible au Manitoba, comme autrefois au Nord américain d'arriver à solution qui contente les ultras—4098; les menaces des conservateurs, on les connaît: ils se font battre à toutes les fois—4099; demandes antérieures d'envoi de délégués pontificaux—4100; l'influence indue en faveur des conservateurs en 1876—4101; en 1896, les conservateurs comptaient revenir au pouvoir grâce à l'appui du clergé—4102; sir W. Laurier ne commet pas de lâcheté, son attitude à Toronto dans l'affaire des biens des Jésuites—4102; le gouvernement n'a pas mis de candidat dans Toronto pour ne pas donner aux conservateurs l'occasion d'attiser les préjugés—4103; pourquoi les conservateurs qui crient si fort n'ont-ils pas agrandi les frontières du Manitoba quand cette province l'a demandé en 1884?—4103.

M. W. F. Maclean—Cite lettre des députés libéraux au Pape demandant envoi d'un délégué—4105; fétrissure publique au clergé catholique—4106; aux dernières élections, le délégué du pape faisait la

AJOURNEMENTS—*Suite.*EXTENSION DES FRONTIÈRES DU MANITOBA—*Suite.*

gendarmerie pour les candidats libéraux—4106; loi demandée par Québec—4107; la colère du peuple sera terrible en apprenant que les ministres n'ont pas été consultés tandis que le délégué de Rome l'était—4110; le délégué du Pape n'est ici que l'agent du pape—4110; on dit qu'il a reçu l'ordre de partir—4110; le légat du Pape est ici pour exiger le deuxième versement quant aux écoles du Manitoba—4111.

M. E. M. Macdonald—Les bleus d'Ontario qui se prétendent la tête et le cœur du Canada ne peuvent pas même se trouver un chef chez eux—4114; toutes les provinces ont le droit de demander à être entendues quand il s'agit d'agrandir une province quelconque de la confédération—4114; céder aux demandes du Manitoba sans consulter le reste du Canada serait pure trahison—4115; le Manitoba négociait depuis un an avec Mgr Sbaretti—4118; la déclaration de M. Rogers n'est qu'un tissu de oui-dire—4116; aucun juge du pays n'écouterait cinq minutes les historiettes de M. Rogers—4117; "opportun au point de vue politique" terme employé par Mgr Sbaretti voulait dire opportun au point de vue des intérêts du gouvernement de Manitoba—4118; M. Foster, ismaélite politique—4120; les mandements du clergé catholique allié de M. Foster, contre les libéraux—4121; M. Foster promet de ne plus se commettre avec la hiérarchie—4122; les frasques de M. Maclean—4122; M. Grey et l'autonomie des provinces—4123; les enfants de l'Église catholique qui avaient souffert de la tyrannie avaient le droit d'appeler leur chef spirituel à leur secours—4124.

M. T. S. Sproule—Démonstration chimique—4126; Ontario prend son bien où il le trouve—4126; le député de Grey a différé avec sir John Macdonald sur questions ayant trait aux droits des provinces—4127; le premier ministre qui a lancé l'ablégat dans la politique aura un compte terrible à rendre le jour de rétribution 4130; on n'a pas nié que le bill ait été soumis à son Eminence avant d'être soumis à la Chambre—4131; si l'ablégat a réussi à imposer ses écoles sur 500,000 milles carrés, est-il étonnant qu'il veuille les imposer au petit Manitoba—4135; le droit d'éducation dont cette Église veut s'emparer est un droit de l'État, si ce gouvernement ne veut pas défendre les droits de l'État, qu'il démissionne—4139.

Hon. Paterson—Seul objectif de l'opposition enflammer les passions populaires—4140; l'histoire de la lettre Rogers du 23 février—4140; conférence du chef de l'opposition et de M. Rogers—4141; la mission de l'opposition dans l'ouest, il y a quelques années—4142; la séparation de M. Sproule—4142; rumeur d'une visite de M. Borden à Mgr Langevin—4142.

M. Staples—Lettre Rogers pas écrite dans conciliabule, chambre n° 6—4146.

AJOURNEMENTS—*Suite.*EXTENSION DES FRONTIÈRES DU MANITOBA—*Suite.*

Hon. Paterson—Pas de dénegation des négociations de délégués du Manitoba et du délégué du Pape—4147; rapports de M. Borden et du "World" aussi intimes que sir W. Laurier et "Soleil"—4148; le "World" et Mgr Sbaretti—4148; M. Rogers a essayé de faire croire fausement que c'était lui qui avait reçu des propositions du délégué du Pape—4149; on soulève la question de l'appel du légat du pape dans ce pays par les libéraux, pour réchauffer les passions religieuses—4149; le "Spectator" de Hamilton et les Canadiens-français—4150; responsabilité de M. Borden—4150; Ontario n'approuvera pas qu'on chasse sir W. Laurier parce qu'il est Canadien-français—4150; les défis de l'opposition—4151; l'hon. Foster dit qu'il ne se donnerait plus l'embaras de défendre les droits de la minorité comme en 1896—4152; quand un principe est juste, il l'est, envers et contre tout—4152; le parti libéral n'a pas changé—4152; il ne s'agit pas de détruire une loi des Territoires, il ne s'agit pas de leur faire faire quelque chose qu'ils ne veulent pas—4153; les progrès du Canada sous ce premier ministre qu'on veut insulter en l'appelant "Français"—4152; comment sir Wilfrid est arrivé à la tête des libéraux—4154.

M. Osler—La question est de savoir si le Canada doit être gouverné par le délégué d'une autorité étrangère—4154; pourquoi lorsqu'on s'est aperçu que le bill primitif allait plus loin qu'on ne le pensait, la modification n'a-t-elle pas été faite dans les 24 heures?—4156; on ne pouvait donc pas faire de changement sans l'intervention de quelqu'un du dehors—4157; c'est l'action du gouvernement qui a soulevé les passions—4157; regrette article du "Spectator",—4157; le pays peut souffrir un mauvais gouvernement, mais pas de mauvaises lois—4157; le pays ne serait pas perdu si sir Wilfrid Laurier démissionnait—4158.

M. R. L. Borden—Nie s'être jamais opposé au choix d'un premier ministre à cause de sa race et de sa religion—4159; a, lui-même été blâmé par le "Spectator" de Hamilton—4161; les libéraux renégats de l'hon. M. Belcourt—4163; définition du terme "impertinent" et "non pertinent"—4164; a plus confiance en M. Rogers qu'en M. Macdonald, parce que conservateur—4164; si le verdict populaire décide que la conduite du premier ministre a été sage, s'inclinera—4165; en tout cas, n'a rien à retirer de ce qu'il a dit—4165.

Hon. M. Fitzpatrick—Chef de l'opposition a honte de ses partisans—4166; l'attitude de M. Bergeron indique que l'ablégat n'est pas attaqué pour la question du jour autant que pour les conditions religieuses qui règnent dans Québec depuis son séjour ici—4166; les députés conservateurs ne veulent pas de paix religieuse dans Québec—4166; on veut se débarrasser de l'ablégat—4166; les conservateurs ont

AJOURNEMENTS—*Suite.*EXTENSION DES FRONTIÈRES DU MANITOBA—*Suite.*

bien écrit à Rome en 1870, pour faire revenir Mgr Taché—4166; veut se venger de 1896—4167; M. Ewart qui prépara le bill remédiateur en 1896 était un intermédiaire entre gouvernement et hiérarchie romaine—4167; les conservateurs affectent de blâmer l'article de l'"Hamilton Spectator", mais ils en profitent—4168.

M. R. L. Borden—Désapprouve "Spectator"—4168.

M. Fitzpatrick—Lit article du "Soleil" en entier—4169; n'a pas le sens qu'on lui attribue en le lisant partiellement—4169; M. Rogers prend sur lui de dévoiler une entrevue à laquelle il n'a pas assisté—4170; M. Campbell n'a pas corroboré ce qu'a dit M. Rogers de l'entrevue—4170; pour quoi n'est-ce pas M. Roblin qui a fait cette déclaration—4170; la vérité sur l'entrevue entre M. Campbell et Mgr Sbaretti—4171; rien de mal de fait ni de dit par Mgr Sbaretti—4172.

M. J. H. Bergeron—Ne complot rien avec M. Leblanc, député de Laval—4173; chef de l'opposition n'a pas fait d'excuses—4173; n'en avait pas à faire—4173; grande différence entre les deux Articles 16—4174; lettre de l'hon. C. Fitzpatrick candidat en 1896 à l'archevêque de Québec—4174; acte des libéraux en 1896, point de départ des difficultés actuelles—4174; mission Mgr Taché—4176; promesses faites—4176; les causes d'influence indue, l'élection de Charlevoix—4178; Mgr Conroy—4178; l'affaire du Manitoba—4181; grâce à Dieu, n'est pas chef du parti conservateur—4181; sir Charles Tupper et l'équité envers les minorités—4184; on a trompé le Saint-Siège au sujet du règlement de la question scolaire du Manitoba—4184; entrevue de M. Gustave Drolet—4185; présence du délégué humiliante pour l'épiscopat canadien—4186; évêques de Québec, très prudents—4188; M. Loy et le clergé de Beauharnois—4188.

M. Bourassa—Mgr l'évêque de Valleyfield n'a pas publié le mandement de 1896—4188; premier ministre n'aurait pas dû renoncer à sa rédaction de l'article 16—4190; le retour de M. Sifton est la preuve que le nouvel article 16 ne peut pas être favorable aux catholiques—4190; si l'on n'eût fait dans le bill aucune mention des écoles, les territoires seraient entrés avec des écoles conformes à la loi de 1875—4191; espère que ce sera la dernière discussion au Canada où sera mêlée la question des écoles—4191.

M. O. Talbot—M. Bergeron applaudit aux insultes de M. Foster puis, se pose comme défenseur des évêques de Québec—4191; sir W. Laurier à Saint-Raphaël de Bellechasse en 1896—4192; a refusé de signer le document Landry-Pelletier-Chapais—4192; cela n'a servi à rien de signer; c'était un piège pour les candidats libéraux—4193; les conservateurs ont été battus parce que le pays voulait un changement—4192; l'enfer est rouge et le ciel est bleu—4193; M. Ber-

AJOURNEMENTS—*Suite.*EXTENSION DES FRONTIÈRES DU MANITOBA—*Suite.*

geron à Saint-Paschal de Kamouraska—4194; depuis que nous avons un amlégat au Canada les libéraux ont la tranquillité—4194.

M. A. B. Ingram—A le droit de dire que sir W. Laurier a mal arrangé les affaires—4195; reproche au premier ministre de n'avoir pas consulté ministre intéressé—4195; Mgr Taché et M. Ewart qui ont été consultés pour le bill remédiateur étaient citoyens du Canada—4197; Mgr Sbaretti ne l'est pas—4197; si le ministre de la Justice avait parlé plus tôt, il se serait évité des allusions blessantes du ministre de l'Intérieur—4198.

Motion d'ajournement rejetée—4198.

INSTRUCTIONS AUX PRÉSIDENTS D'ÉLECTIONS.

M. J. E. Armstrong—Signale irrégularité, élection de London—7493; portion omise dans formule de serment expédiée aux présidents d'élection—7493; deux paragraphes omis—7493; formules du gouvernement incorrectes—7493; propose ajournement—7493.

Sir W. Laurier—N'a jamais été informé de l'affaire—7494; hon. Scott ne peut pas s'être prêté à une manœuvre déloyale—7494; formules conformes à celles ayant servi aux élections générales—7497.

M. R. L. Borden—D'après la loi, la formule du serment employé dans les élections provinciales doit servir aux élections fédérales—formule du serment d'Ontario—7496; paragraphes additionnels 8 et 9—7496; jusqu'à preuve du contraire est bien tenu de supposer qu'il y a eu oubli—7497.

Hon. C. Fitzpatrick—Avec l'approbation du premier ministre promet enquête devant le comité des privilèges et élections, si on veut faire la demande—7498.

Hon. G. Foster—Le secrétaire d'Etat aurait dû agir aussitôt informé—7498; la formule distribuée en 1900 était correcte—7500.

M. A. B. Ingram—L'effet de cette omission en 1904—7502; les électeurs n'étaient pas tenus de jurer qu'ils n'avaient pas reçu d'argent—7502; si même l'omission avait raison d'être, aurait dû être signalée—7503; omission pas justifiée—7504; rien n'indique à première vue l'omission—7504; excuses données—7505; document faux, tronqué et trompeur—7506.

M. J. G. H. Bergeron—Ne prétend pas erreur volontaire, mais extraordinaire—7507; signale incident de l'élection du comté de Beauharnois—7509.

M. S. Barker—Les serments d'après les lois provinciales—7512; les élections à Hamilton—7514; omission intentionnelle ou conseillée—7514; les boîtes de scrutin aux mains de l'association libérale de Hamilton—7515.

M. L. P. Demers—Changement autorisé par article 65—7516; les conservateurs auraient voulu faire assermenter électeurs deux fois—7517

AJOURNEMENTS—*Suite.*INSTRUCTIONS AUX PRESIDENTS D'ELECTIONS—*Suite.*

Hon. L. P. Brodeur—Il y a deux serments 7520 ; le président de scrutin peut faire prêter le premier ou le second suivant les circonstances—7520 ; la formule de serment quant à la corruption a été transmise, comme les autres, mais pas sur une feuille détachée—7521 ; le président d'élection avait par devers lui les deux formules de serment relatives au cens électoral et relatives à la corruption électoral—7521.

Hon. Fitzpatrick—En vertu de la loi, les paragraphes en question doivent être supprimés de la formule envoyée à l'officier rapporteur—7522 ; le serment que l'officier rapporteur doit faire prêter est celui du cens, pas de la corruption électoral—7522 ; explication des instructions—7523 ; correspondance échangée—7527.

M. Fowler—On accumule les illégalités dans cette élection parce que, sans cela, le parti ministériel serait écrasé—7527.

M. G. Taylor—Affaire Dargavel—7528 ; affaire du maître de poste de Frankville—7529 ; refus de décerner le serment de corruption—7529.

M. Bergeron—Les libéraux se sont vantés d'avoir aboli l'acte du cens électoral—7526 ; si les gouvernements provinciaux persistent à devenir conservateurs, ils y reviendront—7520 ; présidents de scrutins libéraux—7520 ; avec la loi conservatrice, on avait au moins l'uniformité—7520.

M. O. Talbot—Les infamies du cens sous les conservateurs—7532 ; les électeurs de Sainte-Perpétue—7532 ; les radiations par des salariés conservateurs—7532.

Hon. Fitzpatrick—Renseignements pris, déclare que ce n'est pas le secrétaire d'Etat, mais lui, qui a fait changement en question—7536.

Sir W. Laurier—Assertion Armstrong controuvée—7536 ; électeur peut parfaitement être tenu de jurer qu'il n'a pas reçu d'argent—7536 ; formule U—7536 ; irrégularités surviennent dans toutes les élections, cas de Wentworth—7537 ; il pourra être à propos d'imprimer à part toutes les formules de serment—7537.

Motion d'ajournement rejetée—7538.

LES JEUNES MONTAGNARDS DE MONTREAL.

M. Monk—Lit lettre reçue du corps des Jeunes Montagnards de Montréal—7994 ; demande de secours—7994.

Sir F. Borden—Limitation des pouvoirs du département par la loi—7996.

M. Sproule—Ce corps composé des plus beaux garçons qu'il a jamais vus—7996.

M. Zimmerman—Cadets de Hamilton aidés par gouvernement d'Ontario—7997.

M. S. Hughes—Regrettable que le corps se débandât—7998.

Propose ajournement—7998.

Motion d'ajournement rejetée—7998.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

LIGNES TELEGRAPHIQUES CANADIENNES.

M. F. D. Monk—Américanisation du réseau Great-Northwestern—7817 ; création d'une compagnie filiale de la Western-Union—7817 ; le cri d'alarme des journaux—7818 ; marche de l'américanisation du personnel dirigeant—7818 ; le gouvernement doit veiller que ce mouvement ne persiste pas—7820.

Propose ajournement—7820.

Sir W. Laurier—Lorsque Cie Great-Northwestern fut formée, il y a vingt ans, il était parfaitement connu que les Américains étaient à la tête de l'affaire—7820 ; Canadiens remplacés puis maltraités—7821, impossible savoir si loi contre main-d'œuvre étrangère encore effective, après jugement du juge Anglin—7822.

Motion d'ajournement rejetée—7822.

MILITAIRES DE LONDON A NIAGARA.

M. S. Hughes—Lit article du "Citizen", envoi à Niagara de militaires conservateurs de London—7409 ; instructeurs auraient dû être pris à Toronto—7409 ; pouvaient ne se rendre au camp que demain soir—7409 ; membres de la troupe permanente doivent pouvoir exercer leur droit de citoyens—7410 ; propose ajournement—7410.

Sir F. Borden—Dépêche Hyman demandant que soldats puissent voter avant de partir—7410 ; explications fournies par autorités militaires—7412 ; réponse à M. Hyman—7412 ; hommes nécessaires pour préparer le terrain du camp—7412.

M. Ingram—Les hommes sont partis, le tour est joué—7412.

M. R. L. Borden—Dépêche de M. Hyman remarquable—7413 ; explications insuffisantes—7413 ; affaire combinée, sept électeurs éloignés—7413.

Hon. Tisdale—Date des ordres suspecte—7414 ; machination de nature à faire tort à milice—7414 ; moyens doivent être pris pour faire revenir soldats pour voter—7414.

Sir W. Laurier—Vilaine action d'accuser sans preuve le ministre de conspiration—7415 ; officiers milice n'ont pas songé à l'élection—7415.

Hon. Foster—La flotte de Rojostvensky au fond de la mer, il n'y a plus de danger à faire revenir soldats pour voter—7416.

Sir Fred. Borden—Donnera ordre pour faire venir si possible—7418.

M. S. Hughes—Veut avoir correspondance relative à l'envoi et au choix des miliciens—7419.

Motion d'ajournement rejetée—7419.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

M. W. F. Maclean—Député de London (hon. Hyman) dans position anormale—2026 ; député d'Oxford-nord (hon. T. Sutherland) a donné depuis longtemps sa démission—2026 ; M. Hyman devrait recevoir officiellement le poste et se présenter devant ses électeurs—2026 ; propose ajournement de la Chambre—2026.

AJOURNEMENTS—*Suite.*MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS—*Suite.*

Sir W. Laurier—Hon. Sutherland n'a jamais offert démission—2027; l'aurait prié de garder son portefeuille—2027.
Motion d'ajournement rejetée—2028.

PAVAGE DES TERRAINS DU PARLEMENT.

M. S. Hughes—Lit note relative au pavage des terrains du parlement—5912; M. Robinette et la compagnie Warren—5914; les devis—5916; à quoi bon rédiger des devis s'ils sont préparés de façon que seule une compagnie en particulier puisse avoir contrat—5916; propose ajournement—5916.

Hon. Hyman—Prix payé par le gouvernement inférieur à celui payé par cité d'Ottawa, pour même travail—5917; raison pour laquelle soumission pas acceptée l'année dernière—5919.

M. Bennett—Entreprise pour \$10,000 sans publicité—5919; travail inférieur—5920—5920; l'influence occulte de M. Robinette—5920.

M. Sproule—Requête des citoyens préparée par un intéressé—5922; violation de la loi des soumissions—5923; concurrence impossible—5924; M. Robinette a fait faux bond au gouvernement parce qu'il n'a pas osé se présenter—592.

M. R. L. Borden—Loi des soumissions—5923.

Sir W. Laurier—Question des soumissions réglée par loi nouvelle de la présente session—5926; au point de départ, somme en jeu ne dépassait pas \$5,000—5926; soumission d'après les nouveaux devis pas accordée, le gouvernement veillera—5920; M. Robinette a parfaitement le droit de soumissionner—5928.

Hon. G. Foster—Pays a perdu des millions à la disjonction de la responsabilité des ministères—5928; des ministres ordonnent des travaux sans demander soumissions et sans consulter autres ministres—5929; la sagesse collective du cabinet est un frein utile pour certains ministres—5929.

M. G. Taylor—Le gouvernement paie \$2.25 la verge carrée de pavage, Brockville et Guelph paient 89 cents—5930.

M. S. Hughes—Impossibilité de retrouver les documents pour déterminer le coût—5930; l'hon. Sutherland n'a dû rien avoir à faire avec contrat—5930; les employés prennent sur eux de faire des travaux—5932; comment sont signées les pétitions—5932; la clôture du parc de Major Hill—5934; lettre envoyée au ministre—5934.
Motion d'ajournement rejetée—5934.

TARIFS DE CHEMIN DE FER DE L'INTER-COLONIAL.

Hon. Emmerson—Plaintes de M. Taylor relativement aux tarifs de l'Intercolonial—6241; réponses Tiffin—6241; circulaire de l'Association canadienne du transport—6246; propose ajournement—6248.

M. Taylor—Prix changés depuis que le Canada-Eastern aux mains du gouvernement—6254.

Hon. Emmerson—Commerçants de Fredericton ont consenti au changement—6254.

AJOURNEMENTS—*Suite.*TARIFS DE CHEMIN DE FER DE L'INTER-COLONIAL—*Suite.*

M. Loggie—Les prix à Chatham—6261.

Hon. Emmerson—L'Intercolonial maintient ses prix où il a la haute-main—6262.
Motion d'ajournement rejetée—6262.

VACANCE DANS LE MINISTÈRE.

M. W. F. Maclean—Aux Etats-Unis il faut un referendum toutes les fois qu'on touche aux lois organiques—5592; siège est vacant dans Oxford, il faut une élection pour donner à la population d'Ontario l'occasion de protester contre les accusations d'intolérance—5593; le "Globe" donne tort au gouvernement dans la question constitutionnelle—5593; il faut donner au gouvernement l'occasion de se justifier—5593; aspirants ministres disponibles—5593; refus d'agir passera pour lâcheté—5594; si le gouvernement reçoit l'appui d'Ontario il aura de plausibles raisons de maintenir son projet de loi—5594; propose ajournement de la Chambre—5594.

Sir W. Laurier—Remarques de mauvais goût—5594; funérailles ex-ministre ont eu lieu samedi seulement—5594; refusé de répondre en ce moment—5594.
Motion d'ajournement rejetée—5594.

BILLS.

BILLS DU GOUVERNEMENT.

Bills sanctionnés :

LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA.

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 69) créant la province d'Alberta et pourvoyant à son administration—1481; intimement lié avec bill constituant province de Saskatchewan, explications de l'un serviront pour l'autre—1481; développement effréné des Etats-Unis, anarchie aux frontières—1481; développement de l'ouest canadien progressif et pondéré—1482; moment venu de libérer Territoires d'une tutelle autrefois nécessaire—1482; temps arrivé de concéder plénitude de droits constitutionnels—1482; le Canada en 1867—1482; l'entrée immédiate du Manitoba dans la Confédération—1482; peut-être eût-il mieux valu lui faire subir étape intermédiaire—1482; Alex. Mackenzie et la création des Territoires du Nord-Ouest en 1875—1483; système établi—1483; la loi de 1875 établissait les écoles séparées sur la même base qu'Ontario—1483; en 1886, représentation aux Communes—1483; en 1888, conseil exécutif remplacé par assemblée législative—1484; en 1891, nouvelles attributions, presque les mêmes que les assemblées législatives des provinces, sauf pouvoir d'emprunter—1484; modifications du conseil exécutif, 1894, 1897—1484; il reste peu de chose à faire pour autonomie complète—1484; le métal est sorti du creuset, il ne reste plus qu'à y apposer le sceau de la nation canadienne—1484; il y a deux ans, premier mouvement en faveur de l'autonomie, temps mal choisi à cause proximité des élections générales—1485; aussitôt après

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

les élections rencontre avec MM. Haultain et Bulvea—1485; maintenant bill présenté—1485; quatre questions primordiales: une ou deux provinces, à qui les terres publiques, conditions financières, régime scolaire?—1485; les terrains couvrent superficie supérieure aux sept provinces du Canada, 1,112,527 milles contre 1,110,694 milles—1486; trop grand pour une seule province—1486; au point de vue du climat, deux grandes divisions: nord et sud—1486; ligne de démarcation: frontière qui sépare Mackenzie d'Athabasca—1486; le nord aride, inculte pour le moment—1487; le sud agricole et fertile—1487; pas d'autonomie pour la partie nord—1487; deux provinces formées avec la partie sud, séparées par le 4^e méridien—1487; environ 275 milles carrés chacune et 250,000 âmes—1488; refus de sir John Macdonald en 1884—1488; opinion du conseil des ministres conservateurs—1489; encore plus difficile de trancher question maintenant dans les territoires qui ont une existence propre qu'ils n'avaient pas alors—1489; législation des Territoires a formellement refusé de se dessaisir d'un seul coin de sa terre en faveur du Manitoba—1490; agrandissement peut se faire par le nord vers la baie d'Hudson—1490; mais impossible de priver Ontario, Québec et nouvelle province de Saskatchewan d'un débouché sur la baie d'Hudson—1490; portion des Territoires au nord du Manitoba pas attribuée pour le moment—1490; restera en suspens pour partage ultérieur, s'il y a lieu—1490; représentation au parlement fédéral restera la même jusqu'à prochaine élection—1490; assemblée législative de 25 membres pour chaque province—1490; deux capitales, Regina indiquée pour Saskatchewan—1490; en dispute pour Alberta, Edmonton, temporaire—1490; bill en vigueur, premier juillet prochain—1491; les anciennes provinces en entrant dans la confédération étaient déjà en puissance de leurs terres, elles leur ont été laissées—1491; les Territoires n'ont jamais eu la jouissance de leurs terres—1491; le droit de souveraineté a toujours appartenu au Dominion—1491; aux Etats-Unis, en créant de nouveaux Etats, le gouvernement de Washington garde propriété et administration des terres publiques—1491; le Manitoba n'a pas eu ses terres—1492; l'opinion de sir John Macdonald, ordre en conseil 30 mai 1884—1492; texte—1493; danger pour l'immigration si système des homesteads était supprimé et prix des terres élevé—1493; traitement généreux en échange de ce sacrifice—1493; le système des subsides aux provinces est faux—1494; adopté sous la pression des circonstances—1494; les Territoires ont reçu et dépensé l'année dernière \$1,636,000—1494; dispositions de l'Acte de l'A. B. du N. quant aux autres provinces—1495; texte des dispositions financières du bill quant au subside par tête—1496; rému-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

nération ayant trait à la dette publique—1497; calculée sur la base de \$32.43 par tête—1497; calcule que la population actuelle des Territoires, s'élèvera 500,000 en juillet—1498; texte des arrangements en compensation des terres publiques—1498; dotation minimum par province \$1,030,373—1499; maintien des exemptions accordées au C.P.R.—1500; protestation Blake et amendement Charlton, rejetés—1501; les engagements pris doivent être respectés gouvernement fédéral en souffre comme gouvernements provinciaux—1501; gouvernement menacé deux côtés quant à la question scolaire—1501; appel à la tolérance—1501; historique des écoles séparées—1502; la minorité protestante n'a jamais eu à se plaindre de Québec—1502; opinion de sir John Rose—1502; établissement des écoles séparées sous l'union, lois 1841, 1855, 1863—1503; sir John Macdonald en faveur des écoles confessionnelles, George Brown opposé—1504; en dépit des efforts de George Brown la minorité catholique du Haut-Canada fut confirmée dans la jouissance des écoles séparées—1504; loi 1863 fut votée par majorité du Haut-Canada—1505; la lutte pour la représentation d'après la population—1506; l'œuvre de George Brown amène l'union des provinces du Canada—1506; les difficultés à vaincre—1507; les droits de la minorité soustraits à l'arbitraire de la majorité—1506; pouvoirs provinciaux restreints quant à l'éducation dans Ontario et dans Québec—1508; tant que la constitution durera, les écoles séparées doivent être maintenues dans Ontario et dans Québec—1508; Brown y consentit; son discours—1509; l'œuvre n'est pas achevée, les pères de la Confédération ont prévu l'achèvement de leur œuvre et sollicité l'entrée de nouvelles provinces—1511; celles-ci doivent-elles être privées des avantages donnés à Ontario et à Québec?—1511; l'Acte de l'A. B. du N. art. 93 dit que si une province demande son entrée dans la Confédération si elle jouit d'un système d'écoles confessionnelles elle pourra réclamer les avantages accordés à Québec et à Ontario—1512; quand le Manitoba entra dans la Confédération, il n'avait pas d'écoles séparées—1512; aussi les attributions du gouvernement provincial du Manitoba furent absolues quant à l'éducation, comme ceux du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse sans restriction—1512; mais, en 1875, M. Mackenzie a donné aux Territoires du Nord-Ouest une organisation comportant des écoles confessionnelles—1513; discours de M. Blake en 1875—1514; réponse de M. Mackenzie—1515; discours Aikens, sir A. Campbell, Brown—1516; Brown déclare que du moment où la loi consacrait l'établissement des écoles séparées, elles entraient dans le régime établi sous l'empire de la loi de l'union—1517; deux propositions incorporées dans le bill en discussion: la minorité a droit à ses écoles, la minorité a droit à sa part

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.* ,

des deniers publics—1518 ; les écoles publiques aux Etats-Unis—1519 ; fier de voir qu'on enseigne dans les écoles canadiennes la morale et les dogmes du christianisme—1519.

M. R. L. Borden—Impossibilité de discuter au pied levé—1520 ; motion antérieure de M. W. J. Roche—1520 ; conversion du premier ministre à l'opportunité de l'autonomie—1520 ; résolution Borden—1521 ; silence et mépris ministériels—1521 ; correspondance Haultain-Laurier—1522 ; les anciens défenseurs des libertés populaires enlèvent aux nouvelles provinces la libre gestion de leur domaine—1524 ; le parlement actuel pourrait abroger les dispositions existantes dans les Territoires au sujet des écoles—1525 ; il ne le pourra plus si la loi passe sous la forme annoncée—1525 ; demande production de documents—1527.

M. Sproule—Demande qu'on imprime et distribue le bill—1528.

1re lecture—1528.

Sir W. Laurier—Propose deuxième lecture—3028 ; zèle des journaux conservateurs au sujet clause d'éducation contraste avec réserve gardée par chef d'opposition—3029 ; soulèvement des passions : en 1875, écoles du Nouveau-Brunswick ; 1889, biens de Jésuites ; 1896, écoles Manitoba—3029 ; position libérale dans chaque cas identique—3030 ; même position dans la situation présente, s'appuie sur la pierre angulaire de la constitution—3030 ; le parlement fédéral a, par la constitution, le droit de donner à la minorité des nouvelles provinces, les écoles dont jouissent les minorités dans Ontario et Québec—3030 ; tout le monde d'accord maintenant sur inviolabilité des droits provinciaux—3030 ; texte article 93 de la constitution—3031 ; complète citation faite par M. Northrup du discours 1893—3032 ; partout où il y a un système d'école confessionnelles établi, il y a restriction des droits des provinces—3032 ; il est indifférent qu'Alberta et Saskatchewan soient des territoires au lieu d'être des provinces—3032 ; les droits acquis sont tout aussi sacrés—3032 ; si on prétend que ce parlement peut faire litière des engagements de ses prédécesseurs, nous avons le droit d'enlever tout pouvoir quelconque aux provinces actuellement existantes—3033 ; bien obligé respecter engagements avec C.P.R.—3033 ; lettre Haultain—3034 ; M. Haultain croit que l'article 93 s'applique automatiquement—3034 ; le gouvernement juge que cet article doit être incorporé législativement dans constitution des territoires—3034 ; les démarches de M. Galt à la conférence de Québec pour faire reconnaître les droits de minorités, citations de discours—3035 à 3038 ; M. Galt a fait inscrire ces dispositions non seulement pour garantir la minorité protestante dans province de Québec, mais pour la garantie de toute minorité dans n'importe quelle province—3038 ; article 16, dans texte ori-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.* ,

ginal tend seulement à accorder à la minorité les droits et privilèges consacrés en sa faveur par la loi qui la régit actuellement—3039 ; on a dit article trop vague—3039 ; article 16 primitif donne la loi établie en 1875—3040 ; modifications ont été apportées, un nouveau texte reproduira les ordonnances de 1901, c'est-à-dire la loi actuelle—3040 ; laisse les provinces nouvelles libres d'établir répartition des fonds scolaires pourvu qu'il y ait égalité de traitement—3040 ; appel à la concorde et à la générosité—3041.

M. R. L. Borden—Question d'autonomie des provinces toujours traitée à la légère par gouvernement—3042 ; accepte principe d'autonomie, déclarations antérieures—3043 ; ni lâche, ni fanatique, va définir son attitude—3043 ; les provinces doivent avoir le droit absolu de gestion de leurs terres—3044 ; ce droit donné aux provinces, n'arrêterait pas l'immigration—3045 ; les anciennes provinces font bien de l'immigration—3045 ; l'agitation des écoles du Manitoba : les libéraux pouvaient y mettre un terme, leurs amis étaient au pouvoir au Manitoba—3046 ; apprécie enseignement moral de l'Eglise catholique—3047 ; exemple donné aux protestants—3047 ; se base sur le roc de la constitution—3048 ; ne veut pas qu'on fasse disparaître rien de ce qui sert de base aux droits des provinces du Dominion—3048 ; s'opposerait à toute proposition à l'effet d'empêcher l'établissement des écoles séparées au Nord-Ouest—3048 ; la campagne de 1896, McCarthy, Tarte, Laurier—3049 ; le pays a déclaré en 1896 qu'alors même qu'on ne violerait pas la constitution, il ne faut pas user de coercition envers une province quand il s'agit d'instruction publique—3050 ; les deux partis étaient alors divisés—3050 ; l'Acte des territoires de 1875 n'était pas imposé permanemment aux Territoires ; de fait, il a été amendé à différentes reprises, par le parlement pour modifier les pouvoirs de l'assemblée législative—3051 ; opinions Brown, Thompson, Mills, Girouard, Cléments—3054 ; rien n'oblige le parlement à consacrer par une loi l'état de choses qui existe actuellement dans les Territoires du Nord-Ouest—3054 ; le mécanisme de l'entrée des provinces dans la confédération à la lueur des délibérations de Québec—3057 ; l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord est de 1867, les ordonnances reproduites sont de 1875—3057 ; les droits qu'on veut donner aujourd'hui ne sont pas ceux que conférait l'Acte de l'Amérique britannique du Nord puisque ce sont des droits concédés cinq années après—3038 ; l'article 16 tel que soumis est obligé de s'écarter de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord—3058 ; discussion de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord—3058 ; acte de 1871, acte de 1886—3061 ; le parlement impérial n'a jamais entendu autoriser le parlement du Canada à faire des change-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. R. L. Borden—*Suite.*

ments dans la répartition des pouvoirs législatifs déterminé par acte 1867—3061; opinions Mills, McCarthy, Davies—3062; impossible admettre que lois créées après rédaction article 93 de l'acte de 1867 puissent être imposées en vertu de cet article—3064; l'objet était de ne pas enlever droits créés par pouvoir souverain—3064; mais il n'y avait pas de pouvoir souverain dans les Territoires en 1875—3064; Saskatchewan et Alberta n'étaient pas encore des provinces—3065; prémisses fausses posées par premier ministre—3065.

M. R. L. Borden—Reprise—3078; article 16 pas d'accord avec l'esprit et la lettre de la constitution—3079; article nouveau posera sur même principe que l'ancien—3079; une loi comme celle-ci fera tort considérable au Nord-Ouest—3080; l'article 2 suffit, texte—3081; donne tout ce que prétend désirer premier ministre—3081; article nouveau proposé, texte—3082; il y a moins de différence entre l'article nouveau et l'ancien qu'entre ceux-ci et l'article 93 organique de la constitution—3084; le parlement s'arroge le pouvoir d'interpréter une disposition constitutionnelle qu'il ne peut pas modifier—3084; que les droits de chacun soient réglés par la constitution et il n'y aura ni injustice, ni agitation—3084; discours de sir W. Laurier en 1890 sur la dualité des langues officielles au Nord-Ouest—3085; demandait de laisser la question aux habitants des Territoires—3086; le premier ministre respecte bien l'opposition que font Territoires à l'attribution d'une partie de leur territoire au Manitoba—3088; pourquoi restreindre la liberté de ces provinces quant à l'éducation, malgré le vœu de leurs représentants—3088; l'obligation quant au C.P.R. résulte d'un contrat, dans ce cas-ci, il n'y a pas de contrat—3089; demande si disposition nouvelle soumise à M. Haultain?—3089.

Sir W. Laurier—Non—3089.

M. R. L. Borden—Ignore pourquoi M. Haultain laissé de côté—3089; minorités partout respectées—3090; reconnaît scrupules des catholiques—3090; pas raison de suspecter bonne foi de la population du Nord-Ouest—3090; sir W. Laurier en 1890 exprime confiance dans justice population du Nord-Ouest—3092; constitution ne protège pas minorités politiques—3092; cas de la Nouvelle-Ecosse—3093; dépose motion d'amendement—3094; ne veut pas faire rejeter le bill, seulement accorder aux provinces pleine mesure d'autonomie, y compris le pouvoir de faire exclusivement leurs lois scolaires—3094; si motion adoptée n'entraîne pas rejet de la loi reste inscrite pour être discutée en comité général—3094.

Hon. Fielding—Pas d'accord quant à l'effet de la motion—3095; si motion passée, bill disparaît—3095; amendement aurait dû être présenté en comité général—3095; la question constitutionnelle n'est pas ques-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. Fielding—*Suite.*

tion prédominante dans ce cas—3095; le peuple ne doit pas être tracassé de questions et d'arguties constitutionnelles—3095; tout le monde est d'accord que moment venu d'accorder autonomie aux Territoires—3096; pas de différend sérieux quant à la formation de deux provinces—3097; quant aux terres, sir John Macdonald décida, lors de l'entrée du Manitoba dans la Confédération, que la province n'en aurait pas la possession—3099; texte de l'ordre en conseil—3099; conditions financières suffisamment généreuses—3101; chacun désire naturellement que la question de l'éducation soit résolue dans le sens se rapprochant le plus de ses propres vues—3102; regrette pour sa part que tout le monde ne soit pas en faveur des écoles communes publiques—3102; 41 p. 100 de la population du Canada n'approuve pas ce système—3102; les catholiques ne sont pas en minorité partout—3102; si Québec, en vertu des droits sacrés des provinces, voulait empiéter sur les droits scolaires des protestants, le bureau du parlement impérial se couvrirait de pétitions—3102; on demanderait vite que les droits des provinces soient laissés de côté—3102; ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit—3103; différents points de vue éducationnels—3103; loi de la Nouvelle-Ecosse—3103; idées des catholiques romains—3104; l'idée de l'union de la religion et de l'éducation partagée non seulement par catholiques romains mais encore par beaucoup de protestants—3105; le premier ministre n'a pas dit qu'il y avait obligation stricte de remettre en vigueur les dispositions de l'acte de 1875, mais obligation morale—3105; premier ministre ne nie pas le droit strict de chaque député de voter sur cette question d'après les dictées de sa conscience—3105; lit article 11 de de l'acte de 1875—3105; en aucun temps le parlement n'avait le droit de l'abroger—3106; au début acte 1875 présenté sous gouvernement Mackenzie ne contenait aucune disposition relative à l'instruction—3106; fut ajoutée ensuite, discours Blake—3106; discours Scott, Aikens—3108; tout indique que l'effet de la disposition était d'établir un régime permanent—3110; opinion McCarthy—3111; opinion Thompson—3113; discute au point de vue pratique—3113; différence entre l'état de choses au Manitoba en 1896 et maintenant, au N.-O.—3113; pas de protêt officiel des Territoires, M. Haultain s'oppose, en son nom personnel, au bill—3114; la majorité des représentants du N.-O. au parlement fédéral est en faveur du bill—3114; les écoles séparées telles qu'elles existent actuellement au N.-O.—3114; détails du système—3115; différence insignifiante avec écoles publiques—3114; une demi heure d'éducation religieuse aux enfants ne peut pas leur faire de mal—3117; à la connaissance des faits, la population protestante regrettera son agitation—3117; fier du régime

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. Fielding—*Suite.*

d'écoles de la Nouvelle-Ecosse—3118 ; fonctionnement du système ; en pratique les écoles séparées existent—3118 ; la crainte même d'une injustice ne doit pas subsister pour avoir la paix au N.-O.—3120 ; l'opposition divisée—3120 ; MM. Monk et Bergeron, MM. Hughes et Sproule—3121 ; si ce projet de loi n'est pas adopté, sir W. Laurier n'aurait qu'à se démettre et aucun gouvernement ne pourrait être formé ayant la confiance du parlement—3121 ; il y a une crise—3121 ; il faudrait former un gouvernement absolument protestant—3122 ; il est inutile de se le dissimuler, nous sommes en présence d'une question religieuse—3122 ; si ce gouvernement tombait, il faudrait un gouvernement avec un programme religieux—3122 ; il faut chercher une autre solution—3122 ; évitons une lutte sur le terrain religieux—3123 ; signons une paix honorable—3123.

Discussion reprise—3125.

M. T. S. Sproule—Discours hon. Fielding plein de sombres menaces—3126 ; il a été le premier à dire qu'il y avait une question religieuse—3126 ; ce n'est pas l'opposition qui a introduit dans le bill l'étincelle qui peut allumer la guerre civile—3127 ; ce ne sont pas seulement les journaux conservateurs qui repoussent la mesure gouvernementale—3127 ; le "Globe" la condamne—3127 ; a voté en faveur du bill des Jésuites parce que c'était une affaire interne de la province de Québec—3129 ; conserve aujourd'hui la même attitude, ne peut pas en être blâmé—3129 ; l'art. 93 doit s'appliquer aux provinces jouissant de l'autonomie provinciale avant d'entrer dans l'union—3130 ; questions soumises à M. Christopher Robinson, C.R.—3131-3134 ; discours Laurier 3 mars 1896 3134-3137 ; pas d'ingérence dans les affaires des provinces, telle était sa doctrine—3138 ; interprétation personnelle de la constitution—3138 ; si les Territoires avaient été convertis plus tôt en provinces toutes ces difficultés n'auraient pas surgi—3139 ; interprétation Watson—3140 ; les luttes pour les droits des provinces—3141 ; l'Indien et son wigwam—3142 ; nous ne donnons pas pleine autonomie aux Territoires puisque nous empiétons sur leurs droits en matière d'instruction—3142 ; faut-il perpétuer un système comme celui des écoles séparées?—3144 ; l'instruction par le clergé a fait des Français un peuple d'illettrés et d'athées—3144 ; si on demande au Canada que l'éducation ne soit pas confiée au clergé, on est traité de fanatique—3145 ; on ne peut pas être blâmé de faire ce qu'ont fait la France, la Belgique, l'Italie—3143 ; si on accorde des écoles séparées aux catholiques, pourquoi pas à toutes les dénominations?—3146 ; il y a cent trente religions au N.-O., faut-il des écoles séparées pour toutes?—3146 ; aucune église ne devrait avoir la direction de l'éducation—3146 ; elle appartient à l'Etat—3146 ; le cas de Terre-Neuve—3146 ; le système d'écoles d'Ontario et Québec est mauvais—3147 ;

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. T. S. Sproule—*Suite.*

si la population de l'ouest demandait des écoles séparées, il les accorderait cependant—3146 ; ce n'est pas la population catholique du N.-O. qui demande des écoles qu'on veut lui donner—3148 ; ce ne sont pas les autres provinces qui le demandent—3148 ; elles sont demandées seulement par le peuple et le clergé de Québec—3148.

M. O. Talbot—C'est le club Jacques-Cartier qui a monté le mouvement—3148.

M. Sproule—Québec ne connaît rien de la situation du N.-O.—3149 ; différence de condition dans le groupement de la population—3150 ; il sera impossible aux catholiques de maintenir une école—3150 ; cette école serait forcément inférieure—3150.

Hon. M. Brodeur—Signale à M. Sproule qu'il n'a pas protesté contre bill de sir John Macdonald pour établir les écoles actuelles du N.-O.—3153.

M. Sproule—Ne comprenait pas bien alors la constitution—3153 ; brochure "Farms and Western Lands" où l'on attire les immigrants en disant que les écoles de l'ouest sont nationales—3153 ; les pétitions—3154 ; le "Gleaner" et les écoles—3156 ; la vente des fermes de Québec et l'expulsion des protestants—3158 on doit éviter les erreurs commises—3158 ; on dit que la population de l'ouest est favorable au bill et on n'ose pas tâter l'opinion et nommer un ministre de l'Intérieur—3158 ; représentation incomplète—3159 ; comparaison fallacieuse entre écoles du Canada et des Etats-Unis—3160 ; ne touchez pas aux provinces jumelles—3160.

Hon. W. Paterson—M. C. Robinson et l'hon. Fitzpatrick deux grands avocats ne s'entendent pas sur l'interprétation de la constitution ; il y a donc, pour tout le monde, le droit d'user de son jugement propre—3162 ; M. Robinson ne s'entend pas davantage avec M. Borden—3164 ; l'assemblée de Massey Hall—3165 ; va-t-on laisser les avocats traîner cette question de juridiction en juridiction—3165 ; ne vaut-il pas mieux laisser aux citoyens établis là-bas, jouissant depuis 30 ans de lois qui leur conviennent, la tranquillité dont ils ont toujours joui?—3165 ; lettres reçues—3166 ; en somme, l'esprit de la constitution, c'est que les droits des minorités soient sauvegardés—3167 ; c'est dans cet esprit que Geo. Brown a fait taire ses sympathies pour les écoles communes—3167 ; différence avec 1896 : nous n'abolissons ni ne violentons aucune loi de ces provinces, puisqu'elles n'existent pas—3168 ; nous confirmons une loi passée par la législature des Territoires—3169 ; M. Haultain a déclaré que même s'il était dictateur, il ne voudrait pas toucher aux lois scolaires existant dans les Territoires—3169 ; il ne faut pas laisser s'éterniser cette question—3170 ; les écoles actuelles des Territoires ne sont pas confession-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. W. Paterson—*Suite.*

nelles, elles sont nationales—3170; texte et dispositions de la loi—3171; il n'y a pas de mal à lire et à expliquer la Bible pendant une demi-heure à la fin de la classe—3174; l'œuvre des deux clergés dans l'ouest—3174; l'assemblée de Toronto, M. Caldescott—3175; il n'est pas mauvais d'avoir un chef énergique—3176; s'il est vrai comme dit l'opposition que cette mesure va tuer le gouvernement, il y a toujours du courage pour les ministres de maintenir leurs principes en face de la défaite dont on les menace—3177; prophétie de M. E. E. Thompson—3177; M. Willison—3177; quand les libéraux qui se détachent aujourd'hui verront renaître l'ordre, ils reviendront—3178; sir W. Laurier est le facteur le plus important de l'unité nationale du Canada—3178.

M. F. D. Monk—Hon. M. Paterson s'est efforcé de démontrer que les avantages accordés à la minorité sont bien anodins—3178; caricature du "Herald"—3178; depuis 1896, a promis de ne pas discuter la question des écoles et a tenu parole—3172; les concessions accordées par la loi ne sauraient donner grand résultat—3180; le chef de l'opposition a développé sa cause sans rien dire qui puisse froisser la susceptibilité de qui que ce soit dans la province de Québec—3180; principe de la constitution est l'absolue égalité législative des provinces—3182; toute déviation est subversive au principe fondamental et la constitution—3182; la répartition des pouvoirs se trouve établie automatiquement dès qu'une province accepte le pacte fédéral—3182; le Manitoba est entré en vertu d'une charte spéciale—3183; acte de 1871 ayant trait à l'entrée de nouvelles provinces—3183; le seul pouvoir qu'a le parlement c'est de créer la province; la constitution de 1867 fait le reste—3183; contrairement à ce que pense le chef de l'opposition, l'article 93 s'applique immédiatement et tous les droits que possédait la minorité de la province créée quant à l'éducation publique au moment de sa création sont protégées en vertu de cet article—3185; ceci s'applique à toute loi promulguée par une autorité compétente—3186; le bill dépasse les pouvoirs du parlement fédéral—3186; l'acte du Manitoba à cet égard était *ultra-vires*, il a fallu le faire confirmer par le statut impérial de 1871—3186; jugements divers établissant que toutes les terres publiques quelle que soit la source de propriété tombent sous la juridiction provinciale aussitôt que la province est créée—3187; nous n'avons pas le droit de restreindre les pouvoirs de taxer des nouvelles provinces quant au C.P.R.—3190; il y a doute sérieux quant à l'application de l'art. 93 à la constitution aux nouvelles provinces—3191; alors il y a obligation morale; si la minorité ne reçoit pas de cet article 93 la protection qui lui est due, nous devons la lui donner—3191; avant-projet Haultain va plus loin que les deux projets soumis à la Chambre,

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. F. D. Monk—*Suite.*

nous reporte à l'état avant 1er juillet 1867—3192; la clause scolaire primitivement proposée par le bill n'empiète pas sur les droits des Territoires en matière d'éducation—3192; la nouvelle disposition est plus explicite, définit mieux pouvoirs accordés—3194; il n'y a aucun inconvénient à réitérer dans une disposition législative la consécration de droits déjà assurés par la constitution—3144; précautions prises en vain lors de l'entrée du Manitoba—3195, ce ne sont pas des écoles confessionnelles—3196; opinion Mgr Taché—3197; nous devons prêter notre appui à cette partie de la loi qui a trait à l'existence des écoles séparées—3197; le régime scolaire en Angleterre—3198; le régime scolaire aux États-Unis—3190; opinions d'éducateurs—3191-3202; l'opinion générale est qu'un système d'écoles d'où la religion est bannie est dangereux pour l'État—3202; valeur des écoles catholiques—3203; opinion Balfour—3203; faux que les députés catholiques subissent le joug de la hiérarchie—3204; remplit son devoir sans ordre ni mandat de son curé—3205; peuple de Québec libre—3205; dans le comté de Jacques-Cartier si tout le clergé se liguait pour assurer son élection il perdrait son dépôt—3205; l'électeur de Québec repousse l'ingérence du clergé dans les élections—3205; péroraison Balfour—3206.

Discussion reprise—3207.

Hon. C. Sifton—Ironie du destin politique—3206; critique adressée au premier ministre pour ne pas l'avoir consulté, pas justifiée par actes du premier ministre—3208; son opinion au sujet des points importants du bill communiquée à ses collègues avant de partir—3208; sauf quant à l'instruction publique le bill est en substance ce qu'il avait proposé qu'il fût—3209; au fond dispositions conformes à l'opinion qu'il s'était formée quand il administrait cette région—3209; accepte la formation de deux provinces, raisons qui militent en faveur de cette décision—3209; aurait désiré que les provinces se continuassent jusqu'au nord—3210; obstacle pas insurmontable—3210; l'intérêt de l'immigration s'oppose à tout partage de pouvoir quant aux terres—3211; ce serait compromettre la politique de colonisation sur laquelle repose la grandeur et la prospérité du Canada—3212; conditions financières généreuses, mais pas trop—3212; désirerait que le gouvernement fédéral conservât contrôle des questions d'irrigation—3213; quant aux dispositions scolaires, a démissionné pour protester contre les principes auxquels ces dispositions sont destinées à donner effet—3213; croit premier ministre a été mal inspiré de soumettre ces dispositions à la Chambre sans lui demander ce qu'il en pensait—3214; veut expliquer les raisons qui le poussent à appuyer le bill tel que maintenant modifié—3213; bien plus d'accord avec chef de l'opposition qu'avec premier ministre, mais n'arrive pas aux

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. C. Sifton—*Suite.*

mêmes conclusions—3214 ; d'avis que cette question doit être posée et discutée spécialement et non laissée à l'application d'une constitution, à l'égard de laquelle tout le monde est en désaccord—3214 ; loi 1875—3214 ; ce système donna des écoles cléricales—3215 ; en 1892, loi nouvelle, dualité abolie—3215 ; opinion des autorités catholiques sur écoles de 1892—3216 ; écoles entièrement enlevées à la direction cléricale—3217 ; traits caractéristiques de cette législation scolaire—3218 ; le premier texte de l'article 16 était loin d'avoir pour objet de maintenir l'état de choses existant—3218 ; le texte primitif faisait renaitre les privilèges conférés par la loi de 1875—3220 ; l'égalité de traitement quant aux fonds scolaires pour les deux dénominations, c'était la main mise constitutionnellement sur les fonds publics du N.-O., et sur \$50,000,000 du domaine public attribués à l'enseignement—3221 ; était prêt à s'associer avec n'importe quel groupe pour empêcher cette disposition de passer—3221 ; pour cela a quitté le gouvernement—3221 ; avec nouvel article proposé, situation nouvelle 3221 ; approuve premier paragraphe, clair et précis—3221 ; genre d'écoles qu'il crée—3222 ; deuxième paragraphe, conséquence du premier—3223 ; s'il y a des écoles séparées, il faut les avoir bonnes—3223 ; l'intervention dans l'emploi des deniers de la province n'est que théorique—3224 ; si la loi est appliquée, le système scolaire ne donnera pas prise aux objections de ceux qui sont opposés aux écoles confessionnelles—3225 ; attitude à l'égard des écoles séparées—3225 ; l'abolition des écoles catholiques au Manitoba "inefficaces au point d'en être absurdes"—3225 ; on ne peut pas mettre des gants pour déraciner de pareils abus—3226 ; les négociations avec les délégués du gouvernement Tupper et du gouvernement Laurier—3227 ; sir W. Laurier accepta le compromis dont les conservateurs n'avaient pas voulu et le calme revint—3228 ; indique différence de situation au Manitoba, avant et après compromis—3228 ; il serait absurde de donner à ces provinces une constitution qui serait une source de procès—3230 ; convaincu que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1871 permet de modifier art. 93 en supprimant restriction imposée—3230 ; d'ailleurs il suffirait obtenir du parlement impérial acte confirmatoire—3231 ; il vaudrait mieux laisser province absolument libre de légiférer en matière scolaire, mais la constitution n'y pourvoit pas, ou bien il y a doute ; alors il faut le dire explicitement—3231 ; d'accord avec premier ministre qu'il faut appliquer le principe de l'article 93, mais diffère sur le mode d'opérer—3232 ; deux propositions distinctes et irréconciliables, existence et non existence de droits acquis—3233 ; que va-t-on faire, en cas d'entêtement ; prophéties du ministre des Finances trop bien fondées—3233 ; désarroi général—3234 ; compro-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. C. Sifton—*Suite.*

mis nécessaire—3234 ; accepte compromis offert dans art. 16 nouveau, parce que ne porte pas atteinte au principe des écoles nationales—3234 ; se soucie fort peu de l'effet que cette attitude peut avoir sur sa carrière politique—3234 ; donne son appui au bill actuel sans enthousiasme et même avec répugnance—3234.

M. W. B. Northrup—Conseils et idées de M. Sifton repoussés par ses collègues—3236 ; ironie de dire qu'il n'a pas démissionné par dépit—3236 ; si la disposition réparatrice de l'article 93 de la constitution est devenue lettre morte pour le Manitoba, c'est dû à sir W. Laurier et ses amis—3237 ; origine de la clause inscrite par M. Galt dans l'acte de confédération—3238 ; quand les conservateurs demandaient l'établissement des écoles catholiques au Manitoba, ils exigeaient que l'insuffisance reprochée disparût—3239 ; si les minorités ont jamais eu à se plaindre, c'est par suite de l'attitude prise par sir W. Laurier en 1896—3240 ; importance et non-importance du bill soumis—3241 ; félicite M. Sifton d'avoir évité paroles pouvant blesser les sentiments de députés d'un côté ou de l'autre de la Chambre—3241 ; si les écoles du N.-O. diffèrent seulement de nom des écoles publiques, pourquoi jeter ce brandon de discorde?—3242 ; insignifiance de la différence relevée par M. Sifton entre le texte primitif et définitif de l'art. 16—3246 ; la montagne en travail enfante une souris—3246 ; la propriété des terres du Nord-Ouest et le Canada—3246 ; quand le Canada a-t-il acheté ces terres?—3246 ; historique—3247 ; la Cie de la baie d'Hudson n'a jamais été propriétaire de ces terres et n'a jamais pu les vendre au gouvernement canadien—3246 ; ordre en conseil, débat 1869—3247 ; les terres appartiennent à la Couronne et, une fois une province formée, la Couronne est représentée par les gouvernements provinciaux—3248.

Reprise—3251.

M. Northrup—Importance de l'éducation—3252 ; pourquoi le pouvoir de légiférer sur les écoles a été donné aux provinces—3252 ; pouvoir accordé pour répondre au vœu de Québec—3258 ; paroles sir John Macdonald—3252 ; la majorité doit être généreuse pour la minorité et pas seulement juste—3253 ; s'il ne s'agit que d'une demi-heure d'instruction publique, cela devrait être concédé—3254 ; la loi aurait dû être soumise aux électeurs de l'ouest réunis en collèges électoraux—3255 ; surpris que la préparation de la clause scolaire ait été confiée à un sous-comité, en l'absence du ministre de l'Intérieur et de celui des Finances—3256 ; le "Witness" et la démission du ministre de l'Intérieur—3257 ; explication de M. Sifton—3258 ; raisons données par le premier ministre pour présenter le bill—3258 ; différence de dogmes—3258 ; il n'est pas prouvé que le pays soit engagé à donner un certain système éducationnel à ces provinces—3259 ; il n'a jamais été donné des droits à On-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. W. B. Northrup—*Suite.*

tario ni à Québec, il a simplement été reconnu par concession réciproque un état de choses existant—3260 ; sir W. Laurier et les écoles des Etats-Unis—3261 ; différence entre une ordonnance passée par une législature et révocable et la convention avec le C.P.R.—3261 ; les ordonnances du N.-O. peuvent bien être un sujet de suspicion pour le commun des mortels—3262 ; pouvoirs du conseil de l'instruction publique très vastes—3293 ; la scission des écoles éloignera les bons immigrants—3265.

M. F. Oliver—Les anciens membres du cabinet Tupper mêlés à la question des écoles du Manitoba s'abstiennent de se prononcer sur ce bill—3266 ; cécité de l'opposition pas factice, bien réelle—3267 ; les deux versions de l'art. 16 diffèrent du tout au tout—3267 ; le délai dans présentation d'une loi d'autonomie a été bien employé à discuter la position—3268 ; en attendant, le N.-O. a été plus en mesure de demander de généreuses dispositions financières—3270 ; les provinces y ont gagné un quart de million—3270 ; la population du N.-O. n'a jamais demandé l'autonomie provinciale—3270 ; le mode d'administration des terres qui donnera le plus fort volume de colonisation sera le meilleur—3271 ; le gouvernement provincial n'a pas le même intérêt à amener des immigrants, ils n'entraînent que des dépenses nouvelles—3273 ; en aliénant les terres de leur domaine, les anciennes provinces se ruinent—3274 ; les deux nouvelles provinces trouveront au contraire à cette aliénation par le pouvoir fédéral un accroissement de leur subvention—3274 ; en faveur des écoles nationales—3274 ; l'assemblée de Toronto—3275 ; les écoles actuelles existent au N.-O. depuis 30 ans, il n'y a jamais eu de protestation—3277 ; pendant 30 ans, ce parlement pouvait les supprimer et il ne l'a pas fait—3277 ; si c'est seulement aux écoles séparées qu'on en veut et non à sir W. Laurier parce qu'il est français, M. Borden n'a qu'à déposer maintenant un bill pour supprimer les écoles séparées au N.-O.—3277 ; pétitions actuelles signées par des gens qui ne comprennent rien à l'affaire—3278 ; le bill préparé par le gouvernement du N.-O. était presque mot pour mot celui soumis à la Chambre—3278 ; art. 2, art. 13—3279 ; sans être admirateur des écoles séparées, croit que gouvernement est tenu en honneur de mettre loyalement à l'exécution les dispositions de l'Acte de l'A. B. du N.—3280 ; aurait préféré pas d'art. 16—3280 ; art. 16 indicatif, non impératif—3280 ; il eût mieux valu ne pas interpréter l'Acte de l'A. B. du N.—3281 ; cependant les difficultés survenues au Manitoba peuvent justifier craintes—3281 ; ce que voulaient imposer les conservateurs—3282 ; l'ouest est opposé aux écoles séparées non pour des raisons de culte, mais d'efficacité et d'économie—3282 ; au N.-O. il y a des écoles séparées, mais pas de

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. F. Oliver—*Suite.*

système d'écoles séparées—3283 ; le régime actuel donne d'excellents résultats et il est national—3283 ; il y a aux Territoires plus de cent écoles catholiques bien qu'il n'apparaisse aux rapports que 10 ou 12 écoles séparées—3283 ; Territoires peuvent être fiers d'entrer dans confédération à conditions si avantageuses—3284.

Discussion reprise—3369.

M. H. Bourassa—S'inspirera des paroles du premier ministre "le temps est venu d'imprimer à ces territoires le cachet de la nationalité canadienne"—3369 ; agitation a simplement pour objet d'imposer silence à l'opinion saine du pays—3370 ; d'ici à cinquante ans, peut-être la moitié de la population canadienne habitera ces provinces—3370 ; confiance dans l'ouest, mais éléments nouveaux à chaque instant—3370 ; importe que gouvernement conserve possession et administration du domaine public au N.-O.—3370 ; les vrais criminels ne sont pas les agitateurs, mais ceux qui éludent leur responsabilité en se couvrant de la constitution—3371 ; le respect des droits des provinces n'est louable que si on se place sur une base équitable—3371 ; origine de l'art. 93 d'après hon. Tarte, lorsque député de l'Islet, en 1893—3371 ; déclaration de lord Carnarvon, 19 fév. 1867—3373 ; opinion de lord Herschell—3374 ; violation constante des prétendus droits des provinces—3375 ; opinion de lord Watson contraire à celle de M. Haultain et affirmant qu'en attendant aux nouvelles provinces l'application de l'art. 93 nous avons le droit de le modifier—3376 ; annexion des Territoires à la confédération, 12 déc. 1867, ordre en conseil—3376 ; M. Haultain prétend que les pouvoirs exercés en vertu de ces décrets n'étaient que temporaires et que le régime scolaire créé en 1875 disparaît aussitôt que les Territoires sont formés en provinces—3377 ; à moins de mettre en doute l'honnêteté des législateurs de 1875, nous avons contracté vis-à-vis des populations de l'ouest des engagements solennels—3378 ; si nous outrepassons nos pouvoirs en imposant le respect des lois de 1875 ; de quel droit pouvons-nous imposer le respect du contrat avec le C.P.R. ? —3378 ; sir Chs Tupper et les avocats—3378 ; ce n'est pas le document écrit qui constitue le contrat—3378 ; c'est l'entente des parties—3378 ; le document écrit n'est que la preuve de cette entente—3379 ; nous sommes engagés vis-à-vis de la minorité catholique de l'ouest ; ce sont les catholiques aussi bien que les protestants de tout le Canada qui ont payé pour l'élevation des territoires au rang de provinces—3380 ; l'œuvre des missionnaires catholiques en Amérique—3380 ; l'appel à Mgr Taché en 1870—3380 ; nous en somme venus à applaudir les auteurs des lois d'abolition des droits catholiques au Manitoba—3381 ; un principe religieux est en jeu—3381 ; lord Watson et lord Herschell—3382 ; dans l'Angleterre protestante on

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. H. Bourassa—*Suite.*

a une conception plus équitable des droits des catholiques qu'au Canada où ils forment les deux-cinquièmes de la population—3382 ; la loyauté des Canadiens-français en 1774, 1812, 1837, 1849, 1863—3385 ; les orangistes en insultant les prêtres et les évêques catholiques souillent le drapeau britannique—3385 ; on calomnie Ontario en disant qu'il ne veut pas donner aux catholiques de l'ouest le traitement dont jouissent les protestants de l'est—3387 ; nous ne pouvons mettre le droit et la justice sous l'autorité absolue de la majorité qui domine aujourd'hui dans l'ouest—3388 ; nulle confiance en M. Haultain, c'est lui qui en 1892 et 1894, appuya une proposition de M. D. McCarthy pour l'abolition des écoles séparées et de la langue française au N.-O.—3389 ; les droits des catholiques en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick n'auraient pas été si bien respectés s'ils n'avaient reçu un sensible accroissement numérique—3390 ; sir Oliver Mowat et les écoles séparées—3390 ; ce qu'il faut c'est protéger les futurs gouvernants de l'ouest contre l'entraînement des passions et des préjugés—3390 ; on prétend que les catholiques de l'ouest sont satisfaits parce que leurs protestations n'ont pas été écoutées et qu'ils ont dû se soumettre à la force—3392 ; le petit Paul et le grand Pierre—3392 ; l'éducation catholique en France, en Italie, en Allemagne—3394 ; l'éducation dans Québec—3395 ; l'opinion du Dr Johnston, de McGill—3396 ; Québec est la province la plus tolérante du Canada—3398 ; lettre du rév. F. G. Scott de Québec—3398 ; l'élection de Wright et les appels de race—3400 ; la commission scolaire à Montebello—3401 ; le système scolaire en Suisse—3402 ; le passé des Canadiens est garant de leur loyauté dans l'avenir—3402 ; soyez justes envers les Canadiens-français—3403.

M. R. Blain—MM. Foy et Rhéaume, catholiques, ministres dans le gouvernement d'Ontario—3404 ; quand le premier ministre présentait le bill d'autonomie, le peuple croyait qu'il resterait fidèle à ses principes de 1896—3406 ; c'est son changement d'attitude qui a provoqué le mouvement dont il s'étonne—3406 ; lettres conseil presbytérien de Guelph, rév. Dr Mulligan, église anglicane, église baptiste, M. D. E. Thompson, Dr Wild, "Christian Guardian", ministres méthodistes, M. Willison, "Gleaner", etc.—3406 à 3413 ; circulaire et pétitions Sproule—3417 ; ces pétitions et ces plaintes proviennent de libéraux et de conservateurs—3418 ; M. Oliver et M. Davis et la question de la possession des terres—3418 ; citation de la "Gazette" de Montréal, rapport du surintendant de l'instruction publique sur état des écoles de Québec—3420 ; le peuple est désintéressé de la discussion mais s'intéressera au vote donné sur la question scolaire—3422 ; relit et appuie l'amendement du chef de l'opposition—3423.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. R. Lemieux—Si la province de Québec subit le joug du clergé, M. Blain, lui, subit sûrement le joug des ministres protestants—3423 ; aucun membre du clergé catholique n'a protesté, ni dit un mot sur la loi—3424 ; le double jeu des pétitions—3424 ; déplore la défection du "Globe"—3424 ; c'est l'attitude de George Brown qui a tenu les libéraux dans l'opposition—3425 ; les députés anglais de Québec et la prétention de Sellar de Huntington que les Canadiens-français chassent les Anglais de Québec—3426.

M. Sproule—Les Anglais ont dû demander de l'assistance pour aller au N.O.—3426 ; le clergé catholique forme un fond pour acheter leurs fermes—3426.

Hon. R. Lemieux—Absurde—3427 ;

Hon. S. Fisher—A côté de la vérité—3427.

Hon. R. Lemieux—L'Eglise catholique n'a pas d'argent à prêter—3427 ; divergence d'opinion entre MM. Haultain et Bulyea—3428 ; grandeur de l'idée de confédération—3429 ; vœu pour l'entrée de Terre-Neuve—3429 ; les Territoires du N.-O. sont la propriété du Canada, c'est notre création—3429 ; c'est le parlement impérial qui a élaboré la constitution de la confédération, c'est le parlement canadien qui élabore la constitution des nouvelles provinces—3430 ; nécessité de deux provinces pour que les enfants ne dévoient pas un jour leur père—3430 ; le gouvernement fédéral n'est jamais rentré dans les dépenses faites pour les Territoires, serait-il juste qu'il se dépossédât avant cela?—3432 ; les anciennes provinces pourraient envier le sort fait à Alberta et Saskatchewan—3434 ; à moins que les idées de sagesse et de tolérance ne prennent le dessus, c'en est fait de la confédération—3435 ; historique des écoles au N.-O., la première école fondée en 1818 à la demande de Mgr Plessis—3436 ; la règle de l'interprétation des constitutions, le juge Strong, sir Oliver Mowat—3438 ; la genèse de l'article 93, introduit à la demande de la minorité protestante de Québec—3438 ; sir John Rose et la libéralité catholique—3438 ; l'article 16 n'est pas incompatible avec la constitution, opinions—3439 à 3443 ; en Angleterre les minorités jouissent d'une liberté absolue en matière d'enseignement—3448 ; opinions Gladstone, Salisbury, Balfour, Chamberlain et la liberté religieuse—3448 ; l'éducation française, les vieilles écoles confessionnelles—3449 ; son idéal politique, à Westminster ; son idéal littéraire et artistique, en France—3449 ; ce sont des promesses violées qui ont amené la guerre du Transvaal—3450 ; chez nous, toutes les lois qui concernent l'éducation sont des lois fondamentales—3450 ; recensement religieux du N.-O.—3451 ; majorité de 11,955 seulement opposée aux écoles confessionnelles—3451 ; impossible à un catholique d'apprendre l'histoire aux mêmes sources qu'un protestant—3451 ; les libéraux doivent suivre la voie de Blake et de Mowat—3453 ; M. D. McCarthy fai-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. R. Lemieux—*Suite.*

sait bon marché de l'autonomie des provinces dans l'affaire des biens des Jésuites—3452; paroles de l'évêque de Cantorbery—3454; Leckey et le clergé catholique—3454.

M. M. S. McCarthy—M. Haultain défenseur des droits des populations de l'ouest—3455; les Territoires du N.-O. n'ont pas été achetés, on a payé une somme pour se débarrasser d'un monopole—3456; les diverses démarches des Territoires pour obtenir l'autonomie—3458; la population de l'ouest veut ses mines et ses terres—3458; retenir des provinces l'administration de leur propre domaine public est contraire à la politique coloniale anglaise—3460; opinions—3463; arrangements avec le Manitoba et la Colombie-Anglaise—3464; le gouvernement veut se conserver les services et l'influence de son armée d'employés—3466; M. Oliver dans la législature locale à Regina était opposé aux lois scolaires existantes du N.-O.—3468; divergences entre premier ministre et hon. Sifton—3470; pas de différence entre bill amendé et bill original—3471; le bill modifié maintient les ordonnances seulement, mais n'en maintient pas l'administration—3473; la population de l'ouest veut être libre de faire ce qu'elle veut de son système d'éducation—3476; on ne lui a jamais donné la chance de se prononcer—3476; la population de l'ouest a autant de tolérance que celle de n'importe quelle province du Canada—3476; ce n'est pas la perspective d'avoir des écoles séparées qui a amené l'immigration au N.-O.—3477; la délimitation des provinces a été faite pour satisfaire des intérêts locaux—3478; inconvénients de n'avoir pas de représentant de l'ouest dans le cabinet—3477; M. Sifton trouve que la frontière aurait dû être tracée 60 milles plus à l'est—3478; inconvénients de la délimitation actuelle pour l'élevage, pour l'irrigation—3478; le territoire septentrional aurait dû être ajouté—3479; le choix de la capitale Edmonton et Calgary—3480; les arrangements financiers pas trop libéraux—3481. Discussion reprise—3484.

Hon. G. Foster—Constitution au rancart—3485; principes violés—3485; le gouvernement a tenu ses intentions soigneusement cachées à l'égard du N.-O. jusqu'après les élections—3487; on disait aux électeurs: ayez confiance dans Laurier—3487; enfin vint l'instrument créateur présenté 21 février—3487; les négociations avec MM. Haultain et Bulyea—3486; on voulut bien écouter un ministre, mais pas le premier ministre—3490; le premier ministre aurait dû expliquer à M. Sifton que celui-ci se trompait sur ses intentions—3491; maintenant qu'on a remis l'article sur pied, au désir de M. Sifton, pourquoi ne reprend-il pas son portefeuille—3491; à moins qu'on n'ait voulu le mettre dehors—3491; M. Sifton a déclaré que l'article 16 primitif avait réellement pour effet de consacrer des

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

écoles confessionnelles à même les \$50,000,000 de terres publiques du N.-O., l'un des legs les plus considérables enregistrés dans l'histoire—3492; le premier ministre et le ministre de la Justice n'ont pas nié—3492; le ministre des Postes et le ministre des Douanes bernés par le ministre de la Justice—3493; l'ex-ministre de l'Intérieur l'a emporté—3493; il a fait substituer à l'art. 16 n° 1, l'art. 16 n° 2—3493; on dit même qu'il va revenir au pouvoir—3494; impossible de savoir comment on a fait rentrer dans les rangs M. Sifton—3494; nous avons déjà vu trois ministres sortir du cabinet dans le force de l'âge—3494; espérons que le dernier sorti résistera aux soporifiques—3495; si cette politique d'écoles et de terres avait été connue des électeurs des Territoires avant les élections générales, combien de libéraux auraient été élus—3496; pourquoi M. Bourassa a-t-il été si prodigue de ses oburgations aux conservateurs, et n'a-t-il pas dit leur fait aux libéraux?—3498; pourquoi n'a-t-il pas dit que la situation actuelle des catholiques au Manitoba était l'œuvre de sir W. Laurier?—3499; bien plus, pourquoi le premier ministre a-t-il enlevé l'article 16, et y a-t-il substitué l'article 16 nouveau, donnant des écoles reniées par la hiérarchie?—3500; le député de Labelle devrait protester contre ce changement—3500; le ministre de l'Intérieur accuse les conservateurs d'avoir voulu en 1896 imposer au Manitoba un système d'enseignement coûteux, inutile, inefficace—3500; après avoir fait son règlement, sir W. Laurier a annoncé à Montréal qu'il avait donné au Manitoba plus que les conservateurs ne voulaient lui donner—3501; différence entre les écoles d'Ontario et de Québec—3502; la tolérance d'un autre système dans Québec est forcée, étant donné l'état d'exclusivisme des écoles—3502; les écoles sont tellement imprégnées de religion que s'il n'y avait pas de tolérance ce serait odieux—3502; dans Ontario les écoles sont indemnes de toute influence religieuse et par conséquent les sentiments de personne ne peuvent être froissés, ni faussés—3503; l'idée primordiale du pacte de la Confédération était que l'éducation demeurait une matière propre aux provinces—3504; le premier ministre n'a pas le droit de dire que l'acte de confédération l'oblige à insérer dans l'acte constitutif des provinces la disposition qu'il propose—3504; ne regrette pas ce qu'il a fait en 1896, en appuyant la mesure réparatrice—3506; depuis que le corps électoral a déclaré à trois reprises qu'il n'en voulait pas, ne proposerait plus de mesure réparatrice maintenant—3507; c'est le gouvernement libéral qu'on veut sauver et pour cela, on sacrifie doctrines, principes, etc.—3508; le ministre des Finances fait un piètre compliment aux 40 p. 100 de catholiques du pays quand il dit que s'ils n'obtiennent pas ce qu'ils désirent, le pays ne pourra

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

pas être gouverné—3509 ; les catholiques ont obtenu satisfaction au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle-Ecosse, non pas en s'arrogeant de prétendus droits, mais en faisant appel à la générosité et au bon esprit de la majorité—3510 ; les écoles nationales, leur liberté—3512 ; la loi peut passer dans l'état actuel, on peut crier : paix ! paix !, mais aussitôt la loi passée et les provinces formées on verra commencer la résistance contre ces lois—3513 ; la loi restrictive imposée au N.-O. est injuste en principe et tracassière en pratique—3514 ; elle ne vaut pas le papier sur lequel elle sera écrite—3514 ; dans vingt ans la population de l'ouest peut l'annuler avec des règlements—3514 ; les plaidoyers des partisans du bill sont bons, mais ils se trompent de tribunal—3515 ; c'est aux provinces qu'ils doivent s'adresser, elles sont le tribunal suprême en matière d'éducation—3515.

Discussion reprise—3522.

Sir W. Mulock—Les convictions de M. Foster—3523 ; ses mutations—3524 ; indépendant, apostat—3525 ; sir Mackenzie Bowell a déclaré que la démission de M. Foster en 1896, ne fut pas une révolte de principe mais un accès d'ambition démesurée—3525 ; déclaration de sir Mackenzie Bowell au Sénat—3526 ; la fausseté d'attitude de M. Foster—3528 ; il cherche à attiser le feu—3528 ; il veut pousser les catholiques à demander davantage pour créer des embarras à sir W. Laurier—3529 ; 212 députés n'avaient pas vu dans l'article 16 primitif le piège qu'y a vu M. Sifton—3530 ; question d'appréciation—3530 ; M. Foster prétend que l'acte de Québec ne donne qu'à Québec et à Ontario le droit aux écoles séparées ; il disait le contraire en 1896—3530 ; citations—3531 ; il ne peut pas y avoir de droits provinciaux violés par la loi actuelle puisqu'il n'y a pas de droits provinciaux, il n'y en aura que lorsque la loi sera passée—3532 ; l'acte de la confédération ne donne pas une constitution toute faite à chaque province—3533 ; de fait, parmi celles qui existent il n'y en a pas deux dont les pouvoirs soient les mêmes—3533 ; exemple : les cours de divorces, la dualité des langues qui existe dans Québec seulement—3534 ; aérations de toute nature—3537 ; la base sur laquelle repose notre constitution est non pas la lettre, mais l'esprit de la loi—3538 ; la différence entre l'attitude de MM. Laurier et Borden est la différence d'attitude entre un homme d'état et un avocat—3538 ; la Chambre a le choix—3538 ; il ne peut pas y avoir d'empiètements là où il n'y a pas de droits préexistants—3538 ; conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord et à la lettre de l'acte de 1871 qui le modifie, il est de la discrétion absolue de ce parlement d'arrêter quelle sera la constitution des nouvelles provinces—3538 ; adverse aux écoles confessionnelles—3539, a déjà protesté contre les ordonnances du N.-O.—3540 ; mais enfin ce régime ex-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Sir W. Mulock—*Suite.*

iste depuis 30 ans et satisfait l'Ouest—3540 ; le discours du Dr. Sproule à Montréal au club Cartier—3541 ; bien différent du ton employé dans Ontario—3542 ; les circulaires aux catholiques et M. Maurault—3543 ; les appels de l' "Événement" et de la "Vérité"—3546 ; ce qu'on appelle à Toronto des concessions aux écoles séparées est appelé dans Québec des concessions aux écoles neutres—3546 ; divergences tories, un seul but : faire arriver, si possible au pouvoir, parti conservateur—3547 ; le gouvernement anglais et la liberté religieuse dans l'Inde—3548.

M. A. E. Lancaster—Insultes déplorables contre M. Foster—3549 ; il est faux que tous les catholiques demandent la perpétuation de cet acte inconstitutionnel—3550 ; les catholiques de Lincoln n'approuveront pas le langage du ministre des Finances—3551 ; personne ne nie aux provinces le droit de traiter la question des écoles, c'est un droit qui leur est inhérent—3552 ; la question est de savoir si ce parlement a un droit supérieur—3552 ; le motif religieux est le seul qui dicte la mesure actuelle—3552 ; du moment où l'opinion des avocats est différente sur la priorité du droit du parlement fédéral, pourquoi ne pas laisser aux provinces de décider—3556 ; l'article du bill relatif à l'éducation est virtuellement un amendement à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord et ce parti se prétend respectueux de la constitution—3558 ; on devrait rayer l'article 16—3558 ; les membres du parlement ne peuvent pas voter sur cette question, ils ne connaissent pas le premier mot des besoins et de la situation de l'Alberta—3559 ; la clause 16 dit que " par la loi ", dans un acte du parlement impérial de 1867, signifiera des ordonnances du N.-O. passées trente ans plus tard—3561.

Hon. R. Lemieux—L'interprétation du terme " Canada " a bien été modifiée dans l'acte pour inclure des provinces entrées après son adoption—3563.

M. Lancaster—Les libéraux et les droits des provinces, citation—3567 ; l'attitude du " Globe ", ses déclarations—3570 ; l'élection de Lincoln—3571 ; prophétise la défaite libérale aux prochaines élections générales—3572 ; prophétise que le nouveau ministre de l'Intérieur choisi, sera battu dans l'ouest—3572.

M. L. P. Demers—M. Lancaster aime mieux le rugissement du Niagara que le calme des vergers de Sainte-Catherine—3573 ; la justice n'est pas l'œuvre des passions, mais de la raison—3574 ; s'il y a dans Québec des écoles entièrement catholiques et entièrement protestantes, ce sont les protestants qui l'ont demandé—3574 ; principe de la souveraineté des Etats aux E.-U.—3575 ; opinion de Storey—3575 ; l'Acte de l'A.B. du N. nous permet de faire la constitution des nouvelles provinces—3576 ; sir John Macdonald et l'acte de 1871—3577 ; c'est sir John Macdonald qui a demandé le pouvoir de donner une cons-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. L. P. Demers—*Suite.*

tition aux nouvelles provinces—3578; le parlement impérial a fait des restrictions sans croire pour cela violer la souveraineté des provinces, nous pouvons bien nous servir de ce précédent pour la protection de la minorité dans les nouvelles provinces—3580; deux manières d'interpréter un statut: libéralement et strictement—3580; règles posées par Maxwell—3581; interprétation des mots "province" et "union"—3582; si nous ne donnons pas à l'Ouest les meilleures lois, nous lui donnons les meilleures qu'il puisse supporter—3583; M. Maclean et l'autonomie des provinces, discours 1902—3583; la brochure de 1881 appelant les immigrants, avec la promesse d'écoles séparées—3584; les libertés provinciales et la liberté individuelle—3585; le droit des pères de famille prime l'autonomie des provinces—3585; c'est ce que les pères de la Confédération avaient compris—3585.

M. Bergeron—Le roc de la constitution, étant donné la diversité des interprétations, ne paraît pas bien solide—3586; étrange qu'on ne traite aucun autre aspect de la question que les dispositions scolaires—3587; aurait aimé voir agrandir le Manitoba—3587; approuve maintien des terres aux mains du gouvernement fédéral—3588; arrangement financier généreux—3588; premier ministre a présenté sa loi par un discours admirable—3590; pourquoi a-t-il modifié l'art. 16 primitif, c'était la réparation de l'erreur commise par parti libéral en 1896—3590; différentes phases de la question scolaire dans les Territoires—3591-3595; les écoles créées par l'ordonnance de 1892 ne sont pas des écoles confessionnelles—3595; la brochure de Mgr Taché—3597; les remontrances du conseil privé au conseil territorial du N.O.—3598; inutile de discuter si les conservateurs ont eu tort de ne pas opposer le veto aux ordonnances de 1891 et 1892—3600; le gouvernement actuel avait entrepris d'y remédier pourquoi ne va-t-il pas jusqu'au bout—3600; la vraie raison de la suppression des écoles du Manitoba n'a été ni les abus ni leur inefficacité—3604; les efforts du parti conservateur en 1896—3604; les écoles que l'on va donner au N.-O.—3607; l'opinion de M. Fielding—3610; les opinions Taché, Forget, Routhier—3611; l'opinion Sifton—3613; les études classiques des écoles catholiques—3616; M. Bourassa commence toujours par blâmer le gouvernement et finit toujours par l'approuver—3616; ce sont les conservateurs d'Ontario qui sont généreux, pas les libéraux—3617; le peuple a été trompé aux élections générales—3617; le parti conservateur marche dans la voie de la justice—3617; il est faux que la province de Québec soit conduite par le clergé puisqu'en 1896 bien que celui-ci fût favorable aux conservateurs le parti Laurier a eu une immense majorité—3618; par son changement, le chef du gouvernement empêche à jamais l'établissement d'écoles

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Bergeron—*Suite.*

séparées réelles et effectives au Nord-Ouest—3621; cependant votera contre amendement Borden qui laisse entièrement et sans restriction aux provinces le droit de régler leur système scolaire—3621.

Hon. N. A. Belcourt—Art. 16 conforme à esprit et lettre de la constitution—3622; nom et désignation des écoles importé peu, consacre le principe de l'éducation religieuse, c'est l'essentiel—3622; article 16 nécessaire pour que la constitution et l'art. 93 s'appliquent—3624; la loi de 1867 s'appliquait à l'entrée de provinces dans l'Union—3627; la loi de 1871 s'applique à l'entrée de territoires dans l'Union—3628; ce parlement peut en ce moment passer quant aux Territoires toutes les lois qu'il lui plaît—3628; il pourrait passer l'article 16 comme bill spécial—3631; l'article 16 modifie la loi de 1875, il a donc sa raison d'être—3632; absurde de soutenir que l'article 93 ne s'applique qu'à Ontario et Québec—3632; intention évidente des créateurs de la constitution de protéger les minorités dans toutes les provinces—3634; du moment où l'on ne s'entend pas, il est donc nécessaire d'avoir un article 16, —3634; l'article 16 protège la liberté de conscience, ce qui était bon en 1867, doit être bon en 1905—3634; le gouvernement avait à choisir entre annuler totalement la législation de 1875 ou la laisser subsister—3635; combien de temps durera l'équité de la population du Nord-Ouest—3636; M. Sproule adversaire irréconciliable de l'éducation religieuse—3637; M. Foster a donné la raison de l'appui qu'il donnait en 1896 au bill rémédiateur, il pensait que cela paierait—3639; discours—3640.

Hon. Foster—En appelle au règlement—3640.

Hon. Belcourt—Accepte explications—3643; le principe affirmé par l'art. 16 ne fait de tort à personne—3644; le clergé catholique n'est pas intervenu—3645; discours loyaux de Mgr Briand et de Mgr Plessis en 1875 et 1812—3646; M. Sproule le père du pétitionnement—3646; l'agitation n'a pas pris naissance dans l'Ouest, mais dans Ontario—3647; le bill projeté en 1902 par M. Haultain contenait un article ressemblant beaucoup à l'article 16—3647; les libéraux renégats—3647; explosion des sentiments religieux des adversaires du gouvernement—3649; la démission de M. Sifton a fait croire aux conservateurs que l'heure du triomphe était arrivée—3649; c'est ce qui a décidé M. Borden à se prononcer malgré lui—3649; son attitude a désorganisé son parti—3651; Burke et le devoir des gouvernements—3652.

M. R. S. Lake—Epoque solennelle dans l'ère des colonies britanniques—3652; historique de l'agitation pour l'autonomie—3653; mandat formel du gouvernement des Territoires—3654; si M. Haultain proteste et si M. Bulyea reste dans son cabinet, c'est qu'il proteste aussi—3654; regrette

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Lake—*Suite.*

après avoir longtemps demandé l'autonomie des Territoires de ne pouvoir accepter bill offert—3656 ; regrette voir créer deux provinces—3656 ; regrette voir disparaître de la carte le nom de l'Assiniboine—3656 ; l'exemption des taxes du C.P.R. et son maintien—3658 ; Québec qui refuse aux Territoires l'administration de leurs terres, vient d'acquiescer pour s'agrandir une partie du domaine fédéral—3660 ; différence entre la position des Territoires quant aux terres et celle du Manitoba quand sir John lui a refusé la jouissance de ses terres—3660 ; l'immigration provinciale dans Ontario—3661 ; M. W. Scott en 1901 et les exigences des Territoires—3664 ; la détermination de la valeur des terres—3667 ; l'opposition veut l'abolition des lois scolaires existant au N.-O.—3668 ; elle veut liberté entière pour la province—3668 ; l'agitation ne vient pas des conservateurs, l'association libérale d'Indian-Head—3668 ; séjour de 22 ans dans l'ouest lui a appris que les écoles actuelles sont celles qu'il faut au N.-O.—3669 ; opposé à l'exclusion de la religion des écoles—3669 ; réprouve enseignement purement confessionnel—3670 ; les écoles séparées sont une injustice pour les nombreux catholiques des Territoires qui veulent envoyer leurs enfants aux écoles publiques—3670 ; porté à croire que les dispositions de la loi modifiée sont les mêmes que dispositions primitives—3671 ; demande au premier ministre de biffer article 16, n'aura pas à regretter d'avoir confiance dans la générosité du N.-O.—3673 ; le berger et son troupeau—3674 ; on dit aux Américains pour les faire venir que les écoles sont nationales—3674 ; si la loi est passée dans cet état, le Nord-Ouest recourra aux tribunaux pour avoir la plénitude de ses droits—3674 ; Tennyson et les précédents—3675.

Discussion reprise—3711.

M. W. Scott—Importance des pouvoirs accordés aux provinces—3712 ; sir W. Laurier n'a jamais dit qu'il était opposé à l'autonomie des territoires—3714 ; le projet de loi Haultain de 1902 pour la formation des provinces fut combattu par un député conservateur de la législature des Territoires, le Dr Patrick—3714 ; M. Haultain a déclaré qu'il ne s'attendait pas à obtenir tout ce qu'il demandait—3715 ; l'amitié sentimentale de M. Borden pour l'Ouest—3716 ; M. Borden et les terres de l'Ouest—3717 ; M. Borden voudrait qu'on ne donnât aucune compensation en argent aux Territoires pour leurs terres—3718 ; il consentirait qu'on leur enlevât la libre disposition mais qu'on leur en laissât l'administration, et les frais qui en découlent—3719 ; admet impossibilité de concilier liberté absolue de la province quant aux terres et programme de colonisation du gouvernement—3720 ; ce programme doit s'exécuter à tout prix—3720 ; a tout fait pour empêcher le maintien de l'exemption du C.P.R.—3720 ; les conditions financières sont assez gênées

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. W. Scott—*Suite.*

reuses pour compenser ce maintien—3721 ; personne sauf M. Haultain ne proteste contre création de deux provinces—3721 ; impossible de repousser à l'est, la frontière pour inclure toute la région propice à l'élevage—3722 ; approuve les arrangements financiers et le chiffre de la compensation en échange des terres—3722 ; comparaison entre octroi par tête aux nouvelles et aux anciennes provinces—3725 ; opinions antérieures émises—3726 ; principe de compensation équitablement posé et consacré par le bill—3726 ; MM. Foster et Monk et les terres—3727 ; le gouvernement fédéral n'a rien retiré de la gestion des terres depuis l'organisation des Territoires—3727 ; la province aura un revenu immédiat—3728 ; le principe de l'intérêt des provinces dans ses terres publiques est consacré—3728 ; approbation du journal conservateur de Regina, "Standard"—3729 ; approbation des citoyens—3730 ; la sauvegarde des minorités dans la constitution a été mise là par les protestants—3738 ; l'entorse à loi, en 1896—3733 ; les Territoires, entité politique—3734 ; discours de M. Haultain—3734 ; l'autonomie à un sens relatif—3736 ; il n'y a pas deux provinces au Canada qui jouissent de l'autonomie absolue—3737 ; lettre d'un partisan de la liberté—3738 ; résolutions et Dr Goggin à Moosejaw—3741 ; on a dû mettre l'épée dans les reins à M. Haultain il y a deux ans à Moosejaw parce qu'il se livrait à une intrigue politique—3745 ; les machinations Goggin-Haultain—3746 ; M. Haultain n'a agité la question de l'autonomie que pour reléguer dans l'ombre celle du Grand-Tronc-Pacifique—3747 ; M. Haultain s'en tenait à son projet de loi qui infligeait aux Territoires, des écoles séparées, M. Bulyea, lui, a accepté le projet du gouvernement qui ne crée pas des écoles séparées—3748 ; personne n'élève la voix dans les Territoires contre l'état de choses existant—3752 ; M. Haultain réclame le pouvoir de régler cette question de l'instruction publique et déclare d'un autre côté que si ce pouvoir lui est accordé il ne l'exercera pas—3752 ; ce n'est pas à la majorité de dire s'il faut des garanties à la minorité, c'est à celle-ci de dire si elle en a besoin—3753 ; donne huit raisons pour lesquelles il approuve les garanties concédées par le projet de loi—3754 ; le projet Haultain consacrait les écoles confessionnelles—3754 ; M. Haultain n'a jamais mentionné la question des écoles dans ses discours sur l'autonomie depuis 1900—3755 ; discours—3755 ; M. Haultain s'est fait le valet des conservateurs—3758 ; discours non prononcé en 1904—3758 ; l'"Orange Sentinel" et le bill—3760 ; opinions de l'Ouest—3761-3766 ; dans l'Ouest, quatre-vingt dix-neuf personnes sur cent préféreraient voir les écoles conduites à l'avenir comme elles l'ont été depuis quinze ans—3766 ; un jour les signataires des pétitions actuelles se déclareront satisfaits—3766 ; pourquoi mettre l'avenir de ces pro-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. W. Scott—*Suite.*

vinces en péril par des discussions sur ce sujet épineux—3767; a confiance que le 1er juillet prochain, en dépit des menaces proférées, tout le monde se réjouira de l'entrée dans la confédération de ces deux belles provinces—3769.

Discussion reprise—3794.

M. W. J. Roche—Devons profiter de l'expérience du passé—3794; projet de loi doit avoir en vue l'avenir—3794; aurait voulu qu'on agrandit le Manitoba et qu'on fit une seule province à l'ouest—3797; résolution des Territoires de 1898 demandant qu'on agrandisse le Manitoba au nord—3798; tous les citoyens du Manitoba désapprouvent le gouvernement qui refuse d'agrandir leur province—3798; les autres provinces n'ont rien à voir à cet agrandissement—3798; étonné que l'hon. M. Sifton, député du Manitoba n'ait rien dit—3799; blâme deux choses dans bill: dispositions d'éducation et dispositions foncières—3799; aucune disposition financière si généreuse qu'elle soit ne peut contrebalancer enlèvement des terres—3800; les hommes d'Etat anglais ont bien donné au Canada ses terres—3800; les provinces peuvent mieux administrer les terres qu'Ottawa—3801; si l'ouest avait connu les dispositions du bill, il n'y aurait pas eu tant de députés libéraux élus aux élections générales—3801; on devrait donner les terres, comme le dit M. Borden, et imposer seulement l'obligation de concéder les homesteads gratuitement tant qu'il y en aura à concéder—3802; le sentiment des Territoires à l'égard des écoles séparées est démontré par le fait que pour 1,100 écoles publiques, il n'y a pas 10 écoles séparées—3805; la loi existe depuis 30 ans et le nombre des écoles séparées diminue, tandis que celui des écoles publiques augmente—3805; M. Oliver et le poste de lieutenant-gouverneur—3806; le bill ne peut être défendu par des raisons légales, M. C. Robinson l'a déclaré—3806; ce n'est pas M. Sifton, c'est M. Jos. Martin qui a fait disparaître les écoles séparées—3807; le discours de M. Sifton à Caledonia, comté d'Haldimand—3808; M. Sifton et le clergé catholique—3808-3811; résolution libérale d'Indian-Head—3815; le "Canada" et les avantages accordés à la minorité—3817; la province de Québec et l'autonomie, dans le cas du bill des médecins—3818; M. Scott et le député de Qu'Appelle—3818; le "Leader" et les correspondances d'Ottawa—3823; le "Leader" et M. Haultain en 1902—3823; citation de tous les journaux de l'ouest hostiles au bill—3827; lettre du docteur Chown dans le "Globe" 3830; dispositions scolaires impolitiques et inconstitutionnelles—3832; sir Louis Davies en 1891 et l'ingérence dans les affaires provinciales—3833.

M. D. D. McKenzie—Politique de terres du gouvernement Macdonald a été approuvée par les électeurs—3833; politique scolaire du gouvernement Laurier a été approu-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. D. D. McKenzie—*Suite.*

vée aussi—3833; extension des limites du Manitoba ne peut se faire constitutionnellement sans consulter les provinces appelées à la subir—3836; notre constitution n'est ni rigoureuse ni inflexible—3838; à l'instar de celle de la Grande-Bretagne, elle doit s'adapter à des conditions diverses, s'étendre à des personnes de tout rang—3837; texte de l'adresse et de l'ordre en conseil de 1870 pour l'admission de la terre de Rupert et des Territoires du N.-O. dans l'Union—3838; les pouvoirs demandés par sir John Macdonald pour la formation des nouvelles provinces—3841; pourquoi fut passé l'acte confirmatif, les dates—3841; nous avons aussi bien le droit de passer le présent acte que le parlement avait en 1870, le droit de passer l'acte constitutif du Manitoba—3842; le droit d'amender la constitution nous a été reconnu dans l'acte du Manitoba—3842; le peuple a approuvé ces changements—3842; le chef de l'opposition veut bien amender la constitution quant aux terres, il demande de réserver les homesteads, pourquoi pas les écoles?—3845; décision du conseil privé montrant que l'Acte de l'A. B. du N. ne contient pas une seule disposition conférant à une province quelconque le droit de légiférer exclusivement en matière d'instruction publique—3846; aucune province ne jouit de ce droit absolu—3846; lord Carnarvon et l'art. 93—3846; le projet de M. Haultain, maintenant, en bloc, les écoles séparées—3848; comment se fait-il que la gauche l'accepte—3848; l'hon. M. Blake a déclaré que la constitution donnée aux Territoires en 1875 était permanente, discours—3850; nous avons le pouvoir, comment doit-il être exercé?—3850; dans le même sens que sir John Macdonald en 1870 et que Mackenzie en 1875 et dans le sens que voulait M. Haultain—3850; la cour suprême des Etats-Unis et la liberté constitutionnelle—3850; pourquoi les catholiques ne peuvent envoyer leurs enfants aux écoles communes, d'après rapport Cartwright—3851; opinion personnelle—3852; éducation religieuse et contrôle de l'Etat—3853; l'importance de la religion dans les écoles—3853; le député de Qu'Appelle a dit que le système des écoles publiques, tel qu'il fonctionne aujourd'hui au N.-O., est celui qui répond le mieux aux intérêts du pays—3854; M. Haultain, même dictateur, ne changerait pas—3854; lettre d'un révérend de la Nouvelle-Ecosse—3854; le système du N.-O.—3856; les catholiques ont le droit de demander la consécration de leurs droits comme les protestants l'ont demandée en 1867—3857; on ne peut pas se fier à l'avenir—3857; il y a un groupe au N.-O. qui a travaillé et qui travaillera encore à l'abolition des écoles séparées—3858; le Canada a toute la latitude voulue pour donner aux Territoires la constitution qui leur convient—3858; ce serait méconnaître les droits de l'Ouest que de changer un iota dans la loi soumise—3859.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. G. H. Perley—Pas comparaison possible entre constitution de Grande-Bretagne et du Canada—3859; l'une vit de précédents, l'autre est écrite—3860; voudrait soumettre série de questions à la cour suprême—3860; négocier avec C.P.R. pour faire disparaître exemption de taxes—3860; articles des écoles des ordonnances du N.-O.—3861; a la pleine confiance des électeurs d'Argenteuil, pas reçu de pétition—3862; la gauche pas opposée aux écoles du N.-O.—3862; on ne sait pas ce que le Conseil privé pense de la question constitutionnelle, vaudrait mieux attendre et le consulter—3862; il n'y aurait pas eu agitation, si l'hon. Sifton eût été consulté au début et si on eût simplement mis dans le bill un article reproduisant uniquement les dispositions actuelles de la loi scolaire des Territoires—3863.

Discussion reprise—3866.

M. A. Lavergne—Se limitera aux clauses de l'instruction—3866; demande excuse pour usage imparfait de langue anglaise—3866; l'enfant n'appartient pas à l'Etat mais au père de famille qui a le droit de décider l'éducation qu'il recevra—3867; acte de confédération, contrat synallagmatique—3867; D'Arcy McGee et les promesses de 1864—3868; réponse de lord Carnarvon au comte de Shaftsbury—3870; un homme qui a une opinion ne la modifie pas simplement parce que la majorité lui est adverse—3870; lord Herschell et la juridiction des provinces en matière d'instruction publique—3870; ce sont les protestants qui étaient en minorité dans les Territoires en 1875 qui ont demandé les lois qu'on veut démolir aujourd'hui—3872; M. Haultain dit que l'entrée des Territoires dans la confédération date de 1870—3873; alors on ne peut pas leur enlever des droits acquis en 1875—3873; M. Borden n'a pas revêtu le long manteau de sir John Macdonald mais la courte vareuse tory de sir Allan MacNab—3873; la législation du N.-O. est vis-à-vis du parlement du Canada dans la même dépendance qu'étaient les colonies anglaises envers le parlement impérial en 1867—3874; confiance dans la majorité; opinion de Mgr Taché—3875; lord Watson et les écoles confessionnelles—3876; M. Guizot et l'éducation religieuse—3876; supériorité des écoles catholiques sur les autres écoles—3878; moralité relative des provinces—3878; histoire des écoles dans Québec—3881; Québec a fait plus de progrès qu'aucune autre province dans l'extinction de l'ignorance, chiffres—3881; l'école libre est la contre partie de la liberté—3882; pour le catholique, il est aussi mal d'envoyer un enfant à une école où l'on n'enseigne pas de religion du tout que de l'envoyer à une école où l'on enseigne une religion opposée à la sienne—3882; les orangistes et les appels aux préjugés—3885; les plaintes de du Calvet—3885; les protestants se révoltent, les catholiques obéissent—3886; le nombre des écoles séparées au N.-O. peut-être minime, cela ne fait rien à la chose

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. A. Lavergne—*Suite.*

—3886; n'y eût-il qu'une seule école, la même justice serait nécessaire—3886. loyauté des Canadiens—3888.

M. S. Hughes—Se réclame de la race française—3888; il ne s'agit pas de Québec mais du N.-O.—3889; pourquoi ne pas passer la loi sans cet article relatif aux écoles?—3889; s'il est vrai que la constitution nous oblige de respecter les écoles créées en 1875, les nouvelles provinces ne pourront pas s'y soustraire—3889; quand il s'agit de discuter une loi, les questions de dogme n'ont rien à y voir—3890; ne veut pas d'union de l'Eglise et de l'Etat—3890; comparaison de l'attitude des ministres—3890; les écoles séparées ont été données au N.-O. plutôt à cause de la langue que de la religion—3892; c'est Guillaume d'Orange qui a donné à l'Angleterre et, par suite, aux Canadiens leur liberté—3892; a combattu sir Chs Tupper en 1896, comme il combat sir W. Laurier aujourd'hui—3894; pas de violence aux provinces—3894; les églises acceptent les faveurs, comme les corporations—3894; première allusion à l'intervention de Mgr Sbaretti—3894; M. Morley, M. Van Buren et les écoles publiques américaines—3897; M. McIntosh a déclaré de son siège que M. Lemieux devrait être traîné en justice pour trahison—3898.

Hon. R. Lemieux—Nie avoir tenu à Sherbrooke les paroles reprochées—3898.

M. S. Hughes—Tillmore, Johnston, Grant, Hayes, etc., et les écoles américaines—3898-3901; J. F. Finerty, irlandais catholique et les écoles américaines—3903; les griefs réels des métis en 1885—3904; sir W. Laurier et le mousquet—3905; c'est le leader de l'opposition qui se tient sur le vrai roc de la constitution—3906; le chef de l'opposition est en faveur de l'égalité de droits, le premier ministre prêche la coercition—3907; les catholiques américains ne sont pas en faveur des écoles confessionnelles—3908; M. l'abbé Crowley, Mgr Spalding—3908; le journal catholique, l'"Express" de Woodstock—3909; le ministre de la Justice ne sera pas suivi, même par un caporal, s'il veut pousser le cri du fanatisme pour implanter les écoles séparées au N.-O.—3909; si MM. Fielding et Sifton étaient bravement restés à leur poste, le premier ministre n'aurait pas osé démissionner et en appeler au peuple et les Territoires auraient leur liberté—3911; la devise de Junius—3912; les hommes et les principes 3913; lettre au sujet de l'hon. Sifton—3914; les sociétés cléricales des Etats-Unis—3915; Québec n'est qu'une partie, une petite partie du Canada—3919; la loi d'Ontario et les bases scolaires—3922; la taxe à Montréal—3926; les notions historiques de M. Bourassa—3926; John Neilson de Québec et les patriotes—3928; l'histoire du Canada de McMullen—3930; le duc de la Rochefoucault et le traitement des Canadiens par les Anglais—3931; Papineau—3932-3935; les résultats

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. S. Hughes—*Suite.*

de l'insurrection—3935 ; les libres et indépendants électeurs de Québec n'hésiteront pas plus que ceux d'Ontario à repousser la tyrannie—3936 ; ce n'est pas en violentant le pays qu'on réussira à assurer les privilèges de la minorité catholiques romaine dans ces territoires—3936.

M. Turriff—L'opposition parlait d'abord de dissensions ministérielles—3937 ; maintenant elle nous accuse de servilisme—3937 ; l'œuvre de M. Sifton—3938 ; rien ne ferait plus de plaisir aux députés de l'ouest que de voir l'hon. Sifton reprendre son poste—3938 ; il y aurait une révolte si on voulait faire entrer une partie des Territoires dans le Manitoba—3940 ; les menaces de M. Roblin—3941 ; la dette toujours croissante du Manitoba—3941 ; les gens de l'ouest veulent bien que le Manitoba s'agrandisse au nord—3941 ; les Territoires ont plus d'intérêts à la baie d'Hudson que le Manitoba—3942 ; M. Turriff et son emploi civil—3943 ; M. M. S. McCarthy ne songe qu'à avantager Calgary en repoussant à l'est la ligne de partage des provinces—3943 ; les deux provinces sont divisées aussi également que possible—3945 ; avantages de l'arrangement financier—3947 ; le gaspillage des terres par les provinces ; exemple du Manitoba—3949 ; si on connaissait les écoles du N.-O. l'agitation cesserait immédiatement—3949 ; mais l'opposition espère gagner le pouvoir à la faveur de l'agitation—3949 ; le double jeu conservateur—3950 ; les changements scolaires—3950 ; si les écoles ne plaisaient pas aux gens de l'ouest, il y a longtemps qu'on en aurait entendu parler—3950 ; les gens de l'ouest n'ont pas la langue dans leur poche—3951 ; si la loi de 1875 donnait réellement aux Territoires des écoles confessionnelles, il y a longtemps qu'il n'en reste plus vestige—3951 ; lorsque la population de l'ouest verra qu'on ne veut rien changer à la loi, on ne trouvera personne pour s'agiter—3952 ; dans les élections générales, on n'a pas discuté la question des écoles—353 ; le corps électoral des Territoires a déjà approuvé ces lois, pourquoi lui demander de les approuver encore une fois—3954 ; il ne serait pas juste d'effacer le dernier vestige des écoles de 1875—3954 ; il est faux que les immigrants nouveaux se distinguent par leur ignorance et leur malpropreté—3955 ; que M. Haultain fasse comme il le fait le jeu de l'opposition, qu'il traîne les écoles dans la politique, il n'aura pas derrière lui la majorité dans la législature—3955 ; si le nouveau ministre de l'Intérieur est choisi dans le Nord-Ouest, il sera élu par une énorme majorité—3956 ; on a dit que le Transcontinental ruinerait le gouvernement dans l'ouest—3956 ; sept députés libéraux ont été élus avec une majorité moyenne de 1,200 voix—3956.

Hon. Fielding—Fait remarquer que si on veut clore la discussion il faudra siéger plus tard à l'avenir—3956.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Discussion reprise—4014.

M. U. Wilson—Si le bill eût été connu, bien plus de conservateurs auraient été élus dans l'ouest et dans Ontario—4015 ; au lieu d'un petit Manitoba et deux grandes provinces, vaudrait mieux deux réellement grandes provinces—4016 ; accroissement du nombre des aliénés, dû aux immigrants—4017 ; divergence d'opinions entre députés sur tous les points—4022 ; différentes assemblées et résolutions—4026 ; les discours de Toronto—4027 ; est formellement opposé aux écoles séparées—4027 ; s'est déjà séparé de son parti en 1896—4027.

M. H. S. Béland—Création des nouvelles provinces restera associée au nom de sir W. Laurier—4028 ; différence des situations quant aux terres d'Ontario et de Québec et des Territoires—4029 ; pas de ressources forestières—4029 ; où les provinces auront-elles un revenu si elles prennent les terres et pas de subventions ?—4020 ; ce ne sont pas les catholiques qui ont demandé à être protégés—4031 ; M. John Sanfield Macdonald offrit pour la minorité de s'en rapporter à la majorité—4031 ; proposition fut rejetée par 95 à 8—4031 ; si le chef de l'opposition avait suivi les traces d'Alexander Mackenzie, de sir John Macdonald, de sir Alexander Campbell, il n'y aurait pas d'agitation—4032 ; trois systèmes : écoles confessionnelles, écoles neutres, écoles séparées publiques—4032 ; en France peu d'athées, beaucoup de libres-penseurs—4033 ; la Grande-Bretagne doit être un modèle pour tous les loyaux—4034 ; les idées scolaires doivent y être parfaites—4034 ; discours du rév. Archibald Lamont—4034 ; en 1896, le parti libéral voulait la conciliation, il la veut encore—4035 ; M. Rogers avide de notoriété—4036 ; la province de Québec change d'opinion à l'égard de M. Borden—4037 ; il élaboussé ses lieutenants catholiques—4037 ; M. Maclean ennemi des provinces—4037 ; la croisade de l'opposition en faveur des droits des provinces est un trompe-l'œil—4038 ; l'hon. M. Weir a répondu au "Huntingdon Gleaner"—4039 ; journaux tories protestants et tories catholiques—4040 ; Québec élit 12 députés protestants—4042 ; la tolérance de Québec et celle d'Ontario—4042 ; dans Ontario, juste la moitié du nombre de députés catholiques auquel proportion numérique donne droit—4042 ; a confiance que cultivateurs d'Ontario sauront résister appels pernicieux—4043.

M. Barr—Les divergences des avocats—4043 ; Québec peut être tolérant au point de vue religieux, mais pas au point de vue politique—4046 ; les bureaux des terres de l'ouest sont des sentines de corruption—4049 ; cela ne serait pas toléré si ces bureaux étaient sous le contrôle des provinces—4049 ; les immigrants sont plutôt un fléau qu'une bénédiction pour le pays—4050 ; en dépit de notre générosité, les provinces si elles n'ont pas leurs terres viendront bientôt demander des "better

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Barr—*Suite.*

terms"—4052; nous n'avons aucune garantie que les écoles resteront dans ces provinces ce qu'elles sont aujourd'hui—4053; on pourra en faire des écoles séparées comme dans Québec—4054; les difficultés dans Ontario—4054; M. Sifton n'aurait pas dû s'absenter—4054; sir Oliver Mowat et la lutte de 1896—4055; le vote libéral obtenu dans Ontario sous de fausses représentations—4056; pas d'écoles séparées dans le comté de Dufferin—4057; nous réunissons ici l'Etat à l'Eglise au moment où partout on les sépare—4058; nombreux voyages—4058; le dimanche est le plus mal observé dans les pays à écoles confessionnelles—4058; les électeurs vont chasser le parti libéral à la première occasion—4059.

Discussion reprise—4206.

M. L. G. McCarthy—M. Bergeron et feu Dalton McCarthy—4206; le pays a répondu en 1896 à ces accusations—4206; diffère avec chef de l'opposition et chef du gouvernement—4207; en poussant leurs raisonnements à l'extrême, ils sont d'accord—4208; l'élasticité du pacte de la confédération—4208; les deux théories opposées de M. Foster—4208; nous avons le droit de donner aux Territoires la constitution que nous jugeons devoir leur être la plus favorable—4209; sir John Thompson chassa M. Dalton McCarthy des rangs conservateurs pour avoir exprimé les opinions que soutiennent aujourd'hui les conservateurs—4210; discours de sir John Thompson et réponse de M. D. McCarthy—4213; les indépendants—4213; la lutte de M. Foster aux candidats McCarthy—4214; la question des écoles n'a pas été une question politique de 1897 à 1905—4216; déclaration du chef de l'opposition sur le bill actuel—4217; l'application automatique de la constitution—4218; opinion exprimée par chef de l'opposition semble être un leurre—4220; n'a pas osé expliquer quelle serait la conséquence légale de s'en remettre à la constitution—4221; les changements d'opinion de M. Foster—4220 à 4223; énonce maintenant et défend principes proclamés par Dalton McCarthy—4224; absurde de dire que M. D. McCarthy avait agi par dépit de n'être pas nommé ministre de la Justice—4226; il faut clairement énoncer la politique qu'on veut suivre—4326; l'hon. M. Sifton aussi bien que sir John Thompson sont d'accord qu'il n'y a aucune restriction à notre pouvoir créateur—4227; il n'existe aucune distinction dans la constitution quant à l'entrée d'une province ou d'un territoire et quant à la date d'entrée—4229; demande au chef de l'opposition s'il aura le courage de proposer purement et simplement l'adjonction au bill d'un amendement prescrivait que cette province aura le droit exclusif de légiférer en matière d'instruction—4229; si dès maintenant on ne peut pas modifier la constitution à donner aux provinces, pourquoi l'acte de 1871, dit-il qu'une fois les provinces constituées on ne pourra pas modifier leur acte constitutif?

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. L. G. McCarthy—*Suite.*

—4230; on joue à cache-cache—4232; si on fait une réserve quelconque l'amendement de l'opposition s'annule lui-même quant à la faculté exclusive de légiférer—4232; pas intolérant—4233; n'est pas pour les écoles sans Dieu—4233; n'est pas pour les écoles où l'on enseigne la religion—4233.

M. H. Lennox—Espère que c'est la dernière fois qu'on raconte l'histoire du parti McCarthy—4234; la meilleure partie du rameau est enfouie sous le sol—4234; n'a proposé aucun système, n'a suggéré aucune mesure—4235; rappelle amendement Borden—4236; désire qu'on s'abstienne de traiter le fond même des écoles confessionnelles—4237; il est faux que la concession faite à l'Ouest soit si peu importante et si anodine qu'on le prétend 4239; le fait qu'on la refuse aux catholiques du Manitoba, pousse l'ablégat à refuser à cette province un accroissement de territoire—4239; lettre Colin Campbell, version d l'entrevue—4241; manque de mémoire du premier ministre—4244; la façon dont les provinces ont été traitées—4258; manque d'égards envers les délégués des provinces—4259; on a trompé l'Ouest en lui faisant croire que la question des écoles était réglée dans le sens de l'école nationale libre—4260; on a voulu prendre le peuple par surprise au dernier moment—4262; respect de la religion catholique—4266; l'hon. C. Fitzpatrick, alors solliciteur-général et la puissance de l'Eglise de Rome, débats, de 1897—4266; le premier ministre et les menaces ecclésiastiques—4270; le ministre de l'Agriculture, et l'intervention ecclésiastique—4271; les engagements pris par les candidats libéraux—4272; le ministre des postes devra s'expliquer avec les électeurs d'Ontario pour le premier bill présenté qui réservait \$50,000,000 de terres publiques au fonds des écoles—4273; nouvelles dispositions ont été prises pour arrêter discorde dans camp libéral—4274; tout le monde est indigné—4274.

M. O. Turgeon—Le beau temps de Joseph Howe—4276; les grandes figures politiques du passé—4276; l'avenir des provinces—4277; l'impérialisme consiste à envoyer à la mère-patrie le plus de blé possible—4278; le gouvernement joue en ce moment le rôle de père de famille—4278; arrangement financier tout paternel 4280; le gouvernement ayant acheté et payé les Territoires du N.-O. a le droit de veiller à leur tranquillité et à leur prospérité—4282; l'hon. Costigan et les écoles du Nouveau-Brunswick—4284; exposé de la question—4287; texte du jugement dans la fameuse cause Renaud ex-parte—4288; la valeur de l'éducation chrétienne—4293; les habitants du N.-O. ont droit au maintien des privilèges dont ils jouissent—4294; M. Blake et les concessions scolaires de 1875—4244; les ministres doivent se faire apôtres et prêcher l'évangile de tolérance—4206; ce que valent les menaces conservatrices—4296.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. P. Talbot—Territoire eût été trop grand pour une seule province—4297 ; a consenti à Edmonton, comme capitale provisoire, parce que c'était l'avis de la majorité—4298 ; la confusion qui résulterait de la division du travail d'immigration—4299 ; l'ouest est unanimement adverse à un changement de la politique d'immigration 4299 ; si on connaissait les dispositions, qui régissent les écoles du N.-O., il n'y aurait pas d'opposition à ce bill—4301 ; dispositions principales—4302 ; résumé—4302 ; les laïques catholiques sont satisfaits et les protestants ne se plaignent pas—4303 ; laissée libre, la province ne changerait rien—4304 ; il serait dangereux de supprimer brutalement le système existant et de laisser chacun tirer de son côté—4304 ; le système d'écoles canadien est plus national qu'aux Etats-Unis—4304 ; extraits du livre "L'enseignement aux E.-U." par prof. R. G. Boone—4305 ; les enfants au N.-O. reçoivent l'instruction séculière sous l'égide de l'Etat—4305 ; il n'y a aucun pays qui puisse en dire autant—4305.

Discussion reprise—4397.

M. Pringle—Expérience de M. Talbot en matière d'éducation—4397 ; l'agitation du "Globe", de 1854 à 1863—4398 ; Confédération œuvre de compromis—4398 ; prise de possession des Territoires par le Canada—4399 ; correspondance sir John Young, gouverneur McTavish, M. D. C. Smith, proclamation 1869—4402 ; les déclarations de droits, opinion Lepine, opinion Ritchot—4403 ; lettre de Jos. Howe à Mgr Taché—4404 ; lettre d'instructions à M. D. Smith—4404 ; lettre de sir John Macdonald et les droits des minorités—4406 ; l'adoption de l'acte de 1875—4407 ; dans son comté, libéraux protestants plus opposés à la loi que conservateurs protestants—4407 ; éduqués depuis 1896—4407 ; sir John Thompson en 1892 et les droits des catholiques des Territoires—4408 ; motion McCarthy tendant à abolir régime des écoles confessionnelles rejetée—4409 ; Dr Lyman Abbott et écoles publiques des E.-U.—4410 ; opinion évêque anglican de Rupert—4412 ; opinions King, Grant, Pitch, Forget—4413 ; rien ne différencie plus les écoles du N.-O. des écoles publiques sauf demi-heure d'instruction religieuse—4414 ; loi organique 1871—4414 ; l'article 93 s'applique forcément, nous ne pouvons donner qu'une constitution qui concorde avec la loi organique—4415 ; en insérant dans le bill des dispositions relatives à l'éducation, on provoque des froissements—4415 ; vaut mieux en référer au conseil privé—4415 ; la minorité catholique, en acceptant le bill tel que modifié a déjà fait de grandes concessions—4416 ; les protestants doivent faire les concessions dictées par l'intérêt du pays—4416 ; éloge des Canadiens-français—4417.

M. H. H. Miller—Lit lettre de M. Brown, de Médecine-Hat, conservateur opposé à l'octroi des terres au gouvernement provincial—4418 ; pas en faveur des écoles séparées—4420 ; ceux qui ont signé les

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. H. H. Miller—*Suite.*

pétitions n'ont jamais fréquenté de catholiques—4420 ; les catholiques gagneraient le plus à être connus des protestants par les écoles publiques—4420 ; les Territoires ont des écoles séparées depuis 30 ans, possession vaut titre—4421 ; absolument impossible de faire loi pour plaire à tous—4422 ; le seul moyen est d'accorder justice égale aux catholiques et protestants, aux majorités et minorités—4424 ; John Bright et la conscience du peuple—4426 ; le clergé catholique n'a pas plus de pouvoirs maintenant que lorsque M. Willison complimentait sir W. Laurier de son énergie—4427 ; alors c'est le "News" qui a changé—4427 ; les caricatures outrageantes du "News"—4428 ; le "Telegram" de Toronto et M. Monk—4429 ; M. J. Ross Robertson et M. Borden—4430 ; le "Telegram" aussi coupable que le "Spectator"—4430 ; les ministres protestants prennent bien part à l'agitation—4431 ; M. Willison et le règlement de 1896—4433 ; le "Christian Guardian" insidieux et injuste—4434 ; n'a pas peur de la fêrule maniée par les feuilles protestantes—4434 ; admirateur de sir W. Laurier—4435 ; espère qu'il restera longtemps encore au pouvoir—4436.

M. W. D. Staples—Résumé des conditions d'admission du Manitoba dans la confédération—4438 ; le bill des droits—4439 ; les "better terms" de 1885—4440 ; situation du Manitoba critiquée, mérite d'être mieux traité—4440 ; progrès du Manitoba—4442 ; ce que le Manitoba a perdu de n'avoir pas ses terres—4443 ; lettre du trésorier du Manitoba, l'hon. McMillan 1895—4445 ; Manitoba devrait être traité aussi bien que nouvelles provinces—4446 ; les terres marécageuses du Manitoba—4446 ; les terres d'écoles du Manitoba—4448 ; sir W. Laurier en 1898—4449 ; l'extension des frontières—4451 ; l'immigration et les frais d'hôpitaux incombant au Manitoba—4452 ; état de choses scolaire actuel dans les Territoires assez bon, mais on ne peut pas dire s'il conviendra plus tard—4453.

M. J. H. Lamont—Sentiment de satisfaction général dans les Territoires de recevoir autonomie—4454 ; ni la population ni la législature de l'ouest n'ont convenu des termes auxquels l'autonomie devrait être accordée—4454 ; le projet de formation de deux provinces, l'une méridionale l'autre septentrionale—4455 ; résolutions des Territoires contre l'annexion même partielle au Manitoba—4456 ; l'embouchure du fleuve Churchill doit appartenir à la Saskatchewan—4458 ; préfère maintien des terres au gouvernement fédéral et indemnité en argent—4460 ; l'amendement Borden ne dit pas que les provinces auront le pouvoir absolu de faire des lois scolaires—4463 ; sens de l'amendement Borden et conséquences—4463 ; le bill du gouvernement est clair et maintient les écoles actuelles—4464 ; les écoles du Nord-Ouest ne sont pas des écoles cléricales—4467.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. W. Wright—Le Manitoba restera une petite tache rouge sur la carte du Canada parce qu'il a aboli les écoles séparées—4473; les habitants du N.-O. savent mieux que nous comment administrer leurs terres—4474; les différentes dénominations du N.-O. demanderont chacune des écoles séparées—4473; les criminels des Etats-Unis n'ont jamais fréquenté les écoles publiques—4478; différend à Sturgeon-Falls—4478; lettres et correspondances—4480.

M. R. Bickerdike—Discours Foster en 1896 sur tolérance—4482; bonne entente entre les religions à Montréal—4484; la constitution du Christ est bien antérieure à celle qui nous régit—4486; Balfour et l'enseignement religieux—4489; importance de l'enseignement—4490; serait en faveur d'une loi générale pour tout le pays constituant pour tout le Canada les mêmes écoles que les Territoires—4491.

M. G. O. Alcorn—Les Territoires pas consultés—4498; premier ministre autocrate—4499; le gouvernement se réserve le droit de déterminer le cens électoral pour l'élection de députés aux Communes—4501; les ordonnances qu'on insère aux statuts ne sont pas l'expression du vœu des Territoires—4502; c'est la mise à exécution de statuts imposés en 1875—4502; discours Fielding et Paterson—4505; pour appliquer la loi, il faudra amender l'Acte des terres fédérales—4506; le gouvernement, pour arriver à son but est obligé d'affirmer formellement la vérité de faits qui sont faux—4512; un peuple libre ne peut être que juste et généreux—4514; si la loi est imposée, il y aura des agitations, des appels, des demandes réparatrices—4514; le parti conservateur ne se chargea plus de faire passer de loi réparatrice—4514.

M. A. M. Beauparlant—Deux motifs invoqués pour opposition aux écoles séparées: économie, nécessité d'assimilation—4519; pas prouvé que système des écoles séparées plus coûteux—4519; personne n'a le droit de se prétendre détenteur de la vérité intégrale—4521; quant à ceux qui veulent imposer l'assimilation par la force, ils entreprennent un ouvrage trop fort pour eux—4521; nous faisons une donation à ces provinces, nous avons donc le droit d'imposer des conditions—4522; nous avons un contrôle judiciaire sur la législation provinciale—4522; il vaut mieux régler d'avance les points litigieux—4522; les minorités sont quelque chose sur cette terre de liberté—4526.

M. E. B. Osler—Discours Laurier, 1893—4526; armoiries proposées—4527; la raison de la rapidité du règlement de 1896—4527; assemblée de Massey-Hall à Toronto, vierge de toute politique—4528; proposition adoptée—4529; le peuple veut savoir pourquoi les clauses du bill ont été préparées en cachette—4530; le peuple veut savoir pourquoi le bill a été imposé à un cabinet qui n'en voulait pas—4530; M. Willison et Jekyll et Hyde—4532.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. R. R. Hall—Le Canada par l'Acte de 1871 a reçu plein pouvoir de donner des lois sages aux Territoires—4534; E. Blake et G. Brown ont déclaré en 1875 qu'une fois les écoles séparées établies, le gouvernement du Canada serait tenu de voir qu'elles soient maintenues—4534; la Chambre a renvoyé une motion de Dalton McCarthy appuyée par M. Sproule pour faire abroger loi de 1875—4538; le peuple canadien par ses représentants législatifs s'est toujours montré satisfait de laisser subsister la restriction que l'assemblée du N.-O. avait apportée aux droits de la minorité—4538; les règlements: le Parlement canadien n'impose pas l'obligation d'enseigner la religion dans les écoles—4541; avantages de la loi—4542; la portée du bill projeté et proposé par M. Haultain—4544; voulait conserver au Nord-Ouest le système scolaire actuel—4545; lettre de M. Haultain à ses électeurs—4546; lettre de M. Haultain à l'hon. M. Sifton—4546; le parlement canadien a pleins pouvoirs—4550; avec les écoles séparées les territoires seront en bonne compagnie, avec Ontario et Québec—4551; important de donner toutes garanties aux Canadiens pour qu'ils s'établissent au N.-O.—4552; M. Haultain a protesté contre l'agrandissement du Manitoba au détriment des Territoires—4552.

M. A. C. Boyce—Nous légiférons pour une population à venir—4556; les trois actes de l'Amérique britannique du Nord doivent s'interpréter collectivement—4557; il eût mieux valu attendre que donner aux provinces cette autonomie tronquée—4558; complète citation du discours de lord Carnarvon, tronqué par M. Bourassa—4560; si ces provinces sont mûres pour l'autonomie, elles doivent l'être pour l'administration de leurs terres—4563; il est contraire à la constitution britannique que nous privions les futurs colons du N.-O. du droit de changer leurs lois—4566; discours Laurier, 1896—4568; Todd et "Parliamentary Government in the Colonies"—4568; c'est un compromis forcé pour le Nord-Ouest—4574; les grandes œuvres du parti conservateur—4577; ce bill est présenté au commencement d'un nouveau parlement pour qu'il soit oublié aux élections générales—4578.

Hon. S. Fisher—Un peu moins de dissertation légale et un peu plus de considération d'équité—4605; bill actuel applique simplement les principes de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord—4606; en réglant la question maintenant, nous évitons écueil rencontré au Manitoba—4606; de tout temps le torysme a prêché la domination des forts—4607; M. Balfour et les minorités—4607; à foi aux écoles séparées pour le Canada—4607; M. Sproule et le "Gleaner"—4608; les frayeurs des orangistes d'Hastings—4608; les protestants ont quitté Québec non à cause des catholiques mais à cause de la mauvaise politique conservatrice—4610;

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. S. Fisher—*Suite.*

les écoles protestantes de Québec ne sont pas des écoles sans Dieu—4610; la religion est enseignée dans les écoles protestantes de Québec—4610; ceci étant, il faut des écoles séparées—4611; la séparation est complète dans Québec—4614; les avantages faits aux protestants dans Québec, en plus de l'autorité complète—4615; la distribution des fonds—4617; les écoles séparées dans Ontario—4618; est l'écho de la population protestante de Québec—4620; citations "Gazette", "Star", "Witness"—4623; nul gouvernement n'aurait pu préparer un bill de cette nature sans introduire question scolaire—4626; faux que bill ait été préparé en cachette, ne faisait pas partie de sous-commissions et cependant en connaissait tous les détails—4623; à titre de protestant de Québec, approuve les écoles dissidentes et désire les voir établies au N.O.—4626.

M. H. B. Ames—Depuis cinq ans la question d'autonomie s'agite—4628; le gouvernement aurait dû d'avance dissiper les doutes constitutionnels—4629; bill pas préparé avec calme et réflexion—4630; on a compris partout que le premier ministre voulait établir au N.-O. des écoles séparées comme dans Ontario et Québec 4630; cette confusion aurait dû être évitée—4631; Québec a congu des espérances trompeuses et Ontario des craintes chimériques—4632; l'éducation catholique dans Québec—4633; la population catholique et protestante dans Québec ne voudrait rien changer à la situation—4633; le régime d'écoles du N.O.—4634; avec cette législation le nombre d'écoles dissidentes ne sera jamais quantité appréciable—4636; le niveau de l'instruction au N.-O.—4637; les sacrifices pour l'instruction au N.-O.—4638; les écoles, séparées ou non, ne peuvent pas rester en arrière—4639; le chef du gouvernement aurait dû laisser à ses partisans la liberté de parler et de voter—4641; origine des ordonnances—4643; les provinces sont obligées de sacrifier quelque chose à l'intérêt commun—4644; la minorité dans Québec est mieux traitée quant aux écoles que ne l'exige la loi—4646; ce n'est pas le régime des écoles qui est cause de la diminution des écoles protestantes—4647; réponse du rév. D. Shaw au "Gleaner"—4648; la distribution des fonds scolaires à Montréal—4649; difficulté évitée au N.-O.—4650; impossible accepter théorie du chef de l'opposition que tout article ne donnant pas plénitude de pouvoir à la province doit être rayé—4650; inspiration plus élevée, mélange dans division St-Antoine—4651; besoin d'une lampe de sûreté—4652; confiance et unité nécessaires—4652; sur l'article 16, devra appuyer le gouvernement—4652.

M. O. S. Crocket—Bill actuel une supercherie—4652; pas bill d'autonomie, bill de restriction—4653; la constitution et la propriété des terres des provinces—4655; leur administration doit dépendre d'un ministère responsable à la population in-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Crocket—*Suite.*

téressée—4655; ce parlement n'a aucun pouvoir quant à l'éducation autre que le pouvoir d'adopter une loi réparatrice—4658; si nous outrepassons tant soit peu les dispositions de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, nous pourrions être forcés d'aller plus loin—4660; le ministre de la Justice et la cause "Représentation à la Chambre des communes"—4660; le ministre de la Justice déclare que la loi s'applique d'elle-même, sans égard aux conséquences—4662; imposer au N.-O. les écoles séparées à perpétuité serait une tyrannie—4662; si comme on le prétend, les écoles du N.-O. ne sont pas des écoles confessionnelles elles n'ont pas droit à la protection garantie par la loi organique—4665; opinion Clements "Canadian Constitution"—4665; examen des deux rédactions de l'article 16—4667; s'il existe quelque différence, la deuxième rédaction donne plus de pouvoir à la minorité—4668; sir W. Laurier et Mgr Sbaretti—4669.

Discussion reprise—4673.

M. A. Bruneau—Le besoin de calme en 1875 imposa l'adoption de la loi scolaire du N.-O.—4674; le pays sortait de l'agitation des écoles du Nouveau-Brunswick—4674; les esprits dirigeants des deux partis approuvèrent la loi soumise par Alex. Mackenzie—4674; citation du "National", de la "Gazette", du "Mail"—4678; discours sir John—4678; la prise de bec de la "Minerve" et du "National"—4680; le "Courrier de Saint-Hyacinthe" et le "Journal de Québec"—4681; tout le monde considérait la loi définitive—4682; on voulait éviter la répétition des embarras du Nouveau-Brunswick—4682; les scrupules de toutes les croyances ont été respectés au N.-O.—4685; les pouvoirs du parlement quant à constitution d'un territoire, état, ou province—4687; le "News" et la fusion des races—4689; la fusion des races est une utopie—4690; l'opinion de sir G. Etienne Cartier—4690; c'est l'oligarchie anglaise qui a tari les sources d'instruction pour nos ancêtres—4675; le Dr Meilleur et l'histoire éducationnelle de Québec—4696; lord Dufferin et la race française—4697; "The Canadian Magazine" et les Canadiens-Français—4697; Crémazie et la hiérarchie catholique—4699; Honoré Mercier et l'union des races—4700.

M. Cockshutt—On ne doit pas laisser la province de Manitoba croire qu'elle est maltraitée—4702; les responsables du régime scolaire au Manitoba sont les membres du gouvernement actuel—4703; n'approuvait pas la politique de sir Chs Tupper sur l'acte réparateur—4704; le plaidoyer de sir W. Laurier en faveur de l'enseignement du dogme—4704; les esprits s'émancipent—4705; les barrières des dogmes disparaissent—4706; il ne faut pas les élever dans les nouvelles provinces—4705; si même nous avons le pouvoir d'imposer des restrictions aux provinces, nous ne devrions pas le faire

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Cockshutt—*Suite.*

—4706 ; ne voit aucune différence entre les deux clauses du bill—4706 ; les écoles séparées ont été adoptées à la confédération uniquement pour accomoder Québec et Ontario et n'avaient pas en vue les autres provinces—4709 ; différentes confessions et leur répartition au Canada—4710 ; les catholiques romains ne sont pas une minorité, mais une majorité relativement aux autres dénominations—4710 ; la tolérance d'Ontario—4712 ; les barrières religieuses—4714 ; l'amendement du chef de l'opposition ne dit pas que les écoles séparées ne doivent pas exister au N.-O.—4714 ; M. Bourassa et M. Henry Labouchère—4714 ; M. Labouchère et les écoles confessionnelles—4716 ; l'introduction des écoles confessionnelles dans tout le Canada est impossible—4716 ; on peut enseigner des idées chrétiennes sans enseigner la Bible—4716 ; opinion anglaise sur loi d'éducation Balfour—4718 ; écoles confessionnelles dominant en Angleterre et ne donnent pas satisfaction—4718 ; opinion sir John Gorse—4718 ; grand exemple catholique, mais aucun culte n'a droit à plus de tolérance qu'un autre—4722 ; protestations des révérends de Brantford—4723 ; grande amitié pour premier ministre—4725.

M. Crawford—Sir Chs Tupper va bien rendre visite au pape—4726 ; la dépêche relatant sa visite—4726 ; les discours de la gauche ne changeront rien au vote du parti libéral qui a pris sa décision, il y a longtemps—4728 ; l'épais brouillard qui entoure les opinions Robinson—4727 ; si les lois scolaires actuellement en vigueur au N.-O. avaient existé au Manitoba avant 1890, il n'y aurait pas eu de question des écoles du Manitoba—4729 ; la différence entre les deux articles 16 est que le premier était vague et le dernier dit au moins ce qu'il veut dire—4729 ; il n'y a pas lieu d'appliquer aux écoles du Nord-Ouest le nom d'"écoles séparées"—4730 ; est lui-même orangiste la constitution demande la tolérance—4730 ; l'opinion du "Canadia Guardian" sur la question des écoles, considère qu'elle est du domaine fédéral—4732 ; l'opinion des loges orangistes—4732 ; c'est Ontario qui fait l'agitation—4733 ; les orangistes sont guidés par la politique—4734 ; le "Globe" et les écoles—4734 ; on dénigre le Manitoba en disant qu'il n'est pas plus grand qu'un timbre-poste—4736 ; ne désire pas que les frontières soient reculées vers l'ouest, mais vers le nord—4736 ; toutes les agitations du Manitoba ont été causées par les conservateurs—4737 ; ce serait une grave erreur de laisser aux provinces l'administration du domaine—4738 ; la gestion des terres par le Manitoba a restreint l'immigration—4738.

M. F. L. Schaffner—Enchanté que sir Chs. Tupper ait été béni par le pape—4741 ; jamais, dans sa division électorale, on n'a demandé la création de deux sortes d'écoles—4742 ; en faveur de deux provinces—4742 ; inutile de consulter Ontario et

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Schaffner—*Suite.*

Québec pour agrandir Manitoba—4742 ; la prospérité actuelle de l'Ouest est due aux conservateurs—4744 ; les libéraux, M. Blake et M. Mackenzie, et la construction du C.P.R.—4745 ; le Manitoba fut un champ d'expérimentation—4746 ; M. Roblin et l'abaissement des tarifs pour le blé—4746 ; l'hon. Sifton au Club Canadien à Toronto, 11 avril—4748 ; progrès du Manitoba et du N.-O. dans ces dernières années, chiffres—4748 ; partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat—4750 ; différence entre erreurs des docteurs et des avocats—4752 ; l'esprit de la constitution est que l'enseignement dépende uniquement des législatures provinciales—4752 ; n'approuvait pas bill remédiateur—4753 ; l'hon. J. I. Tarte et l'infériorité des ouvriers catholiques—4754 ; au N.-O. on ne s'occupe pas du costume que portent les instituteurs, mais de leurs capacités—4750 ; il n'y a pas 40 p.c. du N.-O. comme on se plaît à le dire qui demandent deux sortes d'écoles—4756 ; il y a des catholiques qui préfèrent les écoles nationales—4756 ; témoignage de J. J. Gregor de Lacombe—4756 ; discours Sifton dans Haldimand, en 1875—4758 ; le discours du premier ministre s'adressait uniquement à la droite—4762 ; le coup de théâtre Sifton—4762 ; heureux que fidélité à la Couronne soit la note dominante des discours—4763.

M. G. Grant—La véracité de M. Taylor—4824 ; le premier ministre a dit à tous ses amis de voter suivant leur conscience—4825 ; le "Citizen" et les députés conservateurs qui cherchent à sauver leur mandat—4826 ; entrevue Goggin—4828 ; l'enquête du "Globe" dans les Territoires, en 1902—4829 ; agitation confinée à Ontario—4830 ; Toronto n'est pas Ontario—4830 ; le pacte fédéral basé sur la liberté de conscience—4833 ; le principal Grant et le conflit des écoles séparées d'Ontario—4834 ; l'érection des Territoires en province ne provoquera pas de bouleversement dans l'Ouest—4834 ; si cette érection ne se produisait pas, les Territoires continueraient à jouir de leurs écoles séparées—4835 ; si l'on violait ces droits, la minorité protesterait comme en 1894—4835 ; en créant ces provinces, nous agissons suivant les pouvoirs de la loi constitutionnelle de 1870—4836 ; l'opinion des légistes sur la permanence des lois de 1875—4837 ; M. Blake, M. D. McCarthy—4837 ; si les conservateurs étaient sincères dans leur zèle pour l'autonomie, ils ne se borneraient pas à discuter les écoles—4840 ; sir John Macdonald, violateur de l'autonomie—4842 ; le parlement ayant maintenu la législation de 1875, s'est engagé à la tenir en vigueur—4843 ; si la majorité fût restée catholique dans les Territoires, celle-ci ne se fût pas opposée à des écoles séparées protestantes—4843 ; le régime des écoles séparées ne divise pas la population dans Ontario—4844 ; l'exemple de l'Ecosse—4846 ; le principal Grant et l'archevêque Connolly—4846.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. Porter—La carrière politique de sir W. Laurier, depuis 1896 a été caractérisée par la duplicité et la soumission aux influences étrangères—4848; affaire du tarif et de la préférence—4849; soumission au Grand-Tronc—4849; affaire Dundonald—4850; Mgr Sbaretto, un foreigner—4850; protestation générale du pays contre la loi—4853; la liberté et le bien du plus grand nombre—4854; en établissant cette législation, on enlève à la minorité le droit d'appel inhérent à la constitution—4854; les articles en question sont prohibitifs envers la majorité, leur absence ne serait pas prohibitive contre la minorité—4855; il n'existe pas de droits acquis à l'encontre d'un droit d'ordre supérieur, tant qu'il y a eu avis et que ce droit n'a pas été abrogé—4856; la majorité n'a pas le droit de demander au parlement des écoles nationales et la minorité n'a pas plus le droit de demander de consacrer des écoles séparées—4858; le parlement n'ayant pas le droit de l'accorder n'a pas le droit de l'imposer—4858; la loi de 1875 ne fait pas mention de l'acte de 1871, elle n'est donc pas basée sur des privilèges conférés par cet acte—4859; l'article 16 nouveau accorde à la minorité tous les privilèges de la loi de 1875—4861; elle impose toutes les conditions dont la population a voulu se débarrasser—4862; opinion du Dr Ryerson—4862; différence entre l'observation des lois divines et l'établissement de bonnes lois—4862; l'économie du temps—4864; tous les pays où fleurit le régime des écoles confessionnelles sont restés stationnaires—4864.

M. F. A. Lawrence—Etendue des provinces—4865; uniformité nécessaire dans le système de colonisation—4866; les dispositions scolaires concordent avec l'esprit de la loi de 1867—4866; ni le parlement fédéral, ni les parlements provinciaux n'ont le pouvoir exclusif de légiférer en matière d'éducation—4866; le parlement peut transformer les écoles publiques en écoles confessionnelles, mais il ne peut pas les remanier sans porter atteinte aux droits de la minorité et violer la constitution—4866; l'affaire des écoles du Manitoba a démontré la limitation des pouvoirs du parlement en matière d'éducation—4866; les écoles confessionnelles sont surtout œuvre protestante—4868; origines et développement du litige scolaire au Manitoba—4868; l'imbroglio du Manitoba montre que la majorité doit être conciliante et la minorité pas trop exigeante—4874; description du système scolaire du N.-O. par M. Fielding et par M. Ames—4876; système scolaire idéal—4877; statistiques scolaires—4877; dépenses scolaires—4878; pendant 30 ans, ni pétitions, ni requêtes—4878; maintenant agitation recommence—4878; article du "Boston Transcript"—4880; les écoles de Nouvelle-Ecosse—4882; opposition incapable d'expliquer amendement Borden—4884; l'opinion du "Witness"—4884.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. J. E. Armstrong—Le chef de l'opposition ne manque pas de courage—4886; tout l'univers sait que les gens de Toronto sont les plus intelligents du monde—4887; si ce gouvernement n'écoute pas le peuple, il ira à la défaite et à l'ignominie—4888; ceux qui combattent le bill ont un devoir à remplir—4890; il est absurde de dire qu'on ne peut avoir la paix entre les croyances qu'en imposant les écoles séparées au N.-O.—4893; les Canadiens pourraient prendre des leçons de patriotisme des Américains—4893; l'école commune est le lieu propre pour cultiver le patriotisme—4894; le gouvernement veut nous faire croire que ces provinces sont déjà des provinces avant d'être créées—4894; il y a des Canadiens français qui veulent la liberté absolue des provinces—4896; le ministre de l'Intérieur a tiré une comparaison injuste entre le revenu des terres que retire Ontario et la subvention accordée aux nouvelles provinces—4898; amendement Borden, proposition juste et équitable—4900; les partisans du Gouvernement savent qu'ils agissent mal en votant pour ce bill, mais ils n'osent pas se rebeller—4902; ne désespère pas cependant du pays—4904.

M. D. W. Bole—L'occasion de créer deux grandes provinces dans l'Ouest y compris le Manitoba a été manquée par les conservateurs, il y a vingt ans—4906; espère quand le moment viendra que le gouvernement acceptera favorablement la demande d'extension du Manitoba vers le nord—4907; texte de la loi remédiateur de 1896—4908; le Manitoba et Winnipeg ont donné une majorité en faveur de cette loi analogue au présent bill sur bien des points—4908; Ontario a demandé par son vote d'imposer des écoles confessionnelles au Manitoba—4909; la province de Québec par quatre contre un a repoussé le bill remédiateur—4910; les divergences qui ont surgi sur l'interprétation de la clause 93 imposent l'obligation de s'expliquer clairement—4910; l'amendement Borden est incertain et litigieux—4912; les sept députés libéraux de l'Ouest représentent bien l'opinion de leurs électeurs—4913; citation "Herald", Calgary, conservateur—4913; lettre J. G. Lange de Rosthern—4913; assemblée de Regina—4914; les écoles du N.-O. sont aussi nationales qu'elles peuvent l'être—4916; essayer d'établir un terrain commun pour enseigner la religion dépasse la sagesse des mortels—4917; les écoles du N.-O. jusqu'en 1892 ne valaient pas grand-chose—4918; ressemblaient à celles du Manitoba avant 1890—4918; ce serait celles que ramènerait l'appel aux tribunaux préconisé par les conservateurs—4918; opinion Bergeon—4918.

M. E. Paquet—Pénible de constater que tout le monde n'est pas d'avis qu'il est du devoir de ce parlement de protéger les minorités—4920; opinion sir John Macdonald—4921; requête des électeurs de Saint-Roch des Aulnaies—4923; le gouver-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Paquet—*Suite.*

nement accordée bien peu à la minorité catholique de l'Ouest—4923; tolérance et générosité du gouvernement conservateur d'Ontario—4924; citation comte de Mun, Mgr Ireland, sir John Thompson—4926; le clergé catholique de Québec, ferme défenseur des institutions britanniques—4926; péroraison comte de Mun—4927.

Discussion reprise—4932.

M. D. Henderson—N'approuve pas le système adopté lors de la confédération pour indemniser les provinces des revenus enlevés—4933; il faut que celui qui dépense soit celui qui lève les impôts—4934; pas de sympathie pour ceux qui demandent suppression de l'exemption accordée au C.P.R.—4934; la population d'Ontario se porte vers l'Ouest c'est pour cela que cette province s'inquiète du régime scolaire futur—4935; premier ministre pas agi loyalement avec M. Haultain et avec population du N.-O.—4938; c'est un bill d'autonomie limitée—4938; l'acte des Territoires de 1875 était essentiellement provisoire—4938; il y a au N.-O. deux systèmes d'écoles distincts, l'un d'écoles publiques, l'autre d'écoles dissidentes—4942; le bill actuel veut détourner des fonds réservés au maintien des écoles publiques de leur destination légitime—4942; pas de différence entre les deux clauses 16—4944; M. Sifton tenait la clef de la situation et il a transigé avec sa conscience—4946; d'où vient l'article 16?—4946.

Hon. M. Fitzpatrick—Prend entière responsabilité de la rédaction de l'article—4948.

M. Henderson—Alors le ministre de la Justice a dû aussi rédiger le discours premier ministre—4949; la gauche est libre de voter suivant sa conscience—4952.

M. E. L. Cash—Le district de Mackenzie ne veut pas d'annexion au Manitoba—4953; ce n'est pas la faute des libéraux si actuellement le Manitoba ne s'étend pas plus à l'Ouest—4953; en 1881, M. D. Mills était en faveur de l'extension du Manitoba à l'Ouest et sir John était opposé—4953; si le Manitoba veut s'agrandir qu'il administre mieux le territoire qu'il a maintenant—4954; la Saskatchewan a bien plus de titres à avoir un port sur la baie d'Hudson—4954; serait en faveur d'un article limitant la durée du temps que le Canada conservera possession des terres des provinces nouvelles—4956; lettre Augustus H. Hall demandant maintien de la loi scolaire existante—4958; des deux côtés de la Chambre on admet que sur certains points, il y a des limites à mettre à l'autonomie des provinces—4960.

Discussion reprise—4965.

M. A. Broder—La confédération fut acceptée surtout avec l'espoir d'en finir avec les questions confessionnelles—4966; sir W. Laurier plus responsable que tout autre de l'échec de cette espérance—4967; discours de sir W. Laurier à Morrisbourg, 1895—4967; sa conduite a mis le gouvernement conservateur dans l'impossibilité

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. A. Broder—*Suite.*

de rendre justice aux catholiques du Manitoba—4968; la tolérance d'Ontario—4969; les catholiques d'Ontario et les écoles publiques—4969; l'institut de Morrisbourg—4970; pas de préjugés contre les Français—4970; la province d'Ontario a fourni à l'Ouest plus d'habitants que toutes les autres provinces réunies, chiffres—4972; les libéraux sont les seuls qui aient jamais tenté de violer les droits de la minorité—4973; l'historique des écoles publiques aux Etats-Unis—4973; loyauté de la hiérarchie catholique—4974; discours Fitzpatrick, Chambre de Québec, 1893, sur la valeur des écoles de Québec—4977; les irlandais catholiques maltraités dans Québec—4978; pour sir W. Laurier la langue et la nationalité passent avant la religion—4978; si le projet de loi est conforme à la constitution, il faut changer la constitution—4979.

M. J. Bureau—L'enseignement de l'anglais dans Québec—4981; la circulaire Sproule aux orangistes—4982; ce sont les orangistes qui servent à faire de ce projet de loi une question de race et de religion—4982; ce n'est pas en attisant le feu des passions et des préjugés qu'on éclaire le peuple—4985; la première circulaire aux orangistes était du 16 février, la loi a été présentée le 21, ce n'est donc pas le gouvernement qui a allumé le feu—4986; la limitation de l'application du pacte "aux deux Canada" a été supprimée à la demande de D'Arcy McGee justement pour qu'il s'appliquât partout—4988; M. Borden ne s'appuie pas sur le roc de la constitution, mais sur le roc sprouliste-fosterite—4989; la volte-face de M. Foster—4990; la province de Québec n'est inférieure à aucune—4992; la tolérance dans Québec—4993; M. Pozer dans la Beauce—4994; les protestants à Trois-Rivières—4994; les provocations de M. Foster, la liberté ou la mort—4995.

M. Maclean—Que le premier ministre crée une vacance dans Ontario, je démissionne et je me présente—4996.

M. Bureau—Allez vous présenter dans l'Ouest—4995; M. Foster hableur, épilo-gueur, fendeur de cheveux—4997; il y a des droits plus sacrés que ceux des provinces, ceux des individus—4997; les citoyens du N.O. ont acquis des droits individuels qu'il faut respecter—4998; l'élection de l'hon. M. Oliver est la réponse à l'agitation—4998; l'opposition n'a pas osé lui susciter d'adversaire—4998.

M. Herron—Les missionnaires catholiques n'ont rien créé dans l'Ouest—4999; on exagère en disant que les Canadiens français ont été les pionniers de l'Ouest—4999; la question scolaire n'a pas figuré aux programmes politiques dans l'Ouest—5001; le gouvernement devrait abandonner toute idée d'intervention—5001; les conditions de l'élevage dans l'Ouest—5002; importance de la question du 4^e méridien—5002; le verdict des Territoires

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Herron—*Suite.*

en 1902 signifiait l'autonomie avec la possession des terres—5004; l'exemption de taxes du C.P.R. a été accordée au bénéfice de tout le Canada, donc le Parlement a le pouvoir de régler et doit régler la question—5005; les immigrants des Etats-Unis sont les meilleurs qui viennent dans l'Ouest—5006; le gouvernement veut créer deux grandes réserves catholiques dans l'Ouest—5006.

M. C. Parmelee—Il n'y a pas de province où il règne autant de bonne harmonie entre protestants et catholiques que dans Québec—5009; une constitution bonne pour Ontario et pour Québec devrait être bonne pour les nouvelles provinces—5009; la base de la constitution est que les droits des minorités relativement aux écoles confessionnelles doivent être respectés—5010; le discours de M. Fitzpatrick déjà cité au sujet de la valeur des écoles de Québec était dicté par le zèle pour la réforme—5010; les journaux protestants de Québec ne s'élèvent pas contre la loi—5012; les orangistes s'engagent d'avance à chasser du parlement tout député qui ne votera pas à leur gré—5013; c'est la lutte de croyance contre croyance—5013; les élections de 1896 ne se sont pas faites sur la question des écoles du Manitoba—5014; le pays était fatigué de la mauvaise administration générale—5014; on peut soulever les préjugés quelque temps, mais cela passe vite—5016; sir Wilfrid a toujours été guidé par la plus haute conception de son devoir—5016; le chef de l'opposition paraît être indécis sur la position à prendre, il a une belle occasion de se prononcer pour la justice—5016.

M. G. Taylor—Le "Witness" champion de l'abstinence a toujours fait passer la politique avant ses principes—5017; M. Sproule n'est pas l'auteur du document qui lui est reproché—5018; correspondance Taylor-Clendinneng—5019; historico du bill remédiateur; s'est présenté comme candidat Tupper—5022; discours Laurier à Toronto—5022; engagements Fitzpatrick, Godbout, Lemieux, Turcot, envers les évêques—5024; l'arrangement Tarte-Greenway-Sifton—5029; l'entrevue de Trois-Rivières—5029.

M. Bureau—Démentie par l'évêque de Trois-Rivières—5029.

M. Taylor—On a ramené M. Sifton en lui promettant de devenir Haut-commissaire à Londres—5030; le ministre des Finances forcé d'avaler la pilule—5030; discours Fielding—5033; l'"Evénement" et sa version des négociations Laurier-Sbaretti—5034; un ministre protestant—5034; défie le premier ministre et le ministre de la Justice de dire que ce bill signifie seulement une demi-heure d'instruction religieuse—5036; propose réunion des avocats de la Chambre pour rédiger amendement limitant concession à demi-heure d'éducation religieuse—5039.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. Kemp—Discours de M. Bourassa incendiaire—5044; la loyauté des Canadiens en 1812 était intéressée—5045; s'ils se fussent rangés de l'autre côté, ils auraient perdu les avantages du traité de Paris—5045; ils n'auraient pas eu des écoles confessionnelles de la part des Américains—5045; il est faux que le parti conservateur rêve d'abolir les écoles séparées—5046; règlements du conseil catholique de l'instruction publique de Québec—5047; ce n'est pas par tolérance qu'on n'exige pas des protestants qu'ils n'assistent pas à ces écoles—5048; les y forcer serait une énormité—5048; la province d'Ontario soulevée à cause du revirement d'opinion des libéraux depuis 1896—5053; Ontario pas fanatique—5056; lettres reçues—5057; la "bande de brailards"—5058; le "Globe", 19 avril—5058; on cherche à induire Québec en erreur en lui faisant croire qu'on donne des écoles confessionnelles au N.-O.—5061; intrigues du ministre de la Justice—5062; écoles confessionnelles en Grande-Bretagne—5062; la situation en France, 5063; il faut biffer ces articles de la loi—5064.

M. W. M. German—L'opposition n'a pas osé mettre un candidat à Edmonton dans le district le plus intéressé à la question—5065; si le bill est *ultra vires*, eh bien, les défenseurs des droits des provinces n'ont pas à s'en occuper, il ne peut leur faire de mal—5065; opposé aux écoles séparées—5066; demande si M. Sproule approuve manifeste orangiste renié pour lui par M. Taylor—5066; en 1862, les orangistes d'Ontario ont approuvé les écoles séparées, parce qu'ils y étaient forcés—5067; croit article 16 inutile—5067; du fait seul de l'union, les territoires tombaient sous l'application de l'art. 93—5069; l'amendement de l'opposition va plus loin et demande pour la province le droit exclusif de légiférer sur l'éducation—5069; cela dépasse les pouvoirs de ce parlement—5069; si la population est satisfaite des lois qu'on veut confirmer, pourquoi le reste du Canada se plaindrait-il?—5069; le "Globe" ne dirige pas le parlement—5070; opinion Geo. Brown—5071; il n'y a pas un avocat, y compris M. Robinson, qui dira que les catholiques n'ont pas le droit aujourd'hui d'avoir des écoles séparées—5072.

M. Ward—Composition de la division électorale d'Edmonton—5013; on n'a pas osé prendre M. Scott comme ministre parce qu'il aurait été battu—5074; la minorité catholique est traitée aussi bien dans les autres provinces que la minorité protestante dans Québec—5076; dans Ontario, des enfants catholiques fréquentent les écoles publiques—5076; attaques contre les orangistes et contre M. Foster—5078; M. Lemieux et M. Borden d'accord—5078; demande qu'on obtienne d'abord une décision judiciaire—5080.

M. A. A. Wright—Toronto est comme un volcan—5082; sir W. Laurier a démenti les prétendues entrevues avec Mgr Sba-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. A. A. Wright—*Suite.*

retti—5083; la mare et les grenouilles—5084; réponse de l'Ouest et d'Edmonton au "Globe"—5085; s'il est vrai que la division d'Edmonton est aux trois cinquièmes catholique, on ne peut pas déposséder ces gens-là des écoles qu'ils ont depuis 30 ans—5099; le triomphe d'Edmonton—5099; M Maclean n'était pas là—5100; les nations doivent avoir pour leurs engagements autant de respect que les particuliers—5100; expérience personnelle des écoles séparées de Québec—5101; il faut que les enfants sachent lire les journaux—5102; le système scolaire actuel du N.-O. est aussi bon qu'on peut le désirer—5102.

M. A. Campbell—Satisfait des arrangements—5163; il vaudrait mieux à son avis qu'il n'y eût d'écoles séparées ni dans Québec, ni dans Ontario—5164; dualité des écoles diminue efficacité—5165; impossible de faire autrement à cause de l'enseignement religieux—5165; dispositions scolaires du N.-O. depuis 1891—5165; regrettable que la Bible ne soit pas enseignée dans toutes les écoles du Canada—5163; modifications au système rendues possibles par la présente loi—5170; article du "Globe" complet, 21 mars 1905—5170; quelle objection peut-on avoir à ces écoles—5172; l'amendement du chef de l'opposition aurait pour effet de rétablir les écoles abolies, il y a quatorze ans—5172; les pétitions et les assemblées—5174; assemblée de Stouffville—5174; lettre T. Russell Fitch—5174; les pétitions du comté d'York-centre, sur 6,000 électeurs portent juste 200 signatures—5176; l'agitation contre le Grand-Tronc-Pacifique est bien morte, il en sera de même de celle-ci—5178.

M. F. R. Lalor—Annonce résultat lutte électorale au Manitoba, conservateur élu au parlement provincial dans Mountain, ancienne division Greenway—5178; indice de réprobation contre ce bill—5179; libéraux marquants de Toronto opposés au bill—5180; le gouvernement sera renversé aux prochaines élections fédérales—5180; si jamais la Grande-Bretagne en a besoin, les deux nouvelles provinces voleront à la défense du drapeau anglais—5181; les libéraux n'avaient pas osé protester contre le bill n° 1—5182; quand M. Sifton a commencé à protester, ils ont tous protesté—5182; la finesse du ministre de la Justice—5183; M. Haultain dit que le bill n° 2 donne plus que le bill n° 1—5183; remercie le ciel de n'être pas avocat—5183; le représentant de Brandon a donné le signal de l'intolérance—5185; le rocher de la constitution—5186; protestation de Medicine-Hat—5186; le choix de M. Oliver, comme ministre de l'Intérieur, a été un acte de couardise—5186; opinion du "Weekly Sun"—5187; la rentrée au bercail de M. Sifton—5188; le double jeu—5188; les conservateurs et les catholiques—5190; le "Globe" de 1895—5191; discours Sifton à

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Lalor—*Suite.*

Caledonia, 13 avril 1895—5192; la tolérance du comté d'Haldimand—5194; M. McConnell, irlandais catholique, candidat conservateur—5194; tous les enfants devraient suivre les mêmes écoles—5198; regrette voir religion mêlée à politique—5196; l'exemple des Provinces maritimes—5198; rapportons-nous en à l'Ouest—5197.

Discussion reprise—5205.

M. T. Martin—Les défis des conservateurs—5206; leurs retraites—5206; M. Haultain et M. Lalor—5206; la lâcheté de M. Haultain—5208; n'a été sollicité par personne de voter pour le bill en discussion—5208; langage inconvenant envers sir W. Laurier—5209; rapport du Dr Robertson, surintendant des missions presbytériennes—5210; si les écoles de l'Ouest avaient été mauvaises, il l'aurait dit—5210; il n'aurait pas demandé de l'argent pour ces écoles—5213; l'opinion du "Witness"—5214; sir Oliver Mowat a bien souvent consulté les autorités catholiques—5217; honteuses caricatures—5218; le gouvernement a consulté aussi le Dr Pringle, du Yukon—5218; partisan des droits provinciaux—5218; les écoles publiques ne sont pas tout au monde—5218; il n'y a pas un presbytérien sur dix qui ne soit pas partisan de ce bill—5219; nous devrions introduire un peu plus de religion dans notre système scolaire—5220; le comté de Wellington—5220; n'a pas peur d'aller exposer sa conduite devant ses électeurs—5221.

M. Elson—Le devoir du gouvernement est que la paix et le bonheur, la vérité et la justice, la religion et la piété règnent parmi nous—5222; expérience des écoles publiques—5223; l'école séparée crée la discorde et l'inimitié—5224; l'opinion de George Brown—5226; le bill donnerait aux mormons des avantages qu'on ne doit pas leur donner—5226; citation des journaux, envahissements des mormons—5227; la loi scolaire encouragerait la propagation des doctrines mormones—5230; en faveur de l'autonomie complète des provinces—5230.

M. J. B. Black—La position exacte des écoles au N.-O.—5230; 1100 écoles, 11 séparées, dont 2 séparées protestantes—5231; la loi de la Nouvelle-Ecosse—5231; la loi du N.-O. et celle de la N.-E. virtuellement les mêmes—5231; l'opinion de Mgr Langevin—5232; aucun ministre protestant des Territoires n'a condamné la loi—5233; appuie ce bill parce que la population du N.-O. satisfaite de ses écoles—5233; les avocats fendent les cheveux—5233; les orangistes de la Nouvelle-Ecosse et M. Sproule—5234.

Discussion reprise—5235.

M. A. J. Adamson—La naissance des deux provinces—5236; enchanté des arrangements financiers—5237; l'arrivée de colons au lieu d'être un embarras accroît le revenu—5237; la ligne adoptée pour la frontière est la meilleure qu'on pouvait trouver—5237; hostilité des Territoires à

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Adamson—*Suite.*

l'union même partielle avec le Manitoba—5238; expérience personnelle des écoles de l'Ouest—5238; nous protestants de l'Ouest, nous sommes contents des écoles que nous avons—5238; il faut s'éloigner du Nord-Ouest pour trouver des mécontents—5239; ce serait de la faiblesse de ne pas régler une fois pour toutes la situation scolaire du N.-O.—5240; a pris part à l'agitation scolaire du Manitoba—5240; il ne saurait y avoir de contrainte puisque tous les intéressés demandent l'adoption de ce projet de loi—5240; la lutte de Mountain, Man., ne s'est pas faite sur la question scolaire—5241; il y a sept sièges vacants à la législature des Territoires si M. Haultain osait faire les élections, il serait en minorité—5241; les conservateurs dans Edmonton ont appuyé l'hon. M. Oliver—5242; M. Secord, son ancien adversaire, a appuyé sa candidature—5242.

M. J. H. Sinclair—L'agitation paraît calmée—5242; la constitution ne renferme, à proprement parler, aucune mention de ce qu'on est convenu d'appeler les droits des provinces—5243; les mensonges du "World" au sujet des relations de sir W. Laurier et de Mgr Sbarretti—5245; il est facile de voir qu'aucune disposition scolaire du projet de loi n'est l'œuvre de ce dignitaire ecclésiastique—5247; la "Gazette" et l'agitation factice de Toronto—5247; on ne peut pas ignorer les opinions de la minorité de la population—5247; le "Pacte de Famille"—5247; le chef de l'opposition n'aime pas la position qui lui est imposée sur ce bill—5248; le "Globe" et les faits—5249; le conseil de l'Instruction publique de la Nouvelle-Ecosse et l'Instruction religieuse—5250; le compromis est honorable et ne contient rien qui puisse froisser les opinions religieuses de la majorité—5250; appuis ce projet parce qu'il est conforme à l'attitude du parti libéral en 1896—5251.

M. Ed. Bristol—Tolérance d'Ontario—5262; sa division électorale a élu M. J. J. Foy, procureur général, catholique—5262; on dit que des amendements vont être apportés au bill, ce sera dû aux protestations des libéraux—5262; raisons du revirement de Toronto—5262; l'assemblée de Massey-Hall—5264; déclaration Caldecott—5264; la loi de 1867 ne nous donne pas le droit de créer de nouvelles provinces—5265; le nouvel article 16 ne comporte aucun compromis—5268; ce n'est pas en vertu d'un statut que fonctionne le système actuel au N.-O., c'est en vertu de règlements—5270; les catholiques pourront les voir abroger s'ils violent le statut leur donnant le droit aux écoles séparées, lequel statut, advenant l'adoption de cet article 16 sera le même que celui de 1875—5270; si le parlement n'a pas le droit d'édicter ce bill, nous préparons une ère de bouleversement—5271; s'oppose à l'imposition à ces provinces d'un système dont elles ne pourront être débarrassées que par statut impérial—5273.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. H. Guthrie—Partisan du bill, dès le début—5273; le parlement a le droit de voter cette loi—5273; l'opposition forge des difficultés imaginaires—5274; chef de l'opposition ne dit pas s'il appuiera bill ou non—5274; la question d'éducation publique dans l'acte de l'A. B. du N. n'est confiée exclusivement ni aux provinces, ni au pouvoir fédéral—5276; différence entre l'admission des provinces et des territoires—5279; la loi de 1871, art. 2 conférant les pouvoirs en vertu desquels ce bill est soumis à la Chambre—5282; règle d'interprétation des lois—5282; discrétion du gouvernement pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement—5283; une province peut parfaitement être créée sur pied différent des autres—5284; le parlement peut, à son gré, accorder ou refuser l'autonomie provinciale—5284; les Territoires pourraient s'adresser au parlement impérial s'ils le voulaient—5285; Terre-Neuve, colonie entrant dans la Confédération serait soumise à l'art. 93—5285; les Territoires n'y sont pas tenus—5286; si l'amendement de M. Borden était adopté, jamais, en aucune circonstance, la minorité ne pourrait réclamer ses écoles séparées—5286; le parlement a le droit et le devoir de régler cette question scolaire—5287; le Nord-Ouest était représenté quand les lois de 1875 ont été passées, le parlement était son représentant—5287; de plus, il avait ses représentants aux Communes et au Sénat—5288; voilà trente ans que les habitants du N.-O. ont l'assurance, avec l'assentiment de la Chambre que le régime scolaire, en vigueur sera perpétué—5288.

M. G. Boyer—Le chef de l'opposition n'a pas pu imposer sa manière de voir à ses partisans—5288; l'état des provinces, productions—5290; statistiques scolaires du N.-O., 1903—5290; l'"Événement" et Laurier-Cain—5291; les journaux toriens d'Ontario, leur double jeu—5292; développement scolaire du N.-O.—5293; ce que le bill assure à la minorité—5294; protestants et catholiques dans comté de Vaudreuil—5296; citation de l'"Edmonton Journal"—5297.

M. G. H. McIntyre—Diffère un peu de ses amis de la droite—5298; ne voit pas bill du même œil—5298; le Canada divisé de bien des manières—5300; il n'est rien survenu qui justifie le parlement de se départir de l'état de choses établi par rapport aux privilèges de la minorité des Territoires du N.-O.—5302; la démission Sifton—5304; considère que les catholiques ont plutôt l'ombre que la réalité—5306; veut s'en tenir strictement à la constitution—5306; l'interprétation de la constitution—5308; pouvoirs du parlement d'édicter ces dispositions—5310; modes de déduction et de conclusion des orateurs constitutionnels—5312; si l'article 93 s'applique de plein droit comme prétendent les conservateurs pourquoi l'introduire dans le bill?—5314; le principe de la conservation des droits des minorités est subordonné aux autres droits des provin-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. McIntyre—*Suite.*

ces—5314; aurait voulu décision conseil privé—5315; voterait pour le gouvernement s'il faisait pareille démarche—5316; en tout cas ne peut pas voter pour amendement chef opposition—5318.

M. D. Derbyshire—Utilité de la discussion—5317; fait connaître les provinces—5318, les députés de Québec et l'usage de la langue anglaise—5318; le complot Rogers-Campbell pour introduire affaire Sbaretti—5319; Manitoba aura justice—5319; nécessité de maintenir système d'immigration—5320; puisque tout le monde est d'accord que le système scolaire répond aux besoins et aux vœux des populations du N.-O., pourquoi le parlement ne confirmerait-il pas ce régime et ne le confirmerait-il pas ici-même?—5322; discours de l'évêque Worrell, d'Halifax—5323; des harangues remarquables—5324; les inventions de M. Maclean—5324; les histoires de M. Taylor—5325; couronnement de la carrière politique de sir Wilfrid Laurier.

M. R. Forget—L'harmonie et l'union s'établissent en respectant toutes les opinions—5326; relations avec anglo-protestants—5326; on s'occupe bien moins de religion dans Québec que dans Ontario—5326; surtout les protestants ont plus que leur part dans les corps publics dans Québec—5327; chef de la gauche fait fausse route—5327; gouvernement a bien fait de garder gestion des terres de l'Ouest—5328; aurait voulu dans N.-O. régime scolaire d'Ontario et de Québec—5328; accepte concession dans l'espoir que minorité catholique sera un jour une majorité et donnera leçon de tolérance—5328.

Discussion reprise—5330.

Hon. L. P. Brodeur—Le chef de l'opposition a reconnu que si l'on peut démontrer l'existence d'un pacte ou d'une entente relatifs à l'établissement d'écoles séparées au N.-O. analogues à Québec et Ontario, il reconnaîtra que l'établissement d'écoles de cette nature s'impose dans nouvelles provinces—5332; pacte formel existe—5332; sir J. Young à lord Granville—5332; proclamation sir John Young—5333; déclaration de droits, art. 7—5333; authenticité de la déclaration de droits—5334; admission lord Strathcona—5334; la compagnie de la Baie d'Hudson, souveraine au N.-O. subventionnant écoles catholiques ou protestantes—5334; reconnaissance des délégués de l'Ouest—5335; promesse formelle faite en 1869-70, ne peut pas être répudiée—5335; le pacte relatif aux écoles dans la constitution n'est pas limité à Ontario et Québec, il a été étendu aux autres provinces—5336; déclaration Galt—5337; motion Galt—5338; relation de sir J. Macdonald—5338; la convention conclue à Londres visait tout le Canada—5340; sens de la contre-proposition Borden—5341; si cette contre-proposition enlève à l'avenir tout recours à la minorité, rien de plus injuste n'a jamais été proposé—5344; le chef de l'opposition avoue qu'il ne sait pas au juste ce qu'il

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. L. P. Brodeur—*Suite.*

veut par sa motion—5345; cette loi n'empêche pas sur les droits des provinces, mais empêche d'empiéter sur les droits de la minorité—5346; tant que les territoires restent territoires, et ne sont pas encore proclamés provinces, ils sont sous la dépendance absolue du parlement fédéral qui peut leur imposer telle constitution qu'il lui plaît—5346; en 1875, sir John Macdonald ne s'est pas opposé à la loi, il se rappelait les promesses faites—5346; en 1880, M. Sproule était en Chambre quand le projet de loi des écoles se délibérait, n'a rien dit—5347; art. 100, loi 1880—5348; M. Sproule n'a pas protesté alors, son attitude aujourd'hui est donc illogique—5350; la loi de 1880 a formellement déclaré applicable à la minorité des Territoires du N.-O. les dispositions de l'article 93 de l'acte de l'A. B. du N.—5350; si on prétend que les Territoires sont entrés dans l'Union dès 1870, les droits acquis depuis doivent être protégés—5350; en tout cas nous aurions le pouvoir de passer une loi réparatrice, pourquoi ne pas donner tout de suite une loi assurant à la minorité ses droits et privilèges?—5350; nous avons parfaitement le droit de faire des changements, même à l'article 93—5352; nous avons le pouvoir de reporter au parlement fédéral une disposition quelconque des attributions que l'art. 92 concède aux provinces—5352; c'est ce que nous faisons pour les terres—5352; répond argument Bourassa que bill protège droits minorités quant aux écoles séparées catholiques, mais pas quant aux écoles publiques catholiques établies—5352; ne tient pas compte de la clause 16 au complet—5353; si on voulait empêcher les catholiques d'établir les écoles qu'ils désirent, il y aurait lieu à appel et à refus de sanction de la loi—5354; on ne peut pas supposer que les législateurs violeront intentionnellement les lois, dans ce cas, il serait inutile d'en passer—5354; la minorité ne se plaint pas de ce qui s'est fait depuis 1892, de quel droit dire qu'elle n'est pas assez protégée?—5355; si elle n'était pas satisfaite, elle pouvait demander loi réparatrice, elle ne l'a pas fait, elle a moins peur que M. Bourassa—5356; compliments à l'hon. F. Oliver, qui vient d'être introduit à la Chambre—5356; réponse à M. Maclean qui parlait d'abord de démissionner et d'aller se présenter dans l'Ouest—5356; maintenant, il limite son offre à Ontario—5357; actuellement la minorité est satisfaite de ce que lui donne la loi de 1892, si plus tard la législature la maltraitait, il serait toujours temps de porter remède—5358; si sir John Thompson a dit qu'une législation réparatrice était impossible dans le cas des Territoires du N.-O., il s'est trompé—5358; heure solennelle—5358; confédération faite pour créer harmonie—5358; succès inespéré—5358; largeur de vue jusqu'à présent des chefs de parti—5359; regrets

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. L. P. Brodeur—*Suite.*

du "Star"—5359; loyauté des Canadiens français—5359; traditions libérales des Grey—5360; Gladstone et la nécessité de s'inspirer des lois anglaises—5360; les conservateurs ne savent que faire l'éloge des lois et des institutions américaines—5360.

M. A. C. Macdonell—Signification du terme autonomie—5361; opinions Blake et Mackenzie quant aux terres, à propos projet d'entrée de Terre-Neuve—5362; Toronto pas fanatique, sa présence comme catholique député de Toronto en est la preuve—5263; accueil de Tarte à Toronto—5363; ce bill est une intervention directe dans les droits des provinces—5364; la constitution de ces provinces doit être conforme à l'acte organique de 1867—5366; acquisition des Territoires, adresse au Sénat et aux Communes—5366; l'article 93 s'impose—5367; la minorité ne doit pas chercher à arracher des concessions auxquelles elle n'a pas droit—5367; pas seul à croire que minorité aura plus de justice en laissant la loi suivre son cours—5368; opinions Grant, L. G. McCarthy, Sir W. Laurier—5369; le parlement ne doit pas avoir le dernier mot, ce sont les tribunaux—5370; c'est l'opinion de l'homme de loi qui doit prévaloir—5370; triste résultat des lois réparatrices—5370; opinion Mulock—5370; le parlement n'a pas de discrétion quant à la constitution à accorder aux provinces—5371; où s'arrêterait-on?—5371; l'acte d'interprétation met les territoires au rang des provinces—5373; traité de Hardcastle "sur interprétation et effet du droit statutaire"—5373; imprudence de perpétuer par disposition législative un état de chose existant à un moment donné—5374; croyance à l'enseignement religieux—5374; craint des représailles—5374.

M. J. B. Kennedy—Ne tient pas aux écoles dissidentes—5376; avantage des écoles mixtes—5377; respecte l'opinion de chacun—5377; sur la question de l'enseignement religieux, les catholiques s'entendent entre eux et les protestants ne s'entendent pas—5377; la loi règle parfaitement la question de l'instruction religieuse—5377; absurdités dites et écrites—5378; galmatias "Orange Sentinel"—5378; manifesta de la loge "King Edouard"—5378; les orangistes réclament la liberté et ne laissent pas leurs membres penser à leur gré—5379; conseils à MM. Ross et Lalor—5380; à propos des mormons, les enfants sont libres de ne pas assister à un enseignement religieux qui ne convient pas aux parents—5382.

M. W. F. Bennett—Question plus importante que celle des écoles du Manitoba—5382; question des écoles du N.-O. aurait pu être soumise au plébiscite, comme prohibition—5382; la presse libérale a protesté la première, après la présentation du bill—5383; servilité ministérielle—5384; pourquoi M. Scott a été écarté—5385; le fameux sous-comité qui est censé avoir

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Bennett—*Suite.*

préparé le bill—5386; le ministre de la Justice dit l'avoir préparé mot pour mot et en être responsable—5386; la démission et le retour de l'hon. Sifton—5386; le ministre du Revenu de l'intérieur a seul exprimé sur le bill une opinion au point de vue légal—5388; si on a bien privé la population des Territoires de l'usage de la langue française c'est que le pacte invoqué n'est pas péremptoire—5388; on peut aussi bien supprimer les écoles séparées—5388; le ralliement des membres dissidents ne s'est pas fait sur une question de principe, mais d'opportunité—5390; appels sur le nom du premier ministre—5391; on n'exploitait pas ainsi le nom de sir John Macdonald—5391; les arrangements sentimentaux—5393; dans Ontario, les catholiques eux-mêmes ne veulent plus d'écoles séparées—5394; chiffres indiquant que le nombre en diminue chaque jour—5394; hostile à l'idée d'imposer à ces immenses territoires un régime scolaire qui leur causerait des regrets amers—5395.

M. A. K. Maclean—La gauche n'a ni chef, ni politique—5396; la "Gazette" et le "Star" n'appuient plus le chef de l'opposition—5397; l'opinion du cabinet libéral est connue, elle se résume au bill soumis—5397; les attitudes panachées de l'opposition—5398; l'agitation de M. Sproule—5399; le "Spectator"—5400; le "Telegram" fait la leçon à MM. Borden et Osler—5400; énervement social provoqué par les membres du parti conservateur—5401; M. Foster et Henry Clay—5402; l'enjeu de M. Foster—5402; M. Foster et l'opposition, en 1896—5402; la partie du bill préparée par M. Haultain—5403; l'appel de M. Foster en 1896: "Sacrifiez vos principes et sauvez le parti,"—5404; manque de sincérité de l'opposition—5405; la conscience n'a rien à faire dans une question constitutionnelle—5405; l'attitude du chef de l'opposition est injuste contre le pays et même contre ses propres amis—5406; pour des questions de race et de religion, il est bon de s'appuyer sur des conventions écrites—5406; il ne suffit pas de s'en rapporter au bon vouloir des gens—5407; la Nouvelle-Ecosse, la Colombie-Anglaise ont fait mettre par écrit ce qu'elles voulaient—5408; il y a obligation morale à garantir aux Territoires le système scolaire dont ils jouissent—5407; le pays a besoin de calme—5410.

M. A. N. Worthington—L'amendement Borden n'est pas une attaque contre les écoles confessionnelles—5410; la question est constitutionnelle, pas confessionnelle—5410; sermon de Mgr Cloutier opposé à la loi—5413; le "Herald" en 1896—5414; réforme demandée dans Québec—5415; éloge du clergé catholique—5418; M. Goldwin Smith et M. Bourassa—5418; histoire du comté de Compton—5420; agitation pour les écoles confessionnelles—5420; discours de sir A. T. Galt—5421.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. J. D. Reid—Si le premier ministre avait laissé latitude à ses partisans d'agir suivant leur conscience, le bill ne passerait pas si facilement—5422; M. Borden aurait remporté les élections en 1904, si plusieurs choses n'étaient pas survenues—5423; les orangistes s'inspirent d'idées de pure justice—5424; si le gouvernement insiste sur son article 16, il va retarder l'immigration—5425; les clauses scolaires sont un rachat de promesse faite en 1899—5425; les étrangers de l'Alberta sont comme des Chinois, on ne sait jamais à qui on a affaire—5426.

M. R. J. Wilmot—Le gouvernement aurait dû faire part de son projet au peuple avant de présenter sa loi—5429; croit que les provinces doivent être libres de choisir leur système scolaire—5430; a voté pour le bill réparateur en 1896—5430; a commis une faute—5430; le parti l'exigeait—5431; les électeurs catholiques ont voté contre lui—5431; dégage maintenant—5431; si le bon Dieu au ciel entend cette discussion, il doit être bien embarrassé de dire où est la constitution—5432; statistique de la criminalité comparée dans les provinces d'écoles mixtes et d'écoles confessionnelles—5434.

Discussion reprise—5436.

Hon. C. Fitzpatrick—Laisse les journaux insulteurs au châtement qui leur viendra dans les heures de sobre réflexion—5437; patriotisme canadien français—5438; Geo. Brown et le rôle des Canadiens français dans l'Ouest—5438; origine des Territoires—5439; historique de compagnie de la Baie d'Hudson—5440; origine de l'idée d'acquisition des territoires ne venait pas du gouvernement du Canada—5440; disposition dans l'acte de l'A. B. du N. relative à l'admission dans l'Union de la Terre du Rupert et des Territoires, art. 146—5441; adresse préparée en conséquence, 17 déc. 1867—5442; celle de la Terre de Rupert, 1868—5442; nouvelle adresse, 1869—5442; acte de cession et décret relatif à la Terre de Rupert—5443; disposition ayant trait aux Territoires—5443; acte du Manitoba, 1870—5443; contient presque dans les mêmes termes les dispositions du présent acte—5444; présenté par sir John Macdonald—5444; pas un mot de blâme—5444; opinion de sir John Macdonald sur pouvoir du parlement d'édicter ces dispositions—5445; raisons pour lesquelles le parlement impérial intervint—5446; opinion lord Kimberley, sir Robert Collier, sir John Colridge que le parlement canadien avait le pouvoir—5446; personne n'avait fait alors d'agitation, pourtant le père Ritchot et Mgr Taché étaient intervenus—5446; pourquoi sir W. Laurier ne pourrait-il pas faire en 1905 ce que sir J. Macdonald faisait en 1870?—5447; sans l'acte de 1871, nous ne pourrions pas constituer les territoires en provinces, du moins, il y a doute—5447; le pouvoir délégué par art. 146, une fois exercé, a cessé—5447; l'art. 11 de la loi de 1871 seul nous autorise—5447; opinion

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. C. Fitzpatrick—*Suite.*

du Conseil privé, cause Riel quant à la latitude d'interprétation des mots "paix, ordre et bon gouvernement"—5448; demande l'adoption du bill actuel, non en vertu de l'art. 4, mais de l'article 2 qui est analogue—5449; interprétation article—5449; la loi de 1871 a augmenté les pouvoirs des provinces—5449; les Territoires ont actuellement un régime responsable, admission Haultain—5451; impossible de dire que les dispositions de l'Amérique Britannique s'appliquent automatiquement aux provinces nouvelles—5452; que fait-on des dispositions spéciales à certaines provinces?—5452; opinion sir John Thompson quant aux provinces nouvelles—5453; opinion Robinson—5454; le gouvernement ne se croit pas obligé par constitution d'imposer les restrictions, mais, il se croit tenu en justice et en conscience de faire adopter l'article 16 du bill—5455; quant aux terres, proposition du chef de l'opposition revient à retirer d'une main ce qu'on donne de l'autre—5456; question des terres venue devant le Conseil privé à propos des terres marécageuses du Manitoba—5456; droit de légiférer sur les terres ne peut pas être mis en doute—5457; a rédigé article 16 mot pour mot ligne pour ligne—5457; de même pour article des terres du C.P.R.—5457; il y a pacte parlementaire conclu avec population du Nord-Ouest—5458; question a été discutée avec Territoires—5458; projet Haultain 1902—5458; art. 2 du projet—5459; les provinces n'ont pas le droit exclusif de légiférer sur les matières scolaires—5460; ce n'est pas l'acte de 1867 qui a décréto l'existence des écoles séparées d'Ontario—5460; il a seulement maintenu le droit à l'existence—5460; donner aux Territoires le droit exclusif de législation scolaire serait leur donner un droit dont ne jouissent pas les autres provinces—5461; opinion du conseil privé, cause des écoles du Manitoba—5461; objet de l'article 16—5462; ni entraves, ni empiètements—5464; la discussion de 1875—5465; les Territoires ne veulent pas se débarrasser comme on le dit du fardeau des écoles dissidentes—5466; résolution rejetée en 1890—5466; controverse Haultain-Roblin—5467; de l'avis de Geo. Brown et de D. McCarthy, si le régime des écoles séparées existe dans les Territoires quand ils entreront dans la Confédération comme province, ce régime formera partie de leur constitution—5468; M. Clement et les droits d'une nouvelle province en matière d'instruction—5469; impossible comprendre terrain où se place chef de l'opposition—5470; l'opposition n'a jamais fait connaître, quand s'est discutée l'autonomie, ce qu'elle entendait faire au sujet des écoles dissidentes—5470; avant-projet Sifton—5470; leur différend n'a jamais été plus loin que dissentiment entre deux personnes de volonté arrêtée—5470; reproche que des membres du comité de préparation de la loi étaient catho-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. C. Fitzpatrick—*Suite.*

liques ; politique de carrefour—5471 ; a critiqué non les écoles cléricales de Québec, mais les écoles primaires des commissaires—5471 ; développement intellectuel de la province de Québec—5472 ; l'idée du C.P.R. a pris naissance dans Québec—5472 ; l'avenir des provinces nouvelles—5472 ; les banderolles étoilées—5472.

M. S. Barker—Les reproches d'intolérance ne sont pas venus des députés de Québec—5473 ; le toast Jacobite—5473 ; l'enseignement religieux ou des écoles dissidentes n'est pas du domaine du parlement—5474 ; pourquoi ne se fie-t-on pas aux gens de l'ouest ?—5474 ; interprétation et application de l'art. 93—5480 ; interprétation des actes constitutifs—5482 ; nous sommes simplement mis en mesure d'organiser des nouvelles provinces de façon qu'elles puissent édicter des lois et administrer leurs affaires—5486 ; les ordonnances—5488 ; différence des deux articles 16—5494 ; effets de l'article—5494 ; un système scolaire volontairement accepté peut fonctionner facilement—5494 ; imposé, il provoque la révolte—5494 ; l'historique de la difficulté scolaire au Manitoba—5498 ; histoire de 1896—5498 ; la minorité catholique a demandé du pain, le premier ministre lui a donné une pierre—5498 ; sa loi est inapplicable—5499.

M. Stockton—Question d'interprétation constitutionnelle—5500 ; politique de kangaroo—5500 ; le ministre des Finances, dans son temps fit feu et flammes sur les hustings de la N.-E. contre les écoles séparées—5501 ; le ton de la discussion—5502 ; volte-face de M. Bourasa, défenseur de l'autonomie dans le bill des médecins—5502 ; la minorité regrettera de faire fi de la constitution—5502 ; le premier ministre s'occupe uniquement de la minorité et ne tient aucun compte de la majorité—5504 ; le cas des majorités catholiques—5504 ; demande que le ministre de la Justice expose différence entre les deux articles 16—5505 ; la loi votée en 1875 pour régler administration des territoires était de nature provisoire—5507 ; le parlement impérial a seul le droit de restreindre le droit exclusif de législation scolaire pour les provinces—5510 ; résumé des propositions de droit développées—5511 ; la loi en tout cas, n'est pas opportune—5513.

M. Léonard—Proteste contre campagne de préjugés des deux partis—5513 ; regrette voir articles anglais insultants reproduits dans journaux français—5514 ; proteste contre journaux conservateurs d'Ontario—5515 ; son vote contre motion Borden pas dicté par crainte des électeurs—5515 ; un Canadien français fait parti d'une nationalité distincte—5516 ; les écoles catholiques de Québec—5517 ; appréciations de Caux, Baudrillard—5518 ; les Canadiens français demandent que toutes les minorités aient le droit de pratiquer leur foi et d'élever leurs enfants suivant le droit naturel inhérent aux pères de famille—5519.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Amendement Borden mis aux voix—5519.
Rejeté par 59 à 140—5520.

M. W. F. Maclean—Discours de St-Jean Baptiste—5521 ; nous sommes tenus en honneur de donner justice non pas seulement à la minorité, mais à la majorité du N.-O.—5522 ; la question à discuter devant le peuple sera s'il veut que l'Ouest ait toutes les libertés dont jouissent les anciennes provinces en entrant dans la confédération—5522 ; il n'y a pas que les jésuites et les missionnaires qui aient fait quelque chose pour le pays, il y a eu aussi des laïques français—5523 ; les traditions d'Ontario—5524 ; attaque injuste contre les écoles publiques des E.-U.—5525 ; lettre d'un Canadien—5525 ; sermon de Mgr Gibbons—5526 ; les journaux de Toronto qu'on taxe d'intolérance—5526 ; nous sommes tous enfants du sol—5528 ; que la province de Québec jouisse de ce qu'elle a, mais ne régente pas les autres provinces—5528 ; la constitution est une coutume, elle doit se plier à l'opinion publique—5530 ; l'opinion publique éclairée veut la séparation de l'Eglise et de l'Etat—5530 ; la constitution des E.-U. est le document le plus altéré qui ait jamais existé—5530 ; l'Angleterre n'a pas toujours regardé les droits des minorités comme inviolables—5531 ; autant d'avocats autant d'opinions, suivant celui qui paye—5531 ; quand on veut légiférer, il faut tenir compte du progrès moderne—5532 ; les opinions des anciens sont dignes de respect, mais nous avons le droit d'avoir les nôtres—5532 ; Ontario crie : arrière, ne touchez pas à l'Ouest !—5532 ; Québec se ligue maintenant et en 1896, n'a pas voulu se liquer pour sir C. Tupper—5534 ; ce n'est pas le verdict d'Edmonton, c'est celui de Mountain qui donne la clef de l'opinion de l'Ouest—5534 ; le groupe de Québec est le dictateur du parti libéral—5535 ; l'histoire de la séparation de l'Eglise et de l'Etat au Canada—5536 ; l'existence et l'intervention du délégué papal au Canada—5538 ; le Syllabus—5539 ; nous sommes à la veille d'un grand conflit—5540 ; litiges possibles—5540 ; le parti conservateur a jadis été annihilé pour avoir soulevé en Chambre des discussions scolaires—5540 ; ce sera le sort du parti libéral—5541 ; pas de fiel dans son cœur—5542.

Motion Laurier adoptée—5542.

2e lecture du bill—5542.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre se forme en comité *pro forma* sur le bill—5542 ; motion adoptée—5542.

En comité—5542.

Sir W. Laurier—Propose que le comité se lève—5543 ; adopté—5543.

M. Borden—Insiste sur dépôt immédiat des annexes—5543.

Discussion suspendue—5544.

En comité—5722.

Article premier—5722.

Hon. C. Fitzpatrick—Donne superficie et population des nouvelles provinces—5723 ; tableau ayant servi de base à la compu-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. C. Fitzpatrick—*Suite.*

tation de l'augmentation probable du nombre des habitants de ces provinces—5724.

M. R. L. Borden—S'étonne qu'on n'ait pas suivi avis de M. Sifton qui voulait voir la frontière 60 milles à l'est du 4e méridien—5725.

Sir W. Laurier—Objet de cette proposition était d'inclure toutes terres à élevage dans limites d'Alberta—5726 ; s'est aperçu que ce tracé ne remplirait pas ce but—5726.

M. M. S. McCarthy—Tracé du 4e méridien impopulaire parmi éleveurs—5726 ; résolutions Medicine-Hat—5726 ; n'admet pas qu'on forme deux provinces—5727 ; article "Farm and Ranch Review"—5727 ; proposera en amendement une nouvelle frontière—5729 ; inégalité des provinces—5730.

M. W. F. Maclean—Demande formation d'un gouvernement territorial fort avec le reste des anciens territoires et l'Athabaska pris pour base—5732 ; les ambitions du major Peary—5732.

Sir W. Laurier—Le meilleur moyen de faire acte d'autorité est de conserver les terres arctiques aux mains du gouvernement fédéral—5734.

Hon. Oliver—Les adversaires de la délimitation des frontières faite par le gouvernement ne prouvent pas qu'elle n'est pas bonne, mais que la leur est aussi bonne—5740.

M. W. F. Maclean—S'oppose à ce que l'Athabaska entre dans les nouvelles provinces—5742.

M. Herron—En faveur de la frontière préconisée par M. McCarthy—5743 ; au 8e rang à l'ouest du 3e méridien—5742.

M. R. L. Borden—Demande explications sur déclarations de M. Jackson dans élection de Mountain—5744 ; au sujet extension possible des frontières de Saskatchewan—5744.

Sir W. Laurier—Ne connaît rien de conférence entre députés Manitoba et députés d'Ontario—5745 ; la question de la division du territoire non inclus dans Saskatchewan et du territoire de Keewatin pourra se faire seulement quand provinces seront formées—5745 ; est en faveur que le Manitoba s'agrandisse autant que possible pourvu que cela puisse se faire sans causer d'injustice à une autre province—5746.

M. Turriff—Depuis trois ans, mouvement de population plus grand dans Saskatchewan que dans Alberta—5748 ; à cause construction chemin de fer—5748 ; plus tard immigration se portera vers Alberta—5748 ; impossible tracer frontière pour contenir tous les pays de ranches—5748 ; même difficulté avec n'importe quelle frontière—5749.

M. Scott—Résolutions de Moosejaw et de Maple-Creek en faveur du choix du 4e méridien—5750.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Insiste que tous les gouvernements libéraux sont esclaves des corporations—5755.

M. Scott—C'est le gouvernement conservateur qui a mis tout le pays sous la coupe du C.P.R.—5756.

Hon Fitzpatrick—Nous divisons le pays en deux parties égales, nous donnons à chaque province une population égale et la ligne de démarcation est celle adoptée pour divisions électorales et municipales—5757.

M. Barker—Extraordinaire qu'on enclave dans provinces territoire Athabaska énorme, avec seulement 242 blancs—5760 ; nouveau plan de distribution—5760.

M. W. F. Maclean—Lit correspondance relative aux noms des nouvelles provinces—5762.

M. Henderson—Affirme avoir autant le droit de parler au nom des divisions électorales de l'ouest que leurs représentants directs—5766.

M. W. F. Maclean—Propose amendement ayant pour objet de donner pour frontière nord de l'Alberta, la frontière sud d'Athabaska—5769 ; pour laisser l'Athabaska à l'état de territoire non organisé—5769.

Hon. Oliver—De cette façon, on prive Athabaska de toute représentation—5770 ; le pays est intéressé au développement de la magnifique région de la Rivière-à-la-Pluie—5771 ; le gouvernement veut que cette région soit ouverte—5771.

M. R. L. Borden—Se plaint que le ministre de l'Intérieur fait des harangues électorales—5772.

M. Ingram—En faveur d'une seule province—5774 ; M. Haultain opposé à l'introduction d'Athabaska dans nouvelles provinces—5775.

M. Sproule—Les député libéraux de l'Ouest n'expriment pas les désirs des populations—5778 ; lettre venant de Crossfield—5778.

M. Henderson—En faveur de deux provinces, créer une maintenant et une autre plus tard—5780.

M. Carvell—Ne voit pas d'empêchement à ce que les marques de bestiaux soient enregistrées dans deux provinces—5781 ; on dit qu'on veut incorporer Athabaska pour des raisons politiques—5781 ; qu'on donne ces raisons—5781.

M. Ingram—Se plaint que les limites soient tracées de façon à baillonner électeurs conservateurs—5782 ; certains ministres agissent comme si l'opposition n'avait aucun droit—5786.

Sir W. Laurier—La partie de l'Athabaska comprise dans la région de la Rivière-à-la-Pluie est agricole—5787 ; il y a des moulins—5788 ; projet d'un bill nouveau pour reste des territoires du N.-O.—5788.

M. Ingram—Signale rapport sur moulin de Vermillon—5790 ; insuffisant pour justifier extension de frontière—5791.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. Lake—Propose le nom d'Assiniboine au lieu de Saskatchewan—5792.
Amendement Maclean retiré—5792.

M. McCarthy—Propose article en substitution à article 1er, nouvelle délimitation de frontière—5794.

Amendement rejeté, art. 1er adopté—5795.

Art. 2; application des actes de l'A. B. du N. de 1867 à 1886—5795.

Hon. Fitzpatrick—Identique à art. 3 rédigé par représentants des Territoires—5795.

M. R. L. Borden—Demande différence entre les deux articles 16—5795; M. Clements considère cet art. 2 inutile—5795; les actes s'appliquent par leur seule vertu—5796; la droite prétend que l'art. 2 met en vigueur les écoles religieuses condamnées par l'hon. Sifton—5796 demande à ne pas régler ce soir le sort de l'art. 2—5796.

Hon. Fitzpatrick—Ne partage pas avis de M. Clements que l'acte de l'A.B. du N s'applique de plein droit—5796; préfère discuter art. 2 avec article 16, de même nature—5796.

M. R. L. Borden—On pourra s'entendre demain—5797.

Art. 3—Nombre des sénateurs, 4 par province pouvant aller à 6—5797.

Sir W. Laurier—Principe suivi dans la répartition—5797.

M. Lake—Demande qu'on puisse augmenter davantage le nombre de sénateurs avec accroissement population—5799.

M. Bergeron—Nombre des sénateurs basé sur le principe de protection des minorités—5799; se plaint du régime de la qualification territoriale dans Québec—5800.

Hon. Fitzpatrick—Expose la division des groupes pour détermination du nombre des sénateurs—5801; formation d'un nouveau groupe—5802.

Sir W. Laurier—En accordant six sénateurs, nous faisons largement les choses—5802; en tout cas, arrangement temporaire—5802; peut-être plus tard faudra-t-il nouveau groupe—5803; en tout cas la population n'est pas la base de la représentation sénatoriale, son fondement est la protection des minorités—5803.

M. Galliher—Propose de faire déclarer par parlement impérial que le groupe sénatorial de l'Ouest se composera de vingt-quatre sénateurs au plus—5805.

M. S. Hughes—Un autre gouvernement jugera peut-être à propos de diminuer le nombre de sénateurs de Québec et d'Ontario et d'augmenter celui de l'Ouest—5808.

Article 3 adopté—5808.

Hon. Fitzpatrick—Soumet nouvelle rédaction des articles 4 et 5—5808; application aux provinces du prochain recensement quinquennal—5809; remaniement seulement après dissolution du présent parlement—5809.

En comité, reprise—5842.

Article 2—5842.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. R. L. Borden—Veut connaître portée des articles 2 et 16 réunis—5842; discussion au point de vue constitutionnel—5843; opinion Bourassa—5844; le premier ministre s'appuie bien sur le roc de la constitution—5844; l'hon. M. Lemieux et question constitutionnelle—5844; sir O. Mowat et question constitutionnelle—5845; opinions exprimées que l'art. 2 rétablit les écoles cultuelles de 1875 dans territoires—5946; opinion exprimée par ministre de la Justice sur effet combiné clauses 2 et 16—5848.

Hon. C. Fitzpatrick—Indépendamment de l'art. 16, art. 2 suffirait pour donner effet à art. 93 de l'Acte de l'A. B. du N—5849; art. 16 enlève simplement tout doute quant aux mots "territoires" pour "province" et interprétation du terme "lors de l'Union"—5849; l'art. 16 interprété à la lumière de l'art. 2 doit être substitué à art. 93—5850; maintient art. 16 tel que primitivement rédigé donne tous les droits résultant de l'Acte de 1875, nonobstant toute ordonnance passée en vertu de cet acte—5850; opinion Clements—5850.

Hon. Fielding—Une école séparée peut être une école nationale et n'est pas forcément une école confessionnelle—5854.

Hon. J. Haggart—Une école séparée est l'antithèse d'une école nationale—5855.

Hon. G. Foster—Divergences ministérielles se font enfin jour—5855; le ministre des Finances ou celui de la Justice se moquent de la nation canadienne—5857.

M. W. F. Maclean—Ministre de la Justice avoue que l'intention du gouvernement est de restaurer tous droits et privilèges dont jouissait la minorité en vertu de la loi de 1875—5874; a laissé les autres ministres s'enfermer—5875; déclaration aggravera malaise—5875; M. Bourassa doit excuser à l'hon. Fitzpatrick—5875.

Article 2 réservé—5875.

Article 5—5875.

Hon. Fitzpatrick—Maintient la représentation actuelle des Territoires pour durée du présent parlement—5876.

Réservé—5876.

Article 5—Redistribution après recensement quinquennal proportionnellement à l'unité de représentation de Québec—5878.

M. Monk—Article vient en conflit avec art. 51 de l'Acte de l'A. B. du N. qui prescrit redistribution tous les 10 ans seulement—5881.

Hon. Fitzpatrick—Chiffre de 10 députés accordé maintenant est approximatif—5882; prochain recensement quinquennal indiquera situation exacte et droits des provinces—5882; après cela on suivra l'Acte de l'A. B. du N. relatif à recensement décennal—5883; rien de dérogatoire—5884; la loi de 1886 nous donne droit de fixer représentation à notre guise—5886.

M. Pringle—Discute loi, 1886—5886; on risque de mettre Ontario dans un état d'infériorité en ne lui accordant pas au bout

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. Pringle—*Suite.*

de cinq ans représentation plus forte, comme on en accordera aux nouvelles provinces—5889.

M. Lancaster—La disposition qui ordonne de calculer l'unité de représentation en un autre temps qu'après la fin du recensement décennal constitue un excès de juridiction de la part du parlement—5890.

M. M. S. McCarthy—Rappelle proposition Casgrain relative aux listes d'électeurs—5894.

M. Barker—Danger de l'abus des certificats d'agents—5896 ; on doit limiter pour les Territoires comme pour les anciennes provinces nombre de certificats à 2 par candidat—5896 ; obliger recenseur à faire connaître où l'on peut le trouver pour obtenir certificat—5897.

M. Turriff—Inconvénients remédiés par loi des Territoires 1896 et 1897—5897.

M. Lake—Historique de difficultés conservatrices avec recenseurs aux dernières élections des Territoires—5899.

Hon. Fitzpatrick—Propose art. 6 et promet modifier la loi concernant la représentation des Territoires conformément à mesure présentée par M. Casgrain—5900.

M. S. Hughes—Election du district de MacKenzie—5902.

M. Ingram—Le gouvernement avait promis de prendre à sa charge le bill Casgrain—5906 ; il ne l'a pas fait alors—5906 ; maintenant, il l'adopte—5906.

Art. 6 réservé—5906.

Art. 7 adopté—(conseil exécutif) 5906.

Art. 8 réservé—(siège du gouvernement)—5907.

Art. 9—pouvoirs du lieutenant-gouverneur et du conseil—5907.

Hon. Fitzpatrick—Les lt.-gouverneurs de provinces pourront exercer les pouvoirs actuels du lt.-gouv. des Territoires, concurrentement avec ceux de lt.-gouv. de province—5907 ; au sujet des commissions relatives aux aliénés—5908.

Art. 9, adopté—5908.

Art. 10 et 11 adoptés—5908.

Art. 12, réservé—5908.

Art. 13 et 14 adoptés—5908.

Discussion remise—5908.

Art. 6 repris—cens électoral—5936.

Hon. Fitzpatrick—S'engage à présenter bill Casgrain (n° 117), 1904 pour amender la loi concernant représentation des territoires du N.-O.—5936.

M. M. S. McCarthy—Propose amendement à ajouter relatif à l'affichage du bureau—5938.

Hon. Fitzpatrick—Accepte amendement—5938.

Art. 6 adopté—5938.

Art. 15—5942.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Propose un amendement et suggère qu'il soit réservé pour étude—5942.

Réservé—5942.

Art. 12—Divisions électorales—5942.

Sir W. Laurier—Propose introduire dans la loi l'annexe distribuée—5942 ; au lieu des 35 circonscriptions territoriales actuelles la loi en fait 50 pour donner 25 députés par province—5942.

M. Borden—Demande à étudier—5943 ; aurait espéré nomination tribunal impartial pour délimitation—5944.

Réservé—5944.

Hon. Fielding—Propose que les résolutions financières passées en comité forment articles 17, 18, 19 et soient examinées plus tard—5946.

M. R. L. Borden—Voudrait comparer l'opinion de M. Fitzpatrick et celle de M. Sifton, sur art. 16—5946.

Hon. Fitzpatrick—Propose remettre à un autre jour discussion art. 16 et 2—5946.

M. Ingram—Se plaint qu'on remette de jour en jour cette discussion—5946 ; on veut endormir l'opinion publique—5946.

M. Blain—La Chambre veut explication claire—5948.

Hon. Foster—Ministre de la Justice a dû avoir ses idées troublées et rendues confuses par les explication de ses collègues—5950.

M. Sproule—Les pétitions de Saskatoon—5954 ; le mécontentement d'Edmonton—5954.

M. Lancaster—Le bill a été admis à sa deuxième lecture sur la promesse qu'un amendement à l'art. 16 dont lecture fut faite serait introduit dans la loi en comité—5956 ; c'est cet article qui aurait dû être le premier discuté—5956 ; au lieu de cela on en remet la discussion de jour en jour—5958 ; le ministre de la Justice devrait s'expliquer—5958.

Hon. Fielding—L'opposition à l'air de ne pas savoir lire—5959 ; si elle ne comprend pas le bill, pourquoi le dénoncer depuis des mois—5960 ; les défis de l'opposition—5960.

M. l'Orateur-suppléant—Aucune motion devant le comité—5960.

M. S. Hughes—Propose que le comité se lève—5960.

M. Stockton—Les députés de la droite sont victimes d'un malentendu—5962 ; ne savent pas s'ils votaient pour art. 16 primitif ou modifié—5962 ; ministre de la Justice a admis qu'il n'était pas nécessaire de présenter amendements pour introduire dans le bill double enseignement—5963.

M. Sproule—La Chambre a le droit de savoir ce qu'un bill signifie—5964 ; divergence de déclarations ministérielles—5966 ; pour quel bill la droite a-t-elle voté—5968 ; elle a voté pour des écoles séparées comme Ontario et Québec—5968.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. R. L. Borden—Si élection Edmonton n'a pas été disputé, Toronto-centre ne l'a pas été non plus—5968 ; ministre de la Justice ne peut pas prétendre que la discussion des modifications essentielles à art. 16 aurait été mal venue sur 2e lecture du bill—5969.

Hon. Fitzpatrick—Lundi—5969.

M. Lake—Rectifie assertions Fitzpatrick au sujet de M. Haultain—5974.

Hon. Fitzpatrick—Établit l'exactitude de ses assertions d'après "Regina Leader"—5975.

M. Ingram—Difficultés de la lutte dans Edmonton pour parti conservateur—5981 ; précautions prises par le gouvernement—5981 ; population d'Alberta par nationalités—5982 ; liste d'électeurs Galiciens—5986 ; met gouvernement au défi d'ordonner élections London et Oxford—5986.

Hon. Oliver—L'opposition injurie les électeurs de l'ouest parce qu'ils ne votent pas à son gré—5992 ; les arrondissements anglais ont exprimé une majorité des suffrages—5994 ; et ont donné une majorité de 2 contre 1 en faveur de M. Oliver—5994 ; la majorité protestante en sa faveur a été de 2 contre 1—5994 ; les flatteries des candidats conservateurs aux Galiciens et aux Doukhobors—5996 ; circulaire "Aux bons électeurs Russes"—5996.

Hon. Paterson—Les conservateurs demandaient à cor et à cris ce verdict d'Alberta qu'ils dédaignent maintenant—5997 ; dans ce pays où l'on prétend qu'il règne tant d'indignation, on n'a pas trouvé vingt-cinq protestataires pour mettre l'un des leurs en candidature en opposition au gouvernement—5998.

M. Sproule—On n'a donné que vingt et un jours de délai pour faire cette élection sur un territoire énorme—6001 ; influence de Mountain—6004 ; cite "Chronicle" d'Halifax—6005 ; les "Chiens jaunes"—6006 ; chaque fois, les problèmes épineux ont été soulevés par le parti libéral ou par la population catholique du Canada—6007 ; le ministre de la Justice aurait dû donner son interprétation du nouvel article 116 à la deuxième lecture—6010 ; il ne suffira pas de donner des explications lundi pour faire passer l'article à la même séance—6010.

Hon. Paterson—C'est l'opposition qui a parlé d'électeurs ligottés, bâtonnés dans Alberta—6012 ; où étaient les protestataires ?—6012.

M. R. L. Borden—Pourquoi les libéraux n'ont-ils pas trouvé vingt-cinq électeurs dans Toronto-centre pour prouver qu'Ontario approuve sa politique ?—6014.

M. Ingram—L'hon. Oliver fait de la popularité—6014 ; le ministre et le gouvernement ont baillonné le N.-O.—6016 ; question de délai d'élection—6021 ; nouveau défi à propos de London et d'Oxford—6022.

M. Galliber—Le "Chronicle" n'a pas appelé les orangistes "chiens jaunes"—6022 ; explication—6022.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. Taylor—Approuve tout ce que dit M. Sproule—6026 ; le terme "chiens jaunes" s'appliquait aux orangistes—6027.

Hon. Fielding—L'article n'a pas la portée qu'on lui attribue—6027 ; un des rédacteurs est lui-même orangiste—6028.

M. Black—Nie avoir dit qu'un Doukhobor valait 100 Anglais—6028.

M. Lalor—Les plus grands hommes du Canada étaient des orangistes—6030.

M. Gunn—Regrettable qu'on manque de respect à Ontario—6038 ; Alberta était la seule division électorale à l'ouest du lac Supérieur où le gouvernement pouvait faire élire un candidat—6038.

M. Scott—Le gouvernement en aurait aussi bien fait élire un dans Assiniboine-ouest 6038.

M. D. D. Mackenzie—Le ministre de la Justice est lié par une entente avec chef de l'opposition à ne pas discuter art. 2, comme on le lui demande ce soir—6040, ridicule de faire parade de son orangisme en Chambre—6042 ; absurde de vouloir parler au nom du protestantisme—6042.

M. Sproule—Les orangistes se souviendront aux élections des insultes des libéraux—6043 ; insulté parce qu'il est orangiste—6043.

M. Taylor—Jamais un homme n'est aussi souvent interrompu que M. Sproule—6045 ; discussion envenimée par les libéraux—6043.

Motion ajournement S. Hughes rejetée—6045.

Art. 20—6045.

Hon. Fitzpatrick—Propose amendement à ajouter, relatif au Parc des Montagnes Rocheuses—6045.

Discussion remise—6046.

Discussion reprise—6053.

Hon. C. Fitzpatrick—Donne lecture texte nouveau art. 15, dispositions judiciaires et législatives—6054 ; discussion relative au régime des sociétés—6057.

M. Lennox—Veut savoir jusqu'à quel point le maintien en vigueur des ordonnances dans cet article peut affecter les écoles—6058.

Hon. Fitzpatrick—Objet est de révoquer l'acte des Territoires, en laissant subsister celles des dispositions de cet acte qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du projet de loi à l'étude—6058.

M. Barr—Propose qu'on maintienne pour les sociétés, médecins, etc., les privilèges dont elles jouissent pour exercer dans les Territoires—6061.

Hon. Fitzpatrick—Cette question doit être laissée aux provinces—6062.

M. Borden—Danger de légiférer par voie de référence—6065.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. L. G. McCarthy—Impossible couper les ailes aux nouvelles provinces en empêchant d'imposer honoraires aux compagnies opérant dans les limites de leur juridiction—6070; impossible obliger compagnies à prendre deux permis quand elles ont actuellement droit d'opérer dans tous les Territoires—6071.

Art. 15, réservé—6072.

Art. 20,—les terres sont la propriété de la Couronne—6072.

Hon. Fitzpatrick—Copie sur acte du Manitoba—6072.

Art. 20, réservé—6072.

Article 21—Division des biens et actifs des Territoires—6073.

Hon. Fitzpatrick—Division équitable des biens—6073; en cas de difficulté, arbitrage—6073.

Article 21 adopté—6073.

Article 22—Respect des droits de Cie de la baie d'Hudson—6073.

Hon. Fitzpatrick—Propose amender pour donner forme semblable à Acte du Manitoba—6073.

Hon. Haggart—Nous n'avons pas le droit de restreindre les droits des provinces en ce qui concerne la propriété civile—6074.

M. Lancaster—Quand Cie de la baie d'Hudson, comme C.P.R., passèrent un contrat avec gouvernement fédéral, elles savaient parfaitement que celui-ci avait pouvoir de constituer des provinces ayant droit absolu de taxation—6076; pour nous soustraire à une réclamation possible, nous ne saurions sortir de nos attributions—6078.

Hon. Haggart—Le gouvernement du Canada a toujours admis que la Cie de la baie d'Hudson fût propriétaire des terres—6079; la Cie de la baie d'Hudson n'a pas le droit d'être traitée autrement qu'un particulier tenant ses terres de la Couronne—6079; nous transmettons l'exécution de nos contrats à ces provinces—6082.

Articles 22 et 23 réservés—6087.

Discussion reprise—6111.

Comparaison entre les deux articles 16—6111.

Hon. Fitzpatrick—Aucune province n'a le droit exclusif de légiférer sur l'éducation—6111; code spécial, art. 93 de l'Acte de l'A. B. du N.—6111; résumé—6111; effet de l'art. 16 du bill soumis ne serait pas plus grand que celui de l'art. 2 du bill Haultain contenant les désirs des provinces—6112; ce que prescrit l'art. 16 primitif—6112; nouvel art. 16, limite droits des minorités aux art. 29 et 30 des ordonnances—6112; différence entre pouvoirs conférés—6113.

Article 16 réservé—6114.

Article 15 repris—6114.

Réservé—6114.

Article 20—(Maintien de possession des terres fédérales)—6114.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. R. L. Borden—Proposition Haultain—6115; pas une raison donnée pour prouver que les intérêts de l'immigration ne seraient pas aussi bien protégés par gouvernements provinciaux—6117; politique d'immigration du gouvernement—6118; aux Etats-Unis le maintien des terres entre les mains du gouvernement fédéral donne lieu à des triotages—6118; exemple pas à imiter—6118 que serait-il arrivé si gouvernement impérial eût persisté à vouloir administrer domaine du Canada?—6120.

Hon. M. Oliver—Le gouvernement fédéral a plus d'intérêt que les gouvernements provinciaux à voir des colons s'établir au N.-O.—6120; une famille des Territoires contribue pour \$40 au revenu fédéral—6120; gouvernements provinciaux n'ont pas ressources suffisantes pour propagande active—6121; progrès des dernières années satisfaisant—6122; ne peut pas admettre que gouvernement abandonnera système concessions gratuites—6122; gouvernement provincial administrerait les terres dans l'intérêt du revenu, ce serait préjudiciable à toute la Confédération—6123.

M. Sproule—Les provinces ne seront pas satisfaites de l'indemnité ni de l'évaluation, elles viendront quémander d'année en année—6124.

M. Blain—Progrès de la colonisation dans Ontario—6125; le Témiscamingue—6126; les terres aux vétérans—6127; les terres gratuites aux colons, règlements—6128.

M. A. A. Wright—Les difficultés avec les E.-U.—6130; le détournement des rivières par le gouvernement américain—6130; rivière du Lait et rivière Ste-Marie—6130; il importe que le gouvernement fédéral ait la haute main pour pouvoir faire entendre des réclamations—6131.

M. Sproule—Réclamations possibles des provinces pour terres dont elles ne sont pas indemnisées—6132.

M. Barker—L'addition d'Athabasca a été le moyen employé pour prétexter la nécessité de faire administrer les terres par le gouvernement d'Ottawa—6134; art. 95 de l'A. B. du N. permet au pouvoir fédéral de faire en tout temps le nécessaire pour immigration—6135.

M. W. F. Maclean—Le gouvernement veut être maître d'influencer les élections provinciales pour empêcher le rappel des lois scolaires par les législatures—6136; indignation dans l'Ouest—6137; la tyrannie des chemins de fer—6137.

M. Scott—Sir John Macdonald et la question des terres publiques—6138; texte du rapport—6138; si les provinces pouvaient administrer leurs affaires en se passant du revenu offert en compensation serait en faveur de leur donner les terres—6141; population de l'Ouest considère question des écoles comme secondaire—6143; qu'est-ce que l'opposition a le droit de dire contre verdict Edmonton?—6143.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. Foster—Les conditions faites ne sont la conséquence d'aucun principe—6143 ; solution pas irrévocable—6146 ; valeur future du patrimoine enlevé—6147 ; on pourrait faire une avance aux provinces et garder en fidéicommiss une partie seulement des terres—6147 ; réclamations futures—6150 ; c'est le moment d'inaugurer un nouveau système si celui adopté à la Confédération a été si mauvais—6151 ; si le colon est précieux pour le trésor fédéral, il l'est encore bien plus pour la province 6154 ; le gouvernement fédéral sera en tout cas tenu de faire toujours la même dépense pour l'immigration—6154 ; l'homme des provinces ainsi créées n'aura jamais le légitime orgueil du propriétaire du sol—6155.

Hon. Oliver—M. Foster cherche à créer zizanie entre provinces—6156 ; les citoyens de l'Ouest, en tant que citoyens sont tout aussi propriétaires du sol, que ce soit un gouvernement ou l'autre qui l'administre—6156 ; la terre n'a de valeur que lorsque le colon vient s'y établir—6158.

Hon. Foster—Terres de la compagnie de la vallée de Saskatchewan ont augmenté de valeur sans colons—6158.

Hon. Oliver—L'arrangement proposé par M. Foster pour avance d'argent repose sur la continuation du succès de la colonisation—6159 ; le système s'écroule si on détruit le moyen de prolonger ce succès—6160 ; on demande d'agrandir le Manitoba et on nous reproche d'agrandir ces provinces en ajoutant l'Athabasca—6160 ; l'Ouest ne veut plus du régime d'administration des terres pour des fins de revenu—6161.

M. Bennett—La "Géographie du Canada" distribuée par M. Sifton—6162 ; bien plus difficile d'attirer dans l'Ouest des colons des vieilles provinces que des Etats-Unis—6162 ; ce sont les journalistes américains qui ont fait connaître notre pays aux E.-U.—6163 ; "Tribune", de Chicago—6164 ; exemple d'avantages d'administration provinciale—6164 ; l'exportation des billes de bois aux E.-U. arrêtée dans Ontario—6164.

M. Lake—La vente des terres aux grandes compagnies—6166 ; argument du gouvernement du N.-O. pour réclamer propriété complète du domaine public pour les provinces—6167.

M. F. Talbot—Il ne faut pas oublier que les provinces gardent propriété de la moitié des terres. Sections paires,—6168 ; partage juste et équitable—6168.

M. Henderson—Assiniboine-ouest a rendu un verdict tacite avant Edmonton—6170 ; ce verdict était tellement clair qu'on n'a pas osé en provoquer l'expression—6170 ; cette loi est pire que l'esclavage russe—6172 ; influence de ces arrangements sur le tarif—6172 ; il faudra revenir au tarif de revenu—6172 ; ruine des industries—6173.

En suspens—6173.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Orateur-suppléant—Lit texte nouvel art. 22 (Droits de la Baie d'Hudson)—6173.

Reprise—6176.

Hon. Fitzpatrick—Propose art. 22 nouveau—6176 ; relatif aux droits de la compagnie de la Baie d'Hudson—6176 ; conditions du décret de cession maintenues par cet article—6177.

Art. adopté, tel qu'amendé—6177.

Art. 23 (exemption du C.P.R.)—6177.

M. W. F. Maclean—Si le C.P.R. a réellement des droits, on devrait les racheter—6178.

Sir W. Laurier—Entrer en négociations avec le C.P.R., c'est reconnaître qu'il a des droits—6180 ; le gouvernement est tenu non seulement de ne pas taxer le C.P.R., mais encore d'empêcher les provinces de le taxer—6179 ; texte statut—6179.

M. W. F. Maclean—Pétition présentée pour abolir exemption—6181 ; pression exercée déjà avec succès sur C.P.R. quant au monopole et aux tarifs de la Passe du Nid-de-Corbeau—6181.

Sir W. Laurier—L'injustice a été commise il y a vingt ans, malgré les protestations des libéraux—6182 ; les deux exemptions—6182 ; nous ne pouvons accorder aux Territoires que ce qu'il est en notre pouvoir de donner—6182.

Hon. Haggart—L'arrangement avec le C. P.R. est nul en ce qui regarde les provinces—6182 ; un bill du parlement est impuissant à restreindre une province—6183.

Sir W. Laurier—Proposition de M. Maclean d'entamer négociations ne concorde pas avec opinion Haggart disant qu'il n'existe pas de droit—6183.

M. Scott—Question déjà jugée au Manitoba et décidée en faveur de la compagnie—6185 ; serait en faveur de ne pas mettre d'article du tout relatif à cette question—6186 ; propose amendement réservant droit d'expropriation—6187.

Hon. Fitzpatrick—Contrat, obligation formelle de la part de la Couronne—6188 ; opinion juge Nesbitt—6189.

M. R. L. Borden—Aucune difficulté à laisser la province prendre la position du gouvernement fédéral—6192 ; cependant le gouvernement fédéral devrait désavouer toute loi provinciale violant le contrat—6192.

M. Gallihier—Le Parlement ne pourrait pas être blâmé pour laisser question de côté—6194.

M. W. F. Maclean—On met le fardeau sur le dos des faibles—6194 ; le contrat entre le Parlement et les provinces nouvelles est tout aussi respectable que le contrat entre le gouvernement et le C.P.R.—6197.

Hon. Fitzpatrick—Contrat rédigé par sir John Abbott—6198 ; ceux qui protestent aujourd'hui ne protestèrent pas alors—6198.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. Lake—Lettre de M. Haultain relative aux exemptions—6202; fardeau de l'exemption—6204.

M. W. F. Maclean—Moyen de forcer le C.P.R. à céder—6206; la clause des taux de transport—6206.

Hon. Fitzpatrick—Depuis 2 ans, C.P.R. a accepté le contrôle commission des chemins de fer—6209.

Amendement Scott rejeté—6209.

Article adopté—6209.

Article 15, nouveau paragraphe relatif aux compagnies à fonds social—6210; explications—6214.

Art. 15 adopté—6214.

Art. 17—Subside à la province—6214.

M. Herron—Les gouvernements provinciaux ne recevront pas autant qu'ils reçoivent actuellement—6216; subside tout à fait insuffisant—6216.

M. Talbot—Produit de vente des terres réservées pour besoins scolaires complètera subside—6216.

M. Sproule—Dans Ontario et au Manitoba, revenus de ces terres insuffisants pour besoins scolaires—6217.

M. Henderson—Correspondance Fielding-Ross au sujet de l'indemnité pour dette d'Ontario—6223.

M. Blain—Lettre Ross—6224; comptabilité libérale d'Ontario—6225; embarras de la population—6225; supprimer le mot "intérêts"—6225.

Hon. Fielding—Prêt à modifier texte de l'art. 18—6227.

Hon. Fitzpatrick—Propose remettre considération du bill pour réimpression—6230.

Discussion remise—6230.

La Chambre en comité—7261.

M. R. L. Borden—A toujours prétendu que les deux articles 16 reposent sur même principe, sont semblables en détail et similaires en substance—7262; argumentation du premier ministre—7262; le ministre de la Justice et la loi de 1875—7262; la loi de 1875 ne peut pas être limitée par une ordonnance quelconque, opinion Thompson, opinion Fitzpatrick—7264; déplacement de la question—7264; diverses opinions exprimées en Chambre par des députés de la droite sur la portée de l'art. 16 primitif—7265; le nouvel article 16 ne perpétue d'aucune manière les écoles séparées dans les nouvelles provinces de l'ouest—7266; il introduit dans la constitution les art. 29 et 30 des ordonnances—7266; l'article 16 primitif et l'article 16 définitif, prennent des routes différentes pour arriver absolument au même but—7267; l'article 16 définitif donne plus que ne donnait la loi de 1875—7268; l'hon. M. Sifton est sorti du cabinet pour ne pas accepter article 16 et accepte un article qui donne beaucoup plus—7268; la question des universités—7269; comment le ministre de la Justice a roulé M. Sifton—7270; substitution du terme écoles "séparées" à celui d'écoles "confession-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

nelles"—7271; dès l'instant que les provinces accordent législativement certains droits à la minorité, elles s'assujettissent à l'exercice des pouvoirs réparateurs attribués au parlement du Canada—7273; on pourrait s'entendre en adoptant l'art. 2 de l'avant-projet Haultain—7273; le prétendu pacte solennel de 1875—7274; la discussion de 1880, motion McCarthy, discours Laurier—7274; si le pacte de 1875 était solennel, pourquoi ne pas introduire aussi dans la nouvelle constitution une disposition pour empêcher d'abolir la langue française—7275; tout le pacte est contenu dans l'Acte de l'Amérique britannique du Nord; en appliquant cet acte aux nouvelles provinces, nous rendons pleine justice—7276; opinion Newcombe sur l'art. 15—7278; l'assemblée législative de la province ne succède pas à l'assemblée législative des Territoires—7279; le ministre de la Justice ne dit pas qu'il y a une différence réelle entre les art. 16, primitif et définitif—7279; n'est donc pas en désaccord avec ministre de la Justice—7279.

Hon. C. Fitzpatrick—M. Haultain a dit avoir eu beaucoup de mal à engager le chef de l'opposition dans l'opinion qu'il défend maintenant—7280; entrevue "Tribune" de Winnipeg—7281; tout le monde dans l'erreur sauf M. Haultain—7281; l'article 16 primitif—7282; interprétation des mot "droits et privilèges"—7282; opinion de sir John Thompson sur ordonnance 1888—7284; restriction des droits conférés à la minorité catholique par acte de 1875—7285; ce que l'article 16 primitif voulait maintenir: tous les droits que la minorité possédait en vertu de la loi de 1875—7286; ce que donne le nouvel article—7286; la situation faite aux catholiques—7286; erreur de M. Borden à London—7286; le premier article 16 perpétuait le système de dualité prévu dans loi de 1875—7287; le nouvel article 16 donne simplement effet aux dispositions de l'ordonnance de 1901 qui sont applicables aux écoles séparées—7287.

M. Stockton—Interprétation de loi de 1875—7288; ne peut pas être rescindée par des ordonnances—7288; ne peut admettre que l'article 16 nouveau ait moins de force que l'ancien—7289.

M. Bergeron—La loi de 1875 a été préparée et adoptée virtuellement à l'intention directe des catholiques—7293; ne se rappelle pas avoir voté contre la reconnaissance de la langue française dans les Territoires du N.-O.—7294.

Hon. Foster—Impossibilité d'interpréter dans toute sa latitude la liberté contenue dans acte 1875 pour la majorité "d'établir les écoles qu'elle jugera à propos"—7296.

Hon. Fitzpatrick—Interprétation Blake—7298.

M. Bourassa—Interprétation des termes "majorité et minorité"—7901; la loi de

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

1875 donnait à la majorité le droit d'établir les écoles qu'il lui plairait, c'est-à-dire une école publique soit protestante, soit catholique—7902.

Sir W. Laurier—Confusion inutile—7303 ; les restrictions et garanties aux minorités s'appliquent seulement aux minorités catholiques et protestantes—7304 ; conditions dans lesquelles le privilège de séparation est accordé—7305 ; éducation profane et éducation religieuse—7306 ; la loi qui a remplacé la loi de 1875 a séparé complètement l'éducation religieuse—7306 ; la première est du ressort de l'Etat et la deuxième du ressort des syndics—7306 ; l'Etat est maître absolu des écoles publiques et séparées—7306 ; grief de la minorité catholique—7306 ; la question est de savoir si l'ancienne loi est encore en vigueur—7307 ; différence essentielle entre les deux articles 16—7307 ; le premier confirme la loi actuelle des Territoires et l'ordonnance de 1901 qui donne à l'Etat la direction exclusive de l'éducation profane—7307 ; a accepté nouvel article 16 sachant qu'il privait ainsi ses coréligionnaires d'une partie des droits qu'ils croient avoir à l'heure qu'il est—7307 ; différence entre écoles séparées actuelles et écoles avant l'ordonnance de 1892—7309.

M. R. L. Borden—Valeur de l'expression "Ecoles Séparées"—7311 ; la loi de 1875 accordait le pouvoir de créer la dualité du régime scolaire, mais elle n'en faisait pas une obligation—7312 ; la majorité dont parle la loi n'est pas une majorité de croyance, mais une majorité de contribuables—7313 ; l'expression écoles séparées ne contient pas d'autre idée que celle de séparation—7313.

Sir W. Laurier—La constitution des deux conseils de l'instruction publique et leur abolition—7314 ; les mots "qu'elle jugera à propos" conféraient à la minorité dans l'esprit de celle-ci, du moins, le privilège de choisir ses livres de classe—7317 ; nous le lui reconnaissons dans la loi nouvelle 7317 ; nécessité de dissiper l'équivoque—7318.

M. R. L. Borden—Personne ne veut une répétition de l'histoire du Manitoba—7318.

Hon. Belcourt—Un parlement n'interprète pas les lois comme un tribunal—7318 ; interprétation plus large—7318 ; lorsque loi 1875 fut passée, il n'existait que deux espèces d'écoles—7319 ; le mot écoles séparées d'un commun accord signifiait "écoles confessionnelles"—7322 ; le privilège des écoles confessionnelles ne s'applique qu'à deux classes de sujets "catholiques et protestants" 7320 ; il n'y a pour les autres aucune loi scolaire confessionnelle—7323 ; dans Québec, les Juifs relèvent du conseil protestant de l'instruction publique—7314 ; l'acceptation sur protêt de l'abolition de la langue française ne justifie pas d'autre spoliation—7325 ; la loi de 1875 est toujours en vigueur dans les Territoires—7325 ; on ne doit pas se borner aux circonstances existant aujourd'hui—7325.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. A. Lavergne—Les droits accordés à la minorité—7330 ; on ne peut dépouiller le plus grand nombre de ce qui leur appartient, pour en doter la minorité—7330.

M. Barker—La loi d'Ontario et les écoles séparées—7331 ; école séparée veut seulement dire école distincte des autres—7334.

Discussion reprise en comité—7901.

Article 12, répartition des sièges—7901.

Sir W. Laurier—Propose adoption des annexes—7902 ; demande si l'opposition désire délibérer les annexes en bloc ou séparément—7902 ; inutile de soumettre à une commission de juges—7902 ; Chambre peut remédier aux défauts du projet s'il y en a—7902.

Hon. Foster—Désire connaître la base sur laquelle les annexes ont été confectionnées—7902.

Sir W. Laurier—Conditions dont il a fallu tenir compte—7903 ; divisions politiques actuelles—7903 ; population—7903 ; conditions géographiques—7903 ; but visé, répartir la population également—7903 ; représentation des districts éloignés n'ayant pas l'unité de représentation—7904 ; district d'Athabasca, nécessité de mettre le représentant en contact avec les électeurs—7905 ; justice et équité sont les seules considérations d'ordre politique ayant guidé le gouvernement—7905.

Hon. Oliver—Four province d'Alberta, recensement 1901 pas la base adoptée—7905 ; base choisie, suffrages exprimés, 3 nov. 1904—7405 ; unité de représentation, 800—7905.

Sir W. Laurier—Aperçu des limites des divisions électorales—7907 ; description des divisions—7907 ; population et suffrages exprimés par division—7911 ; électeurs inscrits par division—7915 ; mode d'établissement de l'unité—7916.

Hon. Foster—Demande sur quoi le gouvernement se base pour fixer la population de l'Alberta à 250,000—7917.

Hon. Fitzpatrick—Donne détail des calculs faits—7818.

Hon. Oliver—Calcul d'après renseignements scolaires—7921.

M. W. F. Maclean—Cite "Globe" quant aux nouveaux premiers ministres des provinces—7922, demande si division des circonscriptions n'a rien eu à faire avec ces choix du cabinet—7922.

Sir W. Laurier—Refuse de faire, de rumeurs de journaux, base de discussion de parlement—7922.

M. M. S. McCarthy—Calculs opposition différent considérablement de ceux du gouvernement—7923 ; toutes les circonscriptions électorales laissées intactes sont celles du sud—7923 ; article de l'"Albertan", de Calgary—7924 ; répartition préparée par MM. Oliver et Talbot, protecteurs du nord de la province—7925 ; l'ancienne répartition territoriale donnait 9 divisions au sud et 6 au nord—7926 ; personne n'a jamais protesté—7926 ; ou bien l'on a différencié injustement contre le

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. M. S. McCarthy—*Suite.*

sud ou cette région est restée stationnaire depuis 1902—7927; nouveaux calculs pour prouver que c'est la partie la plus peuplée qui a le moins de représentants—7929; c'est dans le nord qu'est le plus fort élément électoral étranger—7929; les données fournies par les inscriptions de homesteads—7930; renseignements fournis par les paiements pour homesteads—7931, carte des townships à population dense et à population éparse—7933; le sud devrait avoir 15 sièges et le nord 10—7933; le calcul par écoles—7934; le calcul par bureaux de poste—7934; calcul des recettes de chemin de fer—7935; calcul des revenus douaniers—7936; calcul du parcours des voies ferrées—7936; calcul des banques—7936; état des électeurs inscrits et des bulletins déposés par circonscription—7938; comparaison entre certaines circonscriptions du nord et du sud—7939; question posée relativement à l'unique bureau de poste de l'Athabasca—7942; aucun moyen de communication dans l'Athabasca—7943; ne prétend pas la population indigne d'être représentée, mais temps pas encore venu—7944; instructions données aux commissaires chargés de la répartition, aux Nouvelles-Galles du Sud et au Transvaal—7946; la population de l'Ouest demande à avoir le droit de plaider sa cause—7946; pas d'esprit de parti—7947; demande une commission des juges d'Alberta—7947; deux juges ont été nommés par gouvernement actuel et un par gouvernement conservateur—7948; texte motion en amendement—7948.

Hon. Oliver—Discours McCarthy empreint essentiellement d'esprit de parti—7949; admet avoir avisé le gouvernement quant à la répartition—7951; aucunement tenu de solliciter la coopération de la gauche—7951; pas tenu d'accepter comme équitable la répartition de 1902—7951; absurdité calcul comparatif des douanes entre sud et nord—7953; Montréal comparé au reste de la province de Québec—7953; travaux d'irrigation nécessaires pour compenser défaut de colonisation—7954; le relevé des votes donnés, la base plus précise—7954; calcul des voies ferrées—7955; délimitation faite pour répondre à situation qui peut durer seulement quatre ans—7956; partie de la Colombie-Anglaise analogue à Rivière à la Paix déjà représentée en parlement—7957; la circonscription de Stony-Plain—7957; les ressources de la région de la Rivière à la Paix—7959; importance du district de Vermillon—7960; le district de Macleod et la répartition de 1902—7962; principaux groupements des districts d'Athabasca et de la Rivière à la Paix—7966; prétend et affirme avoir fait répartition équitable—7967.

M. Ames—Rien n'indique la provenance ni l'origine de l'annexe en question—7968; représentant de Calgary ignoré dans discussion—7969; division apportée toute faite comme Tables de Moïse—7969; consi-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Ames—*Suite.*

dérations à observer dans groupements électoraux—7970; les pouvoirs locaux seront parfaitement à même de tenir compte des accroissements de population s'il s'en produit—7972; nécessité d'une commission—7973; assertions contradictoires—7973; la répartition électoral dans les Nouvelles-Galles du Sud—7974; application à l'Alberta—7975; la répartition au Transvaal, articles "Spectator" et "Times"—7976; organisation des Territoires aux E.-U.—7977; bases posées pour répartition de 1899 pour Ontario—7977; calcul McCarthy—7979; calcul "Times" de Medicine-Hat—7980; étude de la question des votes exprimés—7981; étude de la question des homesteads enregistrés—7984; protestations "Herald" de Calgary, "Weekly Albertan" de Calgary—7986; "Chronicle" de Raymond—7988; "News" de Lethbridge—7988; "Gazette" de Macleod—7988; "Echo" de Pincher-Creek—7989; gouvernement a violé promesse de tenir compte de la distribution de la population et des présentes divisions locales"—7989.

Hon. Foster—Demande nouveaux détails et nouveaux chiffres—8002.

M. Ingram—Demande que gouvernement cite chiffres pour démolir calculs McCarthy—8003.

Sir W. Laurier—Virtuellement pas différence entre calculs opposition et gouvernement—8004; source des renseignements—8006; regrette discussion entre sud et nord—8007; sièges doivent être accordés suivant population—8007; tout posé, le nord a plus de population que le sud—8009; le suffrage des bêtes à cornes—8009; on ne peut pas annexer à d'autres circonscriptions des divisions qui sont déjà trop vastes—8010; si le sud avait eu réellement pour lui le nombre, il n'aurait pas agi d'une façon aussi mesquine auprès des régions nouvelles et n'aurait pas refusé représentation—8010; de tout temps députés donnés à divisions peu habitées, Chicoutimi, Gaspé—8010.

Hon. Foster—Promesses et conclusions de sir W. Laurier—8013.

Sir W. Laurier—Chiffres donnés n'établissent pas qu'une injustice ait été commise à l'avantage du nord au détriment du sud—8014.

Hon. Foster—Premier ministre et ministre de l'intérieur aux antipodes quant aux arguments—8015; instabilité du calcul des bureaux de poste—8016; réfutation de trois arguments du ministre de l'Intérieur—8917; aucun compte tenu des conditions existantes—8019; sans la détermination de donner deux député à l'Athabasca, il n'y aurait jamais eu de question du nord et du sud—8019; il ne manque pas actuellement de divisions électorales où des électeurs sont dans l'impossibilité matérielle d'exercer leur droit de suffrage—8020; c'est tout simplement un gerrymander pour mettre la main sur la législature

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

d'Alberta—8021; répartition faite par deux partisans—8022; avantages d'une commission indépendante—8022; l'opposition a fourni sur cette question plus de renseignements honnêtes et désintéressés que le gouvernement tout ensemble—8023.

Hon. Oliver—Aucune preuve donnée qu'injustice commise—8023; commission de juges peut être convenable pour surveiller délimitation des circonscriptions—8026; la question actuellement en suspens est une question politique—8026; savoir s'il est à propos que l'Athabasca ait une représentation—8026; opposition n'a pas osé appuyer motion Maclean pour rayer représentation d'Athabasca—8026; n'a pas plus le droit de reprocher au gouvernement fédéral de n'avoir pas organisé plus tôt l'Athabasca qu'on ne peut reprocher au Créateur de n'avoir pas plus vite accompli son œuvre—8028; il fallait inclure ces territoires nouveaux pour justifier une subvention raisonnable aux nouvelles provinces—8028.

Hon. Haggart—Admet que question de représentation d'une section du pays est une question politique—8034; n'est pas du ressort des juges—8034; en Angleterre réglée par conférence des chefs des deux partis—8034; cette ligne de conduite a été préconisée par deux chefs libéraux, MM. Blake et Mills—8034; encore un principe libéral renoncé—8035.

M. Perley—Pas d'esprit de parti—8047; nombre de bureaux de postes ne fournit aucune indication précise—8048; recensement ne vaut rien—8048; seules les listes d'électeurs et les chiffres de votants peuvent fournir information—8049; statistiques du C.P.R.—8049; la population des Territoires par la voix de ses représentants savait ce qu'elle faisait en donnant 9 députés au sud et 6 au nord—8049; ne connaît pas le pays, mais se fie uniquement aux calculs cités—8051; sud devrait avoir 14 représentants et le nord 11—8051; chiffres du gouvernement et chiffres McCarthy virtuellement les mêmes—8051; calcul d'après nombre des électeurs inscrits—8053; la représentation d'Athabasca—8054; annexer ce territoire à d'autres divisions électorales ne serait pas le priver de représentation—8054; dans beaucoup de comtés de Québec le député n'arrive jamais à visiter toute sa circonscription—8054; territoires nouvellement ajoutés à Québec n'ont pas encre de représentant—8054; nous légiférons pour le présent, pas pour l'avenir—8055; pas établi que l'année dernière le nord se soit développé plus rapidement que le sud—8056; calculs de population d'Athabasca—8057; équivalence des suffrages exprimés—8058; le suffrage du blanc devrait avoir plus de poids que celui du métis—8059; pour la première élection, il faut que l'égalité absolue règne—8059; avec 30,000 électeurs à voter et 25 députés à élire, il faut que chaque 1,200 électeurs aient la chance d'élire leur député—8060.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. P. Talbot—Détails sur la région d'Athabasca—8061; motifs en faveur de sa représentation—8061; base de la répartition 8062; erreurs McCarthy—8064; erreurs calculs Ames—8064; les bureaux de poste et les enregistrements de homesteads 8066; les écoles et établissements scolaires—8067; les beautés de la délimitation électorale par la législature territoriale—8069; nombre de votes exprimés dépassant inscriptions—8070; journaux approuvant plan du gouvernement: "Plaindealer", "Journal" d'Edmonton—8071.

M. Lake—Irrégularité des listes—8073; Edmonton exercera une maîtrise sur sept représentants à la législature—8074; sept divisions se trouvent dans un rayon de 12 milles d'Edmonton—8074.

M. Scott—Explique dans quelles conditions les membres territoriaux de l'opposition ont été invités à une discussion de la délimitation des circonscriptions et ont refusé—8078.

M. Lake—Le remaniement électoral de 1902 par l'assemblée des Territoires—8081; pas de protestations—8081; pour Saskatchewan on ne prend pas pour base les chiffres de votes exprimés—8082; résultats de l'application de ce système à Saskatchewan—8088; comparaisons—8089; quand il est impossible de s'en tenir rigoureusement à la répartition par population l'écart ne devrait pas dépasser 10 p. 100—8090.

M. R. L. Borden—Article soumis paraît avoir été rédigé en vue de délimitation par commission plutôt que par Parlement—8101; principe posé pour remaniement 1899—8101; la base de la division doit être la population—8102; pas de matériaux disponibles pour déterminer population—8103; état des électeurs inscrits et des votes exprimés—8103; si on ne veut pas d'une commission, il faut au moins établir une règle fixe qui s'appliquera aux deux provinces—8106; il ne faut pas une règle pour Alberta et une autre pour Saskatchewan—8106.

Sir W. Laurier—Avoue que l'intention première n'était pas de présenter des annexes devant le tribunal du parlement—8106; M. Scott a dit que l'intention était de soumettre à un comité comme en 1903—8107; ne peut rien révéler, mais reconnaît qu'il a dû céder aux représentations des députés de l'Ouest—8107; loi de 1899 passée dans un but spécial pour remédier à certaines injustices commises au détriment des libéraux par le gerrymander—8109; la répartition faite en Angleterre en 1884—8109; discours Gladstone—8110; instructions des commissaires—8110; la tâche de la commission était alors seulement d'exécuter les ordres du parlement—8112; nommée pour faire le travail que ne pouvait pas faire la Chambre—8112; ici, pas les mêmes difficultés—8112; deux principes: situation géographique et population—8112; une règle inflexible est vouée à l'échec—8112; impossible d'accepter même unité de représentation pour cir-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

conscription urbaine et circonscription rurale—8113; impossible d'appliquer le principe suivi au Transvaal, limitation d'écart à 10 p.c.—8114; le cas de Stoney Plains—8114; assez de questions de race et de religion sans mettre en antagonisme nord et sud—8115; préjugés locaux de M. McCarthy—8116 toute la discussion roule sur la rivalité de Calgary et d'Edmonton—8117; pourquoi ne pas considérer la question de l'Alberta comme un bloc—8118.

M. R. L. Borden—Si en Angleterre on ne fait pas faire la délimitation par des juges on la fait faire au moins par commission indépendante—8118; la méthode suivie en Angleterre pour faire cesser conflit des deux partis au sujet de délimitation électorale—8120; manière de faire en 1903 pour remaniement général beaucoup plus juste que celle-ci—8122; premier ministre devrait remettre à exécution son idée première à laquelle il a renoncé—8122.

Hon. Oliver—Conférence a eu lieu avec l'opposition—8123; question de division électorale discutée—8123; opposition ne voulait pas recommencer la discussion—8123.

M. Turriff—M. Haultain assistait—8123; question des frontières et des divisions électorales a été discutée—8125.

Hon. Foster—Réunion de famille—8127.

M. Scott—Rétablit les faits de la conférence—8130; M. Haultain prié par premier ministre de convoquer conférence—8130; M. Haultain demandait 30 circonscriptions électorales—8131; discussion du méridien—8131; diverses propositions—8132.

Sir W. Laurier—Il ne manque pas dans Ontario et dans Québec de divisions électorales avec disproportion de population—8136; le comté d'Ottawa a dû, un jour être subdivisé—8136; inadmissible qu'on prive de représentation Stoney Plain avec 3000 habitants—8137.

M. Barker—En donnant 2 députés à l'Athabasca, on donne un député par 250 électeurs, quand l'unité est de 1,200—8138; à ce compte-là Alberta aurait droit à 120 députés—8138; demande explications—8139.

Hon. Oliver—Croît deux députés nécessaires en vue de dispersion et progrès de la population—8140; en 1903, les Territoires, d'après l'unité de représentation de tout le Canada auraient eu droit à 6 députés seulement, on leur en donna 10—8141; l'opposition s'en tient aux données du recensement quant à l'Athabasca, mais en fait fi pour la partie méridionale d'Alberta—8141; l'état du recensement, si on l'accepte et si on prend le township 38 comme point de démarcation, indique que le nord a droit à 13 représentants et le sud à 12—8142; les disproportions dans Québec et dans Ontario—8144; annexes et cartes distribuées dans Alberta depuis plus d'un mois, pas de protestation—8146;

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. F. Oliver—*Suite.*

le fait qu'on demande de soumettre la question à un comité des deux partis, prouve qu'on en fait uniquement une question de parti—8146; c'est une affaire purement provinciale et le premier ministre des Territoires n'aurait fait que son devoir en invitant la législature à la discuter—8146; nul ne croit à la sincérité de l'opposition qui songe seulement à avancer ses affaires politiques—8147; il est faux que la majorité soit conservatrice dans le sud et que c'est pour cela qu'on veut amoindrir sa représentation—8148; cette assertion est contraire aux faits—8148.

M. R. L. Borden—M. Haultain, pas complice du crime—8150; pas un des principes invoqués en 1903 pour le remaniement ne peut s'appliquer à ces nouvelles provinces—8151.

M. S. Hughes—En faveur d'Edmonton comme capitale—8156; veut grouper circonscriptions du nord—8157; veut augmenter représentation des centres purement britanniques—8157; Québec et Ontario ne donnent pas de représentation aux groupes septentrionaux de ces provinces—8162.

M. Cockshutt—Déplore l'inégalité électorale 8161; le suffrage par tête doit avoir pour corollaire le suffrage unique—8161; on doit d'abord viser à l'égalité—8161; la carte a été tracée pour plaire aux députés partisans du ministre de l'Intérieur—8164; les indiens ont plus de titres que les métis au droit électoral—8164; demande conciliation entre les deux partis—8166.

M. Ingram—Rivalité quant à la future capitale—8169; ce qu'on aurait dû faire—8170; le rapport Macoun sur le district de la Rivière à la Paix—8172.

M. Sproule—Correspondance de libéraux mécontents—8178.

M. Herron—Division industrielle d'Alberta 8174; les industries d'Athabasca et de la Rivière à la Paix—8174; population pas permanente—8175; squatters pas protégés 8175; progrès et industries du sud—8176; comparaisons des deux districts, capacité productive—8177; fausses bases de comparaison—8179; pourquoi la législature des Territoires n'a pas été convoquée?—8179.

M. Lake—Le district ancien de Kinistino était plus étendu qu'Athabasca et il n'avait qu'un député—8182.

M. Lamont—La votation ne se faisait pas partout le même jour—8182.

M. Lake—S'oppose qu'on donne tous les avantages d'un seul côté—8183; on donne au nord un avantage de 22 p.c. sur le sud—8183.

La Chambre vote sur l'amendement M. S. McCarthy—8185.

Amendement McCarthy rejeté par 70 voix contre 32—8185.

Art. 12—Répartition des sièges—8193.

M. R. L. Borden—Propose amendement, texte—8193.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. Ames—Calculs prouvant que le sud d'Alberta a droit à 12 députés et le nord à 11 seulement, abstraction faite de Red-Deer—8196; trop de deux députés pour Athabasca—8197; demande répartition équitable de la représentation pour toutes les parties du territoire—8198.

Sir W. Laurier—Admet population prouvée par suffrages exprimés plus considérable dans onze divisions au sud de Red-Deer que dans celles du nord—8198; mais il y a d'autres sources de renseignements—8198; les autres sources indiquent population du nord plus élevée—8199; seul moyen égaliser consiste à prendre les divisions électorales l'une après l'autre—8199.

M. R. L. Borden—Injuste qu'Athabasca soit mieux traité que le reste d'Alberta—8200; d'après recensement de 1901, n'a pas même droit à un représentant—8200; liste des électeurs meilleure indication que liste de votants—8200; commission pour s'enquérir de la population du nouveau territoire—8201; le ministre de l'Intérieur évalue à 5,000 âmes, calcul basé sur rien—8201; 25 députés pour 250,000 âmes et 2 pour 5,000—8202; délimitation établie par législature en désaccord avec celle pronée par gouvernement—8202; répartition proposée basée sur délimitation établie par parlement fédéral en 1903—8203.

M. M. S. McCarthy—Athabasca avec 5,000 aurait deux députés et Calgary, avec 10,000 seulement un—8905.

Hon. Oliver—Diminution des prétentions du sud—8905; au début conservateurs demandaient 16 sièges contre 10, maintenant, demandent seulement un de plus que le nord—8905; inégalité de divisions existe dans anciennes provinces—8906; circonstances justifient traitement spécial pour l'Athabasca—8206; dans Québec différence, même entre divisions urbaines—8207; Athabasca représente à lui seul deux fois l'étendue d'Alberta—8208; une population de producteurs a droit à une représentation plus large qu'une population de consommateurs—8208.

M. Lake—Pourquoi Prince-Albert avec 769 électeurs même représentation que Souris avec 3,346?—8208.

Hon. Oliver—Condition des habitants du district de Saint-Albert, pas à comparer avec celle des habitants d'Athabasca—8210; 1700 indiens dans Athabasca et dans rivière à la Paix—8210; estimation population Athabasca 5,000 blancs et métis, abstraction faite des indiens—8211; état des indiens par circonscription électorale—8211; autant au nord qu'au sud—8212; chef de l'opposition consent à s'en rapporter au jugement de la Chambre pour fixer à un député représentation d'Athabasca, mais, pour le reste, veut commission de juge—8213; le tout sous prétexte qu'on ne connaît rien d'Athabasca—8213, absurde baser division des districts pro-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. F. Oliver—*Suite.*

vinciaux sur districts fédéraux—8213; la proposition adverse est seule à peine rationnelle—8213; exemples—8214; le parlement fédéral pour diviser ses districts électoraux s'occupe seulement des groupements pas des intérêts—8214; l'opposition ne reconnaît aucune valeur au recensement de 1901 pour déterminer la représentation et cependant invoque ce recensement pour refuser à Athabasca représentation rationnelle—8216; progrès et avenir d'Athabasca justifient deux représentants—8218; progrès de Calgary dépendent d'Athabasca—8218; augmentation trafic chemin de fer d'Edmonton à Calgary—8219.

Hon. Foster—C'est la population le long de la ligne, pas à l'extrémité qui crée le trafic—8222.

Hon. Oliver—Industrie de la rivière à la Paix—8222.

M. Gallier—Répartition des districts électoraux provinciaux en Colombie-Anglaise—8222; inégalité de population—8223.

M. M. S. McCarthy—Délimitation provinciale de 1902 parfaitement juste—8224; pas une réclamation—8224; suprématie du sud—8224; amendement de l'opposition va jusqu'à admettre légitimité de répartition de 1903—8224; opposition ne veut pas priver Athabasca de représentation—8225; mais recettes du C.P.R. en 1902 et 1903 ont plus augmenté autour de Macleod qu'au nord de la province—8226; 169 blancs dans tout Athabasca—8226; on ne peut pas leur accorder deux représentants—8226.

M. W. J. Roche—On saute d'une base de raisonnement à un autre, suivant les besoins de la cause—8226; plus de suffrages exprimés au sud qu'au nord—8228; plus d'électeurs sur la liste—8228; plus d'inscriptions de homesteads—8229; l'étendue d'Athabasca—8230; on ne doit pas traiter autrement partie d'Athabasca annexée à Alberta que partie du même district annexée à Saskatchewan—8230; pourquoi la législature territoriale n'a pas eu à protester contre la délimitation provinciale de 1903; une commission judiciaire—8232.

M. R. L. Borden—Impossible d'admettre que sur population de 250,000, un seul groupe de 5,000 personnes aura 2 représentants—8232; opposition considère qu'un représentant pour 5,000 est bien suffisant quand l'unité électorale est de 10,000—8233.

Sir W. Laurier—Réelle cause de l'opposition à la répartition réside dans rivalité entre Edmonton et Calgary—8234; beaucoup de circonscriptions exigües ont des représentants pour des raisons sentimentales; exemple Québec-ouest—8234; Caribou et Yale—8234; personne ne s'opposerait à deux représentants pour Athabasca, si les députés des environs de Calgary n'avaient pas peur que cela leur enlevât la capitale—8235; il est impossible de faire

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.* ,

des coupures mathématiques, il vaut mieux étudier la carte et remédier au besoin aux erreurs de délimitation—8235.

M. R. L. Borden—Absurde de prétendre qu'un député doit voir ses électeurs et être vu d'eux et que pour cette raison l'étendue couverte par Athabasca exige deux représentants—8237 ; toutes les relations entre député et électeur se fait par correspondance—8237

Hon. F. Oliver—La motion de M. Borden aboutit à de plus grandes inégalités que la proposition du gouvernement—8240 ; exemple, Alberta—8240 ; les listes électorales du N.-O. ne peuvent pas être comparées—8241 ; les listes changent à chaque élection et il arrive qu'il se donne quelquefois plus de votes qu'il n'y a d'électeurs d'inscrits—8241 ; les électeurs peuvent se présenter au poll et voter s'ils sont qualifiés—8241 ; la base légitime des calculs doit donc être le nombre de votes déposés—8242.

M. Lake—Demande chiffre population blanche et métisse dans Athabasca—8244 ; combien de blancs dans partie est et dans partie ouest—8244 ; demande détails d'immigration dans Rivière à la Paix—8247 ; calculs de la population blanche. Alberta—8248.

M. P. Talbot—Injustice de la contre-proposition adjugeant 5 sièges à Alberta et 6 à Strathcona—8249 ; la comparaison par écoles : 12 districts scolaires par division, pour Alberta, contre 41 par division de Stathcona—8249 ; base de la division adoptée—8251 ; exposé de motifs—8251 ; renseignements sur Alberta d'après M. F. W. Breden—8252 ; localités désertes en 1903 très peuplées aujourd'hui, détails—8253.

M. Ingram—Demande détails authentiques—8254 ; les inscriptions de homesteads—8258.

M. M. S. McCarthy—L'état de la colonisation dans district de Rivière à la Paix—8258 ; le district de Calgary se prête aussi bien à l'agriculture qu'aucune autre partie d'Alberta—8259 ; M. Breden trop optimiste pour Rivière à la Paix ; les progrès du sud d'Alberta, Cardstone, Pincher, Frank—8261 ; il est faux que, depuis le remaniement de 1903, tout le mouvement de population se soit porté vers le nord—8261.

M. Perley—Cite calculs pour démontrer que répartition proposée par l'opposition donne justice au nord comme au sud—8262 ; ne favorise pas le sud—8262.

M. W. Scott—Jamais on n'a appliqué de règle mathématique pour divisions électorales—8263 ; le centre mathématique de la province d'Alberta est 100 milles au nord d'Edmonton et on voudrait le mettre au sud à Calgary—8265.

M. R. L. Borden—Pourquoi si Athabasca est si important n'a-t-il jamais encore eu place dans la représentation soit fédérale, soit territoriale?—8266 ; notre devoir

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

est de prendre les choses telles qu'elles sont aujourd'hui et non de tabler sur population future—8268 ; dans le remaniement de 1903, pas plus pour les vieilles provinces que pour les territoires on n'a tenu compte des dimensions géographiques des divisions électorales—8269.

M. Ingram—La présente répartition est purement un gerrymander—8272 ; l'ancien épouvantail libéral—8273.

M. W. J. Roche—Calgary est à la même hauteur que Regina—8273 ; pourquoi Calgary serait-il trop au sud pour être la capitale d'Alberta?—8275 ; le projet actuel ne respecte même pas les divisions municipales—8276 ; si le ministre avait conscience que sa répartition rend justice au sud, il ne craindrait pas de la soumettre à une commission—8276.

M. W. Wright—Voudrait Red-Deer, capitale et 12 circonscriptions au nord et 12 au sud—8277 ; anomalies de la répartition—8278 ; le gouvernement a triomphé sur la question des écoles, devrait céder sur question répartition—8278.

M. Herron—Lethbridge et Cardstone pas assez représentées—8278 ; protestations—8279 ; absurde supposer population quittera sud pour aller au nord—8280.

Hon. Fitzpatrick—Communique renseignements quant aux écoles d'Athabasca—8280. Amendement Borden rejeté sur division—8281.

M. R. L. Borden—Enumère renseignements nouveaux nécessaires pour continuer étude du projet—8287 ; population des villes et des campagnes—8282 ; population scolaire—8284.

Examen de l'annexe—8338.

Article 1, Medicine-Hat—8338.

Hon. Oliver—Dix cantons ajoutés—8338 ; nature du sol—8338 ; pas dans la zone d'irrigation—8339.

Article 2, Cardstone—8339.

Hon. Oliver—Pas changée—8339.

Article 3, Lethbridge—8340.

Article 4, Macleod—8340.

Hon. Oliver—Propose changement—8340 ; modifie superficie, pas population—8341 ; enlève seize cantons à Pincher et 2 à Macleod—8341.

Sir W. Laurier—Délimitation faite de façon à tenir dans une même circonscription terrain arrosé par une rivière ou ruisseau—8342 ; chiffre population et suffrage—8343.

Article 5, Pincher—8343.

M. Herron—Demande addition du mot "creek" au nom de la division—8343.

Article 6, Gleichen—8343.

Article 7, Calgary—8345.

Article 9, High River—8345.

Hon. Fitzpatrick—Population, voteurs—8345.

Article 12, Red-Deer—8345.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Population, voteurs—8345.

Article 13, Vermillion—8345.

Hon. Oliver—Région du lac et des Collines du Castor—8346.

Article 14, Lacombe—8346.

Hon. Fitzpatrick—Population, voteurs—8346.

Article 15, Ponoka—8346.

Article 16, Wetaskiwin—8347.

Article 17, Leduc—8347.

Article 18, Strathcona—8347.

Article 19 Stony Plains—8347.

M. Maclean—Propose appeler division "Olivette"—8347.

M. S. Hughes—Population Stoney Plains, St-Albert, Sturgeon, Peace River et Athabasca n'égale pas celle de Calgary—8349; des citoyens résidents du Connecticut figurent dans le recensement comme habitants de la province de Québec—8350; il doit en être de même dans l'Alberta—8350.

Hon. Lemieux—Cela prouve qu'ils ne sont pas annexés—8350.

Article 20, Edmonton—8350.

Hon. Oliver—Superficie, 3 milles de l'est à l'ouest et 3 milles du nord au sud—8351.

Article 21—Saskatchewan—8351.

Hon. Oliver—Propose changer nom en Beaver Hill—8352; propose finalement changer en Victoria, adopté—8152.

Article 22—Sturgeon—8352.

Article 23—Saint-Albert—8353.

Article 24—Peace-River—8353.

Article 25—Athabasca—8354.

M. R. L. Borden—Cette délimitation est une intrigue politique et un gerrymander 8355.

Hon. Oliver—Il vaudra mieux régler la question par un vote sur la troisième lecture—8355.

Hon. Fitzpatrick—Propose que le ministre de l'Intérieur prépare un amendement au sujet des quatre circonscriptions restées en discussion—8358.

Annexe adoptée sur division sous réserve des amendements promis—8358.

Hon. Fitzpatrick—Propose adoption art. 12 en rayant "eu égard à la distribution de la population et aux présentes divisions locales"—8358.

Adopté—8358.

Hon. Fitzpatrick—Liste des articles réservés—8359; propose amendement à l'article 22, pour respecter entente avec compagnie de la baie d'Hudson—8359; n'affecte pas nos droits—8359; adopté—8359.

M. R. L. Borden—Annonce 2 amendements à art. 15, conservation des tribunaux—8359.

Hon. Fitzpatrick—Lit deux amendements au même article—8360.

Article 15, réservé—8360.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Annonce amendement à article 20, relatif aux terres et mines—8362; aussi nouvel article 24—8363.

M. Barker—Annonce amendement au préambule—8363; texte—8364; pour y réparer omission de l'Acte de 1867—8365.

M. R. L. Borden—Convenu art. 2 et 16 seront discutés ensemble—8366.

Article 24—Abrogation de l'acte actuel des Territoires—8434.

Hon. Fitzpatrick—Propose conférence avec opposition et rédacteur du ministère de la Justice, adopté—8434.

Article 15—8435.

M. Sproule—Influence de l'article sur les écoles du Yukon—8437.

Article 8—Siège du gouvernement—8438.

M. Fowler—Edmonton a dû être choisi pour motifs secrets—8438; Calgary, centre réel de la province—8438.

M. M. S. McCarthy—On fait d'Edmonton une immense route où viennent converger les différentes divisions électorales—8442.

Hon. Oliver—Edmonton centre de chemins de fer—8444.

M. M. S. McCarthy—Nouvelles comparaisons entre Calgary et Edmonton—8448.

M. Turriff—Le siège de la capitale doit être déterminé au point de vue de l'avenir—8449; Edmonton sera le centre de la province—8449.

M. Lake—Prince-Albert serait le centre de la Saskatchewan—8450.

Article 20—Propriété des terres, mines, etc.

Hon. Fitzpatrick—Propose article en substitution—8450.

M. Lake—L'idée mère de la Confédération ne s'accomplit pas, si on crée deux catégories de province—8450; les unes maîtresses de leurs terres, les autres pas—8450; sir John Macdonald et sir A. T. Galt—8451; somme accordée en compensation des terres notoirement insuffisante—8452; les Territoires se sont fait une réputation de bonne administration et d'honnête gestion—8452; le but est de conserver une armée de fonctionnaires pour maintenir influence fédérale—8453; propose amendement, texte—8453.

M. Fowler—La région des montagnes Rocheuses pourrait être sous contrôle fédéral—8454; mais les terres domaniales dans les limites des deux provinces devraient être sous contrôle des gouvernements des provinces—8455.

M. M. S. McCarthy—Demande état indiquant quelles sont les terres actuellement cédées à bail dans province d'Alberta—8458.

M. Herron—Proteste contre enlèvement du contrôle des terres—8459.

Amendement Lake, rejeté—8459.

Article 20 et annexe adoptés—8459.

Discussion reprise—8463.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Sir W. Laurier—Lit nouvel article 16, proposé en amendement pour être substitué à l'ancien—8463; parti conservateur pas uni dans son opposition—8464 une partie dit que nous violons les droits des provinces—8464; en matière d'instruction publique la constitution ne confère aux provinces aucun droit indépendant et absolu—8464; définition des pouvoirs du gouvernement central, article 91, Acte de l'A. B. du N.—8464; pouvoirs des provinces, art. 92—8465; art. 93 pouvoirs conférés aux provinces quant à l'instruction publique—8466; explication des restrictions—8466; une législature peut établir écoles séparées, mais ne peut pas les abolir—8466; constitution américaine supérieure à canadienne quant à délimitation des pouvoirs respectifs du gouvernement central et des gouvernements d'Etat—8466 auteurs de la Confédération permirent enchevêtrement de juridiction—8467; M. Borden prétend que restrictions en matière d'éducation s'appliquent seulement à Ontario et Québec—8467; résolutions de Québec, où en effet ces provinces figurent seules, ne sont pas la Constitution—8467; additions ont été faites—8467; art. 80—8468; comment fut introduit à Londres le 1er paragraphe de l'art. 93 qui ne figure pas aux résolutions de Québec—8469; le préambule de l'acte—8469; le parti conservateur renie les traditions de sir John Macdonald 8470; nous sommes constitutionnellement tenus d'introduire l'art. 93 dans la constitution—8471; nous sommes tenus d'insérer dans l'acte des dispositions qui enlèveront le régime scolaire, actuellement en vigueur dans les Territoires du N.-O. à la juridiction et aux pouvoirs de la législature—8471; M. Borden admet que ce sont les dispositions de l'art. 93 qu'il faut appliquer—8473; tout se résumerait alors à la façon d'appliquer—8472; nous crâmes bien faire, en introduisant dans art. 16 primitif, dispositions acte 1875—8472; texte—8473; ordonnance 1884—8473; enseignement religieux—8474; modifications de 1887 et 1888—8474; modification 1891—8474 modification 1901, loi actuelle—8474; disposition relative à l'enseignement religieux—8475; opinion sir John Thompson sur changements—8476; protestation catholique et vœu—8477; rapport conseil privé sur vœu—8478; pas de veto, pas d'autre protestation; minorité s'accommode de la loi—8478; M. Haultain, Mgr Legal satisfaits—8478; demandons qu'état de choses continue—8479; prêt à étudier toute modification raisonnable—8479 la langue française—8479; l'usage a été aboli par loi 1880 de sir John Macdonald—8479; pouvoirs législatifs provinces illimités quant à la langue, mais pas quant aux écoles—8473; acte A. B. du N. garantit les écoles séparées, mais pas la langue—8479; conseillerait à ses compatriotes ne pas insister pour la langue que ne garantit pas loi—8480; demande à ses amis d'indiquer par leur vote qu'il n'y a qu'une seule loi pour toutes les provinces—8480; demandons ni faveurs ni sacrifices—8480;

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*,
Canadiens d'abord, Canadiens ensuite, Canadiens toujours—8480.

M. R. L. Borden—Discours de sir W. Laurier, répétition—8481; demande si premier ministre trouve la nécessité constitutionnelle de continuer système scolaire, dans l'article 93 ou en dehors de cet article—8482; dans ce cas pourquoi proposer dans sa résolution une modification à article 93?—8482; n'applique pas la constitution, la morcelle—8483; si l'art. 93 signifie ce que dit le premier ministre, on n'y doit pas toucher—8483; sinon, à plus forte raison n'y doit-on pas toucher—8483; dilemme—8483; si pouvoir réparateur est si important pourquoi le premier ministre ne l'applique-t-il pas au Manitoba qui réclame depuis longtemps—8484; ne voit pas de distinction entre le cas des écoles et de la langue—8485; opinion ministre de la Justice—8486; politique conservatrice consiste à appliquer constitution sans changement ni modification—8486; accepter les résultats quels qu'ils soient—8486; dépose amendement annoncé—8487.

Hon. Fitzpatrick—Avec cet amendement, à moins que les nouvelles provinces n'adoptent une nouvelle législation, les lois actuellement en vigueur disparaîtront—8488; la minorité n'aura aucun droit et il faudra s'adresser aux tribunaux pour savoir si l'art. 93 s'applique au N.-O. et si la minorité a des droits—8488; devons faire en sorte éviter procès—8488; ayons le courage de déterminer clairement ces droits pour éviter nouvelle difficulté Manitoba—8489; le parti conservateur veut laisser aux provinces le soin de déterminer les droits de la minorité—8490; opinion Brown et McCarthy quant à la permanence du système qu'on créait en 1875—8491.

Sir W. Laurier—Amendement ne précis: rien—8492; sir John Thompson a déclaré loi 1888 nulle—8493; en laissant agir art. 93 à quelle loi s'appliquerait-il; loi 1875 ou 1888?—8493; absurde laisser aux tribunaux le soin de déterminer le sens de la constitution—8493; ce n'est pas ainsi qu'on consolide édifice national—8494.

Hon. Belcourt—Se plaint que l'amendement n'inclut que l'art. 93 de la loi de 1897 et omet les actes complémentaires—8494.

Amendement Borden rejeté par 87 voix à 37—8495.

M. Bourassa—S'en tient à l'art. 16 primitif—8493; ne veut pas se laisser conduire par M. Sifton—8496; divergence réelle est entre loi 1875 adoptée par parlement fédéral et ordonnance 1901, adoptée par assemblée du N.-O.—8496; historique législation 1875—8496; introduction de la question de l'instruction publique—8497; pas de majorité et de minorité spécialement désignées, toutes sur même pied—8497; au Sénat, hon. Scott, M. Mr Campbell—8498; protestations, intention de perpétuité affirmée—8499; on abandonne les engagements de 1875—8499; le parlement est

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. H. Bourassa—*Suite.*

absolument libre d'agir et ne contribuera à la grandeur du Canada qu'en respectant ses engagements d'ordre moral—8500 ; le système de protection qui règne dans Ontario et Québec ne générerait pas plus les provinces nouvelles—8501 ; s'en tient aux premières déclarations du premier ministre—8502 ; s'en tient à la loi et non aux ordonnances—8502 ; interprétation de l'article 11—8503 ; en 1875 le parlement a voulu établir au Nord-Ouest le régime des écoles séparées tant catholiques que protestantes, tel qu'il existe dans Québec—8505 ; jugement des écoles du Nouveau-Brunswick—8507 ; jugement des écoles de Manitoba—8507 ; jugement lord Herschell—8507 ; modifications successives du système scolaire au N.-O.—8510 ; la question des arrondissements scolaires—8511 ; il ne reste que neuf écoles séparées au N.-O.—8511 ; la seule garantie qu'on leur donne, c'est une demi-heure d'instruction religieuse—8511 ; mouvement pour abolition écoles séparées commencé au N.-O. en 1889—8514 ; historique du mouvement—8515 ; discours sir W. Laurier en 1893 sur motion Tarte—8516 ; le conseil de l'instruction publique—8516 ; l'enseignement religieux—8516 ; les livres—8517 ; l'enseignement du français—8518 ; l'enseignement par les Frères et par les Sœurs—8518 ; sir John Macdonald et la question du langage—8519 ; odieuse oppression—8520 ; sir John Macdonald et les droits des Canadiens—8520 ; la minorité n'a pas accepté ordonnance de 1892—8522 ; réponse à M. Bergeron au sujet du refus de casser ordonnance 1892—8521 ; vraie raison—8522 ; discours sir John Thompson 1894—8522 ; occasion unique de rendre justice demandée par M. Brodeur—8523 ; manque de courage, arguments spécieux—8524 ; les ordonnances de 1901 sont la base du compromis qu'on nous offre—8525 ; interprétation et fonctionnement de ces ordonnances—8527 ; on a accordé aux Boërs de meilleures conditions scolaires que Haultain n'en a donné aux Canadiens français—8528 ; impossibilité actuelle d'établir d'école catholique romaine—8530 ; lettre Calder—8530 ; il reste 49 écoles publiques catholiques établies avant 1901—8531 ; on s'est efforcé de faire croire aux catholiques qu'on leur donne du pain quand on leur donne une pierre—8532 ; opinion Mgr Légal—8532 ; on ne donne pas aux nôtres le quart de ce qu'à la minorité protestante dans Québec—8532 ; demande seulement système uniforme—8532 ; droit appartenant aux catholiques, majorité ou minorité, d'avoir leurs écoles—8533 ; prêt à s'en rapporter à loyauté britannique—8533 ; si on demandait carrément justice aux Anglais on l'aurait comme à Oxford et London—8534 ; les électeurs de London et d'Oxford ont voté avec la conviction qu'ils donnaient aux catholiques des écoles séparées—8534 ; personne ne comprend la question—8534 ; le peuple ne fend pas les cheveux en qua-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. H. Bourassa—*Suite.*

tre—8535 ; on trompe la province de Québec sur le sentiment anglais—8535 ; article 16 amendé conçu dans moment de panique—8536 ; la loi de 1875 est la seule base solide sur laquelle on peut s'appuyer—8537 ; démagogie et excommunication—8538 ; reste sur le roc de la constitution—8538 ; amendement—8539.

M. Sproule—Fable vieillard, enfant et âne—8539 ; politique conservatrice incluse dans résolution votée—8540 ; théorie nouvelle que provinces n'ont pas droit absolu sur éducation—8540 ; tergiversations ministérielles—8542 ; incon séquence—8542 ; l'acte de l'Amérique britannique du Nord et les résolutions de Québec—8544 ; engagement de sir Geo. Etienne Cartier—8544 ; on a altéré les résolutions pour plaire au clergé—8545 ; le clergé ne cessera pas de lutter tant qu'il ne se sera assuré des écoles séparées dans tout le Canada—8545 ; envahissement du Yukon—8546 ; vague d'anticléricalisme dans Ontario—8546 ; le "Canada" et les chiens jaunes—8547 ; les orangistes libéraux—8549 ; la loi qu'on demande n'est pas une loi uniforme, c'est une loi spéciale—8552 ; avait toujours compris que M. Bourassa n'avait pas de religion—8553 ; les droits à l'instruction religieuse—8555 ; la loi ne réglera pas la question pour toujours—8556 ; les pétitions, décompte—8558 ; Québec seul veut imposer des restrictions aux nouvelles provinces—8559 ; la province de Québec, plus qu'aucune autre est exposée à souffrir de tout changement à la loi constitutionnelle—8559 ; si elle réussit dans cette circonstance à imposer ses injustes prétentions, elle brise le pacte—8559 ; pas d'antipathie ni mépris pour catholiques—8560 ; si la constitution assure à la minorité des provinces des écoles séparées, ne s'y opposera pas—8560 ; les orangistes sont des modèles de tolérance—8560.

M. Taylor—Prouve fidélité de la traduction donnée pas "Sun" de St-Jean de l'article du "Canada" sur "chiens jaunes"—8562 ; relève défi Miller—8562.

M. A. Lavergne—Donne définition "orangiste" dans Dictionnaire Impérial—8562.

M. Miller—Pas orangiste—8563 ; insulte aux orangistes, de les dire commandés par M. Sproule—85.

M. Lennox—On cherche à mépriser et abaisser les orangistes—8565 ; éloge des orangistes—8565.

Hon. Lemieux—Article du "Canada" réponse à série d'insultes—8566 ; texte article—8566 ; n'excuse pas article, mais la riposte est au niveau des attaques—8569 ; repousse accusation de M. Bourassa que les libéraux de Québec attendent les passions—8569 ; M. McCarthy s'il était vivant n'aurait pas pris l'attitude de certains membres de la gauche—8570 ; l'"Evènement" et l'agitation—8570 ; il est faux que les nôtres se contentent de miettes dont ne voudraient pas les indiens ou les Boërs—8570 ; énumération

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. R. Lemieux—*Suite.*

des postes occupés par Canadiens—8571 ; pourquoi pas d'entente cordiale au Canada?—8571 ; Lafontaine et Papineau—8571 ; les conseils de Sydney Smith—8572.

M. A. Lavergne—C'est le gouvernement qui navigue de conserve avec M. Sproule 8572 ; ce n'est pas fomenter rébellion que de demander justice—8572 ; lors de la deuxième lecture, une majorité de 81 a reconnu que nous étions moralement tenus de rendre pleine justice à la minorité du N.-O.—8573 ; raisons données par sir W. Laurier pour changement—8573 ; refuse accepter comme raison, l'étroussée d'esprit de population anglaise—8573 ; le gouvernement est illogique, seuls les conservateurs ayant toujours nié tout droit à la minorité sont logiques—8574 ; citations discours Brodeur 1894—8574 ; demande l'enseignement français—8575 ; rapport inspecteur Goggin—8576.

M. Turgeon—Arrêté cour Suprême N.-B., en 1872 a clairement déclaré que l'art. 93 s'applique à toutes les provinces—8576 ; pas seulement à Québec et Ontario, comme prétend M. Sproule—8576 ; regrette certainement que compatriotes du N.-O. n'aient pas tout ce qu'ils désirent—8578 ; tenu d'admettre que modifications à loi 1875 ont été faites dans l'intérêt général—8578 ; jugement cour Suprême N.-B. 1872—8578 ; M. Bourassa n'a pas le droit de traiter de poltrons les catholiques de cette Chambre—8580 ; les luttes et le triomphe des catholiques du N.-B.—8582.

Amendement Bourassa rejeté pour : 7, contre 126—8582.

M. J. G. H. Bergeron—Propose amendement à art. 116—8587 ; texte—8587 ; indépendance Bourassa et Lavergne—8588 ; on ne juge pas de la position d'une race par les situations élevées qu'occupent ses membres—8588 ; deux propositions en présence—8589 ; regrette différer avec chef de l'opposition—8589 ; premier ministre avait raison dans premier art. 16—8590 ; le nouvel art. 16 ne signifie rien, c'est le produit de l'opportunisme—8590 ; ceux qui veulent accorder écoles séparées au N.-O. doivent voter pour amendement présentement soumis—8590 ; les plaines d'Abraham, destinée de paix et d'harmonie—8591 ; la constitution de 1841—8591 ; alliance Lafontaine-Baldwin—8592 ; promesses faites par gouvernement britannique, 1759, 1763, 1774—8594 ; promesses faites aux habitants du Manitoba et des Territoires—8595 ; instructions au Col. Salaberry et M. Thibaut—8595 ; instructions D. A. Smith, McTavish—8596 ; promesses au Manitoba, Davis, Norquay, Luxton, Cornish—8598 ; intervention Joe Martin, en 1885—8598 ; élection Burke-Francis—8599 ; trahison Greenway—8600 ; le bill réparateur, la discussion, les élections—8602 ; ce qu'a fait le parti libéral au pouvoir—8602 ; l'arrangement Laurier—8602 ; on veut jouer sur les mots en présentant ces deux articles 16 dont personne ne voit la différence—8602 ; on veut

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Bergeron—*Suite.*

équivoquer—8603 ; présente un amendement pour tirer les choses au clair—8603 ; si le premier ministre s'en était tenu à l'art. 16 primitif, il l'aurait fait adopter—8603 ; a eu peur de MM. Sifton et Fielding—8603 ; c'est M. Fielding qui a forcé à retirer premier article 16—8604 ; danger de céder aux partisans—8604 ; écoles séparées ne veut rien dire, on devrait dire écoles culturelles—8604 ; ce sont les protestants qui ont les premiers demandé la séparation des enfants dans les écoles—8606 ; déclarations Holton—8606 ; on ne fait pas de compromis avec le sentiment religieux—8606 ; déclarations Macdonald, Sanborn, Rose, Haultain—8608 ; les Canadiens français ne se targuent pas de leur générosité à l'égard de la minorité protestante—8609 ; art. 10 de la liste des droits violés—8609 ; Mgr Taché et les écoles neutres—8610 ; hostilité des Anglais contre église catholique plus prononcée au Canada qu'en Angleterre—8610 ; la Prusse et l'enseignement religieux—8612 ; l'enseignement religieux à l'Institut Gault de Valleyfield—8613 ; Cartier et Laurier—8614 ; le premier ministre ne devait pas céder, il eût été plus glorieux pour lui de se faire battre et de revenir plus tard—8614 ; l'attachement religieux catholique ne nuit pas à la loyauté—8614 ; 1775, 1812, 1837—8615 ; M. Bergeron lui-même le 13 octobre 1899 à St-Jean se déclara en faveur d'envoyer 10,000 Canadiens en Afrique—8616 ; le refus du veto des ordonnances de 1892 par gouvernement conservateur—8616 ; exposé de motifs—8617 ; amendement proposé plus clair que celui de M. Bourassa, mais analogue—8617 ; a voté pour art. 16 primitif qui était fort acceptable—8620.

Hon. Fitzpatrick—Dissèque point par point amendement Bergeron—8619—8623 ; l'amendement en somme n'accorde absolument rien à la minorité catholique du N.-O.—8623.

M. R. L. Borden—Les lois proposées par le ministre de la Justice ne sont pas toutes irréprochables—8624 ; la loi des chemins de fer—8627.

M. Bergeron—Si le ministre de la Justice comprend si bien ce que cet amendement veut dire, il peut le rédiger lui-même—8627.

M. Bourassa—Admet rédaction pas satisfaisante—8630.

M. Léonard—M. Lemieux en 1896 a été le premier à soulever question de nationalité dans Québec—8630 ; assemblée St-Martin, 1902—8631 ; si Mgr Légal approuve art. 16, Mgr Langevin le désapprouve—8631 ; ne comprend pas ceux qui pensent qu'art. 16 viole les droits des provinces—8632 ; citation des Extraits des Minutes du Conseil d'Assiniboine—8632 ; reconnaissance des écoles confessionnelles—8634 ; la lutte et la revendication des promesses, historique par Mgr Taché—8634—8638 ; reconnaissance des promesses en 1875—

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. Léonard—*Suite.*

8640; comment se fit l'entente et comment les Canadiens de l'Ouest consentirent à entrer dans la Confédération—8643; le Parlement ne peut rendre légales des ordonnances contraires à l'esprit des dispositions constitutionnelles du Manitoba et du N.-O.—8644; le premier art. 16 était conforme à l'art. 11 de la constitution du N.-O., et dans l'ordre—8644; le second est inconstitutionnel et serait nul de plein droit, même voté par le parlement—8644; le ministre de la Justice pourrait, s'il le voulait introduire disposition permettant enseignement en français—8644; un des ministres a reçu une lettre des autorités religieuses contre rédaction du bill—8645.

M. Monk—Aucune garantie accordée à la minorité catholique quand elle constitue majorité locale—8645; explication—8646; dans cent cinquante cas, catholiques en majorité ayant constitué écoles publiques catholiques n'ont aucune garantie—8046; neuf cas seulement de garantie—8646; la Chambre à la majorité a décidé d'accorder les garanties—8646; il faut donner application à ce vœu—8646; doute que l'application pure et simple de l'article 93 donnerait cette garantie—8647; l'article du ministre de la Justice n'accorde certainement protection qu'aux écoles séparées—8647; le doute est de savoir si une école confessionnelle organisée par des catholiques en majorité est virtuellement une école publique, est une école séparée—8648; le gouvernement en différentes circonstances de ce bill a refusé de se considérer lié par l'acte de l'Amérique britannique du Nord et se prétend le pouvoir de l'amender—8650; les deux articles 16—8651; le nouvel article 16 offre moins de prise aux procès—8632; mais il ne vise évidemment pas le cas où la majorité est catholique—8652; le gouvernement prétend qu'il n'est guère gêné par rien; pourquoi ne règle-t-il pas ce cas—8352.

Hon. Fitzpatrick—Différence d'opinion de l'opposition se résume à ceci: avant l'élection de London, il fallait influencer Ontario, maintenant on veut influencer Québec—8654; M. Borden a déclaré que 2e article 16 perpétue les dispositions de l'acte de 1875 relatives aux écoles, maintenant M. Monk le nie—8654; différence entre les deux articles 16—8655; s'il eût été seul, ou s'il eût eu le pouvoir, aurait maintenu premier article 16—8655.

M. R. L. Borden—N'admet pas attitude de la droite prônant inviolabilité des promesses et refusant amendements Bourassa et Bergeron qui en consacrent la plénitude—8657; pour sa part veut s'en rapporter uniquement à la population du N.-O.—8657; danger des modifications à la constitution—8658; ne peut voter pour motion Bergeron, mais la préfère à proposition du gouvernement—8659.

Hon. Brodeur—Impossible de savoir pour quel régime est M. Bergeron, 1884 ou 1892?—8659; gouvernement est en faveur

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. L. P. Brodeur—*Suite.*

du régime actuel—8659; regrette que régime ne soit pas plus libéral, mais la faute est à sir John Thompson—8680.

M. Bergeron—M. Brodeur était en Chambre en 1892, pourquoi n'a-t-il pas blâmé sir John Thompson de ne pas avoir opposé son veto—8660; M. Brodeur était en faveur de l'article 16 n° 1 et malgré cela il votera en faveur de l'art. 16 n° 2 proposé par M. Sifton, grand ami des catholiques du N.-O.—8661.

Hon. Brodeur—Le seul but de l'opposition est d'avancer les intérêts du parti—8662; raison du changement a été de rendre clair le désir du gouvernement de maintenir état de chose existant, ni plus ni moins—8662; la critique est facile—8663; sir W. Laurier a fait plus que M. Bourassa pour son pays—8663; répudions les appels fanatiques de M. Sproule—8663.

M. Bergeron—La colère du ministre indique comment le peuple de Québec jugera l'amendement en discussion—8666.

Hon. Fitzpatrick—Demande pourquoi M. Bergeron n'a fait connaître son amendement que trois jours après élection London—8667; avant cette élection, on disait que nouvel art. 16 allait plus loin que le premier—8667.

M. Bourassa—Affirme que son amendement était calqué sur premier art. 16 préparé par ministre de la Justice—8668; se plaint d'être accolé à M. Sproule—8669; il n'y a pas de démagogie à dire que les Anglais ont l'esprit assez large pour rendre justice à la minorité catholique—8669; le nouvel art. 16 ne perpétue pas l'état de chose existant—8670; ne donne aucune garantie—8670; le seul appel qu'il ait fait a été lancé contre campagne hypocrite de la presse ministérielle pour égarer opinion—8672; le parti libéral n'a pas fait son devoir en cédant à l'opposition soulevée par la faction orangiste du parti conservateur—8673; lâcheté d'accorder la plus minime somme de justice, de crainte de faire le jeu de ses adversaires—8673; ne veut pas poser au vertueux—8673; a fait les luttes du parti libéral—8673; n'a jamais prêché le nihilisme au Club National comme M. Brodeur (dénégation)—8674; ennemi des insinuations doucereuses—8675; le 'Canada' calomnie l'opinion anglaise—8675; est toujours convaincu que la députation anglaise n'aurait jamais voulu priver les neuf dixièmes de la minorité catholique du N.-O. des droits promis et avec de l'énergie aurait accepté l'art. 16 primitif—8676.

M. Porter—Déclare M. D. D. Mackenzie moralement disqualifié de siéger dans le comité—8678; pas droit moral de voter—8678; ne se propose pas de demander expulsion—8678; libre à l'accusé d'agir à son gré—8678.

Sir W. Laurier—Question de privilège, alors?—8679.

Discussion de procédure—8679-8682.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Sir W. Laurier—Impossible présenter coup sur coup deux motions—8630.

M. Porter—Discussion avec M. Mackenzie (C.-B.)—8684; incident assemblée Braemer (Oxford-nord), récit du "Globe"—8684; lettre Porter—8684; rappelle incident Sbaretti aux Communes, élections—8686; le premier ministre mis en demeure de nier qu'il eût négocié avec Mgr Sbaretti ne l'a pas fait—8689; M. Mackenzie qui avait affirmé qu'il avait nié doit des excuses—8689.

M. D. D. Mackenzie—Incident électoral—8690; doit être oublié après la victoire 8690; récit de l'incident—8691; M. Porter a bien prétendu que c'était Mgr Sbaretti qui avait rédigé l'art. 16—8692; pas de mal à ce que Mgr Sbaretti fût consulté par sir W. Laurier—8692; déclaration faite à Braemer, bonne tactique électorale—8693; Braemer a donné une majorité libérale—8693.

Amendement Bergeron rejeté par 125 voix contre 6—8695.

M. Lamont—Sur amendement Laurier (nouvel art. 16)—8695; considère qu'article tel que rédigé n'assure pas suffisamment aux écoles du Nord-Ouest le privilège de la demi-heure d'enseignement religieux, dont elles jouissent actuellement—8696; privilège assuré aux écoles séparées, mais a des doutes quant aux écoles publiques—8697; propose ajouter amendement établissant clairement que toutes les écoles conserveront le privilège de donner une demi-heure d'enseignement religieux, si tel est le désir des commissaires d'écoles—8697; système actuel donne satisfaction quelle que soit la majorité—8698; concession mutuelle—8698; avec cet amendement, il ne pourra plus y avoir de changement à cette règle, protégée par art. 93—8698.

Sir W. Laurier—La constitution qui exige le maintien du système scolaire existant justifie cet amendement—8700; liberté absolue des contribuables—8701; ne change pas l'état de chose actuel—8702; amendement raisonnable ne violant aucune conscience—8703; devrait être adopté unanimement—8703; complément du principe adopté par la Chambre—8703.

M. R. L. Borden—Gouvernement aurait été plus courageux d'adopter motion Bourassa couvrant partie de ce terrain—8704; ficelle politique—8704; amendement dépasse but visé par MM. Bourassa et Bergeron—8704; opposé à l'article modifié ou non; cette matière relève de la législature provinciale—8706.

Sir W. Laurier—Article 16 ne s'applique pas aux catholiques—8708; il vise la minorité ou la majorité suivant qu'il était prévu dans la loi organique de 1875—8708.

Hon. Fitzpatrick—Le projet de loi ne reconnaît ni écoles catholiques ni écoles protestantes, il reconnaît des écoles de majorité et des écoles de minorité—8708; veut conserver à la majorité les mêmes droits et privilèges qu'exerce la minorité catholique ou protestante d'un district scolaire—8708.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. Monk—Maintenant la législature provinciale ne pourra même pas réglementer l'instruction, là où la majorité est protestante—8709.

M. Lamont—Ne voit pas, s'il est sage d'accorder une demi-heure d'éducation religieuse aux catholiques, pourquoi il ne serait pas sage d'accorder le même privilège aux protestants—8710.

M. Sproule—C'est une attaque générale contre les écoles publiques—8714.

M. Scott—La population de l'ouest a toujours cru et admis que le bill actuel, conserve intégralement le système existant—8714; les protestants et l'enseignement religieux—8714; le Dr James A. Carmichael—8714.

M. Henderson—Le vote de Zorra et de Braemer a été une surprise désagréable pour les libéraux—8716; nouvelle tentative de coercition—8718.

M. Sproule—Tentative pour détruire les écoles publiques—8718; efforts successifs—8718; l'école de l'Orignal—8718.

M. Barr—Les mormons—8722; l'enseignement religieux dans les écoles d'Ontario a été une malédiction—8722; on entreprend maintenant de protéger la majorité—8723.

M. Bourassa—Demande simplement qu'on accorde aux catholiques quand ils sont en majorité, ce qu'on leur accorde quand ils sont en minorité—8725; si l'on voulait réduire la minorité protestante de Québec à ce qu'on donne à la minorité catholique du N.-O., il y aurait un tollé—8726; remercie député de Saskatchewan, cependant de ce qu'il donne aux catholiques—8726; accepte proposition, si l'ouest l'accepte—8726; redoute qu'un beau jour la législature décide de supprimer enseignement religieux dans les écoles publiques—8727; alors il ne subsisterait que dans écoles séparées—8727; il vaut donc mieux avoir le courage de créer ces écoles—8728; appuie amendement à contre-cœur—8728.

Sir W. Laurier—L'amendement maintient seulement intégralement état de chose actuel—8729.

Sous-amendement Lamont adopté par 90 pour, 27 contre—8729.

Art. 16 amendé, adopté par 90 pour, 28 contre—8729.

Art. 2, les Actes de l'A. B. du N. de 1867 à 1886 s'appliquent—8729.

M. Borden—Propose amendement pour mieux définir date à laquelle la province est censée avoir été établie—8730; explication—8730.

Amendement Borden rejeté sur division—8731.

Article 2—repris—8734.

M. Monk—Propose amendement relatif à l'usage de la langue française—8734; ne tente ni d'introduire ni d'imposer langue française—8734; tend à faire respecter pacte conclu lors de l'annexion de la

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*M. F. D. Monk—*Suite.*

Terre de Rupert au Canada—8734; amendement Fitzpatrick remplaçant art. 24—8734; amendement soumis consacre usage local de la langue française—8735; mais permet à la législature de l'abolir—8735; historique de l'adoption de la langue française au Manitoba et dans les Territoires du N.-O.—8736; déclaration de Mgr Taché—8737; la délégation de la rivière Rouge, ses pouvoirs—8739; art. 16 de la liste des droits relatif à la langue française—8739; adoption de l'article—8739; dépêches échangées—8740; le traité ne s'applique pas seulement au Manitoba, mais au territoire tout entier—8740; la loi du Manitoba jusqu'en 1877, reconnaissait langue française—8742; en 1890, langue française abolie au Manitoba, pas de veto—8742; agitation de 1890 pour abolir langue française au N.-O.—8742; discussion, discours Laurier sur amendement Beausoleil—8744; l'heure est venue de légiférer sur cette question—8744; sir John Macdonald et la langue française—8746; opinion de l'Electeur"—8746; discours LaRivière—8748; opinion Ewart, plaidoyer, violation des droits définis de 1870—8747; l'argument des dépenses, opinion de sir Hector Langevin—8747; la langue française a d'autres titres qu'aucune autre langue au N.-O.—8749; question pas locale ni provinciale, intéresse la Couronne—8749; unification de langue, de caractère, utopie ridicule—8749; protestation contre article "Montreal Sun"—8750.

Hon. Lemieux—Article plein de fausseté—8750; jamais il n'a été question que M. Monk pût se joindre aux libéraux—8750; la recherche d'un grief—8751; gagner quelques votes dans Québec et embarrasser le gouvernement, tel est l'objet de cette motion—8751; le bill des droits ne s'appliquait pas aux Territoires du N.-O., seulement aux établissements de la Rivière Rouge—8752; historique amendement Beausoleil—8754; amendement du compromis de sir John Thompson—8754; M. Bergeron vota pour amendement—8754; de ce fait, mettait la législature en mesure d'abolir langue française—8755; le juge Rouleau a admis qu'il n'existait aucun traité garantissant la langue française au N.-O.—8758; dépêche juge Prendergast sur l'emploi de la langue française devant les tribunaux—8758; sir W. Laurier et la langue française en 1890—8758; rien dans la constitution ne garantit l'usage du français aux Territoires—8760; on aurait au point de vue du nombre plus de droit de demander l'usage du français à la législature d'Ontario, qu'à celle des Territoires—8760; ce n'est pas rendre service aux Canadiens-français de Québec que de soulever cette question—8762; état de la population française des Territoires pour 1891 et 1901—8764; classification des Français dans recensement—8768; M. Bergeron et sir W. Laurier, anglais jusqu'à la moëlle—8769; les conservateurs n'ont pas bougé après l'abolition de la langue

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. R. Lemieux—*Suite.*

française dans le N.-O.—8770; interpellation Amyot au sujet lettre Mgr Grandin 8770; pas opposé à la dualité de langue, mais elle n'est garantie au N.-O. par aucun traité—8774.

M. Bergeron—Pas d'entente avec MM. Bourassa et Lavergne, pourtant les trois adoptent même attitude—8773; sir John Macdonald et lettre Mgr Grandin—8774; dans Québec les libéraux disent ce qu'il leur plaît sur les tréteaux, si on les serre de près, ils invoquent le nom de sir W. Laurier et cela suffit—8775.

Sir W. Laurier—Motion Monk indéfendable—8775; défendable ni au point de vue constitutionnel, ni au point de vue des intérêts de la race française—8775; la constitution garantit l'usage de la langue française uniquement dans parlement fédéral et législature Québec—8776; nulle part il n'existe rien quant à l'usage de l'anglais et du français dans les écoles—8776; pétition de la population de la terre de Rupert a été accordée seulement pour la partie qui est maintenant le Manitoba, mais pas quant à la terre de Rupert, abstraction faite du Manitoba—8760; l'acte de 1875 ne contient pas un mot concernant pétition de 1870—8780; amendement Girard au Sénat—8781; concession faite en 1870, non pas en vertu d'un droit, mais par esprit de justice—8781; population française des Territoires ne peut pas réclamer sa langue sur terrain constitutionnel—8781; le français tombe en désuétude dans les Territoires—8781; pas 4 pour 100 de la population française ne parle français—8781; dans les conditions actuelles, on ne peut pas réclamer au nom de la justice l'usage officiel du français—8782; les Canadiens auraient plus le droit de le demander au Massachusetts—8782; rejet de la motion McCarthy—8782; motion de 1890—8783; M. Bergeron votait alors pour ce qu'il refuse aujourd'hui, laisser à la législature le pouvoir de décider de l'emploi du français—8783; question du français dans les tribunaux réglée par l'acte de l'A. B. du N.—8783; même attitude qu'en 1890—8785; religion protégée par constitution, pas la langue—8785; a tout fait pour conserver aux nouvelles provinces ce que leur assure la constitution, n'ira pas au delà—8786; le parlement a peut-être le pouvoir d'imposer aux nouvelles provinces la langue française, mais il n'en a pas le droit—8785.

M. Bourassa—M. Brodeur a proclamé que la pétition de droits des délégués de la Terre de Rupert accordée en 1870 nous liait quant aux écoles séparées—8786; alors elle doit aussi nous lier quant à la langue—8788; la description de la Terre de Rupert—8789; Bruce et Riel se disaient délégués, non seulement des établissements de la Rivière Rouge, mais de tous les Territoires—8790; rien n'indique que sir J. Macdonald et sir Geo. Cartier, parce qu'ils avaient fixé certaines

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

limites à la province du Manitoba, aient eu l'intention de refuser de faire droit aux autres quant à leur langue et leurs écoles—8791; peut-on supposer que la concession faite au Manitoba en 1870 de la langue française fût de nature à violer la constitution alors toute récente—8791; alors pourquoi ne pas faire aujourd'hui pour les nouvelles provinces ce qui s'est fait en 1870 pour Manitoba?—8791; nous voulons donner un corps à l'intention de la Confédération, créer une union entre Canadiens français et Canadiens anglais—8793; si on ne compte que 4 p. 100 de Français aux Territoires, on n'y compte aussi que 47 p.c. d'Anglais—8984; il ne doit pas exister de race prédominante au Canada—8794; l'hon. D. Mills et la langue française—8795 l'Irlande et l'oppression—8796; les concessions à l'Alsace-Lorraine—8797; c'est seulement par les concessions qu'on créera un sentiment canadien—8797; sir John Thompson et la langue française devant les tribunaux—8798; propose amendement à amendement Monk, supprimant dernier paragraphe—8799.

M. Sproule—Les droits des provinces—8800; pas de fétichisme pour prétendus engagements solennels—8801; calculs pour démontrer que l'accroissement de population canadienne française au N.-O. est moindre qu'autres nationalités—8801; les constitutions évoluent—8802; devons tenir compte de l'état de chose actuel—8802; il arrive tous les jours qu'un homme est jugé par un tribunal d'une langue différente à la sienne—8804; ce sont les événements qui décident quelle langue doit prédominer—8805; si les Français deviennent assez nombreux au N.-O. ils sauront bien assurer la perpétuité de leur langue—8806.

Hon. Brodeur—La loi de 1890 permet à la législature des Territoires de décider si le français sera une langue officielle au N.-O.—8806; la motion Monk laisse subsister cette loi—8806; sa motion est un trompe l'œil, la législature pourra toujours abolir le français—8806; pourquoi ne pas déclarer que la langue française sera à tout jamais reconnue officiellement—8867; la motion répète la résolution de 1890 qui a permis à M. Haultain en 1892 de supprimer le français—8808; n'a jamais demandé que la loi quant aux écoles séparées fût calquée sur la pétition de droits de 1870—8810; de fait la loi qu'il soutient ne contient pas ces dispositions—8810; a seulement invoqué le pacte moral—8813; la proposition Girard en 1877, ne reposait pas sur un pacte, mais sur le nombre—8814; en 1890, le parlement ne pouvait pas abolir le français dans les tribunaux—8814; l'abandon progressif du français devant les tribunaux—8818; quand personne ne demande le rétablissement du français, pourquoi soulever questions brûlantes—8818.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. A. Lavergne—Félicite M. Lemieux de son entente avec M. Sproule pour l'abolition de la langue française—8818; les emplois aux Canadiens—8819; les discours de Saint-Jean-Baptiste—8820; a confiance que les Anglais rendront justice aux Canadiens français quand même quelques-uns d'entre eux ne la demanderaient pas pour leurs compatriotes—8820.

M. Monk—Depuis 1896 a toujours refusé d'exploiter la question des écoles—8821; il est absurde de dire que nous ne pouvons pas nous écarter de l'Acte de l'A. B. du N., nous nous en écarterons tout le temps dans ce bill—8822; excommunication de tous les gens sérieux—8822.

M. E. Lapointe—Le premier exemple à donner serait de parler français au parlement fédéral—8823; insultes aux députés français—8824; Papineau et la ligne 45e—8824; recherche du prestige perdu—8825; les conservateurs avec leurs alliés auront du mal de se poser, dans Québec, en champions de la religion catholique et de la nationalité française—8825; amendements de parade—8825; le "Nationaliste" et M. Monk—8826; il y a plus de courage à braver les foudres combinées du parti conservateur et de ses alliés, MM. Bourassa, Lavergne et le "Nationaliste"—8827; sages conseils de sir James Edgar—8827; inutilité des demandes déraisonnables—8828.

M. Gladu—M. Monk en 1896 et la réduction des dépenses de traduction française—8828; absurde de demander dans sa résolution que l'usage du français dans les tribunaux ne soit que discrétionnaire—8829; motifs de cet ajout à sa motion—8830; les accusations de poltronerie du député de Labelle ne s'appliquent qu'à celui qui a lancé l'injure—8830; sir W. Laurier n'est pas un lâche d'avoir lutté contre Chamberlain—8830; l'hon. M. Brodeur n'est pas un lâche de s'être attaqué aux monopoles—8830.

M. Miller—Beautés de la langue française 8831; il faut une seule langue officielle cependant—8832; dépenses causées par dualité de langues—8832; les Canadiens français parlent très bien l'anglais—8833; l'usage de l'anglais n'est pas une question de sentiment, mais d'affaires—8833; alliance franco-anglaise, union nécessaire—8834.

Sous-amendement Bourassa mis aux voix, rejeté; pour, 5 voix; contre 60 voix—8834.

M. Borden—A repoussé sous-amendement parce que repousse art. 16—8834; si acceptait art. 16 aurait accepté amendement—8834; premier ministre vient de déclarer que la politique ministérielle quant aux écoles ne dépend d'aucun pacte avec la population du N.-O.—8834; il ne s'agit que du pacte parlementaire de 1875—8835; incapable distinguer entre pacte 1875 et pacte 1877—8835; n'en admet aucun, liberté aux provinces—8836; population anglaise aurait cependant plus de mérite à apprendre français—8836.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Sir W. Laurier—Appuie sa manière de voir quant aux écoles, uniquement sur art. 93 de l'acte de l'A. B. du N.—8836; discours sir J. Thompson, l'usage du français devant tribunaux du N.-O. a été maintenu parce que pas tribunaux provinciaux, mais sous contrôle direct parlement fédéral—8827.

Hon. Fitzpatrick—Démarcation nette dans l'acte de l'A. B. du N. entre question scolaire et question de langue—8837; art. 93 et art. 91—8838; absurde de dire que si l'on n'accepte pas la motion Monk nous abolissons la langue française au N.-O.—6840.

Amendement Monk rejeté: 6 pour, 69 contre—8840.

Article 2, adopté—8840.

Hon. Fitzpatrick—Propose amendement à art. 20, pour concorder avec loi d'irrigation—8840.

Article 24—Entrée en vigueur de l'acte—8840.

Sir W. Laurier—Propose 1er septembre—8840.

Adopté—8841.

Préambule, adopté sur division—8841.

Sir W. Laurier—Lit pétition de Lloydminster—8841; impossible accéder, peu important que quelques maisons soient laissées en dehors de la ligne—8842.

Bill rapporté—8842.

Première et deuxième lectures des amendements—8842.

Sir W. Laurier—Propose troisième lecture—8990.

M. Walter Scott—Rappelle amendement soumis en comité à art. 23, conservant au gouvernement pouvoir d'annulation par expropriation des droits d'exemption figurant à son contrat avec C.P.R.—8990; question des écoles réglée—8991; les efforts des vrais amis de la liberté provinciale devraient se porter sur contrat du C.P.R.—8991; raisons pour lesquelles M. Scott était en 1903 adverse à l'autonomie immédiate—8992; le jugement du juge Killam—8993; nécessité de voir confirmer ou rejeter ce jugement—8993; octrois en terre du C.P.R.—8994; C.P.R. possède encore 70,500 quarts de section—8994; une taxe de \$10 sur chaque quart, rapporterait annuellement \$705,000—8994; la province privée de ce revenu—8994; M. Blake et la clause d'exemption—8995; M. H. C. Cameron—8998; M. John Charlton—8998; ne demande pas répudiation—9000; opinion Hon. G. W. Ross—9001; parti libéral pas adverse au chemin de fer, du C.P.R., mais au contrat—9002; l'Ouest se trouvera à payer deux fois sa part—9002; avant de voter deuxième lecture a eu promesse du premier ministre que provinces ne resteraient pas toujours sous le coup de l'exemption—9003; amendement utile pour signaler aux provinces promesse de sir W. Laurier—9006; propose amendement garantissant droit d'expropriation—9006.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Sir W. Laurier—Regrette d'avoir été obligé de présenter l'article du bill dont on se plaint—9006; parti libéral a tout fait en 1881 pour empêcher adoption de cette stipulation dans contrat C.P.R.—9006; amendement inutile—9007; droit d'expropriation avec compensation est absolu—9007; exemption pèse sur tout le pays—9007; moment venu de s'occuper de la question—9007.

M. R. L. Borden—Cet amendement est une simple comédie—9008; l'amendement n'a aucune portée, votera contre—9008; recettes du C.P.R. pas exemptées d'impôt—9009; taxées par Manitoba—9009; tous les chemins de fer taxés par loi provinciales, ont protesté, mais ils n'ont pas plaidé—9010.

M. Gallier—Devrions pas passer art. 23—9010; reconnaissance inutile—9010; si contrat valide, inutile de le reconnaître—9010; sinon, inutile de le perpétuer—9010.

Amendement Scott rejeté—9010.

M. R. L. Borden—N'approuve pas ligne conduite gouvernement par rapport aux terres—9010; contraire à l'Acte de l'A. B. du N.; contraire à la pratique anglaise; contraire au vœu de la population—9011; adverse à la répartition des divisions électorales—9013; résume ses objections à l'art. 16—9014; l'amendement Lamont—9017; attaque inutile et injustifiable contre prérogatives législatives des nouvelles provinces—9017; la législature n'aura plus le droit quel que soit le sentiment de la population d'un district de supprimer éducation religieuse—9018; propose renvoi au comité pour supprimer art. 16 et le remplacer par amendement déjà proposé en comité "que l'art. 93 s'applique en tant qu'applicable"—9018; respect de la constitution—9019; on n'a pas le droit de présumer injustice et intolérance des législatures des nouvelles provinces—9019.

Hon. Fitzpatrick—Aucune analogie entre le cas actuel des terres et celui des anciennes provinces confédérées en 1867 ou adjointes depuis—9019; pour les anciennes provinces, c'était une restitution de terres travaillées par elles et leur appartenant—9020; les terres du N.-O. ont été achetées et payées par le Canada—9020; ses titres sont indiscutables—9020; on a agi à l'égard du Manitoba, comme on agit maintenant—9021; pourquoi une distinction?—9021; rapport du conseil privé en 1884—9022; les mêmes raisons s'appliquent au N.-O.—9022; provinces peuvent légiférer seules sur sujets de l'art. 92 de l'A. B. du N.—9022; parlement fédéral légifère seul sur art. 91—9022; art. 93 terrain commun—9022; la lettre et l'esprit de la loi—9022; actuellement la situation des Territoires est analogue à celle d'une province—9023; ces Territoires ont été annexés en vertu d'un pacte—9024; décret impérial—9024; les conditions nous obligeaient de donner à ces territoires des institutions analogues à celles dont jouissaient les autres provinces—9024; loi de 1875 réglait à jamais la question

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*Hon. C. Fitzpatrick—*Suite.*

de l'organisation de l'enseignement au N.-O.—9024; Georges Brown et Blake—9025; en 1880, le parlement fédéral a décrété que l'art. 93 relatif à l'instruction publique s'appliquait aux Territoires—9025; le gouvernement ne répudiera pas les engagements pris par ce parlement au sujet de l'éducation pas plus qu'au sujet du C.P.R. et de Baie d'Hudson—9026; situation faite à la minorité par art. 16 modifié—9026; la minorité catholique ou protestante lorsqu'elle se trouve être la majorité d'un district scolaire conserve les avantages dont elle jouit déjà—9027; pouvoirs donnés aux syndics représentant les parents—9028.

M. Stockton—Accepte interprétation art. 93 par ministre de Justice—9028; rejet des amendements Bourassa et Bergeron—9029; amendement Lamont donne aux syndics plus d'autorité qu'au pouvoir qui fait les lois scolaires—9030; amendement Lamont impose servitude à la province—9030.

Amendement Borden mis aux voix—9030.

Rejeté: 41 pour, 109 contre—9032.

M. Bergeron—Propose amendement déjà soumis en comité relatif aux écoles, légèrement revu—9046.

Amendement mis aux voix—9046.

Rejeté: 7 pour, 138 contre—9047.

M. S. Hughes—Propose amendement demandant application pure et simple de la constitution—9047.

Amendement S. Hughes mis aux voix—9048.

Rejeté: 37 pour, 106 contre—9049.

M. H. Bourassa—Propose amendement—9050; rétablissant en principe art. 16 primitif—9050; effet de l'amendement Lamont; une majorité autre que catholique ou protestante pourra imposer éducation religieuse ne convenant ni aux uns ni aux autres—9050.

Hon. Fitzpatrick—Enseignement des mormons défendu par code pénal—9052.

Amendement Bourassa mis aux voix—9052.

Rejeté: 7 pour, 132 contre—9053.

M. Monk—Propose son amendement relatif à l'emploi de la langue française—9054; déjà soumis en comité—9054.

M. L. P. Demers—M. Monk a prétendu que nous ne pouvions toucher en rien à la constitution en l'appliquant aux nouvelles provinces—9055; M. Bergeron l'a approuvé—9057; question de langue française, pensée d'après coup—9057; à la deuxième lecture du bill, personne ne l'a évoquée—9058; le bill n'abolit pas la langue française—9058; question scolaire et question de langue sont différentes—9059; il n'y aura pas plus d'un député français dans les législatures des provinces, étant donné la proportion de l'élément français—9059; injuste imposer restriction—9059; exemple de Socrate—9039.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. H. Bourassa—Étonné des applaudissements libéraux qui ont accueilli insultes à Papineau—9060; ne tient compte ni des intérêts ni des coteries—9061; croit à l'existence d'un contrat, comme a déclaré y croire M. Brodeur—9062; la lettre et l'esprit de la loi—9062; la constitution de 1867 ne fut pas violée quand en 1870 on donna droit de cité à la langue française au Manitoba—9063; ni conquérant ni vaincu, deux peuples alliés—9064; le nombre même infime des descendants français au N.-O. n'affecte pas le principe—9064; on ne raye pas 150 années d'histoire—9064; au lieu de confirmer la faute de 1890 par laquelle la langue française a été abolie, il faut la réparer—9064; les illusions de M. Laurier en 1890—9065; inutile de compter sur la générosité des législateurs de langue anglaise—9065; propose sous-amendement biffant dernière partie amendement Monk qui donne à la législature pouvoir de réglementer la langue dans laquelle se feront et se publieront ses procédures—9066.

Sir W. Laurier—La langue est un droit civil qui est réservé aux provinces par article 92—9066; la constitution de 1867 ne met pas langue française sur pied d'égalité dans différentes provinces—9066; agitation inutile—9068; prophéties non réalisées—9068; le peuple même français dans les Territoires n'a pas tenu à se protéger—9069; il faut respecter la constitution qui garantit les droits de Québec—9069.

Sous-amendement Bourassa, mis aux voix—9069.

Rejeté: 7 pour, 140 contre—9070.

Amendement Monk, mis aux voix—9070.

Rejeté: 7 pour, 140 contre—9071.

M. Léonard—Propose amendement, introduisant art. 14, chap. 50 de Statuts révisés—9071.

M. l'Orateur—Hors d'ordre—9072; M. Léonard a déjà secondé motion Monk—9072.

M. M. S. McCarthy—Propose amendement confiant répartition électorale d'Alberta à commission de juges—9072.

Mis aux voix—9073.

Rejeté: 42 pour, 97 contre—9074.

M. W. J. Roche—Propose amendement, modifiant certaines délimitations d'Alberta—9078.

Rejeté, même vote—9076.

M. R. S. Lake—Propose amendement, relatif aux terres—9077.

Rejeté, même vote—9078.

M. S. Barker—Propose amendement introduisant dans le préambule mention de l'acte de 1867—9078.

Rejeté, même vote—9079.

M. l'Orateur—Pose la question de 3e lecture—9079.

Sortie motivée de MM. Bourassa et Lavergne—9080.

Bill lu 3e fois et adopté sur division—9080.

Sanctionné—1043.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'ADJUDICATION DES TRAVAUX PUBLICS.

Hon. C. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 51), concernant l'adjudication des travaux publics—856 ; adjudication pour travaux dépassant \$5,000 et contrats pour travaux d'un montant inférieur seront approuvés non seulement par ministre, mais par Gouverneur en conseil—856.

1re lecture—856.

2e lecture—1745.

En comité—1745.

Hon. Fitzpatrick—Art. 2 seul nouveau—1746 ; légalise le droit pour ministre d'accorder contrat pour travaux inférieurs à \$5,000—1746 ; impose de plus, pour toute espèce de contrat approbation du conseil—1746.

Hon. Haggart—Bonne précaution—1746.

Bill rapporté—1746.

3e lecture, adopté—1888.

Sanctionné—6211.

LOI DES ANNUITES AUX ANCIENS MINISTRES.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 203) concernant annuités aux anciens ministres—9964.

1re lecture—9964.

2e lecture—10015.

En comité—10015.

M. Bergeron—Demande durée de service exigée limitée à trois ans—10015.

Hon. Fielding—Impossible, charge déjà lourde—10015.

M. Sproule—Veut accroître temps de service à 10 ans—10016.

Discussion remise—10015.

Hon. Fielding—Soumet nouvelle rédaction—10020.

Adoptée—10020.

Bill rapporté, 3e lecture adopté—10020.

Sanctionné—10043.

LOI DE L'ARBITRAGE AVEC G.T.R. (AMENDEMENT).

Hon. C. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 199) amendant loi sur arbitrage entre govvt. et G.T.R.—9495 ; pour permettre aux arbitres de rendre décision sur points séparés du litige—9495 ; au lieu de rendre sur ensemble—9496.

1re lecture et 2e lecture—9496.

En comité—9751.

Hon. Fitzpatrick—Noms des arbitres, Shepley, Lafleur, Bell—9751 ; note des arbitres—9751 ; difficultés soumise—9751.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—9751.

Sanctionné—10043.

LOI DES ASSOCIATIONS DE LIVRES DE GENEALOGIE DU BETAIL (AMENDEMENT).

Hon. S. Fisher—Dépose bill (n° 148) loi concernant les Associations autorisées à tenir des livres généalogiques relatifs aux bestiaux—5197 ; loi de 1879 a donné per-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. S. Fisher—*Suite.*

sonnalité civile à ces associations—5197, veulent maintenant nationalisation des registres généalogiques—5198 ; veulent faire apposer sceau ministre sur certificat—5198 ; veulent placer registres sous surveillance ministre de l'agriculture—5198 ; œuvre jusqu'à présent provinciale, s'agit de nationaliser—5198 ; deux amendements à la loi—5199 ; il y aura un personnel attaché au ministère—5201 ; ce bill est le résultat des demandes des associations—5202 ; importance de cette loi pour obtenir réduction de prix de transport—5203 ; espère que E.-U. accepteront ces certificats maintenant que revêtus du sceau du ministre de l'Agriculture—5204.

Première lecture—5204.

2e lecture—6049.

En comité—6049.

M. Lennox—Loi incomplète—6050 ; ne dit pas explicitement que l'association a le droit d'émettre certificat et exiger honoraires—6050 ; devrait décréter que certificats feront preuve devant tribunaux—6050 ; tout devrait être régi par Ottawa—6050.

Hon. Fisher—Associations jalouses de tenir elles-mêmes leurs registres—6050 ; difficile punir associations pour refus émission certificat—6051 ; fonctionnaire du département chargé d'apposer le sceau sera nommé sous responsabilité du ministre, sans ingérence des sociétés—6052.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6053.

Sanctionné—10043.

LOI DES BANQUES (AMENDEMENT).

Hon. Fielding—Dépose Bill (n° 181) modifiant la loi des Banques—7816 ; abolir toute limitation au nombre maximum des directeurs des banques—7817 ; conserver minimum de cinq directeurs—7817.

1re lecture—7817.

2e lecture—8898.

M. Maclean—Demande que gouvernement émette billets \$5 et \$10—8898 ; multiplicité des banques inspire pas confiance aux E.-U.—8898 ; billets du Canada auraient cours dans tous pays—8898.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—8898.

Sanctionné—10043.

LOI DU CENS ELECTORAL (AMENDEMENT).

Hon. C. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 52) modifiant la loi du cens électoral—856 ; pour permettre en cas de contestation de produire en cour, comme original, liste électorale imprimée revêtue de la signature de l'imprimeur du roi—856.

1re lect.—856.

2e lect.—2207.

En comité—2207.

Hon. Fitzpatrick—Lorsque quelqu'un voudra faire produire la liste originale, il sera toujours libre d'assigner le greffier de la couronne en chancellerie—2208.

M. R. L. Borden—Dépose nouvelle proposition—2207.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU CENS ELECTORAL (AMENDEMENT)—*Suite.*

Discussion remise—2209.

Discussion reprise—9413.

M. R. L. Borden—Bill modifié représente vues échangées en commun avec ministre Justice—9413.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—9413.

Sanctionné—10043.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

Hon. Emmerson—Dépose bill (n° 132) modifiant la loi concernant les chemins de fer de l'Etat—4306; pour faire circuler librement, sur le Canada-Atlantique les trains du réseau de chemin de fer de l'Etat—4306; dispositions générales—4307.

M. R. L. Borden—Raisons données par M. Blair pour prolonger l'I.C.R. à Montréal—4308; MM. Blair et Russell favorables à la prolongation de l'I.C.R. jusqu'à la baie Georgienne—4309; aujourd'hui, l'Etat ne veut plus construire des chemins de fer, mais exploiter des lignes privées—4309; le gouvernement devrait acheter Canada-Atlantique—4309.

Hon. Haggart—Opposé à l'achat de cette ligne ou du droit de passage—4310; un jour ou l'autre, il n'y aura plus d'avantage à transporter les marchandises de la baie Georgienne à Montréal—4311; opposé à la prolongation de l'I.C.R. à baie Georgienne à des conditions onéreuses ou non—4311.

Sir W. Laurier—Le gouvernement n'a entamé aucune négociation avec le Canada-Atlantique pour l'achat de la ligne—4312; le gouvernement n'entend pas maintenant faire circuler sur le C.A.R. des trains de l'I.C.R.—4312; il se fait autoriser par ce bill à le faire s'il lui plaît—4312; et alors les conditions seront réglées par la commission des chemins de fer—4312; c'est l'objet principal de ce bill, actuellement, la commission des chemins de fer n'a aucun pouvoir sur l'I.C.R.—4312.

L'hon. Fielding—L'hon. Haggart s'est chargé de répondre aux conservateurs qui prétendaient que le gouvernement libéral ruinait les Provinces maritimes en ne prolongeant pas l'I.C.R. jusqu'à la baie Georgienne—4313; les membres de l'opposition qui croient à l'utilité de ce prolongement ne devraient pas combattre ce bill—4314; en tout cas, le bill est simplement destiné à conférer pouvoir légal—4314.

M. Barker—Le gouvernement ne pourra obtenir aucun trafic s'il n'est pas propriétaire du chemin de fer—4316; le parlement n'est pas obligé de donner au G.T.R. le droit d'acheter cette ligne—4317.

M. Ingram—Inutile d'étudier le bill avant qu'il soit imprimé—4317; l'opinion de M. Emmerson quand il était simple député sur la nécessité du prolongement—4318.

2e lecture—6267.

En comité—6267.

Hon. Emmerson—Propose amendement à article 1er—6267.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. R. L. Borden—Se demande si le gouvernement ne s'expose pas à une demande de compensation qu'il use ou non de son pouvoir d'utiliser la ligne—6269.

Hon. Haggart—Le discours de sir Rivers Wilson—6269.

Hon. Emmerson—Aucun échange de correspondance avec compagnie intéressée—6270; la compagnie n'a aucun droit en équité ou autrement à compensation pour non-usage de la ligne—6272.

Article réservé—6274.

M. Bergeron—Demande qu'on étudie aussi la question de libre circulation jusqu'à Howick—6274; de là ou pourrait se raccorder au C.P.R. à St-Lambert—6274; comtés Beauharnois, Châteauguay, La Prairie intéressés—6274.

Hon. Emmerson—Promet étudier—6274.

Article 2—6275.

Hon. Emmerson—Gouvernement pourra exercer ce droit pour une période de temps, et au besoin, renouveler—6276.

Article 4—6276.

Hon. Emmerson—Gouvernement consent soumettre, pour transports à l'ouest de Montréal, les tarifs de l'I.C.R. à commission des chemins de fer—6278; I.C.R. pas autorisé à faire de trafic local sur cette ligne—6278; le tarif soumis à la commission devra donc être pour tarif lointain—6278; la commission aura le droit de fixer le tarif sur le trafic recueilli sur d'autres chemins et transporté par l'Intercolonial—6284.

M. Kemp—La commission ne peut pas déterminer les tarifs pour les transports venant des E.-U. et ne faisant que traverser le Canada pour aller à Portland—6287; l'Intercolonial sera lié et le G.T.R. ne le sera pas—6287.

Hon. Emmerson—Cite art. 273 permettant à commission de déterminer ces tarifs—6288.

M. Ingram—Partage avis du ministre—6290.

M. Kemp—S'oppose au bill parce qu'il ne dit pas l'arrangement que le gouvernement va conclure—6272; veut avoir sous les yeux les conditions du marché—6293.

En comité, reprise—7754.

Hon. Fitzpatrick—Soumet amendement disant que rien ne sera payé si gouvernement ne fait pas usage des pouvoirs accordés—7755.

Amendement adopté—7755.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7755.

Sanctionné—10043.

LOI DU MINISTRE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX (AMENDEMENT).

Hon. Emmerson—Dépose bill (n° 53) modifiant la loi du ministre des Chemins de fer et Canaux—855.

1re lecture—855.

2e lecture—1747.

En comité—1747.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU MINISTRE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX (AMENDEMENT)—*Suite.*

Hon. Emmerson—Pour introduire modification contenue au bill général d'adjudication des travaux publics—1747; imposer approbation du Gouverneur en conseil pour tout contrat—1747.

Hon. Foster—En adoptant cette loi, nous faisons une règle de ne plus demander de soumission pour travaux inférieurs à \$5,000—1750; cela devient la règle au lieu d'être une exception—1750; on ouvre la porte à des abus—1751.

Bill rapporté—1752.

3e lecture, adopté—1888.

Sanctionné—6211.

LOI DU COLLEGE ROYAL MILITAIRE (AMENDEMENT).

Sir Fred. Borden—Dépose bill (n° 169) concernant le Collège royal militaire J7140.

1re lecture—7140.

2e lecture—7420.

En comité—7420.

Sir Fred. Borden—Propose que dépense de traitements des professeurs ne dépasse pas total de \$30,000—7421; adopté—7421.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7421.

Sanctionné—10043.

LOI DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 36) basé sur les résolutions ayant pour effet d'amender la loi des chemins de fer—607.

1re lecture—607.

2e lecture—779.

M. Maclean—Demande remise à mardi de discussion en comité—774.

Remis—779.

En comité—1665.

Article 1er—Mode de possession de la charge de président, si ancien juge—1665.

M. W. F. Maclean—Opposé à l'avancement des juges—1665; article "Weekly Sun"—1665; opposé au mode de destitution par adresse des deux Chambres—1665; déclaration Blair—1666; président commission assimilé non à juge, mais à lt-gouverneur—1666; pourquoi changement?—1667; commission investie pouvoirs réellement législatifs—1667; tout corps investi de pouvoirs législatifs doit être responsable—1668; gouvernement demande à la Chambre de faire volte-face—1668; respecte juge Killam—1668.

Hon. Fitzpatrick—Partage opinion relative à promotion des juges—1668; opinion encore à l'état apostolique—1668; pas promotion dans le cas présent, mutation—1669; pas de changement dans le principe de destitution du président possible par exécutif—1669; mais extension du terrain du choix de président avec conditions spéciales—1670.

M. Sproule—Loi d'exception à outrance—1670.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT)—*Suite.*

Hon. Haggart—Demande si la loi s'applique seulement au président de la commission? 1671.

Hon. Fitzpatrick—Oui—1671; président arbitre suprême en questions de droit—1671; en réalité, un juge—1671.

M. Lennox—Président de la commission devient dans la même position qu'auditeur général—1672; mais impossible monter cabale parlementaire contre auditeur général—1672; grandes compagnies seraient assez puissantes pour contrôler parlement et empêcher révocation du président demandée par le peuple—1673; le parlement peut se trouver impuissant—1673; le gouvernement pourrait assurer cette situation privilégiée à un favori en le nommant d'abord juge et en le faisant ensuite passer à la commission—1674.

M. Monk—La loi détruit toute uniformité dans le titre et la durée de la charge—1677; les trois commissaires devraient être mis sur le même pied d'indépendance—1678.

Hon. Haggart—Est heureux de voir unanimité d'opinion dans l'opposition à promotion des juges—1679; le gouvernement prétend pouvoir juger et rescinder les actes de la commission sous sa responsabilité ministérielle—1679; que devient ce pouvoir si le président de la commission échappe à son contrôle—1680.

Hon. Fitzpatrick—Toute la loi a été faite dans le sens opposé à la responsabilité ministérielle—1681; l'ancien comité des chemins de fer du conseil privé en était la personnification, on l'a aboli—1681; donne composition de la commission des chemins de fer en Grande-Bretagne—1683.

Article adopté—1683.

M. Cockshutt—Le pays a souffert de la façon dont la position de président de la commission est devenue vacante—1684; article devrait être ajouté disant que le président ne peut se démettre sans le consentement du parlement—1684.

Hon. Fitzpatrick—Moyen difficile à trouver—1685; actuellement président qui abandonne sa charge perd ses droits à sa retraite—1686.

M. W. F. Maclean—Demande motion de censure contre M. Blair—1686; gouvernement devrait dégager sa responsabilité en infligeant blâme au coupable—1686.

Hon. Foster—On devrait trouver une pénalité pour obliger président démissionnaire à rendre jugement avant de se démettre—1689.

Hon. Fitzpatrick—Expose mesures prises pour obvier aux embarras causés par brusque départ de M. Blair—1690.

Article 2—adopté—1690.

Article 3—1690.

Hon. Fitzpatrick—Limite d'âge fixée pour commissaires à soixante-quinze ans—1690.
Art 4—1690.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. Lennox—Annonce que proposera amendement à troisième lecture—1690.

Préambule—1690.

M. W. F. Maclean—Propose amendement impliquant 'compagnies de messagerie' parmi les personnes ou compagnies soumises à l'Acte des chemins de fer—1690; les compagnies de messageries sont possédées par les chemins de fer et font partie de leur actif—1690; elles font payer le prix qu'elles veulent pour les transports—1691; elles sont assez puissantes pour empêcher le ministre des Postes de créer un système de colis postaux—1691.

M. Lennox—Aux Etats-Unis, les compagnies de messageries ont empêché les progrès de la poste rurale parce qu'elle leur faisait concurrence pour les paquets—1692.

Sir W. Laurier—Motion pas dans l'ordre—1692; un bill conçu dans les mêmes termes figure au feuilleton—1692; quand il viendra, question sera discutée—1692; on cherche à introduire un bill par un faux-fuyant—1695; avis doit être donné si on veut introduire dans un bill des dispositions nouvelles—1696; décision de l'ex-orateur Ouimet—1696.

M. Ingram—Invoque entente avec ministre de la Justice lors de présentation du bill Maclean—1698.

Sir W. Laurier—En face de l'entente n'insiste pas—1699.

Hon. P. White—Objection premier ministre bien fondée—1700; à moins de consentement du gouvernement, amendement de cette nature ne peut pas être introduit—1700.

M. Henderson—Est opposé aux innovations—1702; amendement Maclean irrégulier—1702.

M. Maclean—Consent au rapport du bill—1704.

Bill rapporté—1704.

Hon. Fitzpatrick—Propose 3e lecture—1884.

M. H. Lennox—Propose rayer art. 4, relatif à pension du président de la commission si c'est un juge—1884.

Hon. Fitzpatrick—Article nécessaire dans le bill pour réaliser le but qui est de permettre à un juge d'accepter la charge de président—1886.

M. Sproule—Loi injuste—1886.

Amendement Lennox mis aux voix—1886.

Amendement rejeté, 47 pour, 93 contre—1887.

3e lecture, adopté—1887.

Sanctionné—6211.

LOI DES COMMISSAIRES DU PORT DE MONTREAL (AMENDEMENT).

Hon. R. Préfontaine—Présente bill (n° 192) concernant commissaires du port de Montréal—9243; autorisant à participer pour \$6,000 à l'érection d'un monument à hon. John Young—9243.

1re lecture—9243.

2e lecture—9504.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DES COMMISSAIRES DU PORT DE MONTREAL (AMENDEMENT)—*Suite.*

Hon. Préfontaine—Initiative vient de la commission du port—9505; souscription générale, coût prévu de la statue \$20,000; participation de la commission, \$6,000—9505.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—9505.

Sanctionné—10043.

LOI DE LA COMMISSION DU PORT DE QUEBEC (AMENDEMENT).

Hon. L. P. Brodeur (pour Hon. Préfontaine)—Dépose bill (n° 37) amendant la loi de la commission du port de Québec—607; pour étendre juridiction jusqu'à Pointe-au-Père, pour empêcher arrêt à Saint-Barnabé pour embarquer pilotes—608.

1re lecture—608.

2e lecture—1296.

Hon. Préfontaine—Pour empêcher deux arrêts: à la Pointe aux Pères pour dépêches et au Bic pour pilote—129; demandé par association des armateurs—129.

En comité—1297.

Rapporté—1298.

3e lecture, adopté—1298.

Sanctionné—6211.

LOI DES COMPTEURS A EAU.

Hon. L. P. Brodeur—Dépose bill (n° 188) concernant l'inspection des compteurs à eau—8884.

1re lecture—8884.

2e lecture—9626.

En comité—9626.

M. McColl—Demande que le gouvernement fixe les honoraires de loyer des compteurs imposés par les compagnies—9627.

Hon. Brodeur—Impossible intervenir dans contrats privés—9628.

Hon. Brodeur—Dispositions relatives au paiement des honoraires d'inspection—9628.

Bill rapporté—9628.

3e lecture, adopté—9745.

Hon. Brodeur—Propose amendements du Sénat, autorisant pied cube comme étalon à Toronto—10040.

Adopté—10040.

Sanctionné—10043.

LOI DE LA COUR SUPREME ET D'ECHIQUIER (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 205) concernant juges cour suprême et d'échiquier—9984; relèvement des traitements—9984.

1re lecture—9984.

2e lecture—10020.

En comité, rapporté; 2e lecture, adopté—10020.

Sanctionné—10043.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI CRIMINELLE DE 1892 (AMENDEMENT)

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 196) amendant loi criminelle 1892 pour supprimer timbres de commerce—9291; punit celui qui émet, reçoit ou demande des timbres de commerce—9291.

2e lecture—9629.

En comité—9629.

Hon. Fitzpatrick—Conflit judiciaire dans Québec—9630.

M. H. Gervais—Pas d'intérêt personnel—9630; loi demandée par tous les marchands et commerçants du Canada—9630; résolutions chambre de commerce de Toronto—9630; de Halifax, de Berlin, de Montréal, de St-Jean, N.-B.—9633; association des marchands de détail, division Ste-Marie et autres—9635; contre l'institution des timbres il y a tout le commerce du Canada—9623; l'institution est soutenue par quelques faiseurs et monteurs d'affaires—9636; législation prohibitive d'Ontario—9636; législation de Québec—9637; législation américaine—9638; constitutionnalité des lois provinciales spéciales—9638; aucun doute sur le droit du parlement fédéral de légiférer en matière de commerce—9639; raisons en faveur du bill—9639; mode d'opérer des agents des compagnies de timbres—9640; effets pernicieux et désastreux du timbre—9641; contraire à tout principe de circulation monétaire—9641; émission de papier-monnaie sans responsabilité—9641; escroqueries sous couvert de timbres—9642; valeur de l'argument d'empiètement sur la liberté individuelle—9642; tous les codes empiètent sur la liberté—9642; pas question de parti, question d'honnêteté commerciale—9643.

Hon. Fitzpatrick—Propose supprimer paragraphe imposant inscription de valeur et rachat en tout temps—9643; objet du bill est de supprimer les coupons rachetables; ailleurs qu'au magasin de distribution ou chez le marchand même des articles—9644.

M. Barr—Démoralisation résultant du système—9645.

M. Porter—S'oppose à radiation—9645.

M. A. A. Wright—Opposé à toute espèce de coupon de prime—9646.

Hon. Fitzpatrick—Conseille que comité lève sa séance, demande à examiner le bill—9647; veut qu'il existe un délai pour rachat des timbres en existence—9647; opposé en principe à l'intervention de l'Etat dans les affaires des particuliers—9647.

M. R. L. Borden—Admet loi va très loin et sort des sentiers battus—9649; il voudrait autant taxer d'offense criminelle tous ceux qui exploitent la crédulité publique—9648; en poussant ce principe à sa dernière limite on quintuplerait le code criminel—9649; le commerce souffre d'autres abus au moins aussi criants—9649; magasins à rayons, ventes de déballages—9649.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CRIMINELLE DE 1892 (AMENDEMENT)—*Suite.*

Sir W. Laurier—Cette législation se recommande d'elle-même—9649; c'est une loterie, loterie défendue—9649; impressionné par les nombreuses délégations qui ont dénoncé ce fléau—9650.

M. A. Wright—Le public commence à être convaincu de la cessation fatale de ces opérations et s'y prépare—9650.

M. Kemp—Demande cessation des abus—9650.

Sir W. Laurier—Explique comment cette opération procède de la loterie—9652.

M. Macpherson—Cette loi est pour protéger le commerçant—9652; l'industrie des timbres de commerce est du pur chantage—9652.

Hon. Lemieux—Ce sont les commerçants qui protestent contre les procédés de M. Wilder à Montréal—9653.

M. Crockett—On réserve sa sollicitude pour le vendeur et pas pour l'acheteur—9653.

Hon. Fitzpatrick—Soumet amendements—9653.

Adoptés—9654.

M. Guthrie—Propose amendement laissant à l'accusé choix de procès sommaire ou par jury—9654.

Adopté—9654.

Rapporté—9655.

Hon. Fitzpatrick—Propose 3e lecture—9746.

M. R. L. Borden—Le bill va trop ou pas assez loin—9746; loi caduque—9746; le bill n'empêche pas le principe de loterie 9746.

Sir W. Laurier—Objet du bill, atteindre timbre vert—9746; atteint ce but—9746; s'il surgit d'autres modes de tromper le public, le parlement avisera—9747.

Bill lu 3e fois, adopté—9747.

Sanctionné—10043.

LOI DES DROITS DES DOUANES (AMENDEMENT).

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 190) amendant l'Acte des douanes de 1897—9212.

1re lecture—9212.

2e lecture—9984.

En comité—9984.

Hon. Fielding—Ajoutera disposition pour protéger achats de blanc de plomb faits avant prononcé du tarif—9985; suggère admission à l'ancien tarif jusqu'au 1er avril—9985.

Hon. Foster—Lit lettre marchand de Montréal, suggère 1er septembre, adopté—9985.

Hon. Foster—Demande pour vins d'Australie mêmes avantages que pour ceux d'Afrique du Sud—9986; droits sur le ciment deviennent plus que du tarif de revenu—9989.

M. Kemp—Se plaint de 5 p.c. d'escompte accordé aux marchandises achetées aux E.-U. avant d'appliquer la "dumping clause"—9990; les Américains profitent de la marge de 5 p.c.—9992.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DES DROITS DES DOUANES (AMENDEMENT)—*Suite.*

Hon. Paterson—Conseil des douanes dit marge nécessaire pour appliquer la loi—9992.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—9992.

Sanctionné—10043.

LOI DES ELECTIONS CONTESTEES (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 159), loi modifiant l'acte des élections fédérales contestées—6232; élections nouvelles provinces—6232.

1re lecture—6232.

2e lecture—8982.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—8982.

3e lecture, adopté—9098.

Sanctionné—10043.

LOI DE L'EMPAQUETAGE ET VENTE DE CERTAINES DENREES (AMENDEMENT).

Hon. S. Fisher—Dépose bill (n° 121) modifiant la loi de l'empaquetage de certaines denrées—2544; boîtes pour emballage des pommes—2544.

1re lecture—2544.

2e lecture—2951.

En comité—2951.

M. Henderson—Opposé au bill—2951; demande texte des délibérations de sociétés d'agriculture ayant accepté termes du bill—2952; absurde imposer une boîte qui ne contient pas un tiers de baril et contient plus d'un quart—2953; va nuire aux marchands de pommes du comté d'Halton—2953.

M. Campbell—Le commerce a beaucoup souffert des barils mal faits—2954; dans les boîtes, la qualité du bois et la confection de la boîte sont moins importantes—2954.

Hon. Fisher—Délibérations de l'association des horticulteurs d'Ontario—2954; assemblée de Leamington—2954; réunion de Hemmingford, Q.—2953; réunion de Charlottetown—2953; lettres Smith, Hunt, Vroom, Russell, Wilson—2957.

M. Miller—La contenance des boîtes, relativement aux anciennes mesures, importe peu—2450; du moment où les dimensions sont déterminées par la loi, l'acheteur sait ce qu'il achète—2959.

Hon. Fisher—Le bill porte que la loi entrera en vigueur le 1er janvier 1906—2960; propose en amendement 1er juin 1906—2960.

M. Henderson—Demande 1er janvier 1907—2960.

Amendement Fisher adopté—2960.

Bill rapporté, voté 3e fois, adopté—2960.

Sanctionné—6211.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE L'EMBALLAGE ET DE LA VENTE DE CERTAINES DENREES PERISSABLES.

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 152) relatif à l'emballage et à la vente de certaines denrées périssables—6088.

1re lecture—6088.

2e lecture—6107.

En comité—6107.

Hon. Sydney Fisher—Bill a pour objet de charger ministère d'Agriculture qui inspecte le marquage des colis de fruits de surveiller l'empaquetage égale des fruits—6107; le reste du bill continuera à être à charge ministère du Commerce—6107.

M. Henderson—Ministre de l'Agriculture se charge aux dépens de ses collègues—6109; déjà assez à faire—6109.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6111.

Sanctionné—6211.

LOI DE FINANCES.

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 165) accordant à S. M. certaines sommes pour 1905 et 1906—7121.

1re lect., 2e lect., comité, rapporté, 3e lect., adopté—7121.

Sanctionné—7173.

LOI DE FINANCE.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 206) accordant à Sa Majesté certaines sommes pour exercices 1905 et 1906—10024.

1re lect., 2e lect., en comité, rapporté, 3e lect., adopté—10025.

Sanctionné—10043.

LOI DE L'INSPECTEUR DES ASSURANCES ET DU DIRECTEUR DE LA SANTE PUBLIQUE.

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 200) concernant surintendant des assurances et directeur santé publique—9912; pour donner rang de députés-ministres sans modifier appointements—9912.

1re lecture—9912.

2e lecture proposée—9913.

M. Maclean—Scandales d'assurances aux E.-U.—9913; demande que question de réforme à loi des assurances soit mise à l'étude pendant la vacance—9913.

Hon. Fielding—M. Fitzgerald, fonctionnaire aussi honnête que zélé—9914.

M. R. L. Borden—Compte que question sera étudiée pendant vacance—9914; et amendements soumis prochaine session—9914.

2e lect., comité, rapporté, 3e lect., adopté—9914.

Sanctionné—10043.

LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE DES GRAINES DE SEMENCE.

Hon. Fisher—Dépose le bill (n° 7) concernant l'inspection et la vente des graines de semence.

1re lect.—67.

2e lecture—337.

En comité—337.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE
DES GRAINES DE SEMENCE—*Suite.*

- Hon. Fisher—Virtuellement même loi que celle présentée dernière session—337 ; empêcher vente de graines impures ou mauvaises herbes mélangées aux graines vendues—338 ; enquête faite—338 ; souvent mauvaises graines inconnues des acheteurs—338 ; valeur germinative maintenant déterminée scientifiquement—339 ; substance du bill indiquée—340.
- M. Sproule—La droite responsable si bill pas devenu loi—340 ; grainetiers pas hostiles à cette législation—341.
- Hon. Fisher—Principales objections l'année dernière soulevées par la gauche—342.
- Art. 2—342 ; énumération des mauvaises graines, obligation d'indiquer présence—342.
- M. W. F. Maclean—Demande s'il est vrai que dans l'ouest il y a plus de mauvaises herbes qu'autrefois, surtout dans la région du blé—344.
- Hon. Fisher—Le manque de sarclage les développe dans l'ouest—344 ; elles diminuent dans l'est—345.
- M. Cockshutt—Demande que la loi s'applique aux cultivateurs qui vendent des graines comme aux marchands de grain—346.
- Hon. Fisher—Gouvernement veut pas intervenir dans commerce entre particuliers—349.
- M. A. A. Wright—Les cultivateurs qui échangent ou vendent des graines entre eux savent à quoi s'en tenir sur la qualité de ce qu'ils achètent—350.
- M. Walsh—Désire savoir si un marchand qui achète d'un cultivateur et revend à un cultivateur échappe à la loi—350.
- Hon. Fisher—Transaction directe seule exceptée—350 ; cultivateur punissable si vend à un marchand du grain mauvais pour revendre—351.
- M. Barr—La loi est un nid à procès—351.
- M. Clements—Demande si la loi s'applique aux meuniers qui revendent du grain—353.
- Hon. Fisher—A tous ceux qui vendent des graines—353.
- M. Lennox—Trouve que le cultivateur devrait être protégé dans toutes les ventes de grain—353 ; suggère modification—353.
- M. Armstrong—Demande coût d'un appareil d'épuration du grain—354.
- Hon. Fisher—Les grands \$800—354 ; pour cultivateurs, petites vanneuses \$30 à \$40—354 ; quinze marchands au Canada ont grands appareils—354 ; pas de monopole à redouter—354.
- M. Clements—Cette loi va embarrasser gravement les cultivateurs—355.
- M. Cockshutt—Impossible nettoyer le grain de toutes impuretés—356.
- M. A. A. Wright—Les restrictions favorisant la culture de meilleurs grains—356 ; exemple américain—357.
- Article réservé—357.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE
DES GRAINES DE SEMENCE—*Suite.*

- Article 4—Marque n° 1 des graines, description—357.
- M. Lennox—Cet article en contradiction avec art. 5, permettant au gouv. général d'établir le maximum admissible de mauvaises graines—358 ; cette loi tend à éliminer les cultivateurs du commerce des graines et le confier à une poignée de spéculateurs—361.
- Hon. Fisher—Expose expériences faites relativement aux pourcentages—363.
- M. Schaffner—Art. 5 rédigé, incompréhensible—363.
- M. Cochrane—Si le ministre n'entend pas mieux la culture qu'il ne comprend sa loi, aurait eu du mal à gagner sa vie par la culture—363.
- Hon. Fisher—Article 5 nécessaire pour statuer sur pureté absolue, autant que possible—364.
- Article 7—Exemptions de la loi—364.
- M. Chisholm—On devrait éduquer le cultivateur—365 ; on devrait lui faire connaître les échantillons de mauvaise graine—365.
- M. Cockshutt—Demande si la loi s'applique aux semences d'exportation—365 ; certaines graines de mauvaises herbes du Canada pourraient ne pas germer à l'étranger, inutile déprécier par une marque les graines exportées—366.
- M. A. A. Wright—Le Canada devrait se faire la réputation d'exporter les meilleures graines—366 ; Canada et graine de chou-fleur—366 ; il est bon que le commerce des graines soit restreint en un petit nombre de mains—367 ; permet d'acheter au prix du gros—367.
- M. Miller—Voudrait un certificat du vendeur à l'acheteur que telle graine est vendue pour ensemencement—367 ; sans ce certificat graine sera considérée vendue pour autre fin—368.
- Hon. Fisher—En Europe, lois beaucoup plus sévères—369.
- Article —pénalités—369.
- M. Cockshutt—Amende exorbitante—370 ; le vendeur a toute la responsabilité, on ne sait où elle cesse—370.
- Hon. Fisher—Le ministre de l'Agriculture devra en connaître de toute poursuite—371.
- M. A. Martin—Le département ne devrait pas être libre d'intenter poursuites—372.
- M. Lennox—On ne peut pas en appeler si le magistrat n'a pas outrepassé son mandat—376 ; il pourrait y avoir punition cumulative—377 ; une pour chaque paquet en la possession du marchand—378.
- Hon. Foster—On pourrait fixer un maximum total—378.
- Article réservé—378.
- Art. 9—Inspection—378.
- M. Sproule—Encore une position pour affaîmé—378.

BILLES DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE
DES GRAINES DE SEMENCE—*Suite.*

Hon. Fisher—M. Sproule représente faussement, de propos délibéré, l'objet du bill—378.

M. Sproule—Rappelle à l'ordre—379.

M. l'Orateur-suppléant—Les deux députés ont été trop loin—379; imputations malhonnêtes de part et d'autre—379.

Hon. Foster—Coup double—379.

Hon. Fisher—Expose les modes d'analyse et d'expertise—352; analogue à l'acte d'inspection et à la loi des douanes—382.

Art. 18—Délai des poursuites—390.

M. Lennox—Demande de restreindre à six mois—390.

Hon. Fisher—La loi tend à prévenir plutôt qu'à punir—391; la durée de mise en suspens peut provoquer crainte salulaire—391.

Article 2—Mise en vigueur, sept. 1905—391.

M. Cockshutt—Demande de retarder—391.

M. P. H. Mackenzie—Au nom des cultivateurs, demande pas de retard—393.

M. A. A. Wright—Si graines sont bonnes dans Ontario, pas de danger, pas de besoin de retarder—393.

M. Henderson—Opposition critique la loi ne la combat pas—394; bonnes raisons pour retarder mise en application—394; opposition a contribué à rendre bill acceptable—394.

Hon. Fisher—Propose que le comité lève sa séance—395; heureux que l'opposition ne combatte pas le bill de parti pris—395.

Discussion remise—395.

Reprise en comité—1207.

Article 3—Pas de graines de mauvaises herbes, noms des vendeurs, exceptions—1207.

M. Cockshutt—Proteste contre article "Globe"—1208; délégation et ministre de l'Agriculture—1208; la loi pose un principe et le viole aussitôt—1208; la loi doit s'appliquer aux producteurs comme aux vendeurs—1209; permet la vente dans une grange, la défend dans un magasin—1209; l'échange de graines entre voisins est mauvaise, il vaut mieux prendre graines de terrains éloignés—1209; impossible inscrire sur le sac tous les noms prescrits par la loi—1209; inscription des mauvaises herbes contenues empêchera vente de nos graines à l'étranger—1210; exportation à l'étranger de \$1,300,000—1211; rapport de la commission d'agriculture anglaise—1212; lettres, correspondances 1213; demande renvoi à comité d'agriculture ou à comité spécial—1213.

Hon. Fisher—Il est difficile de déterminer exactement la valeur du produit, donc il faut en entourer la vente de toutes les sauvegardes possibles pour l'acheteur—1214; celui qui achète du cultivateur a plus de chance de savoir ce qu'il achète que du marchand—1215.

M. Sproule—Les gens achètent de cultivateurs qu'ils n'ont ni vus ni connus—1216.

BILLES DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE
DES GRAINES DE SEMENCE—*Suite.*

Hon. Fisher—A déjà limité l'article en ne faisant exception que pour le cultivateur qui vend la graine chez lui—1218.

M. Ward—Demande remise de discussion—1218.

M. Barr—Demande qu'il ne soit pas fait de changement à la partie de la loi qui permet aux cultivateurs de continuer à se vendre entre eux de la semence—1219.

M. Osler—L'article 2 ne protège pas l'acheteur—1220.

M. Blain—Les neuf dixièmes des ventes de graines en Canada se font entre cultivateurs—1221; soit directement, soit par l'entremise du marchand de la localité—1221.

M. Sproule—Demande renvoi au comité de l'agriculture—1226.

M. Osler—Demande s'il existe des lois analogues en Angleterre et aux E.-U.—1227.

Hon. Fisher—Pas en Angleterre—1227; loi analogue dans l'Etat du Maine—1227.

M. Sproule—Si le bill permet de tout vendre sauf les criblures, où est son utilité?—1228.

Hon. Fisher—C'est déjà beaucoup d'empêcher de vendre les criblures—1229.

M. W. D. Staples—Ce bill ne donnera aucune sûreté au Manitoba—1229; cite la loi du Manitoba—1230; demande de soumettre question à commission d'agriculteurs—1230; demande petites fermes modèles—1231.

M. M. S. Schell—Dispositions du bill pas trop sévères—1232; le bill est raisonnable—1232; il faut surveiller nos exportations de grains de semence—1232.

M. Clements—Les grainetiers et les sociétés d'agriculture de son comité déclarent le bill impraticable—1233.

M. A. A. McLean—Demande si la loi du Manitoba est *ultra vires*—1234.

Hon. Fisher—Le ministre de la Justice considère qu'elle touche au commerce, ce qui est matière fédérale—1234.

M. T. Martin—Excellent projet—1234; pas extraordinaire que les grainetiers s'y opposent, protège les cultivateurs—1234; comme cultivateur, dit que le bill devrait être adopté tel quel—1234.

M. Cockshutt—Pas un cultivateur de son comité ne lui a reproché son attitude—1238.

Hon. Fisher—La loi s'applique aux graines d'exportation comme aux autres—1238; mais, en vertu d'un amendement maintenant proposé, les criblures pourront être vendues pour l'exportation si elles sont ouvertement désignées sous ce nom—1240.

M. Henderson—La délégation de grainetiers avait apporté des échantillons—1240; ils étaient tous bons, moins un—1240; donc la loi n'est pas aussi urgente qu'on le dit—1240.

M. J. Herron—Ce bill créera accaparement et monopole—1240.

BILLES DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE
DES GRAINES DE SEMENCE—*Suite.*

M. Boyce—Demande si l'on nommera de nouveaux fonctionnaires pour appliquer la loi—1241.

Hon. Fisher—Non, toute personne lésée pourra intenter un procès—1241.

M. Carvell—Au Nouveau-Brunswick les graines de plantes fourragères employées viennent de l'Ontario et elles sont mauvaises—1242; si le bill assure de bonnes graines, il importe peu qu'il soit draconien—1242.

M. Walsh—Commerçants de chevaux d'Huntingdon sont foncièrement honnêtes—1244; demande qu'on lui prouve que la mesure est viable—1244.

Article 8—(Amendes, responsabilité, rapport du magistrat)—1244.

Hon. Fisher—L'objet de la loi n'est pas d'imposer de fortes amendes mais d'assurer la bonne exécution de ses prescriptions—1245.

M. Boyce—Demande d'ajouter "sciemment" pour la commission de l'offense, afin d'adoucir la loi—1245.

M. R. L. Borden—Demande que l'amende ne soit pas la même pour une grosse vente que pour une petite—1246.

M. Wm. Wright—Difficulté de tenir compte de toutes les ventes de graines—1249.

M. R. L. Borden—Demande renvoi au comité de l'agriculture—1252.

M. Sproule—On ne fait plus aucun cas, en Chambre, du comité d'agriculture—1253.

Article 11—Prélèvement d'échantillons; art. 11 analyse—1254.

M. Cockshutt—Article condamnable—1260; valeur des analyses d'après comité d'agriculture de la Chambre des communes d'Angleterre—1260; persécutions politiques inévitables—1261; le marchand à la discrétion du premier délateur venu—1261.

Hon. Fisher—Personne, à l'exception de l'inspecteur, n'a le droit de prélever de force des échantillons—1262.

M. R. L. Borden—A moins que ceci ne soit clairement exprimé, le bill entraîne des inconvénients—1265.

M. Taylor—Demande qu'on laisse un peu de côté le bill et qu'on avance la discussion des prévisions budgétaires—1267.

M. Cockshutt—Demande que l'interprétation de l'article donnée par le ministre soit ajoutée au bill—1263.

Article 7—Exceptions—1270.

Hon. Fisher—Propose d'ajouter que les graines seront étiquetées "cimblures" et gardées ou vendues pour l'exportation—1271.

Reprise en comité—1869.

Hon. Fisher—Soumet amendements à art. 10-11-12 conformes aux vues exprimées dans la discussion et à l'opinion ministre de la Justice—1872.

Adoptés—1872.

BILLES DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE
DES GRAINES DE SEMENCE—*Suite.*

M. Hughes—Lit lettre protestation contre le bill de O'Hagg, marchand de graines à Oakwood, Ont.—1874-1877.

M. Boyce—Ramène art. 8—1878; l'innocent, en vertu de cet article, est puni sans avoir rien fait—1878.

M. Cockshutt—Demande remise à plus tard du bill—1879.

M. Lalor—Interroge le ministre sur l'existence de "The Canadian Seed Growers Association"—1880.

Hon. Fisher—Le commissaire des graines de semence du gouvernement agit comme secrétaire association—1881.

M. Cockshutt—Cette société fait concurrence aux marchands réguliers—1881.

Hon. White—Propose remettre à plus tard le bill—1883.

Bill rapporté—1884.

Hon. Fisher—Propose 3e lecture.

M. Cockshutt—Propose bill soit pas lu 3e fois mais soit renvoyé à comité spécial—1952.

M. l'Orateur—Motion irrégulière, impossible proposer renvoi 3e lecture et amendement en même temps—1953.

M. Cockshutt—Propose ordre du jour soit rayé et bill renvoyé à comité spécial pour étude—1953; délai pour application—1653; exception en faveur des cultivateurs au détriment des commerçants—1953; impossible se conformer aux dispositions relatives à analyse des graines—1954; nombreuses protestations—1955; bill mal digéré—1956; la Chambre n'a pu ni entendre, ni comprendre le ministre—1956.

Hon. Fisher—Le comité général de la Chambre a étudié le bill—1956; c'est le meilleur comité possible—1957; insiste sur troisième lecture—1957.

M. Lennox—Ce bill aurait dû être soumis au comité d'agriculture—1957; pas opposé au principe du bill—1957.

M. Boyce—I faut consulter des experts—1958; absurde de traîner devant les tribunaux le détenteur d'objets contrevenant à la loi, s'il ne sait pas que ces objets y contreviennent—1959.

M. Elson—La loi fera baisser le prix des graines que les cultivateurs vendent et hausser celui des graines qu'ils achètent—1959; exemples—1960; tant qu'il n'y aura pas d'appareil sûr pour séparer mauvaises graines des bonnes, bill inapplicable—1960; importance de l'agriculture—1961; demande remise du bill à prochaine session—1961.

M. Sproule—Importance du comité d'agriculture—1962.

M. Henderson—Votera pour l'amendement, mais pas opposé au bill—1964.

M. Ingram—Même opinion—1964.

M. W. Wright—Loi inapplicable—1964; qualité des graines jamais désignée par marchands de gros avec numéros, indiquée par noms d'animaux—1965; se refuse à voter loi dont effet sera nul—1965.

M. Clements—Bill sera la ruine des mineurs—1966.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE
DES GRAINES DE SEMENCE—*Suite.*

Amendement Cockshutt rejeté sur division—1966.

M. Lennox—Propose que le bill ne soit pas lu 3e fois, mais renvoyé au comité général pour faire certains amendements—1966; explique amendements, réduction des amendes—1968.

Hon. Fisher—Chiffre des amendes a été fixé par comité général—1968.

M. Blain—Lit circulaire du cercle agricole du comté de Peel pour l'échange de semences; demande si échanges pourront se faire avec la loi proposée—1969.

Hon. M. Fisher—Oui, s'ils se font conformément à la loi—1969.

M. Lancaster—Se plaint du chiffre élevé des amendes—1970; amende pour contravention devrait être très légère—1970.

Amendement Lennox, rejeté sur division—1970.

Motion Fisher pour 3e lecture adoptée—1970.

Bill lu 3e fois, adopté—1970.

Bill (n° 7)—Amendements du Sénat—7754.

Hon. Fisher—Amendements de rédaction simplement—7754.

Amendements lus et agréés—7754.

Sanctionné—10043.

LOI D'INSPECTION DES GRAINS (AMENDEMENT).

Hon. Fisher—Dépose bill (n° 174) modifiant la loi de l'inspection quant au choix des types marchands et des échantillons—7586; 1re lecture—7586; 2e lecture—9613.

En comité—9613.

Hon. Fisher—Amendement demandé par associations de Winnipeg intéressées au commerce de grains—9613; pour permettre à un petit comité du "Grain Standard Board" d'examiner échantillons arrivés trop tard pour assemblée régulière—9613.

Hon. T. Greenway—Pense que classifications commerciales devraient être abolies—9614; inconvénient—9614; stabilité des types aux E.-U.—9614; voudrait plus de facilités données au cultivateur pour vendre son blé—9615; suggestions—9617.

Hon. Fisher—Reconnait utilité d'inspection bien faite—9618; ne voudrait rien accepter qui semblât manquer de confiance dans M. Horne, inspecteur en chef à Winnipeg—9618; difficultés de l'inspection suivant les saisons—9619; demande d'un inspecteur adjoint à Winnipeg, intermédiaire entre les cultivateurs qui expédient leur blé eux-mêmes et le bureau d'inspection, très acceptable—9620; loi actuelle très soigneusement préparée, vaut mieux n'y pas faire d'amendement grave—9620.

M. Lake—Il vaudrait mieux, si c'était possible, vendre le blé sur échantillon—9622.

M. Turriff—Les cultivateurs du Manitoba ne reçoivent pas suffisamment pour leurs blés inférieurs—9622.

M. Campbell—Expose les spéculations sur blé n° 2—9623.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI D'INSPECTION DES GRAINS (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. Jackson—Les inspecteurs ne sont pas infaillibles, exemple—9623; approuve projet d'un intermédiaire suggéré par M. Greenway—9625.

M. Crawford—Nomination d'un fonctionnaire intermédiaire très nécessaire—9626; exemple d'erreurs—9626.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—9626.

Sanctionné—10043.

LOI DE L'IRRIGATION DU N.-O. (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 161) loi amendant l'acte de l'irrigation du N.-O.—6232.

1re lecture—6232.

2e lecture—8988.

En comité—8988.

Hon. Oliver—A l'avenir fonctionnaire d'Alberta s'occupera de ce service—8988.

Bill rapporté—8988.

3e lecture adoptée—9098.

Sanctionné—10043.

LOI DES JUGES DES COURS PROVINCIALES.

Ho. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 204) concernant les juges des cours provinciales—9983; relèvement des traitements—9983.

1re lecture—9983.

2e lecture—10016.

En comité—10016.

Hon. Fitzpatrick—Rien dans le bill n'autorise à infliger une punition pour juge qui enfreindrait la clause l'empêchant de se livrer à occupations étrangères à ses fonctions—10018; compte sur leur honneur et respect de leur position—10018.

M. Lennox—Insiste pour empêcher juges d'agir comme arbitres entre particuliers—10018.

Hon. Fitzpatrick—Propose ajouter clause pour limiter à \$200, indemnité de déplacement—10019.

Discussion remise—10019.

Hon. Fielding—Propose résolution corrigeant erreurs et omissions dans distribution énumérative des juges—10020.

Lue première et deuxième fois, adoptée—10021.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—10021.

Sanctionné—10043.

LOI DES MATELOTS (AMENDEMENT).

Hon. R. Préfontaine—Dépose bill (n° 147) loi modifiant l'Acte des matelots—4869.

1re lecture—4869.

2e lecture—7591.

En comité—7591.

Hon. R. Préfontaine—Remplace bill (n° 38) retiré—7591; rédigé pour répondre à toutes les demandes des armateurs de la Colombie-Anglaise—7591; proposé aux engagements autorisés à faire faire son travail par d'autres personnes—7591; gouvernement règle taux des honoraires—7593.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DES MATELOTS (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. Ames—S'opposé à la levée de l'interdiction contre emploi d'aubergistes pour embauchage—7593.

Hon. Préfontaine—Conditions différent entre Québec et Colombie-Anglaise—7593.

M. Macpherson—La loi actuelle prive la Colombie-Anglaise d'un commerce considérable—7594 ; ce sont les armateurs qui paient la prime d'engagement, pas les matelots—7594 ; il en coûte jusqu'à \$50 par tête pour recruter un équipage—7594 ; les gages d'un matelot n'y suffiraient pas—7594.

Hon. Foster—Si le montant de cette prime de \$50 était ajouté au salaire des matelots au lieu d'être payée à des racleurs, on trouverait plus facilement des matelots—7595 ; cette mesure encourage le pillage des matelots par le leueur—7596.

Hon. Préfontaine—Lit correspondance chambre de commerce de Victoria—7601.

Hon. Fitzpatrick—Origine de la loi actuelle—7604 ; affaire Pelletier à Québec—7605 ; on peut atteindre le but visé par le bill nouveau en augmentant l'honoraire de recrutement—7605 ; on n'arrivera à rien en permettant aux tenanciers de maisons de pensions d'agir comme préposés aux engagements—7606.

M. Gallihier—De cette façon les matelots n'auront pas de lieu pour se réfugier en attendant un engagement—7606.

Hon. Préfontaine—Consent que le bill soit modifié pour que les trafiquants de liqueurs ne puissent pas être préposés aux engagements—7607.

Discussion remise—7607.

Discussion reprise en comité—9244.

Hon. Préfontaine—Indique changements au bill primitif—9245 ; loi défendant nomination comme préposés aux engagements des tenanciers d'hôtels, auberges, etc., reste en vigueur en C.-A.—9245 ; le capitaine ne peut nommer que deux adjoints soumis à l'approbation du ministre de la Marine—9246.

M. Borden—Changements répondent aux objections—9246.

Bill rapporté amendé ; lu 3e fois, adopté—9246.

Sanctionné—10043.

LOI DE LA MILICE (AMENDEMENT).

Sir Fred. Borden—Dépose bill (n° 170) ayant pour objet de modifier l'Acte de la milice—7147.

1re lecture—7147.

Sir Fred. Borden—Propose 2e lecture—7421.

Hon. Foster—Occupation d'Halifax et Esquimalt indique tendance vers armée permanente—7421 ; pouvons être entraînés à dépense considérable—7422 ; veut étudier côté financier de la question—7422 ; frais qu'entraîne l'occupation—7422 ; nécessité de bons tireurs—7423.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE LA MILICE (AMENDEMENT)—*Suite.*

Sir Fred. Borden—S'en tient à la création de dépôts de troupe permanente pour instruire milice active—7424 ; pas de dessein d'édifier une armée permanente—7424 ; pays se développe, nécessité d'augmenter nombre de dépôts—7425 ; plan général—7426 ; lettre adjudant général, le soldat canadien est le mieux payé du monde—7427 ; aucune difficulté à recruter—7428 ; critiques injustes quant aux intentions dans lesquelles se fait occupation d'Halifax et Esquimalt—7429 ; coûtera \$1,000,000 par année—7429.

Hon. Tisdale—Demande état estimatif—7430 ; certaines personnes opposées—7432 ; différence entre troupe permanente et armée permanente—7433.

M. Bergeron—La dépense de la milice a doublé depuis 1896—7434.

Discussion remise—7434.

Discussion reprise—9396.

Hon. Foster—Ecart étrange entre sommes affectées au personnel et à l'état-major et à la partie agissante ou ouvrière de la milice—9396 ; solde état-major augmentée de 50 p.c., somme pour manœuvres diminuée—9396 ; on s'est trop occupé de la tête et on a laissé le corps maigre—9396 ; nous devons nous contenter de préparer défense du pays—9397 ; nécessité d'une puissante artillerie—9397 ; Canada protégé par Angleterre sur l'Atlantique—9398 ; pas de danger du côté du Pacifique ; Russie écrasée, Japon allié à l'Angleterre, amitié des Etats-Unis—9398 ; inutile faire grands sacrifices pécuniaires—9398 ; le mieux à faire est de conserver protection de la flotte anglaise et de payer notre part—9398 ; la défense du Canada devra se faire sur terre—9398 ; inutile dépenser tant d'argent pour salles d'armes, mieux vaut d'abord exercer des soldats, ensuite on construira les locaux—9399 ; on aurait dû accepter offre du gouvernement anglais quant à Halifax et Esquimalt et ne pas tout entreprendre—9400 ; regret de voir s'éloigner dernier vaisseau et dernier soldat anglais—9400 ; il eût été important pour la Grande-Bretagne que le Canada se montrât prêt à participer volontiers à ses guerres offensives ou défensives—9401 ; demande que les effectifs permanents soient aussi réduits que possible—9402.

M. Wm Roche (Halifax)—Napoléon a dit que ses victoires s'élaboraient dans sa tête et que le bras ne faisait que terminer ses conceptions—9402 ; la défense se fait loin des bases—9403 ; c'est de sa propre initiative que l'Angleterre a retiré ses troupes d'Halifax—9403 ; Grande-Bretagne aux mains d'hommes d'Etat de quatrième ordre—9403 ; sacrifient tout à la sûreté des îles et du commerce britanniques—9403 ; rien ne nous assure que la défense des colonies fait partie du plan de campagne de l'empire britannique—9404 ; le Canada fut protégé par les corsaires de la Nouvelle-Ecosse tandis que les flottes anglaises étaient ailleurs et que le pays était menacé par Américains et Français—9404 ; la Nouvelle-Orléans

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DE LA MILICE (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. Wm Roche—*Suite.*

repoussa les troupes anglaises avec une poignée de tirailleurs du Kentucky—9404; nécessité des manœuvres de guérillas—9405; connaissances militaires de M. Foster—9405.

M. S. Hughes—Préférerait voir envoyer garnisons canadiennes à Gibraltar et Portsmouth et garder garnisons anglaises à Halifax—9405; opposé à la constitution de gros effectifs permanents—9406; opposé à l'emploi de milice permanente comme police—9406; nécessité d'une troupe permanente de cavalerie au N.-O.—9407; instruction militaire dans les écoles—9408; instruction des officiers, besoin d'apprendre à commander—9409; nécessité d'abaisser l'âge d'admission pour officiers—9410; les soldats de Napoléon étaient jeunes—9410; à foi au canonier—9410; cependant l'arme sur laquelle il faut compter est le fusil—9410; la discipline ne doit pas être tyrannique—9411.

Sir Fred. Borden—Nous ne rompons aucun lien avec la Grande-Bretagne en prenant charge d'Halifax et d'Esquimalt—9412; nous déchargeons Grande-Bretagne d'un fardeau—9412; sens de la proposition Broderick—9412; contraire à nos lois de former un corps spécial pour service à l'étranger—9413; si nous perfectionnons notre milice, la Grande-Bretagne pourra faire appel à des volontaires habiles—9413; cadres canadiens inférieurs à ceux de toute organisation militaire de même importance—9414; milice canadienne pas offensive, son titre le prouve "Milice et Défense"—9414; pièces de canons commandées, fusils, cartouches—9414; félicite la gauche du ton aimable de la discussion—9414.

2e lecture—9415.

En comité, bill rapporté, 3e lecture, adopté—9415.

Sanctionné—10043.

LOI DE NATURALISATION DES ETRANGERS (AMENDEMENT).

Hon. L. P. Brodeur—Dépose bill (n° 184) loi concernant la naturalisation des étrangers—8091.

1e lecture—8091.

2e lecture—8894.

En comité—8894.

Hon. Fitzpatrick—Bill permet déposer demande de naturalisation dans un sous-district judiciaire—8894.

Discussion remise—8894.

Reprise—8898.

M. Maclean—Fait remarquer que sujet naturalisé au Canada ne l'est pas en Angleterre—8899.

Hon. Fitzpatrick—Correspondance échangée—8900.

M. Maclean—Canada sera pas une nation tant que la naturalisation qu'elle donne ne sera pas reconnue par les autres pays—8900.

Bill rapporté—8900.

3e lecture, adopté—8900.

Sanctionné—10043.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI POUR FAIRE DROIT A NORMAN LEWIS, M.P.

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 142), loi pour faire droit à Norman Lewis, M.P.—4671.

1re lecture—4671.

2e lecture—5257.

En comité—5257.

M. R. L. Borden—Croît que ce député ne tombait pas sous le coup de la loi—5257; mais, doute—5257; faudrait amendement à la loi générale pour candidats qui sont cautions de maîtres de poste—5257.

Hon. Fitzpatrick—Propose amendement au bill pour rendre au député Lewis tous ses droits—5257; inutile tenir toujours épée de Damoclès sur sa tête—5257.

M. Bergeron—Demande amendement à loi générale pour officiers de milice recevant paie—5257.

Hon. Fitzpatrick—Inutile, ne tombent pas sous coup de la loi—5258.

Amendement adopté—5258.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5258.

Sanctionné—7173.

LOI DE LA CITE D'OTTAWA (AMENDEMENT).

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 180) modifiant la loi concernant la cité d'Ottawa—7816.

1re lecture—7816.

2e lecture—8895.

En comité—8895.

Hon. Fielding—Bill pour permettre commissaires imposer amendes pour protéger embellissements—8895.

Hon. Fielding—Demande ajouter disposition obligeant commission à faire rapport—8895.

M. Blain—Signale mauvais vouloir à l'égard Parc Dundonald—8896.

Bill rapporté, amendements lus 1re et 2e fois, bill lu 3e fois, adopté—8896.

Sanctionné—10043.

LOI DU PILOTAGE DE QUEBEC.

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 171) relatif au pilotage de Québec—7174; pour assouplir le pilotage, de Québec au golfe, au pilotage entre Montréal et Québec—7174.

1re lecture—7174.

2e lecture—7607.

En comité—7607.

Hon. Foster— Craint l'intervention politique—7608.

Hon. Préfontaine—Explique amalgamation successive des circonscriptions de pilotage—7609; améliorations obtenues—7609; consentement de la commission du port de Québec—7609; organisation des associations de pilotage reste intacte—7610.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7612.

Sanctionné—10043.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE LA POLICE A CHEVAL DU NORD-OUEST (AMENDEMENT).

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 8) pour amender l'Acte de la police à cheval, quant à la paye—114.

1re lecture—114.

En comité—479.

Article 1er—Solde—479.

Sir W. Laurier—Expose augmentation par grade—479; commandant actuel col. Perry—480; col. Herchmer mis à la retraite—480.

M. Sproule—Trouve augmentation trop considérable—480.

Sir W. Laurier—Importantes fonctions—480; augmentation demandée en général—480; rien d'exagéré—481.

M. Osler—Considère augmentation justifiée—482.

Hon. Foster—Demande si la gendarmerie est retirée progressivement des parties plus densément habitées—484.

M. Monk—Demande si gouvernement retirera la gendarmerie après que les provinces seront organisées—484.

Sir W. Laurier—Serait impossible à cause intérêts fédéraux à protéger—485.

M. Bergeron—Fait remarquer que le parti libéral a changé d'opinion à l'égard de la gendarmerie—485; au début, demandait réduction—485; maintenant l'augmente et augmente solde—485.

Bill rapporté, lu troisième fois, adopté—485.

Sanctionné—6211.

LOI DU RECENSEMENT ET DE LA STATISTIQUE.

Hon. Fisher—Présente le bill (n° 5) concernant le recensement et la statistique, 1re lecture—53.

2e lecture—653.

Hon. S. Fisher—Consolider lois recensement, statistique générale et statistique criminelle—653; il existe une seule autre loi de recensement, spéciale pour computer le subside Manitoba—653; loi pourvoit à l'institution d'un bureau permanent—654; nécessaire pour centraliser renseignements agricoles ou industriels—654; pareil bureau existe pour commerce—654; poursuivre le travail du recensement décennal d'année en année, comme aux E.-U.—655; service des postes sera l'auxiliaire pour circulation de demandes et bulletins—657.

M. Monk—Bill entraînera dépenses, on aurait dû procéder par résolution—658.

Hon. Fisher—Ministre de la Justice d'avis contraire—658; département autorisé à faire les dépenses, mais pas de montants stipulés, d'où résolution pas nécessaire—658.

Sir W. Laurier—En appelle à l'hon. M. White que la loi peut être discutée puis les articles relatifs aux dépenses doivent ensuite être appuyés d'une résolution une fois salaires fixés—660.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU RECENSEMENT ET DE LA STATISTIQUE—*Suite.*

Hon. P. White—Articles de dépenses doivent être signalés entre guillemets—660.

M. l'Orateur-suppléant—Demande réserver question—660.

M. R. L. Borden—Explications peuvent être continuées—660.

Hon. Fisher—Dépense totale excédera pas \$40,000—661.

M. Osler—Demande si recenseurs prévus dans le bill seront employés permanents—661.

Hon. Fisher—Non, seront choisis suivant les besoins du recensement—662; en cas de nécessité—662; la loi autorise à utiliser les renseignements des provinces et à collaborer à leur préparation—662.

M. Daniel—Demande comment seront recueillies les statistiques de l'état civil au N.-B. et en N.-E. qui n'ont pas de registres—662.

Hon. Fisher—Gouvernement fédéral devra s'en charger—663.

M. Maclean—Les provinces alors laisseront tout faire au gouvernement fédéral—663.

M. Monk—Demande qu'on attende une année—664; dernier recensement a coûté un million et quart, tout récent encore—664; demande qu'on s'informe du système *de facto*, usité en Angleterre—664.

M. Fisher—Ne croit pas ce système applicable utilement en Canada, raisons—665.

M. Sproule—Les renseignements industriels déjà réunis par ministre du Commerce—666.

M. Blain—Demande si recensement décennal sera dégrevé des \$400,000 que coûtera ce bureau en dix ans—668.

M. Kemp—Personne n'a demandé ce luxe de renseignements—668; projet théorique—663; dernier recensement trop coûteux, trop tardif et trop complexe—669.

M. Pringle—Dépense inutile—669; masse de renseignements déjà fournis par les provinces—669.

Hon. Fisher—Dans certaines provinces, pas de renseignements recueillis de cette nature—670.

M. Osler—Se plaint que la loi autorise le ministre à nommer sans limite des fonctionnaires qui seront des favoris politiques—671.

Hon. Fisher—A déjà ce pouvoir par les lois existantes—671; texte 672.

M. Barr—Système de réunion de renseignements mal défini—672; vaut mieux laisser ce travail aux provinces et compléter tous les dix ans—672.

M. Macdonell—Demande raison augmentation du coût du dernier recensement—675.

Hon. Fisher—Plus de renseignements recueillis—675; renseignements pris sur parties reculées omises auparavant—675; compilation, par suite, plus coûteuse—675; main-d'œuvre plus chère—676.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU RECENSEMENT ET DE LA STATISTIQUE—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Ce nouveau service est nécessaire, s'il est bien administré—677; la clef du succès est dans la célérité dans la préparation et la publication des résultats—677; au lieu de supôts politiques on pourrait employer des élèves des universités—667.

M. Bennett—Rappelle lettre McCraney, ex-député de Halton au sujet comptes majorés de recenseurs dans son comté—678; comptes de Simcoe—680; affaire Harley—680; demande poursuites contre recenseurs—680.

Hon. Fisher—Donne personnel et salaires des bureaux à amalgamer—681.

M. Cochrane—Fraudes du recenseur de Brighton—682.

M. Lennox—Demande quel besoin on a de cette loi, qu'est-ce qui l'a motivée, ce qu'elle rapportera au pays—683.

M. R. L. Borden—Le ministre dit que nous n'aurons les renseignements qu'un an et demi après qu'ils auront été fournis, c'est trop tard—684.

M. Lalor—Considère que la méthode d'envoyer des questionnaires aux agriculteurs donnera des renseignements douteux—686.

Hon. Haggart—Les statistiques des Etats-Unis sont livrées de semaine en semaine après leur compilation—688; si le gouvernement fédéral prétend utiliser les renseignements réunis par les provinces, celles-ci lui laisseront faire le travail—689.

En comité—690.

Article 1er réservé—690.

Article 2—690.

M. Sproule—Demande comment cette loi diminuera le coût des recensements—690; renseignements déjà fournis par les services existants—692.

Hon. Fisher—Pas disposés de la même façon ni préparés au même point de vue—694.

M. Taylor—Demande quelle classe de sociétés a demandé ces statistiques variées—697.

M. Ingram—Le bureau des industries d'Ontario ne procède pas au moyen de circulaires—698.

M. Lake—Le département d'Agriculture des Territoires recueille déjà des renseignements agricoles—700.

M. A. Martin—Cite irrégularités du commissaire du recensement du comté d'Inverness, I.P.—E.—701.

M. Lennox—Critique l'attribution de ce service au ministère de l'Agriculture—702; il est temps d'avoir un ministre d'Agriculture qui s'occupe des intérêts agricoles corps et âme—702; opinion de M. Clancy—703.

M. Walsh—Si la compilation de ces statistiques doit être aussi pitoyable que celle du recensement, il vaut mieux ne pas faire la dépense—704; le comté d'Huntingdon et le recensement—704; l'opinion du "Gleaner"—705.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU RECENSEMENT ET DE LA STATISTIQUE—*Suite.*

Hon. Fisher—Propose que la Chambre se forme en comité sur le bill—1060.

M. Bergeron—Propose ajournement—1060.

M. Borden—Demande remise pour étudier le bill—1061.

Discussion remise—1061.

En comité—1118.

Article 3—Office permanent, employés—1118.

Hon. Fisher—Nouveaux employés seront pris autant que possible parmi attachés au service du recensement—1118; directeur service aura \$4,500—1119; n'aura pas rang de chef de département—1119.

M. Sproule—Les employés subalternes passeront comme par enchantement—1120.

M. Ingram—Les fonds de la statistique ont été détournés pour masquer les dépenses du recensement—1123.

Article 4—Nomination de recenseurs—1123.

M. Blain—Le ministre s'arroge le droit de nommer tous les ans le même nombre de fonctionnaires qu'il pouvait nommer tous les dix ans—1123.

M. Boyce—Demande combien coûtent les statistiques de criminalité?—1124.

Hon. Fisher—\$2,000 l'année dernière—1124.

M. Henderson—Le ministre s'arroge le pouvoir de nommer tous les recenseurs au lieu de laisser ce pouvoir au commissaire du recensement—1126; c'est le triomphe du "moi"—1126; en 1891, M. Henderson n'est pas intervenu dans le choix des recenseurs dans son comté—1127.

M. Ingram—Le présent gouvernement a augmenté le nombre et la paye des recenseurs—1127; on veut encore en augmenter le nombre—1128.

Article 6—Formules, instructions—1128.

M. Blain—Espère que les commissaires ne seront pas payés plus que le tarif—1128; l'affaire Kelly-Lott—1129.

Article 8—Epoque du recensement—1129.

Hon. Fisher—A l'avenir le recensement se fera en juin au lieu d'avril—1130; c'est la raison d'être du système "de jure"—1130; le recensement du Manitoba se fera tous les cinq ans—1130; il en sera de même probablement pour les nouvelles provinces—1130.

Article 10—Détails à donner dans le recensement—1132.

M. Blain—Demande qu'on fasse une colonne pour les terres en jachères—1133.

Hon. Fisher—Adopté—1133.

Article 15—Réservé—1133.

Article 16—Entente avec les provinces pour échange de renseignements—1133.

Réservé—1134.

Article 17—Permettant d'exiger copie de documents, etc.—1134.

M. Lennox—Nous outrepassons nos pouvoirs de parlement—1134; on s'arroge le droit d'accaparer le fruit des travaux d'une province ou d'une municipalité moyennant ou sans rétribution—1135.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU RECENSEMENT ET DE LA STATISTIQUE—*Suite.*

Hon. Fisher—Ce pouvoir existe depuis 1879—1135; ne peut s'exercer que sur décret du Gouverneur en conseil—1135.

M. R. L. Borden—Il y a lieu de supposer que le gouvernement n'imposera pas ce travail sans rémunération—1136.

Retour à l'article 15—1136.

M. Macdonell—On demande tous les ans les recensements sur les industries qui se recueillaient tous les dix ans—1137; le capital est chatouilleux—1137; il est imprudent de s'immiscer dans ses affaires—1137; ces inquisitions annuelles pourraient l'inquiéter—1137.

Hon. Fisher—Même loi qu'aux Etats-Unis—1137; précautions prises—1138; la privation de renseignements pour le public serait nuisible aux intérêts industriels eux-mêmes—1138.

M. Macdonell—Insiste pour connaître liste des questions qui seront posées—1140; on pourrait tracasser un groupe d'industriels et les accabler de questions en laissant tranquilles les autres—1142; la loi le permet—1142.

Hon. Fisher—Soumettra le cas au ministre de la Justice—1142.

M. Monk—La loi américaine—1143; ce genre d'enquête est permis aux E.-U. à cause de la loi sur les trusts—1143; rapport de M. Garfield, chef du bureau des associations—1143; tant que la même loi n'existera pas ici, il vaut mieux déterminer les renseignements qui pourront être demandés—1143.

M. Lennox—Expose comment à son avis la nouvelle rédaction de l'art. 15 n'offre pas toutes les garanties de l'article original—1144.

Hon. Fisher—Demande de réserver l'article pour consulter ministre de la Justice—1147.

Article 36—Prestation du serment d'office—1149.

M. Blain—Demande article décrétant le renvoi immédiat du recenseur qui se servirait de sa charge pour recueillir des données politiques—1149.

M. Barker—Cite le cas de M. T. Côté ayant recueilli des renseignements étrangers au recensement—1149.

M. R. L. Borden—Demande de punir celui qui pousserait fonctionnaire à recueillir tels renseignements—1150.

Hon. Fitzpatrick—Le code pénal y pourvoit déjà—1150.

Discussion remise—1150.

En comité—1528.

Article 30—Tout employé doit prêter serment d'office—1528.

Hon. Fisher—Ajoute clause pour punir employé recueillant renseignements autres que ceux prescrits—1529.

M. Lennox—Croit qu'il est dangereux de donner le pouvoir de punir des employés provinciaux dont les instructions peuvent venir en conflit avec instructions fédérales—1530.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU RECENSEMENT ET DE LA STATISTIQUE—*Suite.*

Article 33—Amende pour refus de remplir une formule imprimée—1530.

Hon. S. Fisher—Porte maximum de la pénalité à \$100, minimum \$10, pour uniformité—1530.

Article 16—Statistiques industrielles—1532.

Hon. S. Fisher—Ajoute paragraphe pour défendre d'accorder préférence à compagnies ou individus au préjudice d'autres personnes—1532.

M. C. A. Macdonell—Propose ajouter "en recueillant ou en publiant renseignements"—1532.

Amendé et adopté—1532.

Bill rapporté—1532.

Amendements lus 1re et 2e fois—1532.

3e lecture—1576.

Sanctionné—6211.

LOI DU RECENSEMENT ET LA STATISTIQUE (AMENDEMENT).

Hon. S. Fisher—Dépose bill (n° 163), loi concernant le recensement et la statistique—6233; pour faire recensement quinquennal des nouvelles provinces—6233.

1re lecture—6233.

Hon. Fisher—Propose 2e lecture—8987; simple substitution du nom des provinces au lieu Territoires—8987.

2e lecture, en comité, rapporté—8987.

3e lecture, adopté—9098.

Sanctionné—10043.

LOI DE LA REPRESENTATION DES TERRITOIRES DU N.-O. (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° —) loi pour amender acte de représentation des Territoires du N.-O.—6174; analogue à bill Casgrain—6174.

1re lecture—6174.

2e lecture—8982.

En comité—8982.

M. R. L. Borden—Propose amendement article 2 imposant présence énumérateur—8982; accepté—8982.

M. Scott—Demande paiement pour énumérateurs—8983.

Hon. Fitzpatrick—Sera réglé par décret du conseil—8983.

M. Borden—Propose amendement relatif aux employés civils—8784; pour empêcher intervention et démission avant élections puis réinstallation—8985.

M. Scott—Précédent conservateur: Sir Chs. Tupper—8985.

Amendement rejeté sur division—8987.

M. M. S. McCarthy—Propose amendement punissant omission ou contravention par greffier ou assistant greffier d'élection—8987.

Amendement accepté—8987.

Bill rapporté—8987.

Amendements lus 1re et 2e fois—8987.

3e lecture, adopté—9098.

Sanctionné—10043.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU REVENU DE L'INTERIEUR
(AMENDEMENT).

Hon. L. P. Brodeur—Dépose bill (n° 176) modifiant la loi du Revenu de l'intérieur—7587; pour incorporer changements et faire concorder acte avec dispositions récentes—7587; cautionnements par compagnies de garantie—7587; dispositions nouvelles—7587.

Bill lu première fois—7587.

2e lecture—8884.

En comité—8884.

Hon. Brodeur—A l'avenir cautions pour personnes ayant obtenu permis devront être fournies par compagnies de garantie—8885; trop difficile de s'assurer de solvabilité de cautions particulières offertes—8885.

M. Henderson—Demande si gouvernement a étudié système de fournir garanties lui-même moyennant primes—8886.

M. Barker—Gouvernement serait importuné pour ne pas s'occuper de certains détournements—8886.

Hon. Brodeur—Jaugeage remplacé par pesage des spiritueux—8886.

Hon. Brodeur—Travail dans les brasseries de sept heures du matin à 6 heures du soir—8887.

Hon. Brodeur—Gouvernement se met en mesure, si c'est possible d'utiliser d'autres alcools qu'alcool méthylique—8888.

M. W. F. Maclean—Demande qu'on encourage manufacture d'alcools dénaturés—8889.

M. Galliher—Se plaint introduction whiskeys étrangers n'ayant pas deux ans d'entrepôt—8889; concurrence aux spiritueux canadiens—8889.

Hon. Fielding—Clause de 2 ans grande protection des distillateurs canadiens—8890; empêche établissement distilleries nouvelles—8890.

M. W. F. Maclean—Demande ce que devient tout l'alcool américain introduit au Canada—8890; au point de vue du revenu il vaudrait mieux que tout l'alcool consommé fût importé puisque les droits de douane sont plus élevés que ceux de l'acaise—8893; propose que le système métrique soit appliqué aux opérations du département du Revenu de l'intérieur—8894.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—8894.

Hon. Brodeur—Propose adoption amendements du Sénat—9629; raye des pénalités la "livraison d'alcool"—9629.

Sanctionné—10043.

LOI CONSTITUANT LA PROVINCE DE SASKATCHEWAN.

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 70) pour l'organisation de la province de Saskatchewan—1528.

1re lecture—1528.

Sir W. Laurier—Propose 2e lect.—5543.

M. W. F. Maclean—S'oppose—5543.

Motion retirée—5543.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE DE SASKATCHEWAN—*Suite.*

Sir W. Laurier—Propose 2e lecture—8908.

M. R. L. Borden—Propose amendement en faveur autonomie complète—8908.

Amendement Borden mis aux voix, rejeté: pour 37, contre 90—8909.

Deuxième lecture, sur division—8910.

En comité—8912.

Article 2—8912.

M. Borden—Propose même amendement qu'au bill d'Alberta—8912.

Rejeté sur division—8912.

M. Mok—Présente même amendement relatif à langue française qu'au bill d'Alberta—8912.

Rejeté sur division—8912.

Hon. Fitzpatrick—Présente certains amendements pour assimiler au bill Alberta—8913.

Amendements adoptés—8913.

Annexe B—8913.

M. Lake—Pas de question de capitale—8914; d'après division proposée, une voix du nouvel arrivant en vaut deux d'anciens colons—8914; gouvernement veut donner représentation prépondérante au nord—8914; base de la représentation dans Alberta d'après sir W. Laurier et hon. Oliver—8916; tableau des chiffres de répartition du gouvernement—8917; effet produit par répartition, calcul—8918; les homesteads—8920; représentation trop forte à l'ancien district d'Assiniboine—8921; en suivant ligne de conduite adoptée pour Alberta, on devrait accorder 6 sièges $\frac{1}{2}$ au nord et $18\frac{1}{2}$ au sud—8922; non-application de la règle posée pour Alberta au sujet représentation rurale et urbaine—8924; la discussion en conférence—8925; intransigeance de M. Lamont—8925; le plan de M. Lake—8926; respect des délimitations présentes—8928; liste des circonscriptions projetées par M. Lake—8961; impuissance de la conférence—8932; le mode le plus juste de faire la répartition est de tenir compte des électeurs inscrits—8934; annexe du gouvernement préparée sans tenir compte des principes antérieurement posés par ses membres—8934; on n'accorde aux province que la moitié de la représentation à laquelle ils ont droit—8934.

M. Scott—Félicite M. Lake de sa modération—8935; les manipulations de M. Lake—8936; la répartition fédérale de 1903—8937; façon impartiale dont elle fut faite—8937; si ce partage était équitable, il y a trois ans, il doit l'être jusqu'à la fin de la présente législature—8938; dans la carte de la Saskatchewan on ne prétendra pas trouver la main italienne de Mgr Sbaretti—8940; sir John Macdonald et la considération de superficie dans la division des nouvelles provinces—8940; les conservateurs auront beau tailler la carte, ils ne se donneront pas une majorité dans le Nord-Ouest—8943; la répartition a été aussi parfaite que possible—8942; d'ici trois ou quatre ans, on verra

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE DE SASKATCHEWAN—*Suite.*M. W. Scott—*Suite.*

que les calculs du gouvernement se justifient amplement—8942; les répartitions successives des divisions électorales dans les territoires depuis leur organisation—8943; remède apporté à certaines disparités existant pour l'Assiniboine—8946; calculs d'après les homesteads—8949; incon- séquences du plan Lake—8950.

M. R. L. Borden—M. Scott invoque pour Saskatchewan principe rejeté par gouver- nement pour Alberta—8950; reprise des calculs, par recensement—8951; par home- steads—8952; calculs par bureau de poste —8954; modération de M. Lake—8954; ré- partition de Saskatchewan ne vaut pas mieux que celle d'Alberta—8954; on a d'abord divisé les districts, puis on a cherché à défendre la répartition—8955.

M. Lamont—Il n'est pas question cette fois- ci de gerrymander—8955; l'opposition veut seulement enlever deux des sièges accordés au nord pour les attribuer au sud—8955; point de comparaison, réparti- tion Hautain en 1902—8955; comparaison des inscriptions entre les deux groupes de dix districts chacun, du nord et du sud—8956; le nord a progressé plus vite que le sud—8957; le district de Humboldt —8960; M. Lake veut priver de vote les colons américains établis au Canada— 8960; les nouveaux districts ont plus de besoins et plus de nécessité d'être repré- sentés dans la législature—8962; les irrégularités de la répartition Hautain—8962.

M. Scott—Soumet nouvelle répartition— 8970.

Sir W. Laurier—Demande article 12 soit réservé pour étudier carte Scott—8970.

Réservé—8970.

Hon. Fitzpatrick—Soumet amendements à article 15, analogues à ceux d'Alberta— 8972.

Adopté—8972.

Article 16—(clause scolaire)—8972.

Hon. Fitzpatrick—Soumet amendement, comme pour Alberta—8972.

M. Bourassa—Soumet même amendement que pour Alberta—8972.

Rejeté—8972.

M. R. L. Borden—Soumet même amende- ment que pour Alberta—8972.

Rejeté—8972.

Art. 16 amendé, adopté—8973.

Hon. Fitzpatrick—Soumet amendement à article 18, (intérêt à payer sur une cer- taine somme) et à article 19 (indemnité à la province), comme pour Alberta—8973. Adopté—8973.

Hon. Fitzpatrick—Soumet substitution art. 20 (terres et domaines), comme Alberta— 8973.

M. Lake—Propose amendement déjà soumis pour Alberta—8974.

Amendement rejeté—8974.

Substitution adoptée—8974.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE DE SASKATCHEWAN—*Suite.*

Préambule—8974.

M. Barker—Propose amendement comme pour Alberta—8974.

Rejeté—8975.

Préambule adopté—8975.

Bill rapporté, amendements lus 1re et 2e fois—8975.

Sir W. Laurier—Bills seront réimprimés— 8975; troisième lecture demain—8976.

Sir W. Laurier—Propose 3e lecture—9080.

M. Scott—Discours de M. Borden rela- tivement au droit d'exproprier le G.T.P. —9082; aux conférences, M. Hautain n'a jamais réclamé pour les provinces la pro- priété des terres—9084; la convention con- servatrice de Moosejaw—9085; l'interven- tion conservatrice territoriale dans les affaires fédérales—9085; les libéraux ont fait tous les sacrifices pour conserver une apparence d'unité à l'action territo- riale—9086; tout est fini maintenant, cha- cun a sa liberté—9086; article 23 ne veut rien dire; il est bon de faire savoir aux provinces que le parlement a le droit d'exproprier—9087; propose amendement —9087.

M. R. L. Borden—M. Scott dit que l'article 23 ne signifie rien, alors pourquoi nous demander de le retrancher—9088.

M. Taylor—L'histoire du parti libéral au sujet du C.P.R.—9093; impuissance et op- position—9094; seul, l'hon. G. W. Ross a reconnu son erreur—9094.

Propose ajournement—9094.

Retire motion—9094.

Amendement Scott, mis aux voix—9094.

Rejeté par 11 pour, 126 contre—9095.

M. J. E. Léonard—Propose renvoi au co- mité pour ajouter article 14, chapitre 50 S.R.—9096.

Amendement mis aux voix—9096.

Rejeté: 6 pour, 124 contre—9097.

M. Bourassa—Fait rayer votes Herron, Boyce, McCarthy et Walsh, entrés après mise aux voix—9097.

M. Borden—Propose même amendement à article 19 que pour bill n° 69—9098.

Sir W. Laurier—Accepte que mêmes mo- tions et mêmes votes que pour bill n° 6) soient enregistrés par greffier—9098.

Bill lu 3e fois et adopté sur division—9098. Sanctionné—10043.

LOI DU SENAT et DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 202) con- cernant Sénat et Chambre des communes —9957; relèvement de l'indemnité ses- sionnelle—9057.

Première lecture—9957.

2e lecture—10014.

En comité—10014.

M. J. J. Hughes—On devrait compter comme jours de présence, temps pour venir et repartir des sessions—10014.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DU SENAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Règle restera comme par le passé—10014.

M. Bergeron—Demande si veuves députés morts durant présente session auront droit à l'indemnité augmentée—10015.

Hon. Fitzpatrick—A discuter—10015.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—10015.

Sanctionné—10043.

LOI DE LA TELEGRAPHIE SANS FIL.

Hon. Préfontaine—Dépose bill (n° 186) tendant à régler la télégraphie sans fil au Canada—8366; reproduction loi anglaise 1904—8366; défense d'installer poste sans autorisation gouvernement—8366; réglementation—8367.

1re lecture—8367.

Hon. Préfontaine—Copié sur loi réglementant télégraphie sans fil en Grande-Bretagne—9246; adoption suggérée session dernière—9246; stations devront être autorisées par ministère de Marine qui fixera conditions d'exploitation—9246; important pas laisser gêner fonctionnement stations Marconi du gouvernement—9247; installation à bord des vaisseaux de l'Etat—9247; installation à l'île aux Sables—9247.

M. R. L. Borden—Félicite le ministre de la Marine de sa précipitation—9247; bill présenté 6 mois après l'ouverture de la session—9247.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—9248.

Sanctionné—10043.

LOI DES TITRES DE BIENS-FONDS (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 162), loi modifiant l'acte des titres de biens-fonds—6232.

1re lecture—6232.

2e lecture—9299.

En comité—9299.

M. Borden—Bill va plus loin que simple règlement de fonds entre provinces—9300; permet au Gouverneur général de s'occuper de choses déjà confiées à la législature provinciale—9301.

Hon. Fitzpatrick—Explique disposition relative aux irrigations—9302.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—9302.

Sanctionné—10043.

LOI DES TERRITOIRES DU N.-O.

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 160) loi concernant les Territoires du N.-O.—6232.

1re lecture—6232.

2e lecture proposée—8976.

Hon. Fitzpatrick—Applique aux portions restant des Territoires du N.-O., l'ancienne loi qui régissait les Territoires—8976; loi de 1875—8977.

M. Lennox—Nous sanctionnons le régime existant—8977; difficultés à prévoir lors de l'érection en province—8977.

2e lecture passée—8977.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LO DES TERRITOIRES DU N.-O.—*Suite.*

En comité—8977.

Article 3—Délimitation des frontières—8978.

Hon. Fitzpatrick—Copiée sur décret exécutif de 1880—8978.

Article 6—Adoption d'ordonnances—8980.

Hon. Fitzpatrick—Promet d'y voir—8980.

Article 8.

Hon. Fitzpatrick—Abolit cour suprême des territoires à Regina—8981.

Article 14—Nomination d'un liquidateur—8981.

Hon. Fitzpatrick—Pour régler compte entre diverses sections—8982; écarter chicane comme entre Québec et Ontario—8982.

Propose supprimer terme "provisoire"—8982.

Article adopté tel qu'amendé—8982.

Article 15, entrée en vigueur—8982.

Hon. Fitzpatrick—Propose "septembre" au lieu "juillet"—8982; adopté—8982.

Bill rapporté—8982.

3e lecture, adopté—9626.

Sanctionné—10043.

LOI DU TRAITEMENT DE CERTAINS FONCTIONNAIRES PUBLICS.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 193) concernant traitement certains fonctionnaires publics—9248; lieutenants-gouverneurs des nouvelles provinces—9248.

1re lect., 2e lect., en comité, rapporté, 3e lect., adopté—9248.

Sanctionné—10043.

LOI DU TRAITEMENT DU PREMIER MINISTRE.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 201) concernant traitement premier ministre—9951.

1re lect.—9951.

2e lect.—10014.

En comité—10014.

Hon. Fielding—Change phraséologie—10014.

M. Bergeron—Bien entendu que le premier ministre recevra à sa retraite la moitié du salaire total—10014.

Rapporté, 3e lect., adopté—10014.

Sanctionné—10043.

LOI DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS (AMENDEMENT).

Hon. M. Hyman—Dépose bill (n° 54) modifiant la loi des travaux publics pour imposer en plus de l'approbation du ministre celle du Gouverneur en conseil pour soumissions de travaux dépassant \$5,000—857.

Hon. Fitzpatrick—D'après la loi de 1903 les travaux inférieurs à \$5,000 peuvent être donnés sans soumission—857.

Hon. Foster—De cette façon on peut subdiviser les travaux en petits contrats et éluder la loi—858.

1re lect.—857.

2e lect.—1752.

3e lect., adopté—1888.

Sanctionné—10043.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES VOIES PUBLIQUES D'ALBERTA ET SASKATCHEWAN.

Hon. Oliver—Dépose bill (n° 195) concernant voies publiques d'Alberta et Saskatchewan—9291; donnant les mêmes pouvoirs qu'avaient Territoires—9291.

1re lecture—9291.

Hon. Oliver—Propose 2e lect.—9747; pour mettre sous l'autorité gouvernement provincial chemins existants ou à construire—9747; ancienne loi des Territoires—9747.

2e lecture—9747.

En comité—9747.

M. Sproule—Conflits en perspective entre autorités provinciales et fédérales—9749.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—9750.

Hon. Oliver—Propose adoption amendements du Sénat prescrivant largeur uniforme des voies—10043.

Adopté—10043.

Sanctionné—10043.

BILLS N'AYANT PAS PASSE.

LOI DES COMPAGNIES (AMENDEMENT).

Hon. Lemieux—Dépose bill (n° 187) du Sénat, modifiant la loi des compagnies de 1902—8732.

Première lecture remise—8732.

LOI DU DISTRICT DE KEEWATIN (AMENDEMENT).

Hon. Fitzpatrick—Dépose bill (n° 158), loi modifiant l'Acte de Keewatin—6232.

1re lect.—6232.

Retiré—8366.

LOI DU DISTRICT DE MACKENZIE.

Hon. Fitzpatrick—Présente bill (n° 157) concernant le district de Mackenzie, 1re lect.—6232.

Retiré—8366.

LOI DES MATELOTS (AMENDEMENT).

Hon. R. Préfontaine—Dépose bill (n° 38) pour modifier l'Acte des marins—608; pour soustraire à l'acte la Colombie-Anglaise et permettre d'aller chercher marins aux Etats-Unis—608; aussi pour permettre aux préposés aux engagements en C.-A. de demander de plus forts honoraires—608.

1re lect.—608.

2e lect.—2210.

En comité—2210.

Hon. Préfontaine—Changement demandé par chambre de commerce de Vancouver—2210; pour dispenser la Colombie-Anglaise des restrictions contre le racolage 2210; texte des pétitions—2214.

M. Macpherson—Les capitaines ne pouvant pas racoler des équipages en Canada à cause de la faible prime permise vont en racoler à Puget-Sound et, du même coup y achètent leurs provisions au détriment des marchands canadiens—2215.

Hon. Fitzpatrick—Expose les difficultés ayant amené l'adoption de la loi qu'on veut amender—2216; l'affaire Pelletier à Québec—2216.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*LOI DES MATELOTS (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. R. L. Borden—Immoral de laisser le préposé aux embauchages, employé du gouvernement, faire marché avec maîtres de pension—2216.

Hon. Foster—Demande que supplément d'honoraires de racolage soit payé par capitaine, pas par matelots—2219.

Hon. Fitzpatrick—Propose remettre bill à une autre séance pour plus ample étude—2219.

Discussion remise—2219.

Retiré—4868.

LOI DU SERMENT D'OFFICE.

Sir W. Laurier—Présente un bill (n° 1) relatif à la prestation des serments d'office—5.

1re lecture—5.

BILLS D'INTERET PRIVE.

MOTION POUR DELAI.

BREVET DE H. McCORMACK ET P. M. SHARPES.

M. W. S. Calvert—Propose que pétition de C. A. Martin pour permission de déposer demande de H. McCormack et P. W. Sharpes relativement à brevet soit reçue et renvoyée au comité des bills privés, nonobstant expiration du délai—6696.

Sir W. Laurier—Demande de retirer motion, obligé de combattre—6697.

Hon. S. Fisher—Demande examiner le cas—6697.

Pétition retirée—6697.

CHEMIN DE FER ET CHARBONNAGES D'ANTHRACITE.

M. Galliher—Propose renvoi au comité des ordres permanents du 10e rapport de ce comité relatif à la pétition de Patrick Burns pour incorporation compagnie de chemin de fer et charbonnages d'Anthracite—4670.

Pétition retirée—4670.

M. Galliher—Propose renvoi au comité des ordres permanents de partie du 10e rapport relative au chemin de fer et charbonnage d'Anthracite—4764; preuve donnée de publication d'avis—4764.

Motion adoptée—4764.

COMPAGNIE D'ASSURANCES CROWN.

M. Gervais—Propose que règles de la Chambre soient suspendues et permission accordée de présenter bill constituant compagnie d'assurances "Crown"—2303.

Sir W. Laurier—Demande remise proposition—2303.

COMPAGNIE DE HOUILLE ET DE COKE DU NORD-OUEST.

M. R. Robinson—Demande que requête de compagnie de houille et de coke du N.-O. pour acte d'incorporation soit reçue et référée au comité des ordres permanents, malgré expiration de délai—3865.

Motion adoptée—3865.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE KASLO ET DE LARDO-DUNCAN.

M. Galliher—Demande que requête pour bill en faveur de chemin de fer de Kaslo et de Lardo-Duncan soit reçue et référée au comité des ordres permanents malgré expiration délai—3865; oubli de l'avocat—3865.

M. Galliher—Propose que la pétition de la compagnie de chemin de fer de Kaslo à Lardo-Duncan soit reçue malgré règlement—4496; adopté—4496.

CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-MAURICE.

M. J. Bureau—Demande à déposer pétition pour adoption d'un bill modifiant loi du ch. de f. de la Vallée du St-Maurice—6976; pour traverser rivière trois milles plus haut que primitivement fixé—6976. Adopté—6976.

Propose, suivant rapport du comité des ordres permanents que pétition relative au ch. de fer de la Vallée du St-Maurice soit reçue, malgré expiration de délai—7174; modification des plans—7174; pas d'opposition—7174.

Adopté—7174.

CHEMIN DE FER DE VANCOUVER, VICTORIA ET EST.

M. D. Ross—Demande que requête pour acte d'incorporation du ch. de fer de Vancouver, Victoria et Est soit reçue malgré expiration des délais et référée au comité ordres permanents—3864.

M. Sproule—Demande raison exceptionnelle de cette présentation après deux prolongations de délai—3864.

M. D. Ross—Expose raisons—3864; simple technicalité—3864.

Motion adoptée—3864.

DELAIS.

M. G. Grant—Propose que le délai de réception et de présentation des bills privés soit prolongé au 23 février et 9 mars respectivement—334.

Hon. Haggart—S'oppose à l'adoption, parce qu'elle est demandée le même jour que dépôt du rapport—334.

M. Sproule—S'oppose à cette prolongation par motion—334; si le délai réglementaire est insuffisant qu'on amende le règlement—334.

M. l'Orateur—Objection fondée—334; rapport restera en suspens—334.

M. G. Grant—Soumet à nouveau le rapport du comité—467.

M. Sproule—Demande avis premier ministre—468.

Sir W. Laurier—Il y a quelquefois abus—468; cependant première demande de prolongation toujours accordée—468; à l'avenir toute autre demande sera refusée—468.

M. W. F. Mclean—Le public devrait avoir toutes les facilités d'obtenir les lois qu'il désire—468.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*DELAIS—*Suite.*

M. U. Wilson—Expose raison de la demande—469.

Hon. Foster—La Chambre devrait se conformer au règlement et se réunir à 7 hrs et demie après suspension de séance—470.

BILLS SANCTIONNES.

CHEMIN DE FER DE L'ALBERTA OCCIDENTAL.

M. Galliher—Dépose bill (n° 135) concernant chemin de fer de l'Alberta Occidental—4670.

1re lecture—4670.

2e lecture—4820.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6104.

Sanctionné—7173.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ET D'IRRIGATION D'ALBERTA.

M. Turriff—Dépose bill (n° 83) compagnie de chemin de fer et d'irrigation d'Alberta—1868.

1re lecture—1868.

2e lecture—1976.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3253.

Sanctionné—7173.

ALGOMA COPPER RANGE RAILWAY CO.

M. Dymont—Dépose bill (n° 60) relatif à l'Algoma Copper Range Ry. Co.—1294.

1re lecture—1294.

2e lecture—1396.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3718.

Sanctionné—6211.

DOMINION ANNUITY COMPANY.

M. Bole—Dépose bill (n° 82) relatif à la "Dominion Annuity Company"—1822.

1re lecture—1882.

2e lecture—1976.

En comité—2877.

Hon. Foster—Demande si gouvernement n'a pas l'intention de créer service de rentes viagères—2677.

Hon. Fielding—Il se peut que le gouvernement établisse un jour service de rentes viagères pour vieillards—2878; en assurant au fonds un intérêt—2878; titre aurait pu faire croire à service de ce genre, aussi changé en "Canada Annuity Company"—2878.

Adopté—2878.

Bill rapporté—2878.

Hon. Foster—Sur motion pour 3e lecture demande que discussion remise—2878; semblerait un monopole pour Canada—2879.

Discussion remise—2879.

3e lecture, adopté—3065.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ET DE CHARBONNAGES D'ANTHRACITE.

M. Gallihier—Dépose bill (n° 136) constituant en corporation la compagnie de charbonnage d'Anthracite—4927.

1re lecture—4927.

2e lecture—5098.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5104.

Sanctionné—7173.

"ATHABASCA RAILWAY AND OIL COMPANY".

M. Oliver—Dépose bill (n° 117) concernant "Athabasca Ry. and Oil Company"—2283.

1re lect.—2283.

2e lect.—2400.

En comité, adopté, lu 3e fois—3244.

M. Oliver—Propose que nom soit changé en "Athabasca Ry. Coy."—3249.

Adopté—3249.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DU NORD D'ATHABASCA.

M. Turriff—Dépose bill (n° 88) concernant Cie de ch. de f. du nord d'Athabasca—2022.

1re lect.—2022.

2e lect.—2157.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—3250.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DU CANADA-ATLANTIQUE.

M. E. M. Macdonald—Dépose bill (n° 46) relatif au ch. de f. Canada-Atlantique, pour émettre obligations au montant de £3,292,200 garanties par hypothèque—761.

1re lect.—762.

2e lect.—949.

M. Macdonald—Propose que la Chambre se forme en comité—4359.

Hon. J. Haggart—Demande remise—4359.

M. Ingram—Inutile de pousser bill, Sénat ajourné—4360.

Sir W. Laurier—N'a pas à s'occuper si Sénat ajourné ou non—4360.

M. Barker—Rapport entre projet ministériel et bills nos 45 et 46—4361; proteste contre la précipitation à passer ces bills—4363; le Tzar et les grands Ducs—4363.

Motion adoptée, en comité—4364.

M. Ingram—Demande si les droits d'Otawa sont sauvegardés—4366.

M. Stewart—Satisfait des promesses des représentants du G.T.R.—4370.

M. Monk—Insiste pour savoir les obligations qui pèseront sur Canada-Atlantique ainsi acquis—4369.

M. Macdonald—16 millions est juste le chiffres total des obligations—4369.

M. Ingram—Bills déposés d'abord dactylographiés, puis une fois imprimés, plus les mêmes—4376; les intéressés aux lignes affermees au Canada-Atlantique ne sont plus aussi protégés—4382

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*CHEMIN DE FER DU CANADA-ATLANTIQUE—*Suite.*

Bill rapporté—4382.

3e lecture remise—4382.

M. Macdonald—Propose 3e lecture—4534.

M. Henderson—Demande quel sera le programme du gouvernement, une fois la baie Georgienne atteinte, pour pénétrer dans l'Ouest—4536.

M. S. Barker—Demande si le gouvernement a entamé négociations pour obtenir aussi droit de parcours pour le Canadian-Western sur cette ligne—4536.

Troisième lecture—4536.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER ATLANTIQUE, QUEBEC ET OCCIDENTAL.

M. C. A. Gauvreau—Dépose bill (n° 13) relatif à chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental—332; pour prolongation de délai—332.

1re lecture—332.

2e lecture—422.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—903.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE JAMES.

M. P. Talbot—Dépose bill (n° 65) relatif au chemin de fer de la baie James—1394.

1re lecture—1394.

2e lecture—1607.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4717.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON ET DU PACIFIQUE.

M. Calvert—Dépose bill (n° 109) concernant chemin de fer de la baie d'Hudson et du Pacifique—2283.

1re lecture—2283.

2e lecture—2400.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3250.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE DE QUINTE.

M. Harty—Dépose bill (n° 85), chemin de fer de la baie de Quinté—1868.

1re lecture—1868.

2e lecture—1976.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2824.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE BATTLEFORD AU LAC LENORE.

M. Lamont—Dépose bill (n° 75) concernant chemin de Battleford au lac Lenore—1744.

M. Henderson—Continuation d'un mauvais bill—1745.

1re lecture—1745.

2e lecture—1836.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4717.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

CHEMIN DE FER BRANDON A SASKATCHEWAN et BAIE D'HUDSON.

M. A. Lavergne—Dépose bill (n° 179) concernant chemin de fer de Brandon à Saskatchewan et Baie d'Hudson—7816.

1re lecture—7816.

2e lecture—8335.

En comité—8859.

M. Turriff—Propose renvoi au comité—8859; pour replacer articles supprimés pour défaut annonce—8559; oubli rectifié—8859.

M. Henderson—Rapport est l'opinion du comité—8869.

M. Bergeron—Correction peut se faire immédiatement—8861; bill vient du Sénat—8860; comité des ordres permanents du Sénat responsable des annonces—8860; si Sénat a été satisfait des annonces, ce serait créer conflit si la Chambre supprimait article fautive d'annonces—8860.

M. Grant—Sénat a examiné avis et a été satisfait—8861.

M. Turriff—Demande rétablissement article 3—8861.

Hon. Tisdale—Il faut se garder de négligence—8861.

Sir W. Laurier—En faveur renvoi au comité des chemins de fer—8861.

M. Turriff—Propose renvoi au comité des chemins de fer—8861.

Adopté—8861.

En comité, rapporté, 3e lect.—9265.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DE BRANTFORD A WOODSTOCK.

M. M. S. Schell—Dépose bill (n° 63), chemin de fer de Brantford à Woodstock—1295.

1re lect.—1295.

2e lect.—1396.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—3250.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE BROCKVILLE, WESTPORT ET NORD-OUEST.

M. Derbyshire—Dépose bill (n° 94) ch. de fer de Brockville, Westport et N.-O.—2087.

1re lect.—2087.

2e lect.—2157.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—2824.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER CALGARY A EDMONTON.

M. F. Oliver—Dépose bill (n° 22) concernant chemin de fer Calgary à Edmonton, 1re lect.—396.

2e lect.—559.

En comité—1151.

M. Lennox—Demande ce que coûtera le pont.

M. Oliver—\$600,000, si pour c. de fer et \$1,000,000 si pour c. de fer et trafic général—1151.

Rapporté, lu 3e fois, adopté—1151.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE CALGARY A BATTLEFORD.

M. Turriff—Dépose bill (n° 50) concernant chemin de fer de Calgary à Battleford—855.

1re lecture—855.

2e lecture—950.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2429.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE CALGARY A RED DEER ET A BATTLEFORD.

M. H. Logan—Dépose bill (n° 19) concernant chemin de fer de Calgary à Red Deer et à Battleford—333; nouvelle compagnie—333.

1re lecture—333.

2e lecture—434.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2429.

Sanctionné—6211.

CANADIAN WESTERN LIFE INS. CO.

M. Adamson—Dépose bill (n° 108) concernant Western Life Ins. Co.—2283; 1re lecture—2283; 2e lecture—2400.

En comité—4803.

M. Henderson—Demande représentation des porteurs de police dans bureau de direction—4804; cas de la Canada Life—4805; propose amendement empêchant assuré qui est actionnaire de devenir directeur—4806.

M. Barker—Important s'il y a conflit entre actionnaires et assurés que ceux-ci soient représentés—4808.

M. Galliher—Subterfuges pour tourner la loi—4809.

M. R. L. Borden—La nécessité du contrôle—4809; le maniement des réserves des compagnies d'assurances aux Etats-Unis—4810.

Hon. Fielding—Injuste refuser à cette compagnie privilège accordé aux autres—4811.

M. Kemp—Il est temps d'innover—4812.

M. Henderson—Défaut de garantie pour les assurés—4814; le cas de l'"Equitable"—4814.

Hon. Fielding—Promet d'étudier la question—4815.

M. Barker—Expose le cas de la Canada Life—4817; il n'est pas exagéré de demander que les assurés aient voix au chapitre—4818; il est temps de faire quelque chose—4819.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—4819.

Sanctionné—6211.

CANADIAN YUKON WESTERN RY. CO.

M. Campbell—Dépose bill (n° 165) concernant la compagnie du Canadian Yukon Western Ry.—6362; 1re lecture—6362.

2e lecture—7377.

En comité, 3e lecture, adopté—8861.

Sanctionné—10043.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

CHEMIN DE FER CANADIAN-NORTHERN.

M. Lamont—Dépose bill (n° 58) concernant "Canadian Northern Ry."—1031.

1re lect.—1031.

2e lecture—1152.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4383.

M. Lamont—Propose adoption amendements du Sénat—9294 ; énumération détaillée des embranchements—9294.

M. Macdonald—Bill fait revivre douze chartes—9294 ; demande si chartes comportent subventions en terre—9294.

Amendements du Sénat lus deuxième fois et adoptés—9294.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

M. Bole—Dépose bill (n° 56) concernant chemin de fer canadien du Pacifique—1030.

1re lecture—1030.

2e lecture—1152.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—2136.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER CENTRAL D'ALBERTA.

M. Oliver—Dépose bill (n° 118) concernant c. de f. Central d'Alberta—2283.

1re lecture—2283.

2e lecture—2400.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—3250.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER CENTRAL DE L'ALGOMA A BAIE D'HUDSON.

M. Dymont—Dépose bill (n° 116) concernant c. de f. de l'Algoma à la baie d'Hudson—2283.

1re lecture—2283.

2e lecture—3522.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—6748.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER CENTRAL DU CANADA.

M. A. Dymont—Dépose bill (n° 178) concernant c. de f. central du Canada—7816.

1re lecture—7816.

2e lecture—8335.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—9255.

Sanctionné—10043.

"CENTURY LIFE INSURANCE COMPANY".

M. Macpherson—Dépose bill (n° 49) concernant la "Century Life Ins. Coy."—855.

1re lecture—855.

En comité—2875.

Hon. Foster—Prolongation de délai accordée depuis 1901—2875.

Hon. Fielding—S'oppose pas au bill—2875 ; mais postulants devraient comprendre que demandes ne devraient être faites que par personnes disposant de capitaux pour faire marcher entreprise—2876.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

"CENTURY LIFE INSURANCE COMPANY"

M. Macpherson—\$200,000 sont souscrits, dont 10 p.c. sont versés—2876.

Hon. Foster—Dans ces conditions, est prêt à retirer opposition—2876.

Hon. Hyman—Chacun de ces cas doit être traité suivant son mérite—2877.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—2877.

Sanctionné—6211.

BANQUE DES CITOYENS DU CANADA.

M. Barr—Dépose bill (n° 133) relatif à la Banque des Citoyens du Canada—4395.

1re lecture—4395.

2e lecture—4320.

En comité—6102.

Hon. Fielding—Une prorogation déjà !—6102.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6102.

Sanctionné—6211.

COLLEGE PRESBYTERIEN D'HALIFAX.

M. Sinclair—Dépose bill (n° 123) concernant le Collège Presbytérien d'Halifax—2789.

1re lecture—2789.

2e lecture—3250.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4383.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE L'OUEST DE LA COLOMBIE.

G. Galliher—Dépose bill (n° 11) relatif à chemin de fer de l'ouest de la Colombie—333.

1re lecture—333.

2e lecture—422.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—902.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DES COMTES DU CENTRE.

M. Stewart—Dépose bill (n° 64) chemin de fer des comtés du centre—1394.

1re lecture—1394.

2e lecture—1607.

En comité—3718.

M. Campbell—Pouvoirs exagérés demandés—3718 ; comité a accordé seulement prolongation de délai—3718.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—3718.

Sanctionné—6211.

CROWN CASUALTY COY.

M. Gervais—Demande suspension de la règle pour recevoir pétition de la Crown Casualty Coy.—2700.

Adopté—2700.

Dépose bill (n° 125) concernant la Crown Casualty Co.—2701.

1re lecture—2701.

2e lecture—3250.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3791.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

BREVETS DE W. A. DAMEN.

M. Campbell—Dépose bill (n° 129) concernant brevet de W. A. Damen—3956.

1re lecture—3959.

2e lecture—4820.

M. Campbell—Propose que le bill soit renvoyé au comité des bills privés—6514 ; adopté—6514.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7798.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DOMINION ATLANTIC.

M. Black—Dépose bill (n° 106) concernant chemin de fer Dominion Atlantic—2283 ; 1re lecture—2283 ; 2e lecture—2400.

En comité—5092.

M. R. L. Borden—Ce parlement n'a aucun droit de légiférer sur le chemin de fer de Midland qui a une charte provinciale et que veut acquérir le Dominion Atlantic porteur d'une charte fédérale—5094 ; il faut le déclarer d'utilité générale—5095.

M. Henderson—Demande avis du ministre de la Justice—5096.

M. Borden—Le ministre de la Justice n'est pas le conseiller de la Chambre, mais celui du cabinet—5097 ; c'est le cabinet qui doit surveiller les bills privés—5096.

Discussion remise—5097.

Discussion reprise—5235.

M. Laurence—Propose amendement déclarant division Midland, d'utilité publique—5235.

Amendement adopté—5235.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5235.

Amendement du Sénat—7798.

Hon. Fitzpatrick—Amendement à la forme—7798.

Lus deuxième fois et adopté—7798.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER D'EDMONTON AU YUKON ET AU PACIFIQUE.

M. Lamont—Dépose bill (n° 62) chemin de fer d'Edmonton au Yukon et au Pacifique—1295.

1re lecture—1295.

2e lecture—1396.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4383.

Sanctionné—10043.

BREVET DE JEAN EFFRONT.

M. L. P. Demers—Dépose bill (n° 33) concernant brevet de Jean Effront—516.

1re lecture—516.

2e lecture—609.

En comité, rapporté, 3e lecture—1883 ; adopté—1833.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

CHEMIN DE FER ESQUIMALT A NANAIMO.

M. Galliher—Dépose bill (n° 90) concernant chemin de fer d'Esquimalt à Nanaimo—2087.

1re lecture—2087.

2e lecture—2399.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4716.

Sanctionné—6211.

BREVET DE LA "FACER SOLID STEEL CAR WHEEL CO. LTD."

M. Caldwell—Dépose bill (n° 27) concernant brevet de la "Facer Solid Steel Car Wheel Co., Ltd.", de Perth—515.

1re lecture—515.

2e lecture—608.

En comité—1339.

M. Johnston—Demande remise—1339 ; plusieurs députés veulent discuter avec bills même nature—1339.

M. Maclean—Se plaint absence ministre d'Agriculture—1340.

Discussion remise—1340.

En comité—1397.

Hon. Fisher—Prolongation demandée trop longue—1397 ; compromis intervenu—1398.

M. R. L. Borden—Demande si les droits acquis dans l'intervalle écoulé depuis extinction sont réservés—1398.

Hon. Fisher—Oui, disposition ajoutée—1398.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—1398.

Sanctionné—6211.

FARMERS' BANK OF CANADA.

M. Miller—Dépose bill (n° 124) constituant "The Farmers' Bank of Canada"—2789.

1re lecture—2789.

2e lecture—3250.

En comité—4819.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—4819.

Amendement du Sénat—6748.

Hon. Fielding—Promoteur consent à amendement empêchant ratification de certains actes antérieurs à la prolongation de délai—6748.

Sanctionné—10043.

COMPAGNIE DE TELEGRAPHIE SANS FIL DE FESSENDEN.

M. Telford—Dépose bill (n° 144) constituant compagnie de télégraphie sans fil de Fessenden—4764.

1re lecture—4764.

2e lecture—5098.

En comité—6514.

M. Maclean—Demande politique du gouvernement à l'égard de compagnies de télégraphie sans fil—6515.

Hon. Emmerson—Bill amendé de façon à sauvegarder intérêts du gouvernement qui a déjà contrat de télégraphie sans fil—6516.

M. Bergeron—Bill calqué sur loi Marconi—6516.

BILLS SANCTIONNÉES—*Suite.*COMPAGNIE DE TELEGRAPHIE SANS FIL DE FESSENDEN—*Suite.*

M. Barker—Articles impliquant le terme "tout gouvernement" devraient être réservés pour interprétation—6518.

Reprise—6745.

M. Bergeron—Admet limiter pouvoir à "tout gouvernement au Canada"—6746.

Adopté—6748.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6748.

Sanctionné—16043.

DIVORCE DE JANE MARIE FITZSIMMONS.

M. Calvert—Dépose bill (n° 130) du Sénat, divorce Jane Marie Fitzsimmons—4201.

1re lecture—4201.

2e lecture—4537.

En comité, rapporté—6513.

M. Stewart—Propose 3e lecture—6513.

M. Daniel—Proteste, preuve pas distribuée—6513.

Motion adoptée, bill lu 3e fois, adopté—6514.

M. Stewart—Propose envoi au Sénat des dépositions prises devant le comité des ordres permanents auquel soumis bill (n° 130)—6514.

Adopté—6514.

Sanctionné—7173.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE GEORGIENNE AU LITTORAL MARITIME.

M. Scott—Dépose bill (n° 35) concernant chemin de fer de la Baie Georgienne au littoral maritime—516.

1re lecture—516.

2e lecture—609.

Comité, rapporté, 3e lecture—1342.

Sanctionné—6211.

"GILLIES BROTHERS, LTD."

M. A. J. Wright—Dépose bill (n° 95) concernant Gillies Brothers, Ltd.—2087.

1re lecture—2087.

2e lecture—2157.

En comité—2873.

Hon. M. Lemieux—Comité des ordres permanents a examiné papiers d'incorporation—2873; la compagnie a renoncé à la demande de pouvoir d'expropriation—2874; compagnie très respectable—2874.

M. R. L. Borden—Insiste que toutes les actions devraient être payées et soldées réellement—2874.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—2875.

Sanctionné—10043.

GOLD MEDAL MFG. COY.

M. Campbell—Dépose bill (n° 102) concernant Gold Medal Mfg. Co.—2282; 1re lecture—2282.

2e lecture—2400.

En comité—3521.

M. Sproule—Le parlement devrait statuer sur le cas des compagnies qui peuvent avoir commencé opérations depuis expiration du brevet à faire revivre—3522.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—3522.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNÉES—*Suite.*

ASSOCIATION CATHOLIQUE DE BIENFAISANCE MUTUELLE DU CANADA.

M. McIsaac—Dépose bill (n° 93) concernant l'Association catholique de bienfaisance mutuelle du Canada—2087.

1re lecture—2087.

2e lecture—2157.

En comité—2879.

M. L. P. Demers—Société crée un fonds de secours aux malades—2879; en cas d'excédent, encaisse—2879; en cas de déficit, pas tenue de payer—2880.

M. Bergeron—Même principe qu'Alliance Nationale—2880.

M. J. J. Hughes—Même principe que Forestiers—2880.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—2880.

Sanctionné—6211.

GRAND CHEMIN DE FER DU NORD.

M. M. S. Schell—Dépose bill (n° 71) concernant Grand chemin de fer du nord—1567.

1re lecture—1567.

2e lecture—1586.

En comité—4382.

Hon. Fitzpatrick—Ne voit pas d'empêchement au bill—4382.

Rapporté, lu 3e fois, adopté—4383.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC.

M. E. M. Macdonald—Dépose bill (n° 45) relatif au chemin de fer G.T.R.—761; pour acquérir intérêts et obligations du C.A.R.—761; pour garantir remboursement et intérêts jusqu'à concurrence de £3,292,200—761.

1re lecture—761.

2e lecture—949.

Appelé, remis—2875.

En comité—3769.

Sir W. Laurier—Le gouvernement entend présenter un bill à part pour donner à l'Intercolonial droit de parcours sur le chemin de fer Canada-Atlantique—3769.

M. R. L. Borden—Demande connaître les conditions avant examen de ce bill—3770.

Sir W. Laurier—Avant troisième lecture—3770.

M. Maclean—Ministre des Finances a promis explications—3771.

M. Osler—Ministre des Chemins de fer a promis explications—3771.

Sir W. Laurier—Propose que comité lève séance—3773.

Adopté, discussion remise—3771.

Discussion reprise—4000.

Hon. Emmerson—Gouvernement inscrira à l'ordre du jour demain bill amendant la loi des chemins de fer et autorisant gouvernement à acquérir droit de circulation sur C.A.R. de Parry Sound à Coteau et sur G.T.R. de Coteau à Montréal—4000; compensation à décider par commission des chemins de fer—4001; Intercolonial ira prendre trafic aux Grands Lacs pour conduire à l'océan—4002.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC—*Suite.*

M. Bennett—Gouvernement aurait plus d'avantages à acquérir droit de parcours sur ligne du G.T.R. qui va de Midland à Peterboro—4008; exposé des avantages—4008.

M. R. L. Borden—Considère qu'il n'y a pas d'avantage à adopter un système en vertu duquel il nous faudra partager les recettes entre Montréal et Parry-Sound—4011; espère que gouvernement ne va pas se jeter tête baissée dans cette affaire—4012.

Discussion remise—4014.

Reprise en comité—4244.

M. Barker—Demande un ministre—4245.

M. Macdonald—Inutile—4243; discussion n'a rien à voir avec le bill que présentera le gouvernement pour droit de passage—4245.

M. R. L. Borden—Ministre avait promis de présenter bill vendredi et de donner détails—4248; vendredi est passé, pas de bill, pas de détails—4248.

M. Barker—S'opposera à ce bill tant que ne saura pas comment seront protégés les intérêts du public dans la combinaison—4250.

M. Ingram—Ne se contente pas de la déclaration déjà faite—4252; trop tard pour fermer écurie quand chevaux lâchés—4253.

M. R. L. Borden—La politique énoncée du parti libéral était d'acquérir le Canada-Atlantique—4254; l'opposition tient pour cette politique—4254.

Hon. Emerson—Présentera bill lundi—4256.

Heure expirée—4256.

Discussion reprise—4325.

Hon. R. L. Borden—Propose que l'article 1 soit remis en discussion—4325.

Hon. Foster—Le parlement délègue certains pouvoirs à son comité des chemins de fer, mais n'en conserve pas moins la haute main sur le bill—4326; la Chambre a droit à tous les renseignements fournis au comité—4327.

Sir W. Laurier—Maintenant que la politique du gouvernement est connue—4327; maintenant qu'on sait qu'il ne veut pas acquérir l'Atlantique il n'y a pas de raison de retarder le bill—4327; la Chambre doit décider simplement s'il est dans l'intérêt du pays d'adopter le présent bill—4327; si oui, il est bon que la compagnie du G. T. R. sache promptement à quoi s'en tenir—4327.

M. E. M. Macdonald—Expose arrangements financiers—4320.

Hon. Fielding—Les mêmes que pour achat de chemin de fer Kingston à Pembroke par C. P. R.—4330.

Hon. Haggart—Demande l'emploi des \$16,000,000 dont l'émission est autorisée par le bill—4334.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC—*Suite.*

Hon. Foster—Le pays a le droit de savoir le prix payé par le G. T. R. pour ce chemin de fer—4337; c'est le pays qui paie finalement le prix d'achat sous forme de tarifs de transport—4338.

M. Henderson—Ne veut pas faire d'obstruction, mais demande remise du bill—4338.

M. A. A. Wright—Les services de la ligne—4342; l'augmentation de son trafic—4342.

Hon. Fitzpatrick—Donne en détail la situation financière du Canada Atlantique—4345.

M. Ingram—Donne état de ligne, matériel, etc—4343; énumère trafic—4347; subventions—4330

Bill rapporté—4330.

M. l'Orateur—Pose la question de la 3e lecture—4351.

M. Ingram—Lit rapport du ministre des chemins de fer au sujet des lignes composant le Canada Atlantique—4355.

Hon. Haggart—C'est mettre la charrue avant les bœufs de passer ce bill avant celui du gouvernement sur l'I. C. R.—4357; nous établissons par ce bill la valeur d'un droit que nous nous proposons de discuter plus tard—4357.

Hon. Haggart—Demande si l'Orateur décide que la discussion en comité général et la 3e lecture constituent une seule étape—4559.

Hon. L. P. Brodeur—Déjà décidé que bill passé en comité sans amendement peut subir la troisième lecture—4359.

Bill lu 3e fois, adopté—4359.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. McCarthy—Dépose bill (n° 115) concernant chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—2283; 1re lecture—2283.

2e lecture—3522.

En comité—7794.

M. Henderson—Le député qui se charge d'un bill devrait assister à discussion—7794.

M. Ingram—Si le petit noyau de députés fidèles au travail disparaissait, il ne resterait plus personne pour faire les affaires du pays—7795.

Hon. Fitzpatrick—Dépose rapport Shepley quant aux annexes—7796.

M. Borden—Demande remise pour prendre connaissance rapports—7796.

Hon. Fitzpatrick—Consent à remise jusqu'à distribution rapport imprimé—7796.

Discussion reprise—7854.

Hon. Fitzpatrick—Expose interprétation Shepley—7856.

Bill rapporté—7857.

M. L. G. McCarthy—Propose 3e lecture—8035.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE—*Suite.*

M. S. Barker—Obligations provisoires n'étaient pas d'une application pratique—8037; si obligations permanentes sont émises à la place, il faudrait mettre de côté une réserve non émise pour compenser erreurs possibles—8037.

M. L. G. McCarthy—Question examinée par M. Shepley—8040; articles du bill relatifs à la matière—8040; le prix de vente de ces obligations, lors de leur émission sera remis au ministre des Finances et receveur général—8042.

Hon. Haggart—Le gouvernement est libre de ne faire des avances que moyennant telles conditions et garanties qu'il jugera à propos d'exiger—8044.

Hon. Fielding—On a étendu la portée de certaines stipulations sans augmenter les obligations du gouvernement—8046.

Bill lu une 3e fois et adopté—8046.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DE GUELPH A BAIE GEORGIENNE.

M. Guthrie—Dépose bill (n° 100) concernant chemin de fer de Guelph à Baie Georgienne—2202.

1re lecture—2202.

2e lecture—

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3250.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE HAMILTON A GALT ET BERLIN.

M. German—Dépose bill (n° 112) concernant chemin de fer de Hamilton à Galt et Berlin—2283.

1re lecture—2283.

2e lecture—2400.

En comité, 3e lecture, adopté—4319.

Sanctionné—7173.

DIVORCE GEORGE DANCE HARPER.

M. T. G. Johnston—Dépose bill (n° 154) pour faire droit à G. D. Harper—6046.

1re lecture—6046.

2e lecture—6104.

En comité—6512.

M. Bergeron—Inutile s'opposer à l'adoption du bill—6512; requérant un fou, défenderesse une imbécile—6512.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6512.

Sanctionné—7173.

COMPAGNIE DE PRÊT ET D'ÉPARGNE DE HURON ET ERIE.

M. Calvert—Dépose bill (n° 84) compagnie de prêt et d'épargne de Huron et Erié—1868.

1re lecture—1868.

2e lecture—1976.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4717.

Sanctionné—10043.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

BREVET DE L'IDEAL MANUFACTURING COMPANY.

M. Campbell—Déposé bill (n° 166) concernant certains brevets de l'Ideal Manufacturing Co.—6362; 1re lecture—6362; 2e lecture—7021.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7788.

Sanctionné—10043.

THE IMPERIAL GUARANTEE AND ACCIDENT CO. OF CANADA.

Hon. Belcourt—Dépose bill (n° 98) constituant "The Imperial Guarantee and Accident Co. of Canada"—2137.

1re lecture—2137.

2e lecture—2399.

En comité—2880.

Hon. Fielding—Propose d'ajouter que l'acte des assurances s'appliquera à la compagnie—2882.

Adopté—2882.

Rapporté, 3e lecture, adopté—2882.

Sanctionné—6211.

INTERNATIONAL TERMINAL AND BRIDGE COMPANY.

M. T. G. Johnston—Dépose bill (n° 87) concernant l'International Terminal and Bridge Company—2022.

1re lecture—2022.

2e lecture—2157.

En comité, rapporté, lu 3e fois—3249.

M. T. G. Johnston—Propose que nom soit changé en "International Bridge and Railway Coy—3244.

Adopté—3249.

Amendement du Sénat—9920; suppression du droit de paiement de services au moyen d'actions—9920.

Adopté—9920.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DE JOLIETTE ET LAC MANUAN.

M. C. Piché—Dépose bill (n° 191) concernant compagnie de chemin de fer de colonisation de Joliette et du lac Manuan—9288.

2e lecture—9395.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—9595.

Sanctionné—10043.

BREVET DE CELESTE JOLY.

M. Smith—Dépose bill (n° 107) concernant brevet de Céleste Joly—2283; 1re lecture—2283.

2e lecture—2400.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4717.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE KASLO ET LARDO-DUNCAN.

M. Galliher—Dépose bill (n° 147) concernant le chemin de fer Kaslo et Lardo-Duncan—4671.

1re lecture—4671.

2e lecture—5098.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté.

Sanctionné—10043.

THE MONTREAL, OTTAWA, KINGSTON AND GEORGIAN BAY RY. CO.

M. Harty—Dépose bill (n° 97) concernant la Kingston and Dominion Central Ry. Co.—2087.

1re lecture—2087.

2e lecture—2429.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5234.

Sanctionné—7173.

CHEMIN DE FER DE KINGSTON, SMITH'S-FALLS ET OTTAWA.

M. Galliher—Dépose bill (n° 137) concernant chemin de fer de Kingston, Smith's-Falls et Ottawa—4670; 1re lecture—4670; 2e lecture—5098.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6519.

Sanctionné—7173

CHEMIN DE FER DE KOOTENAY A CARIBOU ET PACIFIQUE.

M. Galliher—Dépose bill (n° 24) concernant chemin de fer de Kootenay à Caribou et Pacifique—515.

1re lecture—515.

2e lecture—608.

3e lecture—1342.

Sanctionné—6211.

COMPAGNIE DU CANAL A NAVIRES DU LAC CHAMPLAIN AU ST-LAURENT.

M. Gervais—Dépose bill (n° 43) concernant Compagnie du canal à navires du lac Champlain au St-Laurent—653.

1re lecture—653.

2e lecture—903.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2136.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE LÉBOUK A LA BAIE DU TONNERRE.

M. Bole—Dépose bill (n° 61) relatif au chemin de fer de Lebouk à la baie du Tonnerre—1294.

1re lecture—1294.

2e lecture—1396.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2825.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE LONDON A SAINTE-CLAIRE.

M. Calvert—Dépose bill (n° 32) concernant chemin de fer de London à Sainte-Claire—516.

1re lecture—516.

2e lecture—609.

3e lecture—1342.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE MACLEOD A CARDSTONE ET MONTANA.

M. Campbell—Dépose bill (n° 78), chemin de fer de Macleod à Cardstone et Montana—1744.

1re lecture—1744.

2e lecture—1836.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2824.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE MANITOULIN ET LA RIVE NORD.

M. Dymont—Dépose bill (n° 114) concernant chemin de fer de Manitoulin et de la Rive Nord—2283.

1re lecture—2283.

2e lecture—2883.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6748.

Sanctionné—10043.

DIVORCE CLARA McDERMOTT.

M. Campbell—Dépose bill (n° 152) pour faire droit à Clara Bidwell McDermott—6046.

1re lecture—6046

2e lecture—6104.

En comité—6405.

M. Lancaster—Cas extraordinaire—6408; lors de la preuve, préambule pas établi—6409; témoignage de deux femmes de mauvaise vie—6409; accorder le divorce sur cette preuve, c'est ouvrir la porte au chantage—6409; propose renvoi de la discussion—6409.

M. Campbell—Femme respectable—6409; le mari a abandonné femme et enfants pendant seize ans—6410.

M. Boyce—Peuple canadien, chrétien et moral—6412; veut mariage soit respecté—6412; pas tenu d'accepter toutes preuves venant du Sénat—6413.

M. Christie—Mme McDermott, femme excellente—6414; jamais divorce n'aura été accordé avec plus de raison que celui-ci—6414.

M. Lancaster—Deux ministres témoignent de l'honnêteté du mari—6418.

Discussion remise—6420.

Reprise—6482.

M. Lancaster—Le droit de divorce, d'après Gemmill—6482; il faut pouvoir démontrer que le divorce demandé est dans l'intérêt de l'état—6483; historique de la cause—6483; la femme ne s'est pas conduite envers son mari comme elle aurait dû le faire—6483; son devoir était de le suivre—6484; la moralité des deux témoins—

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*DIVORCE CLARA McDERMOTT—*Suite.*M. Lancaster—*Suite.*

6484; complices de mauvaise vie—6485; la preuve n'est pas claire—6485; opinions Penzance, Scott, Gowan—6486; demande l'avis du gouvernement—6486; la preuve—6490; proteste contre adoption du bill parce que preuve insuffisante et précédent dangereux—6490; nous sapons les bases de la morale publique—6491.

M. Boyce—Témoignage suspect—6496; pas d'examen contradictoire—6496; l'homme a été voir ces femmes de mauvaise vie pour les besoins de son commerce—6498; doute grave—6499; l'accusé ou du moins le défendeur doit avoir le bénéfice du doute—6500.

M. Carvell—Éléments nécessaires pour obtenir divorce—6501; la cause de la défenderesse a été prouvée au delà de tout doute—6502; les preuves dans les causes de divorces sont généralement puisées dans les maisons de prostitution—6502; la preuve faite au comité du Sénat—6503; les explications commerciales du défendeur "Don Juan"—6505; depuis 1888, il n'y a pas eu de bill de divorce adopté par le Sénat rejeté par la Chambre—6506; précédent anglais—6507; les règles du Sénat—6508; ce n'est pas l'affaire du ministre de la Justice d'usurper la place du jury—6510; on n'a rien prouvé contre la requérante—6510; on a tout prouvé contre le défendeur—6510; c'est notre devoir d'accorder le divorce—6511.

Préambule adopté—6511.

Bill rapporté—6511.

M. Campbell—Propose 3e lecture—6511.

Troisième lecture mise aux voix, adoptée, 38 à 13—6512.

Bill lu, 3e fois, adopté—6512.

Sanctionné—7173.

CHEMIN DE FER MEDICINE-HAT ET ALBERTA-NORD.

M. P. Talbot—Dépose bill (n° 74), concernant chemin de fer de Medicine-Hat et Alberta-nord—1744.

1re lecture—1744.

2e lecture—1836.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3250.

Sanctionné—6211.

"METAL VOLATILIZATION CO."

M. McCool—Dépose bill (n° 183) constituant la "Metal Volatilization Co."—7991.

1re lecture—7991.

2e lecture—8335.

3e lecture—9264.

Sanctionné—10043.

BANQUE MOLSON.

M. H. B. Ames—Dépose bill (n° 14) relatif à banque Molson pour porter parts à \$100 au lieu de \$50—333.

1re lec.—333.

2e lecture—433.

En comité—1833.

M. Maclean—Dépêche reçue d'actionnaires autorisant changement—1833.

Bill rapporté, 3e lect., adopté—1833.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

MONARCH BANK OF CANADA.

M. GORDON—Dépose bill (n° 164) constituant la Monarch Bank of Canada"—6362.

1re lecture—6362.

2e lecture—7021.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—8861.

Sanctionné—10043.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER D'ÉCLAIRAGE ET DE FORCE MOTRICE DE MONTEREY.

M. Macdonell—Dépose bill (n° 89) concernant Cie de c. de f. d'éclairage et de force motrice de Monterey—2087.

1re lect.—2087.

2e lect.—2157.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—2814.

Sanctionné—6211.

COMPAGNIE DU PONT DE MONTREAL.

M. Piché—Dépose bill (n° 138) pour changer ce nom en "The Montreal Bridge and Terminal Coy."—4671.

1re lect.—4671.

2e lect.—4822.

Sanctionné—7173.

CHEMIN DE FER DE MONTREAL AU SUD DE QUEBEC.

M. Gervais—Dépose bill (n° 73) constituant le c. de f. de Montréal au sud de Québec 1660.

1re lecture—1660.

2e lecture—1836.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—3253.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER MONTREAL ET COMTES DU SUD.

M. Geoffrion—Dépose bill (n° 96) concernant chemin de fer Montréal et Comtés du Sud—2087.

1re lecture—2087.

2e lecture—2157.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3250.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE MOOSEJAW A EDMONTON.

M. Scott—Dépose bill (n° 20) concernant chemin de fer de Moosejaw à Edmonton—333

1re lecture—333.

2e lecture—434.

En comité—2823.

M. R. L. Borden—Capitalisation trop forte—2824.

Discussion remise—2824.

Discussion reprise—2871.

Hon. Hyman—Compagnie demandait seulement pouvoir de constituer capital de \$1,000,000—2872; comité a établi la règle que le capital constitué devait être \$10,000 par mille—2872.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—2872.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

DIVORCE E. A. MURPHY.

M. Grant—Dépose bill (n° 126) pour faire droit à E. A. Murphy—3206.
1re lecture—3206.
2e lecture—3522.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4717.
Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER NIAGARA, STE-CATHERINE, TORONTO.

M. Calvert—Dépose bill (n° 39) chemin de fer Niagara, Ste-Catherine et Toronto—653.
1re lecture—653.
2e lecture—903.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4383.
Sanctionné—7173.

COMPAGNIE DE FORCE MOTRICE NIAGARA-WELLAND.

M. Guthrie—Dépose bill (n° 40) concernant compagnie de force motrice Niagara-Welland—653.
1re lecture—653.
2e lecture—903.
3e lecture—1786.
Sanctionné—6211.

COMPAGNIE DE CHARBONNAGES ET DE CHEMIN DE FER DE NICOLA A KAMLOOPS ET A LA SEMILKAMEEN.

M. Galliher—Dépose bill (n° 34) concernant Cie de charbonnage et de c. de f. de Nicola à Kamloops et à la Semilkameen—516.
1re lect.—516.
2e lecture—609.
En comité—1782.

M. Sproule—Doute que le parlement fédéral ait le pouvoir de faire passer sous son contrôle un chemin de fer en enlevant à une province les droits qu'elle pouvait avoir sur ce chemin—1786.

M. Logan—Expose imbroglio législatif—1784.
Sir W. Mulock—Le gouvernement fédéral s'engage à rester dans la limite de ses attributions—1786.
Bill rapporté—1786.
3e lect.—1786.
Sanctionné—6211.

BANQUE DU NORD.

M. Bole—Dépose bill (n° 104) concernant la banque du Nord—2283.
1re lecture—2283.
2e lecture—2399.
En comité, rapporté, 3e lect., adopté—4716.
Sanctionné—6211.

"THE NORTHWEST COAL AND COKE RAILWAY COMPANY.

M. Galliher—Dépose bill (n° 140) pour changer ce nom en "Great West Ry. Coy."—4671.
1re lect.—4671.
2e lect.—5098.
En comité, rapporté, 3e lect., adopté—6105.
Sanctionné—10043.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

COMPAGNIE DE TELEPHONE DU NORD-OUEST.

M. Turriff—Dépose bill (n° 28) pour autoriser la Cie de téléphone du N.-O.—515.
1re lect.—515.

2e lect.—609.

Appelé en comité—1975.

M. Turriff—Demande remise, bill à réimprimer—1975.

En comité—1975.

M. Turriff—Demande remise, bill à réimprimer—1975.

M. Bole—Conseil municipal de Winnipeg opposé à l'octroi de concession de cette nature en vue du mouvement en faveur de nationalisation—2142; déclaration du conseil 20 février—2142; commission tenue à San-Francisco décision adverse—2142; bulletin de la Ligue des municipalités—2143; plus il y aura des lignes de téléphones créées dans une place plus le fardeau sera lourd pour le public payant—2144; propose que comité lève séance—2144.

M. Turriff—Bil passé au comité—2144; modifications apportées pour assurer libre arbitre cité Winnipeg—2145; Winnipeg veut favoriser Cie Bell, le reste du Manitoba pas obligé imiter—2145.

Hon. Foster—Rien ne montre que gouvernement disposé à prendre la responsabilité du service téléphonique—2143; il est faux que toutes les compagnies indépendantes des E.-U. échouent—2146; inadmissible que rivalité et concurrence fassent hausser prix—2146.

Motion Bole rejetée—2150.

Bill renvoyé à séance ultérieure—2156.

Discussion reprise—2427.

M. Turriff—Accepte limiter pouvoir d'emprunter à \$500,000—2428.

M. R. L. Borden—L'application de cette loi comporte trois tribunaux: Gouverneur en conseil, arbitres et commission des chemins de fer—2428; confusion inévitable—2428; nécessité de législation générale—2428.

Hon. Hyman—Propose rédaction nouvelle pour acquisition d'autres compagnies, adoptée—2428.

Bill rapporté—2428.

M. Turriff—Propose 3e lecture—2428.

M. W. F. Maclean—Demande si gouvernement a décidé d'adopter législation spéciale pour échange communications téléphoniques—2429.

Sir W. Laurier—Réponse demain—2429.

3e lecture remise—2429.

3e lecture appelée—2822.

Sir W. Mulock—Demande remise en attendant rapport de la commission des téléphones—2823.

3e lecture remise—2823.

Rappelé—6482.

M. Maclean—Ne s'oppose plus à 3e lecture, à cause loi générale à venir—6482.

Lu 3e fois, adopté—6482.

Sanctionné—10043.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

COMPAGNIE DE FORCE MOTRICE ONTARIO ET MINNESOTA.

M. A. Campbell—Dépose bill (n° 86) concernant la compagnie de force motrice d'Ontario et Minnesota—2022.

1re lecture—2022.

2e lecture—2137.

En comité—2825.

M. Barker—S'oppose à l'émission d'actions libérées pour indemniser certains individus—2825; fonctionnement du système—2826; brocantage des chartes—2826; pourquoi émettre des actions libérées qui n'ont jamais été acquittées?—2826.

M. Campbell—Vaste entreprise—2827; dépenses considérables à faire avant rémunération possible—2827.

M. R. L. Borden—Système condamnable—2828.

Hon. Fielding—Sous prétexte d'empêcher des abus, il ne faut pas embarrasser inutilement des entreprises légitimes—2828; empêcher d'émettre des actions qui pourront avoir de la valeur dans l'avenir serait donner le coup de grâce à l'entreprise—2829; personne n'est dupe de la valeur réelle de ces actions appelées acquittées—2829; n'est pas en faveur de capitalisation à outrance—2829.

M. R. L. Borden—Demande pourquoi cette entreprise est déclarée d'utilité publique—2830.

M. L. G. McCarthy—Eaux internationales—2830.

M. Campbell—Eaux navigables—2830.

Sir W. Mulock—Déclaration était nécessaire—2831; distinction—2831.

M. L. G. McCarthy—Partage du droit de législation—2834.

M. W. F. Maclean—Se plaint absence ministre de la Justice—2835.

Discussion remise—2835.

Discussion reprise—2872.

Hon. Hyman—Demande que bill soit discuté en présence du député qui en est responsable—2873.

Discussion remise—2873.

Discussion reprise—3248.

M. Sproule—Demande pourquoi on met une compagnie d'industrie privée sous l'effet de l'Acte des chemins de fer—3244.

M. L. P. Demers—A cause des téléphones—3249.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—3249.

M. J. Conmee—Propose adoption amendements Sénat—10041; explique compromis intervenu—10041; opposition de Fort-Francis—10041; M. Kerr, avocat de Fort-Francis satisfait—10042.

M. Maclean—Attire attention commission tarif sur exportation énergie électrique aux E.-U.—10042.

Amendements adoptés—10042.

Sanctionné—10043.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

ONTARIO FIRE INSURANCE COY.

M. Boyce—Dépose bill (n° 105) concernant Ontario Fire Insurance Coy.—2283; 1re lecture—2283; 2e lecture—2399.

En comité—2882.

Hon. Hyman—Redoute similitude de nom avec "Ontario Mutual Insurance Coy."—2882.

M. Henderson—Une des assurances est sur le feu, l'autre sur la vie—2882.

Rapporté—2883.

3e lecture remise—2883.

3e lecture passée, adopté—3065.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER D'ONTARIO A L'OUEST ET A BAIE D'HUDSON.

M. Dymont—Dépose bill (n° 113) concernant chemin de fer d'Ontario à l'ouest et à Baie d'Hudson—2283; 1re lecture—2283.

2e lecture—2400.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5253.

Sanctionné—10043.

COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA.

M. Gallier—Dépose bill (n° 12) concernant la compagnie électrique d'Ottawa—332; pour permettre achat d'actions d'autres compagnies—332.

Première lecture—332.

2e lecture—422.

En comité—1337.

M. L. Lavergne—Propose que comité se lève et demande à siéger de nouveau—1337.

M. W. F. Maclean—Signale absence députés d'Ottawa—1338; redoute qu'on veuille faire passer le bill subrepticement—1338; demande à être informé quand bill reviendra—1338.

Comité se lève—1339.

Appelé en comité—1396.

M. Macpherson—Demande renvoi, 1er mars—1396.

Adopté—1396.

En comité—1973.

Sir W. Laurier—Eu égard à l'opposition de la ville d'Ottawa demande bill soit renvoyé à comité spécial—1973; comité mettra en présence parties intéressées Compagnie électrique et Municipalité d'Ottawa—1973.

M. W. F. Maclean—Premier ministre inaugure l'ère de défense des droits des municipalités—1974.

Hon. Foster—Demande faire figurer deux noms au comité proposé par premier ministre—1974.

Sir W. Laurier—Propose comité composé de Hon. Fitzpatrick, Haggart, McIsaac, Monk, Gallier, Bergeron, Dugas, Ames et Zimmerman—1975.

Adopté—1975.

En comité—2638.

M. Stewart—Proteste au nom de ville d'Ottawa contre pouvoir d'amalgamation permettant d'annuler concurrence—2638.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA—*Suite.*

M. Sproule—Laisser passer ce bill serait légiférer de propos délibéré pour établir monopole—2639; la compagnie électrique avait accepté le principe de l'autonomie des compagnies existantes on ne doit pas revenir sur ce qui a été fait—2640.

M. Monk—Devant le comité spécial, le maire d'Ottawa ne s'est pas opposé au bill—2640; pouvoir de fusion accordé à toutes les autres compagnies—2641; parlement n'a pas à s'immiscer dans contrats entre particuliers—2641; comité n'a pas donné de monopole—2642.

M. Stewart—Le but cherché est d'englober la compagnie des Consumers et d'éluider le contrat de cette compagnie avec la ville d'Ottawa—2642; historique contrat—2643; amendement proposé—2644.

Hon. N. A. Belcourt—Historique du bill en 1903—2644; amendement Birkett—2644; le désir du conseil de ville d'Ottawa—2646; votera contre le bill—2646.

M. Ames—Une des parties au contrat, la ville d'Ottawa s'oppose à sa modification—2646; comme partisan du respect des droits des municipalités veut qu'opposition municipale soit respectée—2647.

Hon. J. Haggart—Le comité ne donne pas à la compagnie plus de pouvoirs qu'elle n'en a maintenant—2650; le bill facilite une fusion qui peut toujours se pratiquer de fait par un achat d'actions—2650; les droits d'Ottawa sont garantis par clause interdisant de vendre pouvoir électrique plus cher que prix fixé par contrats existants—2650.

M. R. L. Borden—S'il s'agissait dans ce bill de violer une convention, la ville d'Ottawa n'avait qu'à s'adresser aux tribunaux pour arrêter le bill—2652.

Hon. Fitzpatrick—Est en faveur des droits acquis des municipalités, mais aussi du respect des droits des compagnies—2654; opposé à la régie municipale des services publics.

M. W. F. Maclean—Ami des droits des municipalités—2654.

Discussion remise—2654.
Discussion reprise—3066.

M. R. Stewart—Demande raisons invoquées pour présenter le bill—3066; pétitions adverses de 2,000 contribuables—3066.

M. Galliher—Refuse discuter cette question sur le préambule—3066.

M. W. F. Maclean—L'amalgamation des compagnies électriques à Toronto—3066; le gouvernement qui paie de la lumière à Ottawa devrait s'opposer au bill—3067; l'Union municipale appuie l'opposition d'Ottawa—3068; le "Witness" et la crise Parent à Québec—3068; l'hon. G. W. Ross a été battu dans Ontario parce qu'il était l'ami des trusts—3069; en permettant la fusion on méconnaît les droits acquis de la population d'Ottawa—3069.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA—*Suite.*

Sir W. Mulock—Les membres du gouvernement se sont divisés l'année dernière sur le bill—3070; a voté contre—3070; les bravades du "World"—3070; gouvernement refuse d'user d'influence dans bills privés—3070; insultes au sous-comité—3070; MM. Monk, Ames, Haggart—3071.

Hon. Belcourt—Affaire Parent étrangère à l'affaire électrique d'Ottawa—3073; se peut que l'augmentation de capital ne soit pas destinée du tout à acquérir Consumers Coy.—3073; demande explications du promoteur—3073.

M. Galliher—Ni "homme des compagnies" ni "coulissier"—3073; l'incident du bill retiré de la session précédente—3074; péripéties du bill à présente session—3074; rapport comité unanime—3074; emploi du capital demandé—3075; fusionnement impossible—3075; la ville d'Ottawa a remède contre augmentation des taux—3078; aussi facile de trouver signataires pour qu'à contre bill—3076.

M. Stewart—La compagnie prétend que la ville ne peut pas exploiter elle-même l'éclairage électrique—3076; unique question est de savoir si la Chambre permettra à cette compagnie de supprimer concurrence—3078.

Hon. Belcourt—Veut faire amender charte fédérale—3078.

Préambule adopté par 82 à 50—3078.

Discussion remise—3078.

Discussion reprise—3285.

M. W. F. Maclean—Lit résolution conseil municipal de Toronto—3285; historique des difficultés dont Toronto a eu à souffrir—3286; la conduite des whips libéraux 3286; accepte dénégation—3287; ce bill est un projet de loi du gouvernement—3288; ce sont les cultivateurs qui paient l'électricité employée par le gouvernement à Ottawa—3288; le monopole de la Montreal Light, Heat and Power Co.—3289; mode de procéder—3289; le parlement n'a pas le droit de s'immiscer dans les affaires de la cité d'Ottawa—3289.

Sir W. Laurier—Appuiera le rapport du comité—3290; a pour règle d'appuyer le rapport d'un comité auquel question spéciale a été soumise—3291.

M. Sproule—La compagnie ne peut pas manquer de parole à la ville d'Ottawa sans concours de la Chambre, ce concours doit lui être refusé—3292.

M. Maclean—Conseille aux députés d'Ottawa de démissionner pour permettre aux électeurs de se prononcer sur cette question—3293.

Sir W. Mulock—Opposé au bill parce qu'il s'agit d'une affaire purement locale—3293; conseille à M. Maclean de convertir MM. Haggart et Borden—3293; ni intérêt de parti ni politique ministérielle en jeu—3293.

M. R. L. Borden—A approuvé trois articles seulement sur cinq—3294.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA—*Suite.*

- M. Bergeron—Demande pourquoi le gouvernement a cessé de fabriquer lui-même son électricité—3295; le bill ne sort pas de l'ordinaire—3296; raisons qui ont décidé le comité à approuver le bill—3296.
- M. Stewart—La compagnie prétend que la ville ne peut pas produire elle-même son électricité—3298; lettre D. R. Street—3298; compagnie n'a pas besoin de secours, bénéfiques suffisants—3298.
- M. Bergeron—Le parlement a fait assez de largesses à la cité d'Ottawa pour avoir le droit de s'intéresser de ses affaires—3300.
- Hon. Foster—Question de bonne foi—3301; le parlement ne devrait pas intervenir pour aider les compagnies à faire de l'argent—3301.
- Hon. Fitzpatrick—Le bill ne modifie pas la convention relative au prix extrême passée par la ville—3302; la ville est protégée, elle a le droit de produire son électricité et même de se servir des poteaux de la Compagnie des Consommateurs—3302; on veut pousser les municipalités à se lancer dans des entreprises maintenant exploitées par des compagnies particulières—3302; ce serait un malheur pour le Canada—3302; aucune municipalité n'a réussi dans cette voie—3302.
- M. Maclean—Cite exemples de municipalisation—3302; le ministre de la Justice proclame son hostilité au système de municipalisation des services publics—3304; le ministre de la Justice et la difficulté des téléphones à Port-Arthur et Fort-William—3304; si le ministre de la Justice faisait son devoir, il poursuivrait G.T.R. et C.P.R.—3304.
- M. R. L. Borden—Nous ne pouvons pas modifier cette charte contre le gré de la ville d'Ottawa—3306; les privilèges acquis n'ont été accordés qu'à la faveur de cette charte—3306.
- M. Sproule—Le cabinet tout entier est plus disposé à protéger les droits des compagnies que ceux du public—3308.
- M. Bergeron—Prouve authenticité des chiffres énoncés dans discussion—3309.
- M. Sproule—Influence des compagnies sur les journaux—3311.
- M. Blain—S'oppose à la fusion qui retardera la municipalisation de l'éclairage—3311; population d'Ottawa unanime contre projet—3312.
- Hon. P. White—Partage l'opinion du ministre de la Justice quant à l'insuccès de la municipalisation—3312.
- M. R. L. Borden—Indique projet d'amendement soumettant à juridiction de la commission des chemins de fer—3314.
- M. Kennedy—Municipalisation réussit à New-Westminster, C.-A.—3314; votera contre le bill—3314.
- Article 2 adopté par 67 contre 37—3315.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA—6604.

- M. Stewart—Propose amendement à art. 5, excluant Cie Consumers et Cie Metropolitan du nombre de celles avec lesquelles la Compagnie électrique pourra se fusionner—3315.
- Rejeté par 30 à 61.
- M. R. L. Borden—Dépose article additionnel prescrivant que tout arrangement subséquent ne pourra pas contrevenir aux contrats avec cité d'Ottawa—3316.
- M. Gallihier—Inutile, déjà contenu dans article 5—3316.
- Amendement Borden adopté—3316.
- Bill rapporté—3316.
- M. Gallihier—Propose 3e lct.—3515.
- M. Stewart—Propose que le bill ne soit pas lu 3e fois mais renvoyé au comité pour introduire clause empêchant fusion avec Consumers et Metropolitan—3516; proteste contre accusations lancées à cité d'Ottawa—3516; n'a jamais violé ni voulu violer droits acquis—3516.
- M. Maclean—L'heure de la rétribution approche et le parlement devra rendre compte du mépris des demandes et des droits des municipalités—3516.
- M. Miller—Votera contre le projet, mais pas à cause des tirades du député d'York-sud—3518.
- M. T. S. Sproule—Proteste contre intervention du parlement dans contrat avec parties extérieures—3519; journaux à la solde de la compagnie—3519.
- M. H. I. Logan—Le "Free Press" n'est pas la propriété de la compagnie électrique d'Ottawa—3250.
- Amendement Stewart mis aux voix, rejeté par 56 à 80—3520.
- Bill lu 3e fois et adopté—3521.
- Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER D'OTTAWA A NEW-YORK.

- Hon. Belcourt—Dépose bill (n° 92), chemin de fer d'Ottawa à New-York—2087.
- 1re lecture—2087.
- 2e lecture—2157.
- En comité—5086.
- Hon. Fielding—Demande que bill soit pas étudié maintenant en l'absence du ministre des chemins de fer—5086.
- M. R. L. Borden—Bill demande dérogation à la loi de 1904, prescrivant que majorité à la loi de 1904, prescrivant que majorité tionnée soient sujets britanniques—5086.
- M. D. Henderson—Se plaint de l'absence des ministres qui paraissent ne pas faire de cas des bills privés—5087.
- Hon. Fielding—On ne peut pas demander aux ministres d'être toujours en Chambre—5089.
- Hon. Belcourt—Lorsque la compagnie a eu sa charte la loi relative à la nationalité des directeurs n'existait pas—5089; c'est un chemin de fer américain et une compagnie américaine—5090.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*CHEMIN DE FER D'OTTAWA A NEW-YORK—*Suite.*

M. Ingram—Cette dérogation constituera un précédent pour le chemin de fer Sud-Canada—5090.

M. Henderson—Présence ministre justice indispensable—509.

Discussion remise—5091.

En comité—5859.

M. Pringle—Historique de la compagnie—5860; droits acquis—5860; effet rétroactif de la loi de 1904 quant à la nationalité des directeurs—5860.

M. W. F. Maclean—Disposition relative à nationalité des directeurs d'ordre national—5861; si on déroge à la loi pour ce chemin de fer, les Américains pourront aussi bien se rendre maître du C.P.R.—5861.

Hon. Emmerson—Les Etats-Unis ont adopté la même politique que le Canada—5862; impossible accorder exemption—5862; conseille retrancher cet article—5862.

M. Barker—Dans ce cas vaudrait mieux effacer complètement l'article de la loi des chemins de fer—5862; impossible atteindre directeurs—5863.

M. Monk—Condition exceptionnelle—5864; le Canada a une foule d'autres moyens de contrôle sur un chemin de fer que la nationalité des directeurs—5864; aux E.-U. les compagnies sont indépendantes—5865.

M. Lennox—Cas pas assez fort pour excuser exception—5867.

Hon. Tisdale—N'est pas en faveur de l'exclusion des Américains—5867; besoin de capitaux—5867; colons américains excellents—5869; pas imiter mesquineries américaines—5869.

M. Pringle—On a déjà passé une dizaine de bills dérogeant à la loi générale du pays—5870; on dit que des Canadiens ne peuvent pas exploiter chemins de fer aux E.-U.—5871; le C.P.R. circule bien dans l'Etat du Maine—5871.

Hon. Emmerson—Les actionnaires d'aujourd'hui se sont rendus acquéreurs en pleine connaissance de la loi canadienne 5871; le C.P.R. a une direction distincte pour sa ligne qui passe par l'Etat du Maine—5872.

M. Macdonald—La modification à l'Acte des chemins de fer a eu pour effet de conformer notre loi au droit anglais relatif aux privilèges des étrangers—5872.

M. Sproule—Le gouvernement américain oblige bien les pensionnaires de la guerre de Sécession à résider aux E.-U.—5874.

Discussion reprise—6092.

Hon. Hyman—Art. 1 rayé—6092; subsiste seulement article passé en comité, texte—6092.

M. W. F. Maclean—Demande opinion du gouvernement à l'égard de conseils exécutifs auxquels sont délégués pouvoirs des directeurs—6092.

Hon. Emmerson—Question d'administration interne—6093.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*CHEMIN DE FER D'OTTAWA A NEW-YORK—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Moyen détourné pour confier administration de c. de f. canadiens à citoyens des E.-U.—6093.

Hon. Emmerson—De par la loi la majorité déterminante des bureaux de directeurs est de nationalité britannique—6094; la commission des c. de f. parfaitement le droit de régler le cas d'un c. de f. exploitant une ligne au Canada même si les directeurs résident à Omaha—6095.

M. Monk—A ce compte-là, il faudrait aussi forcer les compagnies à n'avoir que des employés canadiens—6096; absurdité—6096; nous n'avons pas plus de pouvoir sur un directeur résidant en Angleterre que sur un qui réside aux E.-U.—6096.

M. Maclean—Roosevelt et son gros bâton—6097.

M. Northrup—La meilleure façon de rendre impopulaire la doctrine du Canada aux Canadiens c'est de l'appliquer d'une façon absurde—6098; la commission des c. de f. peut parfaitement juger même si les témoins américains ou autres font défaut—6098.

M. Lennox—Article Pettypiece dans "Canadian Magazine"—6099.

M. Pringle—Considère refus d'accorder exemption de la loi générale injuste—6101; mais, bien obligé d'accepter amendement—6101.

Hon. Foster—Le bill tel que remanié sauve le principe—6101.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6101.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DU NORD ET DE L'OUEST D'OTTAWA.

M. Parmelee—Dépose bill (n° 18) concernant chemin de fer du nord et de l'ouest d'Ottawa—333.

1re lecture—333.

2e lecture—434.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—903.

Sanctionné—6211.

BREVETS DAVID THOMAS OWEN.

M. A. Lavergne—Dépose bill (n° 177) concernant brevets de David Thomas Owen—7816.

1re lecture—7816.

2e lecture—8335.

En comité—8858.

M. Borden—Demande si articles rédigés dans forme adoptée par la Chambre—8858.

Hon. Fitzpatrick—Bill réservé jusqu'à ce qu'un représentant du département examiné—8859.

Réservé—8859.

Rapporté—9263.

3e lecture—9263.

Sanctionné—10043.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

CHEMIN DE FER D'OWEN-SOUND A MEAFORD.

M. Telford—Dépose bill (n° 143) constituant chemin de fer d'Owen-Sound à Meaford—4763.

1re lecture—4763.

2e lecture—5098.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6105.

Sanctionné—7173.

PACIFIC BANK OF CANADA.

M. W. A. Galliher—Demande permission présenter bill (n° 175) concernant "The Pacific Bank of Canada"—7586; espérait être dispensé présenter ce bill demandant délai—7586; au dernier moment, obligé—7586.

M. D. Henderson—Peut attendre une année—7586.

M. Galliher—Toutes formalités complètes sauf présentation—7586.

Motion adoptée—7586; 1re lecture—7586; 2e lecture—7798.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—8335.

Sanctionné—10043.

PAPER GOODS COMPANY.

M. A. C. Macdonell—Dépose bill (n° 68) concernant la Paper Goods Company, Ltd.—1481; 1re lecture—1481; 2e lecture—1607.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2824.

Sanctionné—6211.

DIVORCE GEORGE PEARSON.

M. Calvert—Dépose bill (n° 153) pour faire droit à George Pearson—6046.

1re lecture—6046.

2e lecture—7021.

En comité—7796.

M. Bergeron—Les divorces s'obtiennent sans cause valable—7796; seules les personnes riches peuvent les obtenir—7797.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté sur division—7797.

Sanctionné—10043.

DIVORCE PITBLADO.

M. Barker—Dépose bill (n° 185) pour faire droit à Isaac Pitblado—8090.

1re lecture—8090.

2e lecture—8335.

3e lecture—9264.

Sanctionné—10043.

COMPAGNIE DU PONT ET DU TUNNEL DU CANADA-MICHIGAN.

M. German—Dépose bill (n° 31) concernant compagnie du pont et du tunnel du Canada-Michigan—516.

1re lecture—516.

2e lecture—609.

En comité, rapporté, 3e lecture—1342.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

COMPAGNIE DU PONT DU SUD DU CANADA.

M. German—Dépose bill (n° 29) concernant la compagnie du pont du sud du Canada—515.

1re lecture—515.

2e lecture—609.

En comité—1391.

Hon. Emmerson—Délai de construction indéterminé—1341; travaux peuvent pas commencer sans autorisation gouvernement des E.-U.—1341.

Hon. Haggart—Douze ans de délai—1341; cinq ans pour approbation, sept ans pour construction—1341.

M. Maclean—Le gouvernement semble favoriser construction de ponts sur rivières Niagara et Détroit—1341.

Hon. Hyman—Les expéditeurs fluviaux ne s'y opposent pas—1342.

Rapporté—1342.

3e lecture—1342.

Sanctionné—6211.

ASSOCIATION D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE.

M. Gervais—Dépose bill (n° 134) autorisant l'Association d'épargne et de prévoyance—4491.

1re lecture—4492.

2e lecture—4717.

En comité—6102.

Hon. Fielding—Modifications—6102; tout ce qu'un individu peut faire, une compagnie peut être autorisée à le faire—6104.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6104.

M. Gervais—Propose adoption amendements du Sénat—9204.

Amendements adoptés—9204.

Sanctionné—10043.

DIVORCE J. A. PRYOR.

M. Calvert—Dépose bill (n° 127) pour faire droit à J. A. Pryor—3206.

1re lecture—3206.

2e lecture—3522.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4383.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER REGINA A BAIE D'HUDSON.

M. Scott—Dépose bill (n° 41) chemin de fer de Regina à Baie d'Hudson—653.

1re lecture—653.

2e lecture—903.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2429.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE DE RICHMOND ET DE DRUMMOND.

M. Tobin—Dépose bill (n° 103) concernant Compagnie d'assurance contre l'incendie de Richmond et de Drummond—2283; 1re lecture—2283.

2e lecture—2399.

En comité—3790.

Hon. Fielding—Comité a décidé de ne plus encourager prolongations de délai de formation de compagnies—3790.

Rapporté; 3e lect., adopté—3790.

Sanctionné—6211.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD.

M. Brown—Dépose bill (n° 149) du Sénat concernant chemin de fer de la Rive Sud—5909; 1re lecture—5909; 2e lecture—7020.

M. Geoffrion—Demande renvoi au comité des chemins de fer pour plus amples informations—9286.

Hon. Brodeur—Bill avait été rejeté par comité comme plus favorable à la compagnie qu'aux créanciers—9288; depuis plus amples renseignements ont convaincu les opposants au bill que meilleur parti serait de consentir à motion—9288.

M. Sproule—Comité donne trop souvent exemple d'impatience—9289.

Motion adoptée—9289.

En comité—9556.

M. Geoffrion—Expose objet du bill: prolongation de délai et vente par cour d'échiquier équivalente à vente par shérif—9356.

Hon. Haggart—Equivait à une confiscation quant aux porteurs d'obligations—9557.

M. Geoffrion—Dispositions prises pour donner avis aux porteurs d'obligations—9558.

M. R. L. Borden—Nous intervenons irrégulièrement dans contrat entre compagnie et bailleurs de fonds—9561.

M. Osler—Ce bill a causé perturbation sur marché monétaire anglais—9561.

M. Barker—Signale étrangetés de procédure—9562; si le bill ne modifie pas la situation des parties comme on le prétend, il n'a pas d'utilité—9553; on veut légaliser vente de certains intérêts à des conditions différentes de celles stipulées lors de l'achat de ces intérêts—9563; gouvernement doit arrêter cela—9564.

Hon. Fielding—Bill a été modifié pour rencontrer opinions adverses—9566; ne veut pas insister sur dernière étape du bill aujourd'hui—9565.

M. R. L. Borden—On doit prendre des mesures pour s'assurer des dispositions des porteurs d'obligations—9569.

Discussion remise, bill à réimprimer—9569. De nouveau en comité—9810.

M. Geoffrion—Propose nouvel art. 4—9810.

Hon. Brodeur—Propose addition pour déterminer ordre de priorité—9810.

Art. adopté—9810.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—9811.

M. V. Geoffrion—Propose adoption amendement du Sénat—10039; les créanciers des différentes lignes avant la fusion devront être payés de préférence—10039.

Hon. Préfontaine—Satisfait les parties—10039.

Adopté—10040.

Sanctionné—10043.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE OTTAWA.

M. C. Piché—Dépose bill (n° 81) pour permettre changer le nom en Central Trunk Ry. Coy."—1744.

1re lecture—1744.

2e lecture—1836.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—4717.

Sanctionné—7173.

CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-MAURICE.

M. Bureau—Dépose bill (n° 173) concernant compagnie de chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice—7333.

1re lecture—7333.

2e lecture—7419.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—8860.

Sanctionné—10043.

"SASKATCHEWAN BRIDGE COMPANY".

M. Scott—Dépose bill (n° 111) concernant "Saskatchewan Bridge Coy."—2283.

1re lecture—2283.

2e lecture—2883.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4383.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE STE-MARIE ET DE L'ONTARIO OCCIDENTAL.

M. McIntyre—Dépose bill (n° 15) relatif à chemin de fer de Ste-Marie et de l'Ontario Occidental—333.

1re lecture—333.

2e lecture—433.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—903.

Sanctionné—6211.

COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE "THE SOVEREIGN" DU CANADA.

M. E. F. Clarke—Dépose bill (n° 26) concernant la compagnie d'assurance contre l'incendie "The Sovereign" du Canada—515.

1re lecture—515.

2e lecture—608.

En comité—1833.

M. W. F. Maclean—Les affaires de l'Equitable—1834; aux mains de Harriman—1834, on demande aux Etats-Unis que les porteurs de police aient leur mot à dire sur la disposition des fonds en fidéicommis—1834; impossible admettre qu'ils soient à la merci de deux ou trois capitalistes, la même chose au Canada—1834; besoin d'y veiller—1834.

BILLS SANCTIONNÉES—*Suite.*

Hon. Fielding—C'est la besogne des législatures—1835; nos lois ne prêtent pas aux mêmes objections que lois américaines—1835; prêt à écouter toute proposition législative—1835.

Sanctionné—6211.

BANQUE STERLING DU CANADA.

M. Campbell—Dépose bill (n° 182) constituant Banque Sterling du Canada—7991.

1re lecture—7991.

2e lecture—8335.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—8861.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DU SUD DU CANADA.

M. German—Dépose bill (n° 30) concernant chemin de fer du sud du Canada—515.

1re lecture—515.

2e lecture—609.

3e lecture—1342.

Sanctionné—6211.

CHEMIN DE FER DE TIMAGAMI.

M. McCool—Dépose bill (n° 91) concernant chemin de fer de Timagami—2087.

1re lecture—2087.

2e lecture—2157.

En comité, rapporté, 3e lecture—3250.

M. McCool—Propose que nom soit changé en "Chemin de fer du Nord d'Ontario au Timagami"—3250.

Adopté—3250.

Sanctionné—6211.

"TITLE GUARANTEE AND TRUST COMPANY".

M. Campbell—Dépose bill (n° 99) concernant "The Title Guarantee and Trust Coy."—2202.

1re lecture—2202.

2e lecture—2400.

En comité—3771.

Hon. Foster—Demande si bill dépasse pas droits provinciaux quant au pouvoir de garantir titres—8771.

Hon. Fielding—Le "Royal Trust" a ces pouvoirs—3771; pas d'importance pour parlement fédéral de ne pas se guider sur pouvoirs provinciaux—3772.

Hon. Foster—rPoteste contre adoption de bills en l'absence de promoteurs—3774.

M. R. L. Borden—Explique système de garantie de titres—3774.

Hon. Foster—C'est combiner opérations d'assurance et de dépôt—3774; peut dégénérer en spéculation—3774.

Hon. Fielding—Les dépôts seront tenus à part et séparés de ces opérations—3775; différentes compagnies d'assurances sont autorisées à recevoir dépôts—3775.

BILLS SANCTIONNÉES—*Suite.*"TITLE GUARANTEE AND TRUST COMPANY"—*Suite.*

M. Maclean—Signale au ministre des Finances la nécessité d'une loi réglementant l'emploi des fonds placés en fidécommiss dans des compagnies d'assurance—3779; la classe de garanties offerte en Angleterre et aux Etats-Unis est meilleure qu'au Canada—3780.

Hon. Brodeur—Nous devons autant que possible protéger les fonds confiés aux sociétés de garantie—3786.

M. R. L. Borden—Propose d'ajouter un amendement disant que les pouvoirs concédés seront sujets aux lois de chaque province—3787.

Hon. Brodeur—En faveur de l'amendement 3787; nous constituons une corporation mais elle doit exercer ses droits civils en vertu des lois de la province—3787.

Hon. Fielding—Les lois peuvent ne pas être uniformes—3783; il pourrait y avoir difficulté—3790.

Bill laissé en suspens—3790.

Discussion reprise—4799.

Hon. Foster—La latitude pour faire les placements est illimitée—4800.

M. Campbell—Dispositions analogues à celles des autres compagnies—4800.

Hon. Fielding—Distinction à faire entre capitaux des compagnies et des fidécommiss—4801.

M. R. L. Borden—C'est un tort de relever les directeurs de leur responsabilité par une autorisation trop étendue—4802; comme directeur, préférerait pour sa part faire un placement sous l'autorisation d'un article spécial qu'en vertu de simple indication statutaire—8803.

Hon. Fitzpatrick—"Royal Trust Co." d'Ontario autorisée à prêter sur marchandises, même sur garantie personnelle, etc.—4803.

Bill rapporté—4803.

Repris—3085.

M. Campbell—Propose 3e lecture—3085.

M. R. L. Borden—Demande remise en l'absence de M. Foster—3085.

M. Campbell—Modifications demandées par M. Foster effectuées—5086.

Bill lu 3e fois et adopté—5086.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DE TORONTO ET HAMILTON.

M. Calvert—Dépose bill (n° 48) concernant chemin de fer de Toronto à Hamilton—855; pour émettre actions privilégiées et payer dividendes sans tenir compte des actions ordinaires—855.

1re lecture—855.

2e lecture—949.

3e lecture—1607.

Sanctionné—6211.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

CHEMIN DE FER TORONTO A HAMILTON.

M. Calvert—Dépose bill (n° 110) concernant chemin de fer Toronto à Hamilton—2283; 1re lecture—2283; 2e lecture—2400.

En comité—4383.

Hon. Hyman—Propose que le nombre des directeur puisse être élevé jusque à treize—4383; adopté—4383.

Rapporté, lu 3e fois, adopté—4383.

Sanctionné—7173.

CHEMIN DE FER DE TORONTO A HAMILTON ET BUFFALO.

M. Zimmerman—Dépose bill (n° 79) chemin de fer de Toronto à Hamilton et Buffalo—1744.

1re lecture—1744.

2e lecture—1836.

3e lecture—4383.

Sanctionné—7173.

DIVORCE A H. H. S. TRELAWNEY.

M. Campbell—Dépose bill (n° 198); divorce à H. H. S. Trelawney—9494.

1re lecture—9494.

2e lecture—9811.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—9984.

Sanctionné—10043.

COMPAGNIE ELECTRIQUE TROIS-RIVIERES, SAINT-MAURICE, MASKINONGE ET CHAMPLAIN.

M. Bureau—Dépose bill (n° 57), compagnie électrique de Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé et Champlain—1031.

1re lecture—1031.

2e lecture—1152.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3250.

Sanctionné—10043.

BREVET 69772 DE LA UNDERWOOD TYPEWRITER COY.

M. Grant—Dépose bill (n° 145) concernant brevet n° 69772, de la Underwood Typewriter Coy.—4764.

1re lecture—4764.

2e lecture—5098.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6519.

Sanctionné—10043.

BREVETS DE LA "UNDERWOOD TYPEWRITER COMPANY".

M. Grant—Dépose bill (n° 146) concernant brevets de la "Underwood Typewriter Coy."—4764.

1re lecture—4764.

2e lecture—5098.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6519.

Sanctionné—10043.

BILLS SANCTIONNES—*Suite.*

UNION SAINT-JOSEPH DU CANADA.

Hon. Belcourt—Dépose bill (n° 151) pour autoriser Union Saint-Joseph du Canada—5909.

1re lecture—5909.

2e lecture—6104.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—8335.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DES CHARBONNAGES DE LA VALLEE DU DAIM-ROUGE.

M. Bickerdike—Dépose bill (n° 76) concernant chemin de fer des charbonnages de la vallée du Daim-Rouge—1744.

1re lecture—1744.

2e lecture—1836.

En comité—2429.

Hon. Haggart—Demande si compagnie recevra subvention—2429.

Hon. M. Hyman—Non—2429.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—2429.

Sanctionné—6211.

"THE VANCOUVER AND COAST KOOTENAY RAILWAY COMPANY".

M. Macpherson—Dépose bill (n° 131) concernant "The Vancouver and Coast Kootenay Railway Co."—4201.

1re lecture—4201.

2e lecture—4537.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—6105.

Sanctionné—10043.

"THE VANCOUVER, VICTORIA AND EASTERN RAILWAY AND NAVIGATION COMPANY."

M. D. Ross—Dépose bill (n° 139) concernant "The Vancouver, Victoria and Eastern Ry. and Nav. Co."—4671.

1re lecture—4671.

M. Galliher—Propose 2e lecture—4822.

M. Ingram—Se plaint que bill pas imprimé—4822.

M. Henderson—Suffit pas qu'il soit imprimé—4822; faut temps d'étudier—4822.

Remis—4822.

2 lecture—5097.

En comité—8512.

Avis de motions pour amendements lors de prochaine discussion—8514.

Discussion remise—8514.

En comité reprise—8843.

Hon. Tisdale—Demande ce que le gouvernement entend faire à l'égard de l'amendement proposé au comité des chemins de fer par hon. Foster—8845.

Hon. Emmerson—Relit amendement Foster—8845; gouvernement a décidé pas imposer d'autres restrictions à ce chemin de fer—8845.

M. Henderson—Expose son attitude—8847; a combattu pour construction en territoire canadien—8847; le gouvernement sera responsable si portion canadienne pas construite avant de diriger la ligne aux E.-U.—8847.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

"THE VANCOUVER, VICTORIA AND EASTERN RAILWAY AND NAVIGATION COMPANY"—*Suite.*

M. Gallihér—Députés de la Colombie peuvent bien défendre les intérêts de la Colombie-Anglaise, sans M. Henderson—8848 ; le chemin de fer sera construit de Princeton à Vancouver avant d'être construit de Princeton à la frontière—8848.

M. Kennedy—M. Henderson n'a pas combattu le prolongement aux E.-U. C.P.R.—8850 ; il n'a rien dit quand le C.P.R. a détourné le trafic de Winnipeg à St-Paul—8850 ; ni quand il a détourné celui de Vancouver à Seattle—8850.

M. Henderson—Cite résolution de la chambre de commerce de Chilliwack adressée à M. Kennedy—8850.

Hon. Fitzpatrick—Propose amendement de forme—8851.

Article 3 adopté—8851.

Article 4—8851.

Hon. Tisdale—Le gouvernement abandonne privilège de ratifier traités à intervenir—8851 ; délègue pouvoir à commission des chemins de fer—8851 ; mauvaise innovation, amoindrit pouvoir du parlement—8852 ; nouveau pouvoir inconstitutionnel donné à la commission—8852.

Hon. Fitzpatrick—Signale ambiguïté dans rédaction—8852.

Hon. Haggart—Suffit pas de signaler—8852 ; gouvernement responsable de toute législation proposée et soumise au parlement—8852.

Sir W. Laurier—Admet que bill doit être remis sur métier avant de passer—8853.

M. Macpherson—Propose addition au bill, condition de construction—8857.

M. Henderson—Donne avis amendement à troisième lecture—8857.

Discussion remise—8858.

M. D. Ross—Propose 3e lecture—9032.

Hon. Foster—Propose amendement à article 3, prescrivant que portion du chemin de fer au sud de la frontière sera aussi courte que possible—9037 ; que la section entre Cloverdale et Princeton sera construite le plus tôt possible—9037 ; n'est pas opposé à la construction par M. Hill—9037 ; aurait préféré construction par C.P.R.—9037 ; redoute encouragement aux usines de fusion de l'autre côté de la frontière—9037 ; veut imposer au gouvernement obligation surveiller la ligne—9038.

Sir W. Laurier—Toutes les lignes canadiennes se raccordent aux lignes américaines—9038 ; Colombie-Anglaise demande cette ligne pour relier Kootenay à Victoria et à Vancouver—9040 ; gouvernement a tous les pouvoirs nécessaires—9040 ; est d'avis d'accepter l'œuvre du comité—9041.

M. Lennox—Le Pacifique a une charte et se dit capable de construire cette ligne sans redouter les obstacles qui effraient les ingénieurs de M. Hill—9042 ; se plaint qu'on discrédite le C.P.R.—9042.

Heure expirée—9046.

BILLS SANCTIONNÉS—*Suite.*

"THE VANCOUVER, VICTORIA AND EASTERN RAILWAY AND NAVIGATION COMPANY"—*Suite.*

Discussion reprise, 3e lect. et amendement Foster—9255.

M. D. Henderson—Prétend avoir charge, comme n'importe quel député, des intérêts de la C.-A.—9256 ; erreur de vote en comité—9257 ; le comité s'était réellement prononcé pour restriction et construction en territoire canadien—9257 ; lecture du "Vancouver Province"—9257 ; lecture du "Miner" de Nelson—9263 ; sur promesse premier ministre que ligne sera complètement construite et en territoire canadien retire amendement Foster, par permission—9263.

M. Stockton—Défend intérêts canadiens—9265.

Amendement Foster retiré—9264.

3e lecture, bill adopté—9264.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER VANCOUVER, WESTMINSTER ET YUKON.

M. Macpherson—Dépose bill (n° 42) chemin de fer Vancouver, Westminster et Yukon—653.

1re lect.—653.

2e lect.—903.

3e lect.—1607.

Sanctionné—6211.

DIVORCE DE PHILIP VIBERT.

M. McColl—Dépose bill (n° 172) pour divorce, Philip Vibert—7254.

1re lect.—7254.

M. Zimmerman—Bill inscrit à son nom, n'a rien à faire avec le bill—7377.

2e lecture—7419.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7797.

Sanctionné—10043.

CHEMIN DE FER DE WALKERTON A LUCKNOW.

M. H. P. Mackenzie—Dépose bill (n° 25) concernant chemin de fer de Walkerton à Lucknow—515.

1re lecture—515.

2e lecture—608.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—1151.

Sanctionné—6211.

BILLS N'AYANT PAS PASSE.

AGENCE CANADIENNE.

M. Bickerdike—Dépose bill (n° 77) concernant l'Agence canadienne—1836.

2e lecture—1836.

M. Henderson—Propose formation en comité—9255.

Hon. Brodeur—Bill illégal—9265 ; charte qu'on propose d'amender est périmée—9265.

Réservé—9265.

Reprise de la discussion.

Hon. Brodeur—Bill doit être renvoyé au comité des banques et commerce—9294.

M. Bickerdike—Propose renvoi au comité des banques et commerce, adopté—9294.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite*.

BREVETS DE LA CANADA CAR CO.

M. L. P. Demers—Dépose bill (n° 16) relatif à certains brevets de la Canada Car Co.—333.
1re lecture—333.
2e lecture—434.

BREVETS DE LA GOODWIN CAR CO.

M. L. P. Demers—Dépose bill (n° 17) relatif à certains brevets de la Goodwin Car Co.—333.
1re lecture—333.
2e lecture—434.

CANADIAN CANALS CORPORATION.

M. Calvert—Dépose bill (n° 72) constituant la "Canadian Canal Corporation—1660.
1re lecture—1660.

M. W. F. Calvert—Propose 2e lecture et renvoi au comité des chemin de fer—1835; canal et chemin de fer maritime de baie Georgienne au lac Simcoe—1835; puis raccourciement au lac Ontario—1836; coûtera 45 millions—1836.
2e lecture—1836.

COMPAGNIE D. R. FRAZER, LTD.

M. Oliver—Dépose bill (n° 119) concernant la compagnie D. R. Frazer, Ltd.—2283;
1re lecture—2283; 2e lecture—2883.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7798.

CHEMIN DE FER CANADA-MIDDLESEX.

M. Calvert—Dépose bill (n° 55) chemin de fer Canada-Middlesex—950.
1re lecture—950.
2e lecture—1151.

CHEMIN DE FER DU PARC ET DE L'ILE.

M. V. Geoffrion—Dépose bill (n° 47) relatif à la compagnie de chemin de fer du Parc et de l'île—762.
1re lecture—762.
2e lecture—1151.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE WOODSTOCK AU LAC HURON.

M. A. H. Clarke—Dépose bill (n° 80) concernant chemin de fer de Woodstock au lac Huron—1744.
1re lecture—1744.
2e lecture—1836.

DIVORCE ARTHUR HOWE HERSEY.

M. T. C. Johnston—Dépose bill (n° 167), divorce de Arthur Howe Hersey—6362.
1re lecture—6362.
2e lecture—7021.
En comité—7797.

M. Henderson—Demande renvoi au comité—7797.

M. Calvert—Consent bill soit laissé sur la table—7797.
Repris—7857.

M. Henderson—Propose renvoi à comité des bills privés—7857.

M. A. Johnston—Demande remise en l'absence du docteur T. C. Johnston—7858.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite*.

"THE GRAND RIVER AND WESTERN POWER COMPANY".

M. Zimmerman—Dépose bill (n° 122) pour constituer "The Grand River and Western Power Company"—2789.
1re lecture—2789.
2e lecture—3250.

"WINDING LEDGES POWER AND BOOM COMPANY".

Hon. Costigan—Dépose bill (n° 101) concernant la "Winding Ledges Power and Boom Company"—2202.
1re lecture—2202.
2e lecture—2400.

BILLS D'INTERET PUBLIC.

BILLS SANCTIONNES.

LOI CRIMINELLE DE 1892 (AMENDEMENT)

M. G. Porter—Dépose bill (n° 66) modifiant la loi criminelle de 1892, quant aux appels de convictions sommaires—1394; 1re lecture—1394.

M. G. Porter—Propose 2e lecture—4384.
Adopté, lu 2e fois—4384.
En comité—4384.

M. G. Porter—Explique article 1er, empêchant de mettre en arrestation le témoin manquant à moins de prouver versement des frais de route—4385; explique article 2, donnant droit d'appel dans certains cas de condamnation sommaire—4386.

M. Carvell—Article 1er injuste pour provinces n'ayant pas de fonds de témoins—4388; demande New-Brunswick exempté de la loi—4389.

M. Sinclair—Loi constitue fardeau pour plaignant—4389; obligation retenir avocat déjà assez onéreuse—4389.

Hon. Brodeur—Code criminel doit être d'application générale—4390; si bill crée difficultés dans certaines provinces, vaut mieux supprimer—4390.

Hon. Fitzpatrick—Considère loi excellente—4390; on ne doit pas obliger un témoin à comparaître si on ne lui a pas offert ses frais de déplacement—4391.

Sir W. Mulock—Demande qu'on consulte procureur général d'Ontario—4392.

Hon. Emmerson—Voit d'un bon œil l'article 1er du bill—4393; peut être un peu rigoureux, mais grandes injustices commises au Nouveau-Brunswick—4393; le témoin à la merci du conseil de comité pour son paiement—4393.

Amendement Carvell, exceptant Nouveau-Brunswick, adopté—4394.

M. Brodeur—Demande que pour délibération ultérieure ministre de la Justice présente mémoire de l'état de la loi de paiement des témoins dans les différentes provinces—4395.

En comité, reprise—5258.

M. Bureau—Propose amendement au code criminel exemptant de l'effet de la loi criminelle les parisi sur les champs de course—5258; exceptés dans article 204 et pas dans article 197—5258; intention était évidemment d'excepter des deux articles—5258.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI CRIMINELLE DE 1892 (AMENDEMENT)
—*Suite.*

- M. Alcorn—Décision tribunaux d'Ontario rend amendement nécessaire—5258.
- M. Stockton—Pas désirable adoucir loi pour jeux de hasard—5258.
- M. Miller—Opposé à l'amendement—5259 ; beaucoup trop de tendance au jeu déjà dans le pays—5259.
- M. Clarke—Opposé à la proposition—5259 ; expérience personnelle—5259 ; bien assez de moyens déjà de tondre les brebis canadiennes—5259.
- M. Bureau—Le but de cet amendement est d'exempter les associations autorisées—5260 ; objet de l'amendement est de rendre loi uniforme—5260.
- Amendement Bureau adopté par 54 à 34—5260.
- Bill rapporté—5260.
- Troisième lecture remise—5260.
- M. Porter—Propose 3e lecture—9923.
- Sir W. Laurier—M. Bureau renonce à l'amendement relatif aux paris—9923.
- Bill renvoyé en comité, clause rayée, rapporté, lu 3e fois, adopté—9923.
- Sanctionné—10043.

LOI DES DECLARATIONS FAUSSES POUR
EMPECHER IMMIGRATION.

- M. H. Logan—Dépose bill (n° 120) relatif aux déclarations fausses pour pousser à l'immigration—2426 ; pour empêcher publication de faux rapports par personnes habitant au Canada pour attirer immigrants étrangers—2427.
- 1re lecture—2427.
- 2e lecture—9924.
- En comité—9924.
- M. Logan—Consent à ajouter à la demande de l'association des manufacturiers une clause défendant "d'empêcher" les immigrants de venir au Canada—9924.
- Bill rapporté, 3e lecture, adopté—9925.
- Sanctionné—10043.

BILLS N'AYANT PAS PASSE.

LOI DES CERTIFICATS AUX CAPITAINES
ET SECONDS (AMENDEMENT).

- M. Lancaster—Dépose bill (n° 3) pour modifier la loi concernant les certificats aux capitaines et seconds, 1re l.—9.
- M. Lancaster—Demande à retirer bill, nouveau bill présenté—767.
- Bill retiré—767.

LOI DES CERTIFICATS DE CAPITAINES ET
SECONDS.

- M. W. F. Maclean—Présente bill (n° 4) concernant les certificats de capitaines et seconds—714 ; pour remplacer bill (n° 3) présenté au début de la session—714.
- 1re lecture—714.
- Deuxième lecture appelée—959.
- Sir W. Laurier—Demande remise en l'absence des ministres de la Marine et de la Justice—959.
- M. Lancaster—Vu diminution des jours réservés aux députés, demande promesse que gouvernement aidera bill à revenir—960.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES CERTIFICATS DE CAPITAINES
ET SECONDS—*Suite.*

- Sir W. Laurier—Accordé—960.
- Appelé—1458.
- Remis—1458.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDE-
MENT).

- M. W. F. Maclean—Présente un bill (n° 4) pour modifier la loi des chemins de fer, 1903, 1re lecture—9.
- Retiré—3864.

LOI DES ELECTIONS FEDERALES (AMEN-
DEMENT).

- M. H. Guthrie—Dépose bill (n° 9) pour amender loi électorale—1900 ; pour compléter article 112 et interdire aux patrons de faire de la propagande électorale parmi leurs employés—277 ; ne s'applique pas au service civil—277.
- 1re lecture—277.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDE-
MENT).

- M. Lancaster—Présente bill (n° 2) amendement l'acte des chemins de fer, 1903, 1re lecture—9.
- M. Lancaster—Propose deuxième lecture—295.
- M. A. Lavergne—Pas imprimé en français, s'oppose—296.
- M. l'Orateur—Vient de recevoir exemplaire français, peut marcher—296.

M. Lancaster—Objet du bill, protéger la vie des particuliers aux passages à niveau des chemins de fer sur grande route—296 ; législation actuelle date de 1857—296 ; texte—297 ; loi de 1903, texte—297 ; seule protection du public est celle que la commission des chemins de fer jugera à propos de donner—298 ; opinion du juge Davies—298 ; les chemins de fer peuvent aller à l'allure qu'il leur plaît si leur voie est clôturée de chaque côté le long des terres adjacentes et à moins que protection spéciale ait été ordonnée aux passages à niveau—298 ; cette décision peut être infirmée par le conseil privé ou par le parlement—300 ; démarches à faire pour obtenir protection spéciale en l'état actuel—301 ; modification projetée par le bill—302 ; propose que le chemin de fer soit tenu de clôturer le long de terres et de protéger le public aux croisements dans tel sens qu'indiquera la loi—302 ; la loi demande soit des barrières, soit des gardiens—303 ; ou bien la vitesse ne devra pas dépasser dix milles à l'heure dans les parties populeuses—303 ; la loi en Angleterre—305 ; la grande route est faite pour les sujets du Roi, ils ont le droit d'y circuler en toute sécurité—306 ; on doit la leur assurer sans les forcer à des frais et à démarches—306.

Hon. H. R. Emmerson—On exagère les difficultés pour faire agir la commission—307 ; la loi à ce sujet—307 ; la commission peut prendre l'initiative ou agir à la demande du ministre—307 ; impossible élaborer loi s'appliquant sans distinction à tous chemins de fer—308 ; circonstances

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT)—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

différent c'est pourquoi pouvoirs sont donnés à commission—309 ; inutile restreindre ces pouvoirs—309 ; article 227 permet à commission d'établir telle limite de vitesse qu'elle juge à propos—310 ; pouvoirs de la commission—311 ; si on présente une plainte au ministre à propos de tel croisement celui-ci peut en saisir immédiatement la commission et la faire agir—312 ; aucun passage à niveau n'a encore été signalé—313.

M. G. W. Fowler—Accidents sur l'I.C.R., sur le G.T.R. à Stratford—313 ; les compagnies de chemin de fer n'ont pas d'entraîlles—314 ; la vitesse aux traverses est une indignité—314 ; impossible à commission de visiter toutes traverses du pays—314 ; l'adoption de cette loi réglerait tout—315.

M. W. F. Maclean—L'acte des chemins de fer restera sans effet s'il n'est pas renforcé par de nouvelles lois—315 ; le pays est à la merci de la commission actuellement sans tête—315 ; ce n'est pas aux tribunaux, c'est au parlement que le public doit s'adresser pour obtenir le redressement de ses griefs—315.

M. L. P. Demers—Interprétation de la loi ne fait pas de doute—316 ; texte—316 ; la commission a tous les pouvoirs possibles pour redresser les griefs—317 ; trop de barrières pourraient être gênantes—317 ; personne ne s'est encore adressé à la commission—318 ; la Chambre n'est pas justifiée d'intervenir—318.

M. German—Les plaintes sont nombreuses—318 ; la commission ne prendra pas l'initiative de règlements—318 ; rien n'empêche le parlement en attendant de prendre les dispositions nécessaires pour obvier aux difficultés—318.

Hon. Haggart—Interprète la loi actuelle comme disant qu'à moins de permission spéciale un train ne doit pas marcher à plus de 10 milles à l'heure en passant dans un endroit peuplé—320 ; le bill de M. Lancaster ne rend pas la loi plus explicite—320 ; la commission a reçu des pouvoirs, elle devrait les exercer—320 ; il y a d'autres modes de protection que les barrières—320 ; cloches d'alarme aux E.-U.—320 ; gouvernement devrait s'occuper de la question—320.

M. Blain—Promesses faites au public—321 ; amendement proposé en 1903—321 ; réponse du ministre—321 ; le cas de Brampton—322 ; le public vent que la commission s'entremette pour faire appliquer la loi—322 ; il vaudrait mieux avoir une loi générale—322.

M. A. H. Clarke—Appuierait le bill si la loi ne contenait pas dispositions nécessaires—322 ; pense que c'est la vitesse et non la question des barrières qui devrait être réglée—322 ; il faudrait déterminer terme "quartiers peuplés"—323 ; facilités d'accès à la commission des chemins de fer—323 ; le cas du chemin de fer Père Marquette—323.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. D. Henderson—Le besoin de réglementer la vitesse est aussi sensible dans les campagnes que dans les villes—323.

M. G. N. Perley—La commission a trop à faire—324 ; il incombe au gouvernement et au parlement de protéger le public—325.

Hon. C. Fitzpatrick—La commission a pleins pouvoirs—325 ; tous les croisements ne sont pas dans conditions identiques—325 ; la loi proposée lierait les mains des commissaires—326 ; la commission peut déterminer les conditions nécessaires pour toutes les municipalités—326 ; rien n'oblige à examiner tous les cas séparément—326 ; cette discussion va éclairer la commission sur les besoins et le désir du public—327 ; cette question intéresse aussi les compagnies de chemins de fer—327 ; vaut mieux renvoyer au comité des chemins de fer—327 ; est en faveur de deuxième lecture et renvoi au comité—327.

Deuxième lecture adoptée—327.

Hon. C. Fitzpatrick—Propose renvoi au comité des chemins de fer—328.

M. Lancaster—A la dernière législature nombreux bills renvoyés au comité des chemins de fer sans résultat—328 ; bill Demers, bill Cowan—328 ; considère que bill devrait être soumis comité général de la Chambre—329 ; renvoi au comité des chemins de fer équivaut à enterrement du bill—329 ; s'oppose à la motion—330.

Motion Fitzpatrick mise aux voix—330.

Adoptée—85 pour, 45 contre—331.

En comité—1860.

Hon. Fitzpatrick—Bill envoyé au comité, rejeté par le comité—1860 ; Chambre doit appuyer action comité—1860.

M. E. A. Lancaster—Comité n'a pas été juste—1860 ; principe du bill n'a pas été discuté par la Chambre—1861 ; l'avocat des chemins de fer a fait un plaidoyer très faible contre le bill et admis que "et" devrait remplacer "ou" et que les compagnies devraient être tenues de clôturer la voie et d'en défendre l'accès—1862 ; incidents du comité—1862 ; les bills d'intérêt public doivent être discutés en comité général de la Chambre—1862 ; vingt députés au comité ont voté pour le rejet du bill—1863 ; quarante députés en Chambre avaient voté contre l'envoi en comité—1863 ; les compagnies s'opposent au bill uniquement à cause des frais qu'il peut leur occasionner—1864 ; le bill ne s'applique pourtant qu'aux cas où il y a danger réel—1864 ; concessions faites aux chemins de fer—1864 ; la restriction de la vitesse à 10 milles à l'heure ne s'applique qu'aux parties peuplées—1866 ; complication de procédure devant la commission—1866 ; il n'est pas juste d'obliger les municipalités à faire demandes spéciales pour chaque cas—1866 ; tous les cas sont les mêmes—1866.

Sir W. Laurier—A moins de bonnes raisons c'est une règle de prudence d'accepter les décisions des comités—1868.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT)—*Suite.*

Comité se lève, fait rapport de l'état des délibérations—1868.
En comité—3338.

Hon. Fitzpatrick—Comité des chemins de fer a émis opinion défavorable—3338; demande repousser le bill—3338.

M. Lancaster—Comité des chemins de fer n'a jamais étudié à fond aucune mesure soumise—3339; 61 députés seulement ont rejeté cette mesure et il faut s'incliner—3339; protection donnée au public contre vitesse des trains est illusoire sans la disposition demandée dans ce bill—3340; affaire Mackay et G.T.R.—3341; le bill vise à donner effet pratique à la loi—3341; procédure actuellement à suivre—3342; avec Chrysler—3343; on ne doit pas exposer les municipalités à payer les frais 3343; les compagnies font l'exploitation des voies ferrées à leur propre bénéfice—3344; péripéties de la présente loi—3346; le public demande un soulagement—3346; on a plus de sollicitude pour les dividendes des compagnies que pour la vie des Canadiens—3346; s'il n'y a pas de plaintes actuellement, il est facile d'en apporter à la prochaine session—3347.

M. McIntyre—S'étonne que le bill ait déjà été rejeté à d'autres sessions—3348; les incertitudes des tribunaux obligent les profanes à interpréter les lois à la lumière du sens commun—3349; au comité un représentant de chemin de fer a admis que les compagnies pourraient bien accepter la modification de "ou" en "et"—3349; conseillera limiter ce bill à cette modification—3350.

M. Lancaster—Deuxième partie absolument nécessaire—3351.

Hon. Fitzpatrick—Demande pourquoi l'auteur du bill ne se présente pas devant commission des chemins de fer—3351.

M. Barker—Importance et coût de la commission des chemins de fer—3353; il est inutile d'encourir ces frais si le parlement se charge de faire la besogne qui lui incombe—3354; texte de la loi—3354; la commission a tout ce qu'il faut pour régler ces questions—3355.

M. Lancaster—Dissèque les règlements du conseil des commissaires des chemins de fer du Canada, 1904—3356; procédure—3358.

M. Ingram—Les compagnies sont les premières à comprendre l'importance de précautions aux passages à niveau—3362; la chose à faire est d'attirer l'attention de la commission sur les points dangereux—3362; article 1 mis aux voix, repoussé par 49 à 12—3363.

Le comité lève sa séance—3363.

Bill retiré—6230.

LOI CRIMINELLE DE 1892 (AMENDEMENT).

M. D. W. Bole—Dépose bill (n° 23) pour amender le code criminel et déclarer qu'une maison tenue par une femme de mauvaise vie, vivant seule, constitue aux yeux du code une maison de prostitution—470.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI CRIMINELLE DE 1892 (AMENDEMENT)

1re lecture—470.

Deuxième lecture appelée—767.

M. H. Lennox—Considère préférable surseoir à discussion—767; amendement inutile—767.

Bill réservé—767.

LOI CRIMINELLE 1892 (AMENDEMENT).

M. Guthrie—Dépose bill (n° 67) modifiant code criminel 1902 quant à la preuve—1481; 1re lecture—1481.
Retiré—9291.

LOI DES DETTES DE CHEMIN DE FER.

M. V. Geoffrion—Dépose bill (n° 59) établissant la juridiction de la cour d'échiquier en matière de dettes de chemins de fer—1031; dans la province de Québec, vente par autorité de la cour d'échiquier ne donne pas titre valide—1031; devrait avoir même validité que vente par le shérif—1031.

M. Macdonell—Demande si la loi s'appliquera aux causes pendantes—1031; cause en litige dans Ontario, pour Ontario Central Ry.—1031.

M. Geoffrion—Le bill s'appliquera à la province de Québec seulement—1032; est proposé à l'étendre aux autres provinces si on le désire—1032.

1re lecture—1032.

2e lecture—1459.

En comité—1459.

M. Fitzpatrick—Avec la loi s'appliquant à Québec seulement, un chemin de fer mi-partie dans Ontario et mi-partie dans Québec aurait un sort différent dans chaque province quant à la liquidation—1461.
Réservé—1461.

En comité—2200.

Article 1er—2200.

M. Geoffrion—Soumet amendement—2200; bill s'appliquera seulement à un chemin de fer entièrement dans Québec—2200; c'est une loi de faillite—2200.

Hon. Fitzpatrick—Demande à examiner encore le bill—2201.

Discussion remise—2201.

Discussion reprise—3319.

M. R. L. Borden—Tout amendement jugé opportun pour Québec doit l'être pour les autres provinces—3320; ce serait au ministre de la Justice de présenter une loi décidant quel sera l'effet d'une vente de la cour d'échiquier dans toutes les provinces du Canada—3321.

M. Geoffrion—Loi des faillites comprend une disposition relative exclusivement à la province de Québec—3322.

Hon. Brodeur—Ne voit pas de mal à ce que cette loi s'applique à toutes les provinces—3322.

M. Monk—Craint que cette loi ne diminue confiance dans compagnies de chemin de fer dans Québec—3323; effets d'une vente par le shérif dans province de Québec—3324; les cours provinciales ont juridiction concurrente sur chemins de fer entièrement dans les limites de la province—3324.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES DETTES DE CHEMINS DE FER
—*Suite.*

Hon. Préfontaine—Important que chemin de fer sorte des mains du receveur—3325 ; cette législation permettra de liquider avec moins de frais—3326.

M. Barker—Cas de deux compagnies faisant affaires commune entre deux provinces—3327 ; la loi doit être la même dans les deux provinces—3327.

Hon. Brodeur—Cite article semblable de la loi de faillites—3329 ; ce bill perpétue principe posé par loi de 1875—3329.

M. Geoffrion—Juridiction concurrente existe bien dans Québec, mais plus compliquée et coûteuse—3330 ; sans ce bill, la permission accordée par loi 1903 de faire vendre par cour d'Echiquier est inutile—3332.

Hon. Fitzpatrick—La loi de liquidation ne s'applique pas aux chemins de fer—3334 ; disposition spéciale—3334 ; conseille d'attendre et étudiera amendement pour sauvegarder porteurs d'obligation—3338 ;

Amendement Geoffrion ajouter "suivant les lois de la province" adopté, 38 à 24—3338.

Rapport fait de l'état de la question—3338.

Hon. Fitzpatrick—Ce projet de loi est inapplicable—3338.

LOI DES ELECTIONS COMPLEMENTAIRES.

M. R. L. Borden—Dépose bill (n° 194) rédigé conformément aux dispositions d'un bill d'Ontario—9289 ; impose obligation faire élections complémentaires dans délai raisonnable—9290 ; amendement à l'Acte concernant Chambre des communes et à l'Acte des élections fédérales—9290.

LOI DES ELECTIONS FEDERALES (AMENDEMENT).

M. R. L. Borden—Dépose bill (n° 189) pour amender acte des élections de 1900 et ajouter deux articles—8988 ; l'un pour empêcher envoi de circulaire censée être dans l'intérêt d'un candidat, mais en réalité adverse à ses intérêts—8989 ; la deuxième pour obliger apposition du nom de l'imprimeur sur toute circulaire ou document distribué pendant l'élection—8989.

1re lecture—8989.

LOI DES ETIQUETTES DES UNIONS OUVRIERES.

M. R. Smith—Dépose bill (n° 10) pour l'enregistrement des étiquettes des unions ouvrières—293.

1re lecture—293.

2e lecture—628.

En comité—732.

Article 1—732.

Hon. Haggart—Demande si "unions ouvrières" veut dire association ayant personnalité civile ou constituées—733.

M. R. Smith—Non—733 ; simple enregistrement constitue union—733.

M. R. L. Borden—Demande l'avis du gouvernement—733 ; coutume parlementaire, Todd—733 ; loi de cette importance devrait être présentée par le cabinet—734.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES ETIQUETTES DES UNIONS OUVRIERES—*Suite.*

Sir W. Laurier—Le gouvernement ne juge pas à propos de prendre l'initiative de cette mesure—734 ; son attitude bien connue—734 ; bill venu pour la troisième fois, de la part d'un député chaque fois, le gouvernement a laissé ses partisans libres—735.

M. Sproule—Le gouvernement a la majorité dans les deux Chambres, il est responsable de l'adoption ou du rejet de la proposition—735.

Sir W. Laurier—Demande que l'opposition fasse preuve de courage moral en disant si elle approuve ou combat cette mesure—736.

M. Henderson—Etonné du manque de courage du gouvernement—736.

Sir W. Laurier—Si le gouvernement donnait un conseil à la Chambre, l'opposition ne suivrait pas ce conseil, alors à quoi bon?—736.

M. Maclean—Le ministre du Travail devrait se prononcer sur cette question intéressant les ouvriers—737.

Sir W. Mulock—Si le gouvernement voulait diriger la conduite des députés sur les bills soumis, l'opposition crierait bien fort—737 ; généralement le pays veut l'opinion non préjugée de la Chambre—737 ; l'opinion publique dans le pays est partagée sur cette mesure, les députés doivent être libres de se prononcer—737.

M. W. F. Maclean—Le Sénat a repoussé cette loi contre la volonté deux fois exprimée par la Chambre populaire de le passer—738 ; c'est une raison suffisante pour forcer le gouvernement à intervenir—738.

Sir W. Mulock—L'opposition peut provoquer à ce sujet l'opinion de la Chambre en demandant un vote—739.

Article 2—texte—739.

Hon. Haggart—Cet article donne aux unions ouvrières une existence légale si elles ne l'ont pas—740 ; d'un autre côté un article 10 subséquent enlève le droit de les poursuivre quoique reconnues légalement—741.

M. Osler—Aucune loi de ce genre n'existe ni en Angleterre ni aux E.-U.—741 ; il est nécessaire de savoir cela, en raison de leur déployée pour et contre—742.

M. R. Smith—A été informé qu'une loi analogue existait en Angleterre par l'avocat du Conseil des Arts et Métiers—742 ; privilège obtenu en vertu de la loi des droits d'auteurs—742.

M. Ingram—Signale circulaire envoyée aux députés par Association des industriels—742 ; informations inexacts—743 ; les associations ouvrières ne doivent pas tenter d'esquiver la responsabilité de leurs actes—743 ; on peut leur accorder le privilège de l'étiquette si elles consentent à demander l'existence législative—743.

Article 4—Annulation de l'étiquette, échange—743.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES ÉTIQUETTES DES UNIONS OUVRIÈRES—*Suite.*

M. R. Smith—L'étiquette n'est pas imposée aux fabricants, ils peuvent l'apposer, ou non, à leur gré—744.

Article 5—Durée de l'enregistrement de l'étiquette, 25 ans, avec renouvellement—744.

M. Osler—Demande qu'on s'assure s'il existe des lois semblables pouvant servir de point de comparaison—744.

M. R. Smith—La Chambre peut bien délibérer sans cela—745; qu'importe si mesure similaire existe ailleurs?—745; loi est demandée par une centaine d'industriels—745.

M. Northrup—La faculté d'apposer l'étiquette laissée au fabricant n'est pas en jeu—746; il s'agit de le protéger contre le fait de ne pas l'apposer—746; c'est la défense de l'apposer qui est le nœud de la difficulté, si le fabricant n'emploie pas exclusivement des ouvriers de l'union—747.

M. R. Smith—Le boycottage peut se faire dès maintenant—748.

M. Carvell—Le marchand veut bien que les ouvriers se servent de l'étiquette à leur avantage, mais pas à son détriment—749.

M. Ingram—Les avocats se protègent bien—749; tout ce que l'on doit chercher à empêcher, c'est la possibilité d'une mise en interdit injuste—750.

M. Armstrong—Désire connaître effet possible de la loi sur ouvriers de Lambton—est—750.

M. R. Smith—Rien de changé—750.

M. R. L. Borden—Demande renseignement sur législation existante—750.

M. R. Smith—Il est difficile de mettre un terme à l'interdit d'une façon générale—752; serait disposé à modifier le bill de façon à ce qu'il s'applique seulement aux associations ouvrières légalement constituées si le gouvernement veut l'appuyer sous cette forme—752; mais ses commentants ne veulent pas de cet arrangement—753.

M. W. F. Maclean—Dans ce cas les associations de fabricants devraient être reconnues civilement—752; la solution est dans un régime d'arbitrage et conciliation—753.

M. Northrup—Le promoteur du bill avoue que le bill n'est pas conforme à ses idées, mais qu'on le force à le présenter de cette façon—753.

M. Maclean—Les ouvriers ont bien le droit d'avoir leur étiquette, les avocats ont bien la leur—753.

M. Northrup—Pour cela ils se sont formés en société civile—754; c'est ce qu'ils conseillent aux ouvriers de faire—754.

M. Ingram—L'enquête sur les "sweat shop" a montré le besoin d'une protection ouvrière—755.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES ÉTIQUETTES DES UNIONS OUVRIÈRES—*Suite.*

M. Clare—Signale le cas où un marchand de fer par exemple apposerait la marque de l'union, puis cesserait de s'entendre avec l'union, que deviendraient les objets marqués?—755.

M. Osler—Insiste pour que le procureur des ouvriers accepte l'incorporation nécessaire des unions—756.

M. L. J. Demers—Les unions ouvrières ne peuvent pas être poursuivies à moins d'être incorporées—757; autorités—757; absurde d'accorder privilèges à irresponsables—757; propose en amendement d'ajouter unions "dûment incorporées"—757; motion tend à assurer aux unions la plénitude des droits que leur conférerait cette loi—758.

Amendement adopté—759.

M. R. Smith—N'accepte pas l'amendement—759; mais s'il est impossible de passer la loi sans cela, est bien forcé d'y consentir—759.

Hon. Fitzpatrick—Demande à étudier portée de l'amendement et rédaction nouvelle—760.

Discussion remise—760.

Reprise en comité—959.

M. R. L. Borden—Ministre de la Justice devrait soumettre amendement accepté par M. Smith—959.

Sir W. Laurier—Ministre Justice absent—959; demande remise—959.

Discussion remise—959.

Discussion reprise—1849.

M. Guthrie—Incorporée ou non, revêtue ou non de la personnalité civile, une union ouvrière est susceptible d'être traduite en justice, en vertu du droit commun—1851; il en est même de tout club—1851; opinion lord MacNaughton—1851; demande suppression article 10—1852; il y a de fausses étiquettes de l'union quoi qu'en disent les manufacturiers—1852; il y a des étiquettes faussement apposées—1852; nous n'avons pas à nous occuper de la personnalité civile—1852; l'enregistrement des unions ouvrières est étrangère à ce bill—1852; cet enregistrement a trait aux fonds et aux propriétés des unions—1853; aucune loi n'oblige ces unions à obtenir la personnalité civile si elles ne le demandent pas—1853; amendement Demers rendrait loi plus compliquée et plus coûteuse—1853.

M. A. Johnston—Les mineurs des houillères de Nouvelle-Ecosse ont demandé et obtenu la personnalité civile—1854.

M. Armstrong—Demande pourquoi les unions ouvrières repoussent la constitution civile—1854.

M. Guthrie—Pour éviter frais—1854; elles sont justifiables des tribunaux—1854; cause Krug—1854.

M. R. Smith—Donne liste de 41 états américains ayant adopté lois sur étiquettes ouvrières—1854.

Hon. Haggart—Si la dépense d'incorporation est trop élevée, pourquoi ne pas, au moins demander enregistrement—1856.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*LOI DES ETIQUETTES DES UNIONS OUVRIERES—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Aux E.-U. la déclaration est nécessaire—1857; à Québec l'Association des débardeurs est constituée en personne civile—1857; il avait été admis à dernière discussion que cette législation s'appliquerait aux associations reconnues—1858.

M. D. Ross—La loi de l'Indiana dit en toutes lettres que le bill s'applique aux unions reconnues ou non—1857.

Amendement Demers adopté—1858.

Bill rapporté—1859.

3e lecture proposée—1859.

M. Lennox—S'oppose—1859.

Hon. P. White—Passage en comité n'est pas une étape du bill—1859; pas besoin du consentement unanime pour passer troisième lecture après examen comité—1860, suffit d'un vote—1860.

Troisième lecture du bill—1860.

Bill adopté—1860.

LOI SUR LA FALSIFICATION DES DENREES ALIMENTAIRES.

M. Bergeron—Dépose bill (n° 197) tendant à modifier loi sur la falsification des denrées alimentaires—9295.

1re lecture—9295.

LOI DE L'INSPECTION DE BATEAUX A VAPEUR (AMENDEMENT).

M. L. G. McCarthy—Présente bill (n° 6) modifiant la loi concernant l'inspection des bateaux à vapeur, 1898—1re lecture—59.

M. L. G. McCarthy—Propose deuxième lecture—331; objet du bill est d'empêcher le ministère d'accorder des permis à des mécaniciens sans examen—331; proposera renvoi à comité spécial—331.

2e lecture, adoptée—331.

M. McCarthy—Propose renvoi à comité composé de MM. Johnston (C.-B.), E. T. Carke, Bickerdike, Bennett, Johnston (Lambton), Lefurgey, Smith (Nanaïmo), Lancaster, Macpherson, Sproule, Préfontaine, McCarthy—331.

Adopté—331.

LOI DE LA SURETE DES NAVIRES (AMENDEMENT).

M. J. H. Sinclair—Dépose bill (n° 21) pour amender la loi de la sûreté des navires—334; permettre de transporter du bois en hiver entre pont principal et pont supérieur—334; n'insistera pas sur adoption avant que bill soit accepté par conseil du commerce d'Angleterre—334.

1re lecture—334.

2e lecture—628.

En comité—765.

Article 1er—Amendement à la loi—765.

M. Sinclair—Pour permettre en hiver de transporter du bois entre premier pont et pont couvert—765.

M. R. L. Borden—Demande présence ministre de la Marine—766.

Sir W. Laurier—Ministre de la Marine s'est occupé question—767; bill ne sera pas poussé sans avoir approbation Conseil du commerce d'Angleterre—767.

Discussion remise—767.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DE LA TEMPERANCE (AMENDEMENT).

M. H. Gervais—Dépose bill (n° 128) modifiant l'Acte de tempérance du Canada—3481; pour rendre le droit d'appel applicable à l'Acte de tempérance du Canada 3482; pour permettre de se prévaloir du bref de certiorari—3482.

1re lecture—1482.

BUDGET.

DISCOURS DU BUDGET.

Hon. W. Fielding—Sur motion pour former la Chambre en comité de voies et moyens—9102; 9e discours du budget—9102; causes retard—9102; exercice 1903-04, moins-value recettes—\$330,183—9102; dépenses \$1,112,832 en plus de prévisions—9103; surplus \$15,056,984—9103; dépenses du capital maintenues dans limites prévues—9103; à l'expiration des huit ans de régime libéral, dette nette du Canada augmentée seulement de \$208,232, soit \$34,779 par année—9104; en tenant compte des sommes payées en règlement de litiges, augmentation nette de la dette \$2,370,285—9104; total des surplus des huit années—\$56,437,076—9104; surplus moyen \$7,054,634—9104; distinction entre compte de dépenses ordinaires et capital—9105; même système que précédents—9106; primes et remboursements de droits—9106; déduction faite des primes, surplus de huit années, \$53,107,692, moyenne, \$6,638,461—9106; réduction du montant net de l'intérêt sur dette publique, de \$9,202,659 en 1897 à \$8,892,380 en 1904—9107; exercice 1904-05, recettes estimées à \$71,250,000—9108; dépense estimée à \$71,250,000—9108; augmentation dépenses possible \$6,637,167—9109; excédent évalué \$9,000,000—9100; dépenses probable au compte capital, \$12,500,000—9109; additions probable à la dette, \$1,250,000—9110; petite somme en comparaison des additions conservatrices à la dette—9110; dette nette à peu près \$260,000,000—9111; danger des dépenses extravagantes, le sommet des augmentations de recettes est atteint—9111; grosses dépenses de l'année dernière ont contribué au progrès du pays—9113; exercice 1905-1906, dépenses votées \$71,889,808—9113; annulations de crédits possibles—9114; augmentation probable des recettes, \$1,000,000 sur année précédente—9114; dépenses probables au compte du capital—9114; dépenses du G.T.P.—9115; augmentation des mandats de poste—9116; emprunts remboursables—9117; argent américain au Canada—9118; arrangements avec banques canadiennes pour le retirer—9118; commission payée aux banques pour recueillir monnaie américaine—9119; mise en circulation de monnaie d'argent canadienne en échange, tout bénéfice—9119; arrangement d'un an—9120; quantité d'argent américain à échanger dans l'année, évaluée à \$500,000—9120; enquête décidée quant aux changements de tarif—9122; dispositions prises—9122; personnel, commission pas encore décidé—9123; déclaration antérieure—9123; droit

BUDGET—*Suite.*Hon. W. Fielding—*Suite.*

sur avoine roulée, 60 cents par 100 livres, matière première taxée actuellement plus qu'article fabriqué—9124; blanc de plomb sec, 30 p.c. au lieu de 5 p.c.; maintenant fabriqué à Montréal—9125; blanc de plomb à l'huile relevé de 25 à 35 p.c.—9125; droit de 25 p.c. *ad valorem* sur les sacs pour ciments des E.-U.—9125; vins légers du Cap, 25 cents le gallon, comme ceux de France—9126; révision de l'article au sujet d'effets d'immigrants—9127; prolongation franchise d'entrée pour machineries betteravières et aurifères—9127; importation de mélasses des Antilles par Terre-Neuve, considérée directe—9128; progrès du Canada—9129; avis des résolutions du tarif—9129.

Hon. Foster—Retard inexcusable—9137; conseils de prudence bien appropriés—9131; surplus accommodant—9132; ligne de démarcation entre compte capital et consolidé changée depuis nouveau gouvernement, impossible s'y reconnaître—9133; dissertation sur la nature des deux comptes—9134; dépenses et entreprises des conservateurs—9135; changement dans le montant des intérêts à payer dû non pas à l'habileté ministre, mais à l'état du marché—9137; différences et comparaisons 9137; calculs de l'exercice 1904-1905, disparition du surplus, déficit de \$1,300,000—9137; augmentation des dépenses de 1896 à 1904, tableau—9138; détails—9140; les quais et brise-lames—9142; l'Intercolonial—9143; la politique—9144; approuve retrait monnaie américaine—9146; les libéraux et la protection—9146; les libéraux n'ont pas donné la réciprocité avec les E.-U.—9147; sir R. Cartwright et les primes—9147; M. Fielding et la protection—9147; l'avenir et les obligations à remplir—9149; les dépenses du Transcontinental, des nouvelles provinces, de la milice—9150; dépenses 1896, \$8.14 par tête, 1904, \$13 par tête—9150; impôts, 1896, \$5.46 par tête, 1904, \$9.76 par tête—9150; chaque dollar prélevé inutilement est une source de richesse enlevée au peuple—9150; danger de l'immigration—9151; fondations de la grandeur du Canada jetées par dix-huit années d'administration conservatrice—9151.

M. W. F. Cockshutt—Importance manufacturière de Brantford—9152; plainte du retard du discours du budget—9153; en faveur d'une protection suffisante—9153; protection qui empêche importation de produits étrangers paralysant notre industrie—9153; commission du tarif devrait avoir commencé déjà son travail—9154; la coutellerie à Brantford—9155; ruine causée par refus de protection suffisante, doit être déduite du surplus—9155; le gouvernement n'a d'autre ambition que d'accroître les importations—9156; l'industrie ne marche que sur l'élan donné en 1878—9156; ruine des fabriques de la ficelle d'engerbage—9157.

M. Campbell—La fabrique de Brantford a payé 60 p.c. de dividende depuis que les libéraux sont au pouvoir—9157.

BUDGET—*Suite.*

M. Cockshutt—Dû à guerre hispano-américaines—9157; statistiques industrielles—9158; production industrielle du Canada égale maintenant toutes les autres, moins trente millions—9158; il faut 3 ouvriers pour contrebalancer un vote de cultivateur, c'est pourquoi la sollicitude du gouvernement va aux cultivateurs—9159; augmentation des importations de l'étranger—9160; la prospérité des industries aujourd'hui encore est due au gouvernement conservateur—9161; la décadence des industries de la coutellerie—9162; l'industrie du ciment—9163; l'impôt sur les sacs—9163; désastres à Brantford—9163; ce n'est pas le gouvernement qui a tué ces industries, mais il aurait pu les sauver—9164; tous les industriels de Brantford, libéraux comme conservateurs, sont favorables à un relèvement du tarif—9165; le commerce avec les Etats-Unis—9165; le Canada doit se protéger contre l'entrée des produits étrangers—9166; il vaut mieux protéger industries établies que stimuler création de nouvelles—9167; il ne suffit pas de se rendre au désir des cultivateurs de l'ouest, il faut songer aux ouvriers des manufactures de ficelles d'engerbage—9169; le gouvernement d'Ontario a sauvé les fabriques du Sault-Sainte-Marie—9170; l'industrie manufacturière a besoin d'une main secourable—9170; les oignons de Scotland—9170; difficultés de la "dumping clause"—9171; question d'abolition de la préférence anglaise est de la plus haute importance—9172; en faveur d'une préférence dans tout l'Empire—9172; stabilité de tarif—9173; il faut réparer le mal—9173.

M. H. S. Clements—Tarif des lainages contraire aux intérêts du peuple canadien—9174; comparaison tarif américain et canadien sur produits agricoles—9174; importations et exportations avec E.-U. comparées, tableaux—9176; articles en franchise—9177; question du lard—9177; question des haricots—9178; question du maïs—9179; examen de la question des laines—9183; question du tabac—9185; question des entrepôts frigorifiques—9186; question des moyeux de roues—9187; nous devrions avoir des milliers de fabriques de plus au Canada—9187.

M. W. A. Gallier—La monnaie et le numéraire idéal—9188; achat de l'or et de l'argent à l'affinerie—9188; les droits sur le blanc de plomb sec—9189; la prime sur le plomb est le meilleur mode d'encouragement que le gouvernement pouvait donner pour la Colombie-Anglaise—9189; progrès accomplis—9190; l'imposition du bois de sciage brut—9190; la clause qui empêche la vente au rabais des produits importés ne s'applique qu'aux articles imposables—9191; elle ne s'applique donc pas au bois brut exempt—9191; envahissement américain—9191; plaintes des Territoires non justifiées—9192; ce qu'ils vendent à la Colombie-Anglaise est protégé par droits élevés—9192; injustice de l'opposition de l'ouest à l'imposition d'un droit protecteur pour bois de la C.-A.—9193.

BUDGET—*Suite.*

M. J. W. Daniel—Proposition Logan, tarif préférentiel applicable seulement à importations par ports canadiens—9194; résolutions Halifax et Saint-Jean, 9194; comparaison d'importations par ports américains et canadiens—9197; tarif pour chemin de fer plus élevé par ports américains que par ports canadiens—9197; correspondance Allan—9197; la Chambre en comité des voies et moyens—9198.

Examen des résolutions de tarif—9198.

Hon. Paterson—Les sacs de ciment qui ont payé les droits pour entrer deviennent articles nationaux—9201; s'il sont réintroduits, ils ne paient plus de droits de nouveau—9201.

M. Taylor—Demande augmentation des droits sur le ciment de 25 p.c.—9202.

M. Lennox—Si les sacs reviennent plusieurs fois, l'objet de la loi qui est d'égaliser les droits entre ciments en sacs et en barils ne sera pas atteint—9206.

M. Miller—Fabricants satisfaits—9206.

M. Crawford—Fabricants canadiens n'ont pas besoin de plus d'encouragement—9206; industrie rapporte 50 p.c.—9206.

M. Telford—Etat de l'industrie du ciment satisfaisant—9208; plus de droits provoquerait affluence et encombrement d'usines qui se nuiraient entre elles—9208.

M. Zimmerman—Industrie assez protégée—9211.

Résolutions rapportées et adoptées—9212.

COMITES.

COMITE D'AGRICULTURE.

Besogne du comité.

M. U. Wilson—Réclame rapport ministre de l'Intérieur et convocation comité d'agriculture—422.

Sir W. Laurier—A courte échéance—422.

M. T. Greenway—Dépose deuxième rapport du comité d'agriculture—4201; impressions—4201; demande adoption—4201.

M. Henderson—Constata que rapports de l'an dernier sont encore sur rayons et non distribués—4201.

M. T. Greenway—Propose adoption quatrième rapport du comité d'agriculture et colonisation—6443; impression examen de M. Clarke et loi des grains de semence—6443.

Adopté—6443.

M. McIntyre—Dépose 6e rapport comité agriculture, relatif à l'interdiction du bétail canadien—8287; texte—8287.

TARIFS DES CHEMINS DE FER.

M. P. McKenzie—Propose adoption 3e rapport comité agriculture et communication à commission des chemins de fer—5104; déposé depuis deux semaines—5105.

M. Campbell—Rapport très important, devrait être discuté immédiatement—5105.

M. P. McKenzie—L'ouest d'Ontario se plaint des tarifs demandés par les chemins de fer pour transport bétail d'exportation—5106; industrie présente des risques, cultivateurs doivent être aidés—5106; la

COMITE D'AGRICULTURE—*Suite.*

M. P. McKenzie—*Suite.*

comparaison avec les prix exigés de cultivateurs du Michigan est au désavantage d'Ontario—5106; demande égalité cultivateur canadien et cultivateur américain—5106; travaux déjà accomplis par commission des chemins de fer—5107; la question des pommes—5107; les chemins de fer ont été aidés par le peuple du Canada à construire leurs lignes—5108.

M. D. A. Gordon—Question étudiée avec justice—5109; comparaison entre tarifs du G.T.R. de gare à gare, au Canada et aux E.-U.—5110; tarif des grains et farines—5111; fèves et fromages—5113; les compagnies de chemins de fer refusent de se faire concurrence—5116; Ontario se serait développé s'il eût joui des mêmes avantages que le Michigan—5117; les conventions entre chemins de fer ont eu pour effet de pousser les Canadiens à aller s'établir au Michigan—5117; il y a doute si la commission des chemins de fer peut s'occuper de ces questions, il faut lever ces doutes—5118.

M. G. Taylor—Augmentation des transports sur l'I.C.R.—5120; la loi des chemins de fer tourne au détriment des expéditeurs—5122; griefs des minotiers, lettre—5122

M. Maclean—Le transport des ciments—5124; les Américains ont pour 93 cents, ce qui coûte un dollar aux Canadiens—5126.

M. Sproule—Motion ne peut pas avoir effet 5127; elle propose renvoyer question tarifs à commission irresponsable—5128; ce renvoi est pour la Chambre une abdication de droits—5128; c'est au gouvernement de remédier au grief—5129.

M. S. Hughes—Cette question doit être réglée par le gouvernement et non par la commission—5130.

M. S. Schell—La commission a le droit de s'occuper de cette question—5130; a déjà réglé tarif de transport des bestiaux de l'ouest à la mer—5130; tarif des bois—5130; ne veut pas faire d'injustice aux chemins de fer—5133; d'ailleurs, sont de taille à se défendre—5133; les chemins de fer ne souffriront pas d'une diminution de tarif—5134.

M. R. L. Borden—La commission a certainement juridiction sur certaines questions contenues dans ce rapport—5134; complexité de la motion—5134; si le rapport est adopté, la Chambre n'a pas pouvoir de l'envoyer à la commission des chemins de fer—5135; approuve la motion—5136; rapport doit être envoyé à commission par le gouvernement et non par la Chambre—5136.

Hon. Emmerson—La loi fournit procédure pour donner effet au rapport du comité—5136; les pouvoirs de la commission sur les transports sont complets—5139; discussion des pouvoirs—5139-5144; en tout cas le parlement peut toujours faire les amendements nécessaires—5145.

M. W. F. Cockshutt—Demande définir clairement sur quoi l'enquête va porter—5145; demande que non seulement les griefs des cultivateurs, mais aussi ceux

COMITE D'AGRICULTURE—*Suite.*M. Cockshutt—*Suite.*

de manufacturiers, soient éclaircis—5145; demande que délai d'enquête soit court—5146.

Hon. S. Fisher—Comité agriculture a rendu grand service—5146; le gouvernement doit agir, mais, sur l'initiative de la Chambre—5146; procédure très nette—5146; aucune compagnie n'exploite indépendamment un réseau au Canada et un aux Etats-Unis en vertu de charte canadienne—5147; la commission a plein pouvoir—5148; compagnie a un travail énorme, n'a pas pu tout faire—5149; elle va se mettre immédiatement à l'étude de la question—5150; l'est du Canada a aussi des griefs au sujet des transports.

M. A. Martin—Anomalies existent aussi dans l'I.P.-E.—5150; exemples—5150; espère que seront étudiées—5151.

M. R. N. Walsh—Plaintes dans Québec—5152; il doit être bien entendu qu'il y a lieu de se plaindre dans tout le Canada—5152.

M. H. Miller—Il ne faut pas non plus mettre les compagnies de chemins de fer hors d'état de fonctionner en exigeant tarif trop bas—5154; lettre John Tolmie—5154; explications de M. Loud au nom des chemins de fer—5155; dangers de la répercussion—5157; chemins de fer ne doivent pas favoriser E.-U. aux dépens de l'Angleterre—5157.

Motion adoptée—5157.

EMBARGO SUR LE BETAIL CANADIEN.

M. P. M. Mackenzie—Propose adoption de rapport comité d'agriculture—9213; origine interdiction—9213; depuis 1896 pas un seul animal abattu reconnu atteint de tuberculose—9214; Canada consent à toute inspection, mais n'admet pas que son bétail soit du fait de son origine déclaré malsain—9214; levée de l'interdiction demandée en faveur des éleveurs canadiens et engraisseurs anglais—9215; maintien de l'embargo renchérit viande en Angleterre—9215; opinion journaux anglais—9217; maintenant admis qu'il n'y a plus de raison pour conserver embargo—9217.

M. Bickerdike—Bétail canadien n'est pas infecté, ne l'a jamais été et ne le sera jamais—9218; en 1892 la commission d'agriculture d'Angleterre nous a floués, s'est servie de dés pipés—9218; la maladie n'est qu'un prétexte—9218; la maladie qui occupe les Anglais c'est la protection et non la pleuro-pneumonie—9218; les cas qui ont servi de prétexte, l'animal ne s'est pas infecté au Canada, mais à Glasgow—920; les ministres anglais auxquels nous avons affaire manquent de toutes les qualités qui font l'homme d'Etat—920; il se peut que le Canada ne souffre pas beaucoup de l'embargo et qu'il vaille mieux engraisser les bestiaux pour l'abatage, n'empêche que la mesure est injuste—9221; le gouvernement anglais a le droit d'empêcher la concurrence, mais, pas de calomnier le bétail canadien—9221; mœurs du gouvernement anglais à l'oncle Sam—9221; que l'Angleterre établisse le

COMITE D'AGRICULTURE—*Suite.*M. Bickerdike—*Suite.*

régime protecteur, c'est bon, mais pas sous de faux prétextes—9222; l'Angleterre ne met pas de sentiments en affaire, achèterait des Hottentots aussi bien que des loyaux Canadiens—9223; historique de l'embargo—9224; genèse et développement de la question—9225; essais et recherches sur la maladie—9226; cas importé d'Ecosse au Canada—9226; précautions prises au Canada—9229; intérêt politique en Angleterre—9229; effets de l'embargo—9229.

M. M. S. Schell—Meilleurs sentiments règnent en Angleterre—9230; déclarations lord Brassey—9230.

M. T. S. Sproule—Sir Charles Tupper et l'embargo—9232; les libéraux accusèrent les conservateurs d'insuffisance d'inspection et justifèrent la décision du conseil d'agriculture d'Angleterre—9233; les libéraux promirent en 1896, s'ils arrivaient au pouvoir, qu'ils feraient lever l'embargo, ils ne réussissent pas mieux que les conservateurs—9234; la précipitation du comité, pourquoi est-on moins pressé maintenant?—9234; le ministre de l'Agriculture en Angleterre, aurait dû demander compensation pour les faveurs de tarif que nous accordons—9235; les affaires sont les affaires—9235; les éleveurs canadiens devraient faire alliance avec engraisseurs anglais—9236; manquement aux promesses libérales—9236.

Hon. S. Fisher—Discours de lord Onslow à Yoabil, 8 février—1905—9238; rapport du département d'agriculture des T.N.-O.—9238; rapport inacceptable—9238; inconvénients de l'embargo—9238; discrétion et prudence nécessaires—9239; tout se limite, avouent les parlementaires anglais, à un risque—9239; depuis embargo, un million et demi d'animaux exportés en Angleterre et abattus, pas de trace de pleuro-pneumonie—9240; en 1897 les E.-U. souffraient de pleuro-pneumonie et pourtant ils acceptaient bétail canadien sans examen—9241; l'embargo est un acte d'hostilité envers le Canada—9241; alliance de l'Empire ne doit pas seulement se faire sur terrain commercial, mais sur terrain sympathique—9242; l'approvisionnement de viande aussi important pour Empire que celui de céréales—9242; vœu exprimé par comité vient parfaitement à propos—9242.

Résolution adoptée—9242.

COMITE DE LA BIBLIOTHEQUE.

Sir W. Laurier—Propose personnel comité—115; adopté—115.

Sir W. Laurier—Propose que le nom de M. Bristol figure au comité de la bibliothèque—5809; adopté—5809.

COMITE DES BILLS D'INTERET PRIVE.

M. Grant—Dépose 12e rapport demandant suspension de délai pour recevoir pétition "Crown Casualty Co.—2599.

M. Sproule—Ne voit pas de raison pour accorder demande—2599.

COMITE DES BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

M. L. P. Demers—Demande que comité des bills privés soit autorisé à engager sténographe pour prendre dépositions dans bill (n° 167) divorce A. O. Hersey—8731.
Adopté—8731.

COMITE DES COMPTES PUBLICS.

M. F. D. Clarke—Demande convocation comité comptes publics maintenant que portion suffisante du rapport de l'auditeur général déposée—422.

M. McIsaac—Convoquera comité—422.

M. McIsaac—Propose que le rapport des comptes publics 1904 et de l'auditeur général 1904 soient transmis au comité des comptes publics—607.

Adopté—607.

M. Bergeron—Demande quand comité sera réuni—7259 ; remises successives—7259 ; absence du président—7259.

Hon. Fielding—Président sera là lundi—7259 ; comité sera convoqué—7259.

COMITE DES DEBATS.

Sir W. Laurier—Propose personnel comité des débats—115.
Adopté—115.

M. H. Gervais—Dépose premier rapport demandant réduction du quorum à cinq membres—515.

M. H. Gervais—Propose adoption premier rapport, relatif au quorum—714 ; même motion depuis trois ans—714.

M. H. Gervais—Dépose 2e rapport du comité des débats—4578 ; mille pages au volume, index à la fin de chaque volume—4578.

M. H. Gervais—Dépose 3e rapport comité des débats—4678 ; traduction sur texte non révisé—4670.

Propose adoption 2e rapport—4671.

Adopté—4672.

Propose adoption 3e rapport—4672.

Adopté—4672.

M. Gervais—Dépose quatrième rapport comité des débats—5104 ; modifications du personnel—5104 ; propose adoption—5104.

M. Sproule—Demande remise—5104.

M. H. Gervais—Propose adoption 4e rapport—5158.

M. Bergeron—Se porte garant consentement M. Sproule—5158.

Motion adoptée—5158.

M. H. Gervais—Dépose 5e rapport comité des débats, nomination de R. Laferrière en remplacement de H. R. Fiset, démissionnaire—7254.

M. Gervais—Dépose rapport comité des Débats—9610 ; augmentation des sténographes—9610.

M. Gervais—Dépose rapport du comité des Débats proposant que le salaire des traducteurs soit porté à \$2,000—9996.

M. J. A. C. Ethier—En l'absence de M. Gervais, propose l'adoption du rapport relatif à l'augmentation des traducteurs—10025.

COMITE DES DEBATS—*Suite.*

Sir W. Laurier—S'oppose à l'adoption—10026 ; toute proposition de cette nature doit venir du ministère—10026.

Hon. Brodeur—Expose la situation de la commission d'économie interne—10026 ; spécialement chargée de dépenser les fonds votés pour le service de la Chambre des communes—10026 ; n'a pas à faire rapport à la Chambre—10026.

M. Borden—La Chambre peut toujours adopter une proposition théorique se rapportant à quelque dépense d'argent—10027 ; naturellement le consentement du gouvernement est nécessaire—10028.

M. H. Gervais—Bourinot et le comité des Débats—10028 ; la Chambre a décidé à diverses reprises qu'il appartient à ce comité de proposer augmentation—10029 ; rapport de M. White, M.P., de Cardwell, président des Débats, 1884—10030 ; opinion sir W. Laurier, 1891—10030 ; sir John Thompson retire son objection—10030 ; opportunité de l'augmentation—10030 ; éloge des sténographes—10031 ; M. Lewis, M.P., à la Chambre des communes d'Angleterre—10031 ; éloge des traducteurs, plus de retard—10032.

Sir W. Laurier—Initiative gouvernementale en matière de dépense, règle absolue—10032 ; si autres rapports ont passé, c'est que personne n'a invoqué le règlement—10032 ; ne veut pas nuire aux sténographes ni aux traducteurs—10032 ; il y a différend quant au régime—10032 ; quand différend sera réglé, on verra à prendre une décision quant aux salaires—10032.

M. J. G. Bergeron—Comité des Débats constitue pour la Chambre le privilège de diriger le rapport des débats—10032 ; prérogative parlementaire—10032 ; tendance d'absorption par commission d'économie interne—10033.

M. G. Taylor—Si ce personnel passe sous la régie de la commission interne, inutile nommer comité spécial—10033.

Hon. Fielding—Commission d'économie interne n'est entrée dans la question que sur demande du comité des Débats—10033.

M. Ethier—Veut savoir pourquoi M. Gervais n'était pas à son siège pour proposer adoption rapport—10034 ; prêt à retirer sa motion—10034.

M. Gervais—Avait reçu instruction du gouvernement de ne pas insister sur motion—10034.

Motion retirée—10034.

COMMISSION D'ECONOMIE INTERNE.

Sir W. Laurier—Remet un message du gouverneur général transmettant copie de l'ordre en conseil approuvé nommant membres de la commission d'économie interne les honorables Fielding, Brodeur Hyman, Emmerson et l'Orateur—8.

COMITE GENERAL.

Sir W. Laurier—Propose que M. C. Marcell, député de Bonaventure soit nommé président des comités généraux de la Chambre, adopté—51.

COMITE DES IMPRESSIONS.

Sir W. Laurier—Propose composition—115.
Adopté—115.

COMITES PERMANENTS.

Sir W. Laurier—Propose la liste des comités à former, motion adoptée—7.

Sir W. Laurier—Propose que le comité chargé de préparer la liste des membres des comités soit composé de : Sir W. Laurier, Hon. Foster, sir W. Mulock, Hon. Hyman et Hon. Haggart; motion adoptée—7.

Hon. Hyman—Dépose le rapport du comité spécial de sélection, avec la composition comités permanents—61.

Sir W. Laurier—Propose ajouter MM. Macpherson et Boyce au comité des chemins de fer et substituer Macpherson à Marcell au comité des impressions—114; adopté—114.

Sir W. Laurier—Propose mutations : A. Bourbonnais, des bills privés aux ordres permanents—239; L. P. Demers des ordres permanents aux bills privés—239; T. Greenway, des banques et commerce à l'agriculture, H. Guthrie de l'agriculture aux banques et commerce, adopté—239.

Sir W. Laurier—Propose que le nom de M. R. L. Borden soit ajouté aux comités privilèges et élections, banques et commerce—652; mêmes que l'année dernière—652; places gardées—652.

M. R. L. Borden—Remerciements, sympathie—652; un peu en retard, honorable ami s'est trouvé dans même cas—652.

Sir W. Laurier—Propose Hon. Fisher ajouté aux bills privés—652.

Sir W. Laurier—Propose que M. S. Hughes remplace feu M. E. F. Clarke au comité des Débats—3206; propose que MM. A. Lachance et Devlin soient ajoutés au comité des chemins de fer et des bills privés—3206.

M. R. L. Borden—Se plaint que M. Bristol, nouveau député de Toronto-centre, n'ait encore été nommé à aucun comité—5330; pourrait remplacer M. Clarke aux vacances non-comblées—5330.

Sir W. Laurier—Sera fait demain—5330.

Sir W. Laurier—Propose que le nom de M. Bristol soit inscrit sur différents comités—5697.

COMITE DES TELEPHONES.

Sir W. Mulock—Propose d'ajouter MM. Bergeron et Geoffrion au comité spécial des téléphones—295.

Sir W. Mulock—Propose ajouter noms MM. Miller et Lewis au comité des téléphones—4306.

Adopté—4306.

M. W. F. Maclean—Demande si question traitée dans ce rapport sera discutée à cette session—9911.

Sir W. Laurier—Non—9911.

COMITE DE LA TUBERCULOSE.

M. Perley—Dépose rapport, comité mixte sur la tuberculose—9610.

COMITE DE LA TUBERCULOSE—*Suite*.

M. G. H. Perley—Propose supprimer paragraphe 7 du rapport du comité de la tuberculose—9744.

M. R. L. Borden—Sans article 7, rapport ne signifie rien—9744.

Sir W. Laurier—Article 7 engage 'gouvernement à aider les provinces à l'entretien de sanatoriums, etc.—9744; impossible se lancer dans cette voie sans porter atteinte à l'Acte de l'A. B. du Nord—9744; subventions payées aux provinces déterminées; à celles-ci d'en disposer—9745; question peut être remise à prochaine session—9745.

DECES.

M. E. F. CLARKE, M.P.

M. R. L. Borden—Annonce mort M. E. F. Clarke—2136; propose lever la séance—2126.

Sir W. Mulock—Profond chagrin—2136; acquiesce au désir chef opposition—2137.

Sir W. Laurier—Grande perte pour la Chambre—2202; personne n'aurait songé à la dernière session que, si fort, il serait le premier de nous à succomber—2203; sa carrière municipale et provinciale—2203; il était un des détracteurs les plus habiles de nos parlements—2203; discours sur le Home Rule—2203; perte pour les deux partis—2203.

M. R. L. Borden—Remercie—2204; perte pour tout le Canada—2204; homme aux idées larges—2204.

M. E. B. Osler—Pas un ennemi—2205; ami des ouvriers—2205; orangiste aimé et estimé des catholiques—2205; désintéressé remarquable—2205.

M. F. D. Monk—Savait faire valoir sa cause sans froisser personne—2205.

M. T. S. Sproule—Sympathique, bienveillant, intelligent—2206; sera difficile à remplacer—2206.

M. L. J. DEMERS, M.P.

Sir W. Laurier—Annonce mort de M. L. J. Demers, député de Lévis—5260; tranquille, intelligent—5260.

M. R. L. Borden—Unit ses condoléances à celles premier ministre—5260.

M. O. E. Talbot—Vieil ami—5261; aimé et respecté de tous—5261.

HONORABLE J. SUTHERLAND, M.P.

Sir W. Laurier—Annonce reçu nouvelle mort hon. J. Sutherland—5435; perd le plus fidèle ami—5435; propose ajourner Chambre demain pour assister aux funérailles—5435.

M. R. L. Borden—Emotion premier ministre—5436; profonde sympathie—5436; rappelle travail commun dans commission redistribution—5436.

Seconde la motion Laurier—5436.

Motion adoptée—5436.

DECES—*Suite.*

M. JOHNSTON, M.P.

Sir W. Laurier—Dr Johnston, député de Lambton n'est plus—8903; pas d'ennemis, estimé de tous—8904; deuil, ville de Sarنيا—8904.

M. R. L. Borden—Approuve paroles premier ministre—8904; M. Johnston, homme doux et bienveillant—8904.

Sir W. Laurier—Propose ajourner à cinq heures pour aller au train funéraire—8904.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

Hon. A. B. AYLESWORTH.

M. R. L. Borden—Demande si l'hon. A. B. Aylesworth était entré dans le cabinet aux dernières élections générales—1394.

Sir W. Laurier—A l'automne avec approbation du gouverneur, l'hon. Aylesworth fut sollicité d'entrer dans le cabinet sans portefeuille, accepta—1394; se présenta dans Durham et échoua—1394; n'avait pas été assermenté, n'eût pas à démissionner—1394; sollicité à nouveau après élection, refusa—1394; premier ministre espère qu'il fera partie, avant longtemps, du cabinet—1394.

DEMISSION DE L'HON. C. SIFTON.

Sir W. Laurier—Annonce démission hon. C. Sifton, ministre de l'Intérieur—1935; seul désaccord relatif aux dispositions touchant à l'instruction publique pour l'entrée nouvelles provinces dans confédération—1935; lettres échangées—1936.

Hon. C. Sifton—Etat de santé a empêché assister conférences préliminaires—1936; espérait bill ne serait pas présenté avant retour—1937; impossible accepter article 16 de la loi—1937; texte donné—1937; regrette de se retirer—1938; en parfait accord avec cabinet sur toutes les autres questions—1938.

Hon. G. Foster—Pas surpris—1938; la droite pas surprise non plus—1939; étonné que même absent ministre de l'intérieur n'ait pas été informé de la décision du gouvernement sur ce point essentiel—1940; d'autres motifs doivent exister pour cette démission—1940; on parle de la retraite du ministre des Finances également—1941; sentiments mêlés à l'égard du ministre sortant—1941.

M. W. F. Maclean—Sir W. Laurier n'a pas été à Canossa, mais à Trois-Rivières—1941; c'est là qu'a été conclu le traité dont le bill d'autonomie est la rançon—1942; "Quiconque se servira de l'épée, périra par l'épée"—1942; le gouvernement est arrivé au pouvoir par la question des écoles, il périra par cette question—1942; on veut punir Manitoba d'avoir adopté le régime des écoles publiques—1942; on lui refuse tout agrandissement—1942; félicite ministre de l'Intérieur d'être sorti du cabinet—1943; premier ministre perdu de réputation—1943; désavoué par le "Globe"—1943; a insulté les Etats-Unis—1944; le peuple du Canada veut la séparation de l'Eglise et de l'Etat—1944; le premier mi-

DECLARATIONS MINISTERIELLES—*Suite.*M. W. F. Maclean—*Suite.*

nistre se fait le champion d'une nouvelle alliance de l'Eglise et de l'Etat—1944; la vague qui l'a conduit au pouvoir est la vague qui l'emporte aujourd'hui—1944.

Propose que la Chambre lève sa séance—1944.

M. L. G. McCarthy—A combattu pour les écoles publiques à côté de l'hon Sifton dans Haldimand—1945; approuve sa conduite, combattra article 16—1945.

M. Sproule—Explications premier ministre pas complètes—1945; demande nom du successeur—1945; premier ministre devrait renoncer à son bill—1945; se plaint pas assez exemplaires du bill imprimés—1946; pourquoi ce secret?—1946.

M. S. Hughes—Etait convaincu que M. Sifton résignerait—1946; si le gouvernement persiste à imposer ce bill à l'Ouest, c'est la guerre—1946; il y avait bien moins de raisons en 1885 quand les métis se révoltèrent à cause d'arpentages—1946; laissez le Nord-Ouest régler lui-même la question—1947.

M. Taylor—Demande déclaration de la part de M. G. Grant—1947; a reproché à M. Foster bill remédiateur—1947; a promis voter contre écoles séparées au Nord-Ouest—1947.

M. H. Guthrie—Défendra l'article 16 dans les deux bills—1947; cette question mûrie, occupe gouvernement depuis cinq ou six ans—1948; un bill de cette nature devait, suivant tous les précédents, être présenté par premier ministre lui-même—1948; le "Globe" n'a pas de ligne de conduite à dicter aux députés—1948.

Hon. Foster—Demande renseignements au sujet attitude autres ministres—1949; demande si premier ministre a offert à l'hon. Sifton un compromis—1949; changements entre bill déposé primitivement et bill imprimé et distribué—1949; différence à propos terrains marécageux—1950; résumé historique de la législation scolaire des provinces depuis la confédération distribué comme provenant du secrétaire d'Etat, pas pièce officielle—1950; simple plaidoyer officieux en faveur du bill—1950.

Hon. Haggart—Demande si premier ministre décidé à maintenir l'article concernant les écoles séparées—1950.

Sir W. Laurier—La Chambre n'a pas droit à d'autres explications que celles données au sujet du départ de l'hon. Sifton—1951; ignorait existence brochure relative à législation scolaire antérieure, s'informerait qui est responsable de la brochure—1951; M. Guthrie a fait erreur en disant que ce bill se discutait depuis deux sessions, a voulu dire: la question d'autonomie—1951; absurde de dire qu'il a présenté ce bill pour se débarrasser de l'hon. M. Sifton—1952; insinuation ne repose sur rien—1952; aurait voulu garder M. Sifton dans son cabinet—1952; verra à faire imprimer plus de bills—1952.

DISCOURS DU TRONE.

Texte du discours du trône—6.

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU TRONE.

M. M. A. Macdonald—Compliments à l'Orateur—9; pour la première fois le comté de Pictou accorde sa confiance à sir W. Laurier—9; accueil cordial du Canada à lord Grey—10; le discours du trône est plein d'événements nouveaux—10; les exportations canadiennes de décembre 1904 dépassent de \$2,000,000, celles de décembre 1903—10; le peuple canadien est fatigué d'entendre discuter des théories d'économie politique—10; la préparation du tarif doit dépendre de certaines conditions et non de certaines théories—10; le peuple canadien a prouvé qu'il avait confiance dans l'habileté du gouvernement à traiter la question du tarif—11; nous ne sommes pas disposés à envoyer d'autres députations aux Etats-Unis à propos de réciprocité—11; le projet d'autonomie provinciale pour les Territoires du Nord-Ouest, marque une époque importante dans notre histoire—11; les progrès depuis la Confédération hommages au grand homme d'Etat qui a présidé à la naissance du Canada et veillé sur ce pays encore dans les langes—12; l'étendue des Territoires du N.-O. excède celle de la France, de l'Allemagne et de l'Italie réunies—12; nous avons cessé de considérer les choses au point de vue provincial, notre regard embrasse maintenant le Dominion—13; il s'élargit même pour englober le champ impérial—14; nous ne faisons que notre devoir en exigeant de conserver la direction des dépenses que nous faisons pour l'Empire—14; l'opposition doit se réjouir que toutes les difficultés opposées au projet de construction du Transcontinental soient aplanies—15; dans dix ou vingt ans le parlement sera appelé à voter l'érection d'une nouvelle province septentrionale qui naîtra du Transcontinental—15; il y a 38 ans, la Nouvelle-Ecosse envoyait à Ottawa 18 députés dont un seul acceptait le pacte fédéral, aujourd'hui la députation entière de la Nouvelle-Ecosse appuie unanimement le plus grand homme d'Etat colonial de l'Empire—16; propose qu'une adresse soit présentée à Son Ex. le Gouverneur général en réponse au discours du trône—17.

M. Parent—Abréviation des "humilités préliminaires"—17; le Canada est heureux d'offrir à lord Grey, le spectacle réconfortant d'un peuple heureux—18; remercie au nom de ses commettants le gouvernement des travaux faits pour améliorer la navigation du St-Laurent—18; la question de l'organisation des Territoires en province est grave à cause des conflits qu'elle peut susciter et des principes d'égalité et de justice qu'il lui faudra sanctionner—18; l'expérience du Manitoba doit être une leçon, une lutte acerbe aurait pu surgir de la question des écoles si le gouvernement Laurier n'eût pas négocié une trêve qui sera un jour la paix définitive—19; le gouvernement actuel, en créant de nouvelles pro-

DISCOURS DU TRONE—Suite.

M. Parent—Suite.

vinces devra prévoir toutes les conséquences du rouage administratif et législatif qu'il veut instituer—19; voit déjà les lourds trains de blé traverser en face de Québec ce pont merveilleux dont il a été dit qu'il était une chose irréalisable—20; demande l'indulgence pour un fils témoin des coups de toute sorte dont son père est la cible—20; hommage de dévouement et de vénération envers sir W. Laurier—21; seconde la motion demandant qu'une adresse soit présentée—21.

Hon. G. Foster—Réclame l'indulgence à titre de député nouveau—21; félicitations au proposeur et au secondeur—22; s'associe aux sentiments exprimés à l'égard du Gouverneur général—22; le Gouverneur général a un rôle important à remplir en vue du rapprochement des diverses parties de l'empire et de la diffusion d'un même sentiment et d'un même esprit de coopération—22; la prospérité du pays, toute grande qu'elle est, pourrait être plus grande encore—23; ce n'est pas aux députés de la droite dont le parti a pris les rênes du pouvoir en 1896, qu'il faut attribuer cette prospérité—25; la droite a le mérite d'avoir fait de son mieux pour profiter des temps prospères—25; les libéraux sont fiers de leur victoire, mais il y a parfois de grands triomphes qui coûtent trop cher, trop cher pour le parti vainqueur et pour le pays lui-même—25; la prospérité émuose le sens critique des électeurs—25; au cours des dernières élections, il y a eu un pacte inviolable entre le gouvernement et une grande et puissante société financière—25; une puissante compagnie a arboré l'étendard d'un parti, a adopté son mot d'ordre et s'est mis opiniâtement à l'œuvre pour assurer le succès d'un gouvernement dont elle attendait et qui lui avait promis l'un des plus fructueux privilèges qui aient jamais été conférés à une entreprise commerciale—26; dans la dernière lutte, le principal argument était l'appât de travaux publics promis par les candidats—26; ce marchandage conduit à l'aviilissement de la conscience publique et à l'abaissement du niveau moral de la population—27; l'alliance entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux pour leur maintien réciproque à la tête des affaires est démoralisatrice—28; des bruits étranges qu'il faudra éclaircir circulent au sujet de la manipulation des listes électorales au Manitoba, au N.-O. et au Yukon—28; la défaite de M. T. C. Casgrain est due au soulèvement des préjugés nationaux et religieux—29; cite, comme étant publié dans le comté de Montmorency, le "Courrier de Montmagny" organe du sénateur Choquette organisateur du parti libéral dans le district de Québec—29; texte de deux appels aux électeurs de Montmagny contre M. Price—30; le premier ministre approuve-t-il ces appels?—31; le discours du trône semble être le maigre produit d'un sol aride et improductif—31; la promesse d'autonomie du N.-O. semble le fruit d'un repentir tardif—31; verrait

DISCOURS DU TRÔNE—*Suite.*Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

d'un mauvais œil les territoires fractionnés en minuscules provinces—31; pas de parcimonie dans les ressources qu'on attribuera à la nouvelle province—32; il importe d'attribuer à cette création tous les pouvoirs possibles de nature à permettre à ces pionniers de poser les assises d'une province appelée à un avenir presque sans borne—32; jamais on n'eût pu croire que le bel enthousiasme d'autrefois pour la république voisine s'éteindrait aussi tôt—32; on ne parle pas d'une commission chargée de s'enquérir de la situation commerciale, commission promise à la dernière session—33; il faut établir une distinction entre le volume du commerce et les courants du commerce—33; le discours du trône omet la question du service transatlantique rapide—34; le gouvernement constate que l'exploitation de l'Intercolonial est défectueuse et qu'il y a déficit, mais, c'est à lui d'y remédier—34; sous l'administration conservatrice pendant nombre d'années il n'y avait pas de déficit—34; nous ne devons rien négliger pour mettre le pays parfaitement en état de défense contre toutes les éventualités qui pourraient surgir—35; il nous faut les canons et les fusils nécessaires—36; négliger de mettre le pays en état de défense convenable de façon à ne pas déroger à notre dignité nationale, serait s'endormir dans une fausse sécurité et se préparer un réveil terrible—36.

Sir W. Laurier—Compliments à M. Macdonald qui a enlevé à l'ennemi la forteresse inexpugnable de Pictou, à M. Parent, digne fils d'un noble père—37; en matière politique, Toronto fait toujours fausse route—37; heureux cependant de voir revenir M. Foster, même les députés de la droite pourront bénéficier de ses lumières et de ses talents—37; les quatre années d'absence de la Chambre n'ont pas profité à M. Foster—38; c'est un vrai Bourbon, il n'a rien appris et rien oublié—38; attribuer la prospérité actuelle au parti conservateur c'est perdre de vue les ruines amassées en 1896—38; si les accointances du parti libéral avec une compagnie de chemin de fer sont condamnables, c'est condamner le parti conservateur qui a si longtemps marché sous l'égide du Pacifique-Canadien—38; les plus grands succès ont été remportés en Nouvelle-Ecosse et en Colombie-Britannique où le chemin de fer du Grand-Tronc a le moins d'influence—38; la défaite de M. Casgrain n'a pas pu être causée par le "Courrier de Montmagny" qui se publie non dans le comté de Montmorency, mais dans celui de Montmagny—39; le "Courrier de Montmagny" n'est pas un organe du gouvernement, il a attaqué personnellement le premier ministre pour la façon dont il administrait les affaires du parti libéral—39; la concision du discours du trône est une qualité difficile à acquérir—39; si l'on en excepte la question de l'autonomie du Nord-Ouest, le

DISCOURS DU TRÔNE—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

gouvernement n'a l'intention de présenter aucune mesure bien importante—39; la considération des requêtes a été retardée il est vrai, mais maintenant, les Territoires ont dix députés au lieu de quatre pour veiller à leurs intérêts—40; la commission internationale des voies fluviales mitoyennes est purement consultative, les trois commissaires canadiens sont MM. Maybee, King et Coste—41; la question de la défense du pays et celle de l'auditeur général pourront être discutées quand le ministre de la Milice et le ministre des Finances seront à leur place—42; le désir du gouvernement est que cette session soit aussi courte que possible—42; le Gouverneur général porte un nom cher à tous les amis de la liberté et du gouvernement constitutionnel—42; le nom de Grey nous remet en mémoire les noms chers au Canada de Durham et d'Elgin—42.

M. W. F. Maclean—La Chambre des communes tend à se transformer en simple collège électoral chargé de la tâche de choisir le gouvernement auquel seront confiées les destinées du pays—43; le parlement se fait l'instrument des grandes compagnies et n'est pas l'écho des opinions du peuple—44; le parlement devrait être un intermédiaire auprès des chemins de fer pour faire disparaître les griefs dont se plaint le peuple—44; le discours du trône ne contient rien au sujet des griefs relatifs aux transports, au monopole des téléphones—44; la commission des chemins de fer et le ministère de la Justice s'occupent des intérêts des trusts, quant aux contribuables on leur conseille pour se faire rendre justice de prendre privément l'initiative—45; le gouvernement ne promet même pas une enquête sur les fraudes électorales dévoilées et patentes comme celle de Belleville, Ont.—46; le premier ministre ne saisit pas le sentiment du peuple s'il croit que celui-ci n'est pas en faveur de la nationalisation des chemins de fer—46; le moment est venu de réclamer plus d'autonomie pour le Dominion, lui aussi—47; un temps viendra où le Gouverneur général devra disparaître—47; le Canada sera un état indépendant protégé par le drapeau britannique—48; notre cour suprême sera le dernier ressort—48; le Canada aura le droit de négocier ses traités—48; le sentiment impérial qui prévaut, c'est la formation d'un empire britannique composé d'Etat libres et indépendants sous le protectorat de l'Angleterre et n'obéissant pas à un grand conseil impérial mais agissant d'après des traités conclus entre eux—48; il faut s'occuper de ces hautes questions, les députés doivent sonder les idées du peuple—48; le gouvernement devrait prendre le monopole des billets de banque de \$5 et \$10—49; la voix du peuple, et la presse sont à la merci des grandes compagnies—49; l'hon. M. Blair aurait déjà dû être remplacé pour permettre à la commission des chemins de fer de fon-

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*M. W. F. Maclean—*Suite.*

tionner—50; pour chaque grief légal, il y a un remède légal que le Parlement est chargé d'appliquer—50; il faut mettre de côté les théories et adapter les lois aux circonstances, non pas dans l'intérêt de quelques classe privilégiées, mais dans l'intérêt de tous—51.

Motion adoptée—51.

Sir W. Laurier—Propose que l'adresse soit grossoyée et présentée à Son Ex. le Gouverneur général, adopté—51.

DISCOURS DU TRONE.

Discours de prorogation—10046.

ELECTIONS.

ASSERMENTATION DES DEPUTES.

Remise de la liste des députés par M. H. G. Lamothe, greffier de la couronne en chancellerie—1; assermentation des députés devant M. T. B. Flint et Col. H. R. Smith, commissaires *per dedimus potestatem*—1.

ELECTION DE L'ORATEUR.

Sir W. Laurier—La charge de président des communes marche de pair avec les charges les plus élevées à la disposition de la couronne ou du peuple—2; propose, secondé par sir W. Mulock, que M. Robert Franklin Sutherland prenne le fauteuil présidentiel—3.

Hon. Foster—La gauche prodiguera tout l'appui légitime au président dont le choix vient d'être fait—3; la loyale opposition aura autant à cœur que les députés de la droite de veiller au maintien du bon ordre et de la dignité de la Chambre—3.

Motion mise aux voix par le greffier (M. T. R. Flint) adoptée à l'unanimité—3.

Hon. Sutherland—Remerciements—3; compte sur la bienveillance de la droite et de la gauche—4; exprime un vif désir de faire preuve de parfaite impartialité envers l'un et l'autre côté de la Chambre—4; remercie en français, qui est la langue d'un nombre considérable des électeurs du comté qu'il représente—4.

Hon. Sutherland—Texte de la déclaration informant le Gouverneur général de l'élection de l'Orateur—5; texte de la déclaration de l'Orateur du Sénat, informant les Communes au nom du Gouverneur général que celui-ci leur permettra l'exercice de leurs droits constitutionnels—5.

DISTRICT ELECTORAL DE CARLETON.

M. l'Orateur—Lit lettre de démission de M. E. Kidd, comme député de Carleton, 19 janvier 1905—102.

M. l'Orateur—Suppléant—Annonce qu'il a reçu certificat d'élection de M. R. L. Borden pour comté de Carleton—608.

M. R. L. Borden, député de Carleton présenté par l'hon. M. Foster et M. Monk—652.

ELECTIONS—*Suite.*

DISTRICT ELECTORAL D'EDMONTON.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a reçu le certificat d'élection de l'hon. F. Oliver, pour Edmonton—5252.

Hon. F. Oliver—Présenté par sir W. Laurier et M. Lamont—5355.

DISTRICT ELECTORAL DE LEVIS.

M. l'Orateur—Annonce que reçu avis vacance comté de Lévis, par mort M. L. J. Demers—6612; a prdonné émission de bref—6612.

M. l'Orateur—Informe la Chambre que greffier de la couronne en chancellerie a reçu certificat d'élection de M. A. L. Carrier dans district électoral de Lévis, Q.—7333.

M. L. A. Carrier—M. L. A. Carrier présenté par sir W. Laurier et hon. Paterson—7587.

DISTRICT ELECTORAL DE LISGAR.

M. l'Orateur—Communique copie de la décision du juge déclarant caduque la requête en invalidation de l'élection de Lisgar par suite de la dissolution du Parlement—9.

DISTRICT ELECTORAL DE LONDON.

M. l'Orateur—Annonce qu'il est informé de vacance de London par suite nomination de l'hon. Hyman comme ministre—664; a ordonné émission de brefs—6612.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a reçu le certificat de l'élection de l'hon M. Hyman dans London—8190.

Hon. Chs Hyman, présenté par sir W. Laurier et hon. Wm. Paterson—8366.

DISTRICT ELECTORAL D'OXFORD-NORD.

M. Sproule—Signale à l'Orateur vacance dans Oxford-nord par suite décès hon. Sutherland—6089.

M. l'Orateur—Annonce bref préparé pour élection d'Oxford-nord—6174.

M. Borden—Demande quand bref sera émis—6264.

Sir W. Laurier—Répondra dans quelques jours—6264.

Sir W. Laurier—Annonce qu'il a plu à Son Ex. le Gouverneur général de nommer l'hon. Hyman ministre des Travaux publics—6444; brefs émis pour Oxford-nord et London—6444; nomination des candidats, 6 juin—6444.

M. l'Orateur—Informe la Chambre qu'il a reçu le certificat d'élection de M. G. Smith pour le district électoral d'Oxford-nord—8366.

M. G. Smith—Présenté par sir W. Laurier et hon. Wm. Paterson—8366.

DISTRICT ELECTORAL DE QUEBEC-CENTRE.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a reçu le certificat d'élection de M. A. Lachance pour Québec-centre—114.

M. A. Lachance, député Québec-centre présenté par sir W. Laurier et hon. Chs. Fitzpatrick—115.

ELECTIONS—*Suite.*

DISTRICT ELECTORAL DE TORONTO-CENTRE.

Hon. Foster—Signale à M. l'Orateur la vacance de Toronto-centre causée par mort de M. E. F. Clarke—2888.

M. l'Orateur—Annonce préparation des brefs—2951.

Hon. Geo. Foster—Demande si mesures prises pour émission bref d'élection de Toronto-centre—3368.

Sir W. Laurier—Nouvelles listes électorales nécessaires—3369; répondra demain—3369.

Sir W. Laurier—Annonce bref émis—3484; nomination des candidats 11 avril—3484; pas besoin d'enregistrement nouveau—3484.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a reçu le certificat d'élection de M. Ed. Bristol pour le district électoral de Toronto-centre—4492.

M. Ed. Bristol—Présenté par M. R. L. Borden et M. E. B. Osler—4578.

DISTRICT ELECTORAL DE WRIGHT.

M. l'Orateur—Lit lettre de démission de sir W. Laurier, comme député de Wright, 20 janvier 1905—101.

M. l'Orateur—Annonce réception du certificat d'élection de M. E. B. Devlin pour le comté de Wright—1931.

M. E. B. Devlin—Présenté par sir W. Laurier et Hon. N. A. Belcourt—1931.

DISTRICT ELECTORAL DU YUKON.

M. l'Orateur—Annonce avoir reçu certificat d'élection de M. Alfred Thompson, pour représenter district électoral du Yukon—2426.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

M. J. G. H. BERGERON ET BILL DE DIVORCE.

M. Bergeron—Déclare avoir confondu deux bills de divorce en cours de discussion—6541; a voté sous influence de cette erreur—6541.

M. G. H. Bergeron—Se plaint du rapport de rectification antérieure—6709; ne se serait pas exprimé comme il l'a fait au sujet du divorce en question—6709; mais, aurait voté comme il a voté—6709.

M. H. BOURASSA ET ECOLES CONFES-SIONNELLES.

M. Bourassa—Rectifie réponse faite à M. Borden—7334; la majorité a toujours le droit d'établir une école publique—7334; mais si elle est confessionnelle, école ne peut être que catholique ou protestante—7334.

M. D. W. BOLE ET M. FOSTER.

M. Bole—Proteste contre déclaration hon. Foster au sujet des scrips aux métiers—7993; nie avoir rien eu affaire avec ces-sion de Chaffey à Macdonald—7994.

Hon. G. Foster—Explique que passage relevé par M. Bole est une erreur corrigée dans version révisée—8100.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

FRONTIERES DU MANITOBA.

Sir W. Laurier—Dépose documents demandés relatifs à l'extension des frontières du Manitoba?—3957; fait motion que rapport soit imprimé—3957.

M. R. L. Borden—Demande si lettre 23 février figure dans ces documents—3957.

Sir W. Laurier—Non—3957; oppose dénégation formelle à déclaration Rogers relativement à la décision prise par le cabinet au sujet de la demande d'extension des frontières du Manitoba—3957; lit d'après "Citizen" déclaration Rogers—3958; jamais ne s'est entendu avec Mgr Sbarette pour confondre question des écoles du N.-O. et question des frontières du Manitoba—3960; ne connaissait pas propositions faites par M. Rogers à Mgr Sbarette—3960; tous les documents des deux côtés de la question ont été soumis à la Chambre aussi promptement que possible—3961; jamais aucun collègue de sir W. Laurier n'a ménagé d'entrevue entre délégués manitobains et Mgr Sbarette—3960; ignore si Mgr Sbarette a soumis projet à M. Rogers—3962; ne peut concevoir que Mgr Sbarette ait dit que si le Manitoba avait modifié sa loi scolaire cela aurait facilité sa demande d'extension—3962; depuis l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement, aucune demande d'extension faite par le Manitoba—3962; document du greffier du Conseil privé—3963; version de sir W. Laurier de ce qui s'est passé entre membres du cabinet et MM. Colin Campbell et Rogers—3963; dès 21 février, sir W. Laurier sans aucune intervention avait déclaré son intention de ne pas accorder d'extension au Manitoba mais de mettre question à l'étude—3966; lettre Rogers 23 février d'après "Star", de Toronto—3967; jamais reçue—3967; M. Rogers avait entendu déclaration du 21 et n'avait plus à demander réponse deux jours plus tard—3968; prétendue duplicité gouvernementale—3968; le gouvernement n'a jamais communiqué avec le Cardinal Rampolla—3968; certains catholiques, non comme membres du gouvernement, mais comme particuliers, ont, en 1896, porté devant les autorités de leur église certaines difficultés à régler avec leur clergé—3968.

Sir W. Mulock—Expose négociations avec MM. Rogers et Colin Campbell—3969; les droits d'Ontario à être consulté manifestement énoncés—3970.

M. R. L. Borden—Lecture de lettre du 23 demandée sur avis de M. Rogers—3971; le "North West Review" et l'extension du Manitoba—3972; le "Soleil"—3972; le gouvernement aurait dû démentir plus tôt rumeurs de négociations avec Mgr Sbarette—3973.

M. W. D. Staples—Registre des messagers fait voir que lettre du 23 a dû être portée au logis du premier ministre—3974.

Sir W. Laurier—Jamais vue—3974.

M. W. F. Maclean—A déjà signalé à la Chambre le 27 février, article "Soleil"—3974; le peuple veut savoir si Mgr Sbarette a offert de faire agrandir les limites

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*FRONTIERES DU MANITOBA—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

du Manitoba si cette province modifiait ses lois scolaires—3975; le délégué papal est venu au Canada à la demande des députés de la droite—3975; lettre présentée par M. Russell à Rome—3976; le premier ministre responsable de la présence et des actes du délégué au Canada, comme d'un fonctionnaire—3976; bill préparé par premier ministre, secrétaire d'Etat et ministre de la Justice, trois catholiques—3977; bill rédigé à l'insu des trois ministres protestants—3978; le premier ministre paie ses dettes politiques aux dépens des droits du peuple en matière civile et d'instruction publique—3978.

M. l'Orateur—Somme M. Maclean de retirer l'expression—3979.

M. Maclean—Retire expression—3979; la province de Québec a vendu la municipalité d'Ottawa—3989; on refuse d'agrandir le Manitoba pour plaire à Québec—3982; admet qu'Ontario a le droit d'être consulté—3982; agitera la Chambre, et agitera le pays pour empêcher le bill de passer—3982; offre remettre son mandat pour lutter avec premier ministre dans York-nord, dans l'ouest, partout—3983; démentis donnés ne valent rien—3984; Cleveland et le renvoi de l'ambassadeur anglais—3984; le devoir du gouvernement est d'envoyer M. Russell à Rome demander le rappel de ce prêtre italien qui s'ingère dans nos affaires—3984; "Nul prêtre italien ne prélèvera de dime ni de prébende dans nos domaines"—3984; le premier ministre ne dit pas la vérité en disant qu'on ne tente pas d'empiéter sur les terres scolaires—3984.

M. H. H. Miller—Citation Shakespeare "Scurvy politician"—3984.

M. l'Orateur—Oblige à retirer expression—3985.

M. H. Bourassa—Abus de la liberté de parole—3985; M. Maclean lance un défi mais se garde bien de dire sur quel terrain il offre la lutte—3986; est-ce le vieux cri de "à bas le papisme"?—3985; encouragé par le chef d'opposition—3986; prêt à rencontrer M. Maclean devant les électeurs d'Ontario—3986; tous les gouvernements sont en relation diplomatique avec Saint-Siège—3987; les divers délégués du Saint-Siège au Canada—3990; les caricatures publiées à Toronto sont une souillure pour Ontario—3990; pourquoi ne reproche-t-on pas à M. Rogers d'avoir négocié avec Mgr. Sbarretti, comme on le reproche à sir W. Laurier—3990.

Hon. P. White—Comme protestant ne s'oppose pas à la présence d'un représentant catholique pour veiller aux intérêts spirituels de ses corrégionnaires—3993; si les pourparlers cependant entre Mgr Sbarretti et M. Rogers ont eu le caractère qu'on dit, il ne devrait pas rester un instant de plus au pays—3993; il y a dans Ontario autant de tolérance et de générosité que dans aucun pays du monde—3993.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*FRONTIERES DU MANITOBA—*Suite.*

M. T. S. Sproule—Beaucoup de pays n'ont pas de relations officielles avec le pape—3994; la séparation de l'Eglise et de l'Etat, principe fondamental anglais—3996; on a invité le premier ministre d'Ontario à réclamer une partie du territoire en discussion—3997; Québec n'y a pas d'intérêt—3998; proteste contre intervention clérical—3998; où étaient alors les membres protestants du cabinet—3998; le gouvernement devrait protester en accordant immédiatement au Manitoba extension demandée—3999.

M. S. Hughes—Proteste contre rappel au règlement—3999.

M. R. S. LAKE ET LE "GLOBE".

M. R. S. Lake—Rectifie rapport du "Globe"—3769; a dit que les préceptes et les dogmes religieux devaient être enseignés à la maison—3769; n'a pas dit que des catholiques qui envoient leurs enfants aux écoles publiques demandent des écoles séparées—3789.

GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU N.-O.

M. R. L. Borden—Certains journaux annoncent qu'il sera apporté des changements au projet de loi constituant les provinces—2137; ce n'est pas la coutume de soulever comme on l'a fait un débat à la première lecture—2137; si l'on veut continuer ainsi, chaque bill devra être imprimé et communiqué avant d'être distribué—2138; si changements doivent être effectués à deuxième lecture, ils devront être communiqués à la Chambre avant deuxième délibération—2138; commentaires sur son absence à première lecture—2138; raisons d'absence, défaut privé—2139.

Sir W. Laurier—Il faut tenir compte du désir des journalistes de renseigner lecteurs—2159; on verra au fur et à mesure de la discussion s'il y a lieu de faire des changements—2141.

M. GEO. GRANT ET LES ILES DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. G. D. Grant—Inflige démenti formel aux accusations de M. Bennett—6880; n'a rien à faire avec l'achat des îles de la Baie Georgienne par son frère—6881; n'a pas eu d'entrevues avec ministre—6881.

PRESENTATION DE PETITIONS.

M. J. G. Turriff—Dépose deux listes de pétitions censées venir du district d'Assiniboine-est—2362; lui ont été envoyées par M. Sproule—2362; apparemment mises à la poste à Ottawa—2362.

M. T. S. Sproule—Requêtes envoyées par ami avec prière transmettre à M. Turriff—2362.

M. D. Ross—A reçu une prétendue pétition au sujet des écoles du N.-O.—2423; mise à la poste à son adresse à la Chambre des communes par M. Sproule—2423; les signataires n'indiquent ni qualité, ni domicile—2423; ne sait si elles sont vraies ou fausses—2423.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*PRESENTATION DE PETITIONS—*Suite.*

M. l'Orateur—Un député a toujours le droit de s'expliquer sur l'authenticité des signatures d'une pétition qu'il prend la responsabilité de transmettre—2423.

M. L. G. Turriff—Demande si M. Sproule veut s'occuper des autres districts, qu'il le fasse d'une façon plus convenable—2424.

M. T. S. Sproule—Pétitions lui sont envoyées et les transmet aux députés des districts concernés—2424; si ceux-ci refusent de les déposer, les déposera lui-même—2424.

M. R. L. Borden—S'oppose à ce qu'on évoque des questions personnelles pour dépôt de pétitions—2423.

M. Worthington—Dépose une pétition contresignée par premier ministre—2423.

M. A. A. Wright—Dépose pétition loge orangiste de Sand Point—2425; tous les noms écrits de la même main—2425; adressée par M. Sproule—2425.

M. T. S. Sproule—Pétitions pas écrites par lui—2425.

M. T. S. Sproule—Présente pétition de la part d'électeurs d'Assiniboine-est—2515; le député de cette division considère une insulte de faire ce dépôt—2515.

M. Turriff—Si les électeurs d'Assiniboine ont des pétitions à faire déposer c'est à moi qu'ils doivent les adresser et non à M. Sproule—2516.

M. R. G. Macpherson—Dépose pétition de D. McLean et de quarante autres se disant électeurs de Vancouver—2789; pas un nom ne figure sur listes électorales de Vancouver—2789.

PROCÈS-VERBAL DU VOTE SUR BILL D'ALBERTA.

M. G. McIntyre—Proteste contre inscription au procès-verbal disant que 2e lecture du bill d'Alberta a passé sur même vote renversé qu'amendement Borden—5549; avait compris qu'il avait été dit que 2e lecture passait sur division—5548; avait parlé contre le projet du gouvernement et voulait voter contre—5549; se trouve avoir voté pour—5549.

M. Ingram—Procès-verbal irrégulier—5549; devrait contenir une deuxième fois les noms dans le vote pris sur deuxième lecture—5549.

Sir W. Laurier—M. McIntyre a indiqué assez clairement son intention de voter contre le bill, il ne peut pas y avoir erreur sur son attitude—5549.

M. Borden—M. McIntyre aurait dû faire enregistrer son dissentiment—5550.

M. l'Orateur—Le procès-verbal est fidèle—5550.

M. Wilson—Aurait demandé un vote s'il avait cru que son nom ne paraîtrait pas comme votant contre le bill—5553.

M. Henderson—Demande que inscription soit modifiée à l'édition révisée des débats—5554.

Sir W. Laurier—Débats peuvent être modifiés, mais pas procès-verbal—5554.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

RAPPORTS DE JOURNAUX.

M. A. Lavergne—Signale au ministre de la Justice intervention de journalistes pour arracher aveux à des prisonniers—3368; affaire Sclater et la Presse—3368.

Hon. Fitzpatrick—Condamne cette intervention—3368; un accusé ne tombe sous juridiction du ministre de la Justice que lorsque le jury a prononcé sur sa culpabilité—3368; jusque là sous juridiction provinciale—3368.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

ABSENCE DES MINISTRES.

Hon. Foster—Demande quand ministres des Finances et de l'Intérieur seront à leur siège—337.

Sir W. Laurier—Hon. Sifton reviendra mi-février—337; hon. Fielding, rappelé à Vienne par affaires de famille—337.

ABUS DE LA FRANCHISE POSTALE.

M. H. B. Ames—Protestations contre circulaires "Institut dentaire franco-américain" de Montréal envoyées en franchise—1889; concurrence déloyale—1889.

Sir W. Mulock—Abus de la franchise accordée aux députés—1889; abus du sceau peut être commis à l'insu du titulaire—1889; est prêt à exiger signature au long pour affranchir—1890; on peut supprimer l'usage de sceaux—1890; certains députés pas assez prudents—1891; autorisations données à la légère—1891.

Hon. P. White—Pamphlets politiques ont circulé dans Ontario contresignés par ministre des Postes.

Sir W. Mulock—Oppose démenti formel—1892.

M. l'Orateur—Démenti doit être accepté—1892.

M. S. Hughes—Se plaint de circulation dans comté Victoria de pamphlets affranchis de la lettre B—1893.

M. E. Cochrane—Se plaint qu'on lui a adressé des pamphlets de ses adversaires—1895.

M. Lennox—Demande que les lettres seules soient tenues d'être paraphées et que les imprimés reçoivent seulement un sceau—1895.

M. Henderson—Le comté de Halton inondé de brochures politiques—1896.

M. Taylor—N'a jamais violé la loi—1897; a envoyé des circulaires de l'Association des manufacturiers, rien de politique—1897; retard dans l'expédition des brochures conservatrices—1898.

M. S. Hughes—Il en reste huit cents sacs dans les votes—1898.

M. Finlay—A reçu des pamphlets de ses adversaires conservateurs, envoyés en franchise—1899.

M. Sproule—Se plaint que les brochures libérales arrivent seules à destination—1902; les deux partis devraient être traités sur le même pied—1902; dans le district de Yorktown, un maître de poste a brûlé brochures conservatrices—1903.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*ABUS DE LA FRANCHISE POSTALE—*Suite.*

M. A. Zimmerman—Signale plaintes de l'abus de franchise postale pour fins commerciales—1904.

Hon. J. Costigan—Demande que lettres portant la signature des députés puissent être mises aux boîtes en ville—1905.

Incident clos—1905.

M. J. Barr—Demande que l'emploi du cachet soit permis sur documents autres que lettres—5255.

M. S. Hughes—Propose que le cachet contienne le nom en entier—5257.

M. Borden—Propose que les documents marqués au cachet soient acceptés s'ils sont déposés par le député lui-même—5257.

En suspens—5257.

Sir W. Mulock—Le député ministre considère qu'il est possible d'affranchir envois avec un timbre humide, si colis déposé par député lui-même—6091; donnera instructions dans ce sens—6091.

M. H. S. Clement—Demande que députés aient droit à franchise postale 10 jours après, comme dix jours avant session—9612.

ACCIDENT DU "SCOUT".

M. Monk—Demande qu'un expert soit adjoint à la commission d'enquête sur accident du "Scout"—4961; explosion d'acétylène de nature à nuire à l'industrie—4961.

M. Taylor—Population Gananoque en émoi par suite présence réservoirs d'acétylène—4962; commission devrait pas être composée seulement d'employés du ministère.

Sir W. Laurier—Signalera cas à ministre Marine—4962.

ACHAT DU C.A.R.Y.

Hon. Haggart—Le gouvernement a-t-il pris des arrangements pour permettre la circulation des trains de l'I.C.R. sur la partie du C.A.R. acquis par le G.T.R.?—70.

Sir W. Laurier—Le gouvernement n'a rien eu à faire dans l'achat du Canada-Atlantique par le Grand-Tronc—70.

ACTE DE L'AUDITION.

M. Bergeron—Demande si gouvernement entend modifier Acte d'audition—6239.

Hon. Fielding—Pas pour le moment—6239.

M. Lennox—Modifications nécessaires à l'Acte de l'audition—9848; a déjà proposé résolution, mais échoué—9848; difficultés regrettables entre ministre des Finances et auditeur général—9848; on devrait pouvoir trouver terrain d'entente et éviter démission auditeur général—9849; demande comité des deux partis pour régler difficultés entre auditeur général et gouvernement—9849; sous-comité des comptes publics—9850; pourrait siéger même pendant les vacances—9850; conseil de la trésorerie devrait faire connaître motifs de ses décisions—9850.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*ACTE DE L'AUDITION—*Suite.*

Sir W. Laurier—Loi d'audition de 1878 pas une expérience—9851; calquée sur loi anglaise qui subsiste encore—9851; les attributions de l'auditeur général consistent seulement à voir que les crédits votés par le Parlement soient appliqués conformément à l'intention exprimée par le parlement—9852; c'est au parlement qu'il appartient de se prononcer entre l'auditeur général et le gouvernement—9852; toutes les divergences ont été soumises au parlement qui jamais ne s'est prononcé contre le gouvernement—9852; jamais même le comité des comptes publics ne s'est prononcé contre le gouvernement—9853; motifs des décisions du Conseil de Trésorerie sont la contre-partie des motifs que l'auditeur s'attribue dans son volume—9853; bill de M. Lennox déjà repoussé par la Chambre—9853; impossible d'accepter intervention d'autorité judiciaire que demande l'auditeur général—9853; l'auditeur général a trop souvent dépassé ses attributions—9854; le gouvernement n'a rien fait pour le forcer à démissionner—9854; changements proposés, ni constitutionnels ni opportuns—9854; gouvernement n'a pas à se rendre au désir de M. Macdougall—9854; comité des comptes publics suffisant pour examen—9854; comité n'a jamais recommandé changements—9854.

Hon. Foster—Auditeur général meilleur juge de la nécessité de changements—9855; auditeur général pas déraisonnable—9855; auditeur général est employé permanent, ministre seulement temporaire, auditeur connaît mieux les défauts de la loi—9857; devoirs de l'auditeur général—9857; fonctions théoriques du comité des comptes publics—9858; Conseil de la Trésorerie n'est en somme qu'un simple comité des ministres—9859; auditeur général demande un comité indépendant des ministres—9859; porte ouverte à la réconciliation sur le terrain de la publication des motifs des décisions du Conseil de la Trésorerie—9860; autres divergences d'opinion sont des questions de détail—9861; ne voit pas pourquoi M. Macdougall ne serait pas contrôleur en même temps qu'auditeur—9862; l'affaire de Sorel, plusieurs milliers de dollars épargnés—9862; M. Macdougall a raison de demander contrôle plus efficace—9863; perte deux vieux serviteurs, MM. Courtney et Macdougall—9863; désire vivement que différend soit réglé et services de l'auditeur général conservés—9864.

Hon. Fielding—Auditeur général a remis sa démission, elle sera acceptée et un successeur nommé et les affaires reprendront leur cours—9864; l'acte d'audition tel qu'il est, permet de suivre les suggestions de M. Foster—9864; admet sincérité intentions de M. Macdougall—9865; conception fautive de son rôle—9865; les services qu'il peut avoir rendus, il les a rendus grâce à la loi de l'audition—9865; il n'a jamais eu, ni dans l'affaire de Sorel, ni dans le contrat Davis, à forcer la main du gouvernement pour changements qui

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*ACTE DE L'AUDITION—*Suite.*

étaient de son ressort—9866; M. Macdougall a la manie de discuter les actes du gouvernement et des ministres—9866; rôle de l'auditeur général d'après Todd—9866; l'affaire du contrat Davis—9869; l'affaire du pont de Sorel—9869; la question du paiement des déplacements des juges—9870; les congés des employés—9871; désir de créer des embarras inutiles—9871; paiement des gratifications en voyage, cas déjà décidé, à redécider quand même à chaque fois—9872; le paiement des pensions—9873; manie de poser à l'ergoteur—9873; plus de zèle intempestif, nous voulons de l'audition sérieuse—9873; retards volontaires dans les règlements—9874; M. Macdougall, mieux traité par ce gouvernement que par aucun gouvernement précédent—9875; paiement d'intérêts considérables nécessités par retards volontaires et injustifiés de l'auditeur—9875; l'affaire des lettres de crédit—9877; les appointements de Stevenson et Hampshire retenus cinq mois par caprice auditeur général—9878; différends dont notification au parlement a été retardée—9880; différends depuis l'élévation au pouvoir du gouvernement libéral passés en revue par année—9887; aucune attaque—988; article de la "Gazette"—9888; amendements proposés ne tendraient qu'à entraver administration des affaires—9890.

M. R. L. Borden—Discours ministre prouve nécessité de changements à la loi—9890; si les retards dénoncés sont possibles avec la loi, elle devrait être changée—9890; on aurait dû, il y a deux ans, adopter motion Lennox pour comité d'examen des changements à faire à la loi—9891; l'auditeur et les marchés—9892; admet que M. Macdougall peut bien être homme à provoquer des irritations—9892; demande que son successeur inspire autant de confiance que lui—9894.

M. S. Barker—Affaire Stevenson—9895; affaire pont de Sorel—9896; on aurait pu laisser partir M. Macdougall sans se moquer de lui et le ridiculiser—9900.

AMENDEMENT A LA LOI DES CHEMINS DE FER.

M. Maclean—Demande pourquoi bill (n° 4) pas appelé—114.

Sir W. Mulock—Pas traduit en français—113.

M. Maclean—Veut savoir s'il pourra présenter son bill amendement l'acte des chemins de fer pour soumettre messageries à la commission—3364; dernier soir, a retardé pour présenter deuxième lecture de ce bill afin de pouvoir discuter conjointement avec bill gouvernement—3366.

M. Sproule—Demande qu'on réserve une occasion pour ce bill—3366.

M. Lancaster—Demande une chance pour bill (n° 44) concernant certificats de capitaines et seconds—3366.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

ARBITRAGE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE G.T.R.

Hon. Foster—Demande où en est l'arbitrage et si les résultats en seront communiqués à la Chambre?—69.

Hon. Fitzpatrick—Cette question date de deux ans, les documents seront soumis à la Chambre—69.

Hon. Emmerson—La difficulté est encore pendante—69.

Hon. Foster—Demande détails sur différentes questions qu'embrasse l'arbitrage—171.

Hon. Fitzpatrick—Pas de convention écrite au sujet des questions à arbitrer—171; compte soumettre un bill et donnera détails—172.

ARCHIVES.

Hon. S. Fisher—Besogne a pris proportions considérables—1905; transport des archives des divers départements—1905; transcriptions faites à Paris sous surveillance M. Tantet—1906; guide sera dressé pour faciliter recherches—1907.

M. Stockton—Il vaudrait mieux acquérir documents que copier—1907.

Hon. Fisher—Aux archives, il y a un demi-million de documents, en dehors des livres reliés—1908.

M. Ingram—Demande que rapport des archives soit envoyé aux écoles supérieures—1909; demande origine dépense au crédit de Kearns, commissaire-priseur de Montréal—1909.

Hon. Fisher—Livres achetés à vente hon. R. Masson—1909.

ARRESTATION D'UN CANADIEN AUX ETATS-UNIS.

Hon. G. Foster—Signale arrestation arbitraire et erronée d'un Canadien de Toronto à Mandeville, La.—4320; lit récit dans journal Nouvelle-Orléans—4321; demande si démarches ont été faites—4321.

Sir W. Laurier—Question nouvelle—4321.

ASSOCIATIONS AUTORISEES A TENIR DES LIVRES DE GENEALOGIE DU BETAIL.

M. W. F. Maclean—Demande au gouvernement de pousser bill (n° 148)—5698; cultivateurs préparent envois de bétail, désirent avoir certificats—5698.

Sir W. Laurier—Le meilleur moyen est de presser adoption du bill d'autonomie—5698.

ASSOCIATION DES HORTICULTEURS FRUITIERS DU NIAGARA.

M. J. E. Armstrong—Demande dépôt correspondance entre association et gouvernement—9613.

Hon. Fisher—Correspondance introuvable—9613.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

AUTONOMIE DU N.-O.

M. W. F. Maclean—Quand seront présentées résolutions relatives aux bills d'Alberta et de Saskatchewan—1662.

Sir W. Laurier—Seconde lecture du bill dans quelque temps seulement—1662 ; résolutions seront déposées à temps pour pouvoir être examinées lors de seconde lecture—1662.

Hon. Foster—Demande raison retard impression bill—1745.

Hon. Fitzpatrick—Correction dans énoncé des frontières—1745.

M. Sproule—Demande qu'on imprime un nombre considérable d'exemplaires du bill, pour distribution—1868.

Hon. Foster—Demande quand deuxième lecture du projet de loi de l'autonomie du N.-O. ?—2114.

Sir W. Laurier—Pourra indiquer au commencement semaine prochaine—2114.

Sir W. Laurier—Annonce pour mercredi reprise de l'examen des bills organisant en provinces les Territoires du N.-O.—2871 ; amendement sera déposé à art. 16—2871 ; texte sera communiqué à la Chambre ce jour et documents demandés seront déposés—2871.

M. R. L. Borden—Demande les annexes dont l'impression a été promise—4497.

M. R. L. Borden—Demande quand annexes seront prêtes—4869.

Sir W. Laurier—Pas encore—4889 ; états de population préparés d'après listes électorales—4869.

M. R. L. Borden—Demande que gouvernement étudie cartes annexes pour circonscriptions électorales avant soumettre à la Chambre—5595 ; voudrait savoir si gouvernement va encore retoucher la loi comme cela a été indiqué par hon. Oliver dans l'ouest—5595.

Sir W. Laurier—Cartes des circonscriptions électorales seront discutées en Chambre—5596 ; aucun nouvel amendement à l'étude—5597 ; carte électorale préparée par ministre de l'Intérieur sous direction premier ministre et membres du cabinet—5597.

M. Borden—Demande état du vote des élections générales pour Saskatchewan, comme pour Alberta—6045.

Sir W. Laurier—Ordre donné préparer état—6047.

M. R. L. Borden—Demande quand discussion sera reprise—6880 ; voudrait répondre au ministre de Justice quant à différence entre deux articles 16—6880.

Hon. Fielding—Premier ministre absent—6880 ; ministre Justice, malade—6880.

Hon. Oliver—Dépose renseignements relatifs aux divisions électorales de Saskatchewan—8461 ; avec amendement à l'annexe—8462.

M. R. L. Borden—Demande si divisions de Saskatchewan plus extraordinaires qu'Alberta—8462 ; demande si gouvernement va donner suite au projet de conférence sur lequel a roulé le malentendu d'Alberta—8462.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*AUTONOMIE DU N.-O.—*Suite.*

Sir W. Laurier—Va s'entendre avec ministre Intérieur pour formation comité—8462.

M. Borden—Demande quand étude sera reprise—6987.

Sir W. Laurier—La semaine prochaine—6987.

ATMOSPHERE DE LA CHAMBRE.

M. G. Taylor—Demande qu'on trouve moyen de rafraîchir la Chambre—7994.

Hon. Fielding—Ministre Travaux publics y verra—7994.

BANQUE DE YARMOUTH, N.-E.

Hon. Foster—Irrégularité des opérations de la banque—9914 ; travestissement de justice, effet funeste—9915 ; matière à réglementation de la part du ministre des Finances—9915 ; sinon, il faudra passer une loi—9915.

Hon. Fielding—Le département a fait tout son devoir—9916 ; si on peut se plaindre de quelque chose, c'est du tribunal—9916.

BATEAU TRAVERSIER ENTRE BOUT DE L'ILE ET CHARLEMAGNE.

M. Ames—Demande si inspection a été faite ?—9920.

Hon. Brodeur—Relève du gouvernement provincial—9920.

BILLS MODIFIANT LA LOI ELECTORALE.

M. R. L. Borden—Bills présentés trop tard 10037 ; espère que seront étudiés pendant vacance—10036 ; les représentera de nouveau à prochaine session—10036 ; loi des Etats-Unis défend aux avocats membres du congrès de pratiquer devant ministères—10037 ; proposera loi semblable—10037.

Sir W. Laurier—Il se peut que gouvernement présente loi à prochaine session—10037 ; étudiera—10037.

BOITES DE SCRUTIN.

M. J. B. Morin—Lit lettre de M. J. E. Cayouette demandant compensation pour garde de 21 boîtes de scrutin depuis 1891—1034.

Sir W. Laurier—Trésor peut payer si dette légitime—1034 ; fera recherches—1034.

M. J. B. Morin—Demande réponse à réclamation Cayouette pour garde de boîtes de scrutin—1395.

Sir W. Laurier—Affaire date de 1891—1395 ; aucun document ne prouve que M. Cayouette a reçu les boîtes—1395.

Sir W. Mulock—M. Cayouette n'a qu'à renvoyer les boîtes au shérif ou au registraire du comté—1396.

BRISE-GLACES MONTCALM.

Hon. Préfontaine—Montcalm en sûreté—4871 ; explication accident—4871.

BUDGET.

Hon. G. Foster—Demande date du discours du budget—2097.

Hon. Fielding—Impossible répondre maintenant—2097.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*BUDGET—*Suite.*

- Hon. Foster—Demande quand exposé budgétaire aura lieu—2871.
- Sir W. Laurier—Impossible dire maintenant—2871; bill des provinces prendra du temps—2871.
- M. R. L. Borden—Demande à quand exposé budgétaire—5041.
- Hon. Fielding—Pas avant que question des bills d'autonomie décidée—5041.
- Hon. Foster—Demande quand discours budget sera prononcé—7258.
- Hon. Fielding—Prosperité du pays ne peut pas souffrir du retard—7258; sera fait quand obstacles causés par bill constituant les Territoires du N.-O. en provinces seront déblayés—7258.
- Hon. Fielding—Si les projets de loi provinciaux adoptés mardi, exposé budgétaire mercredi—8976.

BUREAU DE POSTE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

- M. S. Hughes—Tenu comme bureau de campagne—8586; distribution retardée à cause mélange lettres et journaux—8586.

BUREAU DE POSTE DE THESSALON.

- Sir W. Mulock—Après réflexion, ne voit pas inconvénient à déposer documents dans affaire receveur des postes de Thessalon—6362.

BUREAU DE POSTE DE TORONTO.

- M. Macdonell—Signale article du "Globe"—6984; demande en quelle partie de la zone incendiée le gouvernement veut installer nouveau bureau—6984.
- Hon. Fielding—Pas de décision prise—6985.

BUREAU DE POSTE DE WAVERLEY, ONT.

- M. Bennett—Insiste pour savoir si John Anderson, maître de poste de Waverley remplit personnellement ses fonctions—5934.
- Sir W. Mulock—S'informera—5934.

CAMP DE SIMCOE-SUD.

- M. H. Lennox—Insiste pour savoir si ministre a pris décision quant à l'établissement d'un camp dans Simcoe-sud—9938.
- Sir Fred. Borden—Conseil Militaire seul juge de l'affaire—9938.

CANAL DE TRENT—RENOVI INSPECTEUR RITCHIE.

- Hon. G. Foster—Demande complément rapport sur renvoi inspecteur Ritchie—4870; aussi rapport sur construction édifices dans localités de moins de 5,000 habitants—4870; aussi sur substitution de rails et sur dépenses à compte du capital sur chemin de fer du Drummond—4870.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

- Hon. P. White—Demande copie des instructions aux ingénieurs chargés des relevés du canal de la baie Georgienne—860; demande si instructions sont pour canal de 22 pieds—860.
- Hon. Hyman—Instructions seront déposées—860.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CRISE A QUEBEC.

- M. Léonard—Demande d'informations relative à présence des hon. Brodeur et Dandurand à Québec—860.
- M. Monk—Explication promise par ministre de Justice—861; intervention illégitime du gouvernement dans affaires de Québec—862; crise à Québec—862; ce gouvernement a essayé de mettre un terme aux difficultés intestines du cabinet provincial—862; dépêche de Québec au "Herald", 9 février—862; les ministres sont collectivement responsables de leurs actes individuels—863; la Chambre a droit à des explications sur les actes de ses ministres—863.
- Sir W. Laurier—Il y a crise à Québec, c'est connu—863; le gouvernement n'intervient pas et n'a pas à intervenir—864; intérêt personnel tout naturel—864; Chambre n'a rien à voir aux démarches et déplacements personnels des ministres—864.

- Hon. Foster—C'est le secret de polichinelle que les hon. Brodeur et Dandurand sont allés tenter de raccomoder à Québec le désaccord dont le public paie les pots cassés—865; le parlement recevra la note à payer sous forme de charges publiques, etc.—865; ce que penseraient Mackenzie, Blake et Mills—865; sir W. Laurier a perdu son bras droit dans Ontario le 25 janvier dernier—866; il cherche à faire cause commune avec le parti au pouvoir à Québec—866; l'alliance avec Mercier—866; on veut conserver Parent à Québec—866; étrange Némésis, l'organisateur choisi pour le parti se tourne contre Parent—867; voilà pourquoi on parle de réconciliation—867.

- Sir W. Laurier—N'a jamais confié aucune mission à l'hon. Brodeur—867; n'a fait aucune promesse—867; il y a eu des dissensions dans le parti conservateur et on a tâché de les apaiser déjà—867.

- M. Talbot—La nichée de traitres!—867.

- M. Sproule—On a réquisitionné pour cette besogne, non seulement la Chambre des communes, mais encore le Sénat—868.

- M. Léonard—Lit deux articles du "Soleil"—868; demande comment le premier ministre peut dire qu'il ne s'occupe pas des affaires de Québec—869.

CAPITALE DE LA SASKATCHEWAN.

- M. J. H. Lamont—Demande si choix Regina comme capitale est définitif pour Saskatchewan—1665.
- Sir W. Laurier—Provisoire, peut être changé par législature—1665.

CHAMBRES DES COMMUNES—COMMISSION D'ECONOMIE INTERNE.

- M. R. L. Borden—Demande rapport de la commission d'économie interne—9293.
- Sir W. Laurier—Ce n'est pas la coutume—9293.
- Hon. Belcourt—Rapport déposé l'année dernière donne tous renseignements—9293.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CHAMP DE TIR DE KENTVILLE.

M. S. Hughes—Demande qu'on fasse copier dépositions dans enquête des cibles de Kentville—8908.

Hon. Fitzpatrick—Déclaration ministérielle exposant transaction—9931 ; procédures en expropriation—9931 ; arbitrage—9932 ; réponse à M. Bennett quant à l'achat de terrains de Couture, de Lévis, pour I.C.R.—9923 ; pas d'intervention abusive du ministre de Justice—9933 ; dans affaire de Kentville, gouvernement en appellera à la cour suprême et au conseil privé—9933.

M. S. Hughes—Immoral que députés provinciaux achètent à vil prix un terrain et essaient ensuite de le revendre à l'Etat pour un prix anormal—9934.

Sir Fred. Borden—Insinuations de M. Hughes ne reposent sur aucun fait réel—9934 ; terrain choisi par commandant de district, lieut.-col. Irving, conservateur—9925 ; ce parc faisait déjà partie du terrain de manœuvre—9936.

Hon. Foster—Responsabilité incombe surtout à l'arbitre—9936 ; on n'accuse pas ministre d'avoir fourni informations à M. Dodge—9937 ; attitude ministre Justice très convenable—9937 ; espère gouvernement usera tous les moyens pour ne pas payer ce prix exorbitant—9937.

CHEMIN DE FER DE L'ATLANTIQUE ET LAC SUPERIEUR.

M. Ames—Réclame état des paiements faits à compagnie de l'Atlantique et lac Supérieur—7177.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—SERVICE N.-E.

M. R. L. Borden—Signale dépêche de Springhill, N.-E., annonçant trois trains bloqués—726.

Hon. Emmerson—Donne télégrammes de Pottinger et réponse—726 ; département pris par surprise, ordres donnés de pourvoir au confort des voyageurs—727.

Hon. Emmerson—Donne détails sur mesures prises pour assister voyageurs bloqués par tempête sur l'I.C.R.—760 ; dépêche Pottinger—760.

CHEMIN DE FER DE L'INTERCOLONIAL, GARE DE FREDERICTON.

M. O. S. Crocket—Réclame correspondance relative à renvoi de O. White chef de gare Fredericton—729.

Hon. Emmerson—Papiers arrivés seulement hier—729 ; seront déposés—729.

CHEMIN DE FER DE L'INTERCOLONIAL—EXPROPRIATIONS.

Hon. Emmerson—Dépose documents relatifs à expropriations de l'embranchement Murray-Harbour—8731 ; certains documents introuvables—8732.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE L'INTERCOLONIAL—MECANICIENS DU "SCOTIA".

M. R. L. Borden—Signale représentations relatives aux mécaniciens du "Scotia" faisant traverse entre Port-Mulgrave et Hawkesbury—8584 ; loi relative à l'inspection des steamers pas observée—8585 ; diplômés insuffisants—8585.

Hon. Emmerson—S'occupera de la question—8586.

CHEMIN DE FER DE LA PASSE DU NID DE CORBEAU.

M. Herron—Se plaint tarif des voyageurs, 4 cts du mille, trop élevé—6987.

Sir W. Laurier—Soumettre à commission des chemins de fer—6987.

CHEMIN DE FER DU PERE MARQUETTE.

M. Ingram—Demande rapport et correspondance promise au sujet des plaintes contre chemin de fer du Père Marquette—8100.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. Emmerson—Communique réponse président à question hon. Foster—10006 ; aucun traité conclu pour construction—10006 ; aucune décision quant aux terminus—10007.

CERTIFICATS D'IDENTITE POUR DEPUTES.

M. Bergeron—Propose que le greffier de la Chambre signe des certificats d'identité pour les députés pour dispenser de porter passes sur différents chemins de fer—7408 ; adopté—7408.

CLOTURE A LA FRONTIERE INTERNATIONALE.

Sir W. Laurier—Lit lettre d'explications Cory—5812 ; lit lettre hon. Sutherland—5814 ; explique négociations et soumission de projet de contrat au ministre de la Justice—5815 ; crédit de \$100,000 au budget de cette année—5815 ; pas d'adjudication de travaux—5815 ; intéressés pas avisés d'adjudication—5815 ; réponse exacte—5816.

M. R. L. Borden—Si ancien ministre de l'Intérieur n'eût pas démissionné contrat serait adjugé—5816.

Sir W. Laurier—Ministre de la Justice avait déclaré que travaux devaient être faits par département Travaux publics—5817.

M. R. L. Borden—On a leurré le fournisseur au moment des élections—5818.

M. A. E. Clarke—Aucun intérêt dans la McGregor-Banwell Co., soumissionnaire—5818.

M. H. S. Clements—A soulevé la question parce qu'il y avait des gens offrant de faire pour \$150, clôture qu'on veut payer \$500.

Hon. Fielding—Aucun contrat signé, pas un sou de l'état engagé—5822.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*CLOTURE A LA FRONTIERE INTERNATIONALE—*Suite.*

M. D. Henderson—Le budget actuel porte ce crédit de \$100,000 comme ayant été déjà voté année dernière—5822; ce crédit n'a pas été voté—5825; affaire mystérieuse—5825; si le gouvernement décide de faire le travail, il devra donner la plus grande publicité—5826.

Hon. Fielding—Admet erreur dans colonne comparative—5827.

Hon. Foster—Si l'on avait construit les 200 milles comme le voulait le ministre de l'Intérieur, la dépense eût dépassé de beaucoup \$100,000—5828; que devient la loi des adjudications publiques?—5829; la chose était décidée en principe, empêchée par ministre de la Justice—5829; ministres ont-ils le droit de passer des marchés de \$200,000 sans l'autorisation du conseil—5829.

Sir W. Laurier—Loi passée au cours de cette session pour imposer l'approbation, non seulement du conseil, mais du parlement—5830.

M. W. F. Maclean—Question internationale—5830; économie libérale—5830.

Sir W. Laurier—Gouvernement fera connaître avis sur question internationale quand crédit viendra en discussion—5831.

M. Sproule—Félicite ministre de la Justice d'être intervenu—5833; imperfection du contrat—5834.

M. S. Hughes—Vengeance du ministre de la Justice contre M. Sifton—5835; n'a pas eu mêmes scrupules pour contrat Bowman-Comtee—5835; demande clôture en ciment et en fer—5836.

M. Osler—C'est seulement par interpellation en Chambre que premier ministre apprend toute cette affaire—5837.

Hon. Fielding—Faute du département de l'imprimerie—5838.

M. Ingram—Le premier ministre a été trompé et on trompe la Chambre—5838.

M. Coskshutt—On aurait d'abord dû avertir les Etats-Unis qu'on entendait construire cette clôture à ou près de la frontière—5841.

CLUB JACQUES-CARTIER.

M. O. Talbot—Proteste contre circulation gratuite par la poste de circulaires du club Jacques-Cartier de Montréal—10022; lit circulaire—10023.

CODIFICATION DES LOIS.

M. R. L. Borden—Demande quand codification sera terminée—779.

Hon. Fitzpatrick—Sera terminée au cours de la session—779; comprendra lois passées et celles de présente session—780.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

Sir W. Laurier—N'ignore pas les sérieux inconvénients qui ont résulté de la réduction à deux membres du personnel de la commission—56; aussitôt la démission reçue le gouvernement s'est occupé de trouver un successeur convenable à l'hon. M. Blair—56; le choix s'est porté sur un

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*COMMISSION DES CHEMINS DE FER—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

juge de la cour Suprême, mais celui-ci ayant des causes à décider ne peut pas donner de réponse avant la fin de la première semaine de février—56; le gouvernement attend ce moment avant de rien décider—56.

M. Lennox—Cite paroles de sir W. Laurier, déclarant que loi devra être modifiée pour autoriser et forcer commission des chemins de fer à déposer rapport—6363; demande si ministre Justice va agir—6363.

Sir W. Laurier—Réponse plus tard—6363.

COMMISSION DU TRANSCONTINENTAL.

M. R. L. Borden—Demande si vacance remplie dans commission Transcontinental—8101.

Sir W. Laurier—Aucune nomination faite—8101.

COMMISSION DES MOYENS DE TRANSPORTS.

Sir W. Laurier—Annonce la composition de la commission: M. R. Reford, Ed. C. Fry et J. H. Ashdown—514; pas encore fait de rapport—514; M. Reford a donné sa démission, a été prié de revenir sur sa décision, n'a pas répondu—514.

M. Daniel—Demande quand rapport sera présenté?—765.

Sir W. Laurier—Très prochainement—765.

M. R. L. Borden—Demande renseignements promis au sujet constitution et travaux, avant de voter crédits—9903.

M. R. L. Borden—Demande rapports—9912.

Hon. Hyman—Travaux seront terminés cet automne—9912; rapports intérimaires seront déposés—9912.

COMMISSION DE CONSTRUCTION DU TRANSCONTINENTAL.

M. F. D. Monk—Demande comment il peut obtenir sous forme question renseignements sur commission construction Transcontinental—1664; cite demande du 20 février dernier—1664.

Sir W. Laurier—Renseignements doivent être obtenus par motion—1665; le gouvernement ne les a pas et doit les demander—1665.

M. LE COMMISSAIRE BRUNET.

M. Borden—Demande si M. Brunet a démissionné de la commission du Transcontinental?—5159.

Sir W. Laurier—Nouvelle fausse—5159.

CONSTRUCTION DU G.T.P.

M. Lamont—Demande si tracé G.T.P. localisé entre Winnipeg et ligne de Régina à Prince-Albert—10038; et construction commencée—10038.

Hon. Emmerson—Plans pas déposés, si travaux commencés, le sont sans approbation du gouvernement—10038.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

COMMISSION DU YUKON.

M. R. L. Borden—Demande si vacance causée par démission Congdon remplie?—5160.

Sir W. Laurier—Col. Wood remplit l'intérim—5160; gouvernement compte pas remplacer, pour le moment du moins—5160.

COMMUNICATIONS ENTRE L'I.P.-E. ET TERRE FERME.

M. A. Martin—Se plaint du délai dans la réception des courriers de l'I.P.-E.—294; "Minto" et "Stanley" vieux vaisseaux, veut savoir si gouvernement va en mettre en service de nouveaux—294.

Sir W. Laurier—Croyait service meilleur qu'autrefois—294; va s'occuper de la chose—294.

M. A. Martin—Pas de communications entre Cap-Tourmentine et Sackville—728; journaux quinze jours en retard—728; ne cessera pas d'agiter la question—729.

M. A. Martin—A reçu instruction d'interpeller tous les jours le gouvernement au sujet du service de l'I.P.-E. jusqu'à satisfaction—870.

Sir W. Mulock—Les communications telles qu'elles étaient sous les conservateurs—870; il faut trouver le moyen de surmonter la difficulté de la glace flottante—870; impossible de songer à faire circuler des trains spéciaux pour activer la correspondance—871.

Hon. Foster—Le parti libéral prend à la légère les griefs du peuple—872; sir W. Mulock dans l'opposition parlait pour la galerie—873; le ministre des Postes a lui aussi un passé de promesses non remplies—873; qu'il s'apitoie donc sur son manque de sincérité et de convictions, sans faire allusion au passé de ses adversaires—873.

Sir W. Mulock—M. Foster a nourri sa bile pendant quatre années d'exil—873; comment il s'est lestement dégagé de ses principes prohibitionnistes—874; le coup de théâtre de 1896—874; la dénonciation de sir Mackenzie Bowell—874; le nid de traîtres—874; M. Foster sommé de se défendre s'est retranché derrière le gouverneur général—875; les détails de la trahison pour empêcher sir M. Bowell de reconstituer son cabinet après avoir accepté de servir avec lui—875; un député peut avoir des idées personnelles sans réussir à les faire triompher—876; M. Foster n'a rien fait pour aider à passer le bill empêchant la nomination de députés aux emplois publics—877; attend les explications de M. Foster sur sa trahison—877.

Hon. Haggart—Les circonstances justifiaient M. Foster d'avoir agi comme il a agi en 1896—878; l'état de débandade du cabinet conservateur à la suite des démissions—878; suppose que sir Chs Tupper était revenu à la demande de sir Mackenzie Bowell—878; le parti mourait faute de chef—878; sir Mackenzie remettait de jour en jour sa décision de démission—878; il n'y avait pas autre chose à faire que ce que les ministres ont fait alors—879; ne regrette pas ce qu'il a fait—879;

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*Hon. Haggart—*Suite.*

personne n'a constitué sir W. Mulock censeur des ministres démissionnaires d'alors—879; ils ont agi pour le bien du pays—879.

Hon. Foster—A été suivi comme un limier par sir W. Mulock avec cette accusation de trahison—879; a préféré subir des torts que de violer le serment de secret des conseillers privés—880; n'avait pas inscrit la prohibition sur son programme électoral—880; jamais à aucune époque dans la vie parlementaire du Canada un homme n'aurait pu être assez fort pour imposer la prohibition totale—881; avait le droit de quitter le gouvernement, comme un autre—881; ne l'a pas fait par lucre ou par intérêt—881; n'avait pas violé son serment puisque le Gouverneur général l'a accepté dans un gouvernement subséquent—882.

Sir W. Mulock—C'est sir Mackenzie Bowell qui a accusé publiquement ses collègues de l'avoir trahi—882; il a dit qu'ils étaient une "nichée de traîtres"—882.

M. Taylor—Dit n'avoir jamais lu cette déclaration de sir Mackenzie Bowell—884; comme whip conservateur c'est lui, qui sur la demande de sir Mackenzie Bowell a réuni celui-ci et sir Chs Tupper—884; il fut alors convenu que sir Chs Tupper serait leader de la Chambre une session, puis premier ministre—884.

M. A. Lefurgey—Se plaint que le 16 février, la population n'avait pas eu de courrier depuis le 4—1205.

M. Lewis—Conseille d'envoyer le "Montcalm"—1205.

Sir W. Mulock—La tempête sévit partout—2205; lettre de M. Evans à M. Pottinger—1206.

M. A. Martin—Demande nouvelles du "Stanley" et du "Minto" qui n'ont pas traversé depuis trois semaines—1396; demande d'envoyer le "Montcalm"—1396.

Hon. Préfontaine—Impossible, Saint-Laurent est gelé—1396.

M. A. Martin—Demande si service repris—1663.

Hon. Préfontaine—Pas encore—1663.

M. A. Lefurgey—Se plaint retard correspondance—1831.

Hon. Emmerson—Trains ont repris service régulier—1832.

M. J. J. Hughes—Directeur postes à Charlottetown autorisé à se servir de chevaux en l'absence de trains—1832.

M. Lefurgey—Lit dépêche de Tignish—1832.

M. A. A. McLean—Demande si ministre des Postes sait que 2,000 sacs sont retenus à Sackville et Pictou—2304.

Hon. Emmerson—Blocus levé, circulation reprise—2304.

Sir W. Mulock—Aucune correspondance détenue à Sackville—2362; seulement correspondance et livres—2362; la correspondance est à bord des vaisseaux "Stanley" et "Minto", retenus par des glaces—2362; nouvelle de la libération attendue incessamment—2362.

M. Lefurgey—Accumulation matières postales faute du ministre—2363.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CONFERENCE COLONIALE.

M. R. L. Borden—Lit article du "Star" 7 juin relatif à conférence coloniale—7256; demande si advenant l'arrivée du parti libéral au pouvoir en Angleterre, gouvernement modifierait ou abolirait préférence—7256.

Sir W. Laurier—Rien de fondé dans dépêche—7257; n'a pas communiqué avec M. Lyttleton—7257; régime fiscal canadien ne pourrait recevoir de contre-coup d'un changement politique en Angleterre—7257.

CONTRAT AVEC LA "NORTH ATLANTIC TRADING COMPANY".

M. F. D. Monk—Demande dépôt contrat avec la "N. A. Tdg. Co."—8091.

Hon. Oliver—Préférerait examen personnel—8091.

M. U. Wilson—A lu le contrat, rien n'empêche de déposer—8091; contrat n'aurait jamais dû être signé—8091; demande dépôt—8091.

M. Monk—Quelque gouvernement a-t-il protesté contre contrat avec "N. A. Tdg. Co."?—9101.

Sir W. Laurier—Pas le gouvernement impérial—9101; verra pour les autres—9101.

M. U. Wilson—Insiste pour avoir copie contrat—8335.

CONVENTION ANGLO-AMERICAINE CONCERNANT LA PROPRIETE.

M. R. L. Borden—Attire l'attention sur convention anglo-américaine 28 juillet 1900—1118; demande correspondance relative à non-adhésion du Canada—1118.

COUR SUPREME DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. R. L. Borden—Se plaint que depuis 15 mois cour Suprême de N.-E. ait six juges au lieu de sept—5160; expose mutations—51620; demande si sera porté remède—5160.

Sir W. Laurier—Réponse plus tard—5160.

M. R. L. Borden—Insiste pour savoir pour quoi nomination à vacance différée depuis quinze mois—5330.

Hon. Fitzpatrick—Pas encore de plaintes—5330; si retards existent dans gestion des affaires, seront réparés—5330.

Hon. Fielding—Autant de juges en activité en N.-E. qu'il y en a jamais eus—5330.

M. R. L. Borden—Avec cette raison on pourrait ne jamais remplir vacances—5330.

M. R. L. Borden—Annonce que discutera à la rentrée du ministre de la Justice vacance dans cour suprême N.-E.—6988.

CRISE POLITIQUE A QUEBEC.

M. Léonard—Signale dépêche du "Journal" relative à de prétendues négociations de MM. Brodeur et Dandurand à Québec—789.

Hon. Fitzpatrick—Demande d'attendre réponse de M. Brodeur lui-même, momentanément absent—789.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CROWN CASUALTY ASSURANCE COY.

M. Gervais—Propose que la pétition de la Crown Casualty Ass. Coy. demandant acte constitutif soit reçue malgré expiration délais—2426; requérants croyaient délai prolongé au 14—2426; aucun pouvoir extraordinaire demandé—2426; délai demandé purement conventionnel—2426.

Adopté—2426.

DEMISSION BLAIR.

M. Maclean—Regrette de n'avoir pas d'éclaircissements sur cette démission sensationnelle—56; le "Globe" et le "Witness" ont demandé que le mystère fût éclairci—56; ce n'est pas de la saine politique de faire passer d'un tribunal à un autre nos magistrats les plus éminents—57.

Hon. Foster—Si la loi oblige que les causes déjà entendues soient entendues de nouveau, elle est défectueuse et vexatoire—57.

Sir W. Laurier—C'est ce qui arrive dans tous les tribunaux en pareil cas—58; le gouvernement espère que son choix pour le successeur de M. Blair sera approuvé de toute la Chambre—58; n'a pas été consulté par M. Blair quand celui-ci a résigné—58; serait heureux de savoir ce que M. Maclean peut connaître—59.

M. Maclean—Les journaux libéraux et le sénateur Dandurand ont expliqué les circonstances de cette démission—58; le nom de ministres y a été mêlé, des accusations graves ont été portées—58; c'est au premier ministre de défendre l'honneur du président de la commission des chemins de fer—58.

Sir W. Laurier—Ne connaît aucune accusation ni contre un député, ni contre aucun ministre, s'il y en a, c'est le temps de les porter—58.

Hon. Fitzpatrick—Portez vos accusations—59.

Hon. Foster—Demande dépêche de démission et réponse—328.

Sir W. Laurier—Déjà demandées par M. Monk—328; seront déposées demain—728.

DETENTION DE CANADIENS A LA FRONTIERE AMERICAINE.

M. S. Barker—Donne connaissance de plaintes des Sons of Scotland de Hamilton—6048; détenus à Buffalo parce que refusent de payer \$2; demande enquête—6048.

DRAWBACKS ACCORDES A LA MATIERE PREMIERE PAR TARIF AMERICAIN.

M. W. F. Maclean—Sur motion de subsides signale révolution économique aux E.-U.—780; dépêche "Tribune"—780; décision attorney général—780; discours McKinley—781; restitution de 99 pour 100 des droits sur matières premières réexportées—781; effet sur les minoteries américaines—782; opinion du secrétaire des finances Shaw—782; les E.-U. vont nous ravir les marchés que commande notre blé dur—783; déclaration de M. Meighen à Montréal—783; on dit que le cultivateur de l'ouest profitera de ce drawback

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*DRAWBACKS ACCORDES A LA MATIERE PREMIERE PAR TARIF AMERICAIN—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

qui fera vendre son blé, mais on doit songer à tout le pays—785 ; on doit imposer des droits d'exportation pour activer l'industrie du pays—785 ; brochure de M. McNicholl demandant l'imposition d'un droit d'exportation de l'énergie électrique—786 ; la commission du tarif devra examiner la question des drawback—786 ; elle atteint les chaussures, les lainages—786.

M. G. Perley—Le gouvernement d'Ontario n'a pas imposé de droit d'exportation sur le bois—788 ; il a seulement imposé l'obligation de l'ouvrer en Canada—788.

DEMANDE DE DOCUMENTS.

M. Foster—Se plaint retard documents demandés relativement aux transports gratuits de foin—1063 ; aussi retard documents pour édifices publics, villes de 5,000 âmes—1663.

Hon. Emmerson—Trains entravés dans Cap-Breton, correspondance retardée—1663.

Hon. G. Foster—Demande rapport promis sur le transport gratuit du foin—2097.

M. U. Wilson—Demande détails du tirage régulier du rapport de l'auditeur général—2364.

Hon. Foster—Demande documents sur exportation canadienne de foin—2364 ; sur vente de terres du domaine fédéral—2364.

Sir W. Laurier—Déposés hier—2364.

M. S. Hughes—Demande documents relatifs à Port-Arthur et Fort-Williams—2364.

M. R. L. Borden—Sur vingt rapports ordonnés, du ministère de la Marine, sept seulement déposés—2364.

Hon. Haggart—Demande déclaration gouvernementale au sujet de l'achat du Canada-Atlantique par le Grand-Tronc—2793.

M. H. Lennox—Demande rapport commission des chemins de fer—2793.

M. Boyce—Demande réponse à l'ordre de la Chambre relatif à l'affaire du téléphone à Port-Arthur—2793.

M. R. L. Borden—Demande date exposé budgétaire—2794.

M. R. L. Borden—Rappelle demande de documents déjà faite au sujet de la loi d'organisation des provinces de l'ouest—3124.

M. Bergeron—Offre copie de circulaire de E. Brown, secrétaire du conseil de l'instruction publique, datée Regina 30 septembre 1893 qui manque aux documents imprimés—3124.

M. R. L. Borden—Demande rapport auditeur général complet—1204.

M. Sproule—Demande rapport enquête sur main-d'œuvre étrangère—1204.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*DEMANDE DE DOCUMENTS—*Suite.*

M. A. Martin—Demande rapport relatif à la gare de Charlottetown—4930 ; aussi rapport relatif aux dépenses des chemins de fer et canaux depuis confédération—4930 ; rapport bureau de Stanhope, I.P.-E.—4931 ; rapport sur subvention additionnelle, 1901—4931.

M. Crocket—Demande rapport relatif acquisition Canada-Eastern—4931.

M. S. Hughes—Demande à poser au ministre des Travaux publics question relative à département—5529.

Sir W. Laurier—Demain—5329.

M. Sproule—Demande documents relatifs nouveaux employés—5329.

Hon. Foster—Se plaint que rapport au sujet de destitution d'inspecteur-maçon à Game-bridge, incomplet—5722 ; autres rapports en retard—5722.

M. Sproule—Réclame documents au sujet de nominations dans service civil—5935.

M. R. L. Borden—Réclame documents relatifs à soumission pour clôture métallique—5936.

M. R. L. Borden—Demande documents promis au sujet affaire clôture métallique—5090.

Hon. Hyman—Demain—5090.

M. Sproule—Demande s'il a chance obtenir état des nominations d'employés réguliers depuis 1896—6362.

Sir W. Laurier—Probablement—6362.

Hon. Foster—Demande documents relatifs à l'inspecteur de chemin de fer de Game-bridge—8192.

M. T. Sproule—Demande état des baux de pâturages—8733 ; aussi état des employés nommés depuis 1896—8733.

Hon. M. Foster—Demande que documents relatifs aux Travaux publics, ordonnés soient déposés au moins pendant la vacance—9912 ; demande documents relatifs aux scrips des métis—9912.

DEPENSES AUX PORTS DE L'INTERIEUR.

M. S. Hughes—Se plaint que le ministre des Travaux publics ne lui ait pas donné une réponse à sa question—1117.

Hon. Hyman—Impossible répondre sans avoir délai raisonnable—1117.

M. Sproule—On peut laisser question en suspens—1118.

DEPOT DE RAPPORTS.

M. R. L. Borden—Réclame dépôt de rapports provenant du ministère de la Marine—1296.

M. Sproule—Demande rapport sur main-d'œuvre étrangère—1296.

M. Ganong—Demande rapport commission des pêcheries—1296.

Hon. Fielding—Dépose documents relatifs aux ordonnances des territoires, superficie, population, etc.—2950 ; communique amendement à l'art. 16 des bills d'autonomie—2951.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DRAGAGES A PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM.

M. S. Hughes—Demande rapport promis—5043.

Sir W. Laurier—Ministre travaux publics absent—5043.

M. Bennett—Demande si contrat passé—6091.

Hon. Hyman—Contrat pas signé, mais soumission acceptée de Bowman—6091.

DROITS DES CANADIENS EN AFRIQUE DU SUD.

M. A. C. Macdonell—Enumère les griefs de M. Brown et associés canadiens au sujet de terrains miniers à Witfontein—9752 ; déni de justice au Transvaal, démarches abandonnées—9752 ; Canadiens ont assez fait pour Afrique du sud pour qu'on règle cette question—9754.

Hon. Fitzpatrick—Enquête devrait être faite et sérieuses représentations—9751.

ECOLES SEPARÉES.

Hon. Foster—Se plaint que le document officieux distribué relativement à l'état des écoles séparées dans les provinces soit tendancieux—2098.

ELECTION DE LONDON.

M. A. Lavergne—Demande si M. Maclean a démissionné comme promis pour se présenter dans London—6520.

M. S. Hughes—Conservateurs ont trouvé un meilleur candidat—6520.

ELECTIONS MANITOBA.

M. R. L. Borden—Demande si listes officielles ayant servi au Manitoba ont été conformément à la loi renvoyées au greffier de la couronne en chancellerie—1465.

Sir W. Mulock—Promet s'enquérir—1465.

M. R. L. Borden—Renouvelle demande au sujet d'officiers rapporteurs n'ayant pas renvoyé au greffier de la couronne en chancellerie certains documents exigés par la loi ?—1570.

Sir W. Laurier—Promet répondre lendemain—1570.

Hon. Foster—Demande communication note greffier couronne en chancellerie promise au chef de l'opposition—1705.

Sir W. Laurier—Pas le temps d'examiner 1705 ; remettra demain—1705.

M. R. L. Borden—Important faire examiner les documents fournis par présidents d'élections—4798 ; actuellement sous contrôle du greffier de la couronne en chancellerie—4798.

Sir W. Laurier—Motion directe serait meilleur mode—4798 ; discutera privément avec chef opposition procédure à suivre—4798.

M. W. T. Roche—Lit lettre de président de scrutin impayé de Millwood comté de Marquette, depuis élections générales—6698.

Sir W. Laurier—Etudiera et rendra réponse—6698.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

ELECTIONS PARTIELLES.

M. A. Lavergne—Félicite MM. Sproule et Maclean de leurs efforts dans London et Oxford—7589 ; félicite M. Maclean de n'avoir pas démissionné pour se présenter—7590.

ELEVATEURS DE PORT-COLBORNE.

M. Barker—Papiers non encore déposés relatifs aux éleveurs projetés à Port-Colborne, dépôt ordonné—2161.

ENQUETE CONCESSION TREADGOLD.

M. R. L. Borden—Rappelle débat au sujet des instructions données au commissaire—7260 ; motion Casgrain—7260.

Hon. Belcourt—Le rapport entre les mains des députés prouve que les commissaires se sont occupés des fraudes et n'en ont pas constaté—7262.

M. R. L. Borden—M. Belcourt avait voté contre proposition de donner plus d'ampleur aux instructions du commissaire—7261.

ENTREVUE DE M. BULYEA.

M. R. L. Borden—Signale entrevue de M. Bulyea dans "Standard" Regina—4323 ; c'est au gouvernement fédéral et non au gouvernement des provinces que les compagnies de chemin de fer devront s'adresser pour subventions—4323.

Sir W. Laurier—Pas d'entente à cet égard—4323 ; au sujet des subventions, parlement suivra même ligne de conduite—4323.

EMPLOI DES ETRANGERS.

Sir W. Mulock—Dépose rapport de l'enquête du juge Winchester sur emploi étrangers par chemin de fer Père Marquette—6362 ; reconnaît emploi fréquent en contravention à la loi—6362 ; gouvernement étudie opportunité amender la loi—6362.

EXPEDITION DU CAPITAINE PEARY.

M. W. F. Maclean—Signale expédition préparée au Cap-Breton par capitaine Peary pour explorer baie d'Hudson—4872 ; conseille gouvernement avoir l'œil—4872.

FRONTIERES DU MANITOBA.

M. W. J. Roche—Signale inexactitude dans déclaration de sir Wilfrid mettant en doute assertion de M. Rogers qu'une demande ait été faite au parlement pour agrandissement frontière du Manitoba—4203 ; signale pétition reçue, 26 avril 1901—4203.

Sir W. Laurier—Avaît répondu suivant avis greffier du conseil privé—4204 ; pétition introuvable—4204.

M. R. L. Borden—Regrette qu'on ne fasse pas plus attention aux pétitions déposées—4205.

Sir W. Laurier—Aucune demande n'a été faite par le gouvernement du Manitoba avant janvier 1905—4205.

M. R. L. Borden—Signale discours de M. Jackson, M.P.—4963 ; se plaint que nouvelle soit donnée par un député, pas par premier ministre à la Chambre—4964.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*FRONTIÈRES DU MANITOBA—*Suite.*

Sir W. Laurier—M. Jackson ne parle pas pour le gouvernement—4964; si gouvernement considère arrangement possible, prévient la Chambre—4964.

M. R. L. Borden—Demande si gouvernement a reçu réponse du Manitoba au décret de l'exécutif du 21 mars 1905—3865.

Sir W. Laurier—Réponse reçue aujourd'hui même—3865.

FRONTIÈRES D'ONTARIO.

M. S. Barker—Demande si correspondance a été échangée entre gouvernement Ross et gouvernement fédéral au sujet extension frontières d'Ontario—3710.

Sir W. Laurier—S'informerait—3711.

M. Barker—Demande s'il y a correspondance avec gouvernement d'Ontario au sujet extension de frontière ?—4194.

Sir W. Laurier—Aucune correspondance—4199.

"GAZETTE DU TRAVAIL".

Hon. Emmerson—Tirage 10,000 exemplaires—7680; se vend 3 cts numéro—7681; 7,000 aux abonnés, 3,000 aux chambres de commerce—7681; noms des 38 correspondants—7682.

M. Ingram—Distribution spéciale pour élection London—7682; l'affaire Marks—7682; l'influence politique dans le département du Travail—7686.

Hon. Emmerson—Enquête Marks ordonnée avant élection—7686; les électeurs de London avaient le droit de connaître résultat—7687.

M. Ingram—Affidavit Marks—7687; destitution Roberts—7689.

M. Johnston—M. Marks n'était pas au service du gouvernement quand il a donné l'affidavit—7689.

M. Blain—Le correspondant de Belleville, M. McDiarmid, chaud partisan—7690.

Hon. Emmerson—M. Marks n'est inféodé à aucun parti—7691; à Ottawa, le correspondant de la "Gazette du Travail" est aussi un rédacteur du "Citizen"—7692.

M. Henderson—Se plaint que le sous-ministre démente à l'oreille du ministre les assertions d'un député—7692; le fera expulser de la Chambre—7693; zèle politique du sous-ministre—7694.

M. A. Johnston—Proteste contre insulte au sous-ministre—7694; a le droit de renseigner son ministre—7694; on attaque quelqu'un qui ne peut se défendre—7695.

M. Ingram—Se plaint que l'on se soit attaqué à la compagnie du Père Marquette et pas aux autres compagnies comme le G.T.P. qui emploie des Américains—7694.

M. Blain—Correspondants politiques—7701; M. Snell—7701; M. Gillispie—7702.

M. A. Lavergne—Absurde de supposer que pour \$100 par année, correspondants de la "Gazette du Travail" vont renoncer à toute prédilection politique—7703.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*"GAZETTE DU TRAVAIL"—*Suite.*

Hon. Foster—Pas besoin de journalistes de profession—7705; ouvriers pourraient faire la besogne—7706; renseignements fournis par des étrangers au mouvement ouvrier—7706; forme et teneur du journal devraient être modifiées—7707.

M. Campbell—Ouvriers satisfaits de "Gazette du Travail"—7707; qu'importe l'opinion personnelle des rédacteurs—7709; tristesse conservatrice causée par élection Hyman—7709; lamentable colère conservatrice—7709.

M. A. C. Macdonell—Le Grand-Tronc peut refuser d'obtempérer à la décision arbitrale dans son différend avec les télégraphistes—7712; nouvelle grève imminente—7712; demande si loi de conciliation est lettre morte—7712.

M. Maclean—Déclaration Hays aux télégraphistes—7713.

Hon. Emmerson—En tout cas, grève a été évitée—7713; loi laisse l'exécution de la sentence à l'influence de l'opinion publique—7714.

M. R. L. Borden—L'arbitrage n'a pas été accepté par les parties, il leur a été imposé—7714; loi absurde—7715; rappeler la loi ou déclarer sentence obligatoire—7715.

G.T.P., APPROBATION DU TRACE.

M. Boyce—Signale article "World", Vancouver relatif à terminus à Fort-Simpson—6266; demande si plans terminus adoptés à Fort-William et Port-Arthur—6266.

Hon. Emmerson—Plans relatifs au tracé approuvés—6267; plans relatifs au terminus, non approuvés—6267.

G.T.P., CHOIX DU TRACE.

M. R. L. Borden—Cite "Globe"—6262; demande si rapport exact annonçant tracé favorable pour ligne centrale N.-B.—6262. Sir W. Laurier—Espère—6263; pas rapports définitifs—6264.

HALIFAX ET ESQUIMAULT.

M. S. Hughes—Lit "Evening Journal" au sujet transfert de la défense des arsenaux 1462; regretterait voir Grande-Bretagne oublier ses devoirs envers l'empire au point de nous céder Halifax et Esquimault—1462.

Sir F. Borden—Offres faites par Canada, en 1902 en Conférence Coloniale, renouvelées—1493; M. Hughes aimerait envoyer des Canadiens à Malte et Gibraltar et redoute de les voir à Halifax et à Esquimault—1463; correspondance sera déposée—1464.

M. R. L. Borden—Demande si gouvernement est informé intention du gouvernement impérial d'abandonner station navale d'Esquimault—9902.

Sir Fred. Borden—N'est pas informé de telle intention ni pour Halifax, ni pour Esquimault et n'en croit rien—9902.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

HOTEL ROYAL DES MONNAIES.

M. Monk—Insiste pour avoir correspondance entre gouvernement canadien et impérial, au sujet Hôtel des monnaies—7591.

M. Monk—Demande encore correspondance relative à Monnaie Royale—8586; demande si plainte reçue d'un gouvernement étranger au sujet contrat de 10 ans, North Atl. Tdg. Co.—8586.

HANGARS PERMANENTS DE MONTREAL.

M. R. L. Borden—Se plaint réponse pas donnée aux questions de M. Ames—727.

Sir W. Laurier—Réponse nécessite dépôt correspondance et rapports—727.

HAUTE COUR D'ONTARIO.

M. Bennett—Demande si un juge en chef est nommé à division d'échiquier de haute cour d'Ontario—5329.

Sir W. Laurier—Non—5329.

HON. S. N. PARENT ET COMMISSION DU TRANSCONTINENTAL.

M. Bergeron—Signale rumeur de retraite de l'hon. Parent, premier ministre de Québec—730; promesse de présidence du Transcontinental—730.

Sir W. Laurier—Pas de promesse—730.

ILES DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Blain—Insiste pour connaître politique du gouvernement quant à vente des îles—6643; insiste sur enchères—6644.

Hon. Oliver—Absurde exiger frais d'annonces et d'enchères, pour vente d'un coin d'île pour une villa—6644.

IMMIGRATION D'ENFANTS PAUVRES.

M. U. Wilson—Signale note "Citizen" annonçant envoi d'enfants pauvres d'Angleterre—2024; immigration pas désirable—2023.

Sir W. Laurier—A discuter plus tard—2025.

Hon. F. Oliver—Dépose réponse aux questions de M. U. Wilson au sujet de l'"Emigration of State Children"—5698.

IMMIGRANTS EN DETRESSE.

M. Perley—Signale quarante immigrants autrichiens en détresse recueillis par police Ottawa—4964; bureau d'immigration devrait prendre dispositions pour recevoir—4965.

IMMIGRATION DES GENS DE METIER.

Hon. Foster—Donne avis que le lendemain, interpellera gouvernement au sujet de relations entre un certain Leopold et Preston, agent du gouvernement fédéral—7590; artisans envoyés au Canada ont souffert préjudice—7590.

IMMIGRATION DU CONTINENT EUROPEEN.

M. R. L. Borden—Demande si le gouvernement sait qu'il n'existe pas à Amsterdam de compagnie du nom de North Atlantic Trading Co.—8371; si gouvernement est informé de venue de la secte des Molokan—8371.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*IMMIGRATION DU CONTINENT EUROPEEN—*Suite.*

Hon. Fielding—Conférence entre gouvernement et opposition serait préférable à publication contrat N.A.Tdg.—8371.

M. R. L. Borden—Consent—8371.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M. Sproule—Passe-droits à l'avantage des députés ministériels—7900; histoire d'un discours—7901; il faut connaître les responsables—7901.

Sir W. Laurier—M. Dawson, fonctionnaire soigneux et attentif—7901.

IMPOT SUR LES VOYAGEURS DE COMMERCE.

M. W. F. Maclean—Lit lettre d'un voyageur de commerce de Toronto protestant contre la loi de Québec imposant taxe—10033; demande intervention du gouvernement—10033.

Sir W. Laurier—Loi pas encore reçue—10033; tient compte des protestations faites—10035.

INSPECTION DES PECHERIES DE N.-E.

M. R. L. Borden—Signale décès inspecteur des pêcheries M. L. S. Ford—9911; pêcheurs se plaignent que la loi est violée, demandant que successeur soit nommé—9911.

INSTRUCTIONS AU GOUVERNEUR-GENERAL.

M. W. F. Maclean—Demande s'il y a quelque chose de différent des instructions ordinaires dans instructions au nouveau gouverneur général?—239.

Sir W. Laurier—Pas qu'il le sache—239.

INTERDICTION DU BETAIL CANADIEN EN ANGLETERRE.

M. H. Lennox—Lit correspondance du "Star" 1er février—474; important pour Canada de contrecarrer mouvement actuel en Angleterre hostile à levée interdiction—474.

M. R. C. Macpherson—Demande que le journal en question soit déposé sur bureau de la Chambre—475; même député a déjà tronqué un article l'année dernière—475.

Hon. S. Fisher—Canada doit pas s'immiscer dans mouvements politiques anglais—475; immixtion pourrait compromettre réclamations canadiennes—475; protestations faites au gouvernement anglais, averti qu'il a tort de croire le Canada réconcilié à l'interdiction—476; pas de réponse reçue—476; gouvernement canadien attentif—476; déposera dépêches—476.

M. Bennett—Espère que le ministre sera aussi heureux avec Grande-Bretagne, en faisant réformer ces règlements qu'il prétend l'avoir été avec E.-U.—477.

MEDECINS DE DISTRICT.

M. R. L. Borden—Demande correspondance au sujet des médecins de district qui sont députés—9212; au sujet des médailles pour service en Afrique—9212.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Hon. Foster—Demande qui remplit intérim du ministère de l'Intérieur—1204.

Sir W. Laurier—Annonce retour prochain hon. Sifton—1204; santé pas améliorée—1204.

M. l'Orateur—A reçu démission comme député de l'hon. F. Oliver nommé ministre de l'Intérieur—4321; émis brefs pour nouvelle élection—4321.

Sir W. Laurier—Telle est la réponse aux questions du chef de l'opposition—4321.

M. R. L. Borden—Pas grand courage, après six semaines d'attente—4321; journaux ministériels annonçaient M. Scott ministre de l'Intérieur, M. Oliver premier ministre d'Alberta, ce changement de front doit signifier quelque chose—4322; si M. Scott avait en poche lettre comme hon. F. Langelier, le moment serait venu de s'en servir—4322.

M. A. Lavergne—Demande si M. Maclean a donné sa démission pour se présenter contre M. Oliver, comme promis—4322.

M. Bergeron—M. Oliver n'aurait pas accepté, s'il n'avait pas été sûr de pouvoir compter sur vote des Galiciens—4322.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

M. R. L. Borden—Demande si ministre des Travaux publics a donné démission?—5159.

Sir W. Laurier—Nouvelle fausse—5159.

M. R. L. Borden—Demande si rumeur allant à dire que l'hon. Hyman est assermenté ministre des Travaux publics est exacte—6089.

Sir W. Mulock—Inexacte—6089.

Hon. Foster—Demande quand titulaire sera nommé—6174.

Sir W. Laurier—Impossible répondre aujourd'hui—6174.

MONNAIE AMERICAINE.

M. Bergeron—Demande si ministre entend amender la loi des banques—6239.

Hon. Fielding—Gouvernement étudie moyen de remplacer numéraire américain par numéraire canadien—6239.

MONNAIE ETRANGERE.

M. Bergeron—Demande si mesure prise pour empêcher circulation monnaie étrangère dans le pays—8989.

Hon. Fielding—Discours budget s'en occupe—8990.

NOMINATION DE M. NIXON.

Hon. Geo. Foster—Demande pour demain au ministre de l'Intérieur renseignements sur Nixon, défalcaire nommé par département Agriculture agent d'immigration dans Alberta-sud—5841.

Hon. Foster—Réclame renseignements demandés la veille sur le cas de l'agent Nixon—6176.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*NOMINATION DE M. NIXON—*Suite.*

Hon. Oliver—Etats de service de J. Nixon—6238; son fils est parti en son absence laissant défalcaire \$499.05—6238; bureau fermé—6238; est employé comme contrôleur temporaire des immigrants entre Fernie et Macleod—6238; excellente conduite antérieure—6238.

Hon. Foster—Renseignements différents, demande documents—6239.

Hon. Foster—Demande enquête pour réhabiliter ou condamner jeune Nixon—8907; actuellement fétré—8907.

Sir W. Laurier—A demandé rapport—8907.

Hon. Oliver—A donné instruction au commissaire de s'enquérir du degré de responsabilité du père et du fils—9292; de s'occuper surtout des opérations sur terrains urbains—9292.

Hon. Foster—Signale lettre d'une victime de Nixon—10011; le plaignant demande à être mis en mesure de témoigner—10011.

Sir W. Laurier—Lit réponse du représentant du ministère public—10011; s'occupera affaire—10012.

NOUVEAU SOUS-MINISTRE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX.

M. R. L. Borden—Demande s'il est vrai que M. Schreiber se retire et passe au Transcontinental—9902; s'il est vrai que nouveau député-ministre soit nommé—9902.

Hon. Emmerson—Information en substance fondée—902; M. Schreiber pas employé sur section de l'est mais ingénieur consultant, pour le ministère des Chemins de fer—9902; nombreuses questions qu'il aura à régler à propos construction Transcontinental, nécessitent un expert—9903; sera remplacé par M. J. Butler, actuellement du Transcontinental—9903.

NOMINATIONS DU SERVICE CIVIL.

M. Sproule—Réclame état demandé des employés nommés depuis 1896—8190.

OBSERVATOIRE METEOROLOGIQUE.

Hon. Préfontaine—Rien de décidé quant au transport à Ottawa—10036; si le gouvernement ne construit pas sur terrain offert rue Bloor, observatoire sera transporté dans autre édifice à Toronto ou Ottawa—10036.

OBSTRUCTIONS A CHATEAU-RICHER.

M. Morin—Demande si renseignements existent sur l'enlèvement des roches et cailloux de grève devant Château-Richer—1207.

Sir W. Laurier—Promet s'en occuper—1207.

OBSTRUCTION DE LA THAMES PAR LES GLACES.

M. H. S. Clements—Se plaint amoncellement glaces entre Chatham et Rivière Sainte-Claire—1061; l'année dernière, dommages \$200,000—1061; origine de l'amoncellement—1061; demande un brise-glaces—1062.

Hon. Hyman—Difficulté de faire venir un brise-glaces de Détroit—1062; enverra ingénieur—1062.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

OBSTRUCTION DU SAINT-LAURENT.

M. A. Broder—Signale de nouveau obstruction par la glace à Woodland, comté de Stormont—730; situation grave à Morrisbourg—731; demande envoi d'experts—731.

Hon. Emmerson—Dépend des exploitations de force hydrauliques le long du canal—731; c'est à ces exploitations de prévenir ces difficultés—732.

M. A. Broder—Pont de glaces de sept milles formé à Morrisbourg sur Saint-Laurent—295; a fait monter l'eau de six pieds—295; dommages peuvent résulter—294; piliers devraient être construits du côté américain forcerait glace à flotter—295; demande au gouvernement d'étudier—295.

PENSIONS AUX EMPLOYÉS DE L'I.C.R.

M. Macdonald—Demande si loi sera présentée accordant pension aux employés de l'I.C.R.—9244; ministre a promis étude—9244.

M. A. C. Macdonald—Demande si loi pour pensions de retraite des employés de chemins de fer de l'Etat sera présentée à cette session—9505.

Hon. Emmerson—Impossible à cette session-ci—9506 sûrement session prochaine—9506.

PLACE A BORD DES TRANSATLANTIQUES.

Sir W. Laurier—Répond à demande si l'espace libre sur vaisseaux partant de Montréal tout accaparé par Cie Armour, de Chicago—5548; pas un pied engagé—5548.

PONT SUR LE RICHELIEU A SOREL.

Hon. Foster—Demande ordre en conseil et documents relatifs à paiement pour pont de Sorel, 16 janvier 1900—8288.

Hon. Emmerson—Documents demandés par hon. M. Foster figurent au rapport de l'auditeur général—8462.

QUAI DE COLLINGWOOD.

Hon. Fielding—Informations prises, après acceptation de soumission de M. Conroy pour quai de Collingwood, tous autres chèques, y compris celui de M. Battle renvoyés, sauf chèque Conroy—6794.

QUAI A INDIAN HARBOUR.

M. R. L. Borden—Demande copie requête en faveur quai à Indian Harbour, comté de Halifax—8368.

AFFAIRES NIXON ET MACDONALD.

Hon. Foster—Arrêté ministériel nommant M. Myers pour s'enquérir affaire Nixon incomplet—8369; plainte Chaffey—8369; demande avocat pour poursuite devant commission enquête—8369.

Sir W. Laurier—Accusations métis précises—8369; accusations Chaffey vagues—8370; le ministre se pénétrera bien de la question avant ordonner enquête publique—8370.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

RAPPORT DE L'AUDITEUR GENERAL.

M. R. L. Borden—Se plaint retard de distribution du rapport de l'auditeur général—4396; lit lettre auditeur général—4396.

Hon. Fielding—Pas sujet sérieux de plainte—4396; distribution augmentée, état—4396.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

M. Lennox—Demande quand le rapport de la commission des chemins de fer sera soumis—2099.

Hon. Emmerson—Sera rédigé dans un jour ou deux—2099.

M. Lennox—Demande dépôt du rapport de la commission des chemins de fer—6265.

Hon. Emmerson—Déposera quand rapport sera complet—6265.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES PÊCHERIES.

M. R. L. Borden—Demande au gouvernement de faire imprimer rapport de la commission des pêcheries au sujet du hareng—4672.

RAPPORT DES PRESIDENTS D'ELECTIONS.

M. R. L. Borden—Demande rapports, officiers rapporteurs divisions Mackenzie et Dauphin, Territoires N.O.—1394; rapport exigé si date de mise en nomination retardée pour insuffisance de délai d'affichage—1395.

RAPPORT DE LA MARINE.

M. Ames—Réclame rapport relatif aux achats de fournitures du département de la Marine—4872.

RAPPORT RIDER HAGGARD.

Sir W. Laurier—Gouvernement a reçu communication du rapport Rider Haggard au gouvernement impérial—9745; déposera devant la Chambre—9745.

REGLEMENTS DES BUREAUX DE POSTE.

M. Barr—Signale lettre inspecteur des postes de Toronto défendant distribution de circulaires par maître de poste—6986.

Sir W. Laurier—Explications plus tard—6986.

M. Barr—Demande nouveaux détails quant à circulaire défendant distribution d'imprimés par maîtres de poste—7116.

Hon. S. Fisher—Circulaire régulière—7119; défense formelle de distribution qui ferait perdre au trésor le montant des affranchissements individuels—7117; receveurs n'ont pas à s'inquiéter si paquet était expédié en franchise—7117.

M. Henderson—Exception pourrait être faite pour documents envoyés par députés—7118; pas de perte de revenu puisque peuvent être adressés en franchise—7118.

M. Barr—Espère que question sera étudiée de nouveau—7120.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

REGLEMENT DE PECHE D'ONTARIO.

M. A. C. Boyce—Signale article sur conflit de juridiction entre Canada et Ontario à propos de pêche—4870.

Hon. R. Préfontaine—Télégramme signalé pas reçu au département—4871.

RELATIONS COMMERCIALES AVEC LE JAPON.

M. S. Barker—Cite lettre "Industrial Canada"—6795; impossibilité de vendre cotonnades canadiennes au Japon—6795.

Hon. Fielding—Canada a refusé au début participer au traité du gouvernement impérial anglais avec Japon—6796; ne voulait pas être lié à propos de question main-d'œuvre—6797.

Hon. G. Foster—Demande dépôt du traité japonais—7993; difficultés survenues—7998.

Hon. Fielding—Question à la connaissance spéciale de l'hon. S. Fisher—7998.

Hon. Fisher—Délai d'acceptation du traité de 1894 entre Japon et Grande-Bretagne; expirait en 1896—8093; expira trois jours après avènement au pouvoir du parti libéral—8093; refusé à cause de la clause de la nation la plus favorisée qui eût gêné le Canada dans ses relations commerciales—8093; à cause aussi de la question d'exclusion main-d'œuvre japonaise—8093; du fait de la clause de la nation la plus favorisée, le Japon accorde à quatre nations commerçantes, Grande-Bretagne, Allemagne, Autriche et France des avantages sur certains articles manufacturés—8094; sur d'autres aussi, il y a des réductions dont le Canada aurait pu profiter—8094; réduction de droits des deux tiers des droits généraux—8094; avantage pour les Etats-Unis—8095; les Etats-Unis n'en jouissent pas en vertu d'un traité spécial, mais du traité général—8095; ils n'accordent aucun privilège particulier au Japon—8095; ils le traitent comme le traite le Canada—8096; traités spéciaux conclus pour 16 ans, expireront dans 6 ans—8096; produits que pourrait introduire le Canada au Japon—8096; liste de 60 ou 70 articles—8096; négociations entamées—8097; dépêche du Colonial Office—8097; objection relative à la clause de la nation la plus favorisée disparaît—8097; indépendance du Canada en cette matière, maintenant reconnue—8097.

M. R. L. Borden—Lit arrêté en conseil par lequel le Canada ne juge pas à propos de se prévaloir de son privilège d'adhésion—8098.

Hon. Fisher—A obtenu assurance du Japon que si le Canada désire se prévaloir du traité anglais, l'expiration du délai ne sera pas obstacle—8099.

M. Osler—Les Japonais ne savaient pas que le Canada élevait des bestiaux Jersey croisés—8069.

Hon. Fisher—Affaire à l'étude depuis que gouvernement a constaté différence de traitement—8100.

M. R. L. Borden—Demande tous décrets et arrêtés relatifs au traité de commerce entre Japon et Grande-Bretagne—8584.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

REQUETES.

M. l'Orateur—Rappelle que les requêtes doivent porter au dos le nom des députés qui les présentent—2598.

SAISIE DE LA GOELETTE "AGNES DONOHOE".

M. W. Roche—Lit lettre de M. M. Donohoe—6206; s'il est vrai que matelots ont dû réclamer protection du pavillon américain, peu d'honneur pour Angleterre—6266.

M. R. L. Borden—Arrestation et détention de la goélette "Agnès Donohoe", par autorités de l'Uruguay, pour braconnage—6235; historique arrestation—6235; négligence autorités anglaises—6236; taxe de 10 chelins par peau de loup marin exigée aux îles Faulkland—6236.

Sir W. Laurier—Appellera attention gouvernement impérial—6238.

M. D. D. McKenzie—Signale article "Morning Chronicle" de Halifax, 17 courant—1570; goélette capturée par gouvernement de l'Uruguay—1571; navire encore entre les mains du gouvernement de ce pays et équipage prisonnier à bord—1571; on s'occupe faire indemniser propriétaire de pertes matérielles—1571; on devrait s'occuper de l'équipage—1571; prétexte de la saisie, braconnage—1571.

Hon. R. Préfontaine—Département saisi de la plainte depuis un mois—1572; échange de cablogrammes—1572; rien ne sera négligé pour faire rendre justice à un Canadien—1572.

SAUVETAGE DE LA GOELETTE "JAMES W".

M. A. A. McLean—Signale sauvetage en 1904, sur Atlantique de goélette "James W" par SS. "Durango" de Sunderland, Ang.—4319; demande si gouvernement canadien va reconnaître héroïsme sauveteurs—4319.

Sir W. Laurier—Question nouvelle—4319.

SCRIPS DES METIS.

Hon. Foster—Signale article de la "Tribune" de Winnipeg, 17 mai; scrips accordés aux métis résidant aux E.-U. accaparés—6444; demande explications—6444.

Hon. Oliver—Dépose réponse gouvernementale à l'article de la "Tribune" cité par Hon. Foster—6541.

Hon. Foster—Demande renseignements relatifs à l'émission des titres au métis—7177.

Sir W. Laurier—Trois seulement émis, émission pas suspendue, mais commis trop occupés pour en préparer—7177.

Hon. Foster—Demande décrets relatifs à émission de scrips—7257; demande rapports Côté et McLeod—7257; veut savoir ce que sont devenues réclamations rejetées—7258; demande formules et récépissés—7258.

Sir W. Laurier—Plus on en donne à l'opposition, plus elle est exigeante—7258; l'appétit vient en mangeant—7258.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*SCRIPS DES METIS—*Suite.*

- Hon. Foster—Réclame documents relatifs à l'émission de scriptions aux métis—7589.
- Hon. Foster—Dernier rapport McKenna, 31 mai 1901—7822; décret 1904—7824; la prescription de M. Macdonald—7823; instructions Smart à Côté—7826; correspondances Macdonald et Chaffey—7829; requête des métis du comté de Folette Dakota nord—7836; réponse Keyes—7838; examen des documents—7838; compromis Chaffey, immoral—7840; personne dans le département ne s'est occupé des métis—7841; veut savoir s'il s'est fait émission de terres d'après ces certificats accaparés—7842; la part des métis, quatre-vingt cents l'acre—7842.
- Hon. Oliver—Le gouvernement n'a rien à cacher—7844; l'ami Chaffey—7845; impossible empêcher métis de transporter leurs droits à M. Macdonald ou un autre—7845; enquête immédiate ordonnée—7847.
- Hon. John Haggart—Ce dont on se plaint c'est que personne, sauf le nommé Macdonald ne fut prévenu que le gouvernement avait changé d'idée et permettait que les métis n'apparusent pas en personne pour réclamer leurs terres—7849; sans vigilance opposition les documents définitifs auraient été émis—7849.
- Hon. Foster—N'accepte pas simple enquête parmi métis—7850; veut interroger lui-même—7850.
- Sir W. Laurier—Impossible faire enquête sur simples insinuations—7851; M. Foster accuse sans preuve des employés de falsifications—7852; juge Myers de Winnipeg, chargé d'enquête—7852.
- Hon. Foster—Demande instructions au juge Myers quant à l'émission des scriptions—7900.
- Hon. Foster—Demande dépôt du décret nommant juge Myers pour s'enquérir de l'affaire des scriptions—8191.
- Hon. Oliver—Ordre a été donné de ne plus permettre faire choix de terres ou émission de titres en attendant enquête—8192.
- Hon. Foster—Lit dernière lettre Chaffey—8372; retire tous les protêts contre émission de certificats en faveur Macdonald—8372.
- Hon. Foster—Insiste pour savoir si conseils seront nommés devant commission d'enquête—8733.
- M. R. L. Borden—Nécessité d'avoir conseils—8733.
- Sir W. Laurier—Pas de décision prise encore—8733; sera prise sans retard—8733.
- Hon. Foster—Demande si gouvernement a décidé nommer avocats pour métis—8906; question pressante—8906; dépêche annonçant qu'on fait disparaître témoins—8907.
- Sir W. Laurier—Gouvernement a choisi quelqu'un pour conduire enquête—8990.
- Hon. Foster—Réclame documents relatifs aux scriptions aux métis—9244.
- Hon. Oliver—Dépose renseignements demandés—9291.
- Hon. F. Oliver—Dépose dernier paquet de documents relatifs aux scriptions des Métis—9395.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*SCRIPS DES METIS—*Suite.*

- Hon. Fitzpatrick—M. Isaac Campbell, C.R., de Winnipeg avait été invité à conduire enquête—9950; ne peut accepter—9950. cherche un autre—9950.
- M. Herron—Une classe de métis dans son comté n'ont pas eu certificats à cause malentendu dans réclamation—10037; demande si gouvernement s'en occupera—10083.
- Sir W. Laurier—Dangereux de créer classe nouvelle d'ayant-droits—10038; demande plus de renseignements—10038.

SERVICE METEOROLOGIQUE.

- Hon. Foster—Demande si gouvernement entend déplacer service météorologique de Toronto—9995; lit correspondance—9996.
- Hon. Préfontaine—Réponse demain—9996.

SERVICE MILITAIRE.

- M. G. H. Perley—Discute circulaire ministérielle dispensant les employés de gouvernement appartenant à la milice de prendre part aux manœuvres—1314; les patrons sont tenus de donner à leurs employés la latitude requise pour participer aux manœuvres—1314.
- Sir W. Laurier—Décision prise par conseil de défense avec avis de quatre experts militaires—1315; employés plus utiles dans leur bureau que sur le champ de bataille ou de manœuvre—1315.
- M. S. Hughes—Se plaint qu'on limite les grades auxquels pourront atteindre les employés civils—1315.
- Sir Fred. Borden—Donne lecture du règlement visé—1315.

SERVICE ENTRE LE CANADA ET LE MEXIQUE.

- Hon. Foster—Désirerait connaître à quelles difficultés le gouvernement se heurte pour l'établissement du service de paquebots entre le Canada et le Mexique?—67.
- Sir W. Mulock—Au printemps dernier le Mexique et le Canada ont fait chacun voter \$50,000 pour établir deux lignes, une sur l'Atlantique, l'autre sur le Pacifique—68; les soumissions reçues dépassaient \$100,000—68; Mexique désappointé résultat a demandé de remettre adjudication jusqu'à consultation de son ingénieur sir W. Pearson—68; le gouvernement mexicain va demander à son Congrès de porter la subvention à \$100,000, le gouvernement canadien fera de même—68; on espère ainsi pouvoir avoir le service de deux lignes—68.

SERVICE POSTAL A MELFORD, SASK.

- M. R. L. Borden—Lit lettre de plainte retard postal—10012; demande emploi du Canadian Northern qui fait gagner quarante deux heures—10013.
- Hon. Fielding—Négociations en cours pour nouveaux arrangements postaux—10013.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SERVICE POSTAL DE TORONTO—TUBES PNEUMATIQUES.

Hon. Foster—Désire savoir si soumissions seront demandées pour pose tubes pneumatiques—5934.

Sir W. Mulock—Ministre des Travaux publics répondra demain—5934.

Hon. Hyman—Contrat de posage des tubes pneumatiques adjugé—6049; département étudie meilleur mode de faire faire excavations. M. Galt, ingénieur—6049.

SERVICE RAPIDE DE STEAMERS CANADIENS.

Hon. Emmerson—Annonce traversée rapide du "Virginian"—9495.

M. D. D. Mackenzie—Signale essai de transport des dépêches par North Sydney—9997; dépêche Pottinger—9997; record de vitesse de l'I.C.R.—9997; record de traversée du "Scotia"—9997; gain de deux jours—9998; distances parcourues—9998; article "Daily Post", de Sydney, journal conservateur—9998; article "Halifax Chronicle"—9999; épreuve pas complète, retards imprévus—10001; avantages exceptionnels qu'offre Sydney—10002.

Hon. Fielding—Essai suivi avec intérêt—10002; magnifique résultat obtenu par l'I.C.R.—10002; honneur au ministre des Chemins de fer—10002; si on se sert de la route la plus courte de Belle-Isle, cependant, les steamers ne dévieront pas de leur course pour toucher à Sydney—10003; servira pour steamers prenant route du sud par Cap-Race—10003; l'ouest réclamera qu'on prenne la voie de Belle-Isle, plus courte—10003; gouvernement étudiera—10004.

M. T. S. Sproule—Inconvénients de la brume par route du sud—10004; expérience mérite d'être reprise—10004.

M. S. Hughes—Vaisseaux peuvent mieux approcher de Sydney par brume que d'Halifax—10005.

M. Wm. Roche—Col. Hughes connaît mieux la guerre que la navigation—10005; Halifax plus beau port du monde—10005.

Hon. Emmerson—Communiquera demain chiffres officiels du parcours—10006; comparaison entre débarquement à Sydney et à Rimouski—10006.

SIRENES DE BRUME A TORONTO.

M. A. Kemp—Se plaint installation signaux de brume sur île de Toronto—9498; fléau pour habitants de l'île—9498; citoyens s'opposent qu'on y fasse des essais—9498; lettre de protestation—9499; article "Evening Telegram"—9499.

M. Macdonell—Demande que sirène soit placée à l'extrémité de la jetée, au lieu de milieu—9500.

Hon. Préfontaine—Expériences nécessaires—9500; sifflets fabriqués à Toronto, il est juste qu'on en fasse l'essai là—9500.

M. Bergeron—Se plaint sifflets sur canal Lachine—9502.

M. Osler—La chose intéresse la santé des citoyens de Toronto—9503.

M. Sinclair—Demande transfert de fabriques de sirènes à New-Glasgow—9504.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SOLDATS DE LONDON A NIAGARA.

Sir Fred. Borden—Lit télégramme, disant que soldats de London à Niagara ont reçu offre de facilités d'aller voter à London et ont refusé—7492.

STATION AGRONOMIQUE DU NIAGARA.

M. J. E. Armstrong—Demande correspondance pour établissement stations agronomiques dans région frontière du Niagara—7852.

TAUX DE L'I.C.R.

M. Taylor—Rapporte discussion 17 mai—6723; avancés relatifs au taux confirmés par tarifs C.P.R. et G.T.R.—6724; relèvement de tarif pour Fredericton, Marysville et Gibson—6723.

Hon. Emmerson—A lu lettre du gérant du trafic—6725; avait oublié que ces endroits étaient affectés par entente entre G.T.R. et C.P.R.—6726.

M. O. S. Crocket—Ministre était dans l'erreur—6728; protestation de Frédéricton—6729; c'est le C.P.R. qui règle les tarifs de transport sur l'I.C.R. jusqu'à Frédéricton—6730; officiers de l'I.C.R. avouent injustice—6730; espère ministre remédiera—6730.

TELEGRAPHES ET TELEPHONES DU GOUVERNEMENT.

M. Boyce—Retire demande renseignements quant à coopération du gouvernement à construction des lignes de télégraphes ou téléphones—6233.

TELEPHONES DE PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAMS.

M. A. C. Boyce—Demande documents dont dépôt ordonné au sujet téléphones de Port-Arthur et Fort-Williams—2304.

Hon. Emmerson—Pas encore reçus de commission des chemins de fer—2304.

M. W. F. Maclean—Décision de la commission des chemins de fer dans question du téléphone à Fort-William et Port-Arthur—9756; deux ans en suspens—9755; rapport comité des téléphones arrivera trop tard pour cette session—9756; loi immédiate devrait être passée pour décider que la seule compensation à payer aux compagnies de chemins de fer sera dommage réel—9756; et pour imposer aux compagnies l'échange—9756; règlement de la question aux E.-U.—9756; exemple du Wisconsin—9756; imitons les Etats-Unis—9758; il faudrait un procureur général à poigne pour mâter la compagnie Bell—9760; le "graft"—9761.

Sir W. Laurier—Attendra rapport du comité—9761.

TERRES FEDERALES.

Hon. Foster—Demande dépôt de documents demandés relativement aux terres vendues au N.-O. pendant le dernier exercice—2098.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

TERMINUS DE WINNIPEG.

Hon. Foster—Demande de renseignements divers au sujet construction Transcontinental—9763.

Hon. Geo. Foster—Insiste que correspondance avec compagnies existe quant au terminus du G.T.P. à Winnipeg—10026; si correspondance existe, devra être déposée—10026.

TIMBRES DE COMMERCE.

M. Monk—Demande si le gouvernement va se rendre au désir de délégation et passer législation pour supprimer timbres de commerce—5255.

Sir W. Laurier—Le gouvernement s'en occupe—5255.

TRANSPORT GRATUIT DE FOIN SUR L'I.C.R.

Hon. Foster—Foin a-t-il été transporté gratuitement par I.C.R.?—60.

Hon. Emmerson—Oui, le 6 octobre 1904, à certaines conditions—60.

Hon. Foster—Demande documents sur transport de foin—960.

Hon. Emmerson—Très volumineux, sont poussés activement—960.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

M. W. F. Maclean—Se plaint que la Chambre se forme en comité de subsides quand les ministres sont absents—1295.

M. Macpherson—Propose inscrire certains bills pour deuxième lecture à prochaine séance—8189.

M. Sproule—Adverse au précédent à créer—8189.

Motion retirée—8189.

M. R. L. Borden—Demande au gouvernement de permettre délibération bill (n° 120), relatif aux fausses indications aux émigrants—8367 et bill (n° 67) amendant code criminel pour permettre option en faveur procès par jury, dans certains cas—8367.

Sir W. Laurier—Réfléchira—8367.

TRAVAUX DE CHATEAU RICHER.

M. Bergeron—Insiste pour avoir un état des dépenses faites à Château-Richer, comté de Montmorency, pour quai, brise-lames, etc., du 1er septembre au 15 novembre 1904—1063.

TRAVAUX TOPOGRAPHIQUES DU G.T.P.

Hon. Foster—Demande si ministre des Chemins de fer a quelque chose à communiquer sur travaux topographiques du G.T.P. entre Winnipeg et Québec—239; journaux contiennent déclarations semi-officielles—239; demande si quelque chose de précis—239.

Hon. Emmerson—Etudes préliminaires seulement—240; aucun rapport au ministère—240; commission doit faire rapport annuel—240.

Hon. Haggart—Veut savoir de qui dépend la commission—240.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*TRAVAUX TOPOGRAPHIQUES DU G.-T.-P.—*Suite.*

Hon. Emmerson—N'est pas sous dépendance absolue du ministère—240; corps complet régi par sa loi organique—241.

Sir W. Laurier—Discussion prématurée—241; rapports seront faits—241; rapports des journaux, "Globe" comme les autres sont de simples rumeurs—241.

UNION SAINT-JOSEPH D'OTTAWA.

Hon. N. A. Belcourt—Dépose et lit requête de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa demandant permission présenter acte d'incorporation—2598; propose que requête soit reçue et renvoyée au comité des bills privés—2599.

M. Sproule—Pas de raison—2599.

Motion adoptée—2599.

VACANCES DANS LA MAGISTRATURE.

M. R. L. Borden—Demande un état des places vacantes dans magistrature de Manitoba, Ontario et Nouvelle-Ecosse—7590.

Hon. C. Fitzpatrick—Lit état des vacances existant dans magistrature des provinces et cour suprême—8190.

VACANCE DANS LE MINISTERE.

M. Sproule—Demande quand ministère sera complété avec un représentant de l'ouest—3369.

Hon. Geo. Foster—Demande quand sera remplacé ministre de l'Intérieur démissionnaire—3572.

Sir W. Laurier—Impossible répondre maintenant—3572.

M. R. L. Borden—Demande si gouvernement peut dire quand vacance sera remplie au ministère de l'Intérieur—4206.

Sir W. Laurier—Répondra plus tard—4206.

VALEURS PROVINCIALES COMME PLACEMENTS DE FIDEICOMMIS EN ANGLETERRE.

M. R. L. Borden—Demande dépôt de correspondance avec provinces demandant que gouvernement fédéral fasse démarches pour admission valeurs provinciales en dépôts de garantie en Angleterre—9762; résolution Colombie-Anglaise—9762; comme le gouvernement fédéral a droit de veto sur législation provinciale il faudrait qu'il s'engageât à n'exercer ce droit qu'en conformité aux règles établies par Lords du trésor—9762.

Sir W. Laurier—Prêt à délibérer lundi—9762.

VENTES DE TERRES DU N.-O.

Hon. Foster—Demande qu'on presse l'achèvement du rapport indiquant les terrains vendus au N.-O.—1207.

VENTILATION DE LA CHAMBRE.

M. G. Taylor—Pas étonnant 4 députés morts au cours de session—8904; 75 degrés à l'Intérieur, 70 à l'extérieur—8904; air devrait arriver par tuyaux glacés—8905.

Hon. Foster—S'il faut abattre des murs qu'on les abatte—8905.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*VENTILATION DE LA CHAMBRE—*Suite.*

Sir W. Laurier—Promet insister auprès ministre Travaux publics—8905.

M. Bergeron—Offre Manny—8906.

M. C. Piché—M. Manny offre garantie—8906.

M. T. S. Sproule—Demande qu'on ouvre carreaux du plafond et fenêtres—8906.

VETERANS 1866 ET 1870.

M. Monk—Demande ce que veut faire gouvernement fédéral pour vétérans 1866 et 1870—6175; si gouvernement fédéral fait rien, s'adresseront à Québec—6175.

Sir W. Laurier—A l'étude—6175.

M. R. L. Borden—Vétérans d'Ontario réclament également—6175.

YUKON—ELECTION.

M. W. B. Northrup—Demande pourquoi l'élection du député élu au Yukon, 13 déc., Dr Thompson, pas paru encore à l'officiel—473; important que le Yukon soit représenté pour discussion autonomie nouvelles provinces—473.

Hon. Fitzpatrick—Rapport préparé sera soumis—473; président d'élection a usé de son droit en fixant au 7 février date à laquelle fera sa déclaration—474.

M. R. L. Borden—L'ouverture des boîtes a été fixée au 7 février—1032; cela mettra la proclamation de l'élection à la fin de mars—1033; la loi permet à l'officier-rapporteur de fixer pour l'ouverture des boîtes la date qui lui plaît—1033; cette loi devrait être changée—1033; demande si l'officier-rapporteur a motivé retard—1033.

Sir W. Laurier—Se renseignera—1033.

Hon. Fitzpatrick—Cas se présente pour la première fois depuis 25 ans—1033; loi devra être changée—1034; correspondance sera déposée—1034.

Sir W. Laurier—Dépose correspondance relative à l'élection du Dr Thompson—1115.

M. R. L. Borden—Manque documents demandés relativement au retard dans l'ouverture des boîtes de scrutin—1116.

Sir W. Laurier—Déposera lendemain correspondance officier-rapporteur—1204.

M. R. L. Borden—Lit toute correspondance avec Pierre Ledieu, officier-rapporteur et autres—1811; demande raison du délai dans proclamation du candidat élu—1313.

Sir W. Laurier—Deux élections ont eu lieu au Yukon, M. Ross et M. Thompson—1313; dans les deux cas, les délais ont été les mêmes—1313.

YUKON—TERITOIRES.

M. A. Thompson—Il a été question d'une nouvelle répartition possible des territoires restant du N.-O.—6646; le Yukon ne tient en aucune façon à être annexé à la Colombie-Anglaise.—6646.

MESSAGES.

ADRESSE.

Sir W. Laurier—Communique message remerciant de l'adresse—1398.

BUDGET 1905-06.

M. l'Orateur—Lit un message du Gouverneur général transmettant aux Communes le budget de 1905-06—59.

BUDGETS SUPPLEMENTAIRES.

Hon. Fielding—Remet message du Gouverneur général—6293.

M. l'Orateur—Lit message contenant sommes supplémentaires requises pour exercice se terminant 30 juin 1906—6293.

Hon. Fielding—Propose que message et crédits soient soumis au comité des subsides—6294.

Adopté—6294.

M. l'Orateur-suppléant—Lit deux messages de Son Excellence transmettant évaluations supplémentaires pour 1905 et 1906, respectivement—8927.

Hon. Fielding—Propose renvoi à comité de subsides—8927.

Adopté—8927.

Hon. Fielding—Remet message de Son Excellence—9609.

M. l'Orateur—Lit message contenant évaluation des crédits supplémentaires pour 1907—9609.

Envoyé au comité de subsides—9609.

CONFERENCES ENTRE SENAT ET COMMUNES.

M. l'Orateur—Lit message du Sénat proposant en cas de différend conférence libre—9243.

MOTIONS.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT.

BESOGNE DE LA CHAMBRE.

Sir W. Laurier—Dépose motion donnant priorité à propositions du gouvernement mercredis et jeudis à partir 15 février—858; feuilleton assez dégagé—858.

Hon. Foster—Demande bill d'autonomie—858.

M. Monk—Demande gouvernement dépose d'abord toutes ses propositions—859.

Motion adoptée—860.

Sir W. Laurier—Propose que, à partir de ce jour, bills gouvernement aient priorité le lundi—3483.

M. W. F. Maclean—Demande si le gouvernement déposera amendements à loi des chemins de fer—3484.

Sir W. Laurier—Oui—3484.

Hon. Fielding—Propose envoi de message au Sénat pour demander insertion d'amendements aux bills "Ideal Manufacturing Coy." et "Brevet Damen" déjà transmis—8582; amendements omis—8582.

Sir W. Laurier—Propose motion pour séances du matin et du samedi—9298; pas de subventions de chemin de fer—9299.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*BESOGNE DE DE LA CHAMBRE—*Suite.*

Sir W. Mulock—Propose institution d'une commission d'investigation sur le régime des téléphones en Canada, composée de MM. Burrows, Smith (Nanaimo), Johnston (C.-B.), Grant, Demers (Saint-Jean et Ibrerville), Foster, Monk, Maclean (York), Boyce, Roche (Marquette) et motionnaire—2789; moment venu de mettre service des téléphones à la portée du public, comme celui des postes—2790; en Angleterre service aux mains de l'Etat en vertu de législation récente—2790; au Canada, une compagnie puissante et plusieurs indépendantes—2790; diversité d'opinion quant à l'avantage de l'intervention de l'Etat—2790; pas préjugé, mais ne voit pas pourquoi l'Etat ne se chargerait pas de ce service, comme de celui des postes—2790; devoir incombe d'agir avec circonspection—2791; griefs existent—2791; demande ajouter nom de Zimmerman à motion—2791.

M. W. F. Maclean—Félicite gouvernement et ministre des Postes—2792; espère gouvernement nationalisera aussi les télégraphes—2792.

M. H. Logan—La nationalisation des télégraphes s'impose—2792; prix excessifs demandés là où pas de concurrence—2792.

M. Barr—Demande téléphone dans tous les bureaux de poste—2793; avec sage administration, téléphones nationalisés peuvent rapporter revenu—2793.

CONFERENCE ENTRE SENAT ET COMMUNES.

Hon. Fielding—Propose adoption résolution du Sénat au sujet des conférences—9496. Adopté—9496.

Propose envoi message d'acceptation au Sénat—9496. Adopté—9496.

RADIATION DE BILLS.

Hon. Fitzpatrick—Propose radiation bill (n° 157) concernant district de Keewatin et bill (n° 158) concernant district de Mackenzie—8366; administration sera confiée au Gouverneur en conseil directement—8366; nouveau bill préparé—8366.

RECEVEUR DE POSTE DE THESSALON.

Sir W. Mulock—Fait motion pour déposer documents relatifs à receveur de poste de Thessalon—6786; expose conditions dans lesquelles révocation remise à l'étude—6787; rapports sur déficit—6788; il n'est pas le premier ministres des postes qui, dans circonstances graves ait usé de discrétion—6788; sur demande de l'opposition, enquête, de nouveau, ordonnée—6789.

M. A. Boyce—Demande remise de discussion—6790; papiers et documents incomplets—6790.

Adopté—6792.

MOTIONS PAR DES DEPUTES.

BESOGNE DE LA CHAMBRE.

M. A. Johnston—Propose inscription d'une liste de bills du Sénat pour deuxième lecture—8286.

MOTIONS PAR DES DEPUTES—*Suite.*BESOGNE DE DE LA CHAMBRE—*Suite.*

Hon. Brodeur—Procède quant aux bills venant du Sénat—8286.

Motion adoptée—8286.

M. Bickerdike—Propose que bill du Sénat (n° 149) chemin de fer de la rive Sud et (n° 191) chemin de fer de Joliette et lac Menuan, soient inscrits aux bills privés—9494.

Adopté—9494.

FONCTIONNAIRES FEDERAUX AU N.-O.

M. R. S. Lake—Demande déclaration précise si le ministre de l'Intérieur veut interdire aux fonctionnaires de son département au N.-O. de prendre part active aux élections provinciales et fédérales—9938; déclarations ministérielles équivalent à dire que fonctionnaires peuvent s'occuper d'élections en faveur candidats du gouvernement—9939; attitude des fonctionnaires britanniques—9940; distinction faite par sir W. Laurier entre service civil, au Canada et aux E.-U.—9940; cas d'intervention cités à la Chambre—9941; entraîne négligence dans le service—9942; situation actuelle répugne aux fonctionnaires respectables—9942; déclaration premier ministre, affaire Jonasson—9942; propose motion en amendement à formation en subsidence imposant défense aux fonctionnaires de participer aux luttes électorales—9942.

Hon. F. Oliver—Rien ne justifie conclusions de M. Lake—9943; fonctionnaires de l'intérieur au N.-O. travaillent et ne se plaignent pas—9943; destituerait tout employé qui abuserait de son autorité pour intimider électeur—9943; refuse à lui-même et à l'opposition de dicter aux fonctionnaires pour qui ils doivent voter et quelle attitude ils doivent prendre—9943; ne destituera jamais un employé pour avoir exprimé son opinion au cours d'une lutte électorale—9944; employés à salaire et à commission, pas dans le même cas—9945; assure que l'intérêt public ne souffrira pas de l'intervention des fonctionnaires—9945; accusations injustifiables—9945.

M. R. L. Borden—Pas de cas particulier, consécration d'un principe—9946; état de chose dans N.-O. exige application des principes énoncés par premier ministre en 1896-97—9946; intervention politique dans Nord-Ouest plus funeste qu'ailleurs, à cause influence fonctionnaires—9947; résolution proposée répète paroles de sir Wilfrid Laurier en 1896—9947.

Sir W. Laurier—Résolution contient ce que le gouvernement a prôné et promis d'exécuter—9947; un fonctionnaire public qui se mêle d'élection est un sujet de scandale—9948; réduit la valeur de ses services en se mettant en conflit d'opinion avec une partie de la population—9948; difficile tracer règle précise, chaque cas doit être jugé en particulier—9948; ministre doit décider si mesure dépassée—9948; un employé civil ne doit pas faire autre chose que déposer son vote—9948; ne doit pas agir comme agent de propagande—9949; accepte résolution—9949.

MOTIONS PAR DES DEPUTES—*Suite.*FONCTIONNAIRES FEDERAUX AU N.-O.—*Suite.*

Hon. Foster—Satisfait déclaration premier ministre—9949 ; n'a jamais voulu préjuger cause—9949.
Amendement adopté—9949.

MESURES CONTRE LA TUBERCULOSE.

M. G. H. Perley—Propose formation d'un comité conformément à résolution passée au sujet de la tuberculose—8842 ; noms donnés—8842.

Motion adoptée—8843.

M. G. H. Perley—Propose que message soit envoyé au Sénat l'informant formation comité—8843.

Adopté—8843.

MOTION DE CENSURE.

NORTH ATLANTIC TRADING CO.

M. Osler—Sur motion de formation en subsidie propose que la Chambre est d'avis qu'il doit être mis fin au contrat avec North Atlantic Tdg. Co.—9655 ; compagnie sans existence—9655 ; article de la "Voice", de Winnipeg—9656 ; les agents ainsi syndiqués prennent simplement les listes d'immigrants des grandes compagnies et se font payer primes—9657 ; aucune garantie—9657 ; dangers d'un contrat de 10 ans—9657.

Hon. Oliver—Heureux de voir enfin l'opposition s'occuper de l'immigration—9658 ; depuis des années on paie des primes—9658 ; arrangements conclus à cause des lois prohibant immigration—9658 ; nous ne payons pas plus cher que ne payaient les conservateurs pour cette catégorie d'immigrants—9659 ; aucune objection sérieuse avancée—9659.

Hon. Foster—S'étonne qu'un fonctionnaire ait pu engager le gouvernement et le pays pour 10 ans—9660 ; contrat conclu, et rien encore déposé devant le parlement—9661 ; ni lord Strathcona, ni M. Preston n'avaient le droit d'engager ainsi le gouvernement—9661 ; le ministre de l'Intérieur traite avec un personnage fictif, n'a aucun contrôle—9661 ; aucun mode de vérification de distribution des brochures—9663 ; les fraudes quant à la nature des immigrants—9663 ; nous ne pouvons consentir à jeter l'argent au feu—9664.

Sir W. Laurier—Le Parlement a ratifié le contrat en votant déjà, en connaissance de cause, les fonds pour le mettre à exécution—9664 ; articles de journaux pas confirmés par les faits—9665 ; s'il y a des fraudes, il faudra les prouver—9665 ; systèmes suivis par les conservateurs—9665 ; pas d'inconvénient au paiement de primes pour adultes—9666 ; l'immigration venant par familles entières, la meilleure—9666 ; prime pas trop élevée—9666 ; admet matière à enquête—9666.

M. R. L. Borden—Le contrat prête le flanc à des abus—9666 ; le gouvernement devrait se mettre en mesure d'annuler le contrat à la première occasion—9667 ; défense de propagande à l'étranger existe aussi bien pour individus que pour gouvernement—9668 ; si le gouvernement

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*M. R. L. Borden—*Suite.*

n'est pas en mesure d'affirmer que les fraudes indiquées n'existent pas, motion Osler devrait être acceptée—9669 ; encouragement à l'immigration britannique d'abord—9670 ; a pu avoir déjà entendu parler d'une prime de cinq dollars, mais jamais d'un contrat de dix années—9670.

Hon. Fielding—Note avec plaisir certificat de moralité tiré du fait cité par M. Borden qu'on expédie des bibles dans 32 langues au N.-O.—9671 ; preuve de propagande, protestation contre distribution de circulaires dans Europe continentale—9671 ; supposition ayant cours qu'immigration continentale protégée aux dépens d'immigration britannique résulte de faux télégrammes envoyés intentionnellement—9672 ; nous payons autant au total, tous frais considérés, pour les uns et les autres de ces immigrants—9673.

M. U. Wilson—Différence entre primes payées—9674 ; le Canada n'a pas eu un sixième de l'émigration britannique de ces dernières années—9674 ; ne pas se presser pour donner nos terres aux patrias d'Europe—9675 ; coût des hôpitaux de l'Ouest causé par mauvaise immigration—9675 ; ne comprend pas limitation des immigrants d'un même pays à 5,000 s'ils sont bons—9676 ; le "Star" et les annonces—9677 ; les molokans—9677 ; rapport de l'Institut Hirsch de Montréal—9678 ; rapport des institutions de secours de Montréal et de Toronto—9681 ; l'examen des immigrants, rapport Dr Sheard—9682 ; M. Preston et l'immigration anglaise—9683 ; M. Fowler et l'immigration étrangère, déclarations 1902, 1903—9687 ; il faut mettre un terme à cette immigration et attirer immigration anglaise—9687.

Hon. Oliver—Discussion en 1900 du contrat devant comité d'agriculture—9688 ; rapport Preston—9690.

M. Sproule—Avait cru à contrat entre gouvernement et compagnies de navigation—9691 ; nous avons ouvert nos portes à 3,000 immigrants refusés par les Etats-Unis—9691 ; a prêté main-forte à M. Oliver pour combattre immigration étrangère—9692 ; immigrants prétendus cultivateurs—9693 ; crédits gaspillés—9693 ; rumeurs sur M. Preston—9694 ; contrat ni sage, ni étudié—9694.

M. Miller—Adverse à l'immigration d'individus débiles ou malades—9694 ; ne s'oppose pas à ceux qui ne parlent pas notre langue et qui ne sont pas au courant de l'état de chose du pays—9694 ; les Allemands excellents colons—9694 ; le plus il en viendra au Canada le mieux ce sera—9695.

M. W. Roche—Sévérité de l'inspection médicale à Halifax—9696 ; correspondance avec ligne Hambourg-Américaine—9697.

M. S. Barker—Rétablit discussion devant le comité d'agriculture—9698 ; témoignage Smart—9698 ; témoignage Pedley—9699.

Sir W. Laurier—Promet déposer contrat—9699.

Motion Osler, mise aux voix—9700.

Rejetée : 40 pour, 76 contre—9700.

MOTIONS DISCUTEES.

AUTONOMIE DU N.-O.

M. Monk—Demande correspondance entre gouvernement du Canada et gouvernement des Territoires au sujet de l'autonomie du N.-O.—626 ; pour compléter documents déposés session dernière—626.

CANAL WELLAND—LOYER DES CHUTES D'EAU.

M. W. German—Demande état donnant pouvoirs hydrauliques loués sur canal Welland, noms, conditions, etc.—2192 ; confusion actuelle dans les baux—2193 ; un grand nombre de locataires en dette—2193 ; tous ces baux devraient être annulés et de nouveaux arrangements faits à des conditions proportionnées et équitables—2193 ; on pourrait retirer un bon revenu pour le pays—2194.

Hon. Emmerson—Etudie la question—2194 ; arrérages ont été perçus—2194 ; si les baux ne sont pas payés, ils seront annulés si le gouvernement a ce droit—2194 ; certains baux ont été renouvelés avec augmentation—2194 ; partout on commence à relever les prix—2195.

Etat ordonné—2195.

CHEMIN DE FER DE CAPLIN A PASPEBIAC.

M. Ames—Demande copie de documents relatifs à certains paiements et enquêtes Mothersell et angelier—3318.

Hon. Brodeur—Suggère changements et additions—3318 ; adoptés—3318.

Copie ordonnée—3318.

COMMISSION DES CHEMINS A BARRIERES DE L'ILE DE MONTREAL.

M. F. D. Monk—Demande série de renseignements relatifs à la situation financière de la commission des chemins à barrières de l'île de Montréal—420 ; ajoute montants payés pour commutation—420 ; soumettra plus tard une proposition au gouvernement—421.

Dépôt ordonné—421.

COMMISSION DU PORT DE MONTREAL—HANGARS PERMANENTS.

M. Monk—Demande copie de toute correspondance entre commission du port de Montréal et ministère de la Marine au sujet des hangars permanents—160 ; espère faire lumière sur différends qui ont entravé exécution des travaux—160 ; demande quels changements gouvernement entend faire dans commission—160 ; législations successives relatives à la commission depuis Chap. 20 des Statuts de la 6e année de Guillaume IV—161 ; composition actuelle de la commission et fonctionnaires subordonnés—162 ; statistiques de 1900 du commerce et droits perçus pour Montréal, Québec, Saint-Jean et Halifax—162 ; commission n'a pas fait de rapport au ministère de la Marine depuis 1902—162 ; position financière de la commission—163 ; développement du port de Montréal—164 ; désaccord depuis 1902—164 ; suspension des travaux des hangars—165 ; ouvriers de la Dominion Bridge sans ouvrage—165 ; manœuvre électorale

MOTIONS DISCUTEES—Suite.

M. F. D. Monk—Suite.

dans Jacques-Cartier—165 ; demande que le Gouvernement mette d'accord ingénieur de la commission et ingénieur consultant—166 ; on parle de désaccord entre le ministre et M. Bickerdike—166 ; modifications suggérées—166 ; danger de faire instrument politique—167 ; on devrait conserver, tout en donnant la direction au gouvernement, la représentation des divers intérêts de Montréal—167 ; les rapports de la commission dans le "Witness"—167 ; pronostics des intentions du gouvernement donnés par la "Presse"—168.

M. R. Bickerdike—Sait que le gouvernement accordera dépôt des papiers—168 ; intervient parce que mis en cause—169 ; divergences d'opinions dans commission comme dans caucus conservateurs—169 ; divergence garantit le bon emploi de l'argent—169 ; débats préliminaires des plans de construction des hangars—169 ; décision prise janvier 1903—169 ; pas de retards, absurde parler cessation travaux à Lachine—170 ; aucun changement décidé par gouvernement—170 ; commission veut le port Montréal bien outillé—170 ; droits de port réduits 40 p.c. et cependant intérêt payé—170 ; retard du rapport provient difficultés d'inventaire—170 ; sera publié dans un mois—170.

Copie ordonnée—170.

COMMISSION DU PORT DE MONTREAL—HANGARS PERMANENTS.

M. Ames—Demande copie correspondance entre M. St-Georges, ingénieur surveillant des hangars permanents et ministre de la Marine et entre celui-ci et commissaires du port de Montréal—720 ; pour rassurer le public qui croyait que le gouvernement allait modifier le projet de construire hangars à deux étages—720 ; déclaration de M. Reford, rapport du "Herald"—721 ; espère que gouvernement changera pas d'avis—721 ; hangars à deux étages promis—721 ; grosse affaire si plans actuels abandonnés et si l'on revenait aux hangars à un étage—722 ; tous les grands ports du monde, deux étages—722 ; augmentation du port de Montréal—723.

Hon. Préfontaine—Papiers seront déposés—723 ; on a constaté que hangars à deux étages ne rendraient pas les services attendus—724 ; MM. St-Georges et Marchand font rapport—724 ; entrevue avec l'association des expéditeurs—725 ; essai de satisfaire tout le monde—725 ; gouvernement ou ministère ne font rien pour mettre construction hangars en danger—725.

Copie ordonnée—725.

COMMUNICATIONS ENTRE I.P.-E. ET TERRE FERME.

M. Lefurgey—Demande copie de toute correspondance ou rapports sur travaux à faire pour construire jetée près de Carleton Point ou Cap Traverse, I.P.E., pour faciliter communications d'hiver entre I.P.-E. et terre ferme—2389 ; vient pas en mendiant, réclame droits—2389 ; I.P.-E. arrivée au point où patience cesse d'être

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*COMMUNICATIONS ENTRE I.P.-E. ET TERRE FERME—*Suite.*M. Lefurgey—*Suite.*

une vertu—2890 ; souffrances de l'île—2890 ; accroissement du commerce et accroissement proportionnel des pertes—2890 ; diminution de population due au défaut de communications—2891 ; l'industrie des pommes de terre—2891 ; nécessité d'un tarif de transport direct—2891 ; demande un bateau à chaque extrémité de l'île pour faire la traversée de l'est et celle de l'ouest—2892 ; le trajet de Pictou à Georgetown—2893 ; le trafic demande troisième steamer—2893 ; insuffisance du "Stanley" et du "Minto"—2893 ; les vaisseaux du détroit de Mackinac—2893 ; le tunnel et les résolutions de Charlottetown—2894 ; le ministre des Finances et le dernier règlement avec l'I.P.-E.—2896 ; texte du décret—2896 ; discussion en Chambre en 1901—2898 ; impossible révoquer obligation sans faire appel parlement impérial—2898 ; article financier relatif à l'I.P.-E., dans pacte d'union—2899 ; dette réelle de l'île à l'entrée dans la confédération—2901 ; sommes reçues annuellement par I.P.-E. du gouvernement du Canada, de toutes sources, \$691,870—2902 ; participation de l'I.P.-E. au revenu du Canada, proportionnellement—\$1,413,396—2902 ; excédent des sommes versées par I.P.-E., \$721,526 annuellement—2902 ; historique du projet de tunnel—2904 ; rapport sir Douglas Fox—2905 ; on peut dire que tunnel coûterait \$10,000,000—2906 ; coût actuel du service par bateaux, \$492,217—2907 ; coût de l'intérêt sur tunnel, \$300,000—2907.

M. J. J. Hughes—Sir Wilfrid Laurier et les engagements envers l'île—2909 ; aucune amélioration—2910 ; méthode de passage des bateaux à force de bras—2910 ; incidents de ces traversées—2911 ; les brise-glaces nécessaires—2912 ; le "Scientific American" et l'"Ermack"—2913 ; sir John Macdonald et le tunnel—2914 ; sir Chs Tupper et tunnel—2915 ; sir W. Laurier et le tunnel—2915 ; le tunnel entre l'île de Wight et la terre ferme—2916 ; les forages de sir Douglas Fox—2916 ; avantages pour l'île de communications régulières—2918 ; la "Gazette" et le tunnel—2920 ; le projet mérite considération—2920 ; les députés de l'I.P.-E. ne marchandent pas leurs votes pour les grandes entreprises du pays—2921.

M. A. A. McLean—Les termes de l'entente—2922 ; qu'entend-on par service efficace?—2922.

Hon. G. Foster—Depuis son entrée dans la vie publique on discute cette question—2923 ; ne croit pas possible construire brise-glaces suffisamment forts pour traverser—2924 ; demande enquête parlementaire sur valeur pratique et frais d'un tunnel—2924 ; l'île du Prince-Edouard est avec nous et y restera—2925 ; une seule autorité serait meilleure que partage entre Postes et Marine pour mener à bien cette question des communications—2926.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*COMMUNICATIONS ENTRE I.P.-E. ET TERRE FERME—*Suite.*

Hon. C. S. Hyman—Pas besoin commission parlementaire—2926 ; ministres des départements intéressés disposés à accomplir leur tâche—2926 ; deux rapports relatifs au débarcadère signalés dans motion—2927 ; seul endroit propice Carleton, coûterait \$1,300,000—2927 ; capitaines pas convaincus que résultat serait satisfaisant—2927 ; ingénieurs du gouvernement devraient d'abord étudier question tunnel et faire un rapport—2927.

DIRECTEUR DE POSTE DE SHELBURNE, ONTARIO.

M. J. Barr—Demande correspondance relative à renvoi de M. Berwick, maître de poste de Shelburne, Ont., 7 mars 1903—621 ; carrière de M. Berwick—622 ; s'occupe d'affaires commerciales mais se tient à son bureau—622 ; convoitises libérales—622 ; congédié après 37 ans de service—622 ; le nouveau gouvernement d'Ontario pourrait congédier tous les employés libéraux—623 ; dangers de l'introduction du système "au vainqueur les dépouilles"—624.

Sir W. Mulock—Raisons données par M. Barr les vraies raisons—623 ; dans une ville comme Shelburne ne peut pas être à la fois épicier et maître de poste—624 ; a gardé son emploi 37 ans, ne peut pas se plaindre—624.

M. Barr—Il y a des sénateurs plus vieux que cela—625.

Sir W. Mulock—Les documents seront déposés—625.

DIRECTEUR DE POSTE DE THESSALON.

Hon. Foster—Copie de correspondance relative à destitution de J. B. Doble, directeur de poste à Thessalon—3317.

M. l'Orateur—Réservé—3317.

DONNEES THERMOGRAPHIQUES.

M. Henderson—Copie des données thermographiques sur vaisseaux subventionnés en 1903—1846.

Sir W. Laurier—Long travail—1846. Copie ordonnée—1846.

ENQUETE DU "CAP-BRETON", DEMISSION DU CAPITAINE SALMON.

M. Ames—Demande copie de correspondance entre ministre de la Marine, sous-ministre et capitaine Salmon au sujet de l'enquête sur collision "Canada" et "Cap-Breton"—401 ; enquête faite sans participation de la Cie Richelieu—402 ; après décision rendue, capitaine Salmon, juge enquêteur démissionne parce qu'embarassé par le département de la Marine dans l'accomplissement de ses fonctions—402 ; après annonce de la date du jugement, le capitaine Salmon a reçu demande d'accepter témoignages rendus à Québec devant cour d'amirauté—403 ; Salmon refuse et reçoit ordre du département de surseoir à son jugement jusqu'à avis ultérieur—403 ; réponse Salmon à demande du sous-ministre de divulguer antérieurement teneur de son jugement—404 ; a

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*ENQUETE DU "CAP-BRETON", DEMISSION DU CAPITAINE SALMON—*Suite.*

M. Ames—*Suite.*

démissionné—404 ; Salmon remplissait les fonctions de juge et jouissait de tous les privilèges d'une cour de justice—404 ; la nouvelle de la retraite de M. Salmon sera préjudiciable en Angleterre—405 ; il était important dans l'intérêt du commerce et pour le taux des assurances d'établir librement les responsabilités—405.

Hon. Préfontaine—Salmon n'était pas autorisé à rendre un jugement—406 ; c'était une enquête préliminaire, texte de la loi—406 ; tout le temps de l'enquête il était sous la direction du ministre—407 ; la compagnie Richelieu n'a pas participé à l'enquête parce qu'elle avait porté sa cause à Québec devant la cour d'amirauté—407 ; a demandé de suspendre enquête jusqu'à décision cour d'amirauté—407 ; quand Salmon a persisté le ministre a donné ordre de suspendre enquête—408 ; l'Acte des sinistres maritimes—409 ; la coutume suivie en Angleterre par le Board of Trade confirme cette conduite—409 ; entrevue du ministre de la Marine et du "Star", Montréal 6 octobre 1904—410 ; le "Scotsman" d'Edimbourg et le capitaine Salmon—410 ; le cap. Salmon et le cap. du "Cap-Breton"—411 ; suspension non justifiée—411 ; ignorance de la loi, les juges de paix—411 ; malice, ignorance et injustice de Salmon—412 ; certificat remis au cap. du "Cap Breton"—412 ; aucune objection à dépôt de documents—412.

M. Monk—Jamais on n'a prétendu que le cap. Salmon conduisait seulement une enquête préliminaire—413 ; autre article en vertu duquel Salmon conduisait enquête—413 ; la cour d'amirauté jugeait une question d'intérêt privé, l'enquête Salmon jugeait la question d'intérêt général—414 ; quelle que fût l'enquête le commissaire enquêteur n'avait pas d'ordres à recevoir du ministre—414 ; le ministre s'est arrogé des pouvoirs qu'il n'avait pas—414.

M. R. Forget—Attitude du ministre approuvée par avocats éminents—415 ; le cap. Salmon en face des procédures devant la cour d'amirauté menace de rendre jugement instanter—415 ; le capitaine Salmon voulait influencer les témoins—415 ; procédure devant la cour d'amirauté non seulement civile, mais encore criminelle—416 ; Salmon récusé parce que ne connaissait pas la loi locale du port de Sorel—416.

Hon. Haggart—La Chambre n'a pas à juger le fond du litige, mais l'ingérence du ministre dans les devoirs d'un fonctionnaire—417 ; ministre et sous-ministre se sont immiscées dans enquête ordonnée par la loi—417 ; triste leçon pour fonctionnaires qui voudront suivre la voie du devoir—418.

M. Ames—Salmon croyait qu'il s'agissait d'une enquête régulière—418 ; si le ministre craignait qu'il y eût déni de justice, il pouvait attendre le jugement et l'infrimer—418 ; compliments de l'hon. M. Préfontaine au cap Salmon, en 1903—419.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

ETABLISSEMENTS FRIGORIFIQUES.

M. A. Martin—Demande état des établissements frigorifiques pour la boîte, rapports, personnel, à qui vendu, etc.—1849.

Hon. Préfontaine—Trop volumineux—1849 ; noms inconnus—1849 ; M. Martin invité à feuilleter les documents au ministère—1849.

FRONTIERES DU MANITOBA.

M. W. J. Roche—Demande copie de pétitions, mémoires, résolutions de la législature du Manitoba relatifs à l'extension des limites à l'ouest et au nord—1847.

Sir W. Laurier—Demande remettre motion à lundi—1847 ; correspondance sera complète alors—1847.

Hon. Haggart—Demande dépôt documents avant débat bill d'autonomie—1847.

Sir W. Laurier—Aucun rapport—1847.

GRAND-TRONC-PACIFIQUE—PLANS.

M. A. Boyce—Demande copie des plans déposés par Cie du G.T.P., indiquant terminus sur le Pacifique et à Port-Arthur, Fort-William et Winnipeg—958.

Hon. Emmerson—Pas de plans déposés et approuvés—958 ; impossible soumettre plans pas approuvés, ce serait encourager spéculation—958.

M. A. Boyce—Demande s'il y a des plans déposés—959.

Sir W. Laurier—Oui—959.

Motion réservée—959.

GRAND-TRONC-PACIFIQUE — PLAN DES GARES EXTREMES.

M. A. C. Boyce—Copie des plans déposés au ministère des Chemins de fer par Cie G.T.P. pour gares terminus du Pacifique, de Port-Arthur, Winnipeg, Fort-William—2928 ; refus du ministre de déposer ces plans—2928 ; déclare sur sa responsabilité de membre des Communes qu'il est informé qu'on a obtenu copie de ces dessins—2928 ; la loi de la commission des chemins de fer ne s'applique pas à la division de l'est du Transcontinental—2930 ; l'intérêt public n'aurait pas à souffrir si ces plans étaient déposés sur le bureau de la Chambre—2930 ; à moins de garantie sérieuse que personne n'y aura accès, ces plans devraient être rendus publics—2930 ; les intentions de la compagnie à l'égard de Port-Arthur ont certainement transpiré—2931 ; ces intentions ont donné lieu à des spéculations—2931.

Hon. Emmerson—Plans du Pacifique ne doivent pas être divulgués avant d'avoir été approuvés par le ministre des Chemins de fer—2932 ; enquête faite, fonctionnaires déclarent impossible qu'il y ait eu communication des documents aux étrangers—2932 ; différence entre les deux cas, section de l'ouest et de l'est—2934 ; communication des plans avant adoption contraire à doctrine constitutionnelle—2934.

M. Lancaster—Absurde de dire que le gouvernement ne peut pas divulguer les plans, si la compagnie peut le faire—2935 ; le ministre défenseur des intérêts des chemins de fer—2935 ; rien dans la loi

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*GRAND-TRONC-PACIFIQUE — PLAN DES GARES EXTREMES—*Suite.*

M. Lancaster—*Suite.*

ne dit que ces documents ne sont pas du domaine public une fois remis aux mains du ministre—2936; ministre outrepassa ses droits en refusant communication à la Chambre—2936.

M. S. Barker—Huit mois de secret—2937; pis qu'en Russie—2937; ministre a mis les plans sous clef et n'y a plus pensé—2937; s'il n'y a pas négligence, il y a un motif, lequel?—2938.

M. W. A. Gallihier—L'interprétation stricte de la loi—2938; ministre a raison de ne pas faire connaître les plans—2939.

Hon. Foster—La loi n'a jamais songé à établir que le secret devrait être observé—2940; la compagnie peut déposer plusieurs plans et en donner des copies à qui elle veut—2940; le public peut obtenir ces plans du Grand-Tronc—2941, de fait, des associations immobilières importantes ont de ces plans—2941; il importe peu que des spéculateurs souffrent des dommages du fait d'un changement dans les plans—2941; les ministres sont comme les directeurs d'une compagnie, le public représente les actionnaires—2942; ceux-ci demandent des renseignements, ils ont le droit de les obtenir—2942; ministre ne connaît pas mieux l'intérêt public que le parlement—2943.

M. H. Lennox—Cite la loi de 1888—2944; la loi n'a jamais pensé que ces plans devraient être secrets—2945; la population a le droit de se faire entendre par ses députés avant que décision soit prise—2945.

M. S. Hughes—Quand la loi a ordonné le dépôt des plans, c'était pour permettre au public d'en prendre connaissance—2946.

M. Boyce—Demande si le ministre retarde approbation des plans pour prolonger délai de construction—2948; le secret d'ailleurs a été éventé—2948;

Hon. Foster—Refus du ministre non motivé—2949; il serait dangereux de laisser, de son libre arbitre, un ministre refuser au parlement assemblé communication d'un document—2949.

Hon. Fielding—Discrétion ministérielle—2949; pas nécessaire communiquer documents d'affaire non terminée—2950; usage anglais—2950.

Motion rejetée sur division—2950.

GRAND-TRONC-PACIFIQUE, TRACE COMTE DE JOLIETTE.

M. Monk—Demande état des noms et sommes dépensées par le gouvernement pour arpentages dans comté de Joliette pour G.T.P.—2160.

Hon. Emmerson—Propose mettre "par gouvernement ou commission du Transcontinental"—2160.

Adopté, dépôt ordonné—2160.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS.

M. Clements—Demande état des importations de certains articles agricoles des E.-U. en Canada en 1903 et 1904—3318.

Hon. Brodeur—Suggère d'ajouter importations par provinces—3318, adopté—3318. Etat ordonné—3318.

INONDATIONS A VERDUN, P.Q.

M. Monk—Demande copie de correspondance entre municipalité Verdun et ministère de la Marine au sujet des inondations—477; développement de Verdun depuis 1896—477; inondation produite par accumulation de l'eau dans le déversoir de l'aqueduc de Montréal—477; faudrait prolonger mur de protection du Saint-Laurent jusqu'en face de Verdun—477; demande enquête par ingénieur compétent, M. Saint-Georges, par exemple—478; Verdun en dehors des limites de la juridiction de la commission du port de Montréal—478; protection incombe au ministre de la Marine—478; candidat libéral dans Jacques-Cartier aux dernières élections s'était engagé à faire exécuter travaux de protection—478; prolongement du mur de protection n'entraînerait pas grande dépense—479; élévation du talus du bief de l'aqueduc à son raccordement avec Saint-Laurent clairement sous juridiction ministre de la Marine—479.

Hon. Préfontaine—Déposera papiers—479; verra s'il y a lieu de faire enquête—479.

INSPECTION DES GRAINS.

M. Ames—Demande copie de correspondances des chambres de commerce de Montréal et Toronto au sujet de nomination d'experts en vertu de l'Acte d'inspection des grains—1842; experts, tribunal d'appel des inspecteurs de grains—1842; lettre sous-ministre du commerce aux chambres de commerce—1843; gouvernement prend trois noms seulement suggérés par chambre de commerce de Montréal—1843; nommé majorité bureau en dehors de chambre de commerce de Montréal—1843; protestation—1844; deux noms rayés sur les cinq proposés parce que ces personnes avaient critiqué le projet du gouvernement—1844; à Toronto et à Winnipeg, noms proposés acceptés—1845.

Sir W. Laurier—Gouvernement n'accepte pas de jouer le rôle de secrétaire de la chambre de commerce de Montréal—1845; a le droit de s'enquérir des propositions—1846; MM. Carruthers et Metcalfe rejetés—1845.

Copie ordonnée—1846.

INTERCOLONIAL — CHANGEMENT DE RAILS.

Hon. Foster—Demande état, par année, depuis 1897 des rails changés sur l'I.C.R. et emploi des anciens—2161.

Hon. Emmerson—Demande que l'état parte du 1er juillet 1879—2161.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

INTERCOLONIAL—CHEF DE GARE DE FREDERICTON.

M. Crockett—Demande copie du rapport de MM. Tiffin et Price qui a provoqué destitution de M. O. White—202.

Hon. Emmerson—Rapport verbal seulement—202.

Hon. Haggart—Quand ministre répond à question devrait dire s'il s'agit de rapport verbal ou écrit—202.

INTERCOLONIAL ET CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. Kemp—Demande montants payés pour dommages ou compensations, etc., sur ces lignes du 30 juin 1904 au 1er janvier 1905?—401.

M. Kemp—Limite question à "dommages tels que constatés dans rapport de l'auditeur général—401.

En suspens—401.

INTERCOLONIAL, GARE A SYDNEY.

M. A. Martin—Demande état des sommes perçues pour transport à la station de Sydney de 1900 à 1904, noms des expéditeurs, etc.—1846.

Sir W. Laurier—Affaires de particuliers—1847; préparation prendra une année—1847.

M. A. Martin—On dit tarif pas uniforme—1847.

Remis—1847.

RECETTES DU CHEMIN DE FER "CANADA EASTERN."

M. O. S. Crockett—Demande correspondance au sujet d'achat du "Canada Eastern" de l'Alexander Gibson Ry. and Mfg. Coy. et dépenses—768.

Hon. Emmerson—Impossible fournir recettes brutes de ce chemin, il fait partie intégrale du réseau de l'état—768.

Hon. Haggart—Le ministre des chemins de fer doit pouvoir se procurer ces détails pour n'importe quelle partie du réseau—769; doit faire un compte à part—769.

M. S. Hughes—Expose moyen d'obtenir l'information requise—769.

M. S. Hughes—Demande un relevé de gare à gare—770.

M. R. L. Borden—On grossit la difficulté—770; vaut mieux passer motion sous forme primitive—770.

Hon. Emmerson—Pas d'objection—770.

RECETTES DOUANIERES DES TERRITOIRES DU N.-O.

M. W. J. Roche—Demande recettes des douanes intérieures et extérieures de différents bureaux des territoires du N.-O. pour dix dernières années—627.

Hon. Paterson—Donnera état annuel et décennal—627.

RECLAMATION DE JAMES CLARKE.

M. Ward—Demande copie de correspondance relative à réclamation de J. Clarke pour inondation par rivière Otonabee—1455.

Hon. Emmerson—Aucun document—1455. Réservé—1455.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

REGLEMENTS CONCERNANT LE "DUMPING".

M. Kemp—Demande copie de correspondance relative à l'application de la clause douanière du "dumping", 1904—725.

Hon. Paterson—Arrêtés généraux seront fournis—726.

SENTENCE ARBITRALE D'HALIFAX.

M. A. A. McLean—Demande copie correspondance relative à distribution de l'indemnité des pêcheries d'Halifax—1444; promesses successives de soumettre à différents tribunaux l'interprétation de sentence—1444.

SERVICE POSTAL D'ALBERTA.

M. W. J. Roche—Demande état en détail des opérations des bureaux de poste de l'Alberta pour les dix dernières années—626.

Sir W. Mulock—Conseille de mettre "approximativement" au lieu de "en détail", adopté—626.

SERVICE POSTAL RURAL.

M. H. Lennox—Demande copie de toute correspondance, documents, etc., relatifs à l'installation d'une poste rurale au Canada et sur fonctionnement aux E.-U.—2162; M. Armstrong a démontré (28 juin 1904) que ce système a eu le plus grand succès aux E.-U.—2162; le ministre des Postes a mis cette assertion en doute—2162; déclarations ministérielles—2164; le chiffre de dépense au Canada resterait bien inférieur aux chiffres des Etats-Unis—2166; calculs pour comtés de Simcoe et York—2167-2170; pas beaucoup plus de dépenses qu'actuellement—2171; il est faux que le gouvernement américain songe à abandonner l'essai—2171; message présidentiel, 6 déc. 1904—2171; donne au ministre des Postes tout crédit d'avoir rétabli le service sur un pied honorable—2172; les déficits aux E.-U. ne sont pas causés par poste rurale—2172; le "Weekly Sun" et la poste rurale—2172; Canada peut consacrer \$5,000 ou \$10,000 à un essai—2174.

Sir W. Mulock—Accepte de soumettre documents sauf certains qui sont confidentiels—2174; augmentation phénoménale des exigences de ce service aux Etats-Unis—2174; l'opinion du congrès américain en matière de dépenses ayant une influence politique n'est pas un guide sûr pour le Canada—2176; les recettes postales du Canada augmentent annuellement plus que celles des E.-U.—2178; la poste rurale n'accroîtrait pas cette augmentation—2178; le déficit américain a augmenté de \$3,000,000 en 1902 à \$14,000,000 en 1904 à cause de la poste rurale—2178.

M. J. E. Armstrong—Le peuple américain approuve le Congrès d'avoir donné la poste rurale—2179; en prenant pour base la population réciproque des deux pays le déficit au Canada ne serait que \$500,000 en fournissant un service rural—2179; l'essai devrait être tenté au Canada—2180; nous avons le plus misérable service postal qui existe—2180.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*SERVICE POSTAL RURAL—*Suite.*

M. Lennox—Commente les déficits postaux américains depuis 1892—2184; il y a autant d'honnêteté et d'intégrité aux E.-U. qu'au Canada—2187.

Hon. Foster—L'institution de la poste rurale tend à devenir permanente aux E.-U.—2188; alors, il sera bien difficile de refuser ces avantages à nos cultivateurs aussi—2188.

Sir W. Mulock—Ne croit pas qu'il soit possible de tenter un essai partiel—2189; tout le monde voudra aussitôt jurer du service—2189; les dépenses seraient beaucoup plus grandes au Canada qu'aux E.-U.—2189; le pays est moins peuplé—2190.

M. H. S. Clements—Demande s'il y a un essai, qu'il soit tenté dans Kent-ouest—2190.

M. A. H. Clarke—Demande l'essai dans comté d'Essex—2191; proche du Michigan, E.-U. où fonctionne le système—2191.

M. Derbyshire—Suggère comté de Brockville—2191.

M. J. J. Hughes—Suggère île du Prince-Edouard—2191.

M. A. Lefurgey—Réclame pour Charlottetown—2192.

Motion adoptée, copie ordonnée—2192.

SUBVENTIONS AUX PROVINCES.

M. F. B. Carvell—Demande copie des mémoires, pétitions, etc., relatifs au ramanement des subventions des provinces—2195; les provinces ne se doutaient pas lors de la Confédération que les revenus de douane et d'accise laissés au pouvoir central atteindraient si vite le chiffre actuel—2196; impossible administrer les provinces aussi économiquement qu'il y a trente-sept ans—2196; frais d'éducation, aliénés, prisons comparés au N.-B. et en N.-E.—2196; les provinces devraient avoir la libre disposition d'une plus forte partie du revenu public—2198.

Sir W. Laurier—Accepte motion—2198; détail modifications successives du chiffre des subventions—2198; différentes conférences provinciales—2199; pas seule question en litige avec provinces—2199; les pêcheries, autre difficulté—2199; considère pouvoir fédéral devrait avoir juridiction totale—2199; conférence entre pouvoir fédéral et provinces seul moyen concilier les choses—2200; est disposé à convoquer conférence—2200.

Dépôt documents ordonné—2200.

TELEPHONES MUNICIPAUX.

M. Boyce—Demande copie correspondance commission des chemins de fer et autorités municipales Fort-William et Port-Arthur pour installation téléphones—1445.

M. W. F. Maclean—M. Blair et la loi des chemins de fer—1443; a inscrit une clause relative aux téléphones avec certaines promesses, puis l'a interprétée différemment—1443; compagnies de chemins de fer ne devraient pas recevoir de faveurs avant de permettre aux téléphones l'usage des locaux des gares—1446; la toute

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*TELEPHONES MUNICIPAUX—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

puissance de la compagnie Bell—1447; gouvernement peut déclarer contraire aux lois un arrangement téléphonique avec compagnies de chemins de fer—1448.

Sir W. Mulock—Jugement a été rendu le- vant l'interdit—1448; seule question à régler, l'indemnité—1448; on doit laisser à la commission, tribunal impartial, le soin de juger ce point—1449.

M. Boyce—Les quatre questions posées au gouvernement—1450.

Hon. Emerson—Ces questions sont des questions de droit et doivent avoir pour réponse le dépôt de documents—1454.

Motion adoptée—1454.

TERRES DU N.-O.

M. W. J. Roche—Demande état des terres arpentées de 1880 à 1883 et 1900 à 1903 et coût, coût d'arpentages, etc.—1455.

Hon. Fisher—Suggère amendements—1455. Adopté—1655.

MOTIONS SANS DISCUSSION.

ACCIDENTS "CAP BRETON-CANADA."

M. Ames—Etat faisant connaître exposé de faits par capitaine Reid de Montréal—2162.

Ordonné—2162.

ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER ET DE VAPEURS.

M. A. Martin—Etats des accidents de chemins de fer et de vapeurs au Canada en 1904, mode de protection, etc.—1456.

Ordonné—1456.

AGENTS COMMERCIAUX DU CANADA.

M. A. Martin—Etat donnant noms, dépenses, etc., des agents commerciaux du Canada à l'étranger—421.

Ordonné—421.

CHARBON DANS LES MINISTERES.

M. A. A. McLean—Etat du charbon anthracite consommé dans les bureaux ministériels de l'ouest du Canada, depuis 1900—1437.

Ordonné—1437.

CHEMINS DE FER ET CANAUX.

M. A. Martin—Etat des dépenses de toute nature pour chemins de fer et canaux depuis 1873 avec répartition par province—957.

Ordonné—957.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE JAMES.

M. Grant—Correspondance relative à déviation du tracé du chemin de fer de la Baie James à l'ouest du lac Simcoe—9922.

Ordonné—9922.

CHEMIN DE FER DU DRUMMOND.

Hon. Foster—Etat des dépenses et de la nature des travaux faits chaque année sur chemin de fer du Drummond depuis 1er juillet 1897—2438.

Ordonné—2438.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

CHEMIN DE FER I.P.-E.—GARE DE CHARLOTTETOWN.

M. A. Martin—Copie de correspondance relative à construction et emplacement gare Charlottetown, mémoires de délégation—202.

Ordonnée—202.

COMMANDES SANS SOUMISSIONS.

M. Lalor—Etat des commandes sans soumissions du ministère de la Marine depuis 1er juillet 1903—1456.

Ordonné—1456.

CABLES TELEGRAPHIQUES DE L'EMPIRE.

M. H. Logan—Copie de correspondance à gouvernement ou ministres au sujet cables de l'empire—1456.

Ordonnée—1456.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

M. Perley—Etat des agents et employés figurant sur liste de paye à la date du 1er janvier 1905—421.

Ordonné—421.

COMMISSION DU G.T.P.

Hon. Foster—Etat des nominations de commissaires et employés du G.T.P., dates et salaires—957.

Ordonné—957.

COMMUNICATIONS AVEC L'I.P.-E.

M. A. Martin—Correspondance sur construction d'un nouveau bateau pour I.P.-E. et état du "Stanley"—958.

Ordonnée—958.

CONSERVATION FRIGORIFIQUE DE LA BOËTTE.

M. A. Martin—Etat des établissements existants pour conservation frigorifique de la boîte, personnel, salaires—2162.

Ordonné—2162.

CONSTRUCTION D'EDIFICES PUBLICS.

Hon. Foster—Etat des dépenses et contrats d'édifices publics dans villes de moins de 5,000 habitants—1457.

Ordonné—1457.

CONSTRUCTION DE JETÉES, QUAIS ET DOCKS.

Hon. Foster—Etat depuis 1896 de tous quais, jetées et docks, par année, avec détails complets—2888.

Ordonné—2888.

CONTRATS DE LA MARINE.

M. Lewis—Etat des contrats accordés depuis 1er juillet 1903 par département de la Marine à autres que plus bas soumissionnaires—958.

Ordonné—958.

COUR D'AMIRANTE.

M. A. H. Clarke—Etat des causes soumises à la cour d'échiquier siégeant comme cour d'amirauté en vertu de l'acte de 1891—1849.

Ordonné—1849.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DEMISSION DE L'HON. BLAIR.

M. Monk—Copie lettre démission de l'hon. M. Blair et correspondance s'y rattachant—628.

Ordonnée—628.

DEPENSES A CHATEAU-RICHER.

M. Morin—Production des états de dépenses pour quai, etc., à Château-Richer 1er septembre à 15 novembre 1905—113.

Ordonnée—113.

DEPENSES AUX PORTS DU LAC SUPERIEUR.

M. S. Hughes—Etat des dépenses de toute espèce à Port-Arthur, Fort-William et R. Kaministiquia—1457.

Ordonné—1457.

DESTITUTION DE JAMES POWER.

M. A. Martin—Copie de correspondance au sujet de destitution de James Power, receveur de Poste à Wheatley River (I.P.-E.)—9922.

Ordonnée—9922.

DESTITUTION DE JAMES RITCHIE.

Hon. Foster—Copie de documents et correspondance relatifs à destitution de James Ritchie, inspecteur de maçonnerie sur canal, vallée de Trent—2888.

Ordonnée—2888.

DESTITUTION DE H. C. LAWSON.

M. A. Martin—Correspondance relative à destitution de H. C. Lawson, maître de poste à Stanhope, I.P.-E.—1457.

Ordonnée—1457.

DIRECTEUR DE POSTE DE SAINT-CLAUDE (MA.).

M. Staples—Documents relatifs à destitution de M. J. B. Bernier, maître de poste de Saint-Claude, Ma., 1er novembre 1904—1456.

Ordonnée—1456.

DONNEES THERMOGRAPHIQUES.

M. Armstrong—Etat de tous les systèmes thermographiques en usage, données, contrats, etc.—2888.

Ordonnée—2888.

EDIFICES CIVILS DEPUIS LA CONFEDERATION.

M. A. Lavergne—Etat des édifices civils construits dans différentes localités depuis la confédération—1457.

Ordonné—1457.

ELECTIONS FEDERALES.

M. Barker—Copie des instructions envoyées aux officiers-rapporteurs, aux dernières élections fédérales—727.

Ordonnée—727.

ELECTION DE DORCHESTER, P.Q.

M. Morin—Copie de correspondance au sujet de nomination d'un président d'élection pour comté de Dorchester aux élections générales 1904—958.

Ordonnée—958.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

ELECTIONS DU COMTE DE MACDONALD.

M. Staples—Copie listes, instructions, etc., à l'officier-rapporteur du comté de Macdonald, Ma., aux dernières élections—728.
Ordonnée—728.

EMBRANCHEMENTS DU CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. A. Martin—Copie de correspondance et pétitions pour embranchements chemins de fer de l'I.P.-E.—957.
Ordonnée—957.

EMBRANCHEMENT DE MURRAY-HARBOUR.

Hon. Foster—Etat des annonces de soumissions pour travaux, liste de matériel fourni, emploi, pour embranchement Murray-Harbour—2438.
Ordonné—2438.

EMPLOYES D'OTTAWA.

M. T. S. Sproule—Etat employés service intérieur Ottawa, permanents et surnuméraires—2437.
Ordonné—2437.

EXPOSITION DE LIEGE.

M. Lavergne—Copie de correspondance avec gouvernement de Québec au sujet de l'exposition de Liège—9922.
Ordonné—9922.

EXTENSION DES LIMITES DU MANITOBA.

M. M. S. McCarthy—Copie de pétitions, etc., de l'assemblée législative du Manitoba au sujet de l'extension des frontières vers l'ouest ou le nord—2161.
Ordonnée—2161.

FONCTIONNAIRES DU TRANSCONTINENTAL.

M. Gervais—Etat des fonctionnaires de toute nature, employés aux travaux du Transcontinental, noms, salaires, résidences—1849.
Ordonné—1849.

GARE DE GRAND-VIEW, CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. A. Martin—Copie de correspondance, pétitions, etc., au sujet emplacement gare de Grand-View, chemin de fer de l'I.P.-E.—1849.
Ordonnée—1849.

HANGARS PERMANENTS DE MONTREAL.

M. Ames—Correspondance au sujet réclamations de P. Lyall pour construction hangars permanents de Montréal—1456.
Ordonnée—1456.

HANGARS PERMANENTS DE MONTREAL.

M. Ames—Correspondance entre ministre de Marine et G. T. Greene de N.-Y., auteur des plans des hangars permanents—3318.
Ordonnée—3318.

IMPORTATIONS D'ANTHRACITE.

M. E. M. Macdonald—Etat des importations de charbon anthracite d'Ecosse en 1904 et vérifications quant à la nature—9922.
Ordonné—9922.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

IMPORTATION DE LEGUMES DES E.-U.

M. Monk—Etat des légumes frais et séchés des E.-U. importés en 1904 par ports Toronto et Montréal—294.
Ordonné—294.

INSPECTEURS DES FRUITS.

M. G. Taylor—Etat des inspecteurs nommés pour exécution Acte 1901, dépenses, etc.—770.
Ordonné—770.

LISTES ELECTORALES DU MANITOBA.

M. Roche—Copie des listes originales et des listes fournies aux officiers de votation—100.
Ordonnée—100.

LISTES ELECTORALES DES TERRITOIRES DU N.-O.

M. M. S. McCarthy—Copie de listes électeurs préparée pour dernières élections des Territoires du N.-O.—628.
Ordonné—628.

LISTE ELECTORALES DES TERRITOIRES D'ONTARIO.

M. Boyce—Copie des listes et instructions aux sous-officiers-rapporteurs des territoires non organisés d'Ontario—1457.
Ordonnée—1457.

MEDAILLE SUD-AFRICAINE.

M. Worthington—Copie de correspondance au sujet de décoration de médaille Sud-africaine de Canadiens ayant fait dix-huit mois de service en Afrique—3318.
Ordonnée—3318.

MATERIEL DE L'I.C.R.

Hon. Foster—Etat des fourgons et trucs ajoutés à l'I.C.R. depuis 1900, état du matériel en 1904—770.
Ordonné—770.

OUVRIERS A SOREL.

M. Monk—Etat des ouvriers employés à Sorel du 30 juin 1904 au 1er février 1905, salaires, etc.—1458.
Ordonné—1458.

PECHE DANS LE LAC MANITOBA.

M. Crawford—Copie de correspondance au sujet de la défense de pêche d'été dans le lac Manitoba—9922.
Ordonnée—9922.

PECHERIES DE L'ILE MANITOULIN.

M. Crocket—Correspondance entre M. Dymont, M. P., et ministère de la Marine dans quatre dernières années pour licence de pêche à T. H. Jackman, pour île Manitoulin—1458.
Ordonnée—1458.

PETITIONS DE L'I.P.-E.

M. Martin—Copie de pétitions et requêtes de l'I.P.-E. depuis Confédération pour observation des termes de la Confédération—9922.
Ordonnée—9922.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

PHARE "LURCHER."

M. Lewis—Copie de tout rapport reçu depuis 1er janvier 1904 au sujet du "Lurcher"—2437.
Ordonnée—2437.

PHARES FLOTTANTS.

M. Lewis—Etat donnant prix contrat, extras, amendes pour construction "Lurcher" et phare flottant d'East Point, Anticosti—2437.
Ordonné—2437.

PLACEMENTS D'ASSURANCES.

M. Macdonell—Etats relatifs aux placements des fonds d'assurance—3319.
Ordonné—3319.

PORT DE SAINT-JEAN, N.-B.

M. Stockton—Copie de rapports de la commission du transport relatifs à Port Saint-Jean, N.-B.—9922.
Ordonnée—9922.

PORT DE TORONTO.

M. E. F. Clarke—Relevé des deniers dépensés pour port et brise-lames de Toronto depuis 1880—421.
Ordonné—421.

POSE ET ENTRETIEN DES BOUEES.

M. Ames—Copie de tous contrats donnés par ministère de Marine depuis 1er juillet 1903 pour pose et entretien de bouées—958.
Ordonnée—958.

PRISES D'EAU AU N.-O.

M. W. J. Roche—Copie de rapports de M. Barley sur concessions de prises d'eau pour élevage dans les T.N.O. dans cinq dernières années—1458.
Ordonnée—1458.

QUAIS DE L'ILE BIZARD.

M. Monk—Etat dépenses faites de 1902 à 1905 pour quais Sainte-Geneviève et île Bizard—628.
Ordonné—628.

QUAI DE L'ILE BIZARD.

M. Monk—Etat des sommes dépensées depuis deux ans au quai de l'île Bizard, comté de Jacques-Cartier—2161.
Ordonné—2161.

RAPPORTS DE LA COUR SUPREME.

M. Monk—Copie de la correspondance relative aux retards d'impression des rapports de la cour suprême—1457.
Ordonnée—1457.

RAPPORT DE M. MATHESON.

M. Ganon—Copie rapport de M. Matheson sur fraudes paiement de primes de pêche—1849.
Ordonnée—1849.

RECLAMATION DES EMPLOYES DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Lamont—Copie de correspondance au sujet de réclamations des employés de la Baie d'Hudson à propos succession lord Selkirk—9922.
Ordonnée—9922.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

RECLAMATION DE IVAN SHUKIN.

M. Lake—Copie de correspondance du bureau des terres de Yorktown au sujet de réclamation Ivan Shukin—2438.
Ordonnée—2438.

RECLAMATIONS DE THOMAS CURLEY ET AUTRES.

M. A. A. McLean—Copie de correspondance au sujet réclamations de Thomas Curley et autres du village de Greed (I.P.-E.) pour dommages par embranchement Murray-Harbour—2438.
Ordonnée—2438.

RENOI DE LORD DUNDONALD.

Hon. Belcourt—Copie de documents et correspondance avec gouvernement impérial au sujet du renvoi de lord Dundonald—3319.
Ordonnée—3319.

SERVICE SUD-AFRICAIN.

M. A. Johnston—Etat de la date des départs, etc., des vaisseaux subventionnés pour service sud-africain—1456.
Ordonné—958.

SERVICE METEOROLOGIQUE.

M. Monk—Etat des noms ajoutés à liste de paye de service météorologique depuis 30 juin 1904—958.
Ordonnée—958.

SIGNAUX SOUS-MARINS.

M. Monk—Copie de correspondance entre gouvernement et "Sub-Marine Signal Coy." de Boston—958.
Ordonnée—958.

SOUMISSIONS PRIVEES.

M. Ames—Correspondance relative à soumissions privées du dépt de la Marine, par agents à Québec, Charlottetown, Saint-Jean et Halifax—1458.
Ordonnée—1458.

STEAMER "CANADA".

M. Monk—Etat des dépenses d'équipement, de personnel, etc., du SS. "Canada"—1458.
Ordonné—1458.

SUBSIDE ADDITIONNEL A L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Copie de correspondance, arrêtés, etc., relatifs au subside additionnel de \$30,000 à l'I.P.-E. accordé en 1901—3319.
Ordonnée—3319.

SUCRE DE BETTERAVE.

M. Clements—Copie de correspondance au sujet d'encouragement à industrie du sucre de betterave—3318.
Ordonnée—3318.

SUCCURSALE DE LA MONNAIE ROYALE.

M. Monk—Copie de correspondance avec autorités impériales pour établir en Canada succursale Monnaie Royale—957.
Ordonnée—957.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

TEMOINS AU COMITÉ D'AGRICULTURE.

M. U. Wilson—Etat des témoins assignés au comité d'agriculture depuis 1896 et sommes payées—1458.

Ordonné—1458.

TERRES D'ALBERTA.

M. W. J. Roche—Etat des terres arpentées et aliénées d'une façon quelconque dans Alberta—627.

Ordonné—627.

TERRES DU NORD-OUEST.

Hon. Foster—Copie des décrets et rapports autorisant vente de terres du gouvernement au N.-O. en 1903 et 1904—172.

Ordonnée—172.

TERRES PUBLIQUES DU N.-O.

M. M. S. McCarthy—Etat du nombre total d'acres de terres publiques non aliénés dans territoires du N.-O.—628.

Ordonné—628.

TRANSPORT GRATUIT DE FOIN SUR I.C.R.

Hon. Foster—Copie de circulaires, avis, certificats relatifs au transport gratuit de foin sur I.C.R., en 1904—294.

Ordonnée—2438.

TRAVAUX DE DEFENSE D'HALIFAX ET ESQUIMAULT.

Hon. Foster—Copie de correspondance, documents, etc., relatifs à travaux de défense d'Halifax et Esquimault—2438.

Ordonnée—9923.

VALEURS PROVINCIALES POUR FIDEI-COMMIS.

M. R. L. Borden—Correspondance relative au placement en fonds de fidei-commis de Grande-Bretagne des valeurs provinciales—9923.

Ordonné—9923.

VENTE DE TERRES AUX COLONS.

M. Lake—Etat des colons du N.-O. n'ayant pas droit à second homestead et ayant pu acquérir de nouveaux quarts de section—2162.

Ordonné—2162.

VENTE DE TERRES BOISEES.

Hon. Foster—Etat des ventes de terres boisées par ministère de l'Intérieur, 1er juillet 1896—9922.

Ordonné—9922.

WINDING LEDGES POWER & BOOM COY.

Hon. Costigan—Copie de correspondance du gouvernement du N.-B., en opposition à "The Winding Ledges Power & Room Coy."—9922.

Ordonnée—9922.

QUESTIONS.

AGRICULTURE.

COMICES AGRICOLES.

M. Worthington—Demande si le gouvernement va convoquer des comices agricoles sous les auspices des cercles agricoles de la province de Québec?—R. Oui, liste des comices et dates données; grand congrès à Cowansville pour les cantons de l'Est—282, 283.

COMPARTIMENTS FRIGORIFIQUES SUR STEAMERS.

M. Armstrong—Détails sur contrats, transports, données thermographiques, etc., pour compartiments frigorifiques?—R. Détails donnés—2885.

CONDAMNATIONS EN VERTU DE LA LOI DE MARQUE DE FRUITS.

Hon. S. Fisher—Combien de plaintes portées pour infraction à la loi de marque des fruits?—R. 96—3125.

DROITS DE PROPRIETE SUR PHOTOGRAPHIES.

M. Ames—Gouvernement va-t-il modifier loi des droits de propriété sur les photographies conformément aux demandes des photographes?—R. A l'étude—1933.

EXPOSITION DE SAINT-LOUIS—EMPLOI DE N. J. GILLIS.

M. A. A. McLean—A. J. Gillis a-t-il été employé comme agent du gouvernement à l'Exposition de Saint-Louis?—R. Oui, section des mines, du 8 mai au 8 octobre 1904, a reçu en tout \$1.208.80—3483.

MALADIE DU BETAIL DE PICTOU.

M. E. M. Macdonald—Le gouvernement fait-il enquête sur maladie du bétail, dite de Pictou, a-t-on découvert origine, si due à herbe "Stinking Willie" gouvernement va-t-il détruire herbe?—R. Etude depuis 1903 à Cloverville, Antigonish; cause retracée à "Stinking Willie", département n'a pas étudié destruction herbe—9296.

HERD BOOK CANADIEN.

M. A. Martin—Quelles mesures prises pour établir herd book canadien?—R. Détails seront donnés plus tard—1933.

PEDIGREE DU BETAIL CANADIEN.

M. A. Martin—Quelles mesures prises pour établir pedigree du bétail canadien?—R. Convention tenue en 1904 à Ottawa, acte spécial passé, détails—2285.

INSPECTEURS DES FRUITS.

M. Taylor—Combien d'inspecteurs des fruits suivant acte 1901, sommes payées, salaires, frais de voyage?—R. Demander rapport—614.

PESAGE DU BEURRE ET DU FROMAGE.

M. Walsh—Gouvernement est-il au courant de plaintes à Montréal au sujet du pesage du beurre et du fromage?—R. En pourparlers avec Board of Trade—9099.

QUESTIONS—*Suite.*

PRODUITS LAITIERS POUR L'EXPORTATION.

M. Desjardins—Demande si gouvernement entend établir trois classifications de produits laitiers en vue d'exportation ?—R. Résolution passée à convention des spécialistes de l'industrie laitière suggérait trois classes, nouvelle classification préparée par commissaire de laiterie, efforts faits pour obtenir adoption—7992.

RECENSEMENT.

M. Taylor—Travaux de recensement 1901, sont-ils terminés, combien encore employés, quel coût au 1er janvier 1905 ?—R. Oui, 6 hommes employés à derniers tableaux, payés sur crédit statistique générale, coût, \$1,192,269.19—61?.

SECTION DES FRUITS—DEPARTEMENT AGRICULTURE.

M. A. Martin—Demande détails de l'organisation nouvelle de la section de la laiterie et des fruits du département de l'Agriculture?—R. Détails donnés—399.

CHEMINS DE FER ET CANAUX.

CANAL BEAUHARNOIS.

M. Bergeron—Demande si département Chemins de fer et Canaux a reçu demande d'affermage de l'énergie hydraulique du canal Beauharnois ?—R. Demande reçue, rien décidé—1568.

CANAL DE CORNWALL.

M. Pringle—Combien de travailleurs supplémentaires en octobre et novembre 1904 ; à la demande et sur recommandation de qui travaux faits, quelle paie, jusqu'à quand travaillé?—R. 25 en octobre, 21 en novembre; demande ingénieur, recommandation R. Smith; travaux et paie indiqués; ont cessé travailler 17 novembre 1904, 4 employés jusqu'au 3 décembre 1904—111.

CANAL LACHINE.

M. Monk—A qui adjudgés travaux du pont du canal Lachine, rue Atwater?—R. Pas adjudgés—7420.

M. Monk—Quel loyer paie au gouvernement la compagnie de terre et de force hydraulique de Saint-Paul pour pouvoir d'eau à Côte Saint-Paul, canal Lachine ?—R. Pas de bail—2887.

M. Monk—Existe-t-il bail de pouvoir hydraulique sur canal Lachine à Côte Saint-Paul, en faveur de feu J. Frothingham ?—R. Non—3482.

M. Monk—Demande détails du bail Parkyn, concédé en 1860 pour excédent d'eau à prendre du canal Lachine en amont de la Côte Saint-Paul?—R. Détails donnés—5254.

M. Monk—A qui d'Ottawa adjudgé entreprise du pont du Canal Lachine ?—R. MM. Rogers et Taylor, contrat basé sur estimation approximative de \$355,495, délai de parachèvement, 1er avril 1905—7589.

QUESTIONS—*Suite.*

CANAL DE LA VALLEE DE TRENT.

M. Ward—Quelles études faites cette année sur le tracé du canal entre lac Rice et lac Ontario, par qui exécutés?—R. Lac Rice à Port-Hope, M. E. J. Walsh; Lac Rice à Cobourg, M. G. L. Low; Lac Rice à Trenton, M. S. E. Patterson—160.

CANAL WELLAND.

M. Lancaster—Combien d'ouvriers supplémentaires en septembre, octobre, novembre 1904, à la demande de qui, quels travaux, quand congédiés ?—R. Septembre, 25 hommes ; octobre 74 ; novembre 42, ingénieur surveillant, travaux détaillés, congédiés quand travail fini—473.

CANAUX DE WILLIAMSBURG ET CORNWALL.

M. Broder—Demande détails contrats de pouvoirs d'eau des canaux de Williamsburg et Cornwall ?—R. Détails donnés—4930.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE JAMES.

M. Grant—Compagnie de chemin de fer de Baie James a-t-elle déposé tracé de Toronto à Sudbury, à l'est ou à l'ouest du lac Couchiching, a-t-il été approuvé?—R. Tracé déposé à l'est lac Couchiching, approuvé—2290.

CHEMIN DE FER DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Ganong—Gouvernement va-t-il acheter chemin de fer du Nouveau-Brunswick a-t-il reçu pétition demandant achat ?—R. Pas l'intention du gouvernement, pétitions reçues du comté de Charlotte—610.

CHEMIN DE FER MADOC ET ELDERADO.

M. Northrup—Quelle subvention payée à chemin de fer entre Madoc et Eldorado, comté d'Hastings, à quelle compagnie?—R. \$21,888 payés à la compagnie de chemin de fer de Belleville à Hastings-nord—7419.

CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Le gouvernement a-t-il choisi l'emplacement ; le ministre ira-t-il le choisir, lui-même ?—R. Non ; oui à la première occasion—61.

M. A. McLean—Sommes dépensées pour l'embranchement de Murray-Harbour jusqu'à 1er janvier 1905 ; pour pont Hillsboro ; pour frais justice depuis 1904 ?—R. \$1,018,711 ; \$1,220,968 ; \$261,30—110.

M. A. Martin—Demande renseignements sur construction et sur gare à Grand-View ?—R. En suspens, documents à venir—1424.

M. A. Martin—Demande détails de la construction d'embranchement de Murray-Harbour—R. Détails complets fournis—280.

M. A. A. McLean—Quand l'embranchement de Murray-Harbour a-t-il été livré à l'administration par l'entrepreneur ?—R. 5 novembre 1904—2159.

QUESTIONS—*Suite.*CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD—*Suite.*

M. A. Martin—Quel montant dépensé sur embranchement de Stanley Bridge? Y a-t-il réclamations de domages, seront-elles acquittées?—R. \$84.47 au 30 novembre 1904, deux réclamations, pas acquittées—612.

M. A. Martin—Demande détails du tracé projeté?—R. Etudes terminées, pas de décision avant rapport ingénieur, soumissions seront demandées en août 1904—281.

M. Lefurgey—Gouvernement a-t-il fait faire études préliminaires d'embranchement de ligne principale à Cap-Ouest?—R. Non, ingénieurs employés ailleurs—615.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

M. Kemp—Le gouvernement a-t-il avant le 3 novembre donné des instructions pour permettre le transport gratuit du foin sur l'I.C.R.?—R. Oui, le 6 octobre 1904, permis accordé à certaines municipalités—60.

M. W. J. Roche—Décret autorisant transport gratuit de foin est-il encore en vigueur?—R. Décret expirait 31 décembre 1904, foin acheté alors a été transporté gratuitement, décret pas révoqué—113.

Hon. Foster—Demande copie de toute correspondance relative au transport gratuit de foin en 1904, d'Ontario et Québec à points sur l'I.C.R. ou dans I.P.-E.—171.

Hon. Emmerson—Aucune objection à soumettre papiers—171.

Hon. Foster—Quand poste inspecteur de construction créé, quel titulaire actuel?—R. Avril 1891; M. C. Locquart, nommé 5 juillet 1904; \$75 par mois—471.

M. Daniel—Combien de tonnes de charbon achetées en 1904 de la compagnie de Beersville, quel prix?—R. 1,246 tonnes, \$3.25 la tonne?—951.

M. Kemp—Combien de charbon transporté gratuitement par I.C.R.?—R. 495 tonnes à Ottawa—2159.

M. Barker—Quelles quantités fournies dans les 6 mois expirés 31 décembre 1904 par mines Jeggins, Strathcona, Kimberley et Chignectou?—R. 15,084 tonnes, 5,100, 14,820, Kimberley, Rien; \$3.25 tonne—2290.

M. Kemp—Pour qui charbon transporté gratuitement à Ottawa en 1902-03?—R. Municipalité—2291.

Hon. Foster—Combien compagnie étrangères ont-elles payé à I.C.R. exercice 1904 pour usage wagons, combien ont payé compagnies canadiennes, combien payé à compagnies étrangères, à compagnies canadiennes?—R. \$77,800; \$132,335; \$25,200; \$70,323—4823.

M. Ganong—H. W. Ryan est-il employé à l'I.C.R.?—R. Oui, depuis novembre 1898, commis à Moncton, \$35 par mois—4578.

M. Barker—Seymour Woodhill est-il employé I.C.R.?—R. Oui, commis \$55 par mois—2291.

QUESTIONS—*Suite.*CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—*Suite.*

M. Fowler—Demande si C. C. Wilson, C. B. McDougall, B. S. Léger, M. C. Lockhart, M. L. Tracy et W. L. Rand sont employés sur l'I.C.R.—s'ils se sont occupés élection de hon. H. R. Emmerson et hon. LeBlanc?—R. Sont employés, ministre ignore si se sont mêlés de l'élection, ont rempli leurs devoirs pendant élections—1198.

M. Paquet—Demande pourquoi horaires de l'I.C.R. pas publiés en français?—R. Coutume pas inconvenient, si inconvenient département prendra mesures—6977.

M. Chisholm—Quel montant total dépensé à compte du capital, jusqu'au 30 juin 1897 sur I.C.R. et sur annexes?—R. \$65,750,099; \$14,316,561—2189.

Hon. Foster—Recettes et dépenses de l'I.C.R. pour 1904; dépenses depuis 1896?—R. 1904, recettes \$3,621,263; dépenses, \$4,104,018; tableau donné depuis 1896—719.

M. Crockett—O. White, chef de gare à Frederickton a-t-il été informé de son renvoi, raisons ont-elles été données, par qui plaintes faites, quels appointements? par qui remplacé, quels appointements?—R. Oui, 10 janvier 1905, plaintes de Tiffin et Price, \$65 par mois, remplacé temporairement par R. Z. Walker, \$85 par mois—111.

M. Fowler—Soumissions ont-elles été demandées pour nouvelle gare à Sackville, construira-t-on nouvelle gare?—R. Non, oui—5254.

Hon. Foster—Demande si T. B. Chapman a été renvoyé du service de l'I.C.R. et pourquoi?—R. Renvoyé février 1897, pas de travail pour lui—1401.

M. Macdonell—Gouvernement va-t-il présenter à cette session une loi de retraite pour vieux employés I.C.R.?—R. A l'étude—2600.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. Foster—Combien d'employés dans les deux commissions, salaires et direction?—R. Commission des chemins de fer—22; commission du G.-T.-P., 30, autres détails donnés—716.

M. Gervais—Demande noms de tous les employés de toute nature sous la direction de la commission du Transcontinental?—R. Faire motion—716.

Hon. Foster—Demande date nomination des employés de la commission du Transcontinental, détails de dépenses, etc.?—R. Faire motion—719.

M. W. J. Roche—La Cie du G.-T.-P. a-t-elle soumis au gouvernement un tracé de son chemin à l'ouest de Winnipeg?—R. Non—763.

M. Boyce—Demande quels plans et tracés du G.-T.-P. déposés au ministère des Chemins de fer à présent?—R. Informations fournies—1202.

M. Sloan—Demande si explorations sont faites pour ligne transcontinentale en Colombie Britannique, si gouvernement entend pousser travaux?—R. Pas d'informations, gouvernement va pousser comme pour le reste—3125.

QUESTIONS—*Suite.*CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL NATIONAL—*Suite.*

M. Monk—Gouvernement a-t-il employé ingénieurs pour faire un tracé de chemin de fer dans comté de Joliette combien a-t-il payé?—R. Pas d'ingénieurs du gouvernement à faire un tracé dans comté de Joliette, peut-être ingénieurs transcontinental—1405.

M. Barker—Demande si arrangements ont été conclus entre Sa Majesté et le G.T.P. au sujet de dispositions de l'acte et annexe—R. Non, seulement discuté termes et formules d'obligations. Pas de décision—2887.

Hon. J. Costigan—Commission du Transcontinental a-t-elle fait étude d'un tracé par route de la Petite-Rivière?—R. Non, plus longue que tracé déterminé par ruisseau Baker—5810.

M. Lennox—Demande renseignement à propos appel projeté par G.T.R. contre jugement de la cour suprême relatif à l'acte 4 Edouard VII, chapitre 31?—R. Loi pas déclarée inconstitutionnelle, au contraire, gouvernement attend résultat appel—9297.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

M. Monk—Montant dépensé pour wagons officiels par la commission en 1904. dépenses totales travail fait?—R. \$21,701; \$79,600; 361 ordonnances rendues—619.

M. Blain—Date première séance de la commission, combien payé à date aux commissaires, combien de secrétaires particuliers?—R. 9 février 1904; Hon. A. G. Blair \$9,045, Hon. Bernier \$8,300, et C. J. Mills \$8,300; pas de secrétaires particuliers—718.

PONT SUR LA RUE YONGE, TORONTO.

M. Kemp—Demande détails d'envoi du télégramme de sir W. Laurier au maire Urquhart de Toronto portant le mot "Parfait" au sujet du viaduc de la rue Yonge?—R. Détails donnés—612.

SUBVENTION A L'ATLANTIQUE ET LAC SUPERIEUR.

M. Ames—Quelles sommes payées pour réclamations contre compagnie de l'Atlantique et lac Supérieur à même subvention de Caplin à Paspébiac?—R. \$24,513; enquêtes par M. Mothersell et juge Lange-lier—2158.

TELEPHONE PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM.

M. Boyce—Demande où en est requête pour relier téléphones municipaux à gare C.P. R.?—R. Faire motion—621.

COMMERCE :

BUREAU DU CONTROLE DE GRAINS.

M. Ames—Demande noms des membres du bureau à Montréal et à Toronto nommés par exécutif et ceux nommés sur recommandation chambre de commerce?—R. Noms donnés—951.

QUESTIONS—*Suite.*

SERVICE ILE D'ORLEANS ET QUEBEC.

M. Bergeron—Gouvernement a-t-il reçu demande de subvention pour service de Saint-François, Ile d'Orléans à Québec?—R. Oui, décidé de ne pas accorder—1567.

DIVERS :

AUDITEUR GENERAL.

M. Lennox—Quelles mesures prises pour retenir services de l'auditeur général McDougall?—R. A retiré sa démission—616.

M. Lennox—Le gouvernement va-t-il présenter législation pour obtenir meilleure entente entre bureau de l'audit du trésor et commission du trésor?—R. Aucune difficulté n'existe—2025.

BULLETINS DE VOTE.

M. Sproule—Demande détails impression, envoi, distribution des blancs de bulletins de vote pour élections fédérales?—R. Détails donnés—952.

M. Sproule—Demande date de réclamations pour bulletins complémentaires Lanark-sud et Ottawa?—R. 29 octobre et 31 octobre 1904—1400.

A. B. CASTONGUAY.

M. S. Hughes—A. B. Castonguay a-t-il été renvoyé de la police fédérale et nommé à un emploi à la Marine?—R. Renvoyé pour insubordination, pas placé à la Marine—5811.

M. G. Boyer—A quelle date policier Castonguay renvoyé, pourquoi?—R. 13 décembre 1904, mauvaise conduite chez Gouverneur général—6794.

CHARBON EMPLOYE PAR LE GOUVERNEMENT.

M. Maclean—Demande quantités et montants charbon anthracite acheté et employé par le gouvernement dans diverses provinces?—R. Demander rapport—201.

EMPLOI DE M. BREDT.

M. Lake—Demande renseignements sur emploi et retraite de P. M. Bredt dans service public—R. Prière d'indiquer département—198.

FONCTIONNAIRES PUBLICS.

M. Sproule—Demande nominations de toute nature de fonctionnaires à Ottawa depuis 1896, feuilles d'embarquement au 1er janvier 1905, etc.?—R. Faire motion—610.

LISTES ELECTORALES.

M. Roche—Où ont été imprimées les listes électorales du Manitoba?—R. A Ottawa, par l'imprimeur du Roi—61.

M. Pringle—Demande où imprimées listes Prescott, Russell, Carleton, Ottawa, Glengarry, Stormont?—R. Noms imprimeurs donnés—613.

M. Boyce—Demande détails sur préparation et impression listes électorales d'Algonia, Nipissing et Rivière à la Pluie?—R. Détails donnés—620.

QUESTIONS—*Suite.*LISTES ELECTORALES—*Suite.*

M. Ames—Combien d'électeurs inscrits pour 1904, dans Alberta, Calgary, Strathcona, et Edmonton?—R. 3,473; 7,951; 8,786; 6,477—7588.

M. Lake—Demande nombre d'électeurs qualifiés dans certains districts du N.-O.?—R. Chiffres donnés—7859.

OPINION DE MGR LEGAL.

M. A. Lavergne—Demande si opinion de Mgr Légal citée dans le "Canada" figure sur documents adressés au gouvernement au sujet des écoles?—R. Mgr Légal n'a pas écrit au gouvernement sur cette question—6318.

PRESIDENT D'ELECTION DE SELKIRK, MA.

M. Northrup—Président d'élection de Selkirk, aux dernières élections était-il garçon de buvette?—R. Non, commis—1840.

SECRETARIAT D'ETAT.

Hon. Belcourt—Personnel, dépenses, revenu du secrétariat d'Etat en 1894 et 1904?—R. 39, \$51,758, \$5,763, en 1894; 29, \$47,645, \$65,590 en 1904—8862.

M. Henderson—Nombre actuel d'employés, salaires, recettes?—R. 29, \$46,670, \$88,256—8337.

M. Henderson—M. F. Colson est-il employé au secrétariat d'Etat, quel salaire, reçoit-il autre rémunération?—R. Comptable, \$1950, non—8336.

M. Desjardins—M. R. Aimé Tison est-il employé à l'Imprimerie nationale, quel salaire, nommé par qui?—R. Oui, \$18 par semaine, nommé par secrétaire d'Etat—6613.

DOUANES :

DOUANIER A PINETTE (I.P.-E.)

M. A. A. McLean—H. D. Morrison douanier à Pinette a-t-il été destitué?—R. Remercié de ses services, poste aboli—2434.

EMPLOI D'ELIE MARTIN.

M. Herron—Elie Martin de Saint-Arsène, Témiscouata, est-il à l'emploi du département des douanes?—R. Non—7255.

ENTREPOT DE DOUANE POUR HOUILLE GRASSE.

M. Boyce—Gouvernement a-t-il permis d'entreposer au Sault Sainte-Marie houille grasse importée?—R. Oui, conditions indiquées—5811.

EXPORTATION DE FOIN.

M. Lefurgey—Demande quantités de foin exportées de la province de Québec à Boston en octobre, novembre et décembre?—R. Exporté de Québec aux Etats-Unis octobre 3,927 tonnes, novembre 2,508, décembre 4,327—719.

EXPORTATION DE GRAINES DE TREFLE.

M. Cockshutt—Demande quantité exportée de graine de trèfle et graminées en 1902-1903 et 1904, ports d'exportation, lieu d'importation, etc?—R. Détails fournis—954.

QUESTIONS—*Suite.*

IMPORTATION DE FOIN.

M. Boyce—Quantité de foin des E.-U. importée par Sault Sainte-Marie, de 1900 à 1904, droits perçus?—R. Tableau donné—1114.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS.

Hon. Foster—Importations et exportations pour les 6 mois au 31 décembre 1904, avec exportation et importation de Grande-Bretagne et Etats-Unis?—R. Importations totales, \$123,043,650; importations Grande-Bretagne, \$74,739,987; exportation totales \$188,438,286, dont, pour produits domestiques \$113,229,246; exportations produits domestiques Grande-Bretagne, \$63,072,205; Etats-Unis, \$38,077,738—398.

IMPORTATIONS DU ROYAUME-UNI.

M. Daniel—Demande quantités d'articles importés de Grande-Bretagne au Canada en 1903 et 1904 par ports Canadiens et par ports américains?—R. Ports canadiens 1903, \$46,271,934; 1904, \$49,275,031; ports américains 1903, \$12,796,772; 1904, \$12,685,878—281.

IMPORTATIONS SOUS TARIF DIFFERENTIEL.

M. Daniel—Valeur des marchandises importées en 1903 et 1904 sous régime différentiel, quantités importées par ports canadiens du Saint-Laurent et Atlantique et des E.-U.?—R. 1903, \$37,614,515; 1904, \$44,765,253; impossible faire la distinction, demandée pour articles soumis à tarif différentiel seuls—159.

INSPECTION DU FIL DE FER DE CLOTURE.

M. Lefurgey—Vu que les agriculteurs souffrent d'acheter du fil de fer de mauvaise fabrication, gouvernement va-t-il créer inspection?—R. Question réservée contient énoncé de faits—611.

M. Lefurgey—Demande si gouvernement va nommer inspecteurs du fil de clôture?—R. Non—716.

NOMINATION DE DAVID ROUX,* DOUANIER.

M. U. Wilson—Quand D. Roux a-t-il été nommé douanier au village de Bath, quels appointements? quand augmenté? quelles perceptions depuis 1896?—R. Nommé 18 mars 1898 à \$150, porté à \$400 1er juillet 1900, perceptions de 1896 à 1904, \$362—472.

PERCEPTEUR DE DOUANES A HARVEY.

M. Crocket—Gouvernement a-t-il nommé percepteur à Harvey après décès Henry Turner, qui sera nommé?—R. Depuis 1904, Walter Morris intérimaire, sera nommé définitivement—9921.

PERCEPTEUR DE DOUANES A VICTORIA, C.-A.

M. Sproule—Quand M. A. B. Milne percepteur décédé, est-il remplacé, pour quel pas?—R. Décédé 19 janvier 1904, remplacé temporairement par G. C. Newbury, premier commis, gouvernement s'occupe remplacer—285.

QUESTIONS—*Suite.*

PRODUITS AGRICOLES EXPORTES AUX ETATS-UNIS OU IMPORTES.

M. Clements—Demande montant d'articles désignés importés et exportés en 1903 et 1904 ?—R. Demander rapport—950.

RECETTE PORT D'OSHAWA.

M. Blain—Combien perçu au port d'Oshawa ?—R. \$804.69—1563.

RETRAITE DE P. G. FISHER.

M. Lake—M. P. G. Fisher est-il au bureau de douanes de Regina, quel salaire, se retire-t-il, pourquoi ?—R. Oui, \$700, se retire 31 janvier 1905, parce qu'un autre employé reçoit \$900—278.

RETRAITE DE J. B. SHAW.

M. Lake—Demande à quelle date J. B. Shaw entré aux douanes à Regina et quand sorti, quels appointements, combien de temps en dehors du service, quand rentré, quand retraité, pourquoi ?—R. 4 avril 1903, \$700 ; 30 septembre 1903, \$700 ; hors du service, 1er octobre 1903, 1er décembre 1904 ; rentré en décembre 1904 à \$900, motifs retraite inconnus—278.

CAPITAINE JOHN THOMPSON.

M. Ingram—A la demande de qui cap. John Thompson douanier de Port-Bruce a-t-il été destitué ?—Sur ordre ministre des Douanes, poste inutile—1842.

FINANCES :

ACTE D'AUDITION.

Hon. Foster—Quand sera présenté acte promis pour modifier acte d'audition ?—R. Toutes questions relatives à l'acte d'audition, à l'étude—2289.

BILLETS DU GOUVERNEMENT FEDERAL.

M. Paquet—Demande pourquoi billets du Dominion pas imprimés dans les deux langues ?—R. Coutume suivie depuis Confédération, impression dans une seule langue—6977.

CAISSES D'EPARGNES A UN SOU.

M. Henderson—Combien de caisses d'épargne se sont formées en vertu de l'acte des Penny Banks, de 1903 ?—R. Une—717.

COMPAGNIE D'ASSURANCES "MUTUAL RESERVE."

M. T. Martin—Demande si gouvernement a connaissance des démêlés de la "Mutual Reserve", exposés des démêlés, garanties à l'avenir ?—R. Notoriété publique, loi de la dernière session garantit les assurés, autorisation de faire affaires renouvelée sur base nouvelle loi—2437.

EMPRUNTS TEMPORAIRES ET PERMANENTS.

M. Kemp—Demande état emprunts temporaires et découverts et emprunts permanents ?—R. Etat donné—5042.

QUESTIONS—*Suite.*

HOTEL DE LA MONNAIE.

Hon. Foster—Coût estimatif et détails du projet d'Hôtel de la Monnaie ?—Réponse remise à plus tard—2284.

Hon. Foster—Détails complets sur projet Hôtel des Monnaies, frais, revenus, etc. ?—R. Détails fournis—2430.

MONNAIE AMERICAINE.

M. Bickerdike—Gouvernement entend-il présenter loi pour empêcher circulation de monnaie américaine au Canada ?—R. N'a pas l'intention d'interdire, mais de restreindre beaucoup circulation—3125.

MONNAIE USEE.

M. Fowler—Demande si gouvernement songe à retirer pièces usées ou mutilées ?—R. A l'étude—719.

TARIF DE TELEGRAPHE DE L'I.P.-E.

M. A. Lefurgey—Quelle augmentation de subvention annuelle à la compagnie Anglo-Américaine pour service I.P.-E. et terre ferme, détails service imposé, durée convention ?—R. \$5,000 ; détails service ; durée neuf ans—114.

AGENCE D'IMMIGRATION EN ANGLE-TERRE.

M. Monk—Demande coût agence d'Angleterre sous M. Preston pour trois dernières années, personnel et salaires ?—R. 1901, \$10,582 ; 1902, \$31,688 ; 1903, \$31,021 ; 14 employés, noms—618.

AIDE AUX CULTIVATEURS DU MANITOBA.

M. S. J. Jackson—Combien reste-t-il dû des sommes avancées en 1874 pour venir en aide aux cultivateurs du Manitoba, le gouvernement va-t-il faire remise ?—R. Reste dû \$34,000 et intérêts, considère comme prédécesseurs que paiements devrait être fait—950.

ARMEE DU SALUT.

M. Wilson—Demande si gouvernement a reçu rapport de M. Rider Haggart au sujet du fonctionnement et méthode d'immigration de l'armée du Salut ?—R. Pas reçu de rapport—6318.

M. Monk—Gouvernement a-t-il correspondu pour immigration avec Armée du Salut ?—R. Pas avec Armée du Salut, avec Rider Haggart—1859.

BOIS SUR TERRES DES INDIENS.

M. Schaffner—Demande règles des concessions et vente de bois ?—R. Règlements énoncés—9497.

BOIS SUR LA RESERVE DE DUKIS.

M. Bennett—Gouvernement va-t-il mettre en vente bois sur réserve de Dukis ?—R. Non—3316.

COMMISSION GEOLOGIQUE.

M. Perley—Quelles nominations faites en janvier, quels congés accordés en janvier ?—R. N. Séguin, chauffeur \$600, nommé 16 janvier ; état donné des absences—400.

QUESTIONS—*Suite.*

COMPAGNIE D'ELEVAGE DE MEADOW-CREEK.

M. Boyce—Demande détail du bail de pâturages à compagnie d'élevage de Meadow-Creek?—R. Détails donnés—6614.

COMPAGNIE DES TERRES VALLEE DE LA SASKATCHEWAN.

Hon. Foster—Demande par quel fonctionnaire terres ont été émises?—R. Greffier en chef du bureau des patentes—8862.

Hon. Foster—Quel fonctionnaire a autorisé émission de terres en faveur de la Cie de la Vallée de Saskatchewan?—R. Lettres-patentes émises pour 149,450 acres, aux conditions de colons; émission autorisée par commissaire des terres fédérales—8461.

EMPLOI DE P. M. BREDT.

M. Lake—P. M. Bredt est-il à l'emploi du gouvernement, l'a-t-il été avant, par qui est-il recommandé?—R. Agent de colonisation depuis 31 décembre 1904, \$125 par mois; employé déjà du 1er janvier au 10 octobre 1904, recommandé par hon. M. Sifton—279.

EMPLOI DE M. R. E. A. LEACH.

M. Boyce—R. E. A. Leach est-il employé, depuis quand, quel traitement?—R. Inspecteur des agences de terres fédérales, du 1er janvier 1905, salaire \$2,000—1203.

M. W. J. Roche—M. R. E. A. Leach est-il au service du gouvernement, quel salaire, quelles fonctions?—R. Inspecteur des agences fédérales, \$2,000 par année, 1er janvier 1905—1114.

EMPLOI DE J. R. POLLOCK.

M. Lake—J. R. Pollock est-il employé, était-il en octobre 1904?—R. Inspecteur des homesteads depuis 12 mai 1902—199.

EMPLOI DE M. S. PORTER.

M. Lake—Quand S. Porter s'est-il retiré du service d'inspecteur des homesteads, quel salaire recevait-il, est-il employé maintenant?—R. 31 août 1903; \$125 par mois, maintenant agent de colonisation, \$125 par mois—199.

EXAMEN DES IMMIGRANTS.

M. U. Wilson—Immigrants venus par les Etats-Unis au Canada subissent-ils examen d'admission?—R. Subissent en entrant aux E.-U. même examen que colons venant pour E.-U.—2286.

FONCTIONNAIRES FEDERAUX AU MANITOBA ET NORD-OUEST.

M. Herron—Demande noms des fonctionnaires du Manitoba et Nord-Ouest qui ont démissionné en 1904, motifs pour lesquels repris dans le service?—R. Détails donnés—1408.

FONDS DES ECOLES DU MANITOBA.

M. Bole—Quel montant payé l'année dernière comme intérêt, montant total réclamé a-t-il été payé, sinon, pourquoi?—R. Payé, \$75,224.92; réclamation totale pas payée, raisons—397.

QUESTIONS—*Suite.*

FRONTIERE DES TERRITOIRES DU N.-O.

M. Clements—Gouvernement a-t-il décidé de construire clôture de fil métallique le long de la frontière sud des territoires du N.-O.?—R. Non, question à l'étude, pas de soumission, ni d'entreprise—5599.

GRAIME HUNTER ET ASSOCIATED BRITISH CANADIAN.

M. R. Smith—Détails sur opérations et plaintes contre Graime Hunter "Strike Smasher"?—R. Détails complets donnés—2288.

ILES DU FLEUVE SAINT-LAURENT.

M. Walsh—Le gouvernement peut-il aliéner les îles du Saint-Laurent vis-à-vis réserve de Saint-Régis, y a-t-il eu correspondance à ce sujet avec gouvernement provincial?—R. Peut aliéner au bénéfice des sauvages, pas de correspondance—6615.

IMPRIMERIE LOGBERG.

M. Roche—Montant payé à l'imprimerie Logberg de Winnipeg depuis 1898?—R. Montant payé pour affaires indiennes donné—4878.

M. W. J. Roche—Montants payés depuis 1898 à la Cie d'imprimerie Logberg de Winnipeg?—R. Chiffres donnés pour ministère de l'Intérieur et Postes—4495.

IMMIGRATION DES ENFANTS ASSISTES.

M. U. Wilson—Gouvernement a-t-il entretenu correspondance avec M. C. Kinloch Cooke, auteur de l'article "Emigration of State Children" paru dans "Empire Review"?—R. Oui, correspondance sera publiée—5598.

M. U. Wilson—Gouvernement a-t-il eu conférence avec M. Neil, membre de l'assistance publique de Grande-Bretagne, au sujet des jeunes immigrants anglais?—R. Gouvernement n'a pas eu de conférence—6318.

M. U. Wilson—Demande dispositions relatives à l'immigration, primes payées, à qui?—R. 2,212 enfants venus en 1904, prime de \$2 payée sur 525, autres détails donnés—1399.

IMMIGRATION 1904.

M. Barr—Nombre d'immigrants arrivés en Canada de 1904, nombre en dessous de 20 ans, ont-ils été examinés avant de partir d'Europe et en arrivant en Canada, appointements des docteurs?—R. 134,223 immigrants, 17,056, en dessous de 20 ans, examinés, noms des docteurs et appointements—1209.

IMMIGRANTS RENVOYES.

M. U. Wilson—Demande nombre de renvois d'immigrants, raisons, nationalité, etc.—R. Répondra plus tard—1661.

M. U. Wilson—Demande nombre immigrants renvoyés en 1904, et jusqu'à 1er février 1905, nationalité, motifs?—R. En 1903-1904, 350; 1er juillet 1904 à 1er février 1905, 387; nationalité et motifs donnés—1932.

QUESTIONS—*Suite.*

LOCATION DE TERRES A PATURAGE SUR RIVIERE THOMPSON.

Hon. Foster—Combien d'acres de terres à pâturage sur rivière Thompson loués à l'"Ashcroft Water and Light Company," conditions sont-elles remplies?—R. 59,000 acres, loyer payé—2600.

LOCATION DE TERRAIN A MONTREAL POUR IMMIGRATION.

M. Ames—Gouvernement a-t-il acheté pour immigration à Montréal propriété rue Saint-Antoine?—R. Loué propriété 306 rue Saint-Antoine de succession Rodier. \$1,000 par année pour 15 mois pour hôpital trachoma—955.

PERMIS DE COUPE, ILE BADGELEY.

Hon. Foster—Département affaires Sauvages a-t-il émis permis de coupe sur île Badgeley en 1904-1905?—R. Non—471.

M. W. T. R. PRESTON.

M. Monk—Quel est le traitement actuel de M. W. T. R. Preston, combien payé pour voyages l'an dernier, quelle est la date de son dernier rapport?—R. \$3,000 par année, \$679.49 pour onze mois au 30 novembre 1904, un rapport—472.

M. U. Wilson—Demande si M. W. T. R. Preston, commissaire d'immigration en Grande-Bretagne est venu au Canada en octobre dernier, s'il y a conflit entre M. Preston et fonctionnaires du bureau du haut commissaire à Londres?—R. Venu au Canada 17 novembre avec permission Hon. Sifton, pas de conflit connu, M. Preston n'a aucune autorité sur fonctionnaires du bureau du Haut commissaire—471.

PRIMES A L'IMMIGRATION D'OUVRIERS AGRICOLES.

M. Monk—Demande si prime payée et à qui?—R. Détails et chiffres donnés—7993.

RESERVE DES SAUVAGES A DONCASTER.

M. Desjardins—Le gouvernement a-t-il intention fermer réserve de Doncaster?—R. Impossible abolir réserve sans consentement des sauvages—7993.

SCRIPS AUX METIS.

M. Staples—Demande renseignements au sujet de certaines demandes de scrips formulées par individus désignés?—R. Renseignements donnés—9295.

SOUS-MINISTRE DE L'INTERIEUR.

M. Taylor—Quel est le sous-ministre actuel, depuis quand M. Smart parti, comment, travaille-t-il encore pour département?—R. W. Cory, nommé 1er janvier 1905, T. A. Smart démissionné 31 décembre 1904, a fait quelques besognes de peu d'importance—4492.

TERRES FEDERALES.

M. Lake—Quel est le prix de vente des terres de l'Etat au Manitoba et au N.-O.?—R. \$3 l'acre vendu seulement aux colons—2024.

QUESTIONS—*Suite.*

TERRES DE H. ETENIER.

M. Lake—Quand H. Etenier a-t-il acheté premier homestead et deuxième homestead?—R. Premier 31 mai 1893, pas de deuxième, autorisé en raison circonstances avec autres colons Kroneau à acheter un autre quart de section à prix réglementaire \$3 l'acre—199.

TERRES EXEMPTES DE TAXES DU C.P.R.

M. Lake—Demande ce que le gouvernement a fait pour faire interpréter clause d'exemptions de taxe figurant au contrat du C.P.R.?—R. Détail, démarches faites par gouvernement—764.

TERRITOIRES DU N.-O., BAUX DE PATURAGE.

M. Sproule—Nombre et détail des baux de pâturages concédés au N.-O. depuis 1er janvier 1904?—R. Etat en préparation—5598.

M. J. G. TURRIFF.

Hon. Foster—Demande quand M. J. G. Turriff est entré au service du gouvernement, en quelle qualité, quand sorti?—R. 8 juillet 1898, commissaire des terres fédérales, \$3,000 par année, 10 février 1904—8461.

VENTES DE BOIS DU NORD-OUEST.

M. A. A. McLean—Demande adjudications de concessions forestières au Manitoba et Nord-Ouest depuis 1er octobre 1904?—R. Long document à préparer sera déposé quand terminé—7256.

VENTE DE TERRES SCOLAIRES.

M. W. J. Roche—Demande quantité de terres scolaires vendues de 1900 à 1903 en Alberta, Assiniboine et Saskatchewan avec plus haut et plus bas prix?—R. Alberta 304 acres, 1 vente \$19 acre; Assiniboine 143,431, \$37.50-\$7.20; Saskatchewan 237 acres, \$107-\$40—764.

VENTES DE TERRES A NEW-WESTMINSTER.

M. Lancaster—Circonstances où s'est faite la vente de terres près de New-Westminster à E. W. Patterson?—R. Circonstances énoncées—4493.

VETERINAIRES INSPECTEURS.

M. Clements—Noms des vétérinaires employés en 1902, 1903 et 1904, pour prévenir la maladie des porcs dans Kent-ouest?—R. Détails fournis—2022.

TERRITOIRE DU YUKON—NOMINATION DE M. CONGDON.

M. Thompson—M. Congdon a-t-il été juriconsulte du conseil territorial?—R. Nommé juriconsulte du conseil, ne pratique plus, pas membre du conseil—7176.

ANNULATIONS D'ACTES DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. R. Smith—Actes passés en 1904 par législature Colombie-Anglaise ont-ils été désavoués?—R. Oui, acte réglementant immigration en Colombie-Anglaise, *ultra vires*—198.

QUESTIONS—*Suite.*ANNULATIONS D'ACTES DE LA COLOMBIE-ANGLAISE—*Suite.*

M. Smith—Demande motifs de l'annulation de lois de la Colombie-Anglaise pour réglementer l'immigration?—R. Inconstitutionnelles et en désaccord avec politique Confédération—6612.

BROCHURE SUR LEGISLATION SCOLAIRE DU NORD-OUEST.

Hon. Foster—Par qui brochure préparée, est-elle officielle, combien d'exemplaires?—R. Hon. M. Scott, pas officielle, 500 exemplaires—2432.

CAUSES D'EXTRADITION A MONTREAL.

M. Bergeron—Combien de causes d'extradition entendues à Montréal depuis dix-huit mois, quel résultat, quel juge?—R. Cinq, quatre extraditions, cause Gaynor et Greene encore pendante, magistrat Lafontaine—4060.

EXTRADITION GAYNOR ET GREEN.

M. Bergeron—Demande si gouvernement a été informé qu'accusation a été formulée contre juge Lafontaine?—R. Gouvernement pas informé officiellement; question de juridiction de commissaire d'extradition—11060.

CONDAMNATION PAR JUGE PRENDERGAST.

M. Lake—Pour quelles raisons Hamelin et Gosselin, condamnés par juge Prendergast pour vol de chevaux ont-ils été relâchés?—R. Règles du Parlement défendent répondre à ces questions—1934.

DEMISSION DU JUGE CHOQUETTE.

M. Monk—Quand le juge Choquette a-t-il démissionné comme juge, quand nommé sénateur?—R. Démission envoyée par juge Choquette en septembre 1904, égarée, nommé sénateur 30 septembre 1904, place de juge devenue vacante du même effet—1402.

FABRICATION DE FICELLE A KINGSTON.

M. Clare—Demande détails sur fabrication de ficelle à Kingston—R. Détails fournis—2433.

M. Sinclair—Demande quantité ficelle importée et fabriquée au Canada?—R. En 1904, importée des E.-U., 12,623,000 livres valant \$1,459,113, fabriquée au Canada, 16,165,048 livres—1838.

M. Clare—Les 58 tonnes fabriquées de juin 1904 à mars 1905 ont-elles été vendues?—R. Offre acceptée, mais pas la plus haute, inutile faire connaître les prix avant que l'acheteur ait disposé de son achat—6977.

IMPRESSION DES RAPPORTS DE LA COUR SUPREME.

M. Monk—Y a-t-il plaintes pour retard impression, quelle cause?—R. Pas de plainte, encombrement Imprimerie nationale—1460.

LOI SUR MAIN-D'OEUVRE ETRANGERE.

M. R. Smith—Demande ce que va faire gouvernement en vue du jugement du juge Anglin sur la loi des aubains?—R. Gouvernement n'accepte pas, va en appeler, avocats: MM. Shepley et Newcombe—8337.

QUESTIONS—*Suite.*

JUGES DANS LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Sproule—Depuis combien de temps, vacance judiciaire en Colombie-Anglaise: M. W. W. B. McInnes, ex-M.P., sera-t-il nommé?—R. Deux districts créés par loi Colombie-Anglaise en 1903 et 1904, pas encore jugé à propos remplir, il sera tenu comptes des titres de M. McInnes—400.

OBSERVANCE DU DIMANCHE.

M. Sproule—Demande si entrevue exactement rapportée dans "Lord's Day Advocat" entre ministre justice et Lord's Day Alliance?—R. Impossible affirmer, rendra justice—8863.

PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS.

M. Ames—Demande si ministre de Justice a reçu pétitions société protection des femmes et des enfants pour punir batteurs de femmes?—R. Ministre de la Justice disposé à discuter question en même temps qu'amendements code pénal; amendement Bickerdike déjà proposé allait trop loin—618.

TIMBRES DE COMMERCE.

M. Stockton—Gouvernement se propose-t-il présenter législation pour abolir timbres de commerce?—R. A l'étude—5545.

M. Léonard—Demande si gouvernement a reçu délégations contre timbres de commerce, si présentera loi, si les hon. Dandurand et Fitzpatrick sont procureurs de la compagnie des timbres?—R. Délégations reçues, loi à l'étude, MM. Dandurand et Fitzpatrick ne sont plus procureurs de la compagnie—7057.

M. Monk—Gouvernement va-t-il présenter à cette session législation relative aux timbres de commerce?—R. Encore à l'étude, bill préparé, pas encore accepté—7176.

M. Ames—Le gouvernement a-t-il l'intention de passer mesure contre timbres de commerce?—R. Oui—7859.

MARINE ET PECHERIES.

ACHAT DE CARBURE.

M. Ames—Combien de carbure acheté par le département de la Marine depuis 1er juillet 1903, prix, fournisseur, y a-t-il soumissions?—R. 180 tonnes, \$65 tonne. Ottawa Carbide Coy, pas de soumission, acheté par petites quantités au prix du gros—956.

BUREAU METEOROLOGIQUE DE TORONTO.

Hon. Foster—Demande si crédit supplémentaire sera demandé pour nouveau bureau météorologique à Toronto?—R. A l'étude—1201.

CAPITAINE ST-LOUIS.

M. Ames—Capitaine St-Louis a-t-il été réinstallé dans certificat enlevé par Cap. Salmon à la suite de l'affaire Canada-Cap-Breton?—R. Inutile; capitaine St-Louis jamais privé légalement de son certificat—617.

QUESTIONS—*Suite.*

CAPITAINE DE PORT A MONCTON.

M. Stockton—Duncan Robertson de Moncton a-t-il été nommé capitaine de port?—R. Oui, mais a refusé—2433.

COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

M. Ames—Quels sont les membres de commission du port, quand nommés, durée de fonctions—R. Hon. R. Mackay, J. Hodgson, R. Bickerdike A. Racine, E. Lemay, 28 septembre 1896; E. Doran 15 avril 1902, nommés pour servir au gré du gouvernement—157.

M. Ames—M. J. Hodgson a-t-il démissionné, quand, quelles raisons, sera-t-il remplacé?—R. Oui, 23 mars 1904; raisons personnelles, démission non acceptée, gouvernement va réorganiser commission—157.

M. Ames—Quelles avances faites jusqu'à date en vertu statut 3 Ed. VII, chap. 36? R. \$800,000—281.

COMMUNICATIONS D'HIVER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Demande détails sur dépenses, services, réparations du "Minto" et du "Stanley"?—R. Faire motion—718.

M. Lefurgey—Ministre Marine a-t-il reçu plainte de voyageurs détenus à Pictou par manque de service du "Stanley" et du "Minto", va-t-il accéder à demande?—R. Oui, non—4928.

M. Lefurgey—Demande si nouvelle convention passée avec compagnie de navigation pour transport dépêches de courriers et voyageurs entre I.P.-E. et terre ferme, en été?—R. Contrat expiré en décembre, convenu sera renouvelé si compagnie met vaisseau nouveau et puissant—5437.

DEPENSES DE HUOT, MAIRE DE L'ANGE-GARDIEN.

M. Monk—J. C. Huot a-t-il été autorisé en septembre, octobre ou novembre 1904, à faire des travaux à l'Ange-Gardien?—R. Oui, \$600 pour enlever galets—1401.

DEPOT DE PHARES A PRESCOTT.

M. Lalor—Travaux au dépôt de phares de Prescott ont-ils été donnés à l'entreprise?—R. Travaux insignifiants, faits en régie—1398.

M. Monk—Superficie du terrain acheté pour magasin des phares à Prescott, prix payé?—R. Propriété Labatt 3:35 acres, \$26,500; propriété Buckler 0:16 acre, \$1,000—1201.

DEPOT DES PHARES A KINGSTON.

M. Monk—Demande détails sur dépôt des phares du gouvernement à Kingston?—R. Gouvernement n'a pas de dépôt à Kingston—955.

M. Lalor—Construction du dépôt des phares de Kingston se fait-elle par contrat?—R. Pas de dépôt de phares à Kingston—956.

QUESTIONS—*Suite.*

DROITS DE PECHE DANS LES ESTUAIRES.

M. Monk—Demande où en est différend avec provinces pour droit de pêche dans estuaires—R. Pas réglé—1406.

ECLAIRAGE AU GAZ ACETYLENE.

M. Ames—Combien de phares éclairés à l'huile changés en acétylène depuis 1er juillet, quelle économie réalisée, combien gardiens congédiés, noms et salaires?—R. 32, \$910, cinq, noms donnés—1661.

EMMAGASINAGE DU GRAIN A MONTREAL.

M. Piché—Demande si Metcalfe et Johnson de la Dominion Bridge ont travaillé aux plans des transbordeurs de grains?—R. Non—1404.

M. C. Piché—Par qui préparés plans des transbordeurs de grains se rattachant aux élévateurs?—R. Ingénieurs du port et J. S. Metcalfe Co. de Chicago—2286.

ETABLISSEMENTS FRIGORIFIQUES POUR LA BOETTE.

M. Ganong—Combien d'établissements, prix de revient par établissement, règlements?—R. 29 établissements, détails donnés—1569.

EQUIPES DE SAUVETAGE DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Sinclair—Demande le nombre d'équipes de sauvetage en Nouvelle-Ecosse, noms, patrons, etc.?—R. Détails donnés—954.

FOURNITURE DE FONTE A SOREL.

M. Bruneau—Depuis 1er juillet 1904, combien de fonte fournie par différentes fonderies de Sorel, prix payé, montants dus?—R. Chiffres donnés—2433.

GARDIEN DU PHARE DE BICQUET.

M. Bergeron—Quel est le gardien du phare de Biquet, comté de Rimouski, quel salaire?—R. Louis Pinault, \$700 par année—3316.

GARDIEN GODBOUT.

M. Monk—Demande si gouvernement sait que Godbout s'est mêlé d'élection et a insulté candidat conservateur. Va-t-il supporter cela?—R. Non, politique connue—1401.

GARDIENS DES PECHERIES DANS COLCHESTER.

M. Lawrence—Quel est le personnel du service de protection des pêcheries dans Colchester, gouvernement va-t-il protéger pêcheries d'aloses? Y a-t-il convention avec gouvernement provincial pour protection des pêcheries côtières?—R. Personnel énuméré, gouvernement installe une pisciculture d'aloses, question pendante—6107.

GREMENT DU SS. "ACADIA".

M. Ames—Qu'est devenu ameublement et grément du SS. "Acadia" autrefois du service du département de la Marine?—R. Mis en magasin—1934.

QUESTIONS—*Suite.*

HANGARS EN ACIER, PORT DE MONTREAL.

M. Ames—Quand les plans des hangars en acier ont-ils été approuvés, gouvernement a-t-il sanctionné modifications depuis approbation ou depuis adjudication?—R. 21 décembre 1903, non, non—158.

M. C. Piché—Par qui préparés plans et devis des hangars permanents de Montréal?—R. Ingénieurs du port et de "Dominion Bridge Company"—2285.

M. Ames—Demande détails réclamations Peter Lyall au sujet des hangars permanents de Montréal?—R. Faire motion—717.

M. Ames—M. P. W. St-Georges est-il au service du département de la Marine, depuis quand, en quelle qualité, combien reçu, quels diplômes, a-t-il dressé plan de modifications aux hangars?—R. Oui; 9 août 1904 ingénieur surveillant pour construction hangars, a reçu \$1,167.67; diplômes énumérés; en octobre 1904 a été chargé de dresser plans d'après modifications suggérées par Fédération des armateurs—159.

INDUSTRIE DU HARENG.

M. Lefurgey—Demande détails de toute nature sur établissement frigorifiques pour la boîte à Canso, N.-E.?—R. Détails donnés—1198.

M. Lefurgey—Gouvernement continue-t-il expériences, M. Cowie est-il employé, combien payé?—R. Oui, \$5 par jour, \$1,585 déjà payé—5544.

M. McLennan—Quand sera déposé rapport de la commission d'enquête?—R. Justement déposé—4493.

INDUSTRIE DU HOMARD.

M. Ganong—Gouvernement va-t-il accorder pour 1905 autres primes que celles indiquées déjà dans district n° 1, N.-B.?—R. Non—951.

M. Gagnong—A quelle époque pêche homards permise dans district n° 1 du N.-B., en 1904 et 1905?—R. 1904, 6 janvier, 20 juin; 1905, 15 déc., 30 mai—1568.

M. Ganong—A-t-on constaté existence de homards dans baie James?—R. Non—6613.

M. Ganong—Quelle est la longueur permise pour homards pris dans Baie de Fundy, quelle longueur avant 14 octobre 1904, sur avis de qui, changement fait?—R. 9 pouces, 10½ pouces, changé sur avis ministre de la Marine—609.

M. Ganong—Combien de licences de homarderies émises en 1904, combien de demandes en 1905, combien émises?—R. Aucune en 1904, 9 demandes en 1905, 4 émises, noms—609.

JETEE A GRAND BEND.

M. Armstrong—Construction de jetée à Grand Bend est-elle retardée, quelle cause, coût de la jetée, inspecteur des travaux?—R. Retardée difficulté trouver des matériaux, coût \$21,358; inspecteur, John Roe—1406.

QUESTIONS—*Suite.*

MILICE NAVALE DU CANADA.

M. Monk—Quelle dépense faite pour milice navale, quel est l'effectif du steamer de l'Etat "Canada", où est ce steamer?—R. Rien, 70 hommes, à Nassau, Antilles—1404.

NAVIRES DU DEPARTEMENT DE LA MARINE.

M. Lewis—A quels ports les navires du département de la Marine ont-ils fait relâche à l'entrée de l'hiver?—R. Demander rapport—1935.

NOMINATION DE JOSEPH LEMIEUX.

M. Ames—Jos. Lemieux a-t-il un emploi dans les phares, a-t-il adressé plaintes contre l'agent de la marine à Québec?—R. Commissaire aux vivres sur phare flottant "Anticosti", pas d'enquête—1841.

PASSE MIGRATOIRE A CARILLON.

M. Perley—Barrage a-t-il une passe, pourquoi pas?—R. Non, coûterait \$10,000—2158.

PECHEURS D'IRLANDE.

M. Lefurgey—Gouvernement a-t-il pris mesure pour encourager immigration des pêcheurs d'Irlande à l'I.P.-E. pour se livrer à pêche de haute mer?—R. Non, aucun moyen pratique trouvé pour encourager cette immigration—611.

PECHERIES DES GRANDS LACS.

M. Boyce—Requêtes ont-elles été faites pour commission d'enquête sur pêcheries des grands lacs, quelle décision prise?—R. Requête reçue, préparatifs faits, pas d'entente quant à meilleure saison, décision remise—5599.

PECHERIES DE L'I.P.-E.

M. A. Martin—Quel progrès faits l'année dernière par pêcheries I.P.-E., quels officiers chargés surveillance?—R. Aucun progrès, noms donnés—1841.

PECHERIES DE FLETAN.

M. Sloan—Gouvernement sait-il que les Américains pêchent le flétan dans les eaux canadiennes, va-t-il affirmer souveraineté sur les eaux des détroits d'Hécate?—R. Pêcheries protégées par croiseur "Kestrel", négociations diplomatiques pour détroits d'Hécate—611.

PECHERIES DE L'ATLANTIQUE.

M. Ganong—Rapport de la commission d'études est-il reçu?—R. Non—284.

PHARES A ANTICOSTI.

M. Lewis—Dépenses et prix coûtant des phares flottants d'Anticosti le "Lurher" et l'"East Point"?—R. Demander rapport—1934.

PISCIFACTURES DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Wilmot—Combien de saumons déposés dans l'étang de Carleton, St-Jean, N.-B., en 1903 et 1904, quel prix, combien d'œufs produits, où distribués?—R. 1903, 1,289, \$3,825; 1904, 1,022, \$3,334, seizé millions et demi d'œufs, places de distribution données—616.

QUESTIONS—*Suite.*

PORTS SOUS L'AUTORITE DE COMMISSAIRES.

M. Bergeron—Demande l'énumération des ports sous autorité de commissaires, noms des commissaires, rémunération?—R. Détails donnés—1114.

PORT DE MOUNT STEWART.

M. A. Martin—Gouvernement est-il informé qu'aménagement de port Mount Stewart insuffisant?—R. Non, mais inspection en train—1842.

PROTECTION DES PECHERIES.

M. Lewis—Demande noms, effectifs, constructeurs, emploi des steamers de protection des pêcheries?—R. Tableaux donnés—1405.

PROTECTION DES PECHERIES.

M. Lefurgey—Demande bordereau de paye mensuel moyen pour steamers de protection?—R. Tableau fourni—1408.

QUAIAGE.

M. Bergeron—Demande si le gouvernement a reçu requête d'abolition de quaiage aux quais de Saint-Laurent, Saint-Jean, Saint-François et Sainte-Famille, île d'Orléans?—R. Non, quant aux quais de Saint-Laurent et Saint-Jean—1202.

RENFLOUAGE DE L'ELEVATEUR ECHOUE DANS LE PORT DE MONTREAL.

M. Ames—Demande si argent dépensé à même crédit d'enlèvement des obstructions du service maritime et fluvial s'applique à l'élevateur échoué dans le port de Montréal?—R. Dépense renflouage remboursée à commission du port par "Montreal Grain Elevating Co.", département de Marine, rien à voir—158.

REPARATIONS AUX VAISSEAUX DE L'ETAT.

M. Crocket—Demande coût des réparations aux vaisseaux de l'Etat en 1904?—R. Bordereau fourni—1408.

SALAIRES A STATIONS DE SAUVETAGE.

M. Ganong—Paiements faits en 1904 à patron et équipage de stations de Seal Cove et Grand-Manan?—R. Etat fourni—5042.

SAUMON DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Taylor—Représentations ont-elles été faites pour obtenir clôture de la pêche du saumon en 1906 et 1908, par qui, les Américains sont-ils instigateurs, y a-t-il eu protestation contre fermeture, qu'a fait le gouvernement?—R. Oui, principaux citoyens de Vancouver, Américains ont concouru dans l'idée de fermeture avec entente que les E.-U. décideraient même fermeture, noms des protestataires, rien décidé—284.

SENTENCE ARBITRALE D'HALIFAX.

M. Carvell—Gouvernement a-t-il approuvé termes de consultation à cour suprême au sujet réclamation Provinces maritimes relativement à sentence Halifax?—R. Termes proposition pas encore décidés—2160.

QUESTIONS—*Suite.*SENTENCE ARBITRALE D'HALIFAX—*Suite.*

M. A. Martin—Le gouvernement va-t-il distribuer aux provinces intéressées le montant sentence d'Halifax, va-t-il soumettre question au conseil privé?—R. Non—1662.

M. C. Piché—Quel montant reçu par le gouvernement fédéral de la somme payée par E.-U. sur sentence arbitrale Halifax 1877, quand reçue, par qui réclamations faites?—R. Reçu \$4,490,532, 6 décembre 1878, réclamations I.P.-E. 1879, Québec 1902, N.-B. 1903 et N.-E. par participation à demande de règlement—9100.

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL.

M. Lewis—Demande liste, tonnage, effectif, emploi des steamers de service maritime et fluvial?—R. Tableaux donnés—1406.

M. Lefurgey—Demande moyenne bordereau mensuel steamers service maritime et fluvial?—R. Tableau fourni—1409.

SIFFLET DE BRUME A POINTE LEPREAUX—NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Ganong—Demande détail de mutation de gardien?—R. Détails donnés—6614.

STEAMER CHAMPLAIN.

M. Morin—Coût du steamer livré à Québec, dépense par jour, combien de voyages faits entre rivière Ouelle et Malbaie, pourquoi service arrêté?—R. \$87,600; \$80 par jour; 16 voyages aller et retour au 15 janvier, accumulation de glaces au quai de rivière Ouelle—156.

STEAMER "MONTCALM".

M. Morin—Coût livré à Québec, dépense par jour, quel emploi?—R. \$272,000; \$150 par jour; avancer reprise navigation, secourir navires dans glaces, étudier possibilités navigation d'hiver—157.

SUBVENTIONS AUX STEAMERS.

M. Martin—Gouvernement accorde-t-il subventions pour steamers entre I.P.-E. et Antilles, a-t-on demandé service pour I.P.-E. que va faire gouvernement?—R. Non, \$65,700 votés pour service Saint-Jean et Halifax et Antilles, \$1,150 par voyage Halifax et Jamaïque, demandes faites, à l'étude—617.

STEAMER "DE LEVIS."

M. Lewis—Quel est le propriétaire du SS. "de Lévis" employé pour levés hydrographiques du Saint-Laurent, quel personnel employé?—R. Appartient au gouvernement, noms du personnel donnés—955.

STEAMER "SEGUIN."

M. Bennett—Dept. Marine a-t-il acheté SS. "Seguin"?—R. Non—3957.

STEAMERS DE L'ALBERTA.

M. Ames—Demande renseignements sur navigation possible dans l'Alberta?—R. Renseignements manquent, seront procurés—7057.

QUESTIONS—*Suite.*

TELEGRAPHE MARCONI.

M. Lefurgey—En vertu quel arrangement télégraphe Marconi installé sur SS. "Stanley" et "Minto", quel prix, avec quel succès, a-t-on reçu protêt compagnie anglo-américaine des télégraphes?—R. Contrat, \$1,500 par steamer, coût d'installation, protêt reçu, passé outre pour cause intérêt public—197.

M. Lefurgey—Combien gouvernement a-t-il contribué construction station à Marble Head, C.-B., pourquoi pas encore livrée?—\$80,000, changements nécessaires, mauvais temps, pas encore passée au dépt. Marine—401.

YACHT A VAPEUR "MAISONNEUVE".

M. Ames—Combien a coûté pour réparations, salaires, etc., le "Maisonneuve" depuis son acquisition, combien d'hommes d'équipage, combien de temps de service?—R. Chiffres donnés, 5 hommes régulièrement, 3 de plus en service hydrographique, 3 mois en 1903, sept et demi en 1904—1934.

MILICE :

CADRES DE LA MILICE.

M. Bergeron—Demande intentions du ministre relativement aux cadres de milice?—R. Détails donnés—5434.

CAMP CENTRAL D'EXERCICE.

Hon. White—Gouvernement a-t-il choisi emplacement pour camp central d'exercice?—R. Question pas encore réglée—282.

CHAMP DE TIR DE WOODSTOCK.

M. Crocket—Gouvernement a-t-il acheté propriété à Woodstock, pour champ de tir, quel prix, quel gardien?—R. Dans paroisse de Woodstock, 223:81 acres, de John B. et Jennie White, pour \$6,234; A. W. Hand, gardien—5253.

ECURIES ET QUARTIERS A FREDERICTON, N.-B.

M. CROCKET—Demande si soumissions demandées et reçues pour construction écuries et quartiers à Fredericton?—R. Oui; soumissions pour les deux de C. J. B. Simmons, \$2,210 et \$2,118—762.

EFFECTIF DES CORPS D'INFANTERIE.

M. Belcourt—Demande si effectifs seront réduits?—R. Réponse donnée en subsides—7176.

HOPITAL MILITAIRE DE SAINT-JEAN. Q.

M. Monk—Demande soumissionnaires pour réparations à l'hôpital de Saint-Jean, sommes payées, etc.?—R. Détails donnés—5810.

LICENCIEMENT DU 95^e BATAILLON.

M. S. J. Jackson—Pour quel motif 95^e bataillon du Manitoba réduit, puis licencié?—R. Devenu corps rural, perdu valeur—950.

LIEUTENANT J. M. MILTIMORE.

M. Taylor—Lt J. M. Miltimore du 13^e regt de Dragons écossais a-t-il été autorisé à suivre son cours à l'école de cavalerie de Toronto?—R. Oui—6519.

QUESTIONS—*Suite.*

OFFICIERS AYANT PASSE EXAMENS.

M. Léonard—Noms des officiers ayant passé examens hiver dernier à Montréal?—R. Liste donnée—9109.

RECRUTEMENT DES CORPS PERMANENTS.

M. Cockshutt—Demande renseignements sur recrutement des corps permanents du Canada?—R. Détails donnés—6106.

SALLE D'EXERCICES OTTAWA.

M. S. Hughes—Gouvernement sait-il que salle d'exercice à Ottawa insuffisante, que mess. 43^e se tient en dehors faute place, sait-il que nouvelle salle promise par MM. Stewart et Belcourt?—R. Salle d'exercices pas parfaite mais suffisante, loyer mess payé par gouvernement, ignore promesses mais étudie nouvelle salle—285.

STATOIN NAVALE D'ESQUIMAULT.

M. Sloan—Gouvernement est-il informé de l'intention du gouvernement impérial d'abandonner la station navale d'Esquimault?—R. Non—196.

POSTES :

BUREAU DE POSTE D'ALEXANDRIA.

M. Macdonell—Quand l'édifice sera-t-il prêt, quand devait-il l'être? la faute à qui? quel entrepreneur?—R. Sera prêt 1^{er} mai, devait l'être 15 octobre 1904, Jos. Bourque, entrepreneur—1839.

BUREAU DE POSTE, ANSE D'HAMILTON, Q.

M. Ames—Demande détails, prix, etc., du service à l'anse d'Hamilton, comté de Saguenay?—R. Détails donnés—7587.

BUREAU DE POSTE DE LENNOXVILLE.

M. Worthington—Gouvernement va-t-il construire bureau de poste à Lennoxville?—R. A l'étude—4494.

BUREAU DE DISTRIBUTION POSTALE A MONTREAL.

M. Ames—Gouvernement a-t-il acheté terrain auprès de gare Bonaventure pour distribution des matières postales, quelle superficie? quel prix? quelle commission? à qui payée?—R. Oui, 13,395 pieds, Mme McCrory, \$25,000; Mme Myler, \$12,000—commission 5 p.c, U. H. Dandurand—957.

BUREAU DE POSTE DU PETIT LAC DES ESCLAVES.

M. M. S. McCarthy—Demande détails fonctionnement bureau de poste du Petit Lac des Esclaves—R. Détails donnés—7176.

BUREAU DE POSTE DE SHERBROOKE.

M. Worthington—Crédit est-il inscrit pour améliorer le bureau de poste de Sherbrooke? soumissions sont-elles demandées pour certains travaux?—R. Oui, crédit \$2,000, fourniture adjugée pour boîtes à clef pour abonnés, \$1,650—200.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-ALBAN, Q.

M. Morin—Qui a recommandé établissement d'un bureau de poste à Saint-Alban?—R. Ministre des Postes a installé bureau sur recommandations jugées suffisantes—6793.

QUESTIONS—*Suite.*

BUREAU DE POSTE DE MAGOG.

M. Worthington—Gouvernement va-t-il construire bureau de poste à Magog, quand, va-t-il acheter propriété du docteur West?—R. Oui, quand devis terminés, n'achètera pas du docteur West—5910.

CAUTIONNEMENT DES MAITRES DE POSTE.

M. T. Chisholm—Quand gouvernement a-t-il commencé à garantir lui-même cautionnements des proposés des postes, quelles conditions, quels résultats?—R. En 1898, tableau donné, sommes perçues en cotisations \$63,349. sommes déboursées pour réassurances et pertes, \$19,909; au crédit, \$45,992—1837.

DISTRIBUTION GRATUITE DU COURRIER.

M. U. Wilson—Demande coût de la distribution gratuite des courriers dans les villes où elle se fait?—R. Total: \$432,748 par année—763.

ENVOI D'ARGENT PAR LA POSTE.

M. Gauvreau—Gouvernement connaît-il articles du "Daily Telegraph" et "Soleil" au sujet des envois d'argent, va-t-il passer loi défendant envoi d'argent sans enregistrement?—R. Gouvernement pas disposé pour le moment à passer telle loi—1930.

PERCEPTION D'ARGENT DES BUREAUX DE POSTE.

M. Chisholm—Demande détail des pertes subies par directeurs de bureaux de poste dans différentes provinces, échelle des retenues, etc., sera-t-elle réduite?—R. Détails donnés, retenue sera diminuée quand circonstances permettront—3793.

RECEVEUR DE POSTE A BOISSEVAIN, MA.

M. Schaffner—Demande détails sur destitution de M. A. McKnight receveur de poste à Boissevain?—R. Détails donnés—2431.

RECEVEUR DE POSTE A CHESLEY (ONT.)

M. Barr—Position est-elle vacante, sinon qui nommé?—R. M. Richard Sillico, nommé 5 mai 1904, prédécesseur mort—9293.

RECEVEUR DE POSTE DE INVERNESS, N.-B.

M. Lancaster—Quel est le receveur de poste de Inverness, N.-B., quels appointements? l'installation est-elle suffisante?—R. D. McIsaac, \$606 par année, pas de plaintes—9099.

RECEVEUR DE POSTE A KASLO, C.-A.

M. Lancaster—M. S. A. Greer a-t-il été destitué, par qui remplacé? sur quelle recommandation?—R. S. A. Greer révoqué, remplacé par M. D. Kane, sur recommandation W. A. Galliher, M.P.—2436.

RECEVEUSE DE POSTE A KENT, N.-E.

M. Lancaster—Mlle A. Kent, receveuse de poste à Kent a-t-elle été destituée?—R. Bureau fermé, inutile; salaire était \$25 par année—2435.

QUESTIONS—*Suite.*

RECEVEUR DE POSTE A KENTVALE.

M. Boyce—Quel est le receveur actuel, l'ancien a-t-il été révoqué? quel salaire?—R. John Rousseau, receveur actuel, \$25; ancien, F. B. Kent révoqué, pour ingérence politique—6106.

RECEVEUR DE POSTE DE MARKSTAY.

M. Broder—A quelle date, A. P. Lefebvre, receveur de poste de Markstay, révoqué? quand? pourquoi? quel remplaçant?—R. Révoqué 1er avril, irrégularités, enquête, successeur Norbert Roy—7254.

RECEVEUR DE POSTE DE STANHOPE, I.P.-E.

M. A. Martin—H. C. Lawson a-t-il été destitué comme maître de poste de Stanhope, fils du P.-E.? pourquoi?—R. Oui, immixtion dans la politique—1112.

RECEVEUR DE POSTE A SAINTE-MARGUERITE DE DORCHESTER.

M. Morin—Demande motif renvoi de Louis Laflamme receveur de poste à Sainte-Marguerite de Dorchester?—R. Oblitérait illicitement des timbres pour grossir ses recettes—6615.

RECEVEUR DE POSTE A WAVERLEY, ONT.

M. Bennett—Quel est le receveur de poste de Waverley, Ont.? demeure-t-il dans la bâtisse?—R. John Anderson, ignore où demeure—5547.

RECEVEUR DE POSTE DE WHEATLEY-RIVER.

M. A. A. McLean—M. J. Power, maître de poste de Wheatley a-t-il été destitué, pourquoi?—R. Oui, ingérence politique—4496.

SERVICE POSTAL ENTRE ASHCROFT ET CARIBOO.

Hon. Foster—Demande détail service et soumission entre Ashcroft et Cariboo?—R. Détails fournis—3792.

SERVICE POSTAL DE COLDWATER A LOVERING.

M. Bennett—A-t-on adjugé entreprise de transport de courrier entre Coldwater et Lovering, à dater 31 mars 1905?—R. Oui, 31 mars 1905, pour 4 ans, à M. W. H. Lovering, \$156 par année—2701.

M. Bennett—Qui a le contrat entre Coldwater et Lovering? jusqu'à quand? quel prix? quand renouvelé?—R. W. H. Lovering, jusqu'au 31 mars 1905, \$130 par année, accordé en 1901, renouvelé 1905 sans soumission—1933.

SERVICE POSTAL ENTRE FARMINGTON ET WILLMOT, N.-B.

M. Lancaster—Qui a l'entreprise du courrier entre Farmington et Willmot (N.-E.)?—R. Minnie J. Pearson, cédé par A. W. Randall, coûte \$71.90—2430.

SERVICE POSTAL DE GODERICH.

M. Gunn—Qui a le contrat du courrier à Goderich?—R. Thomas Gundry—2601.

QUESTIONS—*Suite.*

SERVICE POSTAL ENTRE HAMILTON ET KILBRIDE.

M. Henderson—Qui a le contrat ? quel prix ? renouvelé ?—R. William Small, \$197, renouvelé—9297.

SERVICE POSTAL A JUBILEE STATION.

M. Fowler—Demande détails contrat de malles entre Kingston, comté de King, et Jubilee Station sur l'I.C.R.?—R. Détails donnés—5254.

SERVICE POSTAL ENTRE KILLARNEY ET LITTLE CURRENT, ONT.

M. Lancaster—Qui a le contrat de transport postal entre Killarney et Little Current ? combien payé ? y a-t-il réclamations ?—R. Michel Bernard, \$9 par semaine, pas de réclamation—3791.

SERVICE POSTAL ENTRE LAWVILLE ET MILTON.

M. Henderson—Qui a le contrat ? à quel prix ? contrat renouvelé ?—R. John W. Coling, \$213.32 par année, renouvelé—9296.

SERVICE POSTAL ENTRE LAKE RAMSAY ET NEW-ROSS.

M. Lancaster—Soumissions ont-elles été demandées, qui a soumissionné, quel adjudicataire favorisé ?—R. Liste soumissionnaires, Nathan Kiddy, en vertu pouvoir discrétionnaire—9921.

SERVICE POSTAL A MAOCAN.

M. Fowler—Existe-t-il un contrat pour transport courrier de station Maccan, I.C.R., à la ville, titulaire, prix, prix payé antérieurement ?—R. Oui, Robert Harrison, \$97 par an, prix antérieur, \$118.92 par an—197.

SERVICE POSTAL ENTRE LES MELBOURNE.

M. Worthington—A-t-on demandé des soumissions, quelle soumission acceptée ? quel prix ? quel prix ancien soumissionnaire ?—R. Deux soumissions reçues, acceptée Davis, \$85, ancien contrat à E. Main, \$80—4494.

SERVICE POSTAL DE SHERBROOKE.

M. Worthington—Demande si gouvernement va imposer taxe de 2 cents pour lettres de Sherbrooke à succursale et 1 cent sur lettre à bureau central, si va faire distribuer correspondance en ville ?—R. Deux bureaux indépendants, pas de succursale, tarif ordinaire, pas de distribution à domicile—396.

SERVICE POSTAL ENTRE SAINT-JEAN ET SAINT-MARTIN, N.-B.

M. Daniel—Soumissions ont-elles été demandées pour service postal entre Saint-Jean et Saint-Martin pour l'année prochaine ?—R. Soumissions demandées en 1901, contrat accordé à M. Nugent, \$779 par année, renouvelé pour 4 ans en 1905—2587.

QUESTIONS—*Suite.*

SERVICE POSTAL DE VICTORIA-HARBOUR.

M. Bennett—Qui transporte dépêches de la gare au bureau de Victoria-Harbour ?—R. Mark Vasey, contrat renouvelé 1905 jusqu'à 31 décembre 1908—2290.

M. JOHN WALSH.

M. Henderson—M. John Walsh, surintendant des rebuts au ministère des Postes a-t-il été remplacé et par qui ?—R. Mis à la retraite 1er juin 1905, remplacé par M. Binks, intérêt du service—8336.

REVENU DE L'INTERIEUR :

FALSIFICATION DU SIROP D'ERABLE.

M. Béland—Gouvernement contrôle-t-il commerce sirop d'érable, sait-il produits falsifiés sont vendus comme sirop d'érable de la Beauce, va-t-il poursuivre ?—R. Non, enquête va être faite, mesures vont être prises—1399.

INSPECTION DU GAZ A TROIS-RIVIERES.

M. Paquet—Nom de l'inspecteur, salaire ?—R. J. U. Dufresne, \$500—1838.

IMPORTATIONS DE TABAC.

M. Clements—Quantité de tabac en feuilles importée des E.-U. l'an dernier et droits payés ?—R. Quantité entrée et déposée 13,210,390 livres ; droits perçus sur 12,130,700 livres ; montant de droits, \$1,278,455—5809.

TRAVAUX PUBLICS :

BARRAGE DU CHENAL SAINT-IGNACE.

M. Monk—Gouvernement s'est-il engagé envers certaines personnes à construire barrage du chenal Saint-Ignace à Sainte-Anne de la Parade ? argent a-t-il été voté, travaux exécutés ?—R. Personnes mentionnées ont demandé exécution des travaux après rapport favorable ingénieur Michaud, crédits demandés au budget, travaux faits sur promesse des riverains pas exiger dommages—618.

BASSIN DE RADOUB DE BRACEBRIDGE.

M. W. Wright—Quel est le surintendant local du bassin de radoub de Collingwood, combien payé, sur quelle recommandation nommé ?—R. P. L. Clairmont, \$3 par jour, recommandation de Henry A. Grey, ingénieur dirigeant—6794.

BASSIN DE RADOUB DE COLLINGWOOD.

M. Bennett—Paiements ont-ils été faits comme prime à compagnie bassin de radoub de Collingwood ?—R. Non—6794.

BRISE-LAMES DE DIPPER HARBOUR, N.-B.

M. Daniel—Qui fait les travaux de construction du brise-lame de Dipper-Harbour ?—R. Lyons et White, soumission \$45,485—953.

BRISE-LAMES DE MIMINEGASH.

M. Lefurgey—Demande si travaux faits au brise-lames de Miminégash, si soumissions demandées ?—R. Oui, en régie—1400.

QUESTIONS—*Suite.*

BRISE-LAMES A PORT-HOOD.

M. Blain—Coût approximatif du brise-lames de Port-Hood, comté d'Inverness?—R. Estimations varient de \$165,000 à \$482,000—5253.

BRISE-LAMES A SAINT-PIERRE.

M. A. Martin—Soumissions ont-elles été demandées, qui a soumissionné, entreprise a-t-elle été accordée?—R. Oui, R. N. Cox et Webster, \$9,281, E. Campbell, \$14,000, pas adjudication, nouvelles soumissions demandées—5159.

BRISE-LAMES DE TIGNISH.

M. Lefurgey—Demande détails sur soumissions pour construction brise-lames Tignish?—R. Entreprise pas adjugée, insolite donner détails avant adjudication—7175.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Brabazon—Demande détails sur brigades topographiques occupées au levé du tracé du canal de la baie Georgienne, personnel, direction, etc.?—R. Détails donnés—202.

CHENAL DE CASCUMPEC.

M. Lefurgey—Montant dépensé pour essayer de fermer nouveau chenal de Cascumpec, longueur travaux exécutés, ingénieur, gouvernement va-t-il persister?—R. \$2,977.51, 415 pieds, ingénieur Hegan, gouvernement va abandonner—2884.

CHUTES DE LA RIVIERE DU VIEIL-HOMME.

M. Herron—Demande si chutes rivières du Vieil-Homme vendues ou louées?—R. Non—9295.

COMMISSION D'EMBELLISSEMENTS D'OT-TAWA.

M. Perley—Combien d'hommes employés en septembre, octobre, novembre, décembre 1904?—R. 139, 164, 152, 157, et janvier 1905, 102—400.

DOCKS DU SAULT SAINTE-MARIE.

M. Boyce—Demande détails sur construction, exploitation, etc., du dock du Sault Sainte-Marie?—R. Détails complets fournis—5546.

DOCK ET ENTREPOTS A MIDLAND.

M. Bennett—Quels sont les locataires des docks et entrepôts à Midland?—R. Maison Playfair, Preston et Cie, \$100 par année—5547.

DRAGAGE BASSIN DE CORNWALL.

M. Pringle—A qui adjugé, soumissions demandées, combien de soumissionnaires, prix accordé?—R. W. J. Poupore, soumissions demandées par affichage, deux soumissionnaires, prix indiqués—614.

DRAGAGE DU CANAL DE CORNWALL.

M. Pringle—A qui soumission accordée? dans quels journaux annoncée? combien soumissions reçues?—R. W. J. Poupore, noms journaux donnés, 5 soumissions, plus basse retirée, suivante acceptée—717.

QUESTIONS—*Suite.*

DRAGAGE DU CANAL AU SAULT SAINTE-MARIE.

M. Pringle—Quand dragage du canal du Sault Sainte-Marie adjugés, ont-ils été adjugés à compagnie américaine, prix payé?—R. Novembre 1903, compagnie américaine, 80 cents la verge—615.

DRAGAGE DU CANAL WELLAND.

M. Pringle—Quelle somme dépensée pour dragage canal Welland depuis 4 ans, qui a exécuté les travaux, prix payés?—R. \$486,510 au 31 janvier 1905, noms et prix donnés—614.

DRAGAGES A L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. A. McLean—Nom du dragueur employé en 1904 à l'I.P.-E., endroits travaillés?—R. "Prince Edward"; Belfan, Murrell, Vernon River Bridge—1209.

DRAGAGE RIVIERE MIMINEGASH.

M. Lefurgey—Gouvernement va-t-il faire drager rivière Miminegash?—R. A l'étude—3957.

DRAGAGE A PENETANGUSHENE.

M. Bennett—Quel entrepreneur a fait des travaux à Penetanguishene dans l'été 1904?—R. Bowman et Cie—2157.

DRAGAGE A PORT-PERRY.

M. Christie—Quel montant dépensé en 1904 pour dragages à Port-Perry?—R. Aucun—2289.

DRAGAGE DE PORT-BURWELL.

M. Pringle—Qui a eu l'entreprise des travaux de Port-Burwell?—R. Faits à la journée—615.

M. Blain—Qui a l'entreprise? quel prix?—R. "Dominion Dredging and Construction Company", 14 cents pied cube—8862.

DRAGAGE DE LA RIVIERE THAMES.

M. Clements—Exploration de rivière Thames entre rivière Sainte-Claire et ville Chatham pour chenal quinze pieds est-elle faite? travaux seront-ils exécutés?—R. Oui, à l'étude—617.

DRAGAGE DU PORT DE RUSTICO.

M. A. Martin—Demande combien dépensé pour dragages à Rustico en 1904, combien de naufrages?—R. Pas de dragage, un seul naufrage—1662.

DRAGAGE A WHITBY.

M. Christie—Quel montant dépensé en dragages à Whitby en 1904, quel entrepreneur?—R. \$13,502, Robert Weddell—2289.

DRAGUES IMPORTEES.

M. Bennett—Combien de dragueurs importés depuis 1902, quel noms? quelle évaluation?—R. Dragueurs ne figurent pas sous désignation spéciale aux états de douane, pas coutume donner détails de déclarations—5545.

EDIFICES A GLACE-BAY.

M. Blain—Gouvernement a-t-il acheté propriété pour édifices publics?—R. Oui, propriété Nolan, \$6,000, 60 x 100 pieds, rue principale—9921.

QUESTIONS—*Suite.*

EDIFICES LOUES.

M. S. Hughes—Demande édifices loués à Ottawa depuis 1er janvier, conditions relatives aux taxes?—R. Détails donnés—398.

ECLUSE DE BURRETT'S RAPID.

M. S. Hughes—Emploi de J. Todd, W. Omrod, W. Swain, éclusiers à Burrett's Rapids?—R. Détails donnés—8533.

EXPLORATIONS, COMTE DE JACQUES-CARTIER.

M. Monk—Demande détails des explorations faites dans comté de Jacques-Cartier à Pointe-Claire et Sainte-Anne pour canal Baie Georgienne?—R. Détails donnés—620.

JETEE A AMHERST, N.-E.

M. R. L. Borden—Qui a le contrat de la jetée d'Amherst, N.-E.?—R. Pas encore donné—4492.

JETEE A FORT LAWRENCE.

M. R. L. Borden—Quels entrepreneurs, travaux terminés? prix payé, prix contrat?—R. Lyons et White, terminé, \$12,260, \$14,805—5158.

JETEE LAMBERT, I.P.-E.

M. A. Martin—Somme de \$11,246.80 figurant au rapport de l'auditeur général a-t-elle été dépensée à la jetée Lambert?—R. Erreur de copiste—4494.

JETEE DE SAINT-JOSEPH DU LAC HURON.

M. Armstrong—Jetée est-elle terminée? combien a-t-elle coûté? quelle est la cause du délai? quels intérêts sont desservis?—R. A peu près terminée, a coûté \$14,901.62, mauvais temps, intérêts généraux—2384.

PONT SUR LA RIVIERE MORELL.

M. A. Martin—Demande informations sur travaux de pont sur rivière Morrell?—R. Détails donnés—5159.

PORT DE RONDEAU.

M. Macdonald—Travaux sont-ils concédés?—R. Non—1839.

PORT DE SAVAGE-HARBOUR, I.P.-E.

M. A. A. McLean—Gouvernement a-t-il fait travaux à Savage-Harbour, quels travaux, combien coûteront?—R. Oui, fascines pour endiguer les sables, coûteront \$2,000—3483.

PORT SAINTE-ANGELE, COMTE DE NICOLET.

M. Paquet—Combien dépensé l'année dernière pour creuser port Sainte-Angèle, combien pour compléter?—R. \$11,723, \$12,000—1838.

PORT DE STANLEY-HARBOUR.

M. Macdonald—Travaux sont-ils concédés?—R. Non—1839.

QUAI DU BIC.

M. Bergeron—Quel montant payé à M. P. Ross pour terrain destiné à chemin menant au quai de la pointe à Côté au Bic?—R. M. Ross promis vendre droit de passage; rien de fait encore—1935.

QUESTIONS—*Suite.*

QUAI DE CACOUNA.

M. Bergeron—Quel crédit, ouvert, quel montant dépensé, noms des employés, salaires payés?—R. Crédit de \$1,250; dépensé, \$1,240.27; travaux énumérés, noms donnés—7254.

QUAI A GRACE-POINT.

M. Perley—Combien a coûté quai à Grace-Point sur canal Carillon? combien de navires? quel gardien?—R. \$5,452, revenu 1904 \$60.93, Tel. Ranger—2158.

QUAI D'HOWARD'S-COVE (I.P.-E.).

M. Lefurgey—A-t-on fait études pour construction de quai à Howard's-Cove (I.P.-E.)?—R. Non—4823.

QUAI A HULL.

M. Perley—Combien a coûté quai à Hull, combien de navires, quel gardien?—R. \$54,049, dix bateaux touchent périodiquement, J. B. Labelle—2158.

QUAI DE SAINTE-FAMILLE, ILE D'ORLEANS.

M. Bergeron—Demande si argent mis à la disposition de F. X. Gosselin pour réparations au quai de Sainte-Famille?—R. Oui, 12 octobre 1904. F. X. Gosselin autorisé à dépenser \$500 pour travaux d'urgence—1202.

SALLE D'EXERCICE DE CHATHAM.

M. Clements—Contrat de construction est-il adjugé, à qui? quand doit être fini?—R. Contrat à J. Pigott et fils, \$50,905, doit être achevé 30 août 1906—613.

SALLE D'EXERCICE A FREDERICTON, N.-B.

M. Crocket—Quand, à qui et quel prix contrat adjugé pour construction salle d'exercice à Fredericton, N.-B.?—R. 7 décembre 1904, C. J. B. Simmons, \$12,955—762.

SALLE D'EXERCICE DE LINDSAY.

M. S. Hughes—Gouvernement va-t-il construire nouvelle salle d'exercice à Lindsay?—R. A l'étude—285.

SALLE D'EXERCICE DE LONDON.

M. Elson—Ancienne salle d'exercice de London a-t-elle été vendue? quels soumissionnaires?—R. Vendue à Ed. Shea, \$13,250—8584.

SALLE D'EXERCICE DE QUEBEC.

M. Bergeron—Quel terrain acheté pour agrandissement salle d'exercice, de qui acheté, quand, y a-t-il eu expropriation?—R. Terrain acheté de hon. P. A. Choquette par C. E. Taschereau, agent ministère Justice, 3 décembre 1904; expropriation suivant la loi—1197.

SALLE D'EXERCICE DE SHERBROOKE.

M. Worthington—Gouvernement va-t-il bientôt construire, va-t-il acheter terrain avoisinant?—R. Oui, non—5910.

QUESTIONS—*Suite.*SALLE D'EXERCICE DE SHERBROOKE—*Suite.*

M. Worthington—Crédit est-il inscrit à budget pour salle d'exercice, terrain est-il acheté, plans sont-ils préparés?—R. Oui, crédit de \$10,000 disponible, terrain acheté rue Victoria, \$6,000, dont \$1,500 payés par la ville, plans et devis en préparation—200.

M. Worthington—Demande si gouvernement sait que les différentes branches du service n'ont pas de local pour armes et équipements à Sherbrooke?—R. Locaux fournis—280.

SALLE D'ARMES DE WOODSTOCK, N.-B.

M. Crocket—Gouvernement a-t-il vendu terrain acheté à Woodstock, coin Elm et Green, pour salle d'armes?—R. Vendu à W. Bain, \$1250—5042.

TRAVAUX, PAROISSE CHATEAU-RICHER.

M. Bergeron—Demande date paiement de \$6,215 faits pour travaux à Château-Richer?—R. 7 octobre et 13 octobre 1904—3316.

TRAVAUX RIVIERE THOMPSON, C.-A.

M. W. J. Roche—Demande détails travaux et dépenses, rivière Thompson, C.-A.?—R. Détails donnés—5909.

TRAVAUX, PAROISSE SAINT-FRANÇOIS, ILE D'ORLEANS.

M. Monk—Argent a-t-il été envoyé à quel-qu'un à Saint-François, île d'Orléans pour faire travaux pendant les élections?—R. Non—1402.

TRAVAUX AUX PORTS DE L'INTERIEUR.

M. S. Hughes—Quelles sont les dépenses faites à Port-Arthur, Fort-William, rivière Kammistiquia, pour dragages, brise-lames, etc.?—R. Demander rapport—1114.

TRAVAUX AU PORT DE TORONTO.

M. Macdonell—Soumissions ont-elles été demandées pour brise-lames passe de l'est? combien reçues? travaux sont-ils concédés?—R. Oui, cinq, non—1840.

TAPIS DU PARLEMENT.

M. Osler—Quelle quantité, qualité et prix de tapis acheté par gouvernement pour deux Chambres dans deux dernières années—R. Détails donnés—8460.

RAPPORTS.

DEPOT DES RAPPORTS.

Rapport des bibliothécaires—8; comptes publics pour l'exercice clos le 30 juin 1904—51; tableaux du commerce et de l'industrie au 30 juin 1904—51; quatrième recensement, vol. II, produits naturels—51; relevés et statistiques du Revenu de l'intérieur au 30 juin 1904, partie I, accise, partie II, poids et mesure—52; liste du service civil—52; règlements et ordonnances du Roi pour la milice du Canada—55; rapport du département du Travail au 30 juin 1904—55; rapport du ministre des Postes au 30 juin 1904—55; ordon-

RAPPORTS—*Suite.*DEPOT DES RAPPORTS—*Suite.*

nances des territoires du Yukon pour 1904—55; relevés des assurances du service civil au 30 juin 1904—55; rapport du commissaire de la police fédérale pour 1904—55; partie du rapport de l'Auditeur général 1904-1905 (sir W. Laurier)—113; bureau des Affaires des Sauvages (hon. Sifton)—116; rapport de la Marine et des Pêcheries, 1904 (hon. Préfontaine)—116; deuxième partie du rapport de l'Auditeur général (sir W. Laurier)—285; rapport du ministre de la Justice, 1904 (hon. C. Fitzpatrick)—285; rapport du ministère d'Agriculture, 1904 (hon. Fisher)—337; rapport du ministre du Commerce, 1904 (hon. Paterson)—337; rapport du ministre de l'Intérieur, 1904 (sir W. Laurier pour hon. Sifton)—473; rapport annuel de la commission de géographie du Canada (sir W. Laurier)—653; rapport annuel du départ. des Travaux publics, 1904 (Hon. M. Hyman)—764; rapport du départ. des Chemins de fer et Canaux 1904 (Hon. Emmerson)—950; rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries, pour 1904 (Hon. Préfontaine)—2701; rapport du ministère du Revenu de l'intérieur (falsifications alimentaires), Hon. L. P. Brodeur—4205; rapport du département de la Milice et de la Défense, année terminée 31 décembre 1904 (sir F. Borden) 4670; rapport des examinateurs du service civil pour 1904 (sir W. Laurier) 5548; rapport du secrétaire d'Etat pour 1904 (sir W. Laurier)—5548; rapport des archives pour 1904 (Hon. S. Fisher)—6976; liste des navires enregistrés au ministère de la Marine au 31 décembre 1904 (Hon. Préfontaine)—7060; relevé des dividendes impayés et des balances non réclamées depuis cinq ans avant décembre 1904 (Hon. W. S. Fielding)—7333; rapport de la dixième élection générale (sir W. Laurier)—8189; rapport supplémentaire de données thermographiques (Hon. S. Fisher)—7173; rapport commission des chemins de fer (Hon. Emmerson)—6432.

COMMISSION DU CHEMIN DE FER TRANS-CONTINENTAL.

Hon. Emmerson—Propose qu'un ordre émane pour dépôt du rapport provisoire de la commission du chemin de fer Transcontinental—6443; adopté, rapport déposé—6444; va jusqu'au 31 mars—6444; propose qu'il soit imprimé et distribué—6444; adopté—6444.

RESOLUTIONS.

RESOLUTIONS PRESENTÉES PAR DES DÉPUTÉS.

ÉTIQUETTES DES UNIONS OUVRIÈRES.

M. R. Smith—Propose en résolution: qu'il est à propos d'enregistrer les étiquettes des unions ouvrières et d'imposer amendes pour usage illicite—286; proposition faite chaque année depuis 1897—286; passée en 1899 et 1900, rejetée par Sénat—286; liste fabricants canadiens apposant les étiquettes de l'union—286, 287; 90 maisons—287; bill nouveau, pas amendement

RESOLUTIONS—*Suite.*ETIQUETTES DES UNIONS OUVRIERES
—*Suite.*M. R. Smith—*Suite.*

comme précédents à la loi des marques de commerce, bill spécial—283; opinion de M. Bertram, de M. Lewis, opinions diverses—289, 290; principe reconnu en Angleterre depuis 12 ans—290; reconnu aux Etats-Unis dans 31 Etats—290; opposition systématique de l'Association des manufacturiers—290; bill entièrement facultatif pour patrons—291; ne donne pas aux ouvriers plus de pouvoir de boycottage—291.

M. Sproule—Demande si le bill s'appliquera à l'imprimerie Nationale—292.

M. R. Smith—Pas prévu—292.

Hon J. Haggart—La loi autorise déjà des personnes responsables d'enregistrer des marques de commerce—292; dangereux de donner ce pouvoir à des groupes sans responsabilité qui pourraient poursuivre pour faire infliger des peines—292.

Sir W. Laurier—Nécessité du bill ne se fait pas sentir—293; cependant résolution peut passer, bill sera discuté—293.

M. A. B. Ingram—Temps perdu, Sénat laissera pas passer—293.

Résolution rapportée, lue 1re et 2e fois, adoptée—293.

GRANDE-BRETAGNE ET SES COLONIES.

M. S. Hughes—Propose que la Chambre se prononce en faveur d'un parlement impérial suprême pouvant décider toutes questions interimpériales, internationales, commerciales, financières, laissant aux parlements existant la décision des tarifs et autres matières qui leur sont propres—2439; n'entend pas provoquer un vote—2439; discours de Joseph Howe, 1846, 1851—2440; prédiction Chamberlain—2441; la civilisation tend à l'unité dans les affaires nationales, exemples—2441; la première carte de l'empire—2442; ni l'uniformité de race ni l'uniformité de langage ne sont essentielles pour le développement d'un pays—2442; remercie Dieu qu'il y ait plusieurs croyances au Canada, c'est le meilleur moyen d'empêcher une de prendre l'ascendant sur les autres—2442; l'océan qui nous sépare est un lien avec Grande-Bretagne—2443; pour l'union il faut virilité et communauté d'intérêt, nous les avons—2443; le temps est venu—2444; l'Angleterre est au pinacle—2444; la guerre d'Afrique était nécessaire à la conservation de l'empire britannique—2444; est en faveur d'une union parlementaire entre Grande-Bretagne et toutes ses colonies—2445; histoire de l'association de la Grande-Bretagne et de l'Amérique du Nord—2446; les tentatives séparatistes des partisans de la réciprocité et de l'union commerciale—2446; les tentatives récentes pour secouer le lien britannique—2447; l'immigration étrangère—2448; opposé au transfert de l'arsenal d'Halifax et d'Esquimault—2448; les Américains et la Reine Victoria—2449; les dangers de l'annexion—2449; les dépenses militaires—2450; le sentiment en faveur de l'annexion a disparu

RESOLUTIONS—*Suite.*GRANDE-BRETAGNE ET SES COLONIES—*Suite.*M. S. Hughes—*Suite.*

du cœur des chefs libéraux—2450; la configuration géographique du Canada lui interdit d'aspirer à l'indépendance—2451; le Canada est uni parce que le drapeau britannique flotte de l'Atlantique au Pacifique—2451; les dépenses militaires du Canada indépendant—2451; les matelots canadiens retenus dans l'Uruguay—2452; les Etats-Unis ne protégeraient pas le Canada pour rien—2452; il faudrait dépenser, d'ici à 30 ans, cent millions par années pour être sur le pied d'une puissance de second ordre—2453; chiffres comparatifs, relation entre tonnage marchand et dépenses de défense de différents pays—2454; le projet soumis dans la motion assurerait la paix de l'Empire—2455; la valeur de la clientèle anglaise qui nous serait assurée—2456; grandeur et population de l'empire ainsi constitué, chiffres—2457; propositions à soumettre—2458; maintien d'un gouvernement monarchique tempéré—2458; droits différentiels étendus—2459; grande marine, armée permanente—2459; les soldats de Waterloo—2459; la Grande-Bretagne a conquis l'amour des peuples qui vivent sous son drapeau—2460; comparaison entre Anglais et Doukhobor—2461; un cordon de soie ne suffit pas pour unir Canada à Grande-Bretagne, faut un lien plus solide—2461; vers d'Eliza Cook—2461; lettre de Mme Woss—2461.

M. R. G. Macpherson—Pas besoin de leçons de patriotisme—2462; tout Canadien est loyal sujet de l'empire—2462; le seul moyen d'être loyal c'est de pousser à la concorde et à l'harmonie—2462; les félons sont les fauteurs de discorde—2463; "the men of the northern zone"—2463.

M. T. W. Cockshutt—Approuve résolution—2463; aux liens d'affection doivent s'ajouter ceux d'intérêt—2464; danger de l'immigration hétérogène—2464; hostile au présent tarif et à la clause de faveur—2463; nous sacrifions ainsi \$4,000,000 de droits par année—2465; chiffres—2465; le Canada n'a rien reçu en échange—2465; pas sage ouvrir pays aux importations britanniques aux dépens de nos industries—2436; texte résolution du tarif de faveur—2466; le tarif de faveur n'a jamais eu en vue d'unir l'empire par des liens de réciprocité de commerce—2466; l'Angleterre a dédaigné la préférence accordée—2467; serait cependant périlleux de la retirer, on y verrait une reculade—2467; la cause de l'Empire ne fait pas de progrès au Canada—2468; considère que tous les soldats qui défendront le Canada sont assez valeureux pour être envoyés à l'étranger—2468; des démarches, comme le transport d'Halifax et d'Esquimault, tendent à l'indépendance du Canada—2469; la jeunesse est en faveur de l'indépendance—2469; nous ne sommes pas prêts à solder la note—2469; l'Angleterre demande plus de faveur, que pouvons-nous donner?—2469; en affaires, il n'y a pas de faveurs, mais de l'équité—2470; le meilleur moyen d'éviter des troubles

RESOLUTIONS—*Suite.*GRANDE-BRETAGNE ET SES COLONIES—*Suite.*M. Cockshutt—*Suite.*

c'est de faire des arrangements pratiques—2470 ; la détresse des industries—2470 ; s'il ne vient pas plus d'immigrants britanniques, c'est que le traitement de faveur n'est pas apprécié en Grande-Bretagne—2470 ; le coup d'éclat de Chamberlain—2471 ; le lien britannique est notre salut—2472 ; le danger des tempêtes futures—2472 ; il vaudrait mieux contribuer de notre argent à la défense de l'empire que de sacrifier nos revenus en accordant des faveurs de tarif—2472 ; le tarif préférentiel avantage le vendeur et non l'acheteur—2472 ; liste des articles que nous achetons en plus grande quantité à l'étranger qu'en Angleterre—2473 ; est en faveur d'une préférence mutuelle—2473 ; pour chaque avantage à la Grande-Bretagne il faut un équivalent—2474 ; il faut un traité de commerce avec la Grande-Bretagne—2474 ; tel est l'objet de la politique Chamberlain—2474 ; tous les avantages ne peuvent pas venir de notre part—2474 ; il faudra concessions—2474 ; que serait le Canada sans la toute puissance de la Grande-Bretagne—2476 ; l'uniformité de naturalisation dans l'empire britannique—2477 ; nous ne pouvons pas donner un titre réel de citoyen britannique aux immigrants qui viennent chez nous s'établir—2478 ; félicite gouvernement d'avoir établi un tarif de faveur pour les sucres des Antilles anglais—2478 ; l'avenir de la race anglo-saxonne dépend de l'union de ses membres—2479 ; Kipling et l'union—2480.

M. A. A. Bruneau—La question de la représentation coloniale dans le parlement impérial discutée pour la première fois en 1831—2480 ; motion Hume—2480 ; paroles prononcées—2482 ; la discussion Labouchère—2482 ; M. Sales Laterrière discute le même sujet à la même époque—2484 ; ce n'est pas l'or étranger qui a provoqué la rébellion de 1837—2485 ; les raisons données par Laterrière en 1831, pour demander la représentation coloniale n'existent plus—2486 ; les raisons données par Labouchère contre le projet subsistent—2486 ; nos devoirs envers l'Empire et envers nous-mêmes ne concordent pas—2486 ; les journaux et la motion Hughes, "Patrie" "Presse", "Canada"—2488 ; Goldwin Smith et l'utopie de fédération impériale—2488 ; la politique commerciale du gouvernement à la conférence coloniale—2489 ; l'attitude du gouvernement sur la question de défense—2490 ; l'avenir du Canada—2490 ; histoire de nos constitutions—2491 ; l'impérialisme—2492 ; l'indépendance—2493 ; discours Honoré Mercier—2493 ; l'annexion—2494 ; les Canadiens-français ont sauvé le Canada à la Couronne—2494 ; ce qui fera l'unité nationale, c'est l'esprit national—2495 ; la statue de sir Georges Cartier—2495.

M. J. B. Black—M. Hughes, pas une goutte de sang anglais dans les veines—2495 ; peut bien prôner la guerre du Transvaal, il en est revenu sans autre accroc que

RESOLUTIONS—*Suite.*GRANDE-BRETAGNE ET SES COLONIES—*Suite.*M. J. B. Black—*Suite.*

d'avoir mouillé son pantalon—2495 ; n'a pas dit qu'un Canadien valait mieux que cent Anglais—2495 ; parlait des immigrants en général—2496 ; le juron de l'oncle Tobie—2496.

Sir W. Laurier—Question soulevée occupée depuis longtemps l'opinion—2496 ; solution pas encore trouvée—2496 ; Ligue impériale dissoute faute de trouver moyen d'accomplir son objet—2496 ; résolution soumise est contradictoire—2496 ; impossible d'avoir union complète si colonies conservent droit de régler leurs tarifs—2496 ; tant que les relations entre diverses parties de l'empire continueront à être aussi satisfaisantes que maintenant, faut espérer qu'on ne les changera pas—2497 ; l'Angleterre n'a jamais rien changé sans qu'il y eût cause—2497 ; la différence entre l'empire britannique actuel et les anciens empires c'est que ceux-ci se maintenaient par la force et que l'union de l'empire est volontaire—2497 ; la question n'est pas mûre et n'aurait pas dû être soulevée—2497.

M. R. L. Borden—Sir W. Laurier n'était pas satisfait des relations de l'empire après décision de l'Alaska—2498 ; demandait droit de faire traités—2498 ; toutes les évolutions sont venues sur l'initiative d'hommes publics du Canada—2498 ; M. S. Hughes a bien fait de soulever cette intéressante question—2498 ; a toujours prêché préférence mutuelle—2498 ; bonne politique—2498 ; entièrement favorable au mouvement Chamberlain—2498 ; préférence commerciale réciproque—2499.

M. S. Hughes—Satisfait de la discussion—2499 ; M. Willison, sir W. Laurier et l'annexion—2499 ; n'a jamais prétendu avoir le monopole du patriotisme et de la loyauté—2500 ; seul but, faire l'éducation du public—2501 ; demande à retirer sa motion—2501.

M. A. Johnston—Approuvé député de Vancouver—2502 ; la loyauté des chefs conservateurs dans les temps passés—2502 ; l'entrevue de M. S. Hughes dans la "Gazette" 27 février 1905—2504 ; M. S. Hughes veut cimenter l'union à coups de fusil—2506 ; proteste au nom des catholiques—2506 ; ce ne sont pas les catholiques qui conseilleraient à leurs concitoyens de prendre les armes afin de perpétrer une injustice à l'égard d'un autre groupe de citoyens—2506 ; M. S. Hughes n'est pas l'interprète fidèle des protestants—2507 ; M. S. Hughes veut créer à l'étranger l'impression que les Galiciens n'ont pas la liberté au Canada—2507 ; espère que le parti conservateur dégagera sa responsabilité de cette pernicieuse algarade—2508.

M. T. S. Sproule—Proteste qu'il n'a pas essayé de soulever les passions populaires—2509 ; lettre adressée aux loges orangistes—2509 ; les loges ont le culte de la loi et le respect de la tolérance—2510 ; si un député a tort de présenter les vœux contenus dans cette lettre, le ministre de

RESOLUTIONS—*Suite.*GRANDE-BRETAGNE ET SES COLONIES—*Suite.*

M. T. S. Sproule—*Suite.*

l'Intérieur a eu tort de démissionner—2510 ; celui qui est responsable du soulèvement des passions est celui qui a lancé dans la population cette semence de discorde—2510.

M. J. Bureau—Mouvement lancé par M. Sproule—2511 ; le club Jacques-Cartier chargé du mouvement dans Québec—2511 ; la pétition envoyée—2511 ; le double jeu—2512 ; aucune de ces pétitions dans Ontario—2513.

M. Monk—Cette pétition est une révélation—2513 ; ne se prêterait pas à ce jeu odieux—2513.

M. A. B. Ingram—Demande que le débat soit circonscrit—2513.

M. Morin—Se croit visé par M. Johnston—2514.

M. Reid—Propose ajournement du débat—2514.

M. S. Hughes—Les libéraux et le manifeste d'annexion—2515.

Motion d'ajournement retirée—2515.

Motion Hughes retirée—2515.

PROTECTION CONTRE LA TUBERCULOSE.

M. G. H. Perley—Propose que: La Chambre déclare qu'il est temps de prendre des mesures énergiques pour enrayer ravages de la tuberculose—1409 ; en 1903, 8,000 personnes mortes tuberculose en Canada—1410 ; un dixième des décès constatés—1410 ; on estime au Canada que 30 à 40,000 personnes souffrent tuberculose—1410 ; utilité des sanatoria—1411 ; en Allemagne le taux des guérisons varie de 40 à 60 p.c.—1411 ; les sanatoria établis en Canada peuvent recevoir en tout 252 malades—1412 ; l'association canadienne contre la tuberculose—1413 ; lord Minto—1413 ; assistance fédérale \$2,000—1413 ; construction sanatoria du ressort des provinces—1413 ; problème trop considérable pour être résolu par provinces individuellement—1413 ; gouvernement fédéral doit agir de concert avec provinces—1414 ; vaut mieux dépenser de l'argent pour conserver nos citoyens que pour faire venir immigrants—1414 ; cas d'intervention du gouvernement fédéral dans matière d'hygiène—1415 ; la peste blanche enlève par année 8,000 victimes—1415 ; fait perdre annuellement \$16,000,000—1416 ; implore mesure de protection—1416.

M. T. G. Johnston—Tuberculose, plaie sociale—1416 ; gouvernements trop indifférents—1417.

M. J. W. Daniel—Le public commence à s'inquiéter des précautions à prendre—1417 ; la lèpre a bien été conquise—1417 ; il y a 4 ou 500 ans, il existait 19,000 lazarets de lépreux en Europe, la lèpre est maintenant disparue de l'Europe—1418 ; deux choses à faire : propagation des connaissances, établissement de sanatoria—1418 ; sanatoria ruraux, les cigariers de Chicago—1418 ; les travaux de Koch, ses résultats—1419.

RESOLUTIONS—*Suite.*PROTECTION CONTRE LA TUBERCULOSE—*Suite.*

M. J. B. Black—La vie d'un Canadien vaut celle d'une vingtaine de Doukhobors—1420 ; le ministre d'Agriculture protège bien les bestiaux, pourquoi pas protéger les gens—1420 ; il y a au Canada un demi-million de tuberculeux—1420 ; le gouvernement doit instruire le peuple—1421 ; brochure du Dr Terrell d'Halifax—1421 ; la tuberculose n'est pas héréditaire, mais contagieuse—1421 ; on doit créer un conseil de salubrité publique—1421.

M. T. S. Sproule—Acte de l'Amérique britannique du Nord aurait dû être modifié—1422 ; absurde que le parlement fédéral puisse s'occuper des animaux et pas des êtres humains—1422 ; tuberculose est curable, c'est démontré—1423 ; nous sommes tenus en honneur d'empêcher la propagation du fléau—1424 ; immigrants tuberculeux devraient être empêchés de débarquer—1424 ; demande devrait être faite au parlement impérial pour permettre au parlement fédéral d'agir de concert avec législatures provinciales—1424 ; nous devons fournir aux tuberculeux ce qui leur faut : de l'air pur—1425.

M. M. S. Schell—Propagande actuelle fait son effet—1425 ; conseils de comté et gouvernement d'Ontario s'agitent—1425 ; Canada pays favorable au développement de la tuberculose—1426 ; les sanatoria réduisent la mortalité de moitié—1426 ; demande que le parlement trouve le moyen de venir en aide à l'initiative publique—1426.

J. W. Roche—Le gouvernement dépense \$30,000 par an pour enrayer tuberculose bovine—1428 ; la presse aurait mieux fait de renseigner le peuple sur la tuberculose que d'annoncer à pleines colonnes des remèdes de charlatans—1429 ; il y a quelque chose de fait, mais, il reste beaucoup à faire—1430 ; on devrait établir une annexe au ministère de l'Agriculture pour ce service, avec laboratoire—1430 ; il faudrait une fabrique de serum, il est honteux que nous soyons tributaires des E.-U. pour nos remèdes—1431 ; on devrait désinfecter les hardes des immigrants—1432.

M. Schaffner—Un Canadien vaut cent Indiens—1432 ; l'établissement d'un sanatorium est une source d'éducation pour la population avoisinante—1432 ; la souscription personnelle est un indice d'éducation—1433 ; le Manitoba a souscrit pour l'installation de sanatoria—1433.

Hon. Fisher—Répartition constitutionnelle des pouvoirs—1433 ; l'idée de quarantaine dans la constitution s'applique seulement aux frontières—1434 ; le gouvernement fédéral ne doit s'engager à maintenir aucun hôpital ou sanatorium—1435 ; travaux d'éducation déjà accomplis grâce à la subvention du parlement fédéral—1435 ; mode d'assistance fédérale doit être trouvé qui ne vienne pas en conflit avec institution—1436 ; il vaut mieux laisser aux provinces le soin d'établir des sanatoria—1436.

RESOLUTIONS—*Suite.*PROTECTION CONTRE LA TUBERCULOSE
—*Suite.*

- M. R. L. Borden—Il meurt de tuberculose deux fois ce que nous avons envoyé de soldats en Afrique—1438 ; le gouvernement n'a pas le droit de rester les bras croisés—1438 ; la constitution n'interdit pas l'aide aux institutions provinciales de protection contre la tuberculose—1439 , nous subventionnons bien des lignes de chemins de fer provinciales—1439 ; opinion de lord Herschell—1441.
- M. Miller—Demande commission extra-parlementaire—1442.
- M. Perley—Question pas tranchée—1442 ; texte de la loi de la quarantaine—1442 ; n'insiste pas pour sanatoria—1442 ; demande étude—1442.
- Sir W. Mulock—Ne s'oppose pas à passage de la résolution—1444 ; parlement et gouvernement feront tout pour venir en aide à projet méritoire—1444

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT.

COLLEGE ROYAL MILITAIRE.

- Sir Fred. Borden—Propose discussion ultérieure de résolution relative aux traitements Collège Militaire de Kingston—7057 ; résolution approuvée par Gouverneur général—7057.
- En comité—7121.
- Sir Fred. Borden—C'est un amendement à l'ancienne loi, texte—7122 ; au lieu de limiter le montant global à payer pour les professeurs, laisse au gouvernement de fixer les traitements et au parlement de voter les deniers—7122 ; le gouvernement peut actuellement modifier les traitements tout en restant dans la limite globale—7122.
- Hon. Tisdale—Tient à une limitation—7124.
- Sir F. Borden—Serait prêt à dire \$35,000—7124.
- Hon. Foster—Veut connaître les intentions du ministre—7125 ; si les jeunes gens ne veulent pas suivre la carrière militaire, il n'y a pas de raison de faire des dépenses pour ce collège—7126 ; cette école militaire est une simple succursale ou concurrence des maisons d'éducation—7126.
- Sir W. Laurier—Ce collège existe et doit exister en vue d'éventualités toujours possibles—7127 ; les meilleurs généraux américains dans la guerre de Sécession étaient ceux qui avaient passé par l'École militaire—7127.
- Hon. Foster—Il ne faut pas pour cela empiéter sur les autres maisons d'éducation—7128 ; beaucoup des matières enseignées sont de la superfétation—7128.
- Sir Fred. Borden—Les intentions d'Alex. Mackenzie à la fondation du collège—7129 ; progrès de l'institution—7130 ; caractère spécial de l'enseignement—7130 ; programme—7130 ; 400 élèves ont pris leur diplôme jusqu'à aujourd'hui—7131 ; perspective encourageante—7131 ; dépenses réelles l'année dernière, \$65,000—7131 ; le collège peut admettre 100 élèves—7132 ; nombre d'étudiants a doublé depuis douze ans—7132 ; personnel enseignant—7133.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*COLLEGE ROYAL MILITAIRE—*Suite.*

- Hon. Foster—Voudrait que le collège fût seulement une école d'application technique—7135 ; exiger examens sévères—7135 ; reculer époque d'admission—7135 ; coopération de l'Université de Kingston et du Collège Militaire—7136.
- Hon. Tisdale—Le temps est venu de mettre des conditions à l'entrée au collège—7138.
- M. Daniel—Le fait d'être sorti du collège ne donne aucun avantage dans les nominations que fait le gouvernement—7138.
- Sir F. Borden—Avantages accordés aux élèves de Kingston—7139 ; la protection à West-Point—7139 ; commissions sans examen—7139 ; pensions—7139.
- Résolutions rapportées, lues 1re et 2e fois—7139.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

- Hon. Fitzpatrick—Propose que la Chambre se forme en comité vendredi sur résolutions relatives à commission des chemins de fer—334 ; texte des résolutions—334.
- M. W. F. Maclean—Veut discuter la vacance de la présidence de la commission—336.
- Sir W. Laurier—S'oppose—336 ; simple avis donné—336.
- M. l'Orateur—Débat ne peut pas être relevé maintenant—336.
- Motion adoptée—337.
- En comité sur les résolutions—516.
- Hon. C. Fitzpatrick—Expose pouvoirs et attributions de la commission des chemins de fer—516 ; juridiction sur tous les chemins de fer sauf ceux de l'état—516 ; juridiction sur l'institution de chaque compagnie—516 ; sur le tracé—517 ; sur l'exploitation—517 ; sur les tarifs—518 ; autant de juridiction que deux commissions en Angleterre conseil des commissaires et conseil du commerce—518 ; plus de pouvoir que la commission du commerce entre états des E.-U.—518 ; composition de la commission des chemins de fer en Angleterre—519 ; président au Canada doit être hors de relations avec compagnies de chemin de fer—519 ; croit avoir trouvé l'homme dans juge Killam—519 ; carrière du juge Killam—520 ; résolution tend à élargir le personnel où président de la commission peut être choisi—520 ; position du juge Killam—520 ; résolution tend à ne lui faire perdre aucun des bénéfices qu'il peut avoir acquis à la retraite et lui permette d'accepter la position—521.
- M. W. F. Maclean—Résolution tend à circonscrire pouvoirs et attributions de la commission—521 ; article "Weekly Sun"—521 ; le ministre de la Justice a toujours été opposé à l'avancement des juges—522 ; tout est changé, on s'efforce de faire sentir aux juges la possibilité d'obtenir de l'avancement par la politique—523 ; l'affaire Gamey—523 ; favorise augmentation du traitement des juges d'Ontario et la diminution de leur nombre—523 ; on veut faire une loi d'exception en faveur d'un juge qui quitte la magistrature—524 ; on veut rendre le président de la commission inamovible et lui faire une pension, pourquoi pas aux autres

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*COMMISSION DES CHEMINS DE FER—*Suite.*M. W. F. Maclean—*Suite.*

commissaires—524 ; texte première résolution—525 ; président commission sous-trait à la juridiction du parlement—525 ; on va confier les pouvoirs de la commission qui sont extraordinaires à un seul homme, indépendant du parlement—525 ; l'opinion de M. Blair—526 ; au bénéfice de qui fait-on ce changement?—526 ; deux intrigants : MM. Drinkwater et Wainwright sont les promoteurs du changement qu'on propose—526 ; on cherche à donner le coup de grâce au grand mouvement législatif de la commission des chemins de fer—526 ; les promesses faites—526 ; on veut mutiler l'acte pour enlever tout pouvoir de protection au peuple—529 ; les dépenses de la commission—529 ; la scandaleuse démission de M. Blair sans même rendre ses jugements—529 ; on ne donne pas de raisons—529 ; précautions devraient être prises à l'avenir pour empêcher tel abandon des devoirs—530 ; la protestation d'Ontario aux élections provinciales pour la pureté électorale et la sage administration publique—530 ; fait appel aux indépendants pour défendre les droits du peuple—531.

M. W. A. Gallihier—Eloge juge Killam—531. d'après la résolution, président de la commission pas du tout inamovible—531 ; pouvoir de déplacement passe du gouvernement au Parlement canadien par voie d'adresse—531 ; une fois la question de fait décidée par la commission, il est juste que la question de droit soit décidée par celui qui connaît la loi—532 ; juge Killam saura remplir ses fonctions à l'avantage de la classe agricole et des autres classes—533.

M. T. S. Sproule—Juge Killam pas d'expérience dans les chemins de fer—534 ; à ce titre, ne peut pas remplacer M. Blair—534 ; magistrature affaiblie—534 ; sir John Macdonald pensait qu'un juge une fois nommé devait garder sa place jusqu'à la mort—534 ; cette résolution crée une loi d'exception pour les juges, un juge peut se retirer et continuer à avoir droit à sa pension—534 ; jamais au Canada il n'y a eu de destitution par voie d'adresse—535 ; le président de la commission devient virtuellement inamovible—535.

Sir W. Laurier—Le principe qu'un magistrat ne peut, sous aucun prétexte, avoir de l'avancement est vicieux et faux—536 ; les juges qui ont eu de l'avancement sous le régime conservateur—537 ; sir John Macdonald donnait les meilleures places vacantes aux plus capables—537 ; les avancements sous l'hon. Mackenzie—537 ; les juges dans les commissions politiques : affaire Parnell en Angleterre, scandale du Pacifique—538 ; sir John Thompson pris sur le banc pour devenir ministre de la Justice—538 ; attaques injustifiées contre juge Killam—538 ; actuellement le chef de la commission peut être destitué par le gouvernement—539 ; la résolution tend à le rendre plus indépendant en décidant qu'il ne pourra être déplacé que par le

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*COMMISSION DES CHEMINS DE FER—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

parlement, on appelle cela l'asservir—539 ; juste d'assurer au juge Killam la même inamovibilité dans ses nouvelles fonctions que dans celles qu'il quitte—540 ; la résolution donne plus ample protection et sécurité au public en augmentant la stabilité de la position—540 ; la gauche n'a plus foi dans les institutions parlementaires—541 ; la règle qui règne ici et en Angleterre quant à la garantie de l'indépendance des juges est la plus grande protection du public—541.

Hon. Haggart—Rien à dire contre juge Killam—541 ; en Angleterre un juge peut être nommé à la présidence du tribunal dont il fait partie, mais pas à une juridiction supérieure—542 ; blâme l'entente qui s'est faite entre le gouvernement et ce juge quant à l'acceptation de la position—542 ; les deux tiers des questions soumises à la commission sont des questions de droit—543 ; le président aura donc tout pouvoir—543.

Hon. Fitzpatrick—Le juge Landry a été promu par un gouvernement dont faisait partie l'hon. M. Haggart d'une cour de comté du Nouveau-Brunswick à la Haute Cour—544.

Hon. Haggart—Le fonctionnement de la commission sera un désappointement pour le public—545.

M. S. Barker—On ne doit pas placer devant les juges l'appât de gros traitements accessibles—546 ; le juge Killam n'était pas seul capable de remplir cette position—547 ; le gouvernement se fait autoriser à nommer tout juge d'une cour supérieure—547 ; pourrait nommer juge Burbidge de l'Echiquier, conséquences—548 ; adoption résolution sera fatale à la magistrature—548.

Hon. Foster—Gouvernement responsable de toutes ses nominations—548 ; gouvernement pour sortir d'une impasse avait nommé M. Blair qui avait perdu sa confiance—549 ; exige de savoir les raisons qui ont poussé M. Blair à désertir son poste—550 ; pourquoi n'a-t-il pas attendu un mois pour faire son devoir—550 ; le gouvernement est responsable des torts qui peuvent résulter de sa conduite—550 ; la commission n'a pas répondu à l'attente du public commerçant du Canada—551 ; on a placé là le ministre du Revenu de l'intérieur pour s'en débarrasser et créer une vacance—551 ; on s'occupe seulement de donner des positions pour répondre aux exigences d'avant les élections—552 ; il est tout à fait contraire à toute conception de la magistrature de décider qu'un juge pourra aspirer à cette position de président qui est essentiellement politique—553 ; le gouvernement a pris l'habitude de légiférer du particulier au général—553 ; pourquoi le président ne pourrait-il être déplacé que par adresse aux Chambres, seulement dans le cas où il aurait été juge—554 ; pourquoi ne pas décréter la chose indistinctement—554 ; la droite semble se figurer qu'elle n'a d'autre mission que de dire amen à ce que propose le gouvernement—555.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*COMMISSION DES CHEMINS DE FER—*Suite.*

M. H. J. Logan—La nomination du juge Landry en 1893—556; autres exemples cités—557; jusqu'à présent aucun député de la gauche n'avait nié les aptitudes de M. Blair à la présidence de la commission des chemins de fer—557; ce sont les alliés de l'homme qui a prétendu avoir fait démissionner M. Blair qui devraient expliquer sa désertion—558; le lendemain de son départ le "Star" et le "World" chantèrent les louanges de M. Blair—558; ils annonçaient que si leur plan réussissait, M. Blair serait leur ministre des Chemins de fer—559.

M. G. W. Fowler—C'est une piètre opinion que le gouvernement a de ses partisans d'être obligé d'aller chercher à la cour suprême un président de la commission—559; l'usage d'accorder des promotions aux juges a prévalu depuis la Confédération, il est mauvais, mais il est accepté—560; aucun chef ni partisan conservateur n'a trempé dans le complot électoral dont on a parlé—560; la fameuse entrevue du parti libéral—560; complot pour frapper en arrière le chef du parti libéral ourdi chez ses propres partisans—561; ne veut rien baisser à personne—562.

M. A. C. Boyce—Refuse de discuter les fautes du passé du à l'attitude des gouvernements et de la magistrature—562; principe pernicieux qu'un juge en chef puisse encore aspirer plus haut—563; étrangeté du spectacle de marchandage entre le gouvernement et un juge pour l'acceptation d'une place—564.

M. W. H. Bennett—Espérait que le gouvernement promettrait enquête sur démission Blair—565; accusations portées depuis le mois de décembre contre trois membres du cabinet—566; le scandale annoncé par le "Herald", de Montréal—566; la dépêche du "Witness"—567.

Hon. Chs Fitzpatrick—Démenti absolu—567.

Hon. Préfontaine—S'associe au démenti—567.

Sir W. Laurier—Somme M. Bennett de prendre la responsabilité comme député, de ses assertions—568.

M. Bennett—Je lis seulement des journaux—568; sir W. Laurier et les accusations contre le sénateur Drummond à Pembroke en 1896—568; les fonds électoraux de la Raffinerie de Montréal—569; cite le "Herald"—569.

Hon. Fitzpatrick—Nie avoir envoyé la dépêche signalée—570.

M. l'Orateur—L'hon. député doit accepter la dénégation et cesser ses allusions aux accusations—570.

M. Bennett—S'incline—570; lit l'"Events" au sujet du vol du "Telegraph" par David Russell—570; le gouvernement a eu forcément connaissance de cet article et de ces accusations—571; l'hon. M. Ross et l'hon. M. Stratton accusés—571; M. Blair devait se lancer dans la lutte, il ne l'a pas fait, le gouvernement doit savoir pourquoi—572; entrevue de l'hon. Emerson dans le "Herald" au sujet de M. Borden—570; M. J. L. Payne et démenti

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*COMMISSION DES CHEMINS DE FER—*Suite.*

M. Bennett—*Suite.*

—574; explications de M. Borden à Montréal, 9 décembre—575; la scélératesse du gouvernement—575.

M. l'Orateur—Rappelle à l'ordre—575.

M. Bennett—Rétracte mais promet répéter ailleurs—575; s'il n'y a pas d'enquête, Ontario sera encore plus conservateur aux prochaines élections fédérales qu'au 3 novembre dernier—576; victoire conservatrice d'Ontario aux élections provinciales—576; les conservateurs ont enlevé Huntingdon dans Québec—576.

M. A. Johnston—Si M. Bennett veut mettre en accusation les hon. Préfontaine ou Fitzpatrick qu'il ait le courage de le faire de la bonne façon—576; il choisit la mauvaise—578; il y a dans le pays un lâche et un calomniateur, qu'il se montre donc—577; en s'adressant aux têtes de son parti, M. Bennett aurait vite l'explication de la démission de M. Blair—578; qu'il s'adresse au "Star"—578; le "Star" et l'annonce de la démission—579; le "Telegraph", le "Sun" le "Citizen"—580; le "Mail and Empire"—580; les invitations à M. Blair pour adresser la parole—581.

M. Stockton—Dément que M. Blair ait été invité à parler à Saint-Jean, N.-B.—580.

M. Daniel—Même démenti—581.

M. Henderson—Demande lecture de la résolution—581; demande qu'on revienne à la question—582.

M. l'Orateur—Considère qu'on devrait s'en tenir au sujet en discussion—582.

M. Johnston—Le "Star" a annoncé que M. Blair entrerait dans le cabinet Borden—583; M. Borden parle avec admiration de M. Blair à Sherbrooke—584; M. Bennett a été annoncé par le "Star" comme s'attendant à l'entrée en campagne de M. Blair—584.

M. H. Miller—M. Bennett s'étonne bien à tort que vingt-cinq députés libéraux n'aient pas voulu se vendre—585; si les conservateurs eussent reçu les mêmes offres, il est à espérer qu'ils auraient agi de même—585.

M. E. B. Osler—Se plaint que la loi soumise soit générale—586; on ne devrait régler pour le moment que le cas du juge Killam—586; comme cela, les autres juges ne seraient pas tentés—586.

M. Logan—Discute son inscription sur les listes électorales provinciales d'Ottawa—586; a exercé son droit—586.

Motion de formation en comité adoptée—587.

1re résolution—(nomination possible d'un juge comme président)—587.

M. Stockton—S'oppose à la distinction quant à la révocation entre un commissaire qui serait juge et un qui ne le serait pas—587.

Hon. Fitzpatrick—Cite précédents d'avancement de juges en Grande-Bretagne—588; lord Alverstone, sir Robert Collier—588; la lettre de lord Colridge—588; considère pour sa part qu'un juge une fois nommé doit laisser à la porte toute espé-

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*COMMISSION DES CHEMINS DE FER—*Suite.*

Hon. C. Fitzpatrick—*Suite.*

rance—588 ; cet avis n'a pas été suivi—588 ; son opinion ne doit pas forcément prévaloir—589 ; l'hon. M. Haggart accepte l'avancement dans la magistrature même, mais pas en sortant de la magistrature—589 ; le cas du lieutenant-gouverneur Angers—589 ; il n'y a pas eu d'intrigue ni de marchandage, une situation a été discutée—590 ; prend toute la responsabilité de l'arrangement intervenu—590 ; il n'a rien d'extraordinaire—590.

M. Maclean—On avait promis que la Chambre pourrait discuter les actes du président de la commission des chemins de fer—590 ; maintenant on en fait un personnage irresponsable—590 ; condamne le gouvernement de modifier sa politique et violer ses promesses—591 ; le gouvernement abuse d'un cas particulier pour passer une loi générale défectueuse et dangereuse—592 ; le recours laissé au parlement en cas de faute du président de la commission est insuffisant—592.

M. Stockton—Si le ministre de la Justice était nommé président de la commission il n'aurait pas les garanties d'indépendance qu'on donne à un juge—594 ; qu'on fasse la loi absolument spéciale au juge Killam ou entièrement générale pour tous les commissaires—594.

M. Maclean—Ne veut d'aucune espèce de loi de ce genre—598 ; la commission est une commission et pas un tribunal—598 ; veut que la loi reste ce qu'elle est actuellement—596.

M. Stockton—L'article 8 de la loi dit que c'est un tribunal—596.

Hon. M. Belcourt—M. Maclean voudrait que le président de la commission fût responsable au gouvernement seulement—596 ; c'est le contraire de ce qu'il a prêché—597.

Hon. Foster—Le bill ne repose sur aucun principe—597 ; c'est une loi d'occasion—598.

Hon. Fitzpatrick—Le gouvernement ne veut pas faire du président de la commission un juge—598 ; il veut seulement ne pas être limité dans son choix—599 ; il veut pouvoir offrir la position à un juge—599 ; le gouvernement prétend que la loi n'est pas personnelle, vu qu'elle s'applique à toute une classe de personnes—599.

2e résolution—Garantissant au juge qui devient président la même pension que s'il restait juge—600.

3e résolution—Accordant comme à un juge en fonction son plein traitement comme pension de retraite—600.

4e résolution—Faisant bénéficier président proportionnellement au point de vue de la pension des augmentations de traitement qui pourraient être accordés aux juges—601.

M. U. Wilson—On est trop généreux avec l'argent du peuple—601 ; ne croit pas bon qu'un fonctionnaire qui reçoit un gros traitement sa vie durant ait encore droit à une pension—602 ; a été réélu par une

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*COMMISSION DES CHEMINS DE FER—*Suite.*

M. U. Wilson—*Suite.*

forte majorité pour avoir dénoncé ces gaspillages—602 ; tous les avocats ont demandé l'augmentation du traitement des juges—602.

M. Lennox—S'indigne d'entendre traiter si cavalièrement les avocats—602 ; on a une tendance en parlement à traiter les avocats d'accapareurs—602 ; le juge qui devient président de la commission voit déjà de ce fait son traitement augmenté, il n'y a pas lieu de l'augmenter davantage—603.

Hon. Fitzpatrick—Si le titulaire était resté sur le banc, il aurait eu cette augmentation—604 ; on ne fait de tort à personne—604.

Hon. Foster—Tous les avantages sont du côté du favori du gouvernement—605 ; personne ne songe aux intérêts du public qui paie—605.

Résolution 4—adoptée—605.

Résolution 5—retirée—605.

Hon. Foster—Il devrait y avoir un article pourvoyant aux inconvénients résultant de la mort ou de la démission du président de la commission—605.

Hon. Fitzpatrick—Il faudrait une loi—606 ; question peut être étudiée—606.

Hon. Foster—Demande raisons données par M. Blair pour envoyer sa démission—606.

Hon. Fitzpatrick—Aucune—606 ; démission envoyée 18 octobre 1904, acceptée 31 octobre 1904—606.

Résolutions rapportées, lues 2e fois, adoptées—607.

DECRETS MINISTERIELS RELATIFS AU YUKON.

Hon. Oliver—Propose considération résolution approuvant décrets rendus relativement au Yukon—9950 ; simple formalité—9950.

Adopté—9950.

En comité—10007

M. Lennox—Discute décrets relatifs au certificat de franc-mineur—10008 ; au paiement des arpentages—10008 ; au bail supplémentaire de la "North American Transportation and Trading Co."—1009.

M. Sproule—Demande que décrets soient déposés au commencement de la session—10010.

Résolution adoptée—10010.

EMPAQUETAGE ET VENTE DES POMMES.

Hon. S. Fisher—Propose formation en comité sur résolutions relatives à empaquetage des pommes—706 ; la boîte de la Colombie-Anglaise, boîte étalon—706 ; résolutions ne s'appliquent pas à boîtes à compartiments—706.

M. Ingram—Demande si actuellement on ne se sert pas d'un baril plus grand que le baril réglementaire—707.

Hon. Fisher—La loi ne fait que fixer un minimum pour le baril, 96 pintes—707.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*EMPAQUETAGE ET VENTE DES POMMES—*Suite.*

- M. Lefurgey—Dit qu'aux E.-U. les essais d'emballage des pommes en barils n'ont pas donné de résultats satisfaisants—708.
- Hon. Fisher—Les Etats-Unis n'ont rien à nous apprendre quant aux pommes—708; cette loi n'oblige personne à emballer en boîte—709; pour la boîte, la Société des arboriculteurs demande seulement la fixation d'un minimum—709.
- M. Henderson—Demande l'adoption d'une boîte uniforme pour faciliter chargements—709.
- M. M. S. Schell—On s'attendra en Grande-Bretagne que toutes les boîtes aient les mêmes dimensions—710; demande modification des dimensions de la boîte pour la rendre plus résistante—711.
- Hon. Foster—Demande que ces prescriptions ne s'appliquent pas aux pommes vendues en Canada—712.
- M. A. A. Wright—Demande d'adopter le genre de boîtes marqué "Stewart, Californie"—713; demande type carré plutôt qu'oblong—713.
- Discussion remise—13.
- Discussion remise—713.
- Hon. Fisher—Les dimensions des boîtes seront exigibles seulement pour l'exportation—711; amendement à résolution—711, loi entrera en force seulement 1er juillet 1906—711.
- M. Blain—Demande si ces boîtes sont adoptées autre part—712.
- Hon. Fisher—En Tasmanie pour marché anglais—712.
- Hon. Fitzpatrick—Ne croit pas à la ponctuation pour déterminer seule le sens d'un article de loi—712.
- M. Monk—S'oppose à la loi—713; créera des embarras aux marchands de pommes de Montréal—713; tendance du commerce britannique à multiplier les réglementations—714; vaut mieux laisser faire les exportateurs—716.
- Hon. Fisher—Les producteurs de pommes de Montréal font partie de l'association horticole qui a demandé la loi—715; le contenu de trois boîtes équivaldra à un baril—716.
- M. Henderson—On pousse la loi trop vite—716; veut consulter les horticulteurs de son comté—716.
- M. Ingram—Même difficulté que pour les barils—717; les messageries fixent un prix par baril ou par boîte et ceux qui se servent des plus grands réceptacles de chaque nature bénéficient—717.
- M. Blain—Demande renseignements réunis par commission qui a étudié aux E.-U. question des barils et des boîtes—718.
- M. Chisolm—Il se perd des pommes faute de barils—718; question des boîtes doit être résolue le plus tôt possible—718.
- Discussion remise—719.
- Discussion reprise—2516.
- Texte résolutions—2516.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*EMPAQUETAGE ET VENTE DES POMMES—*Suite.*

- Hon. S. Fisher—Propose nouvelle phraséologie pour que la loi ne s'applique qu'aux pommes d'exportation—2517.
- M. S. Sproule—Lit trois lettres de Montréal: une anonyme, une de Wm Navin et fils, l'autre de R. W. Sheperd—2518.
- M. Monk—Cultivateurs de pommes de Jacques-Cartier pas opposés à la résolution—2518; ne partage pas cette opinion—2519; commerce peu rémunérateur—2519; ce qu'il faut, ce n'est pas une loi, mais des renseignements sur l'état du marché anglais—2519; il faudrait des rapports comme ceux des agents des E.-U.—2519.
- M. Blain—Demande qu'on tolère boîtes moins grandes—2520; et qu'on donne un délai pour employer anciennes—2520.
- Hon. S. Fisher—Le public est pleinement renseigné—2521; les gros intéressés sont pour les dimensions indiquées dans le bill—2521; prescrire le poids n'obvierrait pas à la difficulté—2521; l'usage des boîtes encore peu établi—2521; 2 p. 100 seulement des exportations se font en boîtes—2521; pendant longtemps encore on se servira du baril—2522; le commerce de M. Sheperd—2522; on fixe les dimensions de la boîte pour en vulgariser l'usage—2522.
- M. Henderson—Bonne idée d'ordonner la mise en boîte des pommes—2523; difficulté dans Ontario d'avoir des barils—2523; la boîte déterminée dans les résolutions ne peut pas tenir le quart d'un baril—2523; démonstration—2523; boîte de Burlington plus petite mais tient exactement le quart du baril—2524; application de la loi devrait être retardée de 2 à 3 ans—2524.
- M. Macdonell—Lettre James de Toronto—2525.
- M. A. A. Wright—Approuve loi—2526; trente-cinq années d'expérience—2526; matériaux pour barils de plus en plus rares—2526; inutile de créer proportion entre boîte et barils—2526; suffit indiquer nombre de pommes—2526; comme pour oranges Californie—2527; on saura ainsi ce qu'on achète—2527.
- M. Cockshutt—Loi tracassière—2527; il faudrait régler grosseur des pommes avant grandeur des boîtes—2527; lettre J. M. Shuttleworth—2528.
- M. O. Talbot—Les pommes d'Ontario restées sur le sol faute de moyen d'expédition n'étaient pas vendables—2528.
- M. Derbyshire—L'association des horticulteurs fruitiers demande une boîte uniforme pour échapper à la tyrannie des fabricants de barils—2529; si on avait pu expédier en boîtes, il n'y aurait pas eu de pommes perdues—2530.
- M. Taylor—Dans ce cas, il ne faut pas de boîte réglementaire—2530; on n'a pas plus le droit d'imposer des dimensions aux boîtes de fruits qu'aux boîtes de fromage—2530; s'il y a eu des pommes perdues, c'est qu'il y en avait trop—2531; on n'a pas consulté les exportateurs de pommes—2531.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*EMPAQUETAGE ET VENTE DES POMMES—*Suite.*

Hon. Fisher—M. Taylor est prêt à combattre toute loi présentée par gouvernement—2531; la loi d'inspection des fruits est la plus profitable que ce gouvernement ait passée—2531; la loi présentée est la continuation de cette politique—2532; il n'y aura pas un inspecteur de plus—2532; demandera que la loi basée sur ces résolutions n'entre en vigueur que l'année prochaine—2532; la tendance étant de réduire de plus en plus les dimensions des boîtes, les acheteurs étrangers ont demandé des dimensions uniformes—2533; le gouvernement dépose cette loi parce qu'elle est demandée—2533; la boîte proposée est déjà adoptée en Tasmanie, notre rivale pour le commerce de pommes—2534; les diverses démarches de l'Association des horticulteurs fruitiers d'Ontario—2534; ce sera au ministre du Commerce de faire appliquer la loi—2535.

M. Taylor—Le gouvernement conservateur administrait les services du ministère d'agriculture pour moitié moins qu'aujourd'hui—2535; les expériences du ministre de l'Agriculture—2537; les dimensions de la boîte sont déterminées puisque sa capacité est fixée—2537.

M. Henderson—Revendique l'honneur des producteurs de pommes de Burlington—2538.

Hon. S. Fisher—On donne à ses paroles un sens injurieux qu'elles n'ont pas—2533.

M. M. S. Schell—Avantages de fixer les dimensions de la boîte la plus petite, qu'il soit permis d'employer—2539.

M. Armstrong—Regrette que M. Taylor soit maltraité—2540; le bill a du bon—2540; besoin d'améliorer mode de transport des fruits—2541.

M. Cockshutt—Demande si bill s'appliquera aux pommes sèches ou tapées—2542.

Hon. Fisher—Non, seulement aux pommes au naturel—2542.

M. W. Jackson—Les pommes ne se sont pas perdues l'année dernière faute de boîtes, mais parce qu'elles n'étaient pas vendables—2542; boîte réglementaire nécessaire—2542; résolution pas assez explicite—2542.

M. R. L. Borden—Lit lettre reçue—2543.

M. Blain—Demande si obligatoire que boîte soit en bois—2544.

Hon. Fisher—Oui, pour le moment—2544; si nécessaire plus tard permettre autre ingrédients, loi sera modifiée—2544.

Amendement Fisher adopté—2544.

Résolution agréée, rapportée, lue 1re et 2e fois—2544.

INSPECTION DES COMPTEURS A EAU.

Hon. L. P. Brodeur—Propose discussion ultérieure de résolution concernant inspection des compteurs à eau—8584; approuvée par Gouverneur général—8584.

La Chambre en comité sur résolution—8881.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*INSPECTION DES COMPTEURS A GAZ—*Suite.*

Hon. Brodeur—Inspection des compteurs sera obligatoire—8882; honoraires comme pour inspection compteurs à gaz—8882; inspection par fonctionnaires actuels du Revenu de l'intérieur—8882; coûtera environ 75 cents tous les cinq ans—8883; seront examinés plus souvent sur demande—8884.

Résolutions lues première et deuxième fois et adoptées—8884.

INSPECTION ET VENTE DES GRAINES.

Hon. Fisher—Propose la formation en comité général sur une résolution disant qu'il est à propos d'établir une inspection des graines de semence mises en vente, de créer un étalon type et de prescrire des amendes pour contravention—53; les graines mises en vente contiennent généralement une forte proportion de graines de mauvaise herbe—53; le parlement a, deux fois déjà, adopté le principe de la résolution—54; l'encombrement des affaires a empêché l'adoption de la loi—54; certains marchands de graines de semence s'opposent à cette mesure—54; motion adoptée—55.

En comité—55.

M. Maclean—Voilà trois ans que le principe est adopté, à quoi bon l'adopter à trois sessions consécutives?—55.

Hon. Fisher—Espère faire passer la loi cette année avec la coopération des deux partis—55.

1re et 2e lecture, résolution adoptée—67.

JUGES DES COURS PROVINCIALES.

Hon. C. Fitzpatrick—Propose à la Chambre de considérer résolution pour augmenter traitement des juges des cours provinciales—9927; approuvée par Son Excellence.

Adopté—9927.

En comité—9964.

Hon. C. Fitzpatrick—Promesses d'augmentation par premiers ministres antérieurs—9965; propose clause pour empêcher juges d'être directeurs de compagnies—9966.

M. Maclean—Les juges ne devraient pas avoir droit d'accepter billets de faveur de chemins de fer—9966.

Hon. Foster—Demande si juges pourront siéger dans commissions d'enquête—9963.

Hon. Fitzpatrick—Seulement dans questions publiques urgentes—9969.

M. Borden—En général, juges pas suffisamment payés—9969; traitements petits comparés à Australie—9970; il ne faut pas que des avocats fassent des sacrifices pour accepter positions de juges—9970; gouvernement agit sagement—9970; exemple des Etats-Unis—9970.

Hon. Fitzpatrick—Magistrature du Canada la moins rétribuée de l'Empire Britannique—9971; chiffres cités—9971.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*JUGES DES COURS PROVINCIALES—*Suite.*

Hon. Foster—Il y a trop de juges—9972. on devrait se mettre résolument à la réforme—9972; avidité provinciale—9972: voudrait conférence avec provinces pour chercher remède—9973; supprimer juges inutiles et augmenter traitements—9973.

M. Stockton—Changement ne peut se faire que par entente—9974.

M. Macdonald—Pas trop de juges—9974; on ne doit pas conclure du particulier au général—9974; la résolution ne doit pas empêcher les juges de s'occuper en dehors de leurs fonctions de questions judiciaires—9976; tribunaux d'arbitrage, par exemple—9976.

M. Lancaster—Cas des arbitrages devrait être réglé par parlement—9976.

Sir W. Laurier—Intention du gouvernement est d'empêcher juges de se livrer à opérations d'un caractère commercial—9976.

M. Lennox—Opposé à participation des juges à arbitrages privés—9977; trop de juges—9977; la multiplicité des procès n'est pas l'indice d'avancement moral du peuple—9977; gouvernement fédéral peut dire qu'il ne remplacera pas tel ou tel juge lors d'une vacance—9978; abus de nommer juge un avocat dans le comté où il a pratiqué—9978.

M. W. F. Maclean—Désire voir M. Whitney prendre en mains la réduction du nombre des juges—9979.

Sir W. Laurier—Multiplication des cours de justice nécessaire dans le temps—9980; aujourd'hui on pourrait dans Québec réduire de moitié le nombre des cours de justice—9980; tous les procureurs généraux l'ont vainement essayé—9980.

M. Northrup—Serait d'avis que dans Ontario les juges de comté remplissent en même temps fonctions de juges en chancellerie—9982.

M. Pringle—Loi d'Ontario de 1896, réduisait le nombre de juges—9983; fut rappelée quand libéraux arrivèrent au pouvoir à Ottawa—9983; dans certaines parties d'Ontario, pas assez d'ouvrage pour deux juges—9983.

Résolutions adoptées—9983.

JUGES DE LA COUR SUPREME ET D'ECHIQUEUR.

Hon. Fitzpatrick—Propose considération de résolutions pour augmenter traitement juges de la cour Suprême et d'Echiquier—9930.

Approuvé par S. E.—9930.

Adopté—9930.

En comité—9984.

Résolutions adoptées—9984.

PENSION AUX ANCIENS MINISTRES.

Hon. Fielding—Propose que la Chambre se forme en comité sur résolution pour accorder pension aux anciens ministres—9926; approuvé par S.E.—9926.

Adopté—9926.

En comité—9957.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*PENSION AUX ANCIENS MINISTRES—*Suite.*

Hon. Fielding—Tendance aux pensions de retraites est général—9958; principe déjà appliqué aux juges—9958; responsabilité des ministres peut très bien être comparée à celle des juges—9958; limite de cinq années de service raisonnable—9959; douze anciens ministres profiteront du bénéfice de cette loi et recevront pension de la moitié de leur traitement—9960.

M. R. L. Borden—Pensions pour ministres en Grande-Bretagne—9961; proposition inspirée de l'intérêt du pays—9961; aurait préféré limite de trois ans—9961; mesure aura l'approbation du public—9961; agrandira les cadres où l'on pourra puiser éléments pour former gouvernements—9962.

Hon. Fitzpatrick—Soumet amendement au texte primitif—9963.

M. W. F. Maclean—Limite de temps devrait être moindre pour ne pas entraver moralement exercice du droit de dissolution avant cinq ans d'existence du cabinet—9963; cabinet devrait changer à chaque parlement—9964.

Hon. Belcourt—Rappelle que le gouvernement devrait reconnaître services de l'Orateur—9964.

Résolutions amendées, adoptées—9964.

PROVINCE D'ALBERTA—CONVENTION FINANCIERE.

Sir W. Laurier—Dépose résolution relative à la convention d'ordre financier avec province d'Alberta—3026; annonce que résolution approuvée par Son Excellence—3027.

En comité—5554.

Lecture de la résolution—5554.

Sir W. Laurier—Subventions pour gouvernement et législation, \$50,000 fixée par Acte de l'A. B. du N. la même que pour Manitoba—5554; fixation du maximum auquel s'arrête la subvention de 80 cents par tête—5555.

Hon. Fielding—N'a jamais compris pourquoi un maximum de population avait été fixé pour province au-dessus duquel augmentation de subvention cesse—5556.

M. Sproule—L'expérience a prouvé que la subvention aux provinces est insuffisante—5556, pourquoi pas, pour les nouvelles provinces décider d'un chiffre raisonnable—5556.

Sir W. Laurier—Pas sage de se départir de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord—5557; admet que principe est vicieux—5557.

M. Sproule—On devrait partir d'un principe nouveau—5556.

Hon. Fielding—Toutes les provinces réclament des changements—5556; conférence interprovinciale de 1887—5559; il faudra un jour s'attaquer à la question, mais ce n'est pas le moment—5560.

M. Henderson—Pourquoi perpétuer un principe vicieux—5560; si un gouvernement perçoit le revenu et l'autre la dépense, ce dernier ne peut pas être enclin à l'économie—5561; il faut innover—5562.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*PROVINCE D'ALBERTA—CONVENTION FINANCIÈRE—*Suite.*

Sir W. Laurier—Nous avons les mêmes difficultés qu'eurent les Pères de la Confédération—5562; le peuple a horreur de la taxe directe—5562; pas une province ne voudrait renoncer à la subvention fédérale—5562; les nouvelles provinces refuseraient d'entrer dans la Confédération sans subvention—5563; admet que le plan actuel est loin de l'idéal—5563; un jour viendra où la question des subsides fédéraux devra passer par des réformes radicales—5563.

M. Bergeron—La Confédération était une union de provinces souveraines ayant des droits—5563; en ce moment nous faisons entrer des territoires que nous avons achetés—5564; la situation n'est pas la même qu'en 1867—5564; en 1887 on avait proposé de porter la capitation à \$1—5563; un ancien libéral, M. Holton, a dit qu'il faudrait que les provinces en vinsent à la taxe directe—5565; quand, à la Confédération, on a accordé 80 cents par tête aux provinces, c'était pour quelque chose qu'on leur enlevait—5565; à celles-ci, on n'enlève rien—5565.

M. R. L. Borden—On ne peut pas établir de distinction entre ces provinces et les anciennes, du moment où on les fait entrer dans la Confédération—5565; si le gouvernement veut remanier tout le système, jamais l'occasion ne fut plus favorable—5566; admet qu'il fut illogique de fixer arbitrairement le chiffre d'indemnité et la limite de population—5566; la productivité de l'argent varie d'une époque à l'autre—5566; réclamation de la Colombie-Britannique—5567; coût supérieur de la construction des édifices publics—5567; ne peut comprendre comment est fixée la limite de 800,000—5569.

Sir W. Laurier—La population actuelle est le double de ce qu'était celle des provinces maritimes lorsque leur limite a été fixée à 400,000—5570.

Hon. Fielding—Admet illogisme du système—5570; pour le moment, le mieux est de suivre loi constitutionnelle 1867—5570; aux Etats-Unis, pas de subventions—5571; de bonnes raisons militent en faveur de ce système—5571; le gouvernement des Territoires dans le projet Haultain, proposait même système—3573.

M. Henderson—N'est pas pour parcimonie—5574; il faut forcer les provinces à être plus raisonnables, à avoir plus de responsabilités et conserver leurs revenus—5574; exemple de Québec—5574; le danger de la dette pas si grand pour Confédération, revenu variable—5575.

M. Sproule—Ne veut pas refuser subvention—5576.

Hon. Fitzpatrick—Total reçu par les territoires en 1904 a été de \$1,121,000 de source fédérale et locale—5578; dépenses \$1,053,000—5578; dépenses actuelles détaillées du gouvernement des Territoires—5580; dépenses faites par le gouvernement fédéral—5580; le subside actuel sera de \$1,025,000 par province, détail—3581; les territoires demandaient \$1,909,485—5582; déductions opérées—5582.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*PROVINCE D'ALBERTA—CONVENTION FINANCIÈRE—*Suite.*

M. Henderson—Sur la résolution ayant pour objet de payer aux provinces, en l'absence de dette, 5 p.c. sur une dette estimative de \$8,007,500—5584; demande qu'on rédige la résolution de façon que provinces ne puissent pas réclamer le capital—5584; le ministre des Finances considère qu'Ontario peut en tout temps réclamer ce capital—5584; historique de la transaction financière avec Ontario—5585; précautions nécessaires—5586.

Hon. Fielding—Explique actes 1884 et 1885—5588; est prêt à remanier texte de résolution pour lui faire dire clairement qu'il s'agit d'annuité—5590.

Hon. Fielding—Propose amendement à troisième résolution, texte—5591.

Discussion remise—5591.

Discussion reprise—5599.

Article 3, amendement proposé par hon. Fielding—5600.

Hon. Fielding—Allocation plus considérable relativement que celles des vieilles provinces, parce que provinces nouvelles ne reçoivent pas terres—5601; valeur des terres, matière d'appréciation—5602.

M. Lake—Établit le calcul des terres disponibles dans Alberta et Saskatchewan—5605; demande quelle est la base de la compensation accordée—5605.

Hon. Oliver—Question n'est pas de savoir quel prix on pourrait retirer des terres, mais combien il peut en coûter pour les administrer—5605.

M. R. L. Borden—Alors à quoi bon parler d'évaluation et ne pas faire voter simplement une somme pour entretien—5606.

Hon. Foster—Demande comment on a fixé le prix de \$1.50 l'acre—5608.

Sir W. Laurier—Nous estimons 50 millions d'acres de terres disponibles en dehors des terres de homesteads—5610; nous estimons à \$1.50 le prix qu'elles pourront se vendre un jour ou l'autre—5610; le C.P.R. a vendu récemment 6 millions d'acres à \$1.50—5610.

M. W. F. Maclean—Discussion prouve que le temps est venu d'avoir une meilleure comptabilité de nos terres publiques—5615.

M. M. S. McCarthy—Conteste calcul des terres publiques—5616; sur la base de la Colombie-Anglaise, les provinces ne reçoivent pas le quart de la compensation payée à cette province—5617; calculs—5617; le principe d'enlever les terres aux provinces sape la base de la constitution—5618.

M. R. L. Borden—Base posée en 1903 par M. Sifton—5619; M. Sifton évaluait à \$3 la valeur—5621; on met de côté ses calculs—5622.

M. Scott—Projet contient en substance les vues qu'il a exprimées dans les quatre dernières années—5624; impossible trouver deux hommes qui s'entendent sur la valeur exacte de ce domaine public—5624, les terres peuvent valoir \$2 l'acre, mais il faut déduire frais d'administration fédérale et l'immigration fédérale—5626;

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*PROVINCE D'ALBERTA—CONVENTION FINANCIERE—*Suite.*M. W. Scott—*Suite.*

tableau des arrérages dus à l'Etat sur terres fédérales de l'Ouest—5628 ; dépenses se rapportant aux terres fédérales de l'Ouest depuis 1870—5628 ; a déjà demandé tout aussi instamment que la possession des terres, un arrangement financier tel que les provinces ne soient pas mises sur un pied d'inégalité relativement aux autres provinces—5630 ; pour avoir revenu immédiat, il faut sacrifier les terres—5630.

M. R. L. Borden—Explique sa proposition quant aux terres—5632.

M. W. F. Maclean—Les abdications de principes du parti libéral—5638 ; les entrepreneurs de chemins de fer réussissent à faire endosser leurs billets par tous les gouvernements—5639.

M. Scott—M. Maclean voulait l'année dernière mettre ces provinces nouvelles en mesure de sacrifier leurs terres aux compagnies—5640.

M. R. L. Borden—Opinion Talbot sur la petite quantité de terres arables disponible—5640.

M. Lake—Aucune indemnité ne pourra compenser la perte des terres—5642 ; le revenu réel de l'exploitation des terres par le gouvernement fédéral en 1904 a été de \$800,000—5644.

M. Herron—Indique sources de revenu que les provinces pourraient retirer des terres—5646.

M. W. F. Maclean—Les gouvernements provinciaux pourraient imiter le gouvernement Whitney qui libère la province d'Ontario des corporations—5640.

Hon. Oliver—Le principe conservateur a toujours été de faire des revenus avec les terres—5646 ; au lieu de recettes, leur administration des terres était une perte sèche—5646 ; c'est quand on a donné gratuitement les terres aux colons qu'elles ont augmenté de valeur dans le voisinage—5646 ; absurde de dire qu'on pourrait retirer de toutes les terres du N.-O. le prix qu'on retire d'une partie, quand la partie voisine est donnée gratuitement—5647 ; impossible établir comparaison entre compétence d'un gouvernement fédéral qui peut faire des sacrifices et un gouvernement provincial qui court après les revenus—5648.

M. R. L. Borden—Le gouvernement fédéral pourrait laisser les terres aux provinces et payer une partie des frais d'administration—5650 ; système suivi en Nouvelle-Ecosse—5651.

M. Lake—On a récemment cédé à Québec 116,150 milles carrés de terres—5654.

Sir W. Laurier—On n'a rien donné à Québec—5653.

M. Morin—Pourquoi pas donner du lait et du beurre aux nouvelles provinces—5654, on administre leurs terres et on leur donne de l'argent par dessus le marché—5655 ; le gouvernement se fait courtier des provinces—5656.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*PROVINCE D'ALBERTA—CONVENTION FINANCIERE—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Demande qu'on sauvegarde les terrains houillers pour éviter les monopoles qui existent aux Etats-Unis—5658.

Sir W. Laurier—Le danger à redouter est que les provinces se trouvent obérées et alors cherchent des ressources en vendant à vil prix les terres ou les concessions—5661 ; le gouvernement fédéral a plus de ressources et ne peut pas être acculé à cette extrémité—5662 ; la Colombie est un exemple de pauvre administration domaniale—5662 ; M. Maclean maintenant champion des droits provinciaux déplorait récemment que sir J. Macdonald n'eût pu établir union législative—5662 ;

M. R. L. Borden—Commente excellence du système employé en Nouvelle-Ecosse—5663.

M. W. Wright—N'approuve pas administration actuelle des terres du N.-O. par ministère Intérieur—5664 ; voudrait accorder au colon une préemption—5664 ; quart de section insuffisant—5664 ; les spéculateurs—5665 ; les provinces plus intéressées à avoir colons de bonne catégorie—5665 ; si terrains houillers sont sans valeur, autant les remettre au gouvernement du N.-O.—5666.

M. W. F. Maclean—Parti pris de conserver l'Ouest en tutelle—5666.

M. Lake—Demande si on donne à Ontario, une partie des terres de Keewatin, si on les lui donnera sans restriction quant aux terres—5667.

Sir W. Laurier—Question à discuter—5667.

M. R. L. Borden—Le gouvernement tournera la difficulté en n'attribuant pas de terres à Ontario—5668.

M. Cockshutt—Vaudrait mieux donner moins d'argent aux provinces et leur remettre leurs terres—5672 ; le premier ministre considère que les provinces doivent se trouver heureuses d'échanger leur part d'héritage contre un plat de lentille—5673 ; on ne fait pas au colon canadien les conditions aussi favorables qu'à un étranger—5675.

M. Zimmerman—Les manufacturiers tiennent au régime des terres actuel qui a activé les progrès de l'Ouest à leur avantage—5676.

Hon. Oliver—Les concessions faites aux immigrants étrangers n'ont jamais été faites au détriment des colons canadiens—5678.

M. W. J. Roche—La division du territoire de Keewatin—5684 ; la brochure "Ce qu'a fait l'hon. Sifton"—5684 ; autrefois on agrandissait en discours le domaine fertile des territoires pour louer M. Sifton, maintenant on le rapetisse—5686 ; discours Scott—5689 ; le gouvernement tient à se conserver l'administration des terres pour garder l'influence politique des employés—5690.

M. Lake—Les caricatures du "Free Press"—5691.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*PROVINCE D'ALBERTA—CONVENTION FINANCIERE—*Suite.*

Amendement à résolution 3 adopté—5691.

Résolution 4—5692.

Hon. Fielding—Propose amendement—5692; Amendement adopté—5693.

Hon. Fielding—Propose modification au texte de résolution relative à l'allocation au lieu de subvention, pour préciser—5693.

M. Henderson—Cite à nouveau le cas d'Ontario—5693.

M. R. L. Borden—Considère qu'amendement couvre cas visé—5695.

Amendement adopté—5695.

Résolutions rapportées et lues deuxième fois—5696.

Sir W. Laurier—Propose que résolutions soient renvoyées au comité général pour être examinées conjointement avec bill n° 69—5696.

Adopté—5696.

M. W. J. Roche—Demande que les annexes portent non seulement le nombre de votes donnés par circonscription, mais aussi nombre d'électeurs inscrits—5696.

PROVINCE DE SASKATCHEWAN—CONVENTION FINANCIERE.

Sir W. Laurier—Dépose résolution relative à convention financière avec province Saskatchewan—3028; annonce approbation Son Excellence—3028.

En comité sur résolutions financières—8910.

Hon. Fielding—Propose amender pour conformer au bill d'Alberta—8912.

Résolutions lues, première et 2e fois, adoptées—8912.

RECENSEMENT ET STATISTIQUES.

Hon. S. Fisher—Dépose résolution pour autoriser l'exécutif à payer à même les crédits votés à cette fin sommes requises pour réunir documents statistiques, payer employés et dépenses—858.

Propose discuter mardi—858.

En comité—1034.

M. Taylor—Demande l'emploi des \$18,000 votés l'année dernière pour statistiques agricoles—1035.

M. Monk—Demande combien coûteront les nouveaux travaux des statistiques—1036.

Hon. Fisher—Environ \$20,000 de plus qu'il n'est dépensé maintenant—1036; expose ce qu'il a l'intention de faire, les renseignements qu'il compte fournir—1038.

M. Taylor—Se plaint de la difficulté d'arriver à connaître le chiffre réel qu'a coûté le recensement de 1901—1040; une foule de crédits accessoires ont été absorbés pour ce travail—1041.

Hon. Fisher—Explique le travail fait par les derniers employés restant qui sont déjà quasi-permanents—1042.

M. Bain—Demande des renseignements sur la confection de l'Annuaire Statistique—1044.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*RECENSEMENT ET STATISTIQUES—*Suite.*

Hon. Fisher—Il ne contient pas de renseignements originaux—1044; seulement chiffres puisés aux documents officiels—1044.

M. Barker—Demande quel délai s'écoulera entre la réunion des informations et leur publication—1048.

M. Ganong—On devrait connaître les bulletins de renseignements auxquels les industriels seront tenus de répondre—1049; c'est laisser trop de pouvoir au ministre que de lui permettre d'exiger toutes les informations qui lui passent par la tête—1049.

Hon. Fisher—Elles ne sont jamais divulguées—1049.

M. Monk—Ne voit pas pourquoi ce service est confié au ministère de l'Agriculture—1050; pourquoi pas au ministère de l'Industrie et du Commerce—1050; le coût du bureau de recensement aux E.-U., en 1904, \$1,102,693—1051; les contribuables vont payer deux fois pour le même travail qui est déjà fait en partie par les provinces et les municipalités—1052; on devrait s'entendre avec les provinces—1054.

Hon. Fisher—Pour cela, il faut un bureau central à Ottawa—1054.

M. Ingram—Ontario a reconnu l'impossibilité d'obtenir des renseignements par courrier—1058; 307 réponses sur 3,000 formulaires envoyés—1058.

Résolutions rapportées, lues 1re et 2e fois, adoptées—1060.

SENAT ET CHAMBRE DES COMMUNES.

Hon. C. Fitzpatrick—Propose que la Chambre se forme en comité sur résolution portant indemnité des députés et sénateurs à \$2,500 et donnant indemnité de \$7,000 à chef opposition—9925; approuvé par Son Excellence—9926.

Adopté—9926.

En comité—9951.

Hon. Fitzpatrick—Propose amendements à résolution primitive—9952.

M. Stockton—Premier ministre et chef d'opposition deux facteurs importants vie publique du Canada—9953; chef opposition virtuellement reconnu par vote d'argent à Ottawa et dans Ontario pour secrétaire—9953; \$7,000 pas trop élevé—9953.

Sir W. Laurier—Nous perfectionnons régime parlementaire en votant indemnité pour chef opposition—9954; pas de classe opulente au Canada—9954; opposition forte nécessaire—9954; idée de traitement au chef de l'opposition, pas nouvelle, depuis longtemps devant public du Canada—9954.

Hon. W. S. Fielding—Chef de l'opposition, rude tâche à remplir—9955; gouvernement a tout à gagner à être sainement critiqué—9955.

M. W. F. Maclean—Le parlement paraît enlever prérogative au Souverain—9956; semble désigner d'avance celui qui devra être appelé en cas de changement de régime—9956.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

SENAT ET CHAMBRE DES COMMUNES—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Chef de l'opposition remplit le rôle de l'«Avocat du diable», de légitime contradicteur—9956; aucun empiètement sur libre arbitre du gouverneur ou du souverain—9957; sacrifices faits par M. Borden pour occuper position chef opposition dépassent toute rémunération—9957.

Résolutions adoptées—9957.

SOLDE DE LA GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

Sir W. Laurier annonce qu'il soumettra des résolutions pour réviser la solde de la gendarmerie à cheval, chiffres donnés—60.

En comité sur la résolution—102.

Sir W. Laurier—Changements étudiés avec députés des divisions intéressées—102; liste des changements—102; effectif 600—103; coût de la force, \$1,000,000—103; sera augmenté par ce bill de \$50,000—103; solde supplémentaire au Yukon accordée en votant crédit spécial—104.

Résolutions rapportées—104.

Adoptées—104.

TRAITEMENT DES LIEUTENANT-GOUVERNEURS.

Sir W. Laurier—Dépose résolution concernant traitements et fonctionnaires, en donnant aux lieut.-gouverneurs Saskatchewan et Alberta, \$9,000 chacun—8903.

En comité—9248.

Hon. Fielding—Chiffre des gouverneurs Manitoba et autres provinces—9248.

Résolutions lues, première et 2e fois et adoptées—9248.

TRAITEMENT DU PREMIER MINISTRE.

Hon. Fielding—Propose que la Chambre se forme en comité sur résolution pour porter traitement premier ministre à \$12,000—9925; approuvé par Son Excellence—9925.

Adopté—9925.

En comité—9950.

Hon. Fielding—Opinion générale que traitement actuel trop modique—9950; chiffre proposé, rémunération raisonnable pour la charge la plus élevée dans Dominion—9950.

M. R. L. Borden—Proposition juste et raisonnable—9951.

Résolution adoptée, lue première et 2e fois—9951.

TROUPE PERMANENTE.

Sir Fred. Borden—Propose discussion ultérieure de résolution fixant effectif de troupe permanente à 5,000 hommes—7058. En comité—7140.

Sir Fred. Borden—Effectif l'année dernière porté à 2,000, maintenant, 5,000 nécessaires—7140; garnison Halifax et Esquimaux prend 2,500 hommes—7140; liste des dépôts—7141; emplacements—7141; répartition projetée pour les besoins de la défense—7143; signée par général Lake—7143.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

TROUPE PERMANENTE—*Suite.*

M. Daniel—Demande comment Saint-Jean sera défendu—7144; importance stratégique de Saint-Jean—7144.

Sir Fred. Borden—Secret des plans—7147.

M. Daniel—Demande ce que gouvernement veut faire pour défense du Canada—7147.

Résolutions rapportées, lues 1re et 2e fois, adoptées—7147.

SANCTION ROYALE.

SANCTION ROYALE.

Sanction donnée à différents bills—6211, 7173, 10043.

SUBSIDES.

MOTIONS AVANT DE SE FORMER EN SUBSIDES.

AFFAIRE NIXON.

Hon. Foster—Propose radiation salaire de R. Nixon, agent d'immigration—9993.

Amendement mis aux voix—9993.

Rejeté par 30 pour, 66 contre—9994.

AFFAIRE THESSALON.

Hon. Foster—Propose radiation salaire de Dohu, receveur des postes de Thessalon—9995.

Amendement rejeté sur même division—9995.

La Chambre concourt dans les résolutions de subsides—9995.

AMENDEMENT A L'ACTE DES BANQUES.

M. R. L. Borden—Sur motion de formation en subsides, demande si le gouvernement va amender l'acte des banques pour assujettir banques canadiennes à l'inspection de l'Etat—2545; faillite d'une banque de la Nouvelle-Ecosse—2545; admet qu'on objectera que gouvernement assumerait responsabilité morale—2545; demande si question mise à l'étude—2545.

Sir W. Laurier—Guère possible d'aller plus loin que ne va la loi actuelle—2545; étudiera question—2545.

CHEMIN DE FER I.C.R.—HEURE DES TRAINS.

M. Daniel—Avant la formation en subsides, se plaint changement dans départ des trains le matin, d'Halifax—6978.

Hon. Emmerson—A tenté accommoder le public—6978; et diminuer frais d'exploitation—6978; disposition des trains—6978.

M. Morin—Demande raccordement entre trains du Canada-Atlantique et de l'I.C.R.—6982.

Hon. Emmerson—Sera modifié aussitôt que G.T.R. aura acquis Canada-Atlantique—6982.

M. A. Lavergne—Se plaint qu'il n'y a pas d'express de l'I.C.R. le samedi ni le lundi—6982.

M. O. Talbot—Appuie demande—6982; pour passer dimanche chez eux députés obligés partir un jour plus tôt et rester un jour plus tard—6982.

M. Stockton—Changement très mal vu à Saint-Jean—6983.

SUBSIDES—*Suite.*

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

- M. Lennox—Sur motion de formation en subsides, énumère les différentes réponses ministérielles au sujet du rapport de la commission des chemins de fer—6364 ; loi pas encore modifiée—6365 ; rapport aurait dû être remis avant ouverture des Chambres—6365 ; de plus le rapport du ministre qui a visité E.-U. pour obtenir renseignements sur fonctionnement de la commission des chemins de fer américaine—6365.
- Hon. Emmerson—Rapport promis—6365 ; espère déposer lundi—6365 ; ne peut rien, est entre les mains de la commission—6366 ; loi devant la Chambre pour modifier Acte de la commission, toute modification pourra alors être soumise—6363.
- M. E. A. Lancaster—Proteste contre insouciance du gouvernement—6368.
- M. D. A. Gordon—Demande révision des tarifs des lignes américaines circulant au Canada—6369.
- Hon. Emmerson—Grief sera remédié dans la loi relative à la commission des chemins de fer avant fin session—6369.

CONTROLE DES LIGNES DE TELEPHONE.

- M. W. F. Maclean—Sur motion de formation en comité des subsides propose que toutes les chartes de compagnies de téléphone soient amendées pour que poteaux ne puissent être plantés qu'aux conditions fixées par conseil municipaux—1299 ; requête Union des municipalités—1299 ; le "Canadian Engineer"—1301 ; la réciprocité téléphonique—1300 ; injuste que la compagnie Bell fournisse à une classe de citoyens les services qu'elle refuse à une autre—1301 ; les chemins de fer sont tenus de faire les raccordements—1301 ; les contrats exclusifs de la compagnie Bell et des chemins de fer—1302 ; qu'on paie un prix raisonnable—1302.
- Sir W. Laurier—Pouvoirs accordés à compagnie Bell en 1882—1303 ; conférence avec autorités municipales Toronto—1303 ; empiètements sur les municipalités permis par conservateurs—1304.
- M. Bourassa—Difficultés dans le comté de Labelle—1304 ; empêchement par le C.P.R. de donner accès—1304 ; on ne doit pas traiter à la légère les droits acquis—1305.
- M. Sproule—Les compagnies de chemins de fer n'ont le droit d'avoir de préférence pour personne—1306 ; un particulier ne peut pas entreprendre la lutte tout seul—1306 ; c'est au gouvernement de présenter une loi générale—1306.
- M. A. A. Boyce—La difficulté de Port-Arthur et de Fort-William—1307.

DEMANDE DE DOCUMENTS.

- M. F. R. Lalor—Sur motion de formation en subsides, demande dépôts de documents ordonnés relativement à fournitures département de la Marine—2701.
- M. M. S. McCarthy—Demande liste des recenseurs ayant servi dans dernière élection N.-O.—2701.

SUBSIDES—*Suite.*DEMANDE DE DOCUMENTS—*Suite.*

- M. R. L. Borden—Demande documents promis avant discussion bill d'organisation des provinces—2702.
- M. Monk—Demande correspondance avec autorités impériales au sujet Hôtel des Monnaies—2702.
- M. Daniel—Demande copie du rapport de la commission du transport en ce qui a trait au port de Saint-Jean—2702.
- Hon. Foster—Demande documents relatifs à transport gratuit du foin—2702.

FRAUDES RELATIVES AUX BOITES DE SCRUTIN.

- M. Guss Porter—Sur motion de formation en subsides—9416 ; fraudes électorales des partisans du gouvernement—9416 ; l'affaire des boîtes de scrutin—9416 ; promesses de l'hon. G. W. Ross, le 3 novembre dernier de donner au gouv. fédéral majorité dans Ontario—9416 ; séparation de politique fédérale et provinciale—9417 ; les fraudes d'élections Ross—9418 ; nouvelle d'une conspiration pour voler l'élection dans Hastings-ouest—9418 ; exhibition de la fausse boîte de scrutin—9418 ; historique de la conspiration des fausses boîtes—9419 ; MM. Lott et Shipley—9419 ; la fabrication des boîtes, leur saisie—9422 ; M. Porter diffamé par le "Globe"—9422 ; l'impression et la livraison des bulletins de vote, réponses Laurier—9424 ; analyse des preuves—9426 ; noms des libéraux impliqués dans l'affaire—9426 ; l'hon. Graham—9426 ; mode d'emploi des fausses boîtes—9429 ; demandé ce que gouvernement va faire—9429.
- M. Avery—Se plaint de Lott, de Shipley et autres—9430 ; si gouvernement punit pas les coupables, devra être renversé—9430.
- Hon. Fitzpatrick—M. Porter a refusé de donner des renseignements pour opérer l'arrestation des distributeurs de fausses boîtes—9431 ; correspondance président d'élection William—9432 ; démarches faites—9434 ; gouvernement a fait son devoir—9434 ; rapport Sherwood—9434 ; aucune des boîtes exhibées n'a servi à l'élection—9434.
- M. E. B. Osler—Poursuite entamée par des particuliers, payée par leurs fonds personnels—9436.
- Hon. Fitzpatrick—Ce ne sont pas des particuliers, mais le département qui a payé les factures—9436.
- M. R. L. Borden—M. Porter n'a pas donné de renseignements parce qu'il avait sa manière de procéder—9437 ; en tout cas, on a laissé sauver les coupables—9438 ; façon négligente dont les bulletins de vote sont livrés par imprimerie et gouvernement—9438 ; présidents d'élections doivent être citoyens respectables—9438 ; partisans avérés devraient pas être choisis pour présider élection—9438 ; nomination Hawkey comme sous-officier rapporteur dans Frontenac—9438.
- Hon. Fitzpatrick—Donne les dates précises de plaintes et arrestations—9441.
- M. E. Cochrane—Une des boîtes a dû servir dans Northumberland—9442.

SUBSIDES—*Suite.*FRAUDES RELATIVES AUX BOITES DE
SCRUTIN—*Suite.*

M. S. Barker—Sans l'initiative privée, aucune poursuite n'aurait été prise—9442 ; poursuivants devraient être remboursés par le gouvernement—9442.

Incident clos—9442.

GOUVERNEMENT PROVINCIAL DES TER-
RITOIRES DU N.-O.

M. R. L. Borden—Sur motion de formation en subsides—2365 ; premier ministre a annoncé en présentant la loi que ses collègues l'ont étudiée, délibérée et approuvée—2365 ; un ministre a déclaré ne l'avoir pas vue—2365 ; de l'absence d'un autre on doit conclure qu'il n'en avait pas connaissance—2366 ; les opinions du ministre de l'Intérieur étaient connues et il n'a pas été consulté—2366 ; les déclarations de l'hon. M. Fielding en 1896, sur la question des écoles du Manitoba—2366 ; discours à Windsor, N.-E., lettre au "Casket", Antigonish—2368 ; loi présentée à la veille du retour des hon. Sifton et Fielding—2369 ; demande raison de cette attitude—2369 ; demande si conseil exécutif des Territoires du N.-O. a été consulté sur mesures éducationnelles—2369 ; demande si loi passera sans un ministre de l'Intérieur représentant l'Ouest—2370.

Sir W. Laurier—Pas grand délai, vacance existe depuis dix jours seulement—2370 ; n'est strictement obligé à fournir aucun renseignement—2370 ; négociations avec gouvernement du N.-O. confidentielles—2370 ; opposition dévoile sa tactique—2370 ; veut démontrer différence d'attitude entre parti libéral en 1905 et en 1896—2371 ; en 1896 avait affirmé que le gouvernement fédéral ne pouvait pas imposer au Manitoba système d'écoles rejeté dans la plénitude de ses pouvoirs—2371 ; si, en 1870, à l'entrée dans Confédération, Manitoba avait eu écoles catholiques, la minorité aurait eu le droit de les conserver—2371 ; les tribunaux ont décidé que ce système n'existait pas au Manitoba en 1870 et Manitoba a eu la plénitude de ses pouvoirs—2371 ; situation différente—2371 ; sera discutée, plus tard—2372.

Hon. G. Foster—Étonné que loi présentée en l'absence de deux ministres notablement hostiles—2373 ; expose les négociations qui ont précédé l'entrée du Manitoba dans Confédération—2373 ; cite déclaration de sir W. Laurier au sujet négociations avec hon. M. Haultain—2374 ; demande si représentants, si habitants consultés—2374 ; en 1896, premier ministre déclarait en somme : je demande des écoles séparées pour le Manitoba, mais je veux que ce soit cette province qui les donne—2374 ; maintenant, il ne s'occupe plus du tout du désir ni des intentions de l'Ouest—2375 ; on a accompagné la première lecture du bill d'un plaidoyer passionné—2375 ; on a plaidé la supériorité des écoles confessionnelles sur les écoles publiques quand on prétend s'appuyer seulement sur la Constitution—2375 ; l'enthousiasme du premier moment parmi les partisans du gouvernement a fait place

SUBSIDES—*Suite.*GOUVERNEMENT PROVINCIAL DES TER-
RITOIRES DU N.-O.—*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

au désarroi—2376 ; la brochure préparée par un autre ministre—2377 ; les vieux discours imprimés avec italiques et majuscules—2377 ; abus de documents officiels—2377.

M. T. S. Sproule—Représentation des provinces dans le cabinet—2378 ; la moitié d'un continent, tout l'Ouest pas représenté—2378 ; on veut éviter en ne nommant pas de ministre de donner au peuple l'occasion de se prononcer sur la mesure—2379.

IMMIGRANTS PAUVRES.

M. U. Wilson—Sur motion de formation en subsides signale projet dame Close pour envoyer enfants pauvres au Canada—2220 ; exigences inadmissibles—2220 ; opposé à immigration indigente—2220 ; charité bien ordonnée commence par soi-même—2221.

Hon. S. Fisher—Le gouvernement n'a pris aucun engagement—2221 ; en tous cas, inspecteurs immigration surveilleraient—2221.

M. T. S. Sproule—Si on permet l'entrée de ces enfants on devra s'informer de leurs antécédents—2222.

Incident clos—2222.

IMPORTATION DU POISSON PRIS DANS LA
BAIE DE MISSISQUOI.

M. L. P. Demers—Avant que la Chambre se forme en comité des subsides—6318 ; la législature de l'état de New-York vient d'interdire importation de poisson pris dans baie de Missisquoi et rivière Richelieu—6318 ; représailles du gouvernement américain parce que pêche au brochet est permise dans partie canadienne du lac Champlain—6318 ; propose rétablir taux de péage sur canal Chambly—6319 ; trafic du canal—6319 ; lettre Pierce fermant bureaux American Express Co. à Saint-Jean—6320.

Hon. Préfontaine—Convention faite quant à la pêche du lac Champlain—6320 ; pas respectée par Américains—6321 ; alors rappelée quant à la baie de Missisquoi—6321 ; difficultés également sur rivière Fraser—6321 ; conférence projetée, n'a pas réussi—6321 ; croit difficulté pourra se résoudre par voie diplomatique—6321.

M. Monk—Approuve pas moyen proposé par M. Demers—6322 ; dépêche d'Albany—6322 ; demande correspondance—6322.

LISTES ELECTORALES DU MANITOBA.

M. T. Greenway—Sur motion de formation 6882 ; gouvernement ne devrait pas accepter pour Manitoba cens électoral provincial—6882 ; défauts de la loi provinciale—6882 ; changement opéré par les conservateurs en 1903—6883 ; mode de déclaration personnelle—6883 ; les juges mis à l'écart—6884 ; temps limité pour inscription—6885 ; le "Herald" de Miami—6885 ; comparaison des deux systèmes—6886 ; moyens pris pour empêcher élec-

SUBSIDES—*Suite.*LISTES ELECTORALES DU MANITOBA—*Suite.*M. Greenway—*Suite.*

teurs de s'inscrire—6886; les listes de Lisgar—6888; il n'y a pas une liste exacte—6889; les opérations des conservateurs—6891; entrevue Rogers—6892; la fameuse ligne rouge dont parlent les conservateurs n'a pas entraîné cent erreurs—6893; la comédie conservatrice, les plaintes de fraudes libérales—6893; les conservateurs ont défranchisé 10 p.c. des électeurs libéraux—6894; il faudrait dépenser \$40,000 devant les tribunaux pour rétablir des listes à peu près équitables au Manitoba—6894; demande un changement—6895.

M. W. J. Roche—Les conservateurs considéraient ancien système trop coûteux—6896; M. Greenway ancien ami de M. Richardson resté fidèle aux anciennes doctrines libérales—6897; c'est le parti libéral qui a changé, pas M. Richardson—6897; M. Sifton et les listes de Lisgar—6898; les listes de Marquette—6898; les anciens réviseurs électoraux de M. Greenway—6898; pourquoi imposer au pays la préparation de listes entièrement nouvelles—6900; on aurait crié à l'extravagance du gouvernement conservateur s'il eût établi plus de bureaux d'inscription—6900; l'élection de Mountain n'a pas été gagnée par les conservateurs au moyen de manipulations de listes—6901; les listes de Selkirk—6902; président d'élection et commis de bar—6902; M. Leach—6904; déposition de M. Ayotte—6904; la décision du jury—6905; il n'y a pas au Manitoba un citoyen honorable qui voudrait revenir à l'ancien mode de préparation des listes—6905.

M. T. Crawford—L'état de chose électoral actuel au Manitoba est un déshonneur pour tout le pays—6906; question de la ligne rouge, actuellement soumise aux tribunaux, inutile discuter—6906; dix assignations lancées par gouvernement du Manitoba, dans aucun cas le jury n'a trouvé matière à procès—6907; conspiration du gouvernement du Manitoba pour faire croire à une fraude libérale—6908; divers articles du "Telegram", de Winnipeg—6909; nécessité de la ligne rouge—6910; les listes de Portage-la-Prairie—6910; il faut absolument changer le cens électoral du Manitoba—6914; difficultés d'inscription—6914; le "News", de Carberry—6914; électeurs obligés de faire 400 milles pour se faire inscrire—6916; la négligence du Parlement du Canada de pourvoir à un mode honnête de confection de listes pour le Manitoba et de cesser tracas pour certaines personnes—6917; on devrait les indemniser—6917.

M. Schaffner—Système Roblin plus honnête que système Greenway—6918; mode de fonctionnement—6919; comparaison des deux systèmes—6919; la fameuse lettre Roblin—6920; les travaux de M. John Smith—6922; les libéraux avaient promis à leurs amis qu'ils auraient la confection des listes—6922; le ministre de la Justice, en 1904 a refusé de sanctionner cette

SUBSIDES—*Suite.*LISTES ELECTORALES DU MANITOBA—*Suite.*M. Schaffner—*Suite.*

infamie—6923; c'est la faute des libéraux si les frontières des circonscriptions fédérales et provinciales ne coïncident pas—6924; les promesses Greenway et les écoles—6925; M. Greenway et l'embranchement de Waskada—6927; les provinces de l'est devraient copier la loi électorale du Manitoba—6928.

M. S. J. Jackson—Comté de Selkirk 21,000 carrés, 13 millions d'acres—6928; impossibilité physique de s'enregistrer—6929; impossible aux nouveaux naturalisés de se faire inscrire—6929; le gouvernement Roblin a fait inscrire les conservateurs et rayer les libéraux—6930; l'affaire Harvey—6931; le gouvernement Roblin faisait arrêter les libéraux pour les empêcher de voter—6932; les listes envoyées pour l'élection contenaient 9,000 noms et il n'y a que 4,824 voteurs dans Selkirk—6933; il fallait bien rayer des noms, qu'importe que cela se soit fait à l'encre noire ou à l'encre rouge—6933; le gouvernement fédéral n'était pas tenu d'adopter les subdivisions électorales préparées par les tories—6935; la liste de Beauséjour—6935; les avantages de la loi Greenway—6936; il est faux que le président d'élection de Selkirk fût un garçon de buvette—6937; on n'a rien pu prouver contre M. Leach et Duggan—6938; l'élection de Mountain gagnée sur promesse d'une buvette—6938; la loi électorale du Manitoba est inique—6940; le gouvernement du Dominion doit veiller que tous les électeurs du Manitoba, même les libéraux, figurent sur les listes—6940; s'il le faut, on doit faire une exception pour le Manitoba—6940; peut-être faudra-t-il en faire autant pour Ontario bientôt—6940.

M. W. D. Staples—Demande à M. Jackson de démissionner—6942; les libéraux du Manitoba sont satisfaits du système actuel—6943; l'élection de Mountain a roulé sur la question scolaire—6943; la "fine ligne rouge", dans le comté de Macdonald—6944; expérience personnelle—6943; l'opinion de l'"Eye Witness", de Birtle—6945.

Hon. W. S. Fielding—Loi fédérale du cens électoral s'inspire d'un principe excellent—6946; économie de temps et d'argent—6946; il se peut qu'un gouvernement provincial ait abusé du système—6946; ce sera au ministre de la Justice de s'enquérir—6946.

M. R. L. Borden—Pas de moyen terme: avoir un cens électoral spécial pour les élections fédérales ou adopter les lois provinciales partout—6947; impossible adopter listes provinciales seulement où les libéraux ont le pouvoir—6947; heureux pour le nom du Canada qu'on n'ait pas tenu parole donnée au Manitoba de faire confectionner listes par fonctionnaires partisans—6947; efforts tentés pour obtenir révision judiciaire en Nouvelle-Ecosse—6949; si les listes de 1904 ont été mauvaises pour les libéraux c'est qu'ils ne s'en sont pas occupés sur la foi des

SUBSIDES—*Suite.*LISTES ELECTORALES DU MANITOBA—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

promesses de M. Sifton—6950 ; comment les libéraux ont tenté de réparer leur faute—6950 ; l'organisateur, M. Leach—6950 ; opposition pas prévenue de la discussion de ce jour—6951.

M. W. F. Cockshutt—L'abolition de l'Acte du cens électoral, a été accomplie par les libéraux parce qu'alors les gouvernements provinciaux étaient tous libéraux—6952 ; le système dans Ontario sous les libéraux—6952 ; le peuple se soulèvera si on fait des exceptions contre Manitoba et Ontario—6952 ; les libéraux n'ont eu aucune pitié pour les conservateurs quand ils étaient en minorité dans Ontario—6954. M. Whitney et l'abolition des signes extérieurs sur le bulletin de vote—6954 ; la neige blanchira le sol avant qu'on se sépare, si l'on veut imposer à Ontario un régime spécial quant au suffrage—6955.

M. A. Campbell—C'est l'opposition qui dicte maintenant au gouvernement ce qu'il doit faire et ne pas faire—6955 ; les menaces—6955 ; une petite opposition discréditée qui veut commander—6956 ; aucune plainte dans Ontario au sujet de la loi des élections de M. Ross—6956 ; le bulletin avec signe extérieur est employé en Angleterre—6956 ; l'ancienne loi du cens électoral et le vote des Indiens de Brantford—6956 ; les anciens réviseurs conservateurs et les injustices—6957 ; injustice de loi du Manitoba—6957 ; nécessité d'y remédier—6957 ; le gouvernement doit intervenir.

M. Bennett—Reconnaissance de M. Campbell—6958 ; le tripot de Toronto-Junction—6958 ; MM. Lott et Shipley—6959 ; il faut prendre avec un grain de sel cette ancienne affluence d'appels d'électeurs dans le cas des anciens réviseurs—6950 ; l'élection de London, les électeurs ne se contenteront pas de nickels, cette fois—6960 ; l'affaire Gamey—6961 ; demande reprise discussion sur bill d'autonomie—6962 ; la Chambre se forme en comité des subsides—6962.

MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE.

Hon. Foster—Sur motion de formation en subsides—7673 ; signale requête du syndicat ouvrier demandant au gouvernement de nommer commission pour s'enquérir de la violation de la loi de la main-d'œuvre étrangère par le G.T.R. et la Fonderie Canadienne—7674 ; affaire Preston-Leopold—7675 ; déclaration d'immigrés envoyés au Canada—7675 ; enquête nécessaire—7675.

Hon. S. Fisher—Gouvernement étudie requête pour amendements à la loi de la main-d'œuvre étrangère—7675 ; réponse Preston au sujet des plaintes contre Leopold—7676 ; avertissement Smart dans "Gazette du Travail"—7677 ; représentations au ministère impérial des colonies—7676.

M. A. C. Macdonell—Débat antérieur sur observation Puttee—7678 ; déclaration Gunn—7679.

SUBSIDES—*Suite.*

ORGANISATION PROVINCIALE DU N.-O.

M. R. L. Borden—Sur motion de formation en subsides—2601 ; lettre de M. Haultain au premier ministre publiée dans journaux du Canada—2601 ; question organisation provinciale discutée 1901-02-03—2601 ; résolution présentée—2602 ; aucun ministre n'a pris la parole sur résolution Borden—2602 ; après la dissolution, en 1904, le premier ministre se rend compte de l'intérêt de la question—2602 ; lettre du premier ministre à M. Haultain—2603 ; proposition plus indéfinie que résolution Borden—2603 ; réponse de l'hon. Sifton à M. Haultain à Regina, 20 oct. 1904—2604 ; discours de l'hon. M. Sifton, sur résolution Borden, en 1902—2605 ; il ne voulait pas que la discussion se fit en l'absence de deux ministres—2606 ; pourquoi le bill a-t-il été présenté en son absence?—2606 ; deux jours avant son retour—2606 ; l'hon. M. Sifton disait que les arrangements à intervenir devaient être de la nature d'un contrat—2606 ; que les représentants du N.-O. seraient consultés sur toutes les dispositions importantes du bill—2606 ; l'indignation de sir W. Laurier contre sir C. Tupper pour avoir imposé les résolutions de la Confédération à la législature moribonde de la Nouvelle-Ecosse—2606 ; M. Haultain pas consulté—2607 ; les champions des libertés constitutionnelles sont devenus les tyrans des provinces—2607 ; les plaintes de M. Haultain—2607 ; l'article relatif aux écoles soumis deux heures avant le dépôt de la loi—2607 ; le premier ministre n'a pas consulté le ministre de l'Intérieur, ni le ministre des Finances, ni le premier ministre des Territoires, qui a-t-il consulté?—2607 ; les sept députés libéraux des Territoires ont été consultés, ce bill est l'œuvre de leur sagesse collective—2608 ; espère que premier ministre justifiera sa conduite—2608 ; désire savoir modifications en perspective—2609 ; quels étaient les membres du comité de négociation—2609 ; s'il est vrai qu'on veut soumettre le bill à la cour Suprême—2609.

Sir W. Laurier—Retard de la deuxième lecture demandé par M. Sproule—2610 ; retardé pour permettre au peuple prendre connaissance du bill—2610 ; bill pas rédigé hâtivement, toutes les dispositions bien accueillies—2611 ; seules les dispositions relatives à l'enseignement provoquent discussion—2611 ; impossible de rendre compte de négociations dont il n'a pas été tenu de procès-verbaux—2611 ; M. Haultain reconnaît courtoisie et déférence—2612 ; M. Haultain admet que conférence s'est occupée deux fois de question de l'enseignement—2612 ; divergences diverses avec M. Haultain—2613 ; divergence complète sur question des écoles, M. Haultain jugeait que l'article 93 de l'Acte de l'A. B. du Nord s'appliquait automatiquement, le gouvernement pensait qu'il devait y être suppléé par disposition statutaire et sujet aux modifications causées par l'état de chose existant—2613 ; le bill soumis est l'application de cette opinion—2614 ; M. Haultain a fait connaître la sienne—2614 ; il n'a pas le droit

SUBSIDES—*Suite.*ORGANISATION PROVINCIALE DU N.-O.—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.* ,

de se plaindre que le gouvernement ne l'ait pas partagée—2614; il n'y aurait aucun mal à retrancher le bill—2614; différentes requêtes—2614; le gouvernement a le droit d'y regarder à deux fois—2614. est prêt à étudier s'il n'y a pas lieu de modifier présent bill—215.

M. Northrup—Le gouvernement qui attache si peu d'importance à l'opinion de M. Haultain sur la question des écoles, se rend avec empressement au désir de celui-ci pour refuser d'étendre les frontières du Manitoba—2616; les sept députés de l'Ouest n'ont pas dû être consultés—2616; pas un Canadien de naissance n'aurait pu conseiller la disposition projetée pour les écoles—2616; l'examen dont parle le premier ministre aurait dû se faire avant de présenter la loi—2616; opposé à consultation cour Suprême—2616; pourquoi les conservateurs ont adopté la loi réparatrice—2618; les obligations qu'imposerait une décision affirmative de la cour Suprême—218; il y a d'autres objections au bill que proposition des écoles—219; sir W. Laurier et les libérés des provinces, discours 1893—219; triumvirat Blake-Mowat-Laurier—2619.

M. Osler—Le premier ministre et non M. Borden sont coupables de légèreté—2619; M. Sproule pas le principal organisateur des pétitions—2620; passions soulevées dans Ontario—2620; le ministre des Postes n'a pas donné son assentiment au bill—221; chaque jour écoulé aggrave les menaces d'agitation—2621.

M. M. S. McCarthy—Correspondance Haultain-Sifton—2622; correspondance Haultain-Laurier—2623; ordre du jour voté à Medicine-Hat contre clause des terres—2624; inconvenient de n'avoir pas dans les circonstances de ministre de l'Intérieur représentant l'Ouest—2626.

M. R. S. Lake—Bill n'aurait jamais été présenté si un homme de l'Ouest eût pris part aux délibérations du gouvernement—2627; conseille de choisir nouveau ministre dans les Territoires pour avoir verdict de l'électorat sur le bill—2628; impossible administrer d'Ottawa les terres de l'Ouest—2630.

M. W. J. Roche—Il y a trois ans gouvernement a refusé discuter organisation des provinces à cause absence ministre de l'Intérieur—2630; refus était constitutionnel—230; sir W. Laurier en 1904 et partage de la responsabilité ministérielle—2632; opposé à considérer cette question en l'absence du ministre de l'Intérieur—2633; la situation du Manitoba—2634; la raison du refus d'agrandissement, l'article du "Soleil"—2635; la "Northern Review"—2636; la loi du Manitoba dont ils se plaignent est l'œuvre de M. Greenway et de M. Sifton—2636; les contés du Manitoba ne seront pas agrandis parce que le gouvernement y est conservateur, parce que les lois scolaires ne plaisent pas aux partisans du premier ministre—2637; le ministre

SUBSIDES—*Suite.*ORGANISATION PROVINCIALE DU N.-O.—*Suite.*M. W. J. Roche—*Suite.*

des Postes et les questions scolaires en 1896—2637; que le premier ministre prenne un ministre de l'Intérieur dans l'Ouest et s'il est réélu, le premier ministre pourra dire que les électeurs de l'Ouest ont donné la sanction au bill—2638.

M. F. L. Schaffner—Indigné de la façon dont M. Sifton a été traité—2655; deux copains—2655; sir Frederick Borden et la question des écoles en 1896—2657; citations discours députés libéraux sur question des écoles du Manitoba—2661; il suffit de remplacer dans ces discours Manitoba par Nord-Ouest—2661; les vœux des électeurs d'Assiniboine—2662; si jamais le Canada veut grandir, c'est sur l'Ouest qu'il doit compter—2662.

M. Herron—Aucune subvention monétaire ne peut compenser pour l'Ouest l'enlèvement du droit d'administrer son domaine—2664.

Hon. G. Foster—Absence des ministres, absence des députés de l'Ouest—2664; le premier ministre dépouillé de son panache d'emprunt—2665; adversaire et non champion des droits provinciaux—2666; incapable de dire que la disposition relative à l'éducation traduit bien l'avis mûr et réfléchi des représentants de l'Ouest—2667; la cheville ouvrière, le ministre de l'Intérieur était absent—2667; si un Fisher a bénéficié du système géographique de responsabilité, pourquoi un Sifton n'en bénéficierait-il pas—2668; loi baclée—2669; on fait miroiter le portefeuille aux députés de l'Ouest pour les tenir en ligne—2669; l'affaire Langelier—2670; tous les ministres, leurs anciennes professions de foi—2670; la raison alléguée du retard de trois semaines n'est qu'une échappatoire—2671; le portefeuille des Travaux publics vacant—2672; M. Hyman n'ose pas se présenter dans London—2673; il ne s'agit pas de discuter sur mérite ou démérite des écoles confessionnelles—2674; la question est constitutionnelle—2674; le premier ministre a donné l'exemple d'empiètement sur le terrain du culte dans la péroraison passionnée de sa harangue—2675; on dépasse pour le Nord-Ouest les conditions financières accordées aux autres provinces—2676; c'est pourquoi le ministre des Finances aurait dû se trouver là pour discuter—2676; sir W. Laurier, le courage et la prévoyance, discours 1895—2677.

Hon. C. Fitzpatrick—Sir W. Laurier conserve le respect et la confiance du Canada—2678; les conservateurs soulèvent les passions populaires—2678; le double jeu des conservateurs—2678; les pétitions d'Ontario et celles du club Jacques-Cartier à Montréal—2686; ce club a donné il y a dix jours l'hospitalité au chef de l'opposition—2680.

M. R. L. Borden—Dément—2682.

Hon. Fitzpatrick—Ces circulaires sont l'œuvre du parti conservateur—2682; nos adversaires sont jaloux parce que ce bill est l'œuvre d'un catholique—2682; le bill

SUBSIDES—*Suite.*ORGANISATION PROVINCIALE DU N.-O.—*Suite.*

Hon. C. Fitzpatrick—*Suite.*

est à l'étude depuis 1902—2682; le projet a été entre les mains de M. Sifton sauf pour la clause des écoles—2682; la discussion avec M. Haultain relativement aux écoles—2683; seul objet de l'article introduit dans bill est de conserver à la population du N.-O. les droits dont elle jouit actuellement—2683; objet unique appliquer dispositions loi 1875 et conditions mentionnées dans ordonnances maintenant en vigueur—2684; la paix ne peut exister que basée sur la justice et le respect des convictions honnêtes des citoyens du Canada—2684.

M. W. H. Bennett—Le ministre de la Justice a lancé la flèche du Parthe—2685; se plait à aviver les préjugés—2685; s'est présenté en 1896 avec promesse à son évêque d'appuyer bill remédiateur—2685; à laisser disperser aux quatre vents du ciel le bill réparateur—2686; les libéraux d'Ontario se prononcent contre le bill, les noms—2687; le ministère est en pleine révolte—2688; aux élections dernières on a exploité dans Québec la promesse de laisser au N.-O. ses écoles—2689.

M. A. C. Boyce—Pas un député de la gauche ne traite cette question au point de vue de race et de religion—2691; la péroraison Laurier—2662; déclaration Sifton, donne à entendre qu'il n'a pas été loyalement traité—2694; Geo. Brown et le devoir de l'homme public—2691.

M. Ingram—Attitude des libéraux en 1896; attitude actuelle des conservateurs—2696; le "Telegram" de Toronto n'est pas un organe conservateur—2696; les ministres qui ont démissionné devraient discuter—2697; un conservateur a bien le droit de signer une pétition demandant que ce bill devienne loi—2697; ne voudrait pas arriver au pouvoir par l'exploitation des préjugés—2697.

M. T. S. Sproule—Nie jouer double jeu dans l'affaire des pétitions—2699; se plaint que le ministre ait tenu le langage le plus violent entendu depuis commencement discussion—2699.

Incident clos—2699.

RECEVEUR DE POSTE DE THESSALON, ONTARIO.

M. Boyce—Turpitudes du bureau de Thessalon—6323; M. J. B. Dobey démissionnaire et renommé—6323; réponse ministérielle—6323; enquête de l'inspecteur 11 avril 1904—6324; découvert et détournement de fonds—6324; rapport de l'inspecteur—6325; révocation—6326; correspondance, pourparlers et finalement révocation remplacée par démission—6326; le receveur des postes continue à émarger—6327; divers postulants—6328; M. Dobey participe aux élections provinciales dans l'intérêt des libéraux—6328; le 15 février 1905, M. Dobey réintégré dans ses fonctions—6328; le cas de destitution du maître de poste de Kentville pour ingérence politique—6330; réponse ministérielle—

SUBSIDES—*Suite.*RECEVEUR DE POSTE DE THESSALON, ONTARIO—*Suite.*

6330; le receveur de poste de Shelburne—6330; récapitulation des fautes de Dobey—6332.

Sir W. Mulock—Responsabilité des fautes commises pas déterminée—6332; inutile briser les cœurs de quelques personnes en rendant ces fautes publiques—6332; a communiqué privément à M. Boyce tous les documents—6333; indifférent qu'un employé soit destitué ou invité à démissionner—6333; convaincu maintenant qu'il n'était pas le coupable—6334; cet employé a fourni cautionnement à sa renomination—6334; trop de confiance dans aides—6334; il y a des centaines de receveurs de poste qui signent des états préparés par d'autres personnes et en prennent la responsabilité—6335; pas assez de surveillance—6336; aujourd'hui leçon a profité—6338; ignorait que M. Dobey se fût mêlé de politique—6339; a reçu sous le sceau du secret le nom du vrai coupable, ne peut le dévoiler—6342; le dira si besoin est au chef de l'opposition—6342.

Hon. Foster—Cœur sensible du ministre—6344; avoue avoir passé d'abord une sentence parfaitement injuste—6344; a déjà pourtant dévoilé correspondance privée trouvée dans son ministère—6345; impossible de croire explication donnée—6346; coupable prétend avoir cru que l'argent touché en plus provenait des économies de sa fille—6346; atroce comédie—6346; ministre a lui-même impliqué dans cette affaire des personnes qui n'auraient jamais dû y être mêlées—6347; ce qui s'est réellement passé au ministère—6348; la confiance dans les influences grites—6348; la vertu de M. Mulock—6349; le cas du maître de poste de Kentville—4350.

Hon. Fielding—Causes de la modification du jugement du ministre des Postes—6350; offre soumettre raisons au chef de l'opposition sans mettre en jeu publiquement autres personnes—6350; Chambre n'a pas le droit absolu à la production de tout document—6351; raisons peuvent exister pour n'en pas produire, s'il n'y a pas cause d'intérêt public—6351.

M. R. L. Borden—Maintien du receveur en position malgré rapport de l'inspecteur—6353; enquête soigneuse aurait dû être faite—6353; trois chefs d'accusation—6353; inspecteur parle de connivence entre receveur et son aide—6354; en tout cas on aurait pu trouver un autre titulaire—6355; les destitutions pour partisanerie dans le comté d'Halifax.

M. W. Roche—A été personnellement insulté par le maître de poste destitué de Musquodoboit—6357.

M. W. H. Bennett—Moralité libérale—6358; affaire Jackson—6358; maître de poste de Grimsby—6358; renouvellement avec augmentation d'un contrat de malle expiré—6359; les adjudications données sans soumission à l'Anse d'Aurora—6361.

SUBSIDES—*Suite.*

SCRIPS DES METIS.

Hon. Foster—Fait l'historique de la résolution prise quant aux réclamations des métis en 1901—6629; bien entendu alors que métis aux Etats-Unis n'auraient pas droit aux scrips—6629; texte rapport—6629; politique changée en 1904—6629; raisons données pour changement—6630; le rapport Côté—6631; aucun avis donné aux métis intéressés ni aux agents avant 1905—6031; on décide que le propriétaire du scrip ne sera pas tenu d'être présent pour inscrire sa terre—6632; le ministre s'arroge le droit de décider de la validité des transferts—6632; pourquoi le changement d'idée de 1901 à 1904—6633; personne ne l'a demandé—6633; ce sont des personnes intéressées qui ont agi et qui se moquent bien des intérêts des métis—6633; les manœuvres du prétendu agent du gouvernement au Dakota—6634; résumé de la machination—6635; la grande spéculation des scrips—6636; équivalait pour le ministre à s'être fait donner \$100,000 et à les avoir distribués à ses amis—6637; demande tous états et correspondance—6637.

Hon. Oliver—La décision du commissaire de refuser des scrips aux métis partis aux Etats-Unis était injuste—6638; ils n'avaient rien perdu de leurs droits de naissance pour être allés aux Etats-Unis—6638; il n'a fallu que 32,640 acres de terre pour réparer cette injustice—6638; erreur quant au mot "concessionnaire" dans décret—6641.

M. R. L. Borden—Ce qu'on a soigné, ce ne sont pas les affaires des métis, mais celles des amis du gouvernement—6642; les neuf dixièmes de ces scrips ont été à des spéculateurs—6642; réserve critique pour lorsque documents seront produits—6642.

SCRIPS DE METIS.

Hon. Foster—Documents en main, insiste sur déclarations antérieures—6698; demande arrêt de livraison des certificats et des terres—6699; les certificats ne sont déjà plus entre les mains des métis, ceux-ci ne souffriront pas du retard—6699; demande texte commission M. Côté, instructions à M. Côté, rapport de M. Côté—6699; demande documents commission McKenna—6700.

M. S. Hughes—Demande comment ont été vendues terres de la réserve de Fort à la Corne—6701; demande quelles terres aliénées avec scrips de métis—6701.

Hon. Oliver—Retard d'émission ne peut se faire que si accusation formelle de fraude est portée—6702.

Hon. J. Haggart—Un règlement ne peut pas annuler un décret de l'exécutif prescrivant que le métis doit se présenter en personne pour prendre sa terre—6703; ces cessions faites par fraude ou erreur sont nulles—6706.

Hon. Oliver—C'étaient deux règlements, pas de décret—6704; un règlement a remplacé l'autre—6704.

SUBSIDES—*Suite.*SCRIPS DE METIS—*Suite.*

M. R. L. Borden—Les actes reprochés par M. Foster sont réellement frauduleux—6705; espère que ministre va arrêter émission—6705.

Hon. Foster—Cite règlement ratifié par décret en conseil—6706.

Sir W. Laurier—Discussion prématurée—6706; il doit y avoir eu bonne raison pour changer—6700; documents prouveront—6706; M. Foster s'en tient à une présomption de fraude—6707; généralement les métis gaspillent les scrips, mais du moins, ils n'ont plus raison de se plaindre—6707; avis de Mgr Taché—6708; les Indiens refusèrent les scrips non transférables—6708; il est si vrai que les métis aux E.-U. étaient mécontents de n'avoir rien eu que M. Herron dit qu'il y en a encore qui se plaignent—6708; l'idée de donner des scrips aux métis réfugiés aux E.-U. était bonne—6708; une fois documents soumis, gouvernement répondra victorieusement—6708.

TERRITOIRES DU YUKON.

M. A. Thompson—Indépendant—7178; conservateur d'origine—7178; élu par coalition conservateurs et libéraux, parti indépendant du Yukon—7178; géographie du Yukon—7179; historique avant la découverte de l'or—7180; découverte de Robert Henderson—7181; affluence en 1897—7181; depuis 1896, le Yukon a produit 120 millions d'or—7182; un monument à Henderson—7182; le climat du Yukon—7183; rapport de John Macoun—7184; rapport du Dr Dawson—7186; comparaisons avec la Russie—7183; la température et le Dr Stupart de Toronto—7189; mode d'exploitation de l'or—7190; nécessité de remplacer les règlements par des lois dans l'intérêt de la stabilité—7192; lois minières ne devraient pas être faites à Ottawa, mais au Yukon—7193; la Nouvelle-Ecosse s'est réservé ses lois minières en entrant dans la Confédération—7193; le gouvernement devrait envoyer un homme pour étudier la situation et discuter là-bas les lois à passer—7194; le droit d'exportation sur l'or—7194; pourquoi payer un droit sur l'or envoyé au Canada—7194; droit de 2½ p. 100 lourd dans les années maigres—7195; demande abolition temporaire—7195; les mineurs entraînés à l'Alaska où conditions moins lourdes et concessions plus grandes—7196; avantages à retirer du développement du Yukon—7196; dépenses à faire sur les claims pour les conserver, trop élevées—7197; demandes des mineurs et soulagements accordés par sir W. Laurier—7198; la question de l'eau—7198; accaparement des spéculateurs—7198; demandes des mineurs: claims sans enregistrement—7199; inspecteurs des mines élus par les mineurs—7200; droits d'exportation et baux hydrauliques, comme en C.-A.—7201; l'écoulement de l'or—7202; construction d'un Hôtel des Monnaies—7202; avantages—7202; la monnaie d'or—7203; le système des bons échangeables—7204; dix millions par an pour le gouvernement sans payer un sou d'intérêt—7204; la réserve

SUBSIDES—*Suite.*TERRITOIRE DU YUKON—*Suite.*M. A. Thompson—*Suite.*

d'or du Canada—7205 ; la réserve d'or de Russie et les emprunts—7206 ; notre réserve devrait être en or du Yukon—7206 ; le juge Britton et la question de l'eau—7207 ; M. Thibodeau et son étude de la question de l'eau—7208 ; nécessité d'un aqueduc—7208 ; les grandes concessions aux corporations—7209 ; énumération des concessions hydrauliques au Yukon, rapport Britton—7210 ; les concessions hydrauliques ne sont pas exploitées par les procédés hydrauliques—7210 ; opinion et chiffres donnés par la Chambre de commerce du Yukon devant commission Britton—7212 ; le programme de l'hon. Ross—7213 ; concession Bronson et Rae—7213 ; concessions inexploitées—7214 ; l'exploitation du quartz aurifère—7214 ; importation en franchise des machines américaines—7214 ; abolition des droits sur les dragues—7214 ; l'importation des spiritueux au Yukon, pas de loi d'exception—7215 ; gouvernement responsable, comme dans les Territoires du N.-O.—7217 ; le gouvernement fédéral détient actuellement le pouvoir—7217 ; composition du conseil du Yukon, tous estimables, mais tous salariés du gouvernement—7217 ; demande dix membres électifs par le peuple—7218 ; en tout cas, demande conseillers choisis en dehors des fonctionnaires—7218 ; depuis quatre ans, gouvernement responsable est un article du programme de tous les candidats—7218 ; refus de s'annexer à la Colombie-Anglaise—7219 ; les troubles ouvriers en Colombie-Anglaise ont détourné les capitaux—7220 ; statistiques comparées, richesse du Yukon et autres provinces—7220 ; le Dr Bell et la richesse des graviers du Yukon—7221 ; opinion de M. McGillivray—7222 ; il est de l'intérêt du Canada tout entier d'aider au Yukon—7222 ; les marchandises importées—7224 ; le Yukon a soldé ses frais d'entretien en droits de douane—7225.

M. R. G. Macpherson—La Colombie-Britannique a produit presque autant d'or que le Yukon—7226 ; la Colombie-Britannique est la région minière par excellence du Canada—7226 ; chiffres—7226 ; les lois minières de la C.-A. sont très bonnes et le Yukon n'aurait rien à perdre de se les voir appliquées—7227 ; les embarras éprouvés en C.-A. proviennent de l'avidité des capitalistes de l'est—7227 ; ces embarras disparaissent—7228 ; se réjouirait de voir le Yukon et la Colombie-Anglaise réunis—7228.

M. W. A. Galliher—Loi autorisant entrée en franchise de douane des machines minières devrait être interprétée plus libéralement qu'elle ne l'est—7229 ; les banques de mineurs—7229 ; nécessité de création d'un département des mines—7229.

M. A. Zimmerman—Le matériel de mines ne se fabriquera pas au Canada tant qu'on le laissera entrer en franchise—7231.

Sir W. Laurier—Compliments à M. Thompson—7231 ; possibilités agricoles du Yukon 7232 ; lois minières parfaites ne s'obtien-

SUBSIDES—*Suite.*TERRITOIRE DU YUKON—*Suite.*Sir W. Laurier—*Suite.*

nent qu'après des tâtonnements—7232 ; la question des dimensions des claims—7232 ; gouvernement a toujours attendu que le conseil du Yukon prenne l'initiative de lui soumettre une loi minière—7233 ; droit régalien justifiable, les mineurs du Yukon doivent payer leur part d'impôt—7234 ; redevance imposée en N.-E.—7234 ; prêt à examiner si montant de la taxe trop lourd—7234 ; l'état devrait acheter l'or du Yukon s'il est à même de le faire c'est là l'objet de la création d'un Hôtel des monnaies—7235 ; les concessions hydrauliques avaient été accordées avec de bonnes intentions, l'application a été défectueuse, le gouvernement fera en sorte de n'en plus accorder—7236 ; impossible accorder libre entrée des machines pour quartz et des dragues—7236 ; besoins de l'industrie canadienne—7236 ; admet que le Yukon ne fait pas d'abus plus grand de liqueurs enivrantes que le reste du Canada—7237 ; prêt à examiner question de suppression de surtaxe—7237 ; impossibilité d'accorder régime parlementaire au début—7237 ; affluence d'étrangers—7238 ; le Yukon a reçu un représentant aux Communes—7238 ; certains territoires ne sont pas pays agricole, pas de ressources stables jusqu'à présent, pas de nécessité de les ériger en province, sont bons à être annexés seulement—7238 ; ce sont Mackenzie, Kéwatin, Franklin, Ungava—7238 ; si Yukon se révèle autrement on pourra discuter—7239 ; n'a jamais songé à annexer Yukon à Colombie-Anglaise—7239.

M. R. L. Borden—Compliments à M. Thompson—7269 ; dégrèvement des machines aurait été un autre acheminement vers le libre-échange où nous marchons à grands pas depuis dix ans—7239 ; étonné pas accordé—7239 ; le rejet de l'entreprise Mann et Mackenzie n'a pas empêché le commerce canadien d'accaparer le Yukon—7240 ; pourquoi n'a-t-on pas obligé les concessionnaires à respecter les termes des concessions—7240 ; on aurait dû immédiatement réunir les mineurs et obtenir d'eux des données sur les lois minières nécessaires—7242 ; le gouvernement n'a pas le droit de faire régner au Yukon, quant au conseil, un régime condamné et supprimé depuis soixante-dix ans au Canada—7242 ; le temps était arrivé, il y a quatre ans de donner le conseil électif—7243.

Hon. Belcourt—Il est faux que le gouvernement ait omis donner instructions permettant au juge Britton de s'enquérir de manœuvres frauduleuses quant aux concessions—7243 ; texte des instructions—7244 ; opinion émise par le juge Britton—7244.

SERVICE FRIGORIFIQUE.

M. J. E. Armstrong—Sur motion de formation en comité de subsides—8372 ; le Canada devrait pousser plus activement la concurrence pour transporter des produits périssables—8374 ; exportation de ces produits—8374 ; recensement agricole

SUBSIDES—*Suite.*SERVICE FRIGORIFIQUE—*Suite.*M. Armstrong—*Suite.*

du Canada—8375; les pommes d'Ontario—8375; progrès de la production fruitière du Canada—8376; rapport du département d'Agriculture des Etats-Unis sur les pommes—8377; témoignage McKinnon devant comité d'agriculture—8377; quatre modes de transport—8378; déclaration ministérielle au sujet de circulation d'air froid—8378; les compartiments frigorifiques—8380; opinion de M. J. A. Ruddick—8381; température pas assez basse—8382; les chambres de maturation du fromage—8383; il faudrait faire mûrir fromage à température plus basse—8364; les fruits devraient être transportés à 35 ou 36°—8384; dépenses pour compartiments frigorifiques—8384; transports beurre, fromage, œufs et pommes—8385; le contrat avec la ligne Allan—8385; les observations thermiques—8386; les commerçants canadiens ont été lurrés—8389; pertes subies par cultivateurs Ontario—8389; la route du Saint-Laurent trop coûteuse—8390; on abaisserait les prix en améliorant la route—8390; Nouvelle-Zélande et République Argentine—8391; ministre arrêté à mi-chemin—8392; résolution texte—8392.

Hon. Fisher—Résolution ne blâme en rien le gouvernement—8392; toutes ses propositions sont acceptables—8392; erreurs seulement de faits—8393; mode d'emploi des différents systèmes—8394; gouvernement ne peut pas modifier situation à son gré—8394; il existait contrats d'une certaine durée—8394; difficultés au début pour organisation du système—8395; but atteint: tous les steamers ont maintenant compartiments frigorifiques—8396; tous les contrats pour compartiments frigorifiques sont maintenant expirés—8398; politique suivie a été favorable aux intéressés dans transport produits périssables—8400; conservation des pommes—8401; le gouvernement américain n'a jamais donné un sou pour encourager transports frigorifiques—8402; au Canada la capacité frigorifique totale des steamers n'est pas employée—8403; les températures sont suffisamment basses—8404; comparaison avec Nouvelle-Zélande—8406; différence entre réformer et créer de toutes pièces—8406; obligation en Canada d'orienter politique de transport suivant opinions et idées reçues—8408; représentations à Liverpool—8409; inspection rigide des wagons-glaçières—8409; compléments d'importateurs de Liverpool—8410; les essais de maturation du fromage à température basse aux E.-U.—8411; le commerce du fromage canadien tient le record du monde—8412; les expériences de transport frigorifique au Canada ont été couronnées de plein succès—8413; résultats obtenus—8414; rapports américains conseillant d'adopter le système canadien—8414; accepte la résolution—8415.

M. R. N. Walsh—Les cultivateurs perdent sur le pesage à Montréal—8416; mode de pesage—8416; rapport Parmelee—8417; lettre à M. Ayer—8417; demande pesage

SUBSIDES—*Suite.*SERVICE FRIGORIFIQUE—*Suite.*M. Walsh—*Suite.*

équitable—8418; demande peseur nommé par gouvernement—8418.

M. E. Chisolm—Progrès agriculture—8419; changement méthodes anciennes provinces—8419; beurre frais d'été de Nouvelle-Zélande se trouve à faire concurrence à beurre d'hiver du Canada—8419; les vergers du comté d'Huron—8420; pommes perdues tous les ans—8421; rapport du dép. d'Agriculture des E.-U., traitant de température dans compartiments froids—8421; système parfait d'entrepôts frigorifiques augmenterait richesse des cultivateurs canadiens de \$20,000,000—8422.

M. Derbyshire—D'année en année le ministre a amélioré le système des transports frigorifiques—8423; magnifiques progrès depuis 1896, époque de l'inauguration des transports frigorifiques—8424; fortune publique augmentée de \$3,000,000 par année—8424; il faut encore améliorer transports jusqu'à Montréal—8424; résultats acquis par chambres de maturation—8425.

M. C. H. Parmelee—Les difficultés quant au pesage du beurre et du fromage existaient du temps des conservateurs qui n'y ont pas remédié—8425; manque de confiance en M. Macleod—8425; confiance en M. Cameron—8426; le Board of Trade, patron de M. Macleod a été prié par ministre Agriculture de modifier son règlement—8426; si Board of Trade résiste, le Parlement devra passer une loi quant au pesage—8426; Board of Trade devrait employer M. Cameron en qui tout le monde a confiance—8426; soupçons justifiés par insistance de l'Association du beurre et fromage à employer son propre peseur—8426; réclamations pour poids varient suivant la situation du marché, suivant la spéculation—8426.

M. A. A. Maclean—Demande exécution promesse de service frigorifique direct entre I.P.-E. et Grande-Bretagne—8427.

M. L. Lavergne—Félicite ministre Agriculture sur sage administration département—8429; excellents résultats des chambres de maturation, district de Saint-Hyacinthe—8429; demande chambre de maturation pour district d'Arthabaska—8429; justification de la demande—8430.

M. D. Henderson—Inauguration du service frigorifique par régime conservateur—8431.

M. T. S. Sproule—Résolution est basée sur insuffisance service frigorifique actuel—8432; motion est un blâme contre gouvernement—8433; gouvernement s'inflige blâme à lui-même—8433.

La Chambre se forme en comité de subsides—8433.

SESSIONS DU PARLEMENT.

Hon. Foster—Sur motion de formation en subsides—9302; budget supplémentaire déposé trop tard dans la session—9302; répartition du budget supplémentaire—9304; division par services—9305; anciennes protestations libérales—9305; que devient l'opposition—9306; résolution de protestation—9306.

SUBSIDES—*Suite.*SESSION DU PARLEMENT—*Suite.*

Hon. Fielding—Pas de temps perdu, besogne utile faite depuis commencement de session—9308 ; aucun crédit nouveau, tous attendus—9308 ; ignorance géographique de M. Foster—9308 ; petites dépenses sont souvent même utiles que grandes—9309 ; budget milice remis de consentement mutuel—9309 ; droit de l'opposition de discuter crédits admis—9310 ; prêt à fournir toute information—9310 ; s'oppose pas au principe de la résolution—9310 ; mais espère que raisons données sont satisfaisantes—9310.

M. R. L. Borden—Aucune bonne raison donnée—9310 ; 605 items différents, pas les neuf dixièmes des dépenses urgentes—9310 ; pas de discernement exercé—9311 ; utilité d'une loi pour assurer assiduité des députés—9311 ; propose clore exercice fiscal le 31 mars au lieu du 30 juin—9312 ; le parlement pourrait se réunir en novembre—9313 ; avantage d'une session d'hiver—9313.

Sir W. Laurier—Admet retard dans dépôt budget supplémentaire—9313 ; circonstances atténuantes—9314 ; session pourrait être essayée en novembre—9314 ; avec assistance opposition, prorogation pourrait avoir lieu à Pâques—9314 ; impossible commencer année suivante, faudra changer date exercice financier—9314 ; commission tarif empêchera convocation précocée—9314 ; possible essayer en 1906—9315 ; révision des règlements de la Chambre—9315 ; avec prompt convocation, préparation hâtive mesures du gouvernement et révision des règlements, session devrait pas dépasser quatre mois—9315.

Sir Fred. Borden—Retard du budget de la milice—9316 ; raisons données, explications, correspondance échangée—9317 ; répartition du temps employé—9318 ; carrière parlementaire—9318.

Hon. Foster—Nouveauté constante des crédits—9318 ; préférence marquée pour Nouvelle-Ecosse aux dépens Nouveau-Brunswick et île du Prince-Edouard—9319 ; passe l'éponge sur incidents—9320 ; longueur de la session subordonnée à la prompté préparation des mesures—9321 ; résolution proposée en guise de protestation—9321 ; consent à retirer—9321.

Amendement retiré—9321.

TAXATION MUNICIPALE DES TERRES DU C.P.R.

M. W. F. Maclean—Sur motion de formation en subsides—2114 ; cour Suprême Canada a rejeté prétention des municipalités de l'ouest voulant taxer terres du C.P.R.—2114 ; texte jugement—2115 ; toute loi passée par le conseil législatif des Territoires du N.-O. est à titre d'essai et peut être révoquée—2115 ; l'exemption de taxation est un grief, on pourrait y remédier en forçant la main au C.P.R. quant il demande de nouvelles faveurs—2117 ; il ne faut pas passer d'autres lois rivant les fers aux mains des populations de l'ouest—2117 ; avant d'aborder la discussion du bill d'autonomie il est bon de se rappeler que les lois passées par le parlement fédéral à l'égard des Territoires sont révoquables—2117.

Incident clos.

SUBSIDES—*Suite.*

VENTE DES ILES DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. W. Wright—Avant formation en subside—6616 ; signale divergence d'opinion entre gouvernement fédéral et provincial au sujet propriété des îles de la baie Georgienne adjacentes aux rivages de Muskoka et de Parry-Sound—6616 ; demande si convention intervenue—6616 ; îles très recherchées maintenant—6616 ; importe pas laisser tomber aux mains des spéculateurs—6616 ; système devrait exister pour vente—6616.

Hon. F. Oliver—Lit note départementale sur cette question—6618.

M. W. H. Bennett—Ministre aliène ces îles et fait des largesses envers partisans du gouvernement—6618 ; vente au frère de M. Grant, député d'Ontario-nord moyennant \$140, ce qui vaut \$1,000—6618.

Hon. Oliver—N'a échangé aucune correspondance avec M. Grant à ce sujet—6621.

M. Bennett—Le ministre de l'Intérieur inaugure son entrée au ministère par des vols—6622 ; veut la concurrence—6622.

Hon. Oliver—Le gouvernement d'Ontario a empêché la vente de ces îles aux enchères—6625.

Sir W. Laurier—Difficulté actuelle analogue à celle des moulins de Sainte-Catherine—6626 ; le gouvernement provincial réclame la terre comme sa propriété—6626 ; le gouvernement fédéral la réclame comme propriété des sauvages—6626.

Hon. Haggart—Demande comment on peut vendre à vente privée si l'on n'a pas le droit de vendre aux enchères—6628 ; demande correspondance entre gouvernements—6628.

VOTES DES SUBSIDES.

AGRICULTURE.

ARCHIVES.

Hon. Fisher—Modification de crédit nécessaire par suite du changement d'avis de l'auditeur général quant aux employés des archives—7072 ; exige conformité à l'Acte du service civil—7073 ; exemption spécifique nécessaire—7073.

ARCHIVES, APPOINTEMENTS DE F. W. GREY.

Hon. S. Fisher—M. F. W. Grey prépare catalogue de documents copiés—6819 ; était professeur de littérature à l'université d'Ottawa—6820.

AUGMENTATION DOUGHTY, ARCHIVISTE.

Hon. Fisher—Expose états de service de M. Doughty—9270.

M. Bergeron—Mérite deux fois plus qu'il ne reçoit—9270.

AUGMENTATION DES APPOINTEMENTS DES EXAMINATEURS DE BREVETS.

M. U. Wilson—La loi devrait être modifiée de façon à n'avoir pas à faire constamment exception à l'Acte du service civil—9274.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

BULLETIN DES BREVETS.

- Hon. Fisher—Mode de distribution—1534 ; petit revenu, versé au fonds consolidé—1534.
- M. Barker—Demande que soit publié annuellement ou semi-annuellement—1534.
- Hon. Fisher—On demande qu'il soit publié toutes les semaines—1534 ; 400 exemplaires tirés—1535.

DEPENSES SERVICE D'HYGIENE.

- M. Herron—Réclamations en souffrance à Pincher-Creek—1925 ; épidémie de petite vérole, 1901—1925 ; quart seulement des réclamations payées—1925.
- Hon. Fisher—Toutes réclamations approuvées par Dr Patterson payées—1926 ; va s'informer—1926.
- M. W. J. Roche—Demande si nouvel officier de santé nommé—1927.
- Hon. Fisher—Non, épidémie enrayée, officiers congédiés—1927.
- M. Sproule—Dans ce cas, crédit demandé trop élevé—1928. Réserve—1929.

DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES.

- Hon. Fisher—Eloge du Dr Robertson qui part pour collège Sainte-Anne de Bellevue—7086 ; crédit Robertson réparti entre Ruddick, laiterie, Hodgson, bétail vivant et Clarke, semence—7086 ; exposé des trois services—7087.
- M. U. Wilson—Demande disjonction des crédits—7088.
- M. Cochrane—Discute distribution des grains de semence—7090.
- Hon. Foster—Division des crédits nécessaire pour éclairer parlement et auditeur général—7091.

DICTIONNAIRE DES FAMILLES ACADIENNES.

- Hon. Fisher—M. Gaudet chargé du travail—1913 ; masse de documents recueillis—1913 ; triage à faire—1914.

ENCOURAGEMENT A L'INDUSTRIE LAITIÈRE, AVANCES AUX PATRONS.

- Hon. Fisher—Fonctionnement du système des avances aux beurriers au N.-O.—7094, seize fabriques de beurre subventionnées au N.-O.—7095.
- M. Daniel—Désire savoir comment l'argent rentre au trésor—7098. Crédit réservé—7098.
- Hon. S. Fisher—Explique comptabilité pour rentrée des avances—7172 ; système des avances prendra fin dans un an ou deux—7172.

EXPOSITIONS. CREDIT SUPPLEMENTAIRE.

- Hon. Fisher—Liquidation des dépenses d'exposition Saint-Louis, préparatifs exposition Liège—6402 ; détails—6402 ; bénéfices réalisés sur certaines collections—6404 ; exposition à Saint-Louis, la meilleure réclamation faite au pays—6405 ; résultats de l'exposition au Japon—6406 ; dépenses : Japon, \$55,000, St-Louis \$310,000, Liège probablement \$150,000—6406.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

EXPOSITIONS.

- Hon. Fisher—Exposition Saint-Louis a coûté \$310,000—1914 ; Glasgow a coûté \$75,000—1919 ; dispositions pour Liège, coût probable \$125,000—1916 ; M. Hutchison, directeur permanent des services d'exposition, \$3,000 par année—1917 ; exposition d'Agricultural Hall d'Islington et du St. Lawrence Hall, Liverpool, coût \$15,000—1918 ; MM. Hay et Brodie à Londres—1918.

EXPOSITION DE NEW-WESTMINSTER.

- Hon. Fisher—Exposition de nature fédérale—9832 ; aucune demande reçue de Montréal—9833.

RECENSEMENT QUINQUENNAL, ALTA. ET SASKATCHEWAN.

- Hon. Fisher—En juin prochain—9833 ; coût probable, \$100,000—9833.
- M. Blain—Demande si seulement libéraux seront énumérateurs—9833.

HOPITAUX DE WINNIPEG ET SAINT-BONIFACE.

- M. U. Wilson—Demande nombre immigrants hospitalisés—1930.

HYGIENE SUR LES TRAVAUX DE L'ETAT.

- Hon. Fisher—Crédit doublé dans l'expectative des travaux du Transcontinental—1929.

HYGIENE DES ANIMAUX.

- Hon. Fisher—Les animaux importés pour élevage sont soumis à l'épreuve de la tuberculose—2412 ; pas ceux pour boucherie—2412 ; six stations de quarantaine—2413 ; ports douaniers constitués en stations de quarantaine—2413.
- M. M. S. McCarthy—Bestiaux ont été introduits au Canada sans être baignés comme protection contre gale—2414.
- Hon. Fisher—Impossible empêcher bestiaux entrer en contrebande—2414 ; cinq bains construits, emplacements—2415.
- M. Armstrong—Demande si on fournit des bottes en caoutchouc aux préposés aux bains dans les autres provinces que dans Ontario—2415.
- Hon. Fisher—Association des éleveurs de l'ouest a approuvé mesures prises pour enrayer gale—2418 ; composition du bain—2418.
- M. M. S. McCarthy—La recrudescence de la maladie a été causée par manque de surveillance à frontière—2419.
- M. W. J. Roche—Demande si entente établie avec gouvernement de Manitoba quant aux mesures à prendre pour protection bestiaux—2419.
- Hon. Fisher—Enquête amicale intervenue—2420 ; l'autorité fédérale se charge de tout ce qui a trait à la santé des bestiaux au Manitoba—2420 ; M. C. D. MacGillivray, vétérinaire en chef—2420 ; résultat des essais—2421 ; comparaison avec bétail européen—2421.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*HYGIENE DES ANIMAUX—*Suite.*

M. U. Wilson—Demande pourquoi hôpitaux Saint-Boniface et Winnipeg subventionnés—2422 ; les seuls subventionnés dans le pays—2422.

Hon. Fisher—Ancienne coutume du temps où ces hôpitaux étaient les seuls de tout l'ouest—2422 ; prennent soin des immigrants—2422.

IMPRESSION ET DISTRIBUTION DES BULLETINS DES STATIONS AGRONOMIQUES.

M. Blain—Demande que rapports portent indication que communications au ministère de l'Agriculture circulent en franchise—7089.

M. Barr—Demande que receveurs de poste puissent recevoir instruction de distribuer à leurs comptoirs les bulletins des stations agronomiques envoyés en paquets par députés—7082.

M. U. Wilson—Se plaint d'avoir seulement 5,000 enveloppes assez grandes pour contenir rapport—7086.

INSTITUT IMPERIAL DE LONDRES.

Hon. Fisher—Enumère dépenses et expose projets—1919 ; bureau en ville—1920, Watson, employé idéal—1920 ; améliorations nécessaires—1921.

LAZARET DE TRACADIE.

Hon. Fisher—Expériences nouvelles—1929 ; dix-sept patients internés—1929.

PROMOTION DU SECRETAIRE PARTICULIER DU MINISTRE.

Hon. Fisher—Explique raisons de promotion—9271.

Hon. Foster—Proteste contre avancement trop rapide d'un commis en particulier—9271.

PROPRIETE LITTERAIRE.

Hon. Fisher—Le premier commis étant seul à s'occuper des questions de propriété littéraire et étant obligé de s'absenter pour cause de santé, un employé nouveau a été nommé, un spécialiste, M. Ritchie, avocat, de Toronto—95.

QUARANTAINE DES BESTIAUX.

M. Blain—Le Dr Rutherford et la propagation de la morve—6832 ; demande que le propriétaire des chevaux abattus soit indemnisé, partiellement au moins—6832.

Hon. Fisher—Ligne de conduite suivie pour indemnisation—6833 ; épreuve de la maléine—6833 ; mécontentement—6834 ; indemnité des deux tiers de la valeur de l'animal—6834 ; depuis mars dernier, \$29,000 payés en indemnité—6834 ; foyers d'infection—6834.

M. Staples—Conflit avec autorités provinciales du Manitoba—6836.

Hon. Fisher—N'est responsable que des actes des employés de son département—6838.

M. Lake—Demande que décret d'indemnisation soit rendu rétroactif—6838.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*QUARANTAINE DES BESTIAUX—*Suite.*

M. Blain—Pays pas renseigné sur décret d'indemnisation—6840.

Hon. Foster—Se plaint que, par simple décret en conseil, on puisse se livrer à des opérations d'indemnisation pouvant entraîner des dépenses considérables—6842 ; il faut d'abord faire voter fonds affectés spécifiquement à cette fin—6842.

M. Herron—Demande si le gouvernement indemnise pour abattage de chevaux atteints du mal du coït—6843 ; beaucoup plus grave que la morve—6843.

Hon. Fisher—Donne lecture des règlements—6845 ; les autorités municipales au Manitoba, ont de par la loi provinciale, pouvoir d'indemniser—6846 ; le Dr McGillivray représentant à Winnipeg du ministère de l'Agriculture pour inspection des chevaux malades—6849 ; le médecin vétérinaire qui ordonne l'abattage, détermine la valeur de l'animal abattu—6850.

M. Lennox—Discute pouvoirs du ministre quant à l'abattage—6852.

M. Clements—L'épizootie des pourceaux du comté de Kent—6854 ; transport d'animaux infectés—6854 ; épidémie finie, plus besoin d'inspecteurs—6856 ; inspecteurs locaux suffisants.

M. Elson—Demande si mesures prises pour enrayer la gale des moutons—6856.

M. Wright—C'est une superfétation d'avoir des employés fédéraux et provinciaux s'occupant des questions d'hygiène animale—6857 ; doubles dépenses—6857 ; entente désirable—6857.

Hon. Fisher—Gouvernements provinciaux n'appliquent pas les lois—6858.

M. Lake—Demande déplacement quarantaine d'Estevan—6858.

M. Blain—Discute indemnités de voyage aux inspecteurs—6861.

M. M. S. McCarthy—Signale épidémie de gale sur les chevaux—6862 ; demande prix d'installation des réservoirs de lavage pour chevaux—6862.

M. Lennox—Expose que la loi permet paiement d'indemnité pour abattages antérieurs—6864.

Hon. Fisher—Etudiera question—6864.

QUARANTAINE DES BESTIAUX.

Hon. Foster—Proteste contre autorité prise par ministre de l'Agriculture de payer indemnité pour bestiaux abattus—7064 ; parlement se trouve simplement ratifier dépenses faites—7065.

Hon. Fisher—Intérêt du pays oblige quelquefois à intervenir avant consultation du parlement—7065 ; circonstances dans lesquelles les paiements ont été décidés—7066.

Sir W. Laurier—Cette année crédit spécial et spécifique sera demandé pour indemniser les abattages—7068.

M. Barr—Demande si on s'est occupé de l'actinomycose—7070.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

QUARANTAINE POUR SALUBRITÉ PUBLIQUE.

Hon. Fisher—Réduit demande de crédit de \$20,000—2404; gouvernement empêche pas ses employés de faire service militaire—2404; énumère médecins des quarantaines—2406.

M. U. Wilson—Ministère de l'Intérieur et ministère de l'Agriculture entretiennent médecins aux mêmes endroits—2406; double emploi—2406.

M. Daniel—Demande les règlements d'après lesquels agissent médecins inspecteurs—2408.

M. D. D. McKenzie—Signale le cas de la goélette "Arthur Barney"—2410; dépenses injustes imposées au port de Cap-Breton pour quarantaine d'un caboteur américain—2410.

Hon. Fisher—Ministère de la Justice a déclaré impossible s'écarter des règlements—2411.

REUNION ET NATIONALISATION DES LIVRES DE GENEALOGIE DU BETAIL.

Hon. Fisher—Demande d'exception des éleveurs de bétail de Holstein—6821; douze sociétés vont avoir leurs registres transférés à Ottawa—6821; arrangements avec sociétés conclus—6822; arrangements avec chemins de fer—6827.

M. Staples—Se plaint que les arrangements de tarifs ne s'appliquent qu'aux bestiaux de pur sang—6830.

SALAIRE DE E. H. ST. DENIS, STATISTICIEN.

M. W. Wright—Signale irrégularités dans recensement—6406; dans plusieurs cas population rurale comptée dans districts urbains—6407; exemple, Ottawa—6407; exemples dans les Territoires—6407; recensement devrait donner population des villes à part—6407; population rurale et population urbaine devraient être données séparément—6407.

Hon. S. Fisher—Y verra—6407.

SALAIRE DE SURNUMERAIRES ADMIS DANS SERVICE CIVIL, NONOBTANT L'ACTE.

M. U. Wilson—Admet que le fait d'avoir passé les examens ne fait nécessairement un bon employé civil—9274.

SERVICE D'UN VAPEUR A LA GROSSE ISLE.

Hon. Fisher—Contrat donné à Bertram et Cie, Toronto—1921; steamer coûtera \$83,000—1921; contrat donné à la plus basse soumission de maison canadienne—1922; autres soumissions anglaises—1922; base du calcul, 25 p.c. ajouté aux prix anglais pour compenser tarif sur matériaux importés—1922.

M. J. D. Reid—Prix les mêmes pour vaisseaux d'acier à Toronto qu'en Ecosse—1922; cadeau de 25 p.c. aux constructeurs—1922.

M. Sproule—Curieux système de protection—1922.

M. J. D. Reid—Propose baptiser vaisseau Minnie M.—1924.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.

Hon. Fisher—Subvention aux sociétés d'agriculture du N.-O.—1911; sera sans doute supprimée après autonomie adoptée—1911; 31 sociétés au N.-O.—1912; moyenne 250 membres—1912; répartition faite par bureau d'agriculture du N.-O.—1913.

STATIONS AGRONOMIQUES.

Hon. S. Fisher—Énumère dépenses à effectuer par station—6294; recettes par station—6294; il ne peut être question d'équilibre, recettes aucun rapport avec dépenses—6295; nouvelles stations à établir—6296.

M. Armstrong—Demande station à Grimsby pour péninsule Niagara—6295.

M. Barr—Demande station dans Témiscamingue—6296.

Hon. Fisher—Donne détails sur essais d'acclimatation d'arbres fruitiers dans l'ouest—6298.

M. M. S. McCarthy—Demande station pour partie sud d'Alberta—6299; lettre hon. Oliver—6300.

M. Herron—Demande qu'on trouve une graminée pour permettre établissement de pâturages permanents après que la terre a été cultivée—6300.

M. Wm Jackson—Demande station dans comté d'Elgin—6301.

Hon. Fisher—Donne détail dépenses station centrale pour entretien des vaches—6302; explique détail exploitation laitière de la station de Nouvelle-Ecosse—6302; opérations ferme Nappan—6303; établissement des stations date de 18 années—6307; la ferme centrale a donné l'année dernière un profit de \$1,000—6309.

M. Sproule—Les cochons de Mark Twain—6311.

M. Christie—Ferme expérimentale pas pour faire argent, mais expériences—6311.

M. Blain—Demande qu'un coin de la ferme centrale soit consacré à expériences sur volailles—6313.

Hon. Fisher—Liste d'envois de graines de semence—6314; addition de noms—6314; installation d'abris pour excursionnistes—6316.

STATIONS DE FUMIGATION.

Hon. Fisher—Station à Saint-Jean, N.-B., Saint-Jean, P.Q., Niagara et Windsor, Winnipeg, Vancouver—1914.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

M. Monk—Annuaire statistique publié trop tard—1526; on devrait imprimer davantage—1536; traduction française retardée—1526.

Hon. Fisher—Traducteurs refusent travailler sur copie au clavigraph—1537; coût du volume 40 cents—1536.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

STATISTIQUES GENERALES.

M. Ingram—Demande qu'un exemplaire relié du Bulletin des Brevets soit envoyé chaque député—1909 ; se plaint coût excessif copie clavigraphiée des brevets—1910.

Hon. Fisher—Conditions différentes aux Etats-Unis—1910 ; nombre de demandes considérable—1910.

M. Ingram—Le meilleur marché provoquerait demande—1911.

VAPEUR POUR SERVICE WILLIAM'S-HEAD.

Hon. Fisher—Plans en préparation au ministère de la Marine—1924 ; il vaut mieux en construire un neuf que payer réparations—1925.

CHEMINS DE FER ET CANAUX.

APPOINTEMENTS DES INGENIEURS, DES SINATEURS, ETC.

Hon. Emmerson—Donne détail des mutations et augmentations—1586.

APPOINTEMENTS MOTHERSILL.

M. Ames—S'étonne augmentation—9600 ; tout son rapport mis de côté dans affaire Atlantique et lac Supérieur—9600.

APPOINTEMENTS DU PERSONNEL DES CANAUX.

Hon. Emmerson—Diminution de \$30,000—1612 ; employés tiennent compte du tonnage passant par canaux absolument comme lorsque péages perçus—1612.

CANAUX ETUDE ET INSPECTION.

M. Perley—Le surveillant du canal de Grenville est sculpteur de pierres tumulaires—1573.

Hon. Emmerson—M. Marceau, ingénieur en chef le déclare compétent—1573.

Hon. Foster—Surveillants de canaux devraient avoir notions des transports—1574.

Hon. Emmerson—Les conservateurs ont nommé un médecin surveillant du canal de Williamsburg—1575.

M. Cochrane—Le surveillant du canal Murray demeure à Brighton et fait payer ses déplacements—1576 ; l'argument du "tu quoque"—1577.

M. Lewis—Demande que les employés de canaux et gardiens de phares soient choisis dans le cadre des navigateurs servant sur les vaisseaux de l'Etat—1577.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

Hon. Emmerson—Les nominations proposées par la commission sont soumises à l'exécutif par voie du ministre des chemins de fer—1589.

M. Kemp—Demande renseignements sur élévation des tarifs de chemins de fer parue à "Gazette du Canada"—1590.

Hon. Emmerson—Pas consulté par commission—1590 ; la commission agit en vertu d'un statut—1592.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*COMMISSION DES CHEMINS DE FER—*Suite.*

M. Kemp—Se plaint qu'on n'ait donné aucun motif pour ce relèvement—1592.

Hon. Emmerson—Ira aux renseignements—1593.

M. Ingram—Demande que la commission soit tenue de faire à la Chambre un rapport de son œuvre—1593.

M. Lennox—Les décisions du tribunal ne sont pas du ressort du ministre des Chemins de fer, c'est admis—1595 ; mais l'administration des fonds confiés à la commission, les nominations sont soumises au contrôle et à la discrétion du ministre des Chemins de fer—1595 ; à la création de ce tribunal, il a été convenu qu'il serait responsable au parlement et soumis à la direction du ministre des Chemins de fer—1596.

M. Ingram—Lit article donnant suivant lui le droit d'exiger un rapport—1598.

Hon. Emmerson—Signale restriction—1598.

Hon. Haggart—La commission n'est tenue de faire rapport que si on lui soumet question spéciale et directe—1598 ; pour avoir un rapport général à date régulière, faut amender la loi—1598 ; pouvoir extraordinaire de la commission quant aux nominations et à l'émission de chèques—1599 ; commission responsable à personne—1599.

Hon. Foster—Mécanisme défectueux, il faut y remédier—1600.

Sir W. Laurier—Avait toujours cru commission tenue de faire rapport annuel—1601 ; législation nécessaire—1601.

Hon. Foster—Demande dans l'intervalle que commissaires soient sollicités de faire rapport.

Hon. Emmerson—Du 1er juillet 1904 au 1er janvier 1905, dépenses fonctionnement \$20,906.40, dépenses, traitements, \$14,416.56—1602.

M. Sproule—Demande si certains personages électoraux désignés ont été proposés pour emploi—1603.

Hon. Emmerson—Considère \$100,000 par année couvriront frais de commission—1605.

Hon. Foster—Veut avoir rapport des études de M. Blair aux Etats-Unis avant création commission—1605 ; liste du personnel de la commission et salaires—1607.

Discussion reprise—1607.

M. Lennox—Demande pourquoi trois sténographes, un par commissaire—1609.

Hon. Emmerson—Les commissaires l'ont exigé—1609.

M. A. Campbell—Les tarifs avaient été relevés, mais ils ont été remis à l'ancien taux au bout de 5 ou 6 jours—1611.

Hon. Emmerson—Les tarifs publiés à la "Gazette du Canada" sont simplement un avis des intentions des compagnies donné au public—1612 ; déposera documents—1612.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite*.CONTRIBUTION A UNE CHAIRE DU
TRANSPORT A L'UNIVERSITE MCGILL.

Hon. Emmerson—Principaux chemins de fer contribuent—9599; contribution de chacun—9599; crédit pas donné à l'université, mais à un comité où tous chemins de fer ont représentants—9599; cours accessible à toute université—9599.

M. Bergeron—Ecole polytechnique et université Laval pourront demander leur part—9599.

DIVERSES AUGMENTATIONS.

Hon. Emmerson—Cas de M. Jones, secrétaire du département—9278; de M. J. L. Payne, secrétaire particulier—9278.

Hon. Haggart—On crée un premier commis, non pas en raison de besoin du département, mais pour récompenser employé—9279; faut avoir d'abord rapport du sous-ministre exposant nécessité de créer l'emploi, puis salaire est voté—9280.

Hon. Emmerson—M. Payne rend services précieux dans administration générale du département—9281.

EMBRANCHEMENT D'INDIANTOWN.

Hon. Emmerson—Pour relier Millertown à Blackville, sur chemin de fer de l'Est du Canada—9701; coût \$79,000—9702.

FRAIS JUDICIAIRES.

Hon. Emmerson—Donne montants dépenses l'année dernière et emploi—1586.

Hon. Foster—Demande détails du compte de M. McAlpine—1588.

GRATIFICATION A FAMILLE DE FEU C. J.
CARTER.

Hon. Emmerson—Gratification ordinaire de deux mois d'appointements—2281; mort dans le service—2281.

INTERET SUR COUT DE DOUBLE VOIE
SAINT-LAMBERT A BELCEIL.

M. R. L. Borden—Gouvernement doit être circonspect dans comptes avec G.T.R.—2282; a déjà payé plus que ne devait et a dû demander remboursement—2282; mauvaise méthode—2282.

TRAVAIL DE NUIT DES CANAUX.

Hon. Emmerson—Augmentation de dépense causée par relèvement salaires—9601.

CANAUX.

CAP-BRETON, N.-E.

CANAL ST-PIERRE, C.B.—DRAGAGE.

Hon. Emmerson—On a dû faire venir drague de Sydney—6436; difficultés à propos du remorquage—6436; louée de la compagnie houillère Dominion—6437; pas de soumissions demandées parce que pas d'autres dragues—6437; travaux faits sous surveillance de M. Devereaux, du département—6437.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite*.

ONTARIO:

CANAL CORNWALL.

Hon. Emmerson—Dépense de \$30,500 pour creuser battures creek Hoper et pointe Archibald—6420; contrat Poupore—6421.

M. J. D. Reid—Demande si gouvernement compte racheter l'usine électrique et exploiter ou faire exploiter par agent—1557.

Hon. Emmerson—Aucune raison actuellement pour faire cela—1557.

Hon. Emmerson—Appareil à bétonner acheté pour tous les canaux du Saint-Laurent entre Prescott et Cornwall—6430.

Hon. Emmerson—Parements à pierres perdues entre écluses du canal Cornwall, données à l'entreprise à W. M. Lacey—9598.

CANAL DES GALOPS.

Hon. Emmerson—Achèvement du canal à quatorze pieds—1273; réclamations à payer \$52,251, W. Davis et fils—1273; à Murray et Cleveland pour extras, \$50,000—1273; nature des travaux extras—1274; \$50,000 seulement d'extras sur travaux de \$2,000,000 ce n'est pas de trop—1274.

M. Lennox—C'est satisfaisant—1274.

M. Lefurgey—S'étonne que M. Smith, candidat, activement engagé dans une lutte électorale ait fait placer des travailleurs—1276.

Hon. Emmerson—Depuis plus de 25 ans au Canada, le gouvernement s'adresse à ses amis politiques pour connaître les hommes à employer—1276.

M. Pringle—Se plaint que jamais en octobre on n'ait eu besoin d'autant d'ouvriers supplémentaires, qu'il n'en a fallu aux dernières élections générales—1277; les travailleurs du canal de Cornwall—1278; les employés du canal, M. Stewart, surintendant—1278; M. Stewart et M. Smith se consultent—1279; éloge de M. Lally surveillant—1280.

Hon. Emmerson—Quand j'aurai besoin de lumières au sujet de quelque entreprise d'utilité publique dans un comté, je m'adresserai à mes amis—1281; traite les conservateurs avec justice—1281.

M. Blain—Ainsi aucun conservateur n'a rien à demander—1282.

Hon. Emmerson—Contrat de la compagnie Gilbert—1282.

Hon. Emmerson—Renouvellement pour barrage entre les Galops et Ile Adams, \$70,000—1283.

Hon. Emmerson—Pour réparer fissure causée par augmentation pression—1556.

M. Reid—Demande que pont de Cardinal soit ouvert de façon moins primitive—1550; question posée—1556.

Hon. Emmerson—Arrangements en voie de discussion avec Edwardsburgh Starch Coy—1556.

Hon. Emmerson—Battures seront enlevées en aval de l'écluse 28 dans Saint-Laurent—9570; coût, \$5,000—9570.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CANAL MURRAY.

Hon. Emmerson—Explique travaux à faire—1558; détails—1558.

CANAL POINTE FARRAR, ECLAIRAGE A L'ACETYLENE.

Hon. Emmerson—Travail commencé antérieurement—6441.

Hon. Haggart—Absurde faire dépense d'acétylène quand électricité de Cornwall est à quatre milles—6441.

M. Bergeron—Demande si gouvernement a reçu offre d'un procédé acétylène d'un nommé Pinchaud, Montréal—6441.

PORT-COLBORNE.

Hon. Emmerson—Hogan et Macdonald entrepreneurs pour entrée—1283; crédit \$250,000, faudra encore \$150,000—1283.

Hon. Emmerson—Élévateur, fondations, manipulateur de grain coûteront \$1,110,000—1319; capacité 2 millions de minots—1320; plans par M. Jamieson, expert—1320; en fer et en béton—1320; sera mis à la disposition du public moyennant redevance—1320.

Hon. Haggart—Le gouvernement n'a pas le droit d'intervenir dans ce qui devrait être laissé à l'initiative privée—1321; le gouvernement américain n'a jamais fait cela ni à Duluth ni à Buffalo—1322; le gouvernement se lance dans une grande aventure—1322.

Hon. Emmerson—L'emplacement pour éleveurs est limité sur cette jetée, il ne faut pas risquer de la laisser passer aux mains de monopoleurs—1322; il vaut mieux que le gouvernement s'en réserve le contrôle dans l'intérêt du public—1322.

M. German—C'est un commencement de nationalisation—1324; la compagnie Wolvin demandait un privilège exclusif—1324.

Hon. Emmerson—Cite rapport provisoire de la commission des transports—1325.

Sir W. Mulock—Expose les avantages de ces travaux pour le commerce des lacs—1326; la clef de l'utilisation de nos canaux est à Port-Colborne—1327; nous avons dépensé pour nos canaux 60 millions—1327; le seul moyen de s'assurer cette clef est pour le gouvernement d'y être maître des facilités de trafic—1328.

M. S. Hughes—Midland est un meilleur port que Port-Colborne—1320; il vaut mieux outiller le canal Welland de telle façon que les vaisseaux puissent le traverser sans transbordement pour aller jusqu'à Montréal—1330.

M. Osler—L'état de nos canaux actuels compromet toutes les dépenses qu'on fait à Port-Colborne—1331; nos canaux sont fermés au moment où s'expédie le plus de grain à Buffalo—1331; la navigation ne se clôt à Port-Arthur que le 6 décembre—1331; à cette époque la navigation est close pour Montréal depuis longtemps—1331; Port-Colborne et le canal Welland n'ont pas leur part de trafic, non à cause du défaut d'équipement, mais parce que le grain s'y achemine trop tard pour prendre cette route—1332.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*PORT COLBORNE—*Suite.*

Sir W. Mulock—On ne peut pas se croiser les bras pour cela—1332; l'entreprise du canal Welland date d'un quart de siècle—1332; si on se croise les bras et si on n'essaie rien, on n'aura jamais rien—1333.

M. Lewis—Il vaudrait mieux approfondir les canaux que de dépenser tant d'argent pour des éleveurs—1332; prix d'utilisation trop élevé—1334.

Hon. Haggart—On ne fera jamais de Port-Colborne un port d'accès facile—1335; on devrait envoyer les chalands se charger à Buffalo—1335; le trajet serait allongé mais le coût de transport ne s'en ressentirait pas—1335; la somme de trafic américain qu'on peut détourner est insignifiante—1336; c'est pour leur commerce intérieur que les Américains améliorent leurs canaux—1336; les dépenses projetées sont anormales—1337.

Hon. Emmerson—Lit rapport commission des transports—1344; le gouvernement suit ce rapport—1345.

M. Barker—Le ministre a changé d'idée depuis l'année dernière—1348; il trouvait alors qu'il n'y avait pas lieu de construire un élévateur en cet endroit—1349; se plaint que la droite accepte béatement ces tergiversations—1349.

M. German—M. Barker est le plus outré des Tories—1350; les compagnies particulières, qui voulaient se charger de construire les éleveurs, demandaient le monopole des droits dans le port—1350; les promoteurs de la compagnie, leurs noms—1350; le Grand-Tronc et ses exigences ont jusqu'à présent empêché d'utiliser pleinement le canal Welland—1352; les frais de transport pour l'allègement de Port-Colborne à Port-Dalhousie étaient ruineux—1352; le seul moyen est d'avoir un élévateur à Port-Colborne—1353; les Etats-Unis dépensent 100 millions pour le canal d'Erié qui se ferme avant celui de Welland—1353; il faut un élévateur assez grand pour suffire aux besoins—1353; il vaut mieux un grand que deux petits—1353; l'initiative du gouvernement va réduire les taux de transport—1354.

Hon. Haggart—Les seuls droits exclusifs demandés étaient l'utilisation des fondations construites par le gouvernement—1355; on n'a pas le droit de se substituer à l'initiative privée—1355; en tout cas le gouvernement pourrait construire et louer à un particulier—1356; avec le creusage du canal, c'est une dépense de quatre millions—1356; nous ne détournerons pas le trafic américain—1356.

Sir W. Mulock—Le gouvernement conservateur a inauguré la politique d'amélioration du canal Welland et des canaux du Saint-Laurent—1357; ceci est la continuation de cette politique inaugurée par M. Haggart—1357; le gouvernement ne veut pas que des particuliers soient les maîtres du trafic de nos canaux en possédant la clef à Port-Colborne—1357; les conservateurs ont laissé leur œuvre inachevée, ils n'ont pas fait de port et n'ont pas protégé le canal—1358; le fameux

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*PORT COLBORNE—*Suite.*Sir W. Mulock—*Suite.*

canal de la Tay—1358; il est maintenant comblé—1358; le "Globe" et le canal de la Tay—1359; l'apathie conservatrice—1359; le gouvernement peut aider le commerce mieux qu'un particulier parce qu'il ne vise pas à faire de l'argent—1360; un élévateur de 2 millions de minots coûte moins du minot que deux de 1 million—1360.

Hon. Haggart—Fait l'historique du canal de Tay—1362; construit en 1834—1362; si c'était dans un comté libéral, le gouvernement y enverrait vite une drague—1363.

M. Osler—Si on construit le canal de la baie Georgienne, ces travaux deviendront inutiles—1365.

M. Lennox—Le gouvernement est enfin converti à la politique conservatrice d'améliorer les canaux—1367; le ministre des Postes et le canal de Trent—1367; les promesses aux citoyens de Bradford—1368; le "Witness", de Bradford—1368; le prolongement annoncé—1369.

M. Barker—Le ministre a des propriétés dans le voisinage du prolongement projeté—1370.

Sir W. Mulock—Dément catégoriquement—1371.

M. Lennox—Se plaint de voir un ministre s'engager de son propre mouvement dans des promesses électorales—1373.

M. Macpherson—Rappelle que M. Lennox n'a pas à faire la leçon après avoir été pris en flagrant délit de citation de document tronqué—1373.

M. Lennox—Expose les circonstances de cette citation inexacte—1374; reproche à M. Macpherson d'avoir nié des allégations réellement faites—1373.

Incident clos—1377.

M. Sproule—Le rapport de cette grande commission des transports est bien superficiel—1378; la commission ne parle pas du trafic qui pourrait être détourné—1381.

M. Barker—Du fait de l'entrée du gouvernement dans cette entreprise, il se lance dans le commerce d'entrepôt—1382; c'est une besogne difficile et dangereuse—1382.

M. Osler—Le gouvernement devra aussi entreprendre la navigation—1384; il lui faudra avoir des vaisseaux sur les lacs—1385.

M. Cochrane—Se plaint que le ministre ait conservé par devers lui le rapport de la commission et n'en ait fait part à la Chambre que contraint et forcé—1390.

Adopté—1391.

CANAL RIDEAU.

Hon. Emmerson—Pour relier canal aux lacs à la Vase, au Diable, au Désert—1391; région minière—1391.

CANAL DU RAPIDE PLAT.

Hon. Emmerson—Contrat P. N. Gilbert—6421; coûtera \$81,500—6421; première adjudication en 1900—6421.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SAULT SAINTE-MARIE.

Hon. Emmerson—Expose détail des travaux—1393; soumissions et contrats—1393. Discussion reprise.

M. Boyce—Raisons de la préférence accordée au canal américain—1468; gouvernement doit tenir promesses de rendre canal canadien aussi attrayant que canal américain—1469; entreprises données à des Américains—1470.

M. Pringle—Les Américains ont eu les contrats parce qu'il était trop tard pour entrepreneurs canadiens d'aller s'installer sur les lieux—1470.

M. Boyce—La clause relative à l'emploi d'ouvriers canadiens a été violée aux trois entreprises en cours—1473; l'état de la main-d'œuvre au Sault Sainte-Marie—1473; la "Gazette du Travail" juillet 1904—1473; assemblée de protestation et requêtes—1474.

Hon. Emmerson—Enquêtes ont été faites—1475.

Sir Wm Mulock—Le gouvernement n'a plus l'initiative de la mise à exécution de la loi du travail—1476; c'est aux personnes lésées de mettre la loi en mouvement—1477; les sociétés ouvrières ont demandé ces changements—1476.

CANAL DE TRENT.

Hon. Emmerson—Demande \$300,000 pour parachever travaux entre lac Balsam et Healey's-Fall—1480.

Réservé—1480.

M. Ward—Demande combien d'embouchures aura canal de Trent—1538; promesses électorales—1538; lettre sir W. Laurier à M. A. B. Aylesworth—1540; après Trenton, Port-Hope, on parle de Cobourg—1540; par Trenton 40 milles et \$1,500,000 de plus que par Port-Hope—1540.

Hon. Emmerson—Etudes à Cobourg pour permettre faire le meilleur choix possible—1542.

M. Ward—Les erreurs du rapport de M. McLeod—1542.

M. S. Hughes—Les injustices dont M. Rogers est l'objet—1544.

M. Cochrane—Propose Brighton comme débouché—1545.

M. Lennox—Propose Barrie comme point de départ—1548.

M. S. Hughes—Favorise la route du lac Couchiching—1549; demande qu'on vote deux ou trois millions pour pousser les travaux—1549; les embarras à Fenelon's Fall—1550; l'utilisation des lacs—1550; décrit la navigation et les cours d'eau et lacs employés—1554.

Hon. Emmerson—Indique points où se feront cette année les améliorations—1562.

Hon. Emmerson—Etudes se font sur trois tracés Cobourg, Port-Hope et Trenton—6423; pas encore rapport de l'ingénieur—6423; M. Watt, ingénieur—6424.

Hon. Emmerson—Ancienne écluse rétrocédée par gouvernement d'Ontario, dans Peterboro' même—6434; pour servir au canal de navigation—6435.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CANAL DE TRENT—*Suite.*

Hon. Emmerson—Dégâts causés par débordement rivière Otonabee par suite travaux gouvernement payés à Matthews—6435; payés sur avis ministère de Justice—6435.

Hon. Emmerson—Études sont faites par ingénieur indépendant M. E. J. Walsh—9571; déjà dépensé \$21,658—9571; coûteront en tout \$50,000—9572; études à faire pour déterminer la meilleure des trois routes; Cobourg, Port-Hope et Trenton—9572.

M. Osler—Les promesses de sir W. Laurier dans l'élection de Durham—9572; la dépêche à M. Aylesworth—9573.

M. Bennett—Absurdité de faire l'étude du tracé de la rivière Severn—9574.

M. L. G. McCarthy—En faveur relier les eaux du lac Simcoe à la baie Georgienne par baie de Nottawagasa—9575.

M. Cochrane—Propose étude route des chutes de Healy au port de Presqu'île—9573.

Hon. Emmerson—Négociations commencées avec gouvernement Ross, continuent avec gouvernement Whitney pour prendre à charge gouvernement fédéral barrages sur canal—9593; situés à l'extrémité nord des lacs Muskoka—9594; 15 ou 20 barrages—9594; pas de prix d'achat à payer, le gouvernement fédéral pourvoit seulement à entretien—9594.

Hon. Emmerson—Propose substituer mot "chaussée" à "pont" pour travaux à l'anse MacLaren—9596; explique nature du travail—9596.

Hon. Haggart—Signale cas analogues à Emsley nord et sud—9596; signale dommages et réclamations à Poonamalie—9597; demande pétition de droits pour réclamants—9597.

Hon. Emmerson—Promet y voir—9598.

Hon. Emmerson—Améliorations de la rivière Holland jusqu'à Newmarket, pour relier lac Simcoe à Newmarket—9576; coût total \$300,000—9576; 45 pieds de différence de niveau—9576; cinq écluses nécessaires—9576; pour permettre envoyer produits à Toronto—9577.

M. Bennett—Historique du projet—9578; dépense injustifiable—9578; folie Mulock—9578; creusement demandé par accapareurs—9579.

Hon. Emmerson—Dans délégation, projet a été prôné surtout par M. Lennox, conservateur—9579.

M. Campbell—Excellent projet pour donner trafic à deux villes d'avenir, Aurora et Newmarket—9581.

M. Osler—En été, pas assez d'eau dans rivière Holland pour qu'enfants se baignent—9582.

Hon. Emmerson—Détail des travaux à exécuter—9585.

M. Osler—Odyssée du transport d'une ancre en 1812 par rivière Holland—9586.

M. R. L. Borden—Naufrage de l'"Emily May"—9586.

M. Kemp—Pas d'eau pour alimenter le canal—9586.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CANAL DE TRENT—*Suite.*

M. Wright—Proteste contre dépense à moins qu'on ne prolonge canal jusqu'à Toronto—9589.

Hon. Emmerson—Les observations faites par M. Osler avec sa petite chaloupe ne peuvent pas s'opposer à conclusions d'ingénieurs—9593.

Crédit adopté sur division—9593.

CANAL WELLAND.

M. Armstrong—En 1903 l'entretien était de \$72,004—1283; en 1904 il est monté à \$116,858—1283.

Hon. Emmerson—Travaux de réparation nombreux—1283.

Hon. Emmerson—Marché pour enlèvement obstructions passé il y a trois ans, 38½ cents la verge—1284.

M. Pringle—Est-ce un contrat à perpétuité?—1284.

Hon. Emmerson—Entrepreneur du bief de partage entre Port-Colborne et Thorold, Magnan et Finn—1284; coût global estimé à \$530,270—1286; déjà payé, \$390,270—1286; reste à enlever 377,000 verges cubes—1286.

Hon. Emmerson—Enlèvement de piles centrales et ponts à Homer Road, coût estimatif global—\$190,000—1286; \$20,000 pour levé de plan du canal—1287; empiètements constants sur les terrains du canal provoquent des différends—1287; la désignation des terrains existe, mais il n'a pas été planté de bornes—1288; difficultés constantes avec propriétaires limitrophes—1288.

M. Henderson—Trouve \$20,000 exagéré pour levé de vingt-sept milles de canal—1288; demande si partie du montant servira à régler des réclamations—1288.

Hon. Emmerson—Les fonctionnaires réguliers du gouvernement ne sont pas payés à part—1290; mais la loi d'Ontario oblige d'employer géomètres provinciaux—1290.

M. Lennox—Demande au cas où les propriétaires riverains réclament s'ils ne devraient pas payer leur part des arpentages—1290; demande détails projet d'emploi des \$20,000—1291.

M. Cochrane—Le gouvernement dépense l'argent d'un cœur léger—1292; le ministère devrait avoir les plans du canal—1293; le silence de l'hon. Paterson—1293.

Hon. Emmerson—Approfondissement du sommet entre Port-Arthur et Thorold, coût estimé—\$350,000; pour donner 22 pieds dans le port de Colborne et 17 à l'entrée du canal—1517.

M. German—Explique le mélange de juridiction entre travaux publics et chemins de fer—1319.

Hon. Emmerson—Travaux à Port-Dalhousie, coûteront \$89,000—1559; travail permanent, pour préparer matériaux—1560; contrôlé par ingénieur en chef du canal, M. J. L. Miller—1561; engage les ouvriers—1562; après creusement du bief, profondeur aux plus basses eaux sera de 15 pieds—6422.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CANAL WELLAND—*Suite.*

Hon. Haggart—Coûtera \$700,000 pour donner profondeur que bief aurait dû avoir quand canal construit—6423.

Hon. Emmerson—Indemnité à S. Vanderbourg, qui travaillait à l'écluse Port-Maitland—6438; gouvernement ne paie pas d'indemnité, soumet l'affaire au parlement—6438; pouvoir électrique fourni par "Cataract Power Company"—9594; coût \$14 par cheval-vapeur—9594; mur de soutènement et entrée écluse n° 1 à Port-Dalhousie, construits à un pied trop haut, faut abaisser—6441.

CANAL DE WILLIAMSBURG.

M. J. D. Reid—Demande pourquoi on conserve percepteur sur canaux, maintenant que perçoit plus de péages—1558.

Hon. Emmerson—Pour tenir compte trafic et voir si augmente avec suppression péages—1558.

QUEBEC :

CANAL BEAUHARNOIS, REPARATIONS.

M. Bergeron—On doit entretenir en état—6440; faudra utiliser force hydraulique—6440; chute 80 pieds—6440; passe plus de bateaux—6440.

CANAL CHAMBLY.

Hon. Emmerson—Ponceau sur l'île Sainte-Thérèse coûtera \$12,381; ponceau ferme Deneau, \$10,000—6434; nécessaire fortifier digues—9595; nécessaire macadamiser route sur terrain gouvernement—9595.

CANAL DE CARILLON, JETÉES DE DÉRIVATION.

Hon. Emmerson—Réclamation pour travail supplémentaire, payée sur avis ingénieur en chef—6438.

CANAL DE CORNWALL.

Hon. Emmerson—Balance de \$7,000 de travaux—1272; demande ajouter "et canaux du Saint-Laurent"—1272; travaux faits sur Saint-Laurent par personnel canal Cornwall—1272.

CANAL DE GRENVILLE.

Hon. Emmerson—Reconstruction de piliers à Greece's Point, nouveau phare, reconstruction quai de Grenville—1563; quai de Grenville, contrat à MM. Martineau et fils—1564.

M. Perley—Bois payé l'année dernière prix exorbitant, \$30 les 1,000 pieds épinette et pruche—1564.

M. Fowler—Prix explicable seulement pour dimensions extraordinaires—1565.

M. Henderson—Dans son comté, pour mêmes travaux, bois payé \$17 les 1,000 pieds—1565.

Hon. Emmerson—Soumissions demandées—1566; plus basse acceptée—1566.

M. German—Bois première qualité nécessaire pour pilotis—1566.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CANAL LACHINE.

Hon. Emmerson—Il est devenu nécessaire d'améliorer l'outillage des ateliers—1293; pour réparer et consolider appareil pour portes, écluses, etc., évaluation, \$15,000—1293; passage souterrain à la rue Atwater, coût évalué, total, \$85,000—1294; \$10,000 pour reconstruire quai, de l'entrée à la tête de l'écluse, à Montréal—1480; \$37,000 pour mur bassin n° 2—1480.

M. Monk—Se plaint qu'à la côte St-Paul, l'eau n'est pas maintenue dans le canal Lachine à un niveau suffisant pour fournir la force motrice nécessaire aux fabriques—1580; lettre d'un fabricant—1581; demande que les employés du canal reçoivent instruction de maintenir le niveau—1581; travaux du pont de rue Atwater—1582; l'eau ne devrait pas être retirée du canal durant plus de six semaines—1582; entrepreneur devrait avoir instructions dans ce sens—1582.

Hon. Emmerson—Les frais pour maintenir le niveau de l'eau en dépit des glaces incombent à ceux qui utilisent l'énergie hydraulique—1583; pont de la côte St-Paul et de Brewster—6425; contrat Quinlan et Robertson—6425; coût des murs de talus sera \$235,000—6426; faudra cinq ou six ans pour finir—6427.

Hon. Haggart—Travail mal fait—6429.

Hon. Emmerson—Règlement de réclamation de O. L. Heneault, entrepreneur pour élargissement coursier de décharge—6431. pour compléter préparatifs pour manœuvre des portes à l'électricité—6432; emploi électricité commencera à l'automne—6432; augmente célérité, mais ne diminue pas nombre d'hommes nécessaires—6432.

M. Bergeron—Que pensez-vous de l'invention Many?—6432.

Hon. Emmerson—Ingénieur considère protège beaucoup les portes—6433; portes frappées par vaisseaux montant—6433; détails de réparations données, coûteront \$65,000 au lieu de \$50,000 prévus—6440; pavage de la rue McGill, dépense totale—\$50,000; rue Mill appartient au gouvernement—6433; pour refaire murs bassin St-Gabriel—9595; durent depuis 1873—9595; coût, \$12,500—9595; installation électrique de fonctionnement coûtera environ \$161,000—9570; fonctionne bien sur canal Soulanges—9570.

CANAL SAINT-OURS.

Hon. Emmerson—Prolongement des jetées de 20 pieds—1563; coûtera \$7,300—1563; calcul primitif du débarcadère, \$6,000, coûtera \$4,000 de plus—6434.

CANAL DE SOULANGES.

Hon. Emmerson—Réparations et yacht à gazoline pour tirer les allèges—1480; la treizième section, contrat Manning et Macdonald aura coûté \$717,000—6421.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

INSTALLATIONS A CHARLOTTETOWN, I.P.-E.

M. A. Martin—Besoin de la gare est pressant—2118; délégations coûteuses—2118; ministre devrait se rendre sur les lieux—2118.

Hon. Emmerson—Les citoyens pas d'accord—2120; pour avancer voie jusqu'au pont d'atterrissage du vaisseau d'hiver—6571; dépense, \$12,150—6571.

INSTALLATIONS A GEORGETOWN, I.P.-E.

Hon. Emmerson—Travaux coûteront \$40,000—2278; détails—2278; faciliteront service d'hiver—2278.

M. J. J. Hughes—Coût de l'embranchement de Murray-Harbour, détail, \$20,920 par mille—9706; coût ancien chemin de fer en 1875, rapport Shanley, \$17,000 par mille 9707; différence de voie—9707.

M. A. A. McLean—Dommages et réclamations, ville de Green, I.P.-E.—9709; rapports Weeks—9709.

Hon. Emmerson—Visitera I.P.-E., pour se rendre compte par lui-même—9710.

EMBRANCHEMENT DE CARDIGAN.

Hon. Emmerson—Entrepreneur, Kitchen et Cie—2268; longueur six milles et demi—2268; coût probable, \$195,128—2268; détails dépenses—2269.

M. Kemp—Ce chemin de fer en terrain uni coûte \$30,000 du mille, comme le Grand-Tronc-Pacifique—2270.

M. Lefurgey—Construction indispensable—2271; région très fertile—2271.

M. J. J. Hughes—Le prix de construction initiale du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard ne peut pas servir de base, à cause des changements qu'il a fallu faire depuis—2272.

Hon. Emmerson—Longueur embranchement Cardigan à Montague-Bridge 6½ milles—9702; prix, \$21,000 le mille—9702.

M. A. Martin—En 1873 la ligne principale de l'île du P.-E. a coûté \$16,500 par mille—9702.

M. J. J. Hughes—Difficultés du tracé—9703.

M. A. Martin—Demande construction embranchement de New-London—9705.

EMBRANCHEMENT DE MURRAY-HARBOUR ET PONT D'HILLSBOROUGH.

Hon. Emmerson—Pont coûtera \$1,494,097 et chemins de fer \$1,031,061—2133.

M. A. Martin—Rappelle questions antérieures—2134.

M. A. A. McLean—Ce chemin devait coûter \$8,000 par mille et il a coûté \$32,000 par mille—2135.

M. Lefurgey—Demande raison différence entre frais réels et devis—2224; erreur ou gaspillage—2224.

Hon. Emmerson—Expose modifications ayant grossi dépenses—2225.

M. A. A. McLean—Avec des précautions on aurait pu rester dans les limites des devis—2226; insiste pour gare à Grand-View—2227.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*EMBRANCHEMENT DE MURRAY-HARBOUR ET PONT D'HILLSBOROUGH—*Suite.*

M. Armstrong—Demande détails sur le "notoire" M. Kitchen—2236.

Hon. Haggart—Une entreprise de onze milles est portée à quarante milles, sans soumission—2237.

M. Barker—Le matériel roulant a été acheté avant l'exécution de l'entreprise seulement pour aider l'entrepreneur—2238.

Hon. Emmerson—M. Kitchen ne s'est servi pour ses travaux d'aucun des wagons achetés pour l'embranchement—2240.

M. Blain—Cite déclaration antérieure portant le coût à \$475,000—2241.

M. Ingram—La façon dont a été accordée cette entreprise a été un sujet de scandale—2243.

M. Lennox—Demande des informations—2244; les députés ne sont pas en Chambre pour jouer la comédie—2244.

Hon. Foster—Refait historique des crédits demandés et dépenses—2245; achats de matériel—2246; usage illicite—2248.

M. Ingram—Se plaint que le gouvernement ait construit un pont à piétons pour l'usage exclusif d'une province—2252; blâme extension donnée au premier marché—2253.

M. A. A. McLean—La province de l'île du Prince-Edouard a droit à sa part des faueurs publiques—2254.

Hon. Foster—A condition que l'emploi des fonds soit judicieux—2254.

M. A. Campbell—Lorsque le gouvernement construit un pont de chemin de fer et qu'il n'en coûte qu'une bagatelle de plus pour en faire un pont à piétons, on ne doit pas lésiner là-dessus—2255; le pont du Grand-Tronc à Montréal—2256; les dépassements de crédits conservateurs; le bloc Langevin, l'embranchement Saint-Charles, le pont Curran—2256; met conservateurs au défi de montrer un sou gaspillé par le gouvernement—2257.

M. G. Taylor—Signale une différence de \$60 dans de l'huile achetée à un commerçant libéral à Charlottetown—2257.

M. Armstrong—Met M. Campbell au défi de répéter son défi devant les électeurs—2258.

M. Haggart—L'île du Prince-Edouard doit s'assurer que les sommes comptées comme dépenses sur son territoire le sont réellement et sagement—2267.

INSTALLATIONS A KINGSTON.

Hon. Emmerson—Crédit pour solder frais de construction—2277.

M. A. A. McLean—Demande construction embranchements New-London et Rustico—2277.

AMELIORATIONS A SUMMERSIDE.

Hon. Emmerson—Elargir le quai, ajouter des hangars à marchandises—2274; ira visiter les lieux—2274.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

LOGEMENT DU CHEF DE GARE DE BLOOMFIELD.

Hon. Foster—Proteste contre construction de maisons pour chef de gare—6570.

Hon. Emmerson—Se fait seulement si chose absolument nécessaire—6570; autrefois chefs de gare logés dans stations—6570; usage disparaît—6570; logement ou compensation—6571; tous traités, même façon—6571.

INTERCOLONIAL—ACHAT DE RAILS.

Hon. Emmerson—Pour poser 200 milles en rails pesants—2079.

M. Osler—Le seul montant qui devrait être porté au capital devrait être la différence du coût des rails plus pesants—2082.

M. Barker—L'hon. Haggart portait ces changements de rails au compte du revenu—2084.

M. S. Barker—On devrait laisser au personnel la latitude de montrer ce qu'il sait faire—2092; le ministre est découragé—2093; est-ce qu'on veut se débarrasser de l'I.C.R.?—2093.

M. A. Johnston—Le public appréciera l'exposition de faits donné par le ministre—2093; c'est la première fois qu'on rend justice aux travailleurs de la ligne—2093; autrefois l'I.C.R. ne portait que le bardeau électoral conservateur—2094; avant 1896, l'Intercolonial était une honte pour le pays—2094; ce sont les conservateurs qui en 1896 voulaient vendre l'Intercolonial au Pacifique—2095; admire la façon dont l'I.C.R. est maintenant dirigé—2095; la ligne a eu ses mauvais moments, mais le public est maintenant satisfait du service—2095.

M. A. A. Maclean—Les employés conservateurs du chemin de fer de l'I.P.-E. ont été molestés aux dernières élections—2096; les salaires ont été augmentés à la veille des élections—2096.

RAILS D'ACIER.

Hon. Emmerson—Rails d'acier fabriqués au Canada valent rails importés—2132.

ADMINISTRATION DE L'I.C.R.

Hon. Emmerson—Année très défavorable—7612; temps très mauvais—7612; déficit ira de un million et demi à deux millions—7612; dépenses du chemin de fer de l'I.C.R.—7613; augmentation des salaires—7613; travail augmenté—7614; I.C.R. pas construit pour faire entreprise commerciale—7614; impossible établir tarifs différentiels, tarif doit être uniforme—7615; tarifs sur l'I.C.R. de 25 à 80 p.c. moins élevés que sur autres lignes—7616; la moindre élévation provoque des protestations—7618; les canaux sont libres, de même l'intérêt public exige que les taux de l'I.C.R. soient aussi bas que possible—7619; les méthodes, l'administration, les dépenses sont sur les bases posées autrefois par les conservateurs, l'état actuel des affaires est la suite des errements passés—7620; état des dépenses—7620; indication des augmentations—7621; plus de travail fait aux ateliers—7621; aug-

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*ADMINISTRATION DE L'I.C.R.—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

mentation des salaires—7622; déficit, \$1,800,000 au 31 mars—7623; deux modes d'améliorer la position; tarif plus élevé, ou matériel amélioré—7623; le premier impossible, le deuxième mérite essai—7624; insuffisance de matériel—7624; le pays profite du déficit—7625; une dépense de deux millions pour l'I.C.R. dans l'intérêt du pays ne saurait prêter à la critique—7625.

Hon. Haggart—Administration conservatrice de l'I.C.R.—7626; équilibre—7626; administration libérale—7626; le pays a dépensé au compte du capital \$8,195,000 pour faire \$6,200,000 de recettes—7626; la question des dépenses des canaux réglée à la Confédération—7627; à l'avantage de qui ont été construits les canaux?—7627; les promesses ministérielles, le "Drummond Ry"—7628; le gouvernement actuel tend à dégoûter le peuple de l'exploitation de l'I.C.R.—7629; élimination des employés inutiles—7630; inutile de relever le tarif des transports—7630; pour chaque dollar dépensé aux canaux, le même montant a été dépensé dans l'intérêt des Provinces maritimes—7623; tout arrangement avec le Canada-Atlantique pour circulation tournera à l'avantage du G.T.R. et au détriment de l'I.C.R.—7632; l'I.C.R. ne supporte pas plus que les autres lignes de chemins de fer les inconvénients de la concurrence des compagnies de navigation—7633; quelle sera la position quand le Grand-Tronc-Pacifique sera construit—7633; la gestion du chemin de fer de l'I.P.-E.—7634; le déficit réel pour l'exploitation des chemins de fer de l'état, en tenant compte des dépenses au compte du capital est de \$9,200,000—7635; tout le régime actuel est adverse à l'économie—7635; cette situation ajourne d'un demi-siècle la question de nationalisation—7635; les achats sous le régime conservateur—7636; il est temps de clore le compte du capital pour l'I.C.R.—7636.

M. Barker—Si une compagnie administrait l'I.C.R. comme le gouvernement l'administre, les directeurs seraient passibles de poursuites—7637; l'I.C.R. a plus de locomotives par mille qu'aucune autre compagnie—7637; preuves—7638.

M. W. F. Maclean—La nationalisation ne peut pas faire des miracles—7638; il faut une bonne administration—7638; il faut qu'un chemin de fer soit administré en dehors de la politique—7638; dans tous les autres pays, l'administration des chemins de fer par l'Etat donne d'excellents résultats—7639; il faut des hommes d'affaires de premier ordre et en dehors de la politique—7639; l'Intercolonial devrait se prolonger jusqu'aux Grands Lacs—7640; le gouvernement veut montrer que la nationalisation des chemins de fer est impraticable—7640; si les tarifs ne sont pas assez forts, qu'on les élève—7640; toutes les conventions de trafic qu'on fait sont contraires aux intérêts de l'I.C.R.—7640; il devrait y avoir assez de patriotisme pour soustraire ce chemin de fer à la

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*ADMINISTRATION DE L'I.C.R.—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

politique—7642; on devrait essayer pour trois ans de mettre l'I.C.R. aux mains d'administrateurs indépendants, habiles et expérimentés—7643; il ne faut pas craindre de mécontenter les électeurs—7643.

M. Osler—On cache les déficits de l'Intercolonial en les portant au compte du capital—7643.

M. R. L. Borden—Il est déplorable qu'avec un trafic plus considérable fourni par les provinces maritimes, le résultat financier soit pire—7647.

M. Barker—Nous payons \$114 pour recevoir \$100—7650; veut que toutes les dépenses apparaissent—7651.

Hon. Fielding—Il est juste que les améliorations faites à l'ancienne voie figurent au capital—7656.

M. Barer—Les principes de tenue du compte du capital—7658; une exploitation en marche doit se suffire à elle-même—7659.

Hon. Haggart—Son administration du compte du capital—7660; les vieux rails—7661.

Hon. Emmerson—On continue à porter au compte du capital les dépenses des canaux—7662; ce compte-là devrait être clos depuis longtemps—7663.

M. Wright—Si une grande ville se créait le long de l'I.C.R. s'il fallait y construire une gare de \$500,000 ce n'est pas au revenu qu'on l'imputerait—7665.

AGRANDISSEMENT A LA GARE D'AMHERST.

Hon. Emmerson—Importance Amherst—2074; travaux projetés—2074; recettes de l'I.C.R. à Amherst, année dernière, \$280,000—2074.

AGRANDISSEMENTS.

Hon. Emmerson—Gare à Granton—6566; ligne d'Oxford—6566; gare d'Aulac—6566; quais à Bowstown, Cross Creek—6566; prix et durée des traverses—6568.

AGRANDISSEMENT GARE MARITIME D'HALIFAX.

Hon. Emmerson—Travaux coûteront \$70,000—2120; donneront cinq mouillages—2120.

AGRANDISSEMENTS A HALIFAX.

Hon. Emmerson—\$200,000 demandés—2125; travaux à exécuter—2126; travaux à Richmond—2128; prise du quai de la marine—2128; il faut qu'Halifax et Saint-Jean soient outillés pour lutter avec Boston et Portland—2129.

M. R. L. Borden—En faveur de l'acquisition du terrain, sur rue Water—2129.

M. W. Roche—Demande que le gouvernement se décide, les propriétés auprès de la gare dépérissent, c'est le moment de les acheter à bon compte—2130.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

AGRANDISSEMENTS A MEMRAMCOOK.

Hon. Emmerson—Travaux achevés coûteront \$7,000—2067.

M. Blain—Une station où le revenu n'atteint pas \$6,000 ne devrait pas avoir une gare à marchandises séparée de la gare à passagers—2068.

M. Crocket—Demande si la voie du "Canada Eastern" sera améliorée cette année—2068.

Hon. Emmerson—Améliorations considérables déjà faites—2069.

AGRANDISSEMENTS A MONCTON.

Hon. Emmerson—Travaux à faire dans l'attente de l'arrivée du G.T.P.—9609.

AMELIORATION DU TRACE.

Hon. Emmerson—Améliorations entre Davelluyville et Saint-Wenceslas—2078; détails travaux—2078.

AMELIORATIONS A ANTIGONISH.

Hon. Emmerson—Nouvelle gare, \$14,000—2056.

AMELIORATIONS A CAMPBELLTON.

Hon. Emmerson—Donne détails des travaux, \$12,000—2058.

AMELIORATIONS A DRUMMONDVILLE.

Hon. Emmerson—Détaille les travaux à faire—2049; coûteront en tout \$28,000—2049.

M. Taylor—Raconte accident à Drummondville sur "Ocean Limited"—2049; un administrateur de compagnie qui présenterait un bilan comme celui du ministre serait destitué dans les vingt-quatre heures—2050.

Hon. Emmerson—Expose comptabilité pour construction des locomotives—2054.

AMELIORATIONS ET AGRANDISSEMENTS A MONCTON.

Hon. Emmerson—Expose les travaux à exécuter qui s'élèveront \$500,000—2036.

M. Osler—Demande qu'on cesse de faire des dépenses au compte du capital sur l'I.C.R.—2036.

Hon. Emmerson—Tous les jours des compagnies de chemins de fer augmentent leur capital pour faire des améliorations—2036.

M. Crocket—Demande une gare à Fredrickton—2038.

Hon. Foster—Demande sur quelle base de comptabilité certaines dépenses de l'I.C.R. sont portées au compte du capital et d'autres sont imputées au revenu—2038.

Hon. Haggart—M. Mackenzie disait que le compte du capital ne servait qu'à masquer la maladministration du revenu—2038.

Hon. Emmerson—De tout temps, surtout du temps de l'hon. Haggart, les remplacements de rails, les constructions d'atelier et l'outillage ont été portés au compte du capital—2041; exemples—2041.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*AMELIORATIONS ET AGRANDISSEMENTS A MONCTON—*Suite.*

M. Osler—On ne doit pas lésiner pour tenir l'Intercolonial sur un bon pied—2012; mais le public doit savoir exactement ce que cela lui coûte—2042; l'Intercolonial est un superbe chemin de fer—2042.

Hon. Foster—Ce mode de comptabilité peut masquer des extravagances—2044; le favoritisme ruine l'Intercolonial—2045.

M. Barker—Le matériel roulant de l'Intercolonial est réellement amélioré—2046; il y va de l'intérêt des provinces maritimes que la position financière de l'Intercolonial soit clairement connue du public—2048.

M. Henderson—Ne veut aucun compte du capital dans les finances du Canada—2048.

AMELIORATIONS A NEWSCASTLE.

Hon. Emmerson—Agrandissement de la rotonde, \$25,000—2056; liste des inspecteurs des travaux des chemins de fer à Moncton—2057.

DEPENSES GENERALES.

M. Crocket—Destitution de M. White, chef de gare de Fredericton—2306; M. White vingt-deux ans au service du chemin de fer de l'Est du Canada avant entrée dans service de l'I.C.R.—2306; relations M. White et M. Hobden—2307; questions posées et correspondance demandée—2309; rien à reprocher à M. White avant élections 1904—2310; renvoi odieux de la part du gouvernement—2310.

Hon. Emmerson—Pas de cause politique—2310; incapacité notoire de M. White—2310; déviation du trafic—2312; M. Gibson n'a eu rien à faire avec renvoi—2313.

M. Ingram—Parce que M. White n'était pas membre ou ami du parlement on ne s'est pas donné la peine d'examiner son cas et on n'a pas tenu compte de ses protestations—2314.

M. Crocket—Le ministre des Chemins de fer a déclaré dans un discours à Fredericton qu'un adversaire du gouvernement Laurier ne mérite pas le titre de "Canadien"—2315.

Hon. Emmerson—N'a jamais fait cette déclaration—2316.

Hon. P. White—La seule partie de l'I.C.R. qui n'ait pas donné de déficit est l'embranchement de Windsor qui n'est pas exploité par le gouvernement—2317; il faut des mesures énergiques—2318.

Hon. Emmerson—On exagère les dépenses de l'I.C.R. parmi les députés d'Ontario—2317; jamais on ne parle des dépenses des canaux—2317.

M. Cochrane—Avait parfaitement le droit de demander que le tracé du canal de Trent passe par Brighton—2320.

M. Ingram—Les députés d'Ontario ne s'opposent pas aux dépenses de l'I.C.R.—2320; ils se plaignent de l'affectation des fonds—2320.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*DEPENSES GENERALES—*Suite.*

M. R. L. Borden—Les difficultés du gouvernement avec le G.T.R.—2321; citations du factum—2321; nous payons une forte annuité au G.T.R. sans recevoir d'avantage proportionnel pour l'I.C.R.—2322.

Hon. Emmerson—La question en litige devant cour d'arbitrage—2322.

M. Stockton—Le ministre ne s'est pas renseigné suffisamment avant de renvoyer M. White, chef de gare de Fredericton—2325; il a agi sur une plainte vague—2325.

M. Daniel—L'augmentation des salaires n'est pas une excuse des déficits de l'I.C.R.—2326; les autres chemins de fer ont aussi augmenté les salaires mais n'ont pas déficit—2326; l'I.C.R. est le seul où le trafic ait diminué l'année dernière bien que le parcours ait été prolongé—2326; les plaintes de M. C. W. Stewart sur le service de l'I.C.R.—2328; le favoritisme à l'égard de certains clients de l'I.C.R.—2329.

Hon. Emmerson—On cite les accusations sans faire connaître les réponses de M. Pottinger—2330.

M. Armstrong—On doit soustraire l'I.C.R. aux influences politiques—2333; en Australie, les chemins de fer de l'Etat rapportent des bénéfices—2333.

M. Ingram—Le traitement de M. White a été inhumain—2334; à moins de traiter humainement les employés, on ne peut pas espérer qu'ils feront leur devoir—2334.

M. S. Hughes—Demande un autre emploi ou indemnité pour M. White—2335.

M. Taylor—Discute tarifs comparatifs d'Ontario aux provinces maritimes par I.C.R. et C.P.R.—2342; discute arrangements de concurrence—2346.

Hon. Foster—Demande détails des contrats d'huile pour l'I.C.R.—2346; contrats McAvity—2350; discute bail d'un bureau à l'hôtel King Edward Toronto—2354.

M. Armstrong—Se plaint que la raffinerie d'huile "Independant" n'a pas reçu de commande—2354.

Hon. Foster—Discute la question des buffets des gares et des wagons-restaurants—2357; les frais de voyage des fonctionnaires—2357.

M. Armstrong—Discute les expositions circulantes de vues—2358.

Hon. Foster—Discute wagons particuliers en usage sur l'I.C.R.—2360.

DEVIATION DE LIGNE A MITCHELL.

Hon. Emmerson—Deux courbes à redresser à Mitchell et à Saint-Léonard pour abaisser des rampes—2029; coûtera \$25,000.

M. Morin—On avait dit que les rampes et les courbes du Drummond étaient parfaites—2030; le mauvais passage à Saint-Germain—2031; ceci ne doit pas exister sur un chemin de fer de première classe—2032.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*DEVIATION DE LIGNE A MITCHELL—*Suite.*

M. L. Lavergne—On n'a pas élevé le terrassement à Saint-Germain, on a agrandi la cour en vue du trafic—2032; le Drummond donne d'excellents revenus à l'Intercolonial—2032.

Hon. Foster—Demande un état des marchandises remises par le G.T.R. à l'Intercolonial, en vertu de l'arrangement du Drummond—2034.

Hon. Emmerson—Si le G.T.R. ne tient pas ses engagements, ça ne prouve pas que le marché était mauvais—2034.

DOUBLEMENTS DE VOIE.

Hon. Emmerson—Indique portions à doubler—2121; Reid McManus, entrepreneur—2121.

M. R. L. Borden—Se plaint des retards sur l'I.C.R.—2122; demande qu'on étudie façon d'y remédier—2122.

Hon. Emmerson—Expose travail fait pour obvier à tempêtes et rétablir circulation—2124; hiver extraordinairement rigoureux—2124; l'utilité des paraneige et des coupe-vents—2125.

POSE DE VOIES DOUBLES.

Hon. Emmerson—Indique emplacement des travaux et prix—9607.

EMBRANCHEMENT DE LA RIVIERE OUELLE.

Hon. Emmerson—Expose l'emplacement des deux embranchements—2072; leur utilité—2073.

EMBRANCHEMENT DE VERNON.

Hon. Emmerson—Entreprise adjugée à M.M. Schurman, Morrissou et Cie—2275; coûtera \$72,000—2275.

LOGEMENT DE CHEF DE GARE A FREE-TOWN.

Hon. Emmerson—Vaut mieux loger chefs en dehors des gares—2278; coutume établie quand I.C.R. traversait contrées inhabitées—2278.

GARAGES SUPPLEMENTAIRES.

Hon. Emmerson—Énumération des emplacements—6569.

VOIES DE GARAGE ET EMBRANCHEMENTS.

Hon. Emmerson—Énumère les travaux à entreprendre avec détails—2060-2064.

M. Barker—Se plaint de la maigreur des renseignements—2065.

Hon. Emmerson—Promet faire venir détails de Moncton—2066.

GARE A SAINT-MOISE.

M. Ingram—On dépense \$5,800 pour une localité dont l'importance n'existe que dans l'imagination du ministre—2066.

MACHINES DE CONSTRUCTION.

Hon. Emmerson—Machines nécessaires à Moncton pour construction locomotives—6566; soumissions demandées, choix fait par G. H. Joughins, surintendant—6566.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

MATERIEL ROULANT.

Hon. Emmerson—Donne état du matériel roulant pour l'Intercolonial acheté au compte du capital depuis 1896—2131; donne relevé du matériel 30 juin 1896 et 1904—2131; liste des achats—9722; nécessité de locomotives—9722; plaintes de la Lord's Day Alliance pour avoir attelé à trains de marchandises locomotives à voyageurs le dimanche—9722; comparaisons recettes et dépenses par train-mille de l'Intercolonial et autres lignes—9724; les locomotives de l'Intercolonial—9725; besoins de la ligne—9726.

M. Barker—L'Intercolonial a relativement au parcours plus de locomotives que le G.T.R.—9728; les wagons de l'Intercolonial servent aux autres compagnies—9729; on ne répare pas même les wagons pour ne pas charger le compte du revenu et on achète des neufs au compte capital—9730; il faut soustraire la ligne aux influences politiques—9730; les achats de traverses—9730; rails usés et rails neufs—9730.

M. E. M. Macdonald—L'objet de l'Intercolonial est de créer un commerce interprovincial—9731; si les wagons de l'Intercolonial sont occupés et employés par d'autres compagnies c'est l'indice que ce commerce se fait—9732; si l'on réduisait les salaires de l'I.C.R. plus bas que les autres compagnies, les conservateurs seraient satisfaits—9733; conditions d'entrée dans la Confédération—9733.

Hon. Emmerson—On a supprimé les péages sur les canaux—9733; l'exploitation des canaux ne donne aucun profit—9733.

M. Sinclair—Cette année l'entretien et l'exploitation des canaux coûte \$1,500,000—9734.

M. Johnston—L'Intercolonial est le complément du réseau de canaux—9735.

M. Osler—Demande que l'Intercolonial soit remis aux mains d'un directeur qui l'exploite uniquement au point de vue des affaires, on verra le changement—9736.

Hon. Fielding—Le Canadien du Pacifique et son compte capital—9736; il est bien loin d'être clos le compte capital—9736; détail des opérations pour lesquelles le C.P.R. a demandé à être autorisé à ajouter \$20,000,000 à son compte capital—9739; analogie avec I.C.R.—9739.

M. Osler—Hostile depuis vingt ans aux subventions aux chemins de fer—9740.

Hon. Emmerson—Depuis que le Pacifique est construit—9740.

MATERIEL.

Hon. Emmerson—Etat des besoins de matériel—6565.

PROLONGEMENT A SYDNEY-MINES.

Hon. Emmerson—Distance 2 milles trois quarts—2078; Sydney-Mines est une ville, pas une exploitation particulière—2078.

M. Osler—Entreprises voisines devraient payer leur part—2079.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

REMISE DE LOCOMOTIVES A LA RIVIERE DU LOUP.

Hon. Emmerson—Coût estimé, \$258,712—9606.

RENFORCEMENT DES PONTS.

Hon. Emmerson—Déjà dépensés \$1,144,048—9601; coût total sera \$1,828,011—9602.

M. Ames—Demande usage matériaux ancien pont de Metapedia—9602; anciens rails—9602.

M. Barker—Dépense primitive—9605; enchaînement de demandes successives—9606.

Hon. Emmerson—Liste des ponts à renforcer—2000.

M. Kemp—Une partie de ces dépenses devrait être portée au compte des frais généraux—2001; discute les prix demandés par l'I.C.R. pour transport du grain de Parry-Sound à Halifax en 1903—2001; le Canada-Atlantique recevait autant pour 346 milles que l'Intercolonial pour 828—2001; c'était pour préparer les élections—2003.

Hon. Emmerson—La répartition des recettes se fait sur la base du minimum de parcours—2004.

M. A. A. McLean—Demande combien cela coûterait d'outillage pour accaparer le commerce de grain à Halifax—2005.

M. Lennox—Trouve humiliant que le manque de matériel empêche le chemin de fer de l'état d'accepter les offres de transport de grains—2008.

M. Gervais—Demande des cartes de circulation sur l'I.C.R. pour les conseillers législatifs de Québec—2009.

M. J. D. Reid—Demande que le gouvernement tienne une comptabilité spéciale pour les lignes qu'il achète—2011; le C.P.R. le fait bien pour ses embranchements—2011.

Hon. Emmerson—Cela ne s'est jamais fait—2012; en 1879, sir Chs Tupper a acheté l'embranchement de la Rivière du Loup et l'a noyé dans l'Intercolonial, sans compte spécial—2012.

M. Sproule—On a fait consentir la Chambre à acheter le chemin de fer de l'Est du Canada en disant que c'était indispensable pour la sécurité de l'Intercolonial—2015; maintenant qu'on l'a acheté, les déficits persistent—2016.

M. Ingram—Proteste contre l'achat et la construction par l'état de lignes locales en Nouvelle-Ecosse—2016; dans les anciennes provinces la population a payé de ses deniers ses lignes locales—2017.

M. Taylor—Signale le cas de marchandises mises au G.T.R. désignées comme devant être remises à bord de l'I.C.R. à Montréal et expédiées à Boston—2017.

M. Gervais—Signale le fait que, faute de service convenable par l'I.C.R. les poissonniers de Montréal sont tenus de s'approvisionner à Portland et à Boston—2018; il faudrait des installations du type allemand—2019.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*RENFORCEMENT DES PONTS—*Suite.*

Hon. Emmerson—Les pêcheurs de la baie des Chaleurs préfèrent expédier leur poisson aux Etats-Unis—2019.

M. A. Johnston—Les pêcheurs des Provinces maritimes sont satisfaits des aménagements offerts par l'I.C.R.—2020; il se fait un trafic considérable entre Port-Mulgrave et Montréal par l'I.C.R.—2020.

M. Gervais—Est convaincu que les poissonniers de Montréal ne dépenseraient pas \$25,000 par semaine pour faire venir du poisson de Boston s'ils pouvaient en avoir des Provinces maritimes—2021.

REPARATIONS A LA VOIE.

Hon. Emmerson—Pour faire disparaître deux mauvais passages à niveau près de Dorchester, N.-B.—6570; dépense, \$6,000—6569.

SITUATION DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. Emmerson—Année 1903-04 a laissé un découvert considérable—1971; le plus grand déficit qui ait existé dans le réseau de l'Etat—1971; décomposition de l'augmentation des dépenses de \$1,062,213—1972; augmentation en salaires, \$506,972—1972; les tarifs de l'Intercolonial ne peuvent pas être relevés, ils sont invariables—1976; les déficits moyens sous le régime conservateur, 1878-1896 ont été de \$203,901 par année—1977; les déficits moyens sous le régime libéral 1897-1904, ont été de \$156,381 par année—1977; détails des dépenses courantes—1977; détails des augmentations de salaires, par emplois—1980; les sept causes d'augmentation de frais d'exploitation—1982; les six premiers mois de 1904-1905 donnent un déficit de \$482,139—1983; recettes ont augmenté sur période antérieure correspondante, de \$26,629; dépenses ont augmenté \$412,572—1983; température difficile—1984; gros déficit à redouter—1984; insuffisance de locomotives—1985; augmentation constante du trafic—1986; améliorations opérées dans le service des voyageurs—1987; explication des augmentations de dépenses—1989; l'Intercolonial a toujours eu de la concurrence à subir—1990; le Parlement lui a suscité le C.P.R. dans les Provinces maritimes—1990; l'Intercolonial est plus utile aux industries de Québec et d'Ontario qu'aux Provinces maritimes—1991; ce qui a été dépensé pour les canaux—1991; les Provinces maritimes ont payé leur part—1992.

Hon. J. Haggart—Où sont les promesses faites lors de l'achat du Drummond?—1992; l'I.C.R. coûte de frais de premier établissement \$72,000,000—1992; le déficit est de quatre millions par année—1994; l'augmentation des salaires s'est faite en temps d'élection—1995; le train "Ocean Limited" est coûteux et inutile—1996; le déficit du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—1997; il faut augmenter le prix de transport des voyageurs et des marchandises—1997; toutes les autres compagnies de chemins de fer ont fait de l'argent depuis quatre ans—1993; le gouvernement n'a pas le droit de se servir de l'Intercolonial pour retirer des avantages de parti—1998.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SEMAPHORES ET GARES.

Hon. Emmerson—Pour installer sémaphores à gares qui n'en ont pas, \$1,000—2077.

M. Barker—Proteste que ce soit porté au compte du capital dans un chemin de fer qui compte un demi-siècle d'existence—2078.

TRANSCONTINENTAL :

TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. Emmerson—Détail dépenses—2380 ; Chambre peut pas être informée des travaux accomplis avant que tout soit complété—2381 ; commission du Transcontinental, pas comme commission des chemins de fer, est sous contrôle absolu de la Chambre—2381 ; ses conclusions doivent être présentées au conseil des ministres—2382 ; jusqu'à ce que cela soit fait, on ne peut pas lui reprocher d'avoir manqué à ses devoirs—2382.

Hon. Foster—Aucun des membres n'est expert en construction de chemin de fer—2382 ; impossible laisser marcher deux ans sans avoir aucun renseignement—2383 ; impossible rester plus longtemps entre ministre non communicatif et commission mal disposée—2383.

M. Osler—Études vont prendre encore trois mois, faudra-t-il en attendre la fin pour être renseignés—2384.

M. R. L. Borden—Impossible admettre ministre si peu renseigné qu'il le prétend—2385 ; les journaux publient des renseignements, ces renseignements sont-ils autorisés—2385.

Hon. Haggart—La Chambre a le droit de savoir à quoi ont été dépensés les \$500,000 votés l'année dernière et ce que l'on veut faire avec les \$1,328,000 qu'on demande cette année—2385 ; monstrueux de dire qu'on ne répondra pas avant l'achèvement des travaux—2385.

M. R. L. Borden—L'acte constitutif de la commission impose un rapport annuel—2385.

Sir W. Laurier—Commission fonctionne depuis six mois à peine—2386 ; serait peut-être plus avantageux d'avoir plus d'un rapport par année, mais pas de négligence—2386.

Hon. Emmerson—Président a annoncé que rapport en préparation—2388.

Sir W. Laurier—Les journaux ont annoncé qu'un tracé excellent avait été trouvé entre pont de Québec et Edmunston, mais gouvernement n'a aucune indication—2389 ; rapport des journaux ne peut se rattacher à aucune indication officielle—2389.

Hon. Emmerson—Énumère les titres des commissaires—2389 ; titres de M. Wade—2390 ; M. Brunet—2392 ; M. Young—2392 ; les secrétaires—2394 ; les différents districts, le personnel—2396.

Hon. Haggart—Demande si le gouvernement a pris possession du pont de Québec—2398.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*TRANSCONTINENTAL NATIONAL—*Suite.*

Sir W. Laurier—Gouvernement n'a pas acquis le pont—2398 ; garantit remboursement obligations—2398 ; gouvernement rien à voir avec exécution—2398 ; doit seulement surveiller emploi des fonds—2398.

M. Sproule—Le présent crédit n'est pas destiné aux travaux de construction—2402 ; ce mot figure à tort dans le libellé du crédit—2403.

Hon. Emmerson—Question de finance et d'interprétation de mots—2403.

PAIEMENT AU G.T.P. POUR ETUDES, PLANS, ETC.

Hon. Emmerson—Pour études à l'est de Winnipeg vers lac Abitibi—9710 ; résolu d'acquiescer ces données du G.T.P. sur avis M. Lumsden, ingénieur en chef—9710 ; deux experts, MM. Turcotte et Bell—9710 ; études faites avant constitution de la commission—9711 ; inutile de recommencer—9711 ; achète seulement la partie intéressant le Transcontinental—9711 ; pas les travaux vers North Bay—9711.

M. O. E. Talbot—Demande ce que le gouvernement compte faire quant aux études exécutées par le Trans-Canada, pionnier de la voie transcontinentale—9714 ; dépenses faites par cette compagnie—9715.

Hon. Emmerson—A l'étude—9715.

M. Zimmerman—Prix pour travaux monte à environ \$800 par mille—9716 ; prix raisonnable—9717.

Hon. Emmerson—Achat fait par la commission du Transcontinental—9718 ; provisions achetées à valeur réelle—9718.

TÊTES DE LIGNE—DROITS DE PASSAGE.

Hon. Emmerson—Têtes de lignes à Winnipeg et à Québec—9719.

M. Osler—Magnifique cadeau au G.T.P.—9719 ; aura tête de ligne en payant partie de l'intérêt à 3 p.c. des frais de construction—9720.

Hon. Emmerson—Gouvernement possédera tête de ligne à Winnipeg et en fera profiter G.T.P. ou C.N.R. aux conditions qu'il dictera—9721.

DEPENSES.

Hon. Emmerson—Au 28 février 1905, dépensé \$322,500—6565 ; du 28 février au 1er avril 1905, \$114,505—6565.

COMMERCE.

ADMINISTRATION DE L'ACTE DE L'IMMIGRATION CHINOISE.

Hon. Paterson—Pas un seul chinois payant taxe entré l'année dernière—1027 ; cinquante-six exempts entrés, commerçants, professions libérales, étudiants et savants—1026 ; six employés, douaniers, mais sous direction ministre du commerce—1026.

M. Ames—Puisqu'il ne vient plus de chinois, pourquoi payer ces employés?—1027.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*ADMINISTRATION DE L'ACTE DE L'IMMIGRATION CHINOISE—*Suite.*

M. Maclean—Absurde dire immigration chinoise enrayée—1027; depuis un an population chinoise de Toronto augmentée de 2,000—1027.

Hon. Paterson—Viennent de Colombie-Anglaise—1027; se déplacent—1028.

M. Ingram—Il entre encore des chinois en Colombie—1029.

M. Macpherson—Depuis l'imposition de la taxe de \$500 le horde jaune est enrayée—1029; c'est un bienfait—1029.

M. Ingram—Se plaint que le rapport de l'Intérieur et celui du commerce ne concordent pas quant à l'immigration chinoise—1030.

AGENCES COMMERCIALES.

Sir W. Laurier—Liste des agences—7368; le "Trade Review" félicite M. Jackson—7369; compliments de l'Association des Industriels Canadiens, aux agences en général—7370.

M. Ingram—Demande que les agents soient mis à même de revenir quelquefois au Canada—7370.

Hon. Foster—Se plaint que les rapports soient trop détaillés—7371; ne contiennent pas assez de vues d'ensemble—7371; rapports pas assez vulgarisés—7371; rapports mensuels des importations et exportations ne sont pas lus—7373.

M. Ingram—Défaut de concordance des rapports—7373.

Hon. Fielding—Besogne des agents—9253; agent d'Australie a créé mouvement commercial réel—9253.

M. R. L. Borden—En faveur service consulaire analogue à celui des E.-U.—9254.

M. Blain—Se plaint qu'on annonce le noir à chaussures canadien au Japon où l'on ne s'en sert pas—9254.

APPAREILS DE SAUVETAGE DU SAINT-LAURENT.

Sir W. Laurier—Passés au ministère de la Marine—7252.

APPLICATION DE LA TAXE DES CHINOIS.

Sir W. Laurier—Taxe \$500 depuis 1er janvier 1904—7362; trois chinois seulement entrés depuis taxe à \$500—7362; personnel—7362; taxe prohibitive—7362; travail du personnel—7363.

Hon. Foster—Crédit devrait être supprimé 7364; maintenu par routine—7365.

Sir W. Laurier—Mission et travail actuel du personnel—7366.

INSPECTEURS DES DENREES.

Sir W. Laurier—Liste des inspecteurs et traitements—7383; distribution du travail et mode d'inspection des grains—7385.

M. Ames—Documents relatifs à la non-acceptation des propositions de noms d'inspecteurs faites par chambre de commerce de Montréal—7390; motifs cachés—7390; manque de courtoisie envers le Board—7390.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*INSPECTEURS DES DENREES—*uite.*

Sir W. Laurier—Gouvernement pas tenu d'accepter noms proposés—7391; le gouvernement avait bonnes raisons de ne pas accepter—7392; est responsable de ses actes—7392; si accusations sont portées contre inspecteurs, fera enquête—7392.

M. Henderson—Le public demande à connaître les raisons—7393; avait compris que l'acceptation des noms proposés s'imposait au gouvernement—7394.

Sir W. Laurier—Ministre de la Justice a jugé autrement—7394.

INSPECTION DES GRAINS.

Hon. Fielding—Crédit additionnel demandé, raisons—9905; aide additionnelle apportée à l'inspection à Winnipeg—9906.

MESURAGE DE BOIS.

Sir W. Laurier—Six mesureurs, stationnés à Québec—7395; importance décroissante—7396; abolition prochaine probable—7396.

MINISTERE DU COMMERCE.

Sir W. Laurier—Explique mécanisme paiement des primes sur l'acier—7377; sur fer—7378; sur pétrole brut—7379; relevé des primes sur ficelle d'engrègement—7380; effet des primes sur le plomb—7381.

PREMIER COMMIS ET COMPTABLE.

Hon. Paterson—M. Code, transporté du ministère des Douanes—99; s'occupe du paiement des primes—99.

PRIMES SUR ACIER, FER, PLOMB ET PETROLE.

Sir W. Laurier—Chiffres des primes payées—7375; détail des dépenses du personnel—7376.

Hon. Poste—Qui eût jamais cru qu'un gouvernement libéral paierait un jour \$1,500,000 en primes—7376; Haycock est sans doute le dernier survivant des Patrons de l'Industrie—7376.

SERVICE ENTRE ANNAPOLIS, HULL ET LONDRES.

Hon. Paterson—Par l'"Acadia Steamship Co"—1011; pour transport pommes—1011.

SERVICE DE LA BAIE STE-CATHERINE A TADOUSAC.

M. Fowler—Service de traversier, dans les autres provinces subventionné par trésor provincial—992.

M. Girard—En hiver, région de Tadousac sans communication—993; distance trois milles—993; fort vaisseau nécessaire—993.

Hon. Fitzpatrick—Pas de pont sur le Saguenay avant la Baie des Ha Ha à 70 milles de Tadousac—993; détour immense pour gens de la côte nord pour atteindre la Malbaie et les steamers du fleuve—993; steamer projeté traversera embouchure du Saguenay de Tadousac à Baie Ste-Catherine—993; les Price ont formé compagnie pour mettre bateau puissant—993.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*SERVICE DE LA BAIE STE-CATHERINE A TADOUSAC—*Suite.*

M. Fowler—De Fredericton à Saint-Jean sur rivière Saint-Jean pas de pont—994; traversiers subventionnés par province—994.

M. Monk—Subvention payée pour service transport, pour courrier—994; seul mode pour faire passer courrier de la rive nord du Saint-Laurent à Tadousac—994; subvention destinée au service des postes—995.

M. Sproule—La compagnie Price fait beaucoup de besogne, elle n'a pas besoin de subvention—996.

Hon. Foster—Ce bateau est payé par le département des Postes pour le service postal qu'il fait—997; impossible de subventionner un bateau traversier pour des fins de commerce—998.

Hon. Fitzpatrick—Il s'agit de subventionner un moyen de communication entre deux parties du Canada—998; cela se fait tous les jours, en chemins de fer, ponts, canaux, etc.—998; les Price ont essayé de faire ce service, ils ne peuvent pas continuer si on ne leur vient pas en aide, c'est à la Chambre de décider—999.

Hon. Foster—Le seul gouvernement tenu d'intervenir est celui de Québec—1000; maintenant le budget des postes peut augmenter ce qu'il paie pour ce service—1000.

M. Monk—Ces subventions se donnent partout en Nouveau-Brunswick sous prétexte de porter le courrier entre ports, réellement pour donner des communications—1000.

M. Sproule—Pourquoi cela ne se fait-il pas entre ports de la Baie Georgienne—1001.

SERVICE BASSIN DE GASPE, DALHOUSIE, CAMPBELLTON.

Hon. R. Lemieux—Ancien service de l'“Admiral”—977; remplacé par le “Ristigouche”—977; compagnie nouvelle “Cie internationale de navigation du Canada, capital \$97,000—977; a fait construire SS. “Lady Elleen—977; tête de ligne à Campbellton sur l'I.C.R.—977; attirera touristes—977.

SERVICE ENTRE CANADA ET AFRIQUE DU SUD.

Hon. Paterson—Organisation du service—1016; lettre C. W. Campbell sur avantages du service pour Canada—1016; attend avec confiance résultats du traitement de faveur—1017; avons vendu \$2,380,000 et acheté \$69,000—1017.

Hon. Foster—Demande pourquoi on ne trouve pas de chargement de retour—1018; si on n'a pas de chargements de retour service ne pourra pas durer—1018.

M. Henderson—Pas juste que le fret soit le même pour marchandises américaines que pour canadiennes—1019.

Hon. Paterson—Le complément de chargement en marchandises américaines permet de réduire fret sur marchandises canadiennes—1020.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*SERVICE ENTRE CANADA ET AFRIQUE DU SUD—*Suite.*

M. Martin—Dispositions devraient, en tout cas, figurer au contrat pour que tarifs pas préjudiciables à marchandises canadiennes—1022.

M. W. F. Maclean—Le gouvernement permet aux chemins de fer d'accorder des tarifs plus modérés pour marchandises américaines traversant le pays pour s'y embarquer que pour marchandises canadiennes—1022; demande établissement d'un service consulaire qui surveillerait services subventionnés—1025.

SERVICE ENTRE LE CANADA ET LE MEXIQUE.

Sir W. Mulock—D'abord subvention égale convenue de \$50,000 chacune par Mexique et Canada pour service sur la côte de l'Atlantique et du Pacifique—936; impossible à ce prix—936; Mexique a consenti à doubler—936; détail des escales—937; distance Montréal Vera Cruz 3,500 milles—937.

M. Bergeron—A quoi bon cette ligne si elle ne transportera pas le courrier—937.

Sir W. Mulock—On n'a jamais songé à lui faire transporter le courrier qui peut aller en chemin de fer d'Ottawa à Mexico en cinq jours—938; produits à importer: agavé, café, tabac—939; produits à exporter, bois, farines, lards—940; commerce actuel avec le Mexique \$200,000—940.

M. S. Hughes—Le Mexique a une marine marchande de 23,817 tonneaux—941.

Hon. Paterson—Etat des négociations, délai expiré—942.

Hon. Préfontaine—Pas d'arrangements conclus quant au service du Pacifique—7064.

Hon. Fielding—Crédit supplémentaire pour essai de service sur le Pacifique—9905; tâchera que gouvernement mexicain contribue à ce service comme à celui de l'Atlantique—9905.

SERVICE HALIFAX, ST-JEAN DE TERRE-NEUVE ET LIVERPOOL.

Hon. Paterson—Furness, Withy et Cie concessionnaires—943; trajet 17 jours—943.

SERVICE DE SS. ENTRE NOUVELLE-ZELANDE ET CANADA.

Sir W. Laurier—Pas d'entreprise—7252; attend preneur—7252.

SERVICE ENTRE CAP-BRETON ET TERRE-NEUVE.

Hon. Paterson—Contrat expiré, cherche steamer pour faire service—983.

Hon. Foster—Ministère du Commerce piétinement dirigé—984.

M. A. Martin—Va-t-on demander des soumissions?—984.

M. Johnston—Une ligne indépendante fait actuellement le service entre l'I.P.-E., le Cap-Breton et Terre-Neuve—984; subvention inutile—984; injuste subventionner compagnie rivale—985.

M. A. Martin—Raison de subvention est qu'au retour ces steamers n'arrêtent pas à Charlottetown—986.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SERVICE DE SS. DE DALHOUSIE OU CAMPBELLTON AU BASSIN GASPE.

Hon. Fielding—Coût \$15,000—9841 ; service par Cie de navigation interprovinciale du Canada—9841.

SERVICE ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET CANADA.

Hon. Paterson—Aucune modification depuis l'année dernière—903; nouveau vaisseau à turbine fonctionneront prochainement—904; essais satisfaisants—904; tous les steamers subventionnés ont installation frigorifique—904; communique mémoire de la Cie Allan sur changements opérés, texte—906.

M. Henderson—Ministre doit veiller que température soit constante pendant toute la traversée.

Hon. Fisher—Température 20° est assez froide pour transporter en Grande-Bretagne—908.

M. Henderson—Il faut que les trains aient cette même température pour que marchandises arrivent pas échauffées aux navires—908.

M. Sproule—Le gouvernement avait commis une erreur en passant un contrat pour une température de 30° qui était 10 degrés trop élevés—909.

Hon. Fisher—30 degrés était température demandée par expéditeurs beurriers quand contrat fut passé—910; dans compartiments à air frais température pas nécessairement aussi basse—910; températures citées par M. Smith de Wentwork l'année dernière n'étaient pas pour compartiments de beurre et de fromage mais de fruits—911.

M. Henderson—M. Smith s'est appuyé sur des chiffres fournis par le ministère de l'Agriculture—913.

Hon. Foster—Veut que M. Smith soit vengé de l'imputation d'avoir donné des chiffres inexacts—916.

Hon. Paterson—Donne détails sur arrangements frigorifiques du "Bavarian" et autres vaisseaux—917.

M. R. L. Borden—Cite date déclarations de M. Smith—919; le ministre aurait pu répondre en sa présence—919.

M. Ingram—Cite questions posées par M. Smith en 1904—920.

Hon. Foster—Le gouvernement savait que souvent des articles étaient mis en mauvais état dans les compartiments frigorifiques, mais il a hésité à demander les pouvoirs de sévir—922; il y a amélioration—922.

M. Ames—Demande s'il y aura des dépôts frigorifiques dans les nouveaux hangars de Montréal—922.

Hon. Haggart—Demande vitesse moyenne des navires subventionnés.

Hon. Paterson—Turbines, environ 17; les grands navires Allan, 14; les petits, 12—925.

Hon. Fisher—Il y a cent trente thermographes employés—928.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*SERVICE ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET CANADA—*Suite.*

M. Sproule—Se plaint que les tarifs à payer pour le public ne soient pas stipulés au contrat—928; et qu'on s'en rapporte à la concurrence seulement pour régulariser les prix—929.

M. R. L. Borden—Demande si navires subventionnés ne font pas des rabais pour transport d'articles venant des E.-U., de Chicago—930.

Hon. Paterson—N'emploient pas nos compartiments—930; réduction à cause grande quantité—930.

M. Sam. Hughes—Le gouvernement devrait insister pour que le fret d'une ville quelconque du Canada ne dépasse pas le fret d'entier parcours—931.

M. Daniel—Demande si les cloches sous-marines ont été posées?—932.

Hon. Paterson—Pas encore—932.

M. Bergeron—Demande où en est la ligne rapide depuis les bottle-necks—933; gouvernement conservateur avait passé contrat—934; cassé par ce gouvernement—934; nous payons \$200,000 par année et de Montréal on expédie la correspondance par les E.-U.—934; la faute est au gouvernement—934.

M. Daniel—Explique les escales à Saint-Jean et à Halifax—935.

SERVICE D'HALIFAX A CANSO.

Hon. Foster—Courrier arriverait plus vite par l'I.C.R.—930.

SERVICE HALIFAX A TERRE-NEUVE VIA PORTS DU CAP-BRETON.

Hon. Paterson—Service bi-mensuel—947; donne itinéraire—947.

SERVICE ENTRE I.P.-E. ET ANGLETERRE.

M. A. A. McLean—Prix transports trop élevés, plus élevés que de Montréal à Manchester—969; préférerait Liverpool comme terminus—969.

Hon. Paterson—Expose irrégularités du service qui ont provoqué retenue sur subvention—970.

M. A. Martin—Expose besoins de l'I.P.-E. et ressources pour exportation—973.

Sir W. Laurier—Communique note du ministère quant au service—7246.

M. A. Martin—Dates jamais observées—7248; fabricants de beurre et de fromage de l'I.P.-E. obligés d'expédier par Montréal—7248.

Sir W. Laurier—Chiffre subvention augmentée de \$2,000 pour engager autre compagnie à donner meilleur service et plus fréquent—7248; stipulé que tarifs pas plus élevés que de Montréal à Manchester—7250.

SERVICE ENTRE I.P.-E. ET CAP-BRETON ET TERRE-NEUVE.

Sir W. Laurier—Enumère steamers faisant service et escales—7250.

M. Lefurgey—Demande escale à Summerside—7250.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*SERVICE ENTRE I.P.-E. ET CÂP-BRETON ET TERRE-NEUVE—*Suite.*

M. A. Martin—Demande que lignes de Montréal aux Antilles fassent escale à Charlottetown—7251.

M. A. Johnston—Se plaint qu'on ait supprimé escale à Glace-Bay—7252.

SERVICE ENTRE I.P.-E. ET TERRE FERME.

Hon. Paterson—Ports escale: Charlottetown, Pictou, Summerside et Pointe aux Chènes, service quotidien, portent courrier—961.

M. A. Martin—Demande que subvention soit augmentée pour permettre à la Cie de mettre nouveau bateau—962.

M. E. M. Macdonald—Compagnie paie d'assez beaux dividendes pour se payer elle-même un bateau—962.

M. A. Martin—Tarifs et durée du trajet devraient être réglés par gouvernement—964.

SERVICE ENTRE LA TERRE FERME ET L'I.P.-E.

Hon. Paterson—Traité avec la "Magdalen Island S.S. Co."—947; steamers "Amelia" et "Lunenburg"—947.

M. Daniel—Lit demande de la Chambre de Moncton pour service des postes du nord de l'I.P.-E., des îles de la Madeleine et de Sydney-nord—948.

M. E. M. Macdonald—C'est un service entièrement différent—948; trajet de 625 milles—948; le service en question de de Pictou aux îles de la Madeleine date de la Confédération—948.

Hon. Paterson—Demande sera étudiée—949.

SERVICE ENTRE MONTREAL ET MANCHESTER.

Hon. Paterson—Détail du service—974; terminus d'été Montréal et Québec—976; terminus d'hiver Saint-Jean et Halifax—976; subvention \$35,000—976.

SERVICE ENTRE PASPEBIAC ET BASSIN DE GASPE.

Hon. Lemieux—Subvention spéciale additionnelle pour "Lady Elleen" quand fait service d'hiver—989.

Hon. Foster—Steamer vont de Campbellton à Gaspé Bassin l'été et l'automne—990; l'hiver de Paspébiac au bassin de Gaspé—990; cessera quand chemin de fer ira au bassin de Gaspé—990.

SERVICE DE SS. ENTRE QUEBEC ET BLANC SABLON.

Hon. Fielding—Subvention, \$20,000—9841; steamer "King Edward"—9841; entrepreneurs Haliday et Frères—9841.

SERVICE ENTRE PETIT DE GRAT ET TERMINUS I.C.R. MULGRAVE.

Hon. Paterson—Steamer "Percy Caun"—1009; trajet 27 milles—1010.

SERVICE ENTRE PICTOU, MURRAY-HARBOUR ET GEORGETOWN.

Hon. Paterson—Service fait par SS. "Electra"—967.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SERVICE DE PORT-MULGRAVE A GUYS-BORO.

M. Sinclair—Ne devrait être renouvelé que si nouveau steamer mis en service—978; trajet sur la route de Canso insuffisamment desservi—978.

SERVICE DE SS. ENTRE PORT-ESSINGTON ET ILES CHARLOTTE, C.-A.

Hon. Fielding—Coût \$600—9841; vapeur "Chieftain"—9841; nature du service—9841.

SERVICE ENTRE QUEBEC ET BASSIN DE GASPE.

Hon. Paterson—Service fait par "Gaspesian"—967.

Hon. R. Lemieux—Subvention augmentée de \$1,000 l'année dernière à cause plus grand nombre d'escales—968.

SERVICE D'HIVER ENTRE QUEBEC ET MALBAIE.

Sir W. Laurier—Entreprise pas accordée—7249; attend un preneur pour contrat—7249.

SERVICE ENTRE QUEBEC ET NATASHQUAN.

Hon. Paterson—Service trimensuel—1011; SS. "St. Lawrence"—1011.

Hon. Fitzpatrick—La rive nord du Saint-Laurent mérite des égards—1011; nouveaux établissements—1012; service devrait être bi-hebdomadaire avec deux bons steamers—1012.

M. Ames—Se plaint irrégularité du service du "King Edward"—1012.

Hon. Fitzpatrick—Le département de la Marine doit veiller à l'armement des vaisseaux subventionnés pour éviter désastre comme celui du "General Slocum"—1013; quand le "St. Lawrence" a été jeté à la côte, il était mal armé—1013.

M. Osler—Aucune subvention ne devrait être payée sans qu'un vaisseau ait subi une inspection complète—1013.

M. Ames—Demande qu'on prolonge la route du "King Edward"—1014; intervalle entre Natashquan et Blanc Sablon pas desservi—1014.

Hon. Fitzpatrick—Subvention aux Halliday devrait être augmentée—1014; propriétaires du fonds de pêche de Moisie—1015.

SERVICE DE SAUVETAGE SUR LE ST-LAURENT.

Hon. Paterson—Subvention de \$10,000 au "Lord Strathcona" de M. G. T. Davie de Québec—1001; subvention demandée par compagnies de navigation—1002; indemnité pour être toujours prêt en cas de nécessité—1002; services rendus payés par compagnies—1002.

Hon. Fitzpatrick—Vaisseau très puissant—1003; a coûté \$130,000—1003; est tenu, en échange de l'indemnité, de se tenir constamment dans les eaux du Saint-Laurent pour porter secours aux navires naufragés—1003.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*SERVICE DE SAUVETAGE SUR LE ST-LAURENT—*Suite.*

M. Sproule—Demande pourquoi vaisseaux analogues pas subventionnés dans Baie Georgienne?—1005.

M. Ingram—Subvention accordée lorsque Leslie de Kingston est allé dans le bas du fleuve—1003, pour aider Davis à lui faire concurrence—1003.

Hon. Fitzpatrick—Leslie jamais allé plus bas que Montréal, sauf quand allé à Terre-Neuve et ne s'y frotera plus—1004.

M. R. L. Borden—Il y a des appareils de sauvetage dans Provinces maritimes, pas subventionnés—1004.

Hon. Fitzpatrick—M. Davie n'a pas demandé de subvention—1005; c'est pour lui une question d'affaire—1005; ferait autant d'argent à être libre d'utiliser son remorqueur où il voudrait—1005.

Hon. Foster—On crée un monopole—1006 pour quoi pas subventionner une entreprise de ce genre sur la côte du Pacifique—1006.

M. Ingram—Demande crédit réservé, pour voir s'il n'y a pas d'autre compagnie disposée à faire sauvetages dans Saint-Laurent—1007.

M. Blain—Gouvernement devrait encourager concurrence—1009; payer prime à compagnie faisant le plus de sauvetages—1009.

SERVICE ENTRE ST-JEAN ET BASSIN DES MINES.

Hon. Paterson—Service fait par SS. "Brunswick"—967.

SERVICE ST-JEAN ET BASSIN D'ANNA-POLIS

Hon. Paterson—SS. "Granville"—1010.

SERVICE ENTRE ST-JEAN, N.-B. ET BELFAST.

M. S. Hughes—Demande que vaisseaux soient aménagés pour transporter bétail sur pied—943.

SERVICE ST-JEAN-DIGBY.

M. Daniel—Lit protestation chambre de commerce de Moncton demandant service quotidien—946.

Hon. Paterson—A l'étude—946.

SERVICE ST-JEAN, N.-B. ET GLASGOW.

Hon. Paterson—Donaldson Line et R. Reford concessionnaires—943; \$15,000 par année—943.

SERVICE DE ST-JEAN, HALIFAX ET LONDRES.

M. Daniel—Lit factum de la chambre de commerce de St-Jean—944; liste des steamers employés—944; demande si gouvernement va obliger à employer steamers convenables—945.

Hon. Paterson—Demande laisser item en suspens pour se renseigner—945.

Sir W. Laurier—Service fait par deux lignes: C.P.R. et Furness—7245; expiré 31 mai, soumissions à recevoir en juillet—7245.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SERVICE DE SS. ENTRE ST-JEAN ET HALIFAX ET ANTILLES ET AMERIQUE DU SUD.

Sir W. Laurier—\$65,000 payé à Pickford et Black pour service des Antilles—7245; \$15,000 payé à Pickford et Black pour service Saint-Domingue—7245; gouvernement impérial paie autant—7245.

M. Ames—Demande de réserver crédit—7246.

M. Daniel—Se plaint que dans soumissions le port de Saint-Jean soit abandonné—7335.

Hon. Fielding—Soumissionnaires demandent que fret de Saint-Jean soit envoyé à Halifax par chemin de fer—7335; à l'étude—7335.

M. Ames—Marchands de Montréal demandent que, l'été, service parte de Montréal—7336; résolution de la Halle aux blés, 10 décembre 1905—7336; statistiques—7337; article de l'"Industrial Canada"—7338; article Cooper—7338; erreur de renouveler contrat avec Pickford et Black avec Halifax comme seule escale—7339.

Hon. Fielding—Faudrait augmenter subvention—7340; Pickford et Black seuls consentent à faire service au prix donné—7340; gouvernement anglais paie même subvention que Canada, \$65,000, total \$130,000—7340; si Montréal peut fournir trafic réel, faudra service spécial—7341.

M. Daniel—Vœux de la chambre de commerce de Saint-Jean—7343.

M. A. Wright—Important pour Ontario de pouvoir se procurer sucres des Antilles—7346.

Hon. Foster—Raisons pour pousser commerce avec Antilles—7346; informations nécessaires—7347; adverse aux considérations sentimentales en faveur d'une ville en particulier—7347.

M. W. Roche—Le service doit se faire du port le plus proche—7349; les produits transportés sont tous périssables—7349.

M. R. L. Borden—Même si service pas rémunérateur, communication avec Antilles doivent être maintenues—7350; annexion possible—7350; renseignements nécessaires sur grosses subventions accordées—7352.

M. A. Martin—Demande ligne de l'île du Prince-Edouard aux Antilles ou départ du service de Charlottetown—7354.

M. A. A. McLean—Chevaux de l'I.P.-E. pourraient être envoyés aux Antilles—7355.

M. A. Johnston—Ce sont des délégations conservatrices qui ont empêché d'établir une concurrence pour diminuer prix de transport de fret de l'I.P.-E. à terre ferme—7357.

M. Henderson—Demande qu'on maintienne service par les deux villes de Saint-Jean et de Halifax—7358.

M. Ingram—Demande que commission des chemins de fer examine plaintes de l'I.P.-E. au sujet des transports par chemin de fer—7360.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SERVICE DE SS. ENTRE SAINT-JEAN ET HALIFAX ET ANTILLES ET AMERIQUE DU SUD—*Suite.*

M. A. Martin—Lit résolution chambre de commerce maritime tenue à Moncton 17 août 1904—7360.

Hon. Fielding—St-Jean ne sera pas abandonné—8900; contrat prolongé 5 ans—8901; entrepreneurs, Pickford et Black—8901.

SERVICE SAINT-JEAN ET HALIFAX, VIA YARMOUTH.

Hon. Foster—On devrait savoir si tous ces services sont réellement utiles—964; si le pays en a pour son argent—964; nous payons \$980,000 de subventions à services maritimes par année—964.

Hon. Paterson—Il n'y a pas de plaintes—965; les certificats des préposés aux douanes et aux postes indiquent que le service est bien fait—965.

M. Sproule—Si l'on n'a pas de preuve que les subventions augmentent le trafic, c'est de les supprimer—966.

M. W. F. Maclean—Espère que renseignements seront fournis l'année prochaine—967.

SERVICE ENTRE SAINT-JEAN, N.-B. ET WESTPORT.

Hon. Paterson—SS. "Westboro III"—1010.

SERVICE VICTORIA-SAN-FRANCISCO.

Hon. Paterson—Service ne rapporte rien, mais résulte d'une entente avec la Colombie-Anglaise avant entrée dans Confédération—947.

SERVICE DE SS. ENTRE VICTORIA, VAN-COUVER et SKAGWAY.

Sir W. Laurier—Service fait par C.P.R.—7250; détails du service—7250.

SUBVENTIONS AUTORISEES PAR STATUT.

Sir W. Laurier—\$73,000 pour service entre Canada et Japon—7252; \$133,000 pour service entre Canada et France—7252; convention pour service avec la France signée en février—7252; détails de la convention—7253.

M. Daniel—Demande que cette ligne soit libre de choisir têtes de ligne sur l'Atlantique—7253.

DIVERS.

AGENCE DE PARIS.

Sir W. Laurier—Services rendus par l'hon. M. Fabre à Paris—7113.

ALLOCATION AU CANADIAN MINING INSTITUTE.

Hon. Fielding—Allocation portée à \$3,000—7406; même nature qu'allocation à institutions d'intérêt public—7407.

ASSOCIATION ANTI-TUBERCULOSE.

M. Henderson—Se plaint, allocation \$2,000 insuffisante et trop minime eu égard à l'importance de la question—7407.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

ATLAS ELECTORAL.

Hon. Fielding—Atlas électoral nouveau est en préparation—6760.

BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT.

M. Bergeron—Bibliothèque trop petite, doit être agrandie—7100.

Hon. Foster—Se plaint négligence des emprunteurs de livres à les rapporter—7100; divers modes à adopter pour arrêter disparition des livres—7102.

M. Bureau—Conseille exiger dépôt de garantie—7102.

CAUSES PENDANTES ENTRE DOMINION ET PROVINCES.

M. Henderson—Ces causes datent de la confédération—7114; justice tardive—7114.

Hon. Brodeur—Affaire du pont Yule, décidée et réglée—7115.

CELEBRATION DE LA MISE EN EXPLOITATION DES CANAUX DU SAULT STE-MARIE.

Hon. Fielding—De concert avec E.-U.—9846; célébration aura lieu des deux côtés, sur les ponts des deux pays—9846.

CHAMBRE DES COMMUNES :

AUGMENTATION DU NOMBRE DES MES-SAGERS.

Hon. Foster—Demande si augmentation de mandée par sergent d'armes—259.

M. l'Orateur—Nommés par commission d'économie interne sur rapport sergent d'armes—260.

APPARTEMENTS DE L'ORATEUR.

M. Bergeron—S'étonne de l'importance des achats de meubles faits chaque année pour appartements de l'orateur—264; loyer de piano—264.

M. l'Orateur—Promet de tenir la main aux dépenses—264.

CHAMBRES DE DEPUTES.

M. Bergeron—Se plaint que les anciens députés de l'opposition n'aient pas de chambres de travail—250.

M. l'Orateur—Pas de place—251.

Reprise—264.

M. Macpherson—Demande chambres pour Colombie-Anglaise—264.

M. Ganong—Demande qu'on indique que chambre du Nouveau-Brunswick est pour grits seulement—265.

M. W. F. Maclean—Un député a le droit d'entrer dans n'importe quelle chambre du parlement et même d'ouvrir de force—265.

M. S. Hughes—S'il y a des chambres pour les uns, il doit y en avoir pour tous—265.

M. Logan—Temps venu de prendre mesure sérieuse—265; l'opposition ne peut pas se plaindre de distribution—265; le gouvernement doit fournir plus de local—266.

M. Lefurgey—Si on met des pupitres dans les salles des comités ce sera aussi incommode pour les occupants que pour les comités—266.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CHAMBRES RE DEPUTES—*Suite.*

M. Taylor—Les fonctionnaires logés dans les édifices pourraient demeurer au dehors—267 ; cela ferait de la place pour les députés—267.

M. Bergeron—Demande que les députés soient groupés par province indépendamment de parti—270.

COMMIS DE LA SESSION.

M. l'Orateur—Trente commis—6733.

Hon. Foster—Jamais d'état fourni indiquant services rendus—6737 ; devrait avoir un chef de service ordonnant le travail—6737.

M. Bergeron—Ce sont surtout les partisans du gouvernement qui peuvent utiliser les services de ces commis—6738 ; inattention des messagers—6739.

M. S. HUGHES—S'oppose que les commis fassent des compilations pour députés—6740 ; ou recueillent des matériaux de discours—6741 ; histoire McGillicuddy—6740 ; billet intercepté—6741.

M. Henderson—Rend justice à M. Stewart chef du personnel—6743.

Hon. Foster—Craint qu'on aille un peu loin en disant que les commis peuvent être employés pour faire correspondance privée des députés—6744 ; cependant certains travaux de compilation pourraient être faits sous direction du greffier—6745.

COMMISSION DU TARIF.

Hon. Fielding—Commission sera composé de trois ministres—9839 ; noms pas encore décidés—9839.

CONGRES DES AMERICANISTES A QUEBEC.

Hon. Fisher—Expose but de l'association—9846.

EXAMINATEURS.

Hon. Paterson—Il y a eu l'année dernière 900 noms sur la liste des examens—77 ; ne peut pas dire si tous ont réussi—77.

FEMMES DE JOURNEE.

Sir W. Laurier—Sous les ordres de Conroy, surintendant—126 ; augmentées de 25 cts en octobre 1904, reçoivent 75 cts par jour—126.

GENDARMERIE A CHEVAL.

Sir W. Laurier—Augmentation crédit due à augmentation de salaire votée—8864 ; solde nouvelle—8864 ; répartition de la gendarmerie—8865 ; effectif nominal, 600—8865 ; nouvelles dispositions à prendre avec nouvelles organisations provinciales—8865 ; provinces devront participer au paiement solde gendarmerie—8866 ; communication du contrôleur—8866 ; changements opérés depuis 1896—8867.

M. S. Hughes—Se plaint que l'autorité des officiers soit illimitée—8868.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

GENDARMERIE A CHEVAL AU YUKON.

Sir W. Laurier—Se réjouit des compliments de M. Thompson—8872 ; opinion américaine—8872 ; ne croit pas à propos de se prévaloir immédiatement du pouvoir d'accroître la solde—8872.

M. R. L. Borden—Compliments à la gendarmerie à cheval—8873.

Sir W. Laurier—Postes de gendarmerie au Yukon—8873.

M. S. Hughes—Seule la gendarmerie n'a pas eu de srips en 1885 après rébellion—8874.

Sir W. Laurier—Après enquête, gouvernement conservateur décida inopportun donner srips à gendarmerie—8874 ; n'avaient pas eu à quitter foyers comme milice—8874 ; gouvernement actuel ne juge pas à propos rouvrir question—8874.

M. Herron—Regrette décision pas donner srips—8874 ; demande police secrète—8875.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M. Bergeron—Imprimerie insuffisante—7103, plaintes de l'imprimeur du Roi—7103 ; terrain existe, pourquoi pas agrandir—7103.

Sir W. Laurier—Considère imprimerie mal placée—7104 ; espace aurait dû être laissé libre pour prolonger Parc Major à Pointe Nepean—7104 ; s'il faut dépenser beaucoup d'argent pour agrandir, mieux vaut placer ailleurs—7104.

M. A. Johnston—Le travail des impressions pourrait se faire au dehors, meilleur marché qu'à l'Imprimerie Nationale—7105.

M. Henderson—Conditions hygiéniques de l'Imprimerie Nationale—7106 ; imprimerie devrait être en communication facile avec édifices législatifs—7107.

NETTOYAGE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Hon. Foster—L'augmentation des gages des femmes de journée, à la veille des élections prête aux soupçons—78.

IMPRIMERIE NATIONALE.

Hon. Fielding—Liste des achats nécessaires—9839.

LISTES ELECTORALES.

M. Bergeron—Imprimerie Nationale moitié trop petite—7051 ; agrandissements faits insuffisants—7051.

M. W. Roche—Se plaint d'erreurs typographiques dans listes d'électeurs, au détriment du parti conservateur—7052.

M. Blain—Demande qu'on se serve des listes électorales municipales imprimées dans Ontario—7053.

M. Bergeron—Listes sont pas imprimées dans Québec—7053.

M. W. J. Roche—Se plaint du format—7053.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

DEPENSES DES LISTES ELECTORALES.

Sir W. Laurier—Listes imprimées au fur et à mesure qu'elles sont reçues—7108.

M. Bergeron—Ne devraient être imprimées que lorsqu'il en est besoin—7110.

Sir W. Laurier—Informations prises, imprimées seulement suivant besoins—7110.

MALLES EN CUIR.

M. Bergeron—Soumissions demandées—6745; deux acceptées—6745; députés peuvent faire choix—6745.

PAPETERIE.

M. A. Martin—Papier à écrire mauvais—6733; favoritisme dans distribution—6733.

PERSONNEL DES COMMUNES.

M. l'Orateur—Trente-cinq commis reçoivent l'augmentation statutaire—250; soixante-quatorze fonctionnaires en tout—250.

PUBLICATION DES DEBATS.

M. Bergeron—Se plaint du retard dans la publication des débats—252.

M. l'Orateur—Retard de l'impression due à l'impression des listes électorales—254.

M. l'Orateur—Session a duré 41 jours de plus que calculé dépenses supplémentaires—6730.

Hon. Foster—Se plaint d'absence d'index à chaque volume—6731.

M. l'Orateur—Index avait été supprimé pour permettre relier volumes au fur et à mesure d'achèvement—6732.

M. Taylor—Comité a décidé de revenir à l'ancien système—6732; index à la fin de chaque volume—6732.

SALAIRES DES MESSAGERS.

Hon. P. White—Proteste contre le mode de donner des gratifications aux messagers—254; si les salaires sont insuffisants on doit les augmenter—254.

VETERANS DE L'INCURSION FENIENNE.

M. Bergeron—Demande don de terres—7111; demande liste des pensionnaires—7111.

REPONSES A DIVERSES QUESTIONS.

Sir W. Laurier—4,402 naturalisations faites l'année dernière—7116; 2 seuls pensionnaires survivants, reçoivent \$19.14 par année—7116; crédit de \$2,000 payé à la "Royal Academy of Arts" de Toronto—7116.

SECRETARE D'ETAT—RETRAITE DE M. AUDET.

Hon. Paterson—M. Audet a été mis à la retraite comme chef de bureau, âgé de plus de 60 ans, retraité sur sa demande—76.

SALAIRES ET DEPENSES IMPREVUES DU SENAT.

Sir W. Laurier—Incapable de donner raisons d'augmentation du Sénat—7098; informé seulement du désir du comité de solder dépenses imprévues du Sénat—7098.

Hon. Foster—Demande où en est la réforme du Sénat—7099.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SECOURS AUX CANADIENS DANS LE DE-NUMENT.

Hon. Fielding—S'applique aux Canadiens dans le dénuement à l'étranger, autre part qu'aux E.-U.—7406.

SERGENT D'ARMES.

M. Barker—Discute question achats—6749.

M. l'Orateur—Sergent d'armes présente demande—6730; demande est approuvée par orateur—6750; au besoin par commission d'économie interne—6750.

M. R. L. Borden—Demande copie de délibération et résolutions de commission d'économie interne—6750.

M. l'Orateur—Treize messagers en chef et cinquante deux surnuméraires—6751.

M. l'Orateur—Lit décision de la commission d'économie interne quant aux achats de meubles—6752.

Hon. Fisher—Signale résolution en 1880 fixant que dépenses doivent être vérifiées par auditeur-général—6756; demande inventaires—6757.

M. Henderson—Demande des bureaux particuliers pour tous les députés—6757; vols dans la Chambre—6758.

SECRETARE DU GOUVERNEUR GENERAL

Hon. Fielding—Crédit pour aide additionnelle—6377; jeune dame venue d'Angleterre avec Son Excellence—6377.

SERVICE DU HAUT-COMMISSAIRE.

Hon. Foster—Demande si lord Strathcona habite la maison achetée pour haut-commissaire—125.

Sir W. Laurier—Gouvernement l'a revendu—125.

SECRETARE DU HAUT-COMMISSAIRE.

Sir W. Laurier—M. Griffith a remplacé M. Colmer—125.

P. J. O'CONNEL, MESSENGER SECRETARIAT D'ETAT.

Hon. Fielding—Pour payer travail fait avant passer examens—6378.

SERVICES DE LA BANQUE DU COMMERCE.

Hon. Fielding—D'abord une subvention fut accordée, aucune banque ne voulant aller s'établir au Yukon—9839; maintenant simple commission de trois huitièmes de 1 p.c. sur opérations gouvernement—9840; nature des opérations—9841.

TRAITEMENT DE M. BRAY.

Sir W. Laurier—Rapport du député ministre demandant promotion de M. Bray—7074.

Hon. Foster—Le cas de M. McGirr—7073.

Sir W. Laurier—Refuse d'accepter principe de promotion à ancienneté—7076; tous les fonctionnaires n'ont pas les mêmes aptitudes—7078; il ne suffit pas que l'on soit en fonction pour mériter de l'avancement—7078.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

VISITE ROYALE AU CANADA EN 1901.

M. Bergeron—Demande comment il se fait que cet ouvrage ne soit pas imprimé en français?—77; il est traduit depuis deux ans—77.

Hon. Paterson—L'impression des listes électorales a retardé—77; on va s'y mettre aussitôt que possible—77.

DOUANES.

AUGMENTATIONS.

Hon. Paterson—Enumère augmentations par province—273; méthode suivie pour décider augmentation—273; élévation des traitements en N.-E. pour égaliser avec N.B.—276.

BUREAU D'INSPECTION DES DOUANES ET DU PERSONNEL.

Hon. Paterson—Donne détail composition du bureau et fonctions—424; *modus operandi*—424; tous les cautionnements sont fournis par sociétés de garantie qui sont prévenues quand il y a déficit—425; le gouvernement ne reconnaît pas les dettes contractées envers courtiers de douanes—426.

BUREAU DES STATISTIQUES DOUANIERES

Hon. Paterson—57 employés à Ottawa—428.

M. Henderson—Les rapports mensuels coûtent plus qu'ils ne valent—429; demande qu'ils reproduisent exactement les tableaux de la navigation et du commerce—429.

Hon. Paterson—Entrepris à la demande des associations manufacturières—429; quand bulletin mensuel fournit informations elles peuvent encore être utiles—429.

CLAUSE DE L'AVILISSEMENT DES PRIX.

Hon. Paterson—La loi relative à l'avilissement des prix et l'application des règlements s'y rattachant nécessitent une augmentation de personnel—83; quatre employés seront transférés du service extérieur au service intérieur—83; autrefois on se contentait d'un certificat attaché à la facture indiquant que le prix porté était bien le prix payé par l'acheteur—84; maintenant on exige un certificat que ce prix est bien la valeur marchande de l'article facturé—84; de plus les factures sont en triple expédition et une est envoyée immédiatement au bureau central qui vérifie et rectifie sur-le-champ les erreurs d'évaluation et de perception s'il y a lieu—84.

Hon. Foster—Comment dans les bureaux de douanes éloignés, les employés peuvent-ils connaître les prix courants réels pour imposer la surtaxe?—87.

Hon. Paterson—Les factures portent deux colonnes, l'une pour le prix payé, l'autre pour le prix courant qui doivent être inscrits et sur lesquels se base l'employé de douane pour imposer la surtaxe—88; des agents ont été établis dans les grandes villes des Etats-Unis pour renseigner le ministère des Douanes sur les prix marchands—88; il n'y a pas de délai pour le recouvrement des droits; il y a seulement un délai de 3 ans pour la confiscation des marchandises—88.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CLAUSE DE L'AVELLISSEMENT DES PRIX—*Suite.*

Hon. Foster—On empêche le commerçant anglais de favoriser le consommateur canadien—88; que de principes on renie!

Hon. Paterson—Quand les prix sont réduits, au lieu de laisser le consommateur bénéficiaire de la pleine réduction, nous tenons à ce que le trésor public en encaisse une partie, ce qui nous permet de dégrèver l'impôt dans quelque autre sens—89.

CREATION DE NOUVEAUX EMPLOIS.

M. Barker—Demande au ministre de la Justice si le parlement doit voter le crédit pour un emploi avant que le sous-ministre ait fait rapport qu'un employé est nécessaire.

Hon. Fitzpatrick—La loi est celle-ci: le ministre demande d'abord au parlement un crédit qui le mette en mesure de créer un emploi; le parlement vote à la condition que le sous-ministre fasse un rapport favorable; ce rapport une fois confirmé par le conseil justifie le ministre de faire l'emploi des fonds votés par le parlement—90; c'est ainsi que la loi est interprétée depuis 1890—90; c'est ainsi que le député-ministre de la Justice avec une longue expérience du service civil comprend la loi—90.

CREDIT POUR COMMUTATION AU LIEU DE REMISE DE DROITS.

Hon. Paterson—Officiers de l'armée et de la marine ont droit à l'entrée en franchise d'articles à leur usage—6962; à ceux qui n'appartiennent pas au mess, on rembourse droits de douanes payés pour articles importés ou achetés—6963.

EMPLOYES MARIÉS AU YUKON.

Hon. Paterson—12 employés à Dawson, 11 à White-Horse—430.

M. Bergeron—Lit entrêfilé au sujet des employés mariés au Yukon, du "Free Press"—431.

Hon. Paterson—Ceci a trait au ministère de l'Intérieur—431; pour les douanes au lieu d'allocation uniforme de \$1,800; \$1,500 pour mariés, \$1,000 pour non mariés—431.

GRATIFICATION JEFFREY FOOT.

Hon. Paterson—Expose cas de Jeffrey Foot préposé aux arrivages du port d'Halifax, N.-E.—6572.

GRATIFICATION SHADWELL.

Hon. Paterson—Expose cas de feu H. B. Shadwell, en son vivant receveur des douanes au port de White-Horse, Yukon—6573.

GRATIFICATION JOHN TURNER.

Hon. Paterson—Expose cas feu John Turner, sous-receveur à Caribou-Crossing—6573.

SOUS-PERCEPTEUR A MONTREAL.

M. Bergeron—Demande si M. O'Hara remplacé—270; si requête reçue du commerce pour nommer un successeur—270.

Hon. Paterson—Département a décidé pas remplacer—270.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PAIEMENTS SUPPLEMENTAIRES.

Hon. Paterson—Le gouvernement a pris à sa charge le paiement des employés qui doivent travailler le soir—427; si les compagnies de transport font travailler le dimanche elles doivent payer—427.

FINANCES.

ARTICLES IMPREVUS.

Hon. Fielding—Donne explication crédit—7055; pour parer à versements nécessités par décision auditeur général—7055.

AUGMENTATIONS A MM. FRASER ET BOVILLE.

Hon. Fielding—Expose circonstances de l'augmentation—9277.

BUREAU DE L'AUDITEUR GENERAL.

Hon. Paterson—Le gouvernement a l'intention de nommer un premier commis et onze commis de troisième classe en plus du personnel actuel à cause du surcroît de travail causé par les comptes du Trans-continental—79; l'auditeur général aura le choix de son premier commis—79.

BUREAUX DU RECEVEUR GENERAL.

Hon. Fielding—Veut augmenter dans les bureaux des receveurs salaires des copistes réellement trop faibles—9269; trois ou quatre dans chaque bureau auront chacun \$100 de plus—9269; crédit pour billets augmenté pour donner billets plus propres—9269.

DEPENSES CASUELLES.

Hon. Fielding—Jeune avocat agrégé au barreau nommé au département des Finances—6400; plus tard sera secrétaire privé—6400.

FRAIS D'ADMINISTRATION.

Hon. Fielding—Enumère dépenses des bureaux de sous-receveurs—6379; fournissent papier-monnaie au pays entier—6380; accroissement des frais d'impression de billets—6381; le 30 avril en circulation \$47,937,000—6382; augmentation de la circulation depuis 1890—6382; impression des billets et surveillance—6382.

M. Bergeron—Contrat enlevé à l'avènement des libéraux des mains de la British American Bank Note Coy parce que conservateurs—6385.

Hon. Fielding—Soumissions demandées, nouvelle compagnie plus basse—6386; ancienne ne donnait pas satisfaction—6386; a dû payer \$50,000 dommages—6386.

M. Henderson—Gouvernement ne devrait pas être tenu de conserver une réserve en or qui n'est pas imposée aux autres banques—6387; devrait retirer de l'argent de l'émission de ses billets—6387; pour payer au moins impression—6387.

M. Bergeron—Demande qu'on permette aux banques d'émettre les petites coupures—6389.

Hon. Fielding—Expose loi relative à réserve de 25 p.c. en or—6390.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*FRAIS D'ADMINISTRATION—*Suite.*

M. Bergeron—Demande que loi soit modifiée pour obliger banques à maintenir en circulation seulement billets propres—6392.

Hon. Fielding—Ne croit pas que sur les 47 millions de billets en circulation, 7 millions soient perdus ou brûlés—6392; disparition ne fait rien d'ailleurs, portés au grand livre de la dette du Canada—6392; obligation de limiter l'émission des billets—6392; le "rag baby system"—6393.

M. Bergeron—Insiste pour savoir où est déposée la réserve d'or—6394; les histoires électorales—6394.

M. Thompson—Propose qu'on achète au Yukon l'or nécessaire pour la réserve—6396.

GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Hon. Fielding—Calculs budgétaires avaient été faits avec idée d'érection des provinces 1er juillet—9847; maintenant que reportée au 1er septembre, il faut pourvoir aux frais de deux mois d'administration—9847.

MINISTERES EN GENERAL.

Hon. Fielding—Augmentation; femmes de journée payées plus cher—6400.

SERVICE DES FINANCES.

Sir W. Laurier—Donne détails répartition crédits demandés—123; augmentations et changements—124.

INTERIEUR.

AGENTS D'IMMIGRATION EN CANADA ET GRANDE-BRETAGNE.

Hon. Oliver—Liste des agents nouveaux—9443; hôpital de détention à Vancouver—9443; fondé depuis trois mois—9444; établi sur demande de la Chambre qui exige examen sévère des immigrants—9445; bureau coûtera \$6,300 personnel—9446.

Hon. Foster—Demande radiation crédit—9446.

M. Macpherson—Beaucoup d'immigrants dangereux abordent à la côte du Pacifique—9447; depuis installation de ce bureau, côte mieux protégée—9447.

Hon. Foster—Simple affaire favoritisme—9449; bureaux d'hygiène pour veiller à la santé en Colombie-Anglaise—9449; organisé sans autorisation du parlement—9450.

M. A. A. McLean—Inspection des immigrants dépend du service des quarantaines—9452.

Hon. Oliver—Noms donnés—9452.

Hon. Fitzpatrick—Cite loi d'immigration—9453; par ordre en conseil ministre de l'Intérieur a le droit de décider du renvoi des immigrants malades et dangereux et de prendre dispositions à cet effet—9454.

Hon. Haggart—Statut autorise département d'immigration à empêcher immigrants de débarquer, mais pas à faire autre chose—9457.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*AGENTS D'IMMIGRATION EN CANADA ET GRANDE-BRETAGNE—*Suite.*

M. Daniel—S'oppose à l'arrestation de voyageurs autres que les immigrants—9458.

Hon. Fitzpatrick—Cite statut autorisant nominations—9459.

Hon. Oliver—Précautions ont été prises sur demande expresse de l'opposition—9461. maintenant, on veut priver Colombie-Anglaise de protection—9461; validité de l'institution des inspecteurs pas mise en doute pour Halifax, contestée seulement pour Colombie-Anglaise—9462.

ALLOCATION AU MAJOR Z. T. WOOD, COMMISSAIRE INTERIMAIRE DU YUKON.

Hon. Oliver—Gratification—9466; a rempli huit mois fonctions commissaire du Yukon—9467.

M. Herron—Excellent officier, gratification méritée—9467.

ALLOCATIONS SUPPLEMENTAIRES AU SERVICE EXTERIEUR.

Hon. Oliver—Pour accroître salaires des employés à colonisation, en raison affluence immigrants—9467; nouveaux employés

Hon. Foster—Le cas de Leach—9468.

M. W. J. Roche—Le cas de McNab—9469; le cas Young et McGregor—9470; propagande électorale des employés libéraux—9472.

Hon. Oliver—Nécessité de nomination de nouveaux inspecteurs de homesteads—9473; aucun employé n'a le droit d'intervenir dans l'exercice du droit de suffrage d'un citoyen—9473.

Hon. Foster—On n'a pas eu pitié des employés conservateurs qui ont voté contre le gouvernement—9474; fonctionnaires pas rétribués pour servir cause parti politique—9474.

Hon. Oliver—Exigera que les employés s'occupent des besognes qui leur sont confiées—9475; impossible condamner par anticipation employés du ministère—9476.

M. Lake—Ne veut pas gêner citoyens dans l'exercice de leurs droits—9477; veut que le ministre déclare qu'il congédiera employés s'il est prouvé qu'ils se servent de leur autorité pour favoriser un parti—9477.

M. W. J. Roche—Sir W. Laurier a donné réponse catégorique—9478.

M. Lake—Déclarations sir W. Laurier—9478

Hon. Oliver—Pas obligé d'accepter accusation sans inventaire—9480; M. Roche et le dignitaire Russe—9480.

Hon. Oliver—Refuse d'admettre prétention Foster qu'un homme ne puisse pas être nommé à un emploi parce qu'il a déjà travaillé pour parti libéral—9483.

M. Lake—Pouvoir excessif des inspecteurs de homesteads—9484; cas de Estenier—9484; fausses inscriptions, le "Sun" de Grenfell—9486; le cas des veuves—9488.

Hon. Foster—Propose réduction du crédit de \$2,700, salaires de Young et de McCallum—9488.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*ALLOCATIONS SUPPLEMENTAIRES AU SERVICE EXTERIEUR—*Suite.*

Motion rejetée, pour 17, contre 39—9488.

M. Campbell—Accuse M. Osler, absent pendant des mois entiers de venir à la fin se plaindre que les estimés sont présentés trop tard—9490; M. Roche gaspille le temps de la Chambre à parler de fraudes électorales quand son parti avait lâché le fameux Chamberlain dans le N.-O. pour voler les électeurs—9491.

M. Taylor—Demande ajournement—9493.

Hon. Foster—Refus du gouvernement de vendre des terres individuellement—9492; vente en bloc à la compagnie Saskatchewan—9493.

Hon. Oliver—Marché conclu par cette compagnie est simplement achat de terres concédées à un chemin de fer qui a refusé de recevoir ces terres du gouvernement sous prétexte qu'elles étaient impropres à colonisation—9494.

APPAREILS ET LABORATOIRE.

Hon. Oliver—Personnel du laboratoire et salaires—8878.

APPOINTEMENT DES AGENTS D'IMMIGRATION.

M. Monk—Donne avis d'une motion pour discuter immigration en général—7860.

M. U. Wilson—Se plaint augmentation croissante du budget d'immigration—7861; Etats-Unis dépensent pas d'argent à l'étranger pour faire venir immigrants—7861.

Hon. Oliver—Résultats ont augmenté en même temps que dépense—7862; système consiste à obtenir le plus grand nombre d'immigrants possible avec le moins de dépenses possible—7863.

M. Monk—La fleur de l'immigration va aux Etats-Unis—7864; au lieu d'encourager les immigrants à venir, les E.-U. imposent une taxe—7864; idées émises par le ministre quand simple député—7865; adverse au groupement des crédits—7865.

Hon. Oliver—Subdivisions faites dans crédit—7865; trop nouvellement dans ministère pour faire déclaration de politique—7866.

M. U. Wilson—Lit déclarations Oliver, 1902—7866; \$5 payés par tête aux étrangers et 7 schellings aux immigrants britanniques—7866; argent gaspillé—7867.

Hon. Oliver—Détaille appointements—7869.

M. G. Taylor—Epluche dépenses suivant comptes de l'auditeur général—7870.

M. Cochrane—Adverse aux dépenses de Pullman—7870.

Hon. Oliver—Explique dépenses des inspecteurs—7874.

M. Lake—Demande plus de dépenses pour encourager immigration britannique—7875.

M. Henderson—S'oppose à des contrats passés et liant le pays sans que la Chambre soit consultée—7876.

Hon. Oliver—Détails dépenses imprévues 1904—7878.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*APPOINTEMENT DES AGENTS D'IMMIGRATION—*Suite.*

M. U. Wilson—Indique erreur entre chiffres officiels et réponses premier ministre quant aux immigrants déportés—7879.

M. Herron—Les prétendus inspecteurs de colons—7881.

Hon. Oliver—Convention avec North Atlantic Trading Co.—781; impossible divulguer détails—7881; seront communiqués en confidence à l'opposition—7881.

M. Blain—Contrat signé, la Chambre a droit à renseignements—7882.

M. Alcorn—Immigration anglaise dans comté de King Edward—7882; entreprise M. R. J. Crothees—7882; demande que Crothees soit reconnu officiellement—7883.

M. U. Wilson—Demande inspection médicale plus sévère—7884; les repoussés—7885.

AQUEDUC AU PARC DE BANFF.

Hon. Oliver—Pour ville et hôtel—9523; revenu paiera plus que l'intérêt des dépenses—9524; désirerait donner des titres aux habitants dans l'intérieur de la ville dont le site appartient au gouvernement pour encourager à faire améliorations—9524.

ARPEMENTAGES.

M. Lake—Demande que le gouvernement s'efforce de rentrer en possession des réserves du lac Croche et de Pasqua—6690.

M. Ingram—Critique dépenses Dr Jamieson—6690; critique dépenses Dr Thompson—6693.

ARPEMENTAGE DES RESERVES—ONTARIO ET QUEBEC.

Sir W. Laurier—Donne état des dépenses d'arpentages—248.

ARPEMENTAGES, CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Hon. Oliver—Crédit principal était \$750,000—6542; supplément nécessaire pour subdivision de 525 townships—6542; \$950 par township—6542.

ARPEMENTAGES.

Hon. Oliver—Crédit inférieur de \$250,000 à celui d'année dernière—8879; travaux à exécuter—8879.

AVANCES DE GRAINES DE SEMENCE.

M. Osler—Quand les remboursements ne sont pas faits l'année qui suit autant rayer les hypothèques—9524; inutile maintenir en vigueur comptes qui ne seront jamais payés—9524.

CARTES, GRAVURE, ETC.

Hon. Oliver—Cartes et nombre de cartes à imprimer—9525.

M. Bergeron—Demande que députés reçoivent atlas pour distribuer dans les écoles—9525.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CARTES DU CANADA ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Hon. Oliver—Énumération des cartes faites—6563; mode de distribution—6565.

CARTE DU CANADA ET DES TERRITOIRES

M. Sproule—Manque d'ordre dans travail—7898—travail d'enfants—7899.

Hon. Oliver—Détaille travail fait et travail projeté—7899; pas encore dispositions prises pour distribution—7900.

CLÔTURE LE LONG DE LA FRONTIÈRE.

Hon. Oliver—Propose crédit soit biffé—8879; clôture sera pas construite cette année—8879.

COMMISSION GEOLOGIQUE—SECTION DES MINES.

Hon. Oliver—Crédit pour impression rapport sur la fonte électrique du fer—6396.

Hon. Haggart—Recommande Dr Bell comme directeur commission géologique—6397.

COMMISSION GEOLOGIQUE—F. NICOLAS, REDACTEUR.

Sir W. Laurier—Demande du Dr Bell—6378; M. Nicolas a fait travaux analogues en Angleterre—6378.

CONSTRUCTION D'UNE GEOLE A SAINT-REGIS.

Sir W. Laurier—Demandée depuis longtemps—249; troubles avaient empêché—249; maintenant, paix rétablie, sera construite—249.

DEPENSES A HOT SPRINGS PRES DE BANFF.

Hon. Oliver—Donne détails—6560; brochure par la Rolla C. Crain Company d'Ottawa—6561.

DEPENSES CASUELLES DES AGENCES.

M. Blain—Le numéro spécial du "Free Press"—7886.

M. Wilson—Brochure "Le Canada"—7886. M. Taylor—Le "Norwester"—7887; le "Brockville"—7888.

M. Henderson—Le contrat avec la North Atlantic Trading est illicite—7890; le département n'a pas le droit de lier le pays pour plus de douze mois—7891; espère qu'à l'avenir administration du département sera plus honnête—7892.

DEPENSES TRAITE No 7.

Hon. Oliver—Négociation d'un traité nécessaire avec les Indiens d'Ontario au nord de la ligne de faite—9551; étendue entre Baie James et rivière Albany intéressante à cause construction Transcontinentale—9551; noms des commissaires—9552.

ECOLES INDIENNES—PROVINCES MARITIMES, ONTARIO ET QUEBEC.

Sir W. Laurier—Indien réfractaire à instruction—237; liste des écoles de Québec—237; pas de progrès comme nous l'aurions voulu—238; lisent journaux et périodiques—238.

Discussion reprise—242.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*ÉCOLES INDIENNES—PROVINCES MARI-TIMES, ONTARIO ET QUEBEC—*Suite.*

M. Cockshutt—Sommes votées pour école de Mohawk bien employées—242; influence écoles salulaire—242; comté de Brant 4,000 sauvages—242; augmentation depuis dernier exercice, 63—242; indiens des Six Nations ne disparaîtront pas, se fondront dans cinq ou six générations avec population canadienne—242; historique de l'établissement des Mohaws—242; Dr Oronyatheka—243; sir John Macdonald introduisait dans les départements des membres de la réserve des Six Nations, demande qu'on continue—243; regrette qu'on ait retiré le droit de suffrage—243; on devrait s'efforcer d'incorporer les Indiens de la masse du pays—243; demande \$3,000 pour protéger contre nouvel incendie édifice relevé par la compagnie de la Nouvelle-Angleterre de Londres—245; les touristes et les curieux sont responsables du maintien des cérémonies du paganisme chez les sauvages—246; origine chapelle royale des Mohawks—246; l'église et l'école ont procuré de grands avantages aux Indiens des Six Nations—246.

ÉCOLES D'INDUSTRIE ET PENSIONNATS.

Hon. Oliver—32 écoles de jour—6694; meilleurs résultats en Colombie-Anglaise et sur le littoral que dans Territoires—6694.

ESSAYERIE DE VANCOUVER.

Hon. Oliver—Déficit, \$10,582.75—7897; opérations à l'Essayerie—7897.

M. Thompson—Gouvernement paie trop cher—7897; la banque British North America à Dawson—7897.

EXPERIENCE DE LA FONTE DU FER PAR PROCÉDÉ THERMO-ELECTRIQUE.

Hon. Oliver—Expériences docteur Haanel—8520.

M. R. L. Borden—Demande pourquoi pas de directeur nommé pour commission géologique depuis cinq ans—9521; aucune raison pour tant de temporisation—9521; injustice de confier si longtemps position au Dr Bell seulement comme interim—9522;

Hon. Oliver—Bon directeur difficile à trouver—9522.

M. Armstrong—Eloge du docteur Bell—9522; devrait être promu à position—9522.

EXPLORATIONS GEOLOGIQUES.

Hon. Oliver—Vingt-cinq brigades ont été sur le terrain en 1904—8876; même nombre en 1905—8876; E.-U. dépensent pour ce service un million et demi—8876.

EXPLORATION C.-A. ET YUKON.

Hon. Oliver—Détail dépenses 1894—8877; explorations projetées—8877.

FRAIS DE GRAVURES, IMPRESSION DE CARTES.

Hon. Oliver—Cartes à publier en 1905—8878.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

FONDS D'ADMINISTRATION DES TERRES DES SAUVAGES.

Sir W. Laurier—Fonds créé par décret 1er juillet 1893—248; sera complété dans quinze ans—248.

FRAIS DE JUSTICE.

Sir W. Laurier—Hon. R. Lemieux représentait ministère public dans affaire Buckshot—249; M. L. Heyd dans l'affaire de la réserve des Iroquois de Brantford—249.

FRAIS DE JUSTICE.

Hon. Oliver—Détaille frais payés depuis 1901—7897.

GOUVERNEMENT DU YUKON—ADMINISTRATION.

Hon. Oliver—Diminution \$60,000—7892; détail dépenses—7892; pas de changements prévus dans mode d'administration—7894.

M. Blain—Le poste de commissaire du Yukon devient école de dressage politique—7894.

IMMIGRATION, AGENTS EMPLOYÉS EN CANADA, GRANDE-BRETAGNE ET ÉTRANGER.

Hon. Oliver—Détail des employés et dépenses—9525.

M. Osler—Lit résolution du Conseil des Métiers et du Travail de Toronto au sujet du bureau d'immigration canadien à Toronto—9526; menées de l'agence Leopold—9528; très mauvais immigrants envoyés d'Angleterre—9529; partage de profits—9529; demande que le mal soit enrayer—9529.

Hon. Oliver—La politique du gouvernement n'est pas d'encourager ce trafic—9530.

Hon. Foster—On devrait veiller davantage au bon choix des immigrants—9530; puis, à leur distribution, une fois arrivés—9530; le Canada s'annonce lui-même—9531; temps de ralentir propagande—9531; facile engager employés, plus difficile de les tenir à l'ouvrage—9531.

Hon. Oliver—Bienfaits de la campagne faite—9532; doit être continuée quelque temps encore—9532.

Hon. Foster—Propose réduction de \$900 montant des appointements de Robert Nixon—9532.

M. Stockton—Quantité d'immigrants désirable, mais surtout qualité—9534.

M. W. J. Roche—Dénonce système des primes—9534; opinion antérieure de l'hon. Oliver—9534; somme des primes payées—9535; nouveau contrat avec la North Atlantic Trading Co.—9535; l'élément étranger et la criminalité—9536; verdict du jury de Winnipeg—9536.

Hon. Oliver—Expose contrat avec North Atlantic Trading Co.—9539; secret du contrat—9540; différence entre second et premier contrat—9541.

M. Osler—Immigrants juifs à Toronto—9541; syriens—9541; dangers d'un contrat de dix ans—9542.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*IMMIGRATION, AGENTS EMPLOYES EN CANADA, GRANDE-BRETAGNE ET ETRANGER—*Suite.*

M. R. L. Borden—Gouvernement n'avait pas droit signer contrat de 10 ans—9542; le "Times" et les primes—9542.

M. Osler—Annonce qu'il proposera résolution pour annuler contrat avec North Atlantic Trading Co.—9545.

Reprise de discussion sur amendement de M. Foster relatif à Nixon—9545.

Hon. Fielding—On demande de condamner une personne au sujet de laquelle il se fait une enquête—9545.

Hon. Foster—Aurait dû rester dans l'ombre pendant enquête—9545.

Amendement Foster rejeté: 25 pour, 51 contre—9546.

Reprise discussion sur bureau de détention de Vancouver—9546.

Hon. Oliver—Lit rapport du conseil ordonnant mesures de protection—9547; visites et déportations—9547.

Hon. Foster—Ce service est dans les attributions du ministère d'Agriculture—9548.

Hon. Oliver—Service confié au département de l'Intérieur depuis 1905—9549; crédit voté depuis 3 ans—9550.

Hon. Haggart—Demande que loi soit respectée—9550; si insuffisante, qu'on la change, mais qu'on ne la viole pas—9550.

Hon. Foster—Demande détails sur médecins de l'inspection à Saint-Jean, Halifax et Montréal—9550.

IMMIGRATION.

Hon. Oliver—Dépenses ont excédé les prévisions—6520; dépensé l'année dernière \$971,276—6521; chiffre évalué d'immigrants pour année courante, 148,261—6521; détail d'emploi des sommes votées—6523; les tentes de la colonie de Barr—6525.

M. Wilson—Somme dépensée hors de proportion avec résultats—6526; pays assez connu—6526; dépenses doivent être restreintes dans limites raisonnables—6526.

M. Barr—Nécessité d'exercer surveillance sur état sanitaire des immigrants—6528.

M. Henderson—Se plaint que les fonds soient appliqués à d'autres usages que ceux prévus par parlement—6529; crédit additionnel demandé non pour payer dépenses de fin d'exercice mais pour couvrir déficit—6552.

Hon. Oliver—Dépenses imprévues causées par arrivée des colons de Barr—6534; déficits dans service immigration reportés depuis 1892—6535.

M. Ames—Signale article du "Daily Telegraph" de Québec, arrivée d'immigrants de l'Europe méridionale atteints de trachoma—6537.

M. Sam. Hughes—On n'a pas besoin d'être agriculteur pour réussir au Manitoba—6538.

M. Herron—Se plaint de la qualité des immigrants amenés au Canada—6539.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

INDIENS EN GENERAL—INSPECTEUR MEDICAL.

Hon. Oliver—M. Bryce était employé par gouvernement d'Ontario—6696.

INDIENS COLOMBIE-ANGLAISE—MEDICAMENTS.

Hon. Oliver—Explique mode de calcul des dépenses—6693.

INDIENS COLOMBIE-ANGLAISE—FRAIS DE DEPLACEMENT.

Hon. Oliver—Augmentation de \$1,000 causée par nomination du rév. Green de Vancouver, inspecteur des écoles—6694.

INDIENS COLOMBIE-ANGLAISE.

Hon. Oliver—Aide à l'école industrielle catholique de Clayoquot—9554; chemin sur réserve de Coqualeetza—9554; exposition du Dominion à New-Westminster, participation des Indiens—9554; achat de terrains pour Indiens de Pemberton.

INDIENS DE L'I.P.-E.

Hon. Oliver—292 Indiens—6675.

M. Henderson—Fait éloge Indiens de Lotrette—6675.

DEPENSES IMPREVUES, SAUVAGES DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Henderson—Pratique condamnable de demander des crédits pour l'année prochaine en vue de solder dépenses de l'année qui s'écoule—6656; Chambre veut savoir exactement à quels paiements sont destinés les crédits qu'elle vote—6657.

Hon. Oliver—Il s'agit de \$300—6658.

M. Taylor—Cet argent va tout à des médecins libéraux—6659.

M. Lennox—Nous allons avoir un auditeur général nouveau—6660; le gouvernement ne veut pas passer de loi pour rendre l'audition plus sévère—6660; le pays est prévenu—6660.

Hon. Fielding—Ce n'est pas le gouvernement qui veut se débarrasser de l'auditeur—660; c'est lui qui a démissionné—6660.

M. Ingram—Le gouvernement aurait pu empêcher l'auditeur de démissionner en modifiant la loi—6662.

M. Lennox—Dès que le gouvernement aura accepté la démission de l'auditeur général actuel il verra diminuer le nombre de ses partisans—6663; ce sera l'arrivée au pouvoir des conservateurs—6664.

Hon. Fielding—A du mal à s'imaginer cela—6664; ce n'est pas à l'auditeur général qu'il incombe de prendre l'initiative de modifier l'acte d'audition, mais au gouvernement—6666.

M. Barker—Le public préfère un auditeur qui n'est pas d'accord avec le gouvernement—6667.

Hon. Fielding—L'opposition reproche au gouvernement d'avoir payé avec crédits pour exercice en cours dépenses d'exercice précédent—6668; l'auditeur qu'admire l'opposition a approuvé ces paiements—6668; on ne peut rien demander de plus—6668.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*DEPENSES IMPREVUES, SAUVAGES DU NOUVEAU-BRUNSWICK—*Suite.*

M. Henderson—Proteste contre l'imputation qu'il veut priver les Indiens de soins médicaux—6670.

Hon. Oliver—Indiens des Provinces maritimes pourvoient à leur subsistance—6674; gouvernement pourvoit aux soins médicaux—6674.

M. Blain—Lit rapports des inspecteurs des Indiens du Nouveau-Brunswick—6674.

INDIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

Hon. Oliver—Surintendant des Indiens du Nouveau-Brunswick, M. Farrel, augmenté de \$500 à \$600—9552.

INDIENS MANITOBA ET NORD-OUEST—BESTIAUX.

M. W. J. Roche—Gouvernement paie prix exorbitants pour achats—6677; exemples—6677.

Hon. Oliver—Gouvernement vise à l'excellence plutôt qu'au bon marché—6677; si erreurs commises, ne se renouvelleront plus—6679.

M. W. J. Roche—On devrait acheter aux grandes ventes et économiser frais d'intermédiaires—6678.

M. Lalor—A confiance dans parole du ministre qu'erreurs ne se renouvelleront plus—6678.

Hon. Oliver—Cite état approximatif des achats à faire—6680.

Hon. Henderson—Il y a extravagance, on doit apprendre aux Indiens à tirer meilleur parti du bétail qu'on leur confie—6682.

M. Lake—Demande de restreindre pouvoirs judiciaires des agents des sauvages—6683; n'admet pas qu'ils puissent être poursuivants et juges—6685.

M. Herron—Se plaint que les Indiens Stoney dévastent le gibier des Montagnes Rocheuses—6685.

Hon. Oliver—Empêcher les Indiens de chasser serait violer les traités—6686.

INDIENS DU MANITOBA ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST—PROVISIONS.

M. Henderson—Cite prix payés trop élevés—6687.

INDIENS DU MANITOBA ET DU NORD-OUEST—RENTES.

Hon. Oliver—Diminution nette de \$32,307—6676; détails—6676.

INDIENS DU MANITOBA ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Hon. Oliver—Augmentation de \$100,000 sur année dernière—9552; reconstruction école de Qu'Appelle—9552; suppression rapports de l'agence d'Assiniboine et montagne de l'Orignal—9553.

INDIENS—NOUVEAU-BRUNSWICK.

Hon. Oliver—Dix fonctionnaires—6652; deux agents, MM. Carter et Farrell—6653.

SOINS MEDICAUX AUX INDIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

Hon. Oliver—1,694 indiens au Nouveau-Brunswick—6654; treize médecins—6654.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

INDIENS—NOUVELLE-ECOSSE.

M. R. L. Borden—Signale le cas de J. L. McDonald, inspecteur à Burra Head, forcé de donner démission sur dénonciation scandaleuse—6652; demande enquête—6652.

INDIENS D'OKA.

M. Bergeron—Demande si différends entre Indiens d'Oka et St-Sulpice terminés—246.

Sir W. Laurier—Regrette que non—246; arrangement en voie pour soumettre validité des titres au conseil privé—246; gouvernement fournira fonds aux sauvages—246.

M. Bergeron—Demande ce qu'est devenu arrangement de 1882—247.

Sir W. Laurier—Séminaire avait acheté pour \$16,000 terrain dans townships Gibson, Ontario—247; sauvages sont revenus à Oka—247; se croient titres parfaits à Oka en dépit concession du Roi au séminaire—247; seul un jugement pourra régler question—247; les \$16,000 remis au séminaire sauf ce que les Indiens ont entre leurs mains—247.

KEEWATIN, ENTRETIEN DES ALIENES.

Hon. Oliver—Pas d'organisation provinciale—7897; aliénés envoyés à l'asile du Manitoba, gouvernement fédéral paie les frais—7897.

NOMINATION DE M. CORY, DEPUTE MINISTRE.

Sir W. Laurier—M. Smart est parti de son plein gré, il croit gagner plus d'argent dans la vie civile—119; M. Cory, son successeur a fait ses preuves depuis juillet 1901, comme inspecteur des bureaux du Yukon—120.

NOMINATION DE M. BRAY.

Sir W. Laurier—M. Bray nommé premier commis—120; de 1re classe depuis 1884—121; seul moyen de lui donner de l'avancement.

Hon. Foster—Contraire à l'esprit de l'Acte du service civil—121; créer de nouvelles fonctions pas nécessaires—122; ouvre la porte au favoritisme—122.

Sir W. Laurier—Rien n'astreint à un nombre fixe de fonctions dans chaque département—122; coutume suivie—122.

NOMINATION DE F. NICOLAS.

Sir W. Laurier—Recommandé par docteur Bell—9910; circonstance de la nomination—9910.

Hon. Foster—Il y a au Canada des gens qui auraient mérité cette place—9910.

OBSERVATOIRE ASTRONOMIQUE.

Hon. Oliver—Employés transférés du service géologique à ce service spécial—9464; MM. King et Klotz—9464.

PARC DES MILLE-ISLES.

M. Taylor—Arrangement commun avec Etat de New-York pour faire parc pour visiteurs des deux pays—9551.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PLAINTES DE D. G. SEYMOUR.

M. Borden—Demande que ministre de l'Intérieur s'occupe de plainte du colon D. G. Seymour, qui dit ne pouvoir obtenir homestead demandé—9249; a rempli toutes les conditions—9249; persécution politique—9249.

PROTECTION DU BOIS ET CULTURE DU BOIS AU MANITOBA, NORD-OUEST ET COLOMBIE-ANGLAISE.

M. W. T. Roche—Demande renseignements sur réserve forestière de Riding-Mountain—9514; lettre de M. Cory—9516; déprédations des métis—9517; gouvernement devrait prendre une décision—9519.

Hon. Oliver—Connait pas encore la question, étudiera—9520.

ROUTES AU PARC YOHO.

Hon. Oliver—Parc Yoho paraît supplanter Banff en intérêt, pour les touristes—7896.

SOINS MEDICAUX DES SAUVAGES D'ONTARIO ET QUEBEC.

Sir W. Laurier—Lit les explications du département—235; médecins touchent appointements annuels—236; Québec \$5,000 et Ontario \$3,300 pour soins médicaux—237.

SUBVENTION AU CONSEIL DU YUKON.

Hon. Oliver—Emploi des fonds—7895.

M. Thompson—Expose système scolaire en vigueur—7895; écoles séparées—7895.

SUBVENTION POUR ENTRETIEN CHEMINS AU YUKON.

Hon. Oliver—Comptes visés par auditeur général—9466; commissaire Yukon fonctionnaire fédéral responsable et aussi président du conseil du Yukon—9466.

TERRES FEDERALES—DEPENSES CASUELLES—APPOINTEMENTS.

Hon. Oliver—Etat des nominations nouvelles—9507; augmentations de traitement—9507; omissions au budget principal 9508; détail des dépenses casuelles—9510.

M. R. L. Borden—Cite plainte relative aux concessions forestières de la Colombie-Anglaise—9512.

M. W. F. Maclean—Le temps viendra où il faudra fixer la grosseur minimum du bois qu'on peut couper—9514.

TERRES FEDERALES—DEPENSES IMPREVUES.

Hon. Oliver—Augmentation du nombre des inspecteurs des concessions gratuites—6542; affluence de colons—6543.

Hon. Foster—Insiste pour que ministre déclare que ces inspecteurs n'auront pas le droit de s'occuper de politique—6544.

Hon. Oliver—Ces inspecteurs ont d'autres devoirs à remplir qu'à faire de la politique—6514.

M. Lake—Cite "Standard", de Regina—6544; collaboration d'inspecteurs aux luttes électorales—6545; les Doukhobors, affaires James Crearer—6546; affaire Obert—6548; dépouillés par Peter Virgin—6549.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*TERRES FEDERALES—DEPENSES IMPREVUES—*Suite.*

Hon. Foster—Si un individu veut s'affranchir du système communautaire pour se conformer à la loi britannique, nous lui devons protection—6553.

M. Turriff—Sous la direction de Peter Virgin les Doukhobors ont réalisé grands progrès—6556; il faut les encourager à échapper au régime communautaire—6555.

Hon. Oliver—M. Smart n'est plus à l'emploi du gouvernement—6557; a accompagné visiteur autrichien aux Etats-Unis—6559.

TRAVAUX ASTRONOMIQUES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR.

Hon. Oliver—Détails travaux projetés—7896; achats pour l'observatoire d'un terrain de la ferme expérimentale—7897.

JUSTICE.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE—DEPENSES DU NORD-OUEST.

M. U. Wilson—Dépenses additionnelles causées par la nature de l'immigration—6865.

ALLOCATION DE SUBSISTANCE AU JUGE D'ATLIN.

Hon. Fitzpatrick—Conditions semblables à celles du Yukon—9907.

ALLOCATION A L'ECOLE PUBLIQUE STONEY-MOUNTAIN.

Hon. Fitzpatrick—Les maisons des gardes du pénitencier sont situées sur la réserve et ne paient pas de taxe—9908; allocation de \$250, en substitution, raisonnable—9908.

APPOINTEMENT DE W. P. ARCHIBALD.

Hon. Fielding—Ancien membre de l'armée du Salut chargé de surveiller les libérés conditionnels—

COUR D'AMIRAUITE.

M. Stockton—Se plaint que l'archiviste de la cour d'amirauté de Québec reçoit traitement et honoraires, tandis que les autres ne reçoivent qu'honoraires—131; honoraires devraient être abolis complètement et traitement substitué—131.

Hon. Fitzpatrick—Cour d'amirauté de Québec, ancienne cour impériale—131; archiviste, M. Dunbar, maintenu aux anciennes conditions—131; quand les anciens fonctionnaires du régime impérial disparaissent, on applique aux nouveaux les nouvelles règles—131.

COMPTES ENTRE GOUVERNEMENT FEDERAL ET PROVINCES.

Hon. Fielding—Seule question en litige, intérêts—7400; nous payons 4 p.c. sur fonds en fidéicommiss d'Ontario—7400; tribunaux décideront—7402.

COUR SUPREME DU CANADA.

Hon. Fitzpatrick—Espère pouvoir arriver à faire publier les jugements de la cour suprême d'une façon aussi expéditive que dans Ontario—130; inconvénients du retard de publication—130.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

DEPENSES JUDICIAIRES DU NORD-OUEST.

Hon. Foster—A quoi bon ces dépenses si on doit donner l'autonomie?—127; gouvernement pas confiance dans projet?—127.

Hon. Fitzpatrick—Crédit nécessaire en attendant la loi—127.

DEPLACEMENTS DES JUGES DE LA COLOMBIE-ANGLAISE, MANITOBA, ET T. N.-O.

Hon. Fitzpatrick—Montant augmenté parce que tournées augmentées—128; tarif des déplacements—128.

M. Fowler—Loi devrait être modifiée—128; somme en bloc devrait être votée—128; incompatible avec dignité des juges d'avoir à rendre compte—128.

Hon. Fitzpatrick—Si question du traitement des juges vient devant le parlement à cette session question des déplacements devra être réglée en même temps—128.

DETENUS DU YUKON.

Hon. Fitzpatrick—Le prix payé est de \$2 par jour—140.

Hon. Foster—Suggère de suivre les conseils d'une circulaire électorale où l'on offre de faire vivre un citoyen pour 3 cents par jour—141.

DEUX JUGES ADDITIONNELS POUR COUR SUPREME, TERRITOIRES N.-O.

Hon. Fitzpatrick—Actuellement 6 juges—9907; il en faudra 4 par province—9907.

FICELLE D'ENGERBAGE.

Hon. Foster—Demande comment se solde la fabrication—503.

Hon. Fitzpatrick—L'inspecteur prétend qu'il y a équilibre des recettes et des dépenses—503; conditions de vente aux cultivateurs seulement—504; prix un peu moins élevé que celui du marché—504.

M. Sproule—Expose le côté faible de cette fabrication—505.

Hon. Fitzpatrick—Nous produisons 400 tonnes seulement—505; nous ne pouvons pas songer à contrôler le marché—506; prix de 1903 et 1904—506; cette fabrication pèse sûrement lourdement sur le public—506.

M. Lefurgey—Demande si le département n'a pas reçu des plaintes d'acheteurs de l'I.P.-E.—508; de M. Lee de Victoria—509.

M. Blain—Constata que la suppression des intermédiaires pour la vente de la ficelle d'engerbage des pénitenciers a eu plein succès—509; depuis lors, 500 cultivateurs ont acheté ficelle sans intermédiaires—509.

M. Henderson—Il y a des préventions injustifiées contre la ficelle de Kingston—509; on achète de la ficelle des Etats-Unis par mode—510; la ficelle canadienne se vend aux E.-U. et nous revient comme ficelle américaine—510; le détracteur de la ficelle de Kingston est antipatriotique—510; si la politique du gouvernement était plus nationale, les idées du peuple le seraient également—512.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*FICELLE D'ENGERBAGE—*Suite.*

M. Blain—La ficelle de Kingston est bonne, mais on ne devrait fabriquer que de la Manille—512.

Hon. Fitzpatrick—Cette fabrication est un essai pour protéger le public contre le monopole—513; le public devrait en tenir compte, même s'il y a une petite différence de prix—513.

M. Henderson—Ne croit pas que la ficelle la plus demandée soit la Manille—514.

M. Sproule—Conseillerait de payer une faible commission aux gens qui s'adressent aux cultivateurs pour des commandes—514.

JUGE ADDITIONNEL A TROIS-RIVIERES.

Hon. Fitzpatrick—Raisons données par législature de Québec pour addition—9906; dans Québec certains districts pourraient être fusionnés; mais, matière purement provinciale—9907.

Hon. Foster—Un jour ou l'autre peuple trouvera à redire à la mauvaise répartition des juges—9907.

JUGE DE SYDNEY, C.-B.

Hon. Fitzpatrick—Depuis plusieurs années, en raison du nombre des affaires on vote \$600 additionnels au juge Dodd pour le mettre sur le même pied que juges d'Halifax—129.

M. Fowler—Vaudrait mieux que ce fût décrété par statut—129.

JUGES DES T.N.-O.

Hon. Foster—Combien de juges. Quel est le juge en chef?—128.

Hon. Fitzpatrick—Six juges—128; juge en chef, Hon. Arthur Sifton—128; a remplacé juge Richardson, à la retraite—129; les juges en retraite peuvent faire ce qu'ils veulent, même de la politique—129; il y a des juges en retraite au Sénat—129.

JUGES DU YUKON—INDEMNITE DE SUBSISTANCE.

M. Fowler—La vie n'est plus si chère au Yukon—132; on devrait supprimer indemnité et augmenter traitement—132.

Hon. Fitzpatrick—Si on augmentait le traitement et si plus tard on voulait diminuer le nombre des juges au Yukon, il serait difficile rogner leur traitement—132; actuellement \$5,000 traitement et \$5,000 indemnité—132.

M. Fowler—On trouverait maintenant des juges qui accepteraient la position au Yukon, même avec diminution d'indemnité—133.

M. Monk—Demande sur quoi on se base pour fixer l'indemnité de subsistance, juste au même montant que les honoraires, pour tous fonctionnaires—133.

Hon. Foster—Ces indemnités sont réellement une augmentation de traitement—135; il n'est pas juste de donner de gratification pour compenser des dépenses réelles—135; celles-ci doivent être payées de la façon régulière—136.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*JUGES DU YUKON—INDEMNITE DE SUBSISTANCE—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Est informé que les juges ne peuvent pas économiser un sou sur cette indemnité de \$5,000, c'est pourquoi elle a été fixée à ce chiffre—136.

M. Bergeron—Il est injuste de dire que les frais de subsistance sont plus élevés pour un juge que pour un shérif—137; on devrait diminuer l'indemnité sans toucher au traitement—138.

LIBERATION DE A. BRUNET.

M. Bergeron—Demande rapport du juge dans le cas de la libération conditionnelle de Brunet—494.

Hon. Fitzpatrick—Rapport insignifiant—494; prend sur lui-même toute responsabilité—494.

OBSERVATION DE LA LOI DU DIMANCHE—SERVICES PROFESSIONNELS.

Hon. Fielding—Paiements à MM. McPherson et Paterson pour préparer cause de la loi du dimanche devant cour Suprême—6866.

M. Wilson—M. Patterson est-il associé du sénateur Kerr—6866.

OUVRAGES DE DROIT POUR LE YUKON.

M. Fowler—Les avocats de là-bas touchent des honoraires plus élevés, ils peuvent bien s'acheter des livres de droit—142.

Hon. Fitzpatrick—Ne s'oppose pas à radiation du crédit—142; crédit rayé—142.

POLICE FEDERALE.

Hon. Fitzpatrick—Les appointements du chef de police fédérale ont été portés, sans qu'il l'ait sollicité, de \$2,000 à \$3,000—143.

PRISON D'EDMONTON.

Hon. Fitzpatrick—Fonds nécessaire pour agrandissement—9908; ce sera pénitencier nouvelle province—9910.

PRISONNIERS LIBERES SUR PAROLE.

Hon. Fitzpatrick—M. Archibald de l'armée du salut fait le travail de surveillance des libérés, sans rémunération—486; crédit \$2,500 à sa disposition—486; exposé des fonctions—486; 122 libérés conditionnellement l'année dernière—487; les officiers de police font trop de zèle pour la surveillance des libérés—488; procédé d'après lequel s'opère la libération conditionnelle—488; rapports du juge qui a condamné et du préfet du pénitencier toujours exigés—489.

Hon. Foster—Dénonce individus qui par humanité ou calcul politique ou personnel s'interposent pour obtenir des libérations non justifiées—490.

M. Stockton—Demande si libérés conditionnels peuvent obtenir d'aller aux Etats-Unis—490.

Hon. Fitzpatrick—Oui, alors sont dispensés de se présenter tous les mois à la police locale—490.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*PRISONNIERS LIBERES SUR PAROLE—*Suite.*

M. Monk—Demande combien sont renvoyés au pénitencier?—491.

Hon. Fitzpatrick—7 pour 100 en moyenne—492.

M. Barr—Demande qu'on reconnaisse officiellement les services de l'Armée du salut et pas de M. Archibald en particulier—492.

REFONTE DES STATUTS FEDERAUX.

Hon. Fitzpatrick—Enumère personnel—7404.
M. Henderson—Se plaint de la disposition de l'Index des Statuts de chaque session—7404.

REFONTE DES STATUTS FEDERAUX.

Hon. Fitzpatrick—Rapport du député ministre de la Justice sur état des travaux—8880; dépense actuelle \$57,641—8880; dépense totale probable \$78,641—8880; sera achevée en septembre, aura duré 3 ans et demi—8880; refonte 1881 a duré 5 ans—8880.

M. Lennox—Demande index des Statuts—8881.

M. R. L. Borden—Demande extension bibliothèque de droit de la bibliothèque du Parlement—8881.

SECRETAIRE DU SOLLICITEUR GENERAL.

Hon. Fitzpatrick—Le bureau du solliciteur général est administré par le département de la Justice—74; il y a deux secrétaires particuliers, dont un pour le solliciteur général, hon. M. Lemieux—74.

SOUSSIONS.

M. Bennett—Se plaint que Plunkett qui a fourni le charbon à Kingston soit un libéral, ainsi que Bradmore et les directeurs des usines canadiennes à locomotives—499.

M. Monk—Se plaint qu'on ait donné tout le contrat de charbon de Saint-Vincent de Paul à Moore, quoique conservateur—499; préférerait qu'on divisât les fournitures comme fait conseil de Montréal—500.

TRAVAIL DES FORÇATS.

M. Bergeron—Trouve coût d'entretien des forçats, \$300 par année exagéré—495; on devrait les faire travailler sans nuire aux ouvriers—496.

Hon. Fitzpatrick—Le moindre déplacement de forçats coûte des sommes exorbitantes—498.

MARINE ET PECHERIES.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE.

Hon. Préfontaine—Fonctions et émoluments de M. Guérin, commissaire des pilotes—2870.

AGENCES, LOYERS, DEPENSES.

Hon. Préfontaine—Personnel des bureaux de Montréal—2814.

M. Ames—Dépenses d'ameublement et installation—2814.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

- ALLOCATION AUX GARDIENS DE PHARES.
Hon. Préfontaine—Gouvernement va consacrer \$25,000 à augmenter ou mieux à améliorer les salaires des gardiens—9392.
- APPOINTEMENTS ET DEBOURSES INSPECTEURS ET GARDE-PECHES.
Hon. Préfontaine—Dépose rapport Salmon sur installation du "Lurcher"—2989; lit réponse par M. Douglas Stevens de Saint-Jean, N.-B.—2989.
- M. Blain—Ministère a changé d'avis à l'égard du capitaine Salmon—2995; compliments antérieurs—2995.
- Hon. Préfontaine—A été grossièrement trompé—2996; Salmon, absolument incompetent—2996.
- M. Barker—Insiste pour savoir sur quel rapport les cloches sous-marines ont été adoptées—2997.
- Hon. Préfontaine—Lit rapport capitaine Reid—2997; quand les cloches ne fonctionnent pas, le gouvernement n'a rien à payer—2998.
- M. Blain—Cite rapport Salmon sur "Lurcher"—3000.
- M. Bickendike—Rappelle recommandations du Board of Trade de Montréal pour améliorations aux aides à la navigation—3001.
- Hon. Préfontaine—Explique augmentation de \$25,000 dans budget service des pêcheries—3005; donne détails des paiements à faire sur crédit—3005; dépenses des pêcheries du Nouveau-Brunswick—3006; inspecteurs d'Ontario—3006; rapport Hurley—3006.
- M. W. J. Roche—Demande détails permis Markey—3008; cite journal Winnipeg au sujet du bail J. K. McKenzie pour pêche au petit lac des Esclaves—3010.
- M. Lalor—Se plaint modicité du loyer—3011.
- M. Ames—Demande détails sous-location—3015.
- AUGMENTATION APPOINTEMENTS OWEN, MAGEE ET STANTON.
Hon. Préfontaine—Enonce carrière Owen—9266; Magee—9266; Stanton—9266.
- AUGMENTATIONS PRINCE, STEWART, B. H. FRASER ET J. F. FRASER.
Hon. Préfontaine—Expose motifs—9267.
- Hon. Foster—Proteste contre présentation budget supplémentaire de 14 millions à la fin de la session—9268.
- BRISE-GLACES POUR BAS SAINT-LAURENT ET DETROIT NORTHUMBERLAND.
Hon. Préfontaine—Un brise-glaces pour aider "Minto" et "Stanley"—9842; un autre pour aider "Montcalm" et faire nettoyage chenal—9842; steamer pour I.P.-E. coûtera \$250,000 à \$300,000—9842; enquête à entreprendre—9843; l'"Er-mack"—9843; impossible avoir steamer capable de couper directement la glace de Northumberland—9843.
- M. Martin—Demande continuation d'études pour tunnel—9845.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

- CHENAL DE NAVIRES DU SAINT-LAURENT.
Hon. Préfontaine—Travaux exécutés suivant plan 1899—2552; transportés au ministère de la Marine par décret du 11 mars 1904—2552; détail estimatif—2552; projet d'installation de feux fixes sur lac St-Pierre—2554; le nettoyage du chenal—2554; les essais du "Montcalm"—2555; rapport du capitaine König, du "Montcalm"—2557; lettre Percival St. Georges—2558; lettre Miller, gérant de Babcock et Wilcox—2558.
- M. Taylor—Discute certaines dépenses—2560; enterrement victimes drague "Israël Tarte"—2560; clavigraphes—2561.
- Hon. Préfontaine—Dispositions prises pour contrôle des dépenses aux chantiers de Sorel—2562; dix remorqueurs et sept dragueurs, leur emploi—2562; éloge de M. Desbarats—2562; pas de politique aux chantiers de Sorel—2563; état des dépenses et travaux de dragage au 30 juin 1904—2564; 42 milles de dragage achevés sur 62 milles et demi entre Montréal et Québec—2565; état du chenal—2566; deux ans pour tout achever, tout sera terminé en 1907—2566.
- M. Ames—Prix de la verge de dragage augmenté de 50 p. 100 de 1903 à 1904—2567.
- M. Bergeron—Demande renseignements sur achat de chaudières pour drague "Israël Tarte"—2568.
- Hon. Préfontaine—Détaille accident explosion chaudières et enquête—2570; pas rendu public parce que cause devant tribunaux—2573; donne détails, ministère Travaux publics était responsable—2574.
- M. R. L. Borden—Responsabilité ministérielle—2574; ministre tenu fournir renseignements—2574; rapport de M. Haultain antérieur à accident devra être déposé à moins que ministre Justice déclare que publication préjudiciable à l'Etat—2577.
- Hon. Hyman—Cherchera aux archives des Travaux publics—2578.
- M. Bergeron—Discute achats de charbon, Kavanagh, Baile, Moore.
- M. J. D. Reid—Demande si capitaine Leslie reçu gratification pour services rendus avec ses engins de sauvetage dans Saint-Laurent—2582.
- Hon. Préfontaine—Dépend du ministère du Commerce—2582.
- M. Ingram—Lit lettre capitaine Leslie—2582; hon. Fitzpatrick a fait erreur en disant que ce matériel de sauvetage n'a jamais fonctionné à l'est de Montréal—2584.
- Hon. Fitzpatrick—Le Board of Trade de Montréal a reconnu la valeur du matériel Davie en demandant au gouvernement de retenir ses services—2586.
- M. J. D. Reid—La compagnie Davie n'a jamais songé à demander de subvention avant que M. Leslie eût entrepris à grands frais de transporter son matériel sur le Saint-Laurent—2586.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CHENAL DE NAVIRES DU SAINT-LAURENT—*Suite.*

M. Monk—La Chambre a voté la subvention à la compagnie Davie sur l'affirmation que seule, elle pouvait faire ce travail—2589; la preuve existe maintenant que d'autres peuvent le faire—2589; le service devrait être accordé par soumission—2589.

M. Ames—Désire savoir si les dragueurs travaillent sur le long ou sur le travers du chenal—2591; les expéditeurs tiennent plus à la profondeur qu'à la largeur—2591; demande renseignements sur achats à Sorel—2593; mode de soumissions—2594; la liste de M. Desbarats—2596.

M. Lalor—Demande ce qui est le plus avantageux, de l'emploi des dragueurs de l'Etat ou du dragage par contrat—2597.

Hon. Préfontaine—Les fonctionnaires du département trouvent que le travail est moins cher et meilleur par dragues de l'Etat—2597.

CHENAL DU SAINT-LAURENT—DRAGUEUR EN AVAL DE QUEBEC.

Hon. Préfontaine—Drague à succion à construire à Sorel—6574; coût approximatif, \$350,000—6574; difficultés entre l'île d'Orléans et Murray-Bay—6574; sur plans de M. Cowie—6574; M. Cowie s'est entendu avec commission de transports—6577; travaux approuvés par tous les connaisseurs—6577.

M. R. L. Borden—Commission des transports devrait être sous contrôle ministre Marine—6578; commission devrait hâter ses travaux—6578.

Hon. Préfontaine—Causes retard—6579; expose ses attributions—6581; donne lecture rapport et plans nouveau dragueur—6585; comparaison avec dragueur "Israël Tarte"—6586; comptabilité chantiers de Sorel—6588.

M. Ames—Proteste que le crédit soit porté au compte du capital—6589.

CIMETIERE FERNHILL, ST-JEAN, N.B.

Hon. Préfontaine—Cimetière dans état pitoyable—6766; \$1,000 pour aider à entretenir—6766.

COMMISSION DES PECHERIES.

Hon. Préfontaine—Pour saumon—9389; promesse en Colombie-Britannique—9389; commission américaine nommée pour agir conjointement—9389; cinq membres, experts principaux M.M. Prince et Blacklock—9389.

CONGELATEURS A BOETTE.

Hon. Préfontaine—Un congélateur déjà à Canso—9843; un autre sera construit à Halifax—9845; copropriété avec Whitman et Cie—9845.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CONSTRUCTION DE PHARES.

Hon. Préfontaine—Amélioration du système sur Atlantique et sur lacs coûtera \$2,000,000—9392; cette année \$675,000 seront dépensés—9392; en 1904 assurances réduites de 20 p.c. représentent épargne de \$750,000—9392; faudrait avoir diminution 50 p.c.—9392; chaque article du programme approuvé par fédérations maritimes—9392.

M. Henderson—Demande phare pour port de Bronte—9393.

M. J. J. Hughes—Demande que tocsins soient ajoutés à phares—9393.

CREDIT SUPPLEMENTAIRE POUR ENTRETIEN STEAMERS ET BRISE-LAMES.

Hon. Préfontaine—Nouveaux steamers "Montcalm" et "Champlain"—6601; frais augmentent avec nombre steamers—6602.

M. Ingram—Dépenses de steamers augmentent de \$100,000 par année—6602.

DEPENSES DES INSPECTEURS ET GARDIENS DE PECHERIES.

M. W. J. Roche—Proteste contre interdiction de la pêche dans lac Manitoba—6770; protestation des citoyens de Portage-la-Prairie—6770.

M. R. L. Borden—Se plaint des surveillants de pêche dans Nouveau-Brunswick—6772; prennent leur position comme une farce—6773; offre de coopération de l'Association de pêche des provinces maritimes—6773.

DEPLACEMENT DE M. CUNNINGHAM.

Hon. Préfontaine—M. Cunningham transféré du service intérieur au service extérieur—106; besoins du service—106; rapport du sous-ministre existe—106.

Hon. Haggart—Rapport du sous-ministre devrait être produit—106.

Hon. Fitzpatrick—Le ministre obtient d'abord du parlement la création d'un nouvel emploi, alors il donne les raisons de la création—107; une fois crédit voté, sous-ministre déclare qu'il est nécessaire de le remplir et fait rapport si le candidat proposé remplit les conditions—107.

Hon. Haggart—Diffère—107; le sous-ministre fait rapport des besoins du département—107; le ministre obtient assentiment du conseil à nomination proposée—108; pas nécessaire faire voter traitement au préalable—108; la couronne a le droit de nommer aux emplois, mais pas de payer—108.

M. Taylor—La Chambre doit savoir ce qu'on va faire de l'argent avant de le voter—109.

DEPENSES NONOBTANT DISPOSITIONS DE L'ACTE DU SERVICE CIVIL.

Hon. Préfontaine—Explique augmentation de \$3,500—2546; pour faire disparaître soldes débiteurs du budget dépenses casuelles—2547.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*DEPENSES NONOBTANT DISPOSITIONS DE L'ACTE DU SERVICE CIVIL—*Suite.*

Hon. Foster—Discute achats de livres et abonnements à journaux—2549; enlèvement des livres par ministres partant—2550.

M. A. A. McLean—Les sacs de malle accumulés à Sackville—2550.

ECOLES DE NAVIGATION.

Hon. Préfontaine—Quatre écoles, Halifax, Yarmouth, Saint-Jean et Victoria—2747; personnel et détails de chaque école—2746.

Hon. Foster—Ce ne sont pas des écoles, il n'y a pas de cours régulier, ni d'examen—2749.

Hon. Préfontaine—Seront organisées sur meilleur pied quand réserve navale sera créée—2749.

M. Monk—Rapport insuffisant—2751; deux grandes écoles suffisantes—2752.

M. Daniel—Vaut mieux plusieurs écoles en différents points du pays—2753.

M. Barker—Professeurs devraient être tenus de donner des notes à l'avenir—2753.

M. Barr—Essentiel perfectionner système le plus possible—2754; dépense bien fondée—2754.

M. J. J. Hughes—Demande école pour Ile Prince-Edouard—2754.

Hon. Préfontaine—M. Campbell qui va être nommé examinateur à Charlottetown, ouvrira école—2755.

DEPENSES AU "PETREL".

Hon. Préfontaine—"Petrel" retiré des grands lacs et remplacé par "Vigilant"—6768; envoyé au Nouveau-Brunswick, chaudières changées—6768.

EMPLOYES SURNUMERAIRES, DESSINATEURS, INGENIEURS.

Hon. Préfontaine—Augmentation par suite engagement de M. St Georges, ingénieur expert chargé surveillance travaux de la commission du port de Montréal—2870.

ENTRETIEN ET REPARATION DES PHARES.

Hon. Préfontaine—Cite rapport—2815; 960 phares dans tout Canada—2816.

M. W. J. Roche—Demande phare dans port d'Halifax—2817.

Hon. Préfontaine—Espère pouvoir construire avant longtemps.

M. R. L. Borden—Pas d'ouvrage plus important dans département Marine—2817.

M. Perley—Compte J. C. Robert et Cie, Montréal—2820; pas exagéré—2820; demandes de soumissions nécessaires—2820.

M. Bennett—L'usine projetée à Parry-Sound et le terrain de la Banque d'Ottawa—2822; l'offre de M. Clark—2822.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

ENTRETIEN ET REPARATION DE STEAMERS ET BRISE-GLACES.

Hon. Préfontaine—Augmentation \$75,000—2703; deux brise-glaces nouveaux "Champlain" et "Montcalm"—2703; neuf steamers actuellement—2703; état approximatif des dépenses par steamer—2704.

M. Ames—Accident du "Lady Laurier"—responsabilité de la bouée mal placée—2706; M. Parson—2707.

M. R. L. Borden—M. Parson employé consciencieux—2709.

M. A. A. McLean—Se plaint du mode de chargement du charbon à Pictou sur "Stanley" et "Minto"—2710.

M. Macdonald—Défaut de construction des steamers obligeant de charger charbon à bras—2711; construit par conservateurs pour employer plus de partisans—2711; le gouvernement ne paie pas le charbon plus cher que les industriels de N.-E.—2712.

M. Ames—Demande que tout le chargement de charbon pour une année pour les vaisseaux de l'Etat soit acheté d'une seule fois afin d'avoir meilleur marché—2716; différence de prix entre certains achats—2718.

M. D. D. Mackenzie—La propreté des vaisseaux de l'Etat exige de charger les vaisseaux au panier—2720; M. Ames cherche à avilir le prix du charbon de la N.-E.—2720.

M. Ames—C'est une manière chinoise de travailler—2721.

Hon. Foster—On achète de trop petites quantités à la fois—2721; le G.T.R. et le C.P.R. achètent le charbon par grande quantité—2722.

Hon. Préfontaine—Composition des équipages—2723.

M. Henderson—Electeurs inscrits comme membres de l'équipage du "Lady Laurier"—2726.

Hon. Foster—Demande mode d'achat des provisions—2725.

Hon. Préfontaine—Même méthode que sous prédécesseurs—2725.

M. Barr—Les libéraux ont condamné cette méthode—2725.

Hon. Préfontaine—Cite mémoire relatif aux achats—2726; les Allan suivent même méthode—2727.

M. Ames—Fait répartition du nombre de fournisseurs libéraux et conservateurs—2729; achats de boutons et de galons—2720.

M. A. A. McLean—Appareils Marconi sur "Stanley" et "Minto", de peu d'utilité—2731.

ETABLISSEMENT NATIONAL POUR FUMAGE DU POISSON.

Hon. Préfontaine—Même système que pour fromageries et beurreries—9389; s'occupera de la morue—9389; à Scouris, I.P.-E.—9389.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

ETABLISSEMENT DE PISCIFICATIONS.

M. W. J. Roche—Se plaint de l'administration de l'établissement de pisciculture de la ville de Selkirk—6774; résolutions—6774.

Hon. Préfontaine—M. Cunningham envoyé en inspection—6775; établissement de Selkirk sera agrandi—6775; un autre sera construit au Manitoba—6776.

EXAMENS DES CAPITAINES ET SECONDS.

Hon. Préfontaine—Examineur, cap. Demers—2731; examineur à Charlottetown, cap. Kavanagh—2731; \$200 appointements—2731.

EXPERIENCES DE DESTRUCTION DU CHIEN DE MER.

Hon. Préfontaine—\$50,000 destinés aux P. M. et \$10,000 à C.-A.—9390; établissements qui utilisent ce produit seront indemnisés—9390; essai de conserves—9390; deux établissements fonctionneront cette année, à Canso et au Cap-Sable—9391.

EXTENSION DU SERVICE COTIER ET RELEVÉ HYDROGRAPHIQUE AU NORD ET AU NORD-OUEST DU CANADA.

Hon. Préfontaine—Crédit pour dépenses et ravitaillement de l'Arctic—6606.

M. Henderson—Regrette qu'on n'ait pas donné au capitaine Bernier les \$100,000 qu'il demandait pour atteindre le pôle nord—6607.

Hon. Préfontaine—Détail des dépenses—6608; mission de l'Arctic—6609; mission du Neptune—6610.

GRATIFICATION A M. LOW.

Hon. Préfontaine—Prédécesseurs de M. Low au nord, capitaine Wakeham et M. Gordon, ont tous reçu gratification—6611.

HONORAIRES R. N. VENNING.

Hon. Préfontaine—M. Venning a pris part à l'enquête dans la cause des pêcheries de Behring—6769; a toujours, depuis, reçu gratification pour travail spécial—6769.

HOPITAUX DE MARINE.

Hon. Préfontaine—Liste des hôpitaux et paiements faits—2794; 1830 malades traités en 1904—2795.

M. Daniel—Demande suppression ou réduction des droits payés par vaisseaux pour entretien hôpitaux de marine—2785.

M. Ames—Discute excédents de ce service—2795.

INDEMNITE POUR HERITIERS DE FEU JOSEPH PAUL, DU DRAGUEUR J. I. TARTE.

Hon. Préfontaine—Sur avis du ministre de la Justice, \$1,000 payés à la veuve et \$3,000 au tuteur des enfants—6600.

INDEMNITE AU CAPITAINE HARRISON DU "GRECIAN".

Hon. Préfontaine—Historique réclamation—6605; certificat injustement retiré—6606.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CREDIT SUPPLEMENTAIRE POUR SERVICE DE LA POSTE EN HIVER.

Hon. Préfontaine—Hiver exceptionnelle—6605.

INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR.

Hon. Préfontaine—Etat du personnel—2804
M. Sinclair—Proteste contre la réinspection par autorités canadiennes des vaisseaux déjà inspectés par le Lloyd et navigant dans les eaux canadiennes—2805.

LEVES HYDROGRAPHIQUES.

Hon. Préfontaine—Nouveau service autrefois exécuté par gouvernement impérial—6761; besoins de la navigation—6763; emploira SS. "Gulnare" pour côte du Pacifique—6763; construction de télégraphes et système Marconi dans le Saint-Laurent—6764; expériences "Montcalm", hiver précédent—6765.

LEVES HYDROGRAPHIQUES SUR COTE ATLANTIQUE ET GOLFE SAINT-LAURENT.

Hon. Préfontaine—Département se sert actuellement du "Gulnare"—9389; veut acheter steamer spécial—9389.

MATELOTS NAUFRAGES, DANS LE DENU-
MENT.

M. Logan—Se plaint de la modicité de la somme allouée pour inhumation (\$10)—2797.

M. R. L. Borden—Demande renseignements sur matelots emprisonnés à Montévideo—2797.

Hon. Préfontaine—En communication avec autorités britanniques et consul d'Angleterre à Montévideo—2798.

M. D. D. McKenzie—Demande remboursement de dépenses subies par ville de Sydney pour isolation et internement de marins américains malades de petite vérole—2798.

M. Sinclair—Cette question cause de grandes difficultés sur la côte de Nouvelle-Ecosse—2799.

M. W. Roche—Si les marins détenus à Montévideo étaient des marins anglais, il y a longtemps que l'Angleterre les aurait fait remettre en liberté—2800.

M. Logan—Il faut pousser le représentant du gouvernement anglais à Montévideo—2802.

M. D. D. McKenzie—Le capitaine emprisonné se plaint de l'attitude du consul anglais à Montévideo—2802.

OBSERVATION DES MAREES.

Hon. Préfontaine—Enumère stations pour observation de marées—2756; fonctionne—2756.

OSTEICULTURE.

M. Lefurgey—L'industrie de la pêche aux huîtres dans l'île du Prince-Edouard déperit constamment—3025.

Hon. Préfontaine—Fera faire rapport par experts—3025.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

OUVERTURE DES PORTS DE FORT-WILLIAM ET PORT-ARTHUR.

Hon. Préfontaine—Essai antérieur a pleinement réussi—6785 ; s'agit de continuer—6785 ; quantité de blé entreposée à Port-Arthur et Fort-William dépasse de plusieurs millions quantité antérieure—6786.

PAIEMENTS A D' E. CLEMENT-DOYLE ET HOUDE.

Hon. Préfontaine—Difficulté avec l'auditeur général—6398 ; report de dépenses depuis 1902—6399.

PHARES ET SERVICE COTIER.

M. Bennett—Le capitaine Clark et l'offre Galna pour service des bouées, en remontant de Depot-Harbour—2837 ; le "Bayfield" vendu \$3,000 à un ami du gouvernement—2838 ; le "Herald" et le "Witness" et la réputation de l'hon. Préfontaine—2838.

Hon. Préfontaine—Elu dans Maisonneuve par 2,500 de majorité—2841 ; méprise ces insultes, couvert par son passé politique—2841.

M. McCarthy—Critiques contre achats faits à Watts et contre services du capitaine Scott de Collingwood injustes et déplacées—2843.

M. Bennett—Se plaint du service des lumières à Midland—2844.

M. L. G. McCarthy—Les trafics de M. Bennett et de la compagnie électrique de Midland—2847.

M. Bennett—Les électeurs de Midland sont satisfaits de cette conduite—2849 ; importance de Midland—2850 ; vaisseaux échoués pour insuffisance éclairage—2852.

M. Ames—Partout où soumissions demandées pour entretien bouées, prix réduits—2853 ; demande pourquoi carbure pour Sorel acheté à Ottawa—2854 ; il y aurait avantage à acheter à Shawanigan—2854 ; demande détails sur "Maisonneuve"—2855.

Hon. Préfontaine—Indique réparations faites—2855 ; donne emploi "Maisonneuve"—2856.

M. Lefurgey—Demande renseignements sur phare flottant "Lucher"—2858.

Hon. Préfontaine—Explique pourquoi gouvernement a pris possession avant achèvement—2858 ; travaux d'achèvement—2859.

M. Ames—Les accidents successifs avant l'arrivée à Halifax—2863 ; la responsabilité de M. Hutchins—2863.

M. A. Johnston—Demande enquête sur les agissements des fonctionnaires d'Halifax—2863.

M. Lefurgey—Les indications de M. Hutchins quant à l'amarrage—2864.

Hon. Préfontaine—Explique mode d'amarrage suivi—2866.

M. Bennett—Demande documents coupe de bois de l'île Hope—2869.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PHARES ET SERVICE COTIER.

Hon. Préfontaine—Lit rapport Spain sur "Lucher"—2960 ; lit rapport Gourdeau sur feux d'alignement de Midland—2962.

M. Bennett—Discute puissance lumineuse des feux de Midland—2964.

Hon. Préfontaine—Lit rapport Anderson sur bouées de Parry-Sound—2966.

M. Bennett—Admet prix mentionné pour terrain légitime—2968.

M. Perley—Démontre légitimité du prix—2968.

M. Ames—Cite résolution Board of Trade de Montréal demandant insertion de forts crédits pour améliorer phares et aides à navigation—2969 ; rappelle travaux demandés—2969.

Hon. Préfontaine—Lit résolution de félicitations de l'Association des expéditeurs du Canada approuvant programme du ministre—2970 ; travaux faits pour tenter de tenir le chenal libre—2971 ; le "Montcalm" et le "Champlain"—2972 ; liste des travaux qui seront exécutés dans différentes provinces—2973 ; difficultés à surmonter—2979.

PHARES ET BATEAUX-PHARES, REPARATIONS.

Hon. Préfontaine—Phares négligés—9251 ; déficit restant pour réparations faites, \$200,000 de dettes—9251 ; sommes requises pour régler et marcher à jour—9251.

M. R. L. Borden—Signale défalcation par trésorier pilotes de Sydney—9252.

PILIERES PERMANENTS DU LAC SAINT-PIERRE.

Hon. Préfontaine—Pour placer aux tournants du chenal, au lac Saint-Pierre—6590 ; contrat à Gilbert et Desnoyers—6591 ; coûteront \$150,000.

M. Henderson—Travaux commencés—6592 ; parlement pas consulté—6593.

M. Morin—Proteste contre ces dépenses pour favoriser amis politiques—6596.

Hon. Préfontaine—Ces travaux étaient compris dans vote général pour chenal des navires—6597.

PISCICULTURE ET ELEVAGE DES HOMARDES.

Hon. Préfontaine—Enumère établissements en activité dans différentes provinces—3017.

M. Ames—Les provinces dépeuplent les rivières que le gouvernement fédéral remplit—3018 ; licences de pêches provinciales trop nombreuses et trop faciles—3018.

Hon. Préfontaine—Question des pêcheries prête à être soumise à cour suprême—3018 ; état de la question—3019.

M. Sinclair—Demande propagation de la truite en Nouvelle-Ecosse—3019.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

POSTES MARCONI.

Hon. Préfontaine—Dépenses faites pour postes Marconi en 1904 et 1905—2980; nouveaux travaux en perspective—2980; état des postes actuels—2981; le "Minto", le "Stanley" et le "Canada" déjà munis de ces appareils—2982; le contrat nous assure l'avantage de toutes nouvelles découvertes de M. Marconi—2982.

PRIMES DE PECHE.

Hon. Préfontaine—Trente jeunes filles employées tout l'hiver à préparer feuilles de paiement de primes—6775.

RECOMPENSES POUR SAUVETAGES ET STATIONS DE SAUVETAGE.

M. Alcorn—Demande nature et étendue du service de sauvetage sur côte lac Ontario, comté de Prince-Edouard—2732.

Hon. Préfontaine—Enquêtes de naufrages faites l'année dernière—2732.

M. Ames—Demande pourquoi enquête "Canada" et "Cap-Breton" figure pas—2733.

Hon. Préfontaine—Faites irrégulièrement—2733.

M. Ames—Discute instructions pour enquêtes—2734; se plaint que ministre ait exigé qu'enquête lui fût soumise.

Hon. Préfontaine—Commissaire enquêteur agit sous juridiction du ministre—2738.

Hon. G. Foster—Ministre a seulement pouvoir de révision—2739; demande avis ministre Justice sur ce point—2740.

M. D. D. McKenzie—Explique loi des enquêtes—2744; ministre s'est conformé à la loi, si elle est mauvaise, il n'y qu'à la changer—2746.

RELEVES HYDROGRAPHIQUES.

Hon. Préfontaine—Travail autrefois exécuté par autorités impériales, maintenant confié au ministère de la Marine—2787; travaux en cours—2787; personnel, M. Stewart, élève Kingston, directeur—2788.

REPARATIONS AU STEAMER "SCOUT."

M. A. Martin—Réclame documents relatifs au service d'hiver de l'île du Prince-Edouard—6783; promesses faites—6784.

SALAIRES ET SUPPLEMENTS DE GARDIENS DE PHARES.

Hon. Préfontaine—Onze gardiens supprimés dans division Kingston à Montréal—2805; 43 lampes à pétrole remplacées par acétylène—2806; éclairage acétylène coûte \$30 de plus par année—2806.

M. A. Johnston—Demande augmentation salaire gardiens de phares—2806.

M. Sinclair—Gardien de phare de Port-Félix—2807.

Hon. Préfontaine—Toutes sympathies—2807; a augmenté beaucoup de gardiens depuis deux ans, espère faire mieux plus tard—2807.

M. Taylor—Plaide pour gardiens renvoyés par suite remplacement des lampes à pétrole par lampe acétylène—2808; dépenses du "Scout" et des usines de Prescott, pas d'économie—2809.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*SALAIRES ET SUPPLEMENTS DE GARDIENS DE PHARES—*Suite.*

Hon. Préfontaine—Utilité des ateliers de Prescott—2810; changement approuvé par chambre de commerce de Montréal et fédération des armateurs—2810.

M. Taylor—Changement fait pour avantage des marchands de carbure—2810; membres du gouvernement intéressés—2810.

M. U. Wilson—Gardien du phare de Brothers—2811.

M. Ingram—Dépenses du "Druid"—2811.

Hon. Préfontaine—Etat de tous les phares du Canada—2812.

M. Bergeron—Demande remplacement total de feux fixes par feux tournants sur lac Saint-Louis—2813.

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL—VAISSEAUX BRISE-GLACES.

Hon. Préfontaine—Avaries survenues à "Champlain" et "Montcalm"—9250; réparées à Québec par Davis et fils—9250; essai de maintien de traverse rivière Ouelle à Malbaie satisfaisant—9250.

SERVICE METEOROLOGIQUE.

Hon. Préfontaine—Nouvelles stations créées au Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Colombie-Anglaise—2787.

SERVICE OCEANIQUE ET FLUVIAL—CHAUDIÈRE A L' "ABERDEEN".

Hon. Préfontaine—Envoyé à Toronto à l'usine Polson pour nouvelle chaudière—6602.

M. Ingram—Chaudières sont mal inspectées—6603.

M. Ames—On doit cesser cette façon de dépenser l'argent avant qu'il soit voté—6603.

SERVICE DES PHARES ET DES COTES—SUPP.

Hon. Préfontaine—Améliorations faites dans l'intérêt du pays—6777; améliorations nécessaires—6777; lettre de sir Georges A. Drummond—6778; importation des sucres—6778; importance de la diminution des tarifs d'assurance—6778; opinion des chambres de commerce—6779; vœux du Board of Trade—6781.

M. Lennox—Encore argent dépensé d'avance—6783.

SERVICE POSTAL D'HIVER

M. A. A. McLean—Lit correspondance relative au service—2758; encombrement à Pictou et au Cap Tourmentin—2759; résolutions de protestations Charlottetown—2760; question intéressante pour tout Canada—2762; les brise-glaces de Mackinaw—2763; pertes pour les cultivateurs de l'I.P.-E.—2763; le tunnel, seule solution—2764.

M. J. J. Hughes—Jamais aucun gouvernement n'a rempli à la lettre les termes du pacte de la confédération—2765; saison d'une rigueur exceptionnelle—2766; question sérieuse—2766.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*SERVICE POSTAL D'HIVER—*Suite.*

M. Cockshutt—Plaintes pas exagérées—2766; bétail meurt de faim dans l'île—2766; si l'Etat est engagé, il doit remplir ses engagements—2768.

M. Macdonald—Les conservateurs ont laissé l'île du P.-E. pendant 18 ans avec un seul bateau pour les communications—2769; ce gouvernement en a mis deux, et on le condamne—2770; clamours hystériques ne peuvent rien contre froid exceptionnel—2770.

Sir W. Mulock—Le gouvernement ne s'est pas engagé à construire un tunnel—2772; il n'est tenu qu'à maintenir communications—2773.

M. A. A. McLean—Comparaison entre coût service actuel et tunnel—2773.

Hon. Fielding—Obligation morale, mais pas contrat—2774; dernier règlement était final—2774; aucune province traitée plus libéralement que l'île du Prince-Edouard—2774.

M. W. Roche—Liste des électeurs à bord du "Lady Laurier"—2774; tous tenanciers, 10 en tout—2775.

M. McIsaac—Sympathies palpables du gouvernement pour I.P.-E.—2777; la route du cap Georges si elle était adoptée réglerait la question des communications d'hiver—2778.

Hon. Préfontaine—Cap. Brown avisé d'essayer la route de cap Georges—2782; glace 50 pieds d'épaisseur—2782; aucun brise-glaces n'aurait pu passer—2782; les chemins de fer eux-mêmes ne pouvaient pas circuler sur terre—2782; expériences du "Montcalm"—2782; la puissance de l'"Ermack"—2783; état des voyages jour par jour—2783.

M. Ingram—Félicite M. Maclean d'avoir traité question avec impartialité et blâmé gouvernements conservateur comme libéral—2786.

SERVICE DE PROTECTION DES PECHE-RIES.

Hon. Préfontaine—Changements en perspective—3020; dépenses du "Vigilant"—3020.

M. A. A. McLean—Signale résolution des chambres de commerce des provinces maritimes réunies à Moncton au sujet des pêcheries de homards—3022.

M. Perley—Demande passe migratoire dans barrage de Carillon—3023.

SIGNAUX SOUS-MARINS.

Hon. Préfontaine—Stations à établir—2982; dépenses à faire—2982; texte du contrat—2982; explication du système—2983; emploi aux E.-U.—2983; rapport du Board of Trade de Montréal—2984.

M. Daniel—Demande que cloche soit placée sur le "Lurher"—2983.

M. Barker—Demande si gouvernement peut mettre fin au contrat quant à redevance à payer—2986.

Hon. Préfontaine—Trente navire au moins devront être pourvus des récepteurs nécessaires—2989.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SUBVENTIONS POUR BATEAUX DE SAUVETAGE.

Hon. Préfontaine—North Sydney sur l'Atlantique—9393; Vancouver sur Pacifique—9394.

TRAINEAUX A VOILES.

Hon. Préfontaine—Pour renouveler traîneaux à voile entre Cap-Tourmentin et Summerside—9393.

VAISSEAUX CROISANT DANS LES EAUX SEPTENTRIONALES.

Hon. Préfontaine—Pour "Arctic" stationné dans les eaux de la baie d'Hudson—9394; et vaisseau de ravitaillement—9394; destinés à affirmer juridiction du Canada—9394.

VAISSEAU POUR GENDARMERIE BAIE D'HUDSON.

Hon. Préfontaine—Après retour de l'"Arctic", gendarmerie aura vaisseau pour patrouiller baie d'Hudson—9394; sera construit par ouvriers canadiens—9394; pour exiger paiement de droits de douane et maintenir paix—9394.

VAISSEAU "CANADA".

Hon. Préfontaine—Sédition apaisée—9394; perturbateurs débarqués—9394; fait actuellement essais de service postal rapide—9394.

MILICE.

ACHATS ARTILLERIE, PIECES, CAMPS, ETC.

Sir Fred. Borden—Exposé d'ensemble—9322; incidents récents, Russie et Japon comportent enseignement pour petites puissances—9322; deux objectifs à l'organisation militaire d'un pays: maintien autorité civile et défense du sol contre invasion—9322; exemple des résultats obtenus en Suisse avec milice—9322; bravoure troupes canadiennes—9323; jusqu'à présent, on a toujours compté pour tout sur troupes impériales—9323; nous avons entrepris de nous charger de toute la responsabilité de l'organisation militaire—9324; dernier pas fait en substituant garnisons canadiennes à garnisons anglaises à Halifax et Esquimaux—9324; la conférence de 1902, proposition Brodrick—9325; réponse des ministres canadiens—9326; proposition de créer troupes pour envoi à l'extérieur était contraire à la loi de milice—9326; jamais la loi n'a autorisé gouvernement à envoyer miliciens canadiens pour service militaire au dehors—9326; mauvaise mesure créer force spéciale favorisée—9326; mémoire Altham—9327; organisation de l'état-major—9327; conseil de défense—9328; troupe permanente éducative—9329; chaînes de dépôts—9329; dépôts serviront d'écoles d'instruction pour la milice active—9330.

M. Stockton—Demande informations sur rumeurs de vente de matériel à Esquimaux et Halifax—9331.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*ACHATS ARTILLERIE, PIECES, CAMPS, ETC.—*Suite.*

Sir Fred. Borden—Fausses rumeurs—9331 ; note sur troupe permanente comme école d'instruction—9332 ; camp central—9334 ; amélioration des résultats des camps de l'année—9334 ; progrès dans les différentes branches—9335 ; fusil Ross—9336 ; mode d'obtention d'officiers utiles—9336 ; article comte de Meath dans "Nineteenth Century"—9337 ; article lord Roberts—9338 ; serait en faveur demander jeunes gens de vingt ans fassent gratuitement l'exercice annuel dans milice—9339 ; exercice militaire dans écoles—9339 ; achats de matériel—9340 ; manufacture anglaise songe à établir une fonderie au Canada—9340 ; manufacture d'explosifs—9341 ; mode d'accroître la milice à 500,000 hommes—9341.

M. Crocket—La cavalerie à Fredericton—9342 ; importance de Fredericton comme point stratégique—9342.

Sir F. Borden—Augmentation des dépenses, explications—9345 ; la situation à Halifax—9346 ; correspondance du War Office au sujet major-général Pearsons—9347 ; mémoire du comptable de la milice—9349 ; augmentation des effectifs—9350 ; budget sera maintenant \$6,000,000, pas excessif—9351 ; budget reste un treizième environ du revenu du pays—9351 ; proportion devra être maintenue jusqu'à ce que Canada placé sur un pied défensif sérieux—9353.

Hon. Tisdale—Chiffre demandé pas extraordinaire si milice administrée convenablement—9354 ; on met la charrue avant les bœufs—9354 ; le ministre va trop vite et ne s'assure pas suffisamment de la solidité des bases—9354 ; plan existe plus sur papier que dans réalité—9354 ; il faudrait d'abord montrer qu'on peut recruter 100,000 hommes—9355 ; impossible recruter plus de 75 p.c. des effectifs—9355 ; veut 60,000 enrôlés et 40,000 de réserve—9356 ; projet devrait être mûri avant de demander tant d'argent—9357 ; augmentation trop considérable du nombre d'officiers—9358 ; qu'on essaie au moins une fois d'exercer 60,000 hommes—9358 ; la prise à la charge du Canada de la défense d'Esquimault et d'Halifax est une erreur et plus qu'une erreur—9358 ; gouvernement canadien a refusé de subvenir purement et simplement aux dépenses de défense—9359 ; gouvernement a dénaturé la proposition—9359 ; coûtera \$2,000,000 par année—9359 ; vaudrait mieux laisser défense aux autorités anglaises—9360 ; dernier lien entre Canada et armée anglaise rompu—9360 ; lettre d'un ancien officier—9361 ; jour désolant celui où disparaîtra du Canada, le dernier Union Jack et le dernier uniforme anglais—9361.

M. Sproule—Temps où les libéraux critiquaient budget de \$2,250,000 pour milice—9361 ; augmentation 300 p.c.—9362 ; adverse à introduction du militarisme dans les collèges—9362 ; c'est de nos campagnes que nous devons tirer nos soldats—9362 ; adverse au projet d'occuper Halifax et Esquimault—9362 ; danger de laisser croire au refroidissement de notre patriotisme—9363.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*ACHATS ARTILLERIE, PIECES, CAMPS, ETC.—*Suite.*

M. Worthington—Demande si disposition existe pour indemniser blessés aux camps—9364 ; demande si chefs de service de santé qui sont députés aux Communes peuvent toucher allocation sans porter atteinte à leur situation parlementaire—9365.

Sir Fred. Borden—Ne voit pas pourquoi ne pourraient pas toucher—9365.

M. R. L. Borden—Lit correspondance au sujet nomination col. Worthington—9366 ; question doit être réglée—9370 ; attitude ministre de la Milice pas satisfaisante—9370 ; depuis 1896 frais de milice augmentent plus rapidement que nombre de miliciens exercés—9373 ; effectifs moyens de bataillon étaient en 1904, 420, en 1905, 353—9373.

M. Worthington—Médailles du Sud-africain—9375 ; interprétation judaïque—9376 ; service militaire devrait compter depuis l'enrôlement—9376 ; précédents—9377.

Sir Fred. Borden—Correspondance officielle au sujet des médailles—9378.

M. Worthington—Des officiers anglais ont eu la médaille juste pour être allé conduire des prisonniers boërs à Ceylan et à Ste-Hélène—9378.

M. O. Talbot—Amélioration nécessaire de l'école militaire de Québec—9378 ; compliments du colonel Lake au camp de Lévis—9379.

Sir Fred. Borden—Col. Lake a dit que camp de Lévis était un des meilleurs du Canada—9379.

M. J. J. Hughes—Demande qu'il n'y ait pas de favoritisme dans milice, que toutes les classes sociales puissent aspirer aux plus hauts grades—9381.

M. H. Gervais—Col. Pinault, dans le cas du col. Worthington n'a jamais empiété sur prérogatives ministre de Justice—9381 ; a simplement donné à Col. Fiset, directeur général du service médical, dans le même bureau, une opinion intime—9381 ; correspondance, texte—9382.

M. E. M. Macdonald—Demande qu'on s'occupe de faire parvenir les simples miliciens aux postes d'officiers—9385.

M. Herron—Signale politique parmi chasseurs à cheval de Macleod—9385.

AFFAIRE MARTINEAU.

Hon. Fitzpatrick—Martineau au pénitencier de Kingston—117 ; 7 ans d'incarcération—17 ; gouvernement poursuit banque de Montréal qui retourne sur autres banques—117 ; attend décision juge Coughlin—117.

Hon. Foster—Ne comprend pas que jeunes commis soient l'objet de si peu de surveillance que ces irrégularités puissent se commettre—117.

Hon. Fitzpatrick—Défaut de vérification—118 ; même faute de la part de la banque a accepté chèques non signés—118.

M. Fowler—A-t-on poursuivi garants?—118.

Hon. Fitzpatrick—Serait imprudent avant fixer responsabilité—118.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*AFFAIRE MARTINEAU—*Suite.*

M. Stockton—Le gouvernement repousse la responsabilité des chèques non pourvus des signatures requises—118.

Hon. Fitzpatrick—Oui—118.

ARMURERIE ROSS.

M. Osler—Se plaint qu'on ait défiguré le paysage des plaines d'Abraham en construisant un réservoir pour l'armurerie Ross sur une des tours Martillo—450.

Sir Fred. Borden—Exagération—450; industrie utile, fallait protéger contre le feu—450.

ARSENAL FEDERAL.

Sir Fred. Borden—Seule fabrique munitions existant actuellement est celle du gouvernement à Québec—465; serait à souhaiter d'avoir une auprès d'Ottawa—465; en Angleterre et aux Etats-Unis l'état a recours à l'industrie privée pour fabrication munitions—465.

M. Fowler—Propose faire fabriquer munitions par détenus pénitenciers, accidents; moins impressionnants—465.

Hon. Foster—Considère qu'il serait à propos de faire connaître sans détours notre position au sujet des munitions, des armes, des hommes—466; est convaincu que nous sommes sans moyens de défense—466; autant vaut l'avouer et faire mieux—466.

Sir Fred. Borden—Conseille entrevue délégués des deux partis où conseil de la milice exposerait la situation au clair—466.

M. Ingram—Personnes présentes seraient tenues au secret—466; on aurait dû révéler ainsi rapport Dundonald—466.

ARSENAL FEDERAL—APPOINTEMENT DU LT.-COL. GAUDET.

Sir Fred. Borden—Appointements portés de \$2,500 à \$3,200—650.

ARSENAL DES ECOSSAIS, MONTREAL.

Sir Fred. Borden—Gouvernement paie moitié, \$30,000—9385; sera remis au gouvernement canadien—9385.

AUGMENTATION DES APPOINTEMENTS DE M. J. W. BORDEN.

Sir Fred. Borden—Affaires du département grandement augmentées—9283.

CAMP DE MILICE A KENTVILLE.

M. S. Hughes—Expose achat de terrain pour camp de milice à Kentville, N.-E.—6797; intermédiaires libéraux—6798; prix payé, \$50 à \$60 l'acre pour terrain valant \$6.20—6801.

Sir Fred. Borden—Affaire actuellement soumise à la cour d'Échiquier—6802; expropriation se fait actuellement—6803; ignore propriétaires des terrains—6803; dépenses faites sur terrain—6804; le champ de manœuvre de Kentville est le meilleur du Canada—6805.

Hon. Foster—Aimerait pouvoir vendre pour \$38,400, 640 acres de terrain dans cette partie de la N.-E.—6806.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CAMP DE MILICE A KENTVILLE—*Suite.*

M. Bennett—Demande comment il se fait que deux députés libéraux aient acheté des terrains à un prix dérisoire et qu' aussitôt le gouvernement se trouve avoir besoin de ces terrains—6807.

Hon. Fielding—La cause est pendante—6808; impossible de dire si le gouvernement devra payer peu ou beaucoup—6808.

M. Bennett—Expropriation de Lévis—6809.

Hon. Lemieux—La loi autorise le juge à nommer un arbitre et il n'est pas tenu d'accepter la décision de cet arbitre—6809.

Hon. Belcourt—Juge n'est pas lié par rapport de M. Crawley—6810.

Hon. Foster—Affaire arrangée—6811.

M. Stockton—Il n'incombe pas à un juge de se mettre en quête de preuve—6814; le juge s'en rapporte généralement à la décision de l'arbitre—6814.

Hon. Lemieux—Cite cause Paul vs Couronne—6815.

M. Lennox—Ne se soumettrait pas à un juge qui voudrait lui-même conduire une cause—6817.

M. S. Hughes—Demande dépôt du dossier relatif au rapport de l'arbitre—6818.

Sir Fred. Borden—Quand gouvernement eut décidé d'exproprier terrain, affaire fut transmise au ministère de la Justice—6819; ministère de la milice n'eut plus à s'en occuper—6819.

CHAMPS DE TIR.

M. A. Johnston—Réclame champ de tir promis dans sa circonscription—9386.

COLLEGE ROYAL MILITAIRE.

M. Bergeron—Demande qu'officiers canadiens remplacent officiers impériaux—7156; lieutenants colonels, mis à la retraite maintenant au bout de cinq ans pourraient occuper ces positions—7157.

Sir Fred. Borden—Espère pour plus tard—7158.

M. Fowler—Le gouvernement impérial donne positions à des officiers canadiens, nous devons bien en donner quelques-unes à des officiers impériaux—7158.

Sir Fred. Borden—Enumère dépenses—7159.

Hon. Foster—Proteste contre dépenses d'annonces—7160, 7164.

Sir Fred. Borden—Frais de voyage des cadets—7163; frais de manège—7164.

M. Bergeron—Demande renseignements sur école militaire à Montréal—7166.

Sir Fred. Borden—Expose négociations avec cité de Montréal—7167; énonce intentions du département—7167; St-Jean aura un escadron de cavalerie—7168.

M. Fowler—Inspecteur du champ de tir de Sussex—7168; construction a pris quatre fois plus de temps que délai accordé—7168.

COLLEGE MILITAIRE.

Sir Fred. Borden—Construction de modèles de voie ferrée-type—9386; pour faciliter cours de construction militaire—9386.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

COMPOSITION DE L'ETAT-MAJOR.

Sir Fred. Borden—Enonce à la Chambre les règlements adoptés pour la formation du conseil de la milice, fonctions des différents membres—439 à 435.

EXERCICES ANNUELS.

Sir Fred. Borden—La solde a été relevée de 50 cents à \$1.00—460 ; la durée des exercices est douze jours—461 ; 40,000 hommes y prennent part—461.

M. Worthington—Demande que la cavalerie des townships de l'est tiennent ses quartiers de manœuvre à Sherbrooke—462.

Sir Fred. Borden—Important de réunir toutes les armes dans un même camp—462 ; Trois-Rivières choisi à cause picote chez les Indiens auprès camp Laprairie—463.

EXERCICES ANNUELS, NOUVELLE SOMME REQUISE.

Sir Fred. Borden—Crédit supplémentaire nécessaire à cause augmentation de solde—6649.

FABRICATION DE MUNITIONS DE GUERRE

Sir Fred. Borden—Expose projet de nouvelle cartoucherie—7169 ; prix de revient à la cartoucherie de Québec—7170 ; modifications au fusil Ross—7172 ; critiques non fondées—7171.

PRIX PAYES POUR MATERIAUX.

M. Taylor—Se plaint du prix payé pour certains matériaux par département de la milice, tels que donnés dans rapport auditeur général—454 ; espère nouveau conseil changera cela—454 ; ciment—453 ; poteaux de cèdre—454.

REDUCTION DE LA MILICE ACTIVE.

Sir Fred. Borden—Sur motion de formation en subsides—7147 ; réduction des effectifs de manœuvres—7148 ; note du général Lake, chef d'état-major—7148 ; ordre général relatif aux troupes ayant commencé période d'instruction—7150 ; diminution d'effectif de 3,000 hommes seulement—7151 ; correspondance officielle—7153.

Hon. Tisdale—Soulagé d'apprendre que les effectifs ne seront pas réduits—7153.

Sir Frederick Borden—Régiments autorisés à dépasser effectif réglementaire—7153.

RETRAITE DU MAJOR BENOIT.

Sir W. Laurier—Major Benoit, 30 ans de service, plus de 60 ans d'âge, retraité pour raison de santé—115.

SALLE D'EXERCICE A SHERBROOKE.

M. Worthington—Se plaint que le terrain ait été choisi par un seul officier—446 ; blâme intervention Hon. S. Fisher—446.

Sir Fred. Borden—Cet officier n'a rien conclu—447 ; ministre de la Milice a entendu avis de tous, même de M. Worthington et a conclu d'après ces avis—448.

Hon. Foster—Demande que le choix des emplacements militaires ne soit pas influencé par puissances politiques—449.

M. S. Hughes—Demande que le choix soit laissé au quartier-maître général—449.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SOLDE DES OFFICIERS.

Sir Fred. Borden—Expose augmentation de solde des officiers—463.

M. S. Hughes—Demande qu'on ne prive aucun corps de sa musique—464.

SOMME SUPPLEMENTAIRE POUR SOLDE.

Sir Fred. Borden—Augmentation des corps permanents—6647 ; enrôlement de recrues pour Halifax—6647 ; espère pouvoir prendre possession 1er juillet—6648.

Hon. Foster—Important de savoir quelles dépenses nous encourent en assumant la garnison des deux ports—6648.

TENUE MILITAIRE.

M. Bergeron—Constata la disparité de tenue à Montréal—457 ; les uns sont en kaki, les autres en uniformes ordinaires—458.

M. S. Hughes—Demande qu'on ne force pas les jeunes officiers à acheter des grandes tenues—458 ; devraient assister aux réceptions en civil—458.

TOPOGRAPHIE MILITAIRE.

M. S. Hughes—Demande qu'on s'arrange avec le ministre de l'Intérieur pour que toutes les cartes soient dressées au même endroit pour tous les services—458.

Sir Fred. Borden—L'exécution de ces travaux est grandement facilitée par la formation d'élèves au collège militaire de Kingston—459.

TRANSPORTS—SOMME ADDITIONNELLE.

Sir Fred. Borden—Dépenses manœuvres en 1905 ont été de \$740,985—6650.

VIEUX FORT DE LOUISBOURG, C.-B.

Sir Fred. Borden—Gouvernement consacrerait \$5,000 pour sauver ruines—9386 ; gouvernement provincial fera de même—9387.

M. W. J. Roche—Demande salle d'exercice à Minnedosa—9387.

POSTES.

ABSENCES, MALADIES, GRATIFICATIONS.

Sir W. Mulock—Explique fonctionnement du système de gratification pour assiduité—182 ; compense temps perdu pour maladie temporaire—182 ; gratification, \$20—182 ; accordée sur rapport inspecteur des facteurs—183.

M. Sproule—Pas de favoritisme?—183.

Sir W. Mulock—Aucune plainte—183.

AFFAIRE THIBAUT.

M. Ames—Cite remarques juge Desnoyers dans la cause de la Reine vs Bissonnette—203 ; demande si ministre des Postes a rapport sur conduite de ce subordonné—203.

Sir W. Mulock—Lit rapport Palmer—204 ; lit mémoire secrétaire département des Postes—204 ; lit communication au département des Travaux publics—204 ; demande faite au département de la Justice pour savoir si Bissonnette et Thibault peuvent être traduits pour usage illégal des postes—206 ; pas de réponse—206.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

ALLOCATION DES EMPLOYES SUBALTERNES DANS L'OUEST.

Sir W. Mulock—Donne échelle des allocations au Manitoba, Nord-Ouest et Colombie-Anglaise—173.

Hon. Foster—Considère que tous les employés de chaque classe dans le Dominion devraient être traités sur le même pied.

Sir W. Mulock—Donne raisons des allocations—174.

APPOINTEMENTS DE M. A. W. CAIRNS.

Sir W. Mulock—Pour payer différence d'appointements—6768; inspecteur des postes appelé de Winnipeg aux Territoires du Nord-Ouest—6768.

AUGMENTATIONS STATUTAIRES.

Sir W. Mulock—Donnera suite à toutes les propositions d'augmentation statutaire du sous-ministre lorsque la loi le permettra—98.

AUGMENTATIONS DANS LES DIFFERENTS SERVICES.

Sir W. Mulock—Donne le tableau détaillé de toutes les augmentations statutaires accordées pour 1905—150 à 154; expose augmentations et devoirs des courriers convoyeurs—154.

AUGMENTATIONS A MONTREAL ET A TORONTO.

M. Sproule—On a accordé de l'avancement à un plus grand nombre d'employés à Montréal qu'à Toronto—175.

Sir W. Mulock—Il a fallu ajouter davantage au personnel de Montréal parce que augmentation de recettes et de travail plus considérable qu'à Toronto—176.

BUREAU DE POSTE DES COMMUNES.

Sir W. Mulock—Le transport des sacs et le service du courrier des communes n'est pas sous le contrôle du ministre, mais sous celui de la commission de régie interne de la Chambre—209.

BUREAU DE POSTE DE FREDERICTON.

M. Crocket—Signale insuffisance local et personnel bureau de poste de Fredericton—177; détails, comparaison avec Charlottetown—177; importance Fredericton—178.

Sir W. Mulock—Bureau de Charlottetown fait en outre travail d'inspecteur pour I.P.-E.—178; aussi surintendance des bureaux ambulants—178.

Hon. Foster—Bureau de Fredericton fonctionne bien—179; cependant observations Crocket demandent considération—179.

BUREAUX DE POSTE DE MONTREAL.

M. Bergeron—Lit les crédits votés à dernière session—234.

Sir W. Mulock—Il s'agit d'un bureau postal dans le voisinage de la gare Bonaventure—234.

M. Bergeron—Alors, rien pour la division Saint-Jacques—234.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

BUREAU DE POSTE DE LA RUE STE-CATHERINE, MONTREAL.

M. Ames—Demande si le gouvernement est informé état insalubre bureau de poste rue Ste-Catherine—190; si gouvernement est informé d'usage illégal de timbre d'oblitération par employé bureau de poste, Montréal—190; demande si département informé disparition de valeurs envoyées en paiement à porteurs d'obligations cité de Montréal—191; demande si gouvernement satisfait administration bureau de poste de Montréal—191.

Sir W. Mulock—Nouveau maître de poste nommé—191.

BUREAU DE POSTE RUE STE-CATHERINE, MONTREAL.

M. Monk—Demande prix loyer et date d'expiration de bail—210; cite rapport Durocher sur état sanitaire—210; cite lettre Durocher disant que la ville ne peut pas intervenir—210.

Sir W. Mulock—Promet s'enquérir—211; bail \$250 par année—211; connaît pas date expiration—211.

BUREAU DE POSTE DANS DIVISION ST. JACQUES, MONTREAL.

M. Bergeron—Demande si bureau de poste va être construit dans division Saint-Jacques—228.

Sir W. Mulock—Du domaine du département des Travaux publics—229; un crédit était mis, l'année dernière, au budget pour bureau de poste dans la partie-est—229, a été mis avec approbation ministre des postes—229.

M. Bergeron—Désire connaître lettre de M. Gervais au ministre des Postes, parue dans les journaux—230.

Sir W. Mulock—Alors, vous la connaissez—230.

CAS DE A. DOUTRE.

M. Bergeron—Expose circonstances démission de M. A. Doutre, maître de poste de Beauharnois en 1896—148; son successeur malade—148; faudra remplacer, demande qu'on reprenne M. Doutre—149; n'a jamais demandé la destitution de maîtres de poste qui lui étaient adverses—149.

Sir W. Mulock—Etudiera la question—149.

CAS DE O'NEIL, MONTREAL.

Sir W. Mulock—Retraité à 33 ans, reçoit gratification \$506—183; n'avait pas fait les 10 ans nécessaires pour pension—184.

CAS DE A. SMITH.

Sir W. Mulock—Explique à M. Bergeron comment A. Smith messenger reçoit \$724.25—148.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CHAUSSURES DES FACTEURS.

Sir W. Mulock—Les facteurs sont chaussés aux frais de l'Etat—79; soumissions demandées aux fabricants dans principales villes—90; ne descend pas à s'occuper des opinions politiques des fournisseurs—99; chaussures payées prix uniforme de \$4.50—220; sont fabriquées en dehors des villes où distribuées pour empêcher arrangements entre facteurs et fabricants—220.

CONTRATS POUR TRANSPORT DE COURRIERS.

Sir W. Mulock—Le prix maximum du transport par eau est de 5 cents par mille—184; les entreprises de transport de courrier nécessitant une dépense de plus de \$200 sont accordées par voie d'adjudication—187; en dessous de ce chiffre le gouvernement peut renouveler d'anciens contrats même en relevant un peu les prix si les circonstances justifient ce changement—189.

DEPENSES EVENTUELLES GOUVERNEMENT CIVIL.

M. Taylor—Plainte écrite contre receveur des postes Leverett de Frankville—6370; ingérence politique—6370.

Sir W. Mulock—Loi électorale pourvoit au châtement s'il y a eu délit électorale—6372; plainte devrait être portée à celui qui dirigeait l'élection—6373; interviendra si on accuse employé d'avoir violé règlements du ministère des Postes—6374.

M. Lancaster—S'oppose que receveurs des postes remplissent fonctions de présidents de scrutin—6374.

M. Derbyshire—M. Leverett parfaitement honorable, mais vote contre M. Taylor—6375.

M. Finlay—M. J. Pearce, conservateur, a agi absolument comme M. Leverett—6375.

Hon. Haggart—Ministre des Postes a créé précédents exécrables—6375; en dehors des receveurs des villes, les autres receveurs devraient avoir le droit de soutenir le parti qui leur convient—6375.

Hon. Tisdale—A toujours refusé de dénoncer M. Charlton, receveur de poste de Lyndoch, son adversaire acharné dans son comté—6376.

M. Taylor—Cite cas de receveurs adverses qu'il n'a pas fait destituer—6377.

Sir W. Mulock—Jamais n'a destitué un maître de poste pour avoir voté—6377.

M. Bergeron—Cite le cas de Doure, autrefois receveur de postes de Beauharnois—6377.

DISTRIBUTION PAR FACTEURS.

M. Bergeron—Désire savoir sur quelle base on décide que dans tel ou tel endroit la distribution doit se faire par facteurs—227.

Sir W. Mulock—Basé sur intérêt public—227; liste des villes où se fait la distribution par facteurs—228.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

INDEMNITE A PIERRE CULLERY, FACTEUR.

Sir W. Mulock—Expose accident ayant nécessité indemnité—6766.

M. Bergeron—Aucune indemnité plus juste—6766.

MACHINES A TIMBRER.

Sir W. Mulock—Louées de l' "International Supply Co." des E.-U., parce que compagnie refuse de vendre—221.

MATERIEL ET FOURNITURES.

Sir W. Mulock—Les soumissions sont demandées suivant une liste datant des conservateurs à laquelle ont été ajoutés quelques noms libéraux—214; ces maisons sont invitées à soumissionner—215; pour les habillements le gouvernement achète l'étoffe et la fournit au confectionneur en fixant une limite du prix de confection—217.

M. Bergeron—Demande une récompense pour l'inventeur des coiffures de nos facteurs—218.

NOUVELLES NOMINATIONS.

Sir W. Mulock—Détaille 52 nouvelles nominations—179.

PENSIONS DE RETRAITE.

Sir W. Mulock—Détaille dépenses nouvelles pour pensions de retraite—180; fonctionnement de la nouvelle loi—181.

POLICE SECRETE.

Sir W. Mulock—Donne détails sur emploi des fonds secrets par ministère des Postes—218.

POSTE RURALE.

Sir W. Mulock—En est venu, après étude, à la conclusion que le temps n'est pas encore arrivé de parler de livraison à domicile dans les campagnes du Canada—231; aux Etats-Unis ce système sera bientôt un fardeau aussi lourd que celui des pensions—232; atteint maintenant \$20,000,000 par année—232; impossible restreindre le système à certaines régions où il pourrait raisonnablement fonctionner—232; gouvernement débordé et pays ruiné—232.

RELEVEMENT DE TAXE.

Sir W. Mulock—Affirme que le remaniement des classifications n'a pas créé un relèvement de taxe général bien que certains articles aient pu voir leur taxe reléevée—233.

REMISE EN PLACE DE J. DUNDAS.

Sir W. Mulock—J. Dundas était courrier de chemin de fer dans Ontario—144; en 1896 il fut trouvé coupable par les tribunaux de corruption électorale—144; fut démis—144; ministre a constaté que simplement excès de zèle—146; remis en place et replacé dans ancienne position relativement à pension—145.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*REMISE EN PLACE DE J. DUNDAS—*Suite.*

M. Bergeron—Félicite ministre—145; demande si fera de même pour employés démis seulement pour avoir voté—146.

Sir W. Mulock—Serait peiné que fonctionnaire fût renvoyé seulement pour avoir voté—146.

Hon. Foster—Cite cas renvoi d'employé dans sa division électorale dont frère était partisan trop chaud—146.

Sir W. Mulock—Pas dans mon département—146.

M. Fowler—Dans sa division électorale plus de destitutions dans service des postes que dans aucun autre—146.

ROUTES POSTALES.

Sir W. Mulock—317,648 milles de route postale ajoutés l'année dernière—192; au 30 juin 1904, 10,460 bureaux de poste—192.

SOMMES ADDITIONNELLES.

Hon. Fisher—Nouveaux bureaux de poste—9834; nouveaux services par voiture et élévation de prix—9834.

M. Henderson—Approuve nouveaux bureaux 9834; renouvellements de contrats—9834; bon service vaut mieux que surplus—9835.

M. Bennett—Augmentation concessionnaire de Lovering—9836.

M. A. A. Maclean—Plaintes de Northlake et Lakeville—9837.

M. R. L. Borden—Lit protestation de M. Stewart de Musquodoboit contre accusation Roche—9838.

SECRETAIRE DU DEPARTEMENT.

Sir W. Mulock—Les travaux du sous-ministre augmentent constamment—104; décidé nommer un secrétaire du département—105.

REVENU DE L'INTERIEUR.

APPOINTEMENTS PREPOSES ET INSPECTEURS ACCISE.

Hon. Brodeur—Augmentation \$16,156.25, détails donnés—1753; devoirs des inspecteurs—1753; quantité de tabac fabriquée au pays, il y a huit ans 500,000 livres, maintenant 5,000,000 livres—1754; utilisation du tabac canadien—1755; qualité reconnue—1755; zones de culture du tabac au Canada—1756; essai d'exportation—1756.

M. Henderson—L'arome du tabac canadien déplaît au fumeur habitué au tabac importé—1756; consommation augmentera quand notre tabac aura l'arôme du tabac de provenance étrangère—1757.

M. Clements—Tabac produit bon—1757; Canada distancé dans préparation—1757; industrie en voie de progrès—1757.

Hon. Brodeur—Tentera tous les efforts possibles pour stimuler développement industrie du tabac—1758; agents envoyés au Wisconsin—1758; efforts département Agriculture—1758; à l'étude projets de stations de démonstration dans districts producteurs de tabac—1758.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*APPOINTEMENTS PROPOSES ET INSPECTEURS ACCISE—*Suite.*

M. Clements—Félicite ministre—1759; rien n'empêche faire cigares avec tabac canadien—1759.

Hon. Brodeur—Prétendue infériorité tabac canadien, simple préjugé—1760; Etat de Wisconsin, même latitude qu'Ottawa—1760.

M. Sproule—La zone de culture du tabac au Canada est illimitée—1761.

M. A. H. Clarke—Le comté d'Essex a donné l'exemple à Ontario pour la culture du tabac—1762; cultivateurs d'Essex ont vendu l'année dernière 3,000,000 de livres, ont réalisé \$300,000, quand toutes les autres cultures manquaient—1762; demande station de démonstration dans Essex-sud.

FALSIFICATION DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES.

Hon. Brodeur—Expose falsifications examinées l'année dernière—1776; falsifications sirop d'érable—1776; falsification des confitures—1777; cinq délinquants condamnés depuis quelques mois—1777.

M. Henderson—Se plaint bulletins du département circulent pas assez—1777.

M. Armstrong—Demande publication dans les journaux—1778.

Hon. Foster—L'inspecteur Kill de Toronto ne fait pas grand chose—1778.

M. Lalor—Demande différence entre "falsification" et "composition"—1780.

Hon. Brodeur—Si produit contient articles délétères, "falsifié"—1780; si produit vendu contient pas article pur, doit porter avis "composé"—1780.

M. A. Martin—On devrait obliger à indiquer articles rentrant dans composition—1781.

M. Lalor—Loi devrait pas être appliquée trop sévèrement pour pas ruiner industrie canadienne—1782.

Hon. Brodeur—Produits importés d'Angleterre absolument purs—1782.

M. Barr—Surveiller les Américains—1782.

M. Armstrong—Demande que bulletin mentionne quantité de confitures et conserves exportées—1788; demande de prohiber emploi de légumes dans conserves de fruits—1789.

Hon. Foster—Beaucoup d'argent dépensé, pas de résultat—1788; manque de vigueur—1789; examen du travail accompli—1789; agir avec méthode et vigueur—1790; publicité nécessaire—1790; demande abolition analystes régionaux—1792.

Hon. Brodeur—Cruel pour vieux employés—1793.

M. Black—En faveur de centralisation—1793; il faut des experts et laboratoire bien monté pour obtenir bons résultats—1794.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*FALSIFICATION DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES—*Suite.*

M. Cockshutt—Demande que l'analyse se fasse chez le fabricant pas chez le marchand—1794; le navet fait la base des confitures américaines—1794; navet pas malsain—1794; Etats-Unis ont importé 1 million de minots navets canadiens l'année dernière—1794; on devrait arrêter l'entrée et pas s'en prendre au détaillier—1795.

Hon. Brodeur—Difficile avoir échantillons des marchands de gros; refusent sous divers prétextes—1796; nom du fabricant publié avec celui du marchand en cas de falsification—1796.

M. Lalor—Demande droits élevés contre produits de conserves américains et sévère inspection—1799; l'année dernière, \$200,000 importation—1799.

M. Ames—Il faut remettre de la vigueur dans ce service—1800; on s'en rapporte aux municipalités—1800; trois articles seulement examinés: engrais, sirop, lait—1800; l'inspection du lait à Montréal—1800.

M. Bergeron—Les médicaments brevetés devraient être examinés—1801; poudres de Stearns délétères—1801.

Hon. Brodeur—Campagne des médecins pour exiger formule sur étiquette—1801; opinions partagées—1801.

M. Crocket—Se plaint engrais vendus au Nouveau-Brunswick—1802.

FOURNITURE D'ALCOOL METHYLIQUE.

Hon. Brodeur—Argent demandé pour achat de naphthé méthylique pour fabriquer alcool méthylique—1766; dépenses année dernière \$50,645.06—1766; raison de cette fabrication—1766; 2 degrés—1766; bénéfice 15 p.c.—1766; l'année dernière acheté pour \$46,322 de matière brute, revendu pour \$68,325—1766; matière brute achetée de la Standard Chemical Company—1767; mode de soumission—1767.

INDEMNITE POUR SURCROIT D'HEURES DE TRAVAIL.

Hon. Brodeur—Une vingtaine en bénéficient—1763; l'année dernière, payé \$700—1763.

INSPECTEURS POIDS ET MESURES.

Hon. Brodeur—Inspecteur en chef a été nommé—1769; tente de faire disparaître déficit dans service, l'année dernière, \$18,000—1769.

INSPECTION ECLAIRAGE ELECTRIQUE.

Hon. Brodeur—Enonce instructions aux inspecteurs—1772; tarif réglé par ordre en conseil—1772; inspectent seulement le compteur, pas la valeur de la lumière.

Hon. Foster—Heureux de voir que service inspection poids et mesures et électricité se compensent, il y a équilibre—1774.

REPRESSION FRAUDES.

Hon. Brodeur—Officier qui fait saisie touche moitié amende—1764; si amende pas payée touche un quart—1764; usage de temps immémorial—1764.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SYSTEME METRIQUE.

Hon. Brodeur—Séries de modèles distribuées dans high schools—1769; s'est tenu en rapport avec lord Strathcona au sujet du bill présenté à la Chambre des Lords et aux Communes—1770.

M. Henderson—Demande si un comté avec plusieurs high schools peut avoir plusieurs séries—1770.

M. Taylor—Rappelle demande pour Guanaquoque—1770.

Hon. Brodeur—Expose état de la question 1771; Canada devra suivre exemple Angleterre et E.-U.—1771.

Hon. Foster—Demande si gouvernement ne va pas devancer—1771.

Hon. Brodeur—Enumère travaux de propagande—1774.

Hon. Foster—N'a pas confiance dans ouvrages distribués aux enfants—1775; ouvrages explicites devraient être distribués aux instituteurs—1775.

TRAVAUX PUBLICS.

AMELIORATIONS DU HAUT OTTAWA.

Hon. Brodeur—Eau baisse en septembre et octobre—1783.

APPOINTEMENTS DE SURVEILLANTS, AIDES, ETC.

Hon. Hyman—Dix commis des travaux—1718.

M. Ingram—Blâme l'emploi de surveillants payés tant par jour qui font traîner l'ouvrage—1716.

M. Herron—Le surveillant de Fort-Macleod—1717.

Hon. Foster—Demande exposé des devoirs d'un surveillant permanent—1718; exemple, celui de Québec—1718.

M. Monk—Demande quel surveillant à Montréal—1721.

Hon. Hyman—Camille Desjardins—1721; appointements \$1,080—1721.

ARBITRAGES.

Hon. Brodeur—Depuis 1879, somme \$10,000 usuelle pour arbitrages divisée par moitié entre chemins de fer et travaux publics—1783.

BUREAU DE L'ARCHITECTE EN CHEF.

Hon. Brodeur—Pour architectes employés dans tout le pays à réparations, etc.—1792; personnel du bureau—1792.

M. Henderson—Conseille employer jeunes gradués d'université—1792.

BUREAU DE L'INGENIEUR EN CHEF.

M. Bergeron—Il y a négligence si l'on ne peut pas demander immédiatement au budget principal ce qui est nécessaire pour une branche du service—17049.

CABLE DU PACIFIQUE.

Hon. Fielding—Canada tenu de payer tous les ans proportion des pertes—17398; entreprise impériale—17400.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CABLE TRANSPACIFIQUE.

Sir W. Laurier—Part du Canada 5-18—7434; état des comptes—7434; concurrence de l'Eastern Extension Cable désastreuse—7435; perte annuelle de \$400,000 par année y compris amortissement—7435; protestation au gouvernement australien—7437; gouvernement a participé à l'entreprise dans l'espoir de faire bénéficier Canada—7437.

Hon. Foster—A approuvé le projet et l'approuve encore—7438.

COMMISSION D'EMBELLISSEMENT D'OTTAWA.

Hon. Foster—Demande rapport, veut connaître emploi des fonds—7440; admet que commission s'occupe bien de sa tâche—7440.

Sir W. Laurier—Développement progressif de la commission—7440; acquisition du parc de Rockliffe—7441; \$250,000 en réserve sur obligations émises—7442.

COMMISSION DES TRANSPORTS.

Hon. Brodeur—Commissaires reçoivent \$25 par jour de voyage—7801; infortunes de la commission—7801; une couple de rapport soumis—7801.

M. R. L. Borden—Commission existe depuis 1903, rien n'a montré son utilité—7801; demande renseignements—7801; réservé—7801.

COMMISSION DES EAUX LIMITOPHES.

Hon. Fielding—Personnel commission—7048; commission demandée par les E.-U.—7048.

CHEMINS DE COLONISATION, MANITOBA ET NORD-OUEST.

Hon. Brodeur—Énumération des travaux à faire—7765; allocation cessera avec organisation provinciale—7766.

M. R. L. Borden—Travaux devraient être exécutés par administration provinciale—7766.

M. Henderson—Routes d'immigration devraient être construites avec fonds donnés aux provinces à cet effet—7768; qui entreprendra routes ensuite—7768; devrait mettre fonds entre mains du gouvernement de Manitoba—7769.

M. Herron—Croît que la "bande de travailleurs de ponts" entretenue par gouvernement fédéral devrait être passée au gouvernement du Nord-Ouest—7770.

M. R. L. Borden—La responsabilité du gouvernement—7770; veut savoir si gouvernement continuera à construire chemins de colonisation dans les Territoires—7770.

Hon. Brodeur—Gouvernement cessera construire chemins de colonisation—7770.

M. Armstrong—Gouvernement construit encore chemins de colonisation dans Manitoba, pourquoi pas dans Ontario?—7771.

Hon. Brodeur—Adverse à l'idée de laisser un autre gouvernement contrôler la dépense de nos fonds—7772; cas des allocations ou subsides provinciaux pas analogues—7772; contribution imposée par l'acte de l'A.B. du N.—7772.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CHEMINS DE COLONISATION, MANITOBA ET NORD-OUEST—*Suite.*

M. Henderson—L'hon. Sifton et l'attribution des fonds au gouvernement provincial—7774.

M. Burrows—Vrai motif du changement fait au texte du crédit—7774; le Manitoba n'avait pas besoin de chemins nouveaux—7775.

M. Ingram—Cite opinion de M. Boyd—7777.

CONSTRUCTION SALLES D'ARMES.

Hon. Foster—Se plaint qu'on demande somme ronde mise à disposition ministre de la Milice—1722; demande détails spécifiques dans budget sir Frederick Borden—1723.

Sir Fred. Borden—Principe admis par la Chambre déjà—1723; déclarations octobre 1903, cite débats—1724; malheureusement demandes et dépenses trop élevées—1725; commission mixte va être créée ministère Travaux publics et Milice pour élaborer projet de construction et coût suivant besoins et importance—1725.

Hon. Foster—Reproche pas dépenses nécessaires—1726; entente indispensable pour faire dépenses utiles dans limites raisonnables—1726.

M. Cochrane—Demande pas oublier Colborne—1728.

M. Lalor—Rappelle Dunnsville—1728.

M. Taylor—Signale Gananoque—1729.

M. Macdonald—Rappelle besoins de Toronto—1730.

M. Mackenzie—Ne pas oublier comté de Bruce—1731.

M. Pringle—Signale besoins de Cornwall—1731.

M. Lefurgey—Rappelle Summerside—1734.

DEPENSE POUR ACHATS DE LIVRES, RÉFÉRENCES.

M. Bergeron—Ce crédit représente \$40 par mois, c'est une grosse somme—7800.

PROVINCES MARITIMES—OUTILLAGE DE DRAGAGE.

Hon. Fielding—Drague "Fielding", s'achève à Sorel—7045.

M. Daniel—Demande drague pour Saint-Jean—7043.

Hon. Fielding—Drague "King Edward" en construction à Toronto, coûtera \$220,000—7046.

M. Wilmot—Demande dragage rivière Washdemoak, tributaire rivière Saint-Jean—7076.

DRAGAGE ET DRAGUES NEUVES.

Hon. Hyman—Répartition des crédits—9828.

EN GENERAL—DRAGUES, REPARATIONS.

Hon. Brodeur—Répartition des crédits par province—7746.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

EDIFICES PUBLICS, EN GENERAL, SALAIRES.

Hon. Fielding—Service coûtera l'année prochaine \$127,000—6973 ; nombre des édifices publics accru de 195 à 210—6973 ; décomposition des salaires—6973 ; charbon à Toronto fourni par M. Jas. H. Milnes et Co.—6973.

ETUDES ET INSPECTIONS.

Hon. Brodeur—Répartition du crédit entre provinces—7783 ; dépenses année dernière, \$50651—7884 ; dépenses faites avant vote du crédit pas pour salaires, pour études, et aides en vue de travaux à faire—7784.

EXAMEN DES EAUX SUPERIEURES DE L'OTTAWA.

Hon. Brodeur—Objet étude, régulariser les cartes des eaux, donner plus d'eau pour flottage de bois—7785 ; travaux commencés depuis un an—7785 ; ingénieur M. Brophy—7785.

GALERIE DES BEAUX-ARTS.

Hon. Brodeur—Crédit annuel \$7,500—7791 ; concierge et achat de tableaux—7791.

M. Daniel—Demande si gouvernement va présenter loi amendant code pénal relatif aux loteries pour associations artistiques de mère-patrie—7398.

Hon. Fielding—Etudie projet pour exempter 7398 ; rédaction propice pas encore obtenue—7398.

INGENIEUR EN CHEF.

Hon. C. Hyman—M. Lafleur remplissait depuis six ou sept ans les fonctions d'ingénieur en chef—97 ; a été nommé par ordre en conseil avec salaire, \$3,500—97.

LABORATOIRE DE L'ESSAYEUR DE CIMENT.

Hon. Brodeur—Création nouvelle, quatre employés—7786 ; ustensiles \$5,000—7786 ; essai seulement du ciment employé par gouvernement—7786.

M. Ingram—Demande essai du ciment étranger venant au Canada—7786.

M. Armstrong—Demande que le gouvernement fasse essai de tout ciment qu'on lui présentera—7787.

M. Henderson—Opposé à ce que gouvernement donne certificat sur certains ciments en particulier—7787.

M. Zimmerman—Félicite gouvernement employer ciment canadien—7787.

M. R. L. Borden—En faveur d'exiger marques de qualité du ciment vendu—7789.

Hon. Fielding—C'est l'affaire de l'acheteur—7789 ; pourquoi faire pour le ciment plus que pour aucun autre article mis en vente au Canada—7789.

M. Miller—Inspection ciment difficile—7790.

M. Armstrong—Le pétrole est bien inspecté—7790.

M. Zimmerman—Aux E.-U. le ciment est marqué et analysé—7790.

LIGNES TELEGRAPHIQUES, C.-A.

Hon. Brodeur—Une ligne nouvelle—7809.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

LIGNES TELEGRAPHIQUES—PROVINCES MARITIMES ET ST-LAURENT.

Hon. Brodeur—Détail du réseau actuel—7778 ; lignes construites lorsque compagnies particulières refusent d'établir communications—7778.

M. Lefurgey—Se plaint que le C.P.R. ne soit pas entré dans convention avec la compagnie anglo-américaine pour communications avec l'I.P.-E.—7779.

Hon. Fielding—Gouvernement a essayé sans succès à induire le C.P.R. à participer à la convention—7779.

LIGNE TELEGRAPHIQUE ENTRE I.P.-E. ET TERRE FERME.

Hon. Brodeur—\$5,000 payés à la compagnie franco-américaine pour service amélioré sur l'île—7806 ; détient le monopole en vertu ancien contrat—7806.

LIGNES TELEGRAPHIQUES—QUEBEC.

Hon. Brodeur—Substituer ligne terrestre à câble entre Bersimis et Godbout, 83 milles 7781 ; pour 1905, recettes \$147,391, et dépenses, \$327,917—7781 ; tarif plus élevé que sur lignes privées à cause faible volume d'affaires—7782 ; gouvernement se charge des communications dans les endroits les moins lucratifs—7782.

LIGNE TELEGRAPHIQUE—CABLE DE L'ILE PELEE.

Hon. Brodeur—Pose câble nouveau—7782.

LIGNE TELEPHONIQUE — KAMLOOPS, LIGNE DU NICOLA INFERIEUR.

Hon. Brodeur—Substitution de ligne téléphonique à ligne télégraphique—7782.

LIGNE TELEPHONIQUE—ILE SALT SPRING

Hon. Brodeur—Pour relier île à terre ferme—7783.

LIGNE TELEGRAPHIQUE DU N.-O.

Hon. Fielding—Ligne Qu'Appelle à Edmonton, 625 milles—7047 ; section Wood Mountain, 90½ milles—7047.

LIGNES TELEGRAPHIQUES, TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Hon. Brodeur—Télégraphistes sur ligne Qu'Appelle—Edmonton—7806.

M. Ingram—Si chemin de fer Canadien du Nord va à Edmonton, inutile prolonger ligne du gouvernement—7806.

M. R. L. Borden—On viole principe posé par ministre des Postes, en concurrençant entreprise privée—7807.

Hon. Brodeur—Ligne du gouvernement antérieure ; pas de raison pour abandonner terrain—7808.

LIGNE TELEGRAPHIQUE DU YUKON.

Hon. Fielding—Tarif indiqué—7049 ; ligne a coûté de construction \$700,000—7049 ; déficit annuel \$50,000—7049 ; construite par M. Charleson—7050 ; exploitée par M. Keely—7050.

Hon. Fielding—Compagnies prodigues de promesses—7050.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

LIGNE TELEGRAPHIQUE DU YUKON.

Hon. Brodeur—Etat financier de la ligne, recettes, dépenses—7809; pour tout le réseau du gouvernement, en 1903—4200; dépêches—7810.

M. Ingram—Aussi bien cesser exploitation quand il y a concurrence—7810.

LIGNES TELEGRAPHIQUES—REVENU.

Hon. Brodeur—Dépenses impressions, appareils, etc.—7810.

M. A. A. McLean—Demande renseignements sur exploitation Marconi—7810.

Hon. Brodeur—Fonctionne en deux endroits seulement—7810.

PERCEPTION DROITS DE GLISSOIRS ET BARRAGES.

Hon. Brodeur—Énumération personnel employé—7802.

RELEVÉ D'UNE ROUTE FLUVIALE, DE LA BAIE GEORGIENNE A OTTAWA.

Hon. Brodeur—Ingénieurs en charge—7812; \$250,000 dépensés—7812; relevé se fait pour canal 21 pieds—7812; projet Stewart comportait seulement canal 12 pieds—7812.

M. Bergeron—Canal de 21 pieds exigera cent millions, tandis que celui de 12 pieds aurait pu se faire pour 25 millions—7813; de cette façon on tue le projet—7814.

PARTICIPATION AUX DEPENSES DE GOUVERNEMENT PROVINCIAUX POUR COUT DES QUAIS DANS PORT DE MAREE.

Hon. Brodeur—Entente intervenue—7558.

M. Fowler—Fleuve Saint-Jean navigable comme Saint-Laurent—7558.

M. Wilnot—Si gouvernement construit quais sur Saint-Laurent doit en construire sur rivière St-Jean—7558.

EN GENERAL—PONTS.

Hon. Brodeur—Énumération ponts à la charge de l'Etat dans le Canada—7763.

M. R. L. Borden—Principe suivi pour l'attribution des ponts—7766.

REPARATIONS AUX DRAGUES.

Hon. Fielding—Quinze dragues—7044; sept dans les Provinces maritimes—7044; emplacements indiqués—7044.

REPARATION DES PORTS, ESTACADES, GLISSOIRS.

Hon. Brodeur—Distribution des dépenses—7805; frais payés l'année dernière—7805.

RIVIERE GATINEAU—USAGE DES BARRAGES DE GILMOUR.

Hon. Borden—Au lieu de construire glissoirs, gouvernement loue de Gilmour—7803; Gilmour paiera comme les autres—7803; nous faisons de l'Ottawa une route ouverte—7805.

M. R. L. Borden—Pas opposé au système—7805.

SERVICE TELEGRAPHIQUE—PERSONNEL.

Hon. Brodeur—Énumération personnel—7793.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SERVICE PROVISoire DE COMMIS.

Hon. Brodeur—Pour surnuméraires nonobstant les dispositions de l'Acte du Service Civil—7793; soixante-quatre commis—7793; impossible payer salaires raisonnables en conformité avec l'acte—7793.

M. Ingram—Il y a là des surnuméraires depuis dix ou douze ans—7793.

SOLDE DE COMPTES DEPASSES.

M. Bergeron—C'est une violation du principe que pas un sou ne doit être dépensé sans consentement du parlement—7802.

COLOMBIE-ANGLAISE—EDIFICES :

FERNIE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Edifice coûtera \$21,500—1714.

VANCOUVER, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$400,000 ou \$450,000—1715.

PORTS ET RIVIERES :

MATERIEL DE DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Description matériel requis—7749; construit chez William Turpin de Victoria, C.-A.—7748.

DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Dragueurs employés—7749.

LACS ANDERSON ET KENNEDY, CURAGE.

Hon. Brodeur—Achèvement des travaux—7743.

C.-A., CHILLIWACK, QUAÏ.

Hon. Brodeur—Débarcadère pour pêcheurs et traversiers—7743; coût \$3,000—7743.

FLEUVE COLUMBIA, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Redresser rives pour arrêter éboulements—7743; dépenses estimées, \$15,000—7743.

FLEUVE COLUMBIA, ENLEVEMENT D'OBS- TRUCTION EN AMONT REVELSTOKE.

Hon. Brodeur—Enlèvement galets entre rapides de Deadman et Revelstoke—7743; travail en régie, salaires très élevés—7743.

FLEUVE COLOMBIA, AMELIORATIONS A GOLDEN.

Hon. Brodeur—En tout \$13,000—7743.

FLEUVE COLUMBIA, CHENAL.

Hon. Brodeur—Amélioration du cours du fleuve jusqu'à son confluent dans lac Arrow-Head—7744; barrage de déviation pour donner du courant et permettre flottage—7744; 10 p.c. pour frais inspection—7744.

FLEUVE FRASER—CHENAL.

Hon. Brodeur—Travaux de différente nature, protection et réparation—7744; inspecteur, M. J. Gourlay—7744.

LANGLEY—QUAÏ.

Hon. Brodeur—Protection, construction d'entrepôt pour cultivateurs—7745.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

RIVIERE THOMPSON-NORD, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Enlèvement obstructions—7745 ; deux bateaux à vapeur font service—7745.

RIVIERE AU SAUMON, OBSTRUCTIONS.

Hon. Brodeur—Dans Québec et dans Colombie-Anglaise ces travaux sont exécutés par gouvernement fédéral sur rivières même non navigables, dépendant d'Ottawa—7745.

M. R. L. Borden—Bonne nouvelle pour Nouvelle-Ecosse—7746.

M. Henderson—Bonne nouvelle pour Ontario—7796.

PORT DE VICTORIA, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Pour creuser port intérieur à dix-sept pieds—7746; travail fait par dragueur gouvernement—7746; coûte \$125 par jour—7746; déjà dépensé \$330,000—7746.

QUARANTAINE DE WILLIAM'S-HEAD.

Hon. Brodeur—Pose de tuyaux sur longueur 7 milles—7746; déjà posé 14 milles et demi—7746; travail à la journée—7746.

ILE DU PRINCE-EDOUARD—EDIFICES :

SOURIS—BATIMENT PUBLIC.

Hon. Hyman—Coût évalué \$14,500—1094.

M. S. Hughes—Conseille d'obtenir des promesses de vente avant d'annoncer intention de construire—1095.

PORTS ET RIVIERES—DRAGUEUR NOUVEAU.

Hon. Fielding—En construction à Toronto—7044; coûtera \$65,000—7044; sera prêt cet été—7044.

DRAGUEUR NOUVEAU.

Hon. Brodeur—Détails construction—7747 ; coût \$40,000—7747.

POINTE-PRIME, QUAI.

Hon. Hyman—Nouvelles études ordonnées 1812; espère faire travail avec \$15,000, commencera pas avant d'être sûr—1813.

REPARATIONS.

M. A. Martin—Recommande de s'occuper du port de Mont-Stewart—1813.

TRAVAUX.

M. A. Martin—Demande addition aux quais de Mount-Stewart et Belle-Rivière—9809; quai à Pointe-Rouge—9810.

RUSTICO, BRISE-LAMES.

M. A. Martin—Expose origine, historiques et besoins de Rustico—1815; travaux faits en régie toujours emportés—1815; espère maintenant seront faits par adjudication—1815.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SUMMERSIDE, BRISE-LAMES.

M. Lefurgey—Demande cause retard deux ans—1816.

Hon. Hyman—Difficulté décider nature du travail—1816 ; longueur 2,400 pieds—1816; décidé pas continuer en eau profonde comme commencé—1816 ; entrepreneur réglé et études nouvelles—1817 ; inutile construire pour laisser enlever par mer—1817.

M. Lefurgey—Question aurait dû être étudiée d'abord—1817 ; agitation électorale pour le brise-lames—1818 ; inscriptions successives au budget—1818 ; insiste pour diligence—1820

Hon. Hyman—Impossible sur une ouverture de crédit de \$20,000 de se lancer dans une dépense de \$150,000—1820.

ILES DE WOOD, BRISE-LAMES.

M. A. Martin—Fait un plaidoyer en faveur du port de Belle-Rivière—1820.

MANITOBA, EDIFICES :

EDIFICES FEDERAUX.

Hon. Hyman—M. Chisolm, inspecteur des édifices fédéraux, Manitoba—1706.

BRANDON, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Hyman—Travaux coûtent 10 p.c. plus cher au Manitoba qu'ailleurs—1705 ; a cause prix main-d'œuvre—1706.

M. W. J. Roche—Demande salle d'exercice pour Minnedosa—1706.

NEEPAWA, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coût \$12,000—9770.

SAINT-BONIFACE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coût \$15,000—9770.

SELKIRK, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$14,000—1706 ; pour postes, douane, affaires indiennes et pêcheries—1706.

WIRDEN, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Crédit réduit à \$15,000—1707, inspecteur W. H. Ireland—1707.

WINNIPEG, EDIFICE.

Hon. Hyman—Entrepôt de vérification de douane à construire à côté de l'ancien bureau de poste converti en bureau de douane—9771 ; succursale de la poste à l'extrémité nord de Winnipeg, coût \$30,000—9771 ; bâtiment d'immigrants, coût—9771.

WINNIPEG—PAVILLON DES IMMIGRANTS.

Hon. Hyman—Coûtera \$177,000—1707 ; entrepreneur Manitoba Construction Coy.—1708 ; inspecteur J. Chisolm—1708.

WINNIPEG—BUREAU DE POSTE.

Hon. Hyman—Terrain a coûté \$132,350—1708 ; coût total évalué, \$600,000 ; terrain acheté de W. F. Alloway et J. W. Good—1709 ; vente négociée par T. B. Metcalfe—1710.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PORTS ET RIVIERES.

DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Dragueurs employés—7749.

MATERIEL DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Un remorqueur et un arrache-souches—7748; arrache-souches construit chez Polson, coût \$20,000—7748.

CHENAL DES CARRIERES AUX NARROWS.

Hon. Brodeur—Améliorations de l'approche du débarcadère—7742.

LAC DAUPHIN, DRAGAGES.

Hon. Brodeur—Crédit périodique—7742.

GIMIL, QUAI.

Hon. Brodeur—Quai additionnel, 10 pieds longueur et 20 largeur—7742; extrémité du quai du gouvernement—7743.

RIVIERE FAIRFORD, NETTOYAGE.

Hon. Brodeur—Déjà dépensé \$32,000 en cet endroit depuis Confédération—7740.

M. Burrows—Travaux nécessaires en plusieurs endroits du lac Manitoba—7741; remorqueur "Carberry" acheté par le gouvernement—7741.

RIVIERE DE LA VASE BLANCHE, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Creuser chenal à l'embouchure de la rivière de la Vase Blanche—7743.

LAC SAINT-FRANÇOIS, DECHARGE.

Hon. Brodeur—Dragage du chenal, à travers le bassin—7742; par dragueur du gouvernement—7742.

SELKIRK, QUAI.

Hon. Brodeur—Réparations en régie—7742; quai a coûté \$17,718—7742.

WINNEPEGOSIS, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Pour donner six pieds au chenal à l'embouchure rivière Moussue—7743.

NOUVEAU-BRUNSWICK, EDIFICES :

CAMPBELLTON, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$24,500—1096; terrain acheté de Archibald Mackenzie, \$4,000—1096.

M. Ganong—Réclame édifices pour Milton, St. Andrews et St-Georges—1096.

CAMPBELLTON, QUAI.

Hon. Hyman—Contrat signé pour \$35,000—1821; autre somme sera nécessaire au budget supplémentaire—1821; aménagement du port de Campbellton notoirement insuffisant—1821.

RICHIBOUCTOU, EDIFICE.

Hon. Fielding—Coûte \$17,343—6874; prix du terrain, \$800—6874; construction de l'édifice, \$9,800—6875.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

RICHIBOUCTOU, EDIFICE.

Hon. Fielding—Donne état détaillé des dépenses et soumissions—6963.

SAINT-JEAN, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Hyman—Demande que l'item reste en suspens en l'absence du ministre de la milice—1097.

M. Daniel—Se plaint que le crédit soit voté depuis 1904 et rien de fait—1097.

ST-JEAN, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Brodeur—Ministre de milice a décidé de construire sur terrain gouvernement—7672; plans préparés—7672.

ST-JEAN, MAISON D'IMMIGRANTS.

Hon. Hyman—Pour construire pavillon de surveillance pour immigrants—1098; demandé par Dr Bryce—1098.

M. Osler—Construction nécessaire, vu les immigrants malsains venant d'Italie—1099.

Hon. Hyman—Dépense évaluée à \$22,000—1100.

ST-JEAN, STATION DE QUARANTAINE.

Hon. Hyman—Bâtiment à l'île de la Perdrix renversé par la faute du constructeur—1100; supporte les pertes—1101; appareil à l'acétylène acheté de l'Acétylène Gas Company de Ste-Catherine—1101; seule soumissionnaire—1101.

M. Fowler—Une compagnie existe à vingt-cinq milles de St-Jean—1101.

M. Sproule—Le ministre des Travaux publics est le propriétaire de l'une des trois fabriques d'acétylène associées: Ottawa, Ste-Catherine et Shawenigan—1103.

M. Osler—On doit s'assurer que le gouvernement ne paie pas plus cher que les compagnies de chemins de fer—1105; on doit tirer parti de la concurrence—1105.

WOODSTOCK—SALLE D'EXERCICE.

Hon. Hyman—Contrat avec M. Fisher—1103; coût total \$50,000—1106.

M. Fowler—A Sussex on a employé un tailleur pour surveiller les travaux—1107.

M. Carvell—Le surveillant à Woodstock est M. Drysdale, très compétent—1108; historique de la salle d'exercice de Woodstock—1109; personne ne trouvera à redire à la construction—1109.

M. Sam. Hughes—Demande construction du même genre à Victoria—1119; la batterie de Woodstock s'est distinguée en Afrique du Sud—1110.

M. Ingram—Terrain payé trop cher—111.

M. Carvell—Importance de Woodstock—111.

PORTS ET RIVIERES.

PROVINCES MARITIMES—DRAGAGES.

Hon. Brodeur—Dragueurs employés—7749.

CAP-TOURMENTE, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Pour réparer dommages par taretts—7666; travaux faits à la journée—7666.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CHANCE-HARBOUR, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté de Saint-Jean—7666; brise-lames submergé—7666; coût \$4,000—7666.

CLIFTON, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Travaux de protection du port—7666; à la journée—7666; coût, \$9,000—7666.

DIPPER-HARBOUR, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Donné à l'entreprise—7666; coût, \$48,000—7666; plans changés—7667.

Hon. Hyman—Achèvement des travaux—9812.

M. Stockton—Demande renseignements sur Chance-Harbour—9812; sur Lorneville—9812.

DURHAM, QUAI.

Hon. Brodeur—Travaux pas adjugés—7667; soumissions demandées—7667; quai nouveau, 15 pieds à marée haute, 6 pieds à marée basse—7667.

GRANDE RIVIERE AUX SAUMONS.

Hon. Brodeur—Soumissions demandées—7667; aucune reçue—7667.

PORT DE MISCOU, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Gloucester—7667; entreprise à Burns et Charleson—7667; nouveau quai—7667; huit homarderies dans l'île—7667; 500 habitants—7668; coût, \$15,000—7668.

M. Turgeon—Des millions de capital engagés dans l'île—7669; quai mettra fin à la communication avec terre ferme—7668.

MUD COVE, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté King et Albert—7669; brise-lames de 60 pieds sur le Grindstone—7669.

PETIT ROCHER, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—A l'entreprise—7669; coût, \$32,000—7669.

POINTE DU CHENE, REPARATIONS BRISE LAMES.

Hon. Brodeur—Pour réparer dommages tempête, 4 novembre 1904—7669.

PORT DE QUACO, REPARATION.

Hon. Brodeur—Prolonger jetée de l'est de 250 pieds—7669; dépense, \$27,000—769.

RICHIBOUCTOU, JETEE.

Hon. Brodeur—Prolongement jetée du nord—7670; travaux adjugés—7670.

PORT DE SAINT-JEAN.

Hon. Hyman—Arrangements faits avec ville de Saint-Jean—9812; ville construit quai et gouvernement fait dragage—9812; coût probable, \$150,000—9812.

M. Stockton—La population de Saint-Jean s'impose une dépense de \$1,000,000—9813; Saint-Jean impose aucun droit de quaiage ni de port—9813; ne proteste pas contre dépenses dans autres ports, mais croit moment venu de faire de Saint-Jean, Québec, Halifax et Montréal, ports nationaux—9813.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

FLEUVE SAINT-JEAN ET AFFLUENTS.

Hon. Brodeur—Liste des travaux commencés à continuer—7671; directeur des travaux, M. Shewen—7671.

FLEUVE SAINT-JEAN—POUR REMBOURSER AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL MOITIE DES DEPENSES AUX QUAIS DANS ESTUAIRES.

M. Fowler—Demande que gouvernement fédéral paie coût entier—7671; fleuve St-Jean artère d'intérêt général—7672.

Hon. Brodeur—Arrangement conclu; faut s'y conformer—7672.

ST-JEAN—PROTECTION A LA BASE DU FORT DUFFERIN.

M. Fowler—Demande remplacer ouvrages de bois par pierre—7672.

NOUVELLE-ECOSSE—EDIFICES.

ANTIGONISH, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Pour remplacer ancien édifice vermoulu—884; sera érigé sur même terrain—884; pour contenir douanes et postes—885; coûtera \$25,000—885; 1,900 âmes, rev. postes \$3,702, douanes \$7,780—885.

Hon. Foster—Demande si une autre ville dans les mêmes conditions aura droit à un même bureau de poste—886; le favoritisme et l'hon. D. Mills—886.

Sir W. Mulock—Quand les libéraux protestaient contre des constructions, elles n'étaient pas justifiées comme celle-ci—888; le bureau de poste de Laprairie—888.

M. Henderson—Se plaint que le coût final dépasse toujours le montant indiqué—890; demande si \$25,000 est la limite extrême qui pourra être dépensée—890; quand on pense aux localités où on n'a jamais dépensé un sou et où l'on n'en dépensera pas un avant quinze ou vingt ans, la position est alarmante—891; le bureau de poste de Clinton—881; pas de devis au-dessous de \$10,000—891; ce ne sont pas les ministres mais les fonctionnaires qui gouvernent—891.

Hon. Hyman—Quand la Chambre décide d'ériger un édifice public, il faut construire quelque chose qui fasse honneur au pays—892.

M. Ganong—S'oppose à l'érection d'un monument à la gloire du député d'Antigonish—893; Antigonish n'est même pas une ville—893; les besoins de St. Andrews, de Milltown—894; les promesses vaines faites à Saint-Georges—894.

M. McIsaac—L'importance d'Antigonish—894; historique de l'édifice actuel—894; les bévues conservatrices—894; le gâchis des réparations conservatrices—893; le comté d'Antigonish a besoin de cet édifice, il est juste qu'il ait sa part des faveurs—896.

M. Schaffner—Sauf Brandon et Winnipeg, le Manitoba n'a rien—896; il est inexécutable de dépenser de l'argent dans de vieilles villes stationnaires de l'est—896; on devrait mettre cet argent dans l'ouest où il y a progrès—896.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*ANTIGONISH, EDIFICE PUBLIC—*Suite.*

M. Gunn—Demande un bureau de poste pour Seaford, aussi important qu'Antigonish—897.

M. Cockshutt—Demande améliorations pour édifice public de Brantford—899.

M. R. L. Borden—Il y a omission dans le rapport de l'auditeur général pour les recettes d'Antigonish—901.

M. Henderson—Le bureau de poste de Sarnia est une honte—901.

Sir W. Mulock—Le bureau de poste d'Halifax ne vaut guère mieux—902; on vise trop à l'économie—902.

Hon. Hyman—La population de Sarnia ne se plaint pas de son bureau de poste—902.

ANTIGONISH—EDIFICE PUBLIC.

Discussion reprise—1063.

M. Ganong—Démontre par statistiques qu'Antigonish, au lieu de progresser décroît—1065.

Hon. C. Hyman—Demande de la chambre commerce d'Antigonish—1066.

M. W. Wright—Conseille d'exiger que les municipalités contribuent pour leur part dans les édifices qu'elles demandent—1068.

Hon. Foster—Antigonish pourrait se contenter d'un édifice de \$15,000—1068.

M. Fowler—Hillsborough est plus considérable qu'Antigonish et n'a pas de bureau de poste—1069.

M. R. L. Borden—Demande si cette politique de construire un bureau de poste de \$25,000, pour une ville de 2,500 âmes va être suivie dans tout le pays—1070.

CANISO, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$15,000—1071; on pourrait bâtir à meilleur marché, mais le pays profite d'avoir édifices respectables—1072.

Hon. Foster—Aux Etats-Unis on se contente dans les petites villes de louer des locaux—1072; au lieu d'ériger de somptueuses bâtisses, on devrait consacrer cet argent à développer le pays—1072; il faut mettre un terme à cela—1073.

Hon. Hyman—Comment se fait-il que les conservateurs n'ont pas songé à y mettre un terme quand ils avaient le pouvoir—1073; si ces bâtisses, sous tous les régimes, s'accordent par influence politique pourquoi les libéraux qui n'ont rien eu sous le régime conservateur seraient-ils privés de leur chance d'avoir quelque chose maintenant—1074.

M. W. F. Maclean—Si on accordait cet argent-là pour d'autres besoins ce serait plus profitable que d'ériger des tas de pierres—1074; les fautes du passé n'excusent pas celles d'aujourd'hui—1075; aux Etats-Unis les dépenses sont mesurées sur l'importance des localités et le revenu—1075.

M. Sproule—Les promesses de sir W. Mulock à Owen-Sound—1076; sir W. Mulock et M. Hopkins—1076; choix malheureux d'expressions—1078; mal compris par les électeurs—1078.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*CANISO, EDIFICE PUBLIC—*Suite.*

Sir W. Mulock—Les racontars de M. Sproule—1078; n'a jamais donné à entendre qu'un terrain serait acheté—1080.

M. Sproule—Blâme l'absence de principe fixe—1080.

Sir W. Laurier—Cependant vous votez tous les crédits demandés—1080.

M. Sinclair—Les besoins de Caniso—1080; importance de Caniso—1081.

CAP-BRETON, GLÂCE-BAY, EDIFICE.

Hon. Hyman—Population 11,000; recettes de poste \$5,443, recettes de douane, \$46,650—1082; coûtera \$39,000—1082.

Hon. Foster—Dépense explicable—1083.

HALIFAX, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Commencé en 1902—1084; contrat \$250,000—1084.

M. R. L. Borden—Demande correspondance relative à difficulté entre entrepreneurs et ouvriers à Halifax—1085; le gouvernement devrait employer moyens légaux pour presser achèvement—1086; demande copie contrat—1087; entrepreneur pas très pressé—1087.

INVERNESS, EDIFICE PUBLIC.

M. McLennan—3,000 âmes à Inverness—1088; détail progrès—1088; difficultés actuelles—1088.

Hon. C. Hyman—Compte construire édifice catégorie C, \$15,000—1088.

SHELburne, EDIFICE PUBLIC.

M. Barr—Le gouvernement érige un édifice public à Shelburne, N.-E., qui a 1445 âmes et pas à Shelburne, Ont., qui a le même nombre—1090; c'est parce que la Nouvelle-Ecosse a renvoyé un contingent libéral—1090; l'indépendance d'Ontario—1090; "aux vainqueurs les dépouilles"—1090.

Sir W. Mulock—Ontario figure au budget pour édifices publics \$1,004,201 et la Nouvelle-Ecosse pour \$240,000—1091.

CAP-BRETON—SYDNEY, BATIMENTS PUBLICS.

Hon. Hyman—Bâtiment nouveau, évaluation, coût \$24,000—1092; terrain acheté \$4,500—1093; population 3,500—1092.

M. D. D. Mackenzie—Importance de Sydney-Mines—1094.

PORTS ET RIVIERES :

ANSE A BOURGEOIS, QUAI.

M. Finlayson—Détails sur localité et emploi des travaux—9804.

ANSE A L'OURS, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—En exécution—7562; comté Victoria-nord—7562; coût, \$5,585—7562; Reid et Archibald, entrepreneurs—7562.

ANSE DE PARKER, BRISE-LAMES.

Hon. Hyman—Dépense \$3,600—9774; 250 pêcheurs—9774.

Hon. Hyman—Prolongement de quai de 100 pieds—9799.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

ANSE A PHINNEY, BRISE-LAMES.

Hon. Hyman—Dépense de \$14,000 à \$16,000—9774 ; 300 habitants—977.

Hon. Foster—Si on continue, les municipalités n'auront plus rien à faire, à s'occuper de rien—9776 ; le gouvernement fédéral usurpe les fonctions dont devraient être chargées les compagnies, les municipalités ou les provinces—9777 ; il faudra s'arrêter—9778 ; dépenses justifiables à Toronto—9779 ; abus en Nouvelle-Ecosse—9779.

M. Bennett—Le quai de Midland—9780 ; adjudications publiques—9780.

Hon. Préfontaine—C'est une commutation de redevance—9781.

Hon. Fielding—On se plaint de ces crédits pour de pauvres pêcheurs—9782 ; le total ne dépasse pas \$250,000—9782 ; pour un canal d'Ontario ou pour le C.P.R. on ne dirait rien—9782 ; examen des crédits figurant au budget conservateur de 1891—9782 ; analogie absolue—9782.

M. McIsaac—Les crédits d'Antigonish—9786 ; dépenses sur d'anciennes constructions conservatrices—9787.

M. W. F. Maclean—Empiètements sur les droits des provinces—9789 ; union législative—9789.

M. E. M. Macdonald—Le gouvernement fédéral a empoché les \$5,000,000 de la sentence arbitrale d'Halifax qui aurait dû être payée aux pêcheurs—9791 ; le gouvernement fédéral n'a que la jouissance de cette somme—9791 ; la construction de ces quais et de ces brise-glaces incombe au gouvernement fédéral—9792 ; le gouvernement a pris ces quais, il doit les entretenir ; d'ailleurs c'est ce que les conservateurs ont fait pendant 30 ans—9792 ; il est trop tard pour changer de ligne de conduite—9792.

M. Sproule—Provinces maritimes reçoivent l'intérêt et plus que l'intérêt de l'indemnité d'Halifax—9793 ; 41 crédits sont pour ouvrages nouveaux—9793 ; nombre de crédits par provinces—9793 ; 37 seulement pour Ontario—9793 ; injustice—9793.

Hon. Hyman—Deniers publics justement répartis—9794.

M. W. Roche—C'est justement des petits endroits, des endroits pauvres que le gouvernement doit s'occuper—9797.

M. D. D. McKenzie—La vie des pêcheurs du comté de Victoria—9798 ; leurs difficultés, leurs besoins—9798.

APPLE RIVER, QUAI.

M. Perley—Se plaint fonds votés pour quais inutiles—1803 ; Glace-Bay et Hull—1803 ; quai du Nominique, entreprise privée—1804.

Hon. Hyman—Comtés ayant chemins de fer doivent bien admettre que les régions où les rivières et lacs constituent voies de communication ont droit à de l'assistance—1805.

M. Morin—Conte l'histoire du quai de Disraeli—1805 ; pas d'eau—1805 ; un chemin public—1805 ; on refuse de l'argent pour les ponts—1805.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*APPLE RIVER, QUAI—*Suite.*

M. Ingram—Demande de remettre à plus tard crédits de la Nouvelle-Ecosse, personne dans l'opposition pour discuter—1806.

Sir W. Mulock—Quand en attendez-vous?—1806.

M. Lancaster—Le chef de l'opposition qui connaît les affaires de la Nouvelle-Ecosse est absent—1809.

M. Logan—Ce n'est pas faute du gouvernement si la Nouvelle-Ecosse est représentée seulement par des députés de la droite—1810 ; M. Borden n'a jamais approché à cinquante milles d'Apple River—1810.

Hon. Brodeur—Comté de Cumberland—7560 ; coût \$6,000—7560 ; bon port à l'embouchure—7560.

ARICHAT-OUEST, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Richmond—7585 ; quai large pointe Boscllet avec 15 pieds profondeur—7585 ; coût total, \$7,200—7585.

BADDECK, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté Victoria-nord—7561 ; importance Baddeck—7561 ; estimation travail, \$15,000—7561.

BADDOCK, QUAI.

Hon. Hyman—Question d'emplacement en suspens—9809.

BECKERTON, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté de Guysboro—7562 ; coût total de \$5,585—7562.

BOISDALE, QUAI.

M. D. D. McKenzie—Description des travaux—9808 ; sur le Bras d'Or—9808.

BARACHOIS, HAVRE.

Hon. Brodeur—Construction épaulement—7561 ; explosion de récifs—7561 ; estimation, \$1,500—7561.

BASSE-RIVER, QUAI.

Hon. Brodeur—Achèvement travaux commencés, 1904—7561.

BAIE DE SAINT-LAURENT, PORT.

Hon. Brodeur—Comté de Sydney-nord—7562 ; transformer étang de Macdonald en port—7562 ; coût, \$10,000—7562.

M. Fowler—Pas vider l'étang, comme dans comté de M. Fielding—7562.

BRIDGEWATER, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Comté de Lunenburg—7562 ; rivière LaHave—7562 ; dragueur de l'Etat—7563.

BREADCOVE, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté d'Inverness—7563 ; estimation, \$2,700—7563.

CANNING, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de King-est—7567 ; quai 20 pieds de large sur 120 de long—7568 ; coût, \$16,500—7568.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CHARLO, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté de Guysboro—7563 ; brise-lames de 900 pieds—7563 ; coût \$20,000—7563.

CHEZZETCOOK-EST, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté d'Halifax—7567 ; prolongement brise-lames 400 pieds—7567 ; aura longueur 800 pieds—7567 ; coût total, \$8,000—7567.

HAVRE DE CLARK.

Hon. Brodeur—Comté de Shelburne—7563 ; dépense dépend importance travail—7563 ; dépense jusqu'à présent \$14,000—7563.

COW BAY RUN, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Achèvement brise-lames 125 pieds—7566 ; à l'entrée du port d'Halifax—7566.

CULLODEN, BRISE-LAMES.

Hon. Borden—Comté de Digby—7566 ; coût, \$20,000—7566 ; plans en préparation—7566.

CUNNINGHAM POINT, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Guysboro—7506 ; un dock et une arche—7566 ; dépense, \$2,900—7566.

DEVILS' ISLAND, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté d'Halifax—7567 ; coût \$5,900—7567.

ILE DU DIABLE, BRISE-LAMES.

Hon. Hyman—Total dépensé, \$6,000—9773 ; 80 à 100 pêcheurs—9773.

DIGBY, JETEE.

M. Fowler—Entente avec la ville, pour \$5,000—7567 ; c'est ce que le député de Digby doit avoir pour sa part—7567.

PORT-LAWRENCE, DEBARCADERE.

Hon. Fielding—Coût total, \$16,541—6989 ; profondeur 17 pieds à marée basse—6989.

ECONOMY ET TANTAMAGOUCHE.

M. Sinclair—Détails sur les deux localités—9803.

M. E. M. Macdonald—Quais solides nécessaires dans bassin des Mines—9803.

FREEPORT, DEBARCADERE.

Hon. Brodeur—Protection du débarcadère—7567 ; entreprise, plus basse soumission, \$13,700—7567.

GLACE-BAY, AMELIORATIONS.

Hon. Hyman—Arrangement avec Dominion Coal Co., pour quai et port—9800.

Hon. Fielding—Quai demandé par population—9800 ; importance de Glace-Bay—9800.

Hon. Hyman—Difficulté avec l'auditeur quant au paiement à la compagnie—9801 ; contrat sera déposé—9801.

GABARUS, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Comté de Cap-Breton—7567 ; pour protéger vaisseaux rentrant dans tourmente—7567 ; coût, \$10,000—7567.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

GEORGEVILLE, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté d'Antigonish—7567 ; prolongement de quai à 400 pieds—7567 ; coût, \$2,300—7567.

HARRIGAN-COVE, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté d'Halifax—7568 ; approche du quai, 700 pieds de long et 20 de large—7568 ; comté d'Halifax—7568 ; coût, \$2,000—7568.

HALF ISLAND-COVE.

M. Sinclair—Population 800 âmes—9808 ; nature des travaux—9808.

ILE JAVVRIN, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Richmond—7572 ; erreur d'évaluation du prix, \$600—7572.

INDIAN-HARBOUR, QUAI.

Hon. Brodeur—Travaux dans comté d'Halifax—7568 ; coût—7568.

JERSEY COVE, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Victoria-nord—7572 ; coût \$4,300—7572.

KELLY'S COVE, BRISE-LAMES.

Hon. Hyman—Comté de Yarmouth—9806 ; nouveau brise-lames \$19,000—9806 ; port de refuge—9806.

LAC PORTER, CHENAL.

Hon. Hyman—Pour permettre entrée aux vaisseaux, travaux évalués—\$13,000—9806.

M. W. Roche—Décrit nature des travaux—9807.

Hon. Foster—Autre "folie Fielding"—9808.

L'ARDOISE, PROLONGEMENT DE BRISE-LAMES.

Hon. Fielding—Dépense totale, \$26,350—6990.

L'ARDOISE, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté de Richmond—7572 ; contrat pour \$24,800—7572 ; détails—7572 ; faut \$7,500 pour achever—7572.

RIVIERE LARRY, BRISE-LAMES.

M. Brodeur—Coffrage, 100 pieds de long sur 16 de large—7572 ; coût total, \$4,500—7572 ; comté de Guysboro—7572.

LITCHFIELD, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté d'Annapolis—7572 ; coût, \$5,030—7572.

LITTLE BROOK, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Achèvement de travaux—7572 ; coût \$5,030—7572 ; comté de Digby—7572.

PETITE JUDIQUE, HAVRE.

Hon. Brodeur—Comté d'Inverness—7573 ; évaluation, \$1,000—7573.

LUNENBOURG, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Améliorations port de Lunenburg, coûteront \$8,000—7573.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

MABOU, PONT.

Hon. Brodeur—Pont servant de quai à navigation générale—7573; coût, \$1,800—7573.
M. Ames—Comté d'Inverness favorisé—7573.

MAHONE, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Comté de Lunenburg—7574; dragueur du gouvernement—7573; coût total, \$25,000—7574; profondeur actuelle, 9 pieds, profondeur cherchée, 13 pieds—7374.

MARBLE-MOUNTAIN, QUAI.

Hon. Fielding—Industrie importante de marbre—9803.

MAIN A DIEU, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté Cap-Breton-sud—7574; entreprise, \$8,925—7574.

MALIGNANT-COVE, JETEE.

Hon. Brodeur—Revêtement en planches créosotées—7575; coût, \$1,000—7575.

MARGARET, PORT.

Hon. Brodeur—Comté d'Inverness—7575; détail des travaux—7575; coût de ces travaux, \$1,500—7575; déjà dépensé, \$28,000—7575.

M. McLennan—Remboursement au gouvernement local pour travaux remis au gouvernement fédéral après l'union—7575; autres cas—7576.

M. Borden—Ce sont des dépenses faites aux premiers temps de l'union sur travaux passés depuis au gouvernement fédéral—7578.

MARGARETVILLE, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté d'Annapolis—7578; dépense totale, \$4,100—7578.

METIGHAM, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté de Digby—7578; ouvrages endommagés par taret—7578; ont coûté déjà \$38,802—7578.

MILL-COVE, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté de Lunenburg—7578; coût total, \$13,000—7578.

MINES-HARBOUR, QUAI.

Hon. Brodeur—Prolongement des quais de l'Inverness Coal Co.—7568; coût, \$10,000—7568; dépense sera faite quand propriété transportée à gouvernement—7568; transport exigé pour empêcher monopole—7568.

M. Osler—Les quais du Niagara—7568.

M. McLennan—Développement de Broad-Cove—7569; tout le public intéressé à l'entretien du quai—7570.

M. Ames—Demande stipulation qu'argent pas employé à achat de la propriété—7570.

NEW-CAMPBELLTON, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Victoria-nord—7578; coût, \$12,000—7578; mines de houille découvertes—7579.

NEWPORT, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Hants—7579; coût \$6,200—7579.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PETITE RIVIERE, AMELIORATIONS.

Hon. Hyman—Description des travaux—9804; importance de la place—9804; à l'embouchure rivière La Have—9804.

POINTE A LA BATTERIE, QUAIS.

Hon. Hyman—Dépense \$4,800—9774; 300 pêcheurs—9774.

POINTE FREIDE, QUAI.

Hon. Fielding—Description de la localité—9805; chemin de fer projeté—9805; prolongement de quai—9805.

POIRIERVILLE, DEBARCADERE.

Hon. Hyman—Coût estimatif, \$8,500—9805.

PARSBORO, AMELIORATIONS.

Hon. Hyman—Dragage—9801; troisième port de la Nouvelle-Ecosse—9802.

PUGWASH, QUAI.

Hon. Hyman—Evaluation, \$10,000—9801; population 2,000—9801.

PORT MORTON BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Réparations et réfections, coût probable, \$250,000—7564; \$200,000 dépensés, il y a quelques années—7564.

M. A. Johnston—Production quotidienne calculée 1,000 tonnes de houille—7565; développement de la mine sous-marine—7564; Gowrie, Blockhouse Collieries—7564.

Hon. Brodeur—Détail des travaux à faire—7566; en régie—7566.

QUAI DE NOEL.

Hon. Brodeur—Comté de Hants, réparations \$1,200—7579.

PEMBROKE, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté de Hants—7579; coût, \$7,970—7579.

BAIE DE PLAISANCE, QUAI.

Hon. Brodeur—Pour établir petit port—7579; coût, \$8,000—7579; comté d'Inverness—7579.

PLYMPTON, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Réparations, endommagé—7579; coût, \$2,500—7579; comté de Digby—7579.

PORT-GREVILLE, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Comté de Cumberland—7579; coût total, \$12,000—7579; adjudicataire, T. R. Charlton—7579.

PORT-HASTINGS, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté d'Inverness—7580.

OGDEN'S-POND, PROTECTION.

Hon. Brodeur—Comté d'Antigonish, protection des deux côtés du chenal—7579.

PORT-LATOIR, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Achèvement brise-lames—7580; coûtera en tout \$24,000—7580; division Shelbourne et Queen—7580.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PORT-HOOD, TRAVAUX.

Hon. Brodeur—Jetée de 3,800 pieds—7580 ; comté d'Inverness—7580 ; barrage au nord entrée du port de Port-Hood—7580 ; évaluation, \$60,000—7580.

M. Ingram—Déjà dépensé \$61,592—7580 ; port va coûter \$125,000—7580 ; cite rapport d'après lequel dépense sera \$482,000—7581.

Hon. Brodeur—Ancien plan—7581 ; d'après nouveau, dépense seulement \$60,000—7581.

M. McLennan—Explique nature des travaux—7583.

RAY'S-CREEK, QUAI.

Hon. Hyman—Quai sur pilotis, \$18,000—9799.

ROUND HILL, QUAI.

Hon. Hyman—Coût \$2,500—9773 ; population 175 personnes—9773.

SCOTTS BAY, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Prolongement de 75 pieds, coûtera \$3,100—7580.

SHELBURNE, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Pour creuser barrage gênant entrée du port de Shelburne—7584.

SKINNER COVE, CREUSAGE.

Hon. Brodeur—Dans comté de Pictou—7584 ; pour creuser chenal conduisant à étang de Skinner et faire refuge—7584 ; coût, \$10,500—7584.

SUMMERVILLE, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Hants—7584 ; détail ouvrage—7584 ; coût, \$3,500—7584.

THREE FATHOM HARBOUR, PROTECTION.

Hon. Brodeur—Achèvement travaux commencés 1901—7584 ; coût, \$1,200—7586.

TONY RIVER, PORT D'ABRI.

Hon. Hyman—Coût, \$7,000.

M. E. M. Macdonald—Description localité—9804.

VICTORIA BEACH, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté d'Annapolis—7584 ; sert à chemin de fer allant du pont de Victoria à Middleton—7584.

M. Pickup—Ligne exploitée par Mackenzie et Mann, avec "Halifax et Northwestern"—7584.

WALLACE, PORT.

Hon. Brodeur—Travaux pour mouillage des bateaux traversiers des deux côtés du port de Wallace—7585.

WHITE HEAD, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Guysboro—7585 ; quai 175 pieds longueur, 16 pieds à marée basse—7585.

WOLFFVILLE, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de King—7585 ; quai plus solide à construire—7585 ; somme estimée, \$4,000—7585.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

YARMOUTH, MUR DE SOUTÈNEMENT.

Hon. Brodeur—Levées et cloisonnages à poser avant arrivée nouvelle drague—7585.

ONTARIO—EDIFICES.

BELLEVILLE, SALLE D'ARMES.

Hon. Hyman—Semblable à Chatham, coûtera \$65,000—1614.

Hon. Foster—Demande quel effectif, dans une ville donne droit à une salle d'armes—1614 ; demande plan d'ensemble—1616 ; se plaint absence des ministres—1616.

BOWMANVILLE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Dépense, \$32,000—1616 ; population, 3,317—1616.

BRANTFORD, SALLE D'EXERCICES.

Hon. Hyman—Dépense, \$ 45,000—1617 ; M. Cockshutt demande jeu de quilles—1617.

BRIDGEBURG, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Dépenses, \$25,000—1618 ; position spéciale à la frontière près de Fort-Erié—1618 ; entrepreneurs, M. M. J. E. Culber et M. Vanderburg de Welland—1618.

CHATHAM, SALLE D'ARMES.

Hon. Hyman—Coûtera \$65,000—1619.

M. Clements—Félicite ministre, espère travaux seront terminés promptement—1619.

M. Pringle—Fait valoir les droits de Cornwall à une salle d'armes—1620 ; promesses oubliées—1620.

M. Cockshutt—Demande un terrain d'exercice pour Brantford—1621.

COBOURG, SALLE D'ARMES.

M. Blain—Demande local pour 36e bataillon de Peel—1622.

Hon. Hyman—Terrain de \$48,000 acheté à Cobourg pour manœuvres—1622.

GUELPH, SALLE D'ARMES.

Hon. Hyman—Chef-lieu district n° 1—1622 ; coûtera \$125,000—1622 ; beaucoup de canons—1622.

M. Ingram—Salles d'exercices doivent être bâties auprès du terrain de manœuvre—1623.

M. Worthington—Insiste sur ce que les salles d'exercices doivent être à portée du terrain de parade—1625.

M. Blain—Signale part que M. Guthrie s'attribue dans construction salle d'armes de Guelph—1625.

HAMILTON, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Hyman—Nouveau régiment écossais—1627 ; ancienne salle trop petite—1627 ; coûtera, de \$125,000 à \$150,000—1628.

HAWKESBURY, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$18,000—1628 ; population, 4,150 âmes—1628.

KINGSTON, COLLEGE MILITAIRE.

M. Taylor—Signale mauvais état des tours Martello et demande qu'on répare—1630.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

LONDON, BATIMENTS MILITAIRES.

Hon. Hyman—Même crédit qu'à Toronto, Winnipeg et Montréal, pour loger matériel—1630.

M. Lefurgey—Demande réparations à salle d'exercice de Summerside—1631.

LONDON, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Fielding—Détaille dépenses nécessaires—6876 ; coût au 1^{er} février, \$193,944—6876 ; prix du contrat, \$133,897—6876 ; terrain a coûté \$27,000.

M. Bergeron—Se plaint que dépense finale soit jamais conforme à dépense annoncée—6877.

NORTH BAY, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$40,000—1632 ; cité progresse, au croisement C.P.R. et G.T.R.—1632.

OSHAWA, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$31,000—1632.

OWEN-SOUND, BATIMENTS PUBLICS.

Hon. Hyman—Coût total \$75,000.

M. Blain—Conseille occuper emplacement suffisant—9769 ; inutile construire petit—9769.

M. S. Hughes—Le choix des terrains—9770.

PETERBORO, SALLE D'ARMES.

Hon. Hyman—Coûtera \$65,000—1646.

STE-CATHERINE, SALLE D'ARMES.

Hon. Hyman—Coûtera \$79,829, prix contrat—1646.

ST. MARY, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$30,000—1647.

SANDWICH, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Chef-lieu comté d'Essex—1647 ; coûtera \$17,000—1647.

Sir W. Mulock—Explique situation postale de Sandwich—1649.

SIMCOE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$30,000—1649.

STRATFORD, SALLE D'ARMES.

Hon. Hyman—Terrain pas décidé, coûtera environ \$8,000—1650.

TORONTO, DOUANE.

Hon. Hyman—Expose travaux à faire—1650.

TORONTO, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Hyman—Expose travaux projetés—1650 ; doubleront superficie de l'arsenal—1650.

M. Kemp—Aurait dû être fait plus tôt—1651 ; promesse traîne au budget—1651 ; régiments de Toronto les plus mal logés du Canada—1651.

M. Macdonell—Promesses du ministre précédent—1651 ; difficultés entre régiments à cause du peu d'espace disponible—1651.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

TORONTO, BUREAU DE VERIFICATION.

Hon. Hyman—Entreprise adjugée—1651.

M. Macdonell—Cite "Globe" avant élections—1652 ; travaux promis—1652.

Sir W. Mulock—Expose plans quant au bureau de douane et au bureau de poste—1654 ; pour parler devant la commission des chemins de fer—1654.

M. Kemp—Insiste sur la nécessité de faire quelque chose—1652.

Sir W. Mulock—Défectuosités des lois d'expropriation—1657.

TORONTO, APPAREILS PNEUMATIQUES.

Hon. Hyman—Soumissions demandées à Glasgow 30,000 pieds tuyau à Toronto, 8,000 Montréal \$1.45 pied—1658 ; diamètre 10 pouces—1659 ; plus bas soumissionnaire canadien demandait \$5 du pied—1659.

Sir W. Mulock—Tramways trop lents pour transport malles—1659 ; automobile, insuccès—1659.

TORONTO, BUREAU AUXILIAIRE.

Hon. Hyman—Occupe Nos impairs de 675 à 683, rue Young et Charles—1660.

PORTS ET RIVIERES.

M. Taylor—Demande remise discussion.

Hon. Fielding—Enumère soumission pour dragages de Port-Arthur—6873 ; soumission Bowman—6873.

Hon. Fielding—Evaluation faite par M. Coste du bassin de radoub de Collingwood—6873 ; évaluation \$540,000—6873.

PORT ET RIVIERES, EN GENERAL.

M. Blain—Fait valoir demande de Port-Crédit—7726.

NOUVEAU MATERIEL DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Indication matériel requis—7747.

AMHERSTBURG, CHENAL.

Hon. Brodeur—Contrat dragage à la Chatham Dredge Co.—7715 ; contrat \$28,700—7715.

BARRIE, QUAI D'ALLANDALE.

M. Osler—Proteste contre dépenses où trafic nul—9818.

M. Lennox—Erreur de M. Osler—9818 ; travaux antérieurs sur lac Simcoe—9819 ; demande enlèvement d'obstacles à Barrie—9819 ; adverse au principe de constructions dans l'intérêt d'une localité en particulier—9820 ; mais, du moment où le gouvernement dépense de l'argent, il est bon d'en avoir sa part—9820.

BAIE GEORGIENNE ET POINTE A BARIL, AMELIORATIONS.

M. A. E. Macdonell—Demande de redresser le cours du Don et de draguer le port de Toronto—7042.

Hon. Fielding—Crédits nombreux pour Toronto au budget principal—7042.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

BELLE RIVIERE, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Dans Essex-nord—7716; coût \$6,500—7716.

BAYFIELD, CHENAL.

Hon. Brodeur—Creusage chenal à 14 pieds—7716; en régie, coût, \$2,500—7716.

BEAVERTON, AMELIORATIONS AU HAVRE.

Hon. Brodeur—Dans Ontario-nord—7716; couper un chenal de 60 pieds et construire jetée de 150 pieds, coût \$11,000—7716.

RIVIERE BLANCHE, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Comté de Nipissing—7716; enlever souches et obstructions coût \$15,000—7716.

M. S. Hughes—Nouvelle politique pour Ontario d'améliorer rivières non navigables—7717; autrefois réservée à Québec—7717.

Hon. Brodeur—Non, déjà appliquée sur rivière Témiscamingue—7717.

BLIND RIVER, DRAGAGE.

M. Boyce—Dépense modeste—7024; promesses électorales—7024.

M. Clements—Demande dragage rivière Thames—7025; correspondance au sujet besoin de dragage—7025.

BRACEBRIDGE, QUAI.

Hon. Brodeur—Pour achever travaux—7717.
M. W. Wright—Se plaint nouveau quai à la mauvaise place—7718; faudra draguer—7718.

M. S. Hughes—Gouvernement rachète promesse de sir W. Mulock—7718.

BRONTE, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Gouvernement va compléter travaux des jetées commencés en 1904 et 1905—7718.

COBOURG, JETÉES.

Hon. Brodeur—Réparation des jetées coûtera \$5,000—7719; ont déjà coûté \$216,349—7719; dont \$62,000 avant Confédération—7719.

PORT COLBORNE, BRISE-LAMES DE L'EST

Hon. Hyman—L'entreprise est concédée pour \$179,000—853; pour le brise-lames qui ferme le port—853; brise-lames de 2,400 pieds—853; entrepreneur, J. Hogan de Port-Colborne—853; indépendant du projet d'élevateurs et de quais du ministère des chemins de fer—854; donnera 22 pieds de profondeur d'eau—855.

COLLINGWOOD, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Pour élargissement du chenal et amélioration des approches de cale-sèche—7719; coût total, \$660,000—7719; entrepreneurs, C. S. Boone pour dragage et Jos. Beattie pour quais—7719; dragueur Kingsford—7719; nouveau mode de soumissions—7722.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

DEPOT HARBOUR, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Prolongation du brise-lames, de jetées et d'élevateurs—7722; coût total, \$235,000—7722; entrepreneurs, MM. Davis, Haney et Miller—7722.

GODERICH, AMELIORATIONS AU PORT.

Hon. Brodeur—Réparations de toute nature, coût \$90,000—7723; dépensé déjà à Goderich \$767,617—7723.

GRAND BEND, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Achèvement des travaux, coûte total, \$21,388—7723.

M. Armstrong—Délai de construction va expirer—7725; encore rien de fait—7725.

GRANDE RIVIERE, DRAGAGE.

Hon. Fielding—Travaux à Dunnville—7026, entrepreneur C. S. Boone—7026.

M. Boyce—Demande délai fixé entre publication d'avis des adjudications et ouverture des soumissions—7028.

M. Taylor—Discute question de délai pour adjudications de dragage de Port-Arthur—7029.

Hon. Fielding—Reconnait nécessité de délai raisonnable—7032; mais, pas prêt à fixer délai minimum—7032.

HAILEYBURY, LAC TEMISCAMINGUE, QUAI.

Hon. Fielding—Quai effondré une fois fait—7040; avait coûté \$13,000—7040; coûte \$3,000 à rétablir—7040.

HAILEYBURY, QUAI.

Hon. Brodeur—Prolonger quai de 100 pieds—7726; largeur, 20 pieds—7726.

HAWKESBURY, QUAI.

Hon. Fielding—Quai acheté de Mme Paint—6988; coût total, \$3,200—6988.

M. Bergeron—Proteste contre \$250 de loyers coûts—6988.

HAMILTON, QUAI.

M. Barker—Se plaint promesses pas tenues avant élections—7727; maintenant qu'Hamilton-ouest a élu un libéral, devraient être tenues—7727.

M. Zimmerman—Explique retard—7727; retardés dans l'intérêt de la ville—7727; M. Barker en a bénéficié dans son élection, il disait alors que le gouvernement devrait donner dix fois plus—7728.

HONORA, ALGOMA, QUAI.

Hon. Fielding—Quai bâti dans cette région pour rendre justice envers tous les habitants du pays—7040.

M. Taylor—Demande pont pour habitants de l'île Howe, sur Saint-Laurent—7041; cultivateurs originaires de province de Québec—7041.

Hon. Fielding—Bacs et ponts, matière provinciale—7041.

KINCARDINE, JETÉES ET DRAGAGE.

M. Bland—Demande construction barrage dans rivière—7729; pour empêcher charriage d'alluvions—7729.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

LITTLE CURRENT, BAIE GEORGIENNE, CHENAL.

Hon. Fielding—Contrat Boone—7040 ; a déjà coté beaucoup d'argent—7040.

BAIE DE MASCHEDASH, CHENAL.

Hon. Brodeur—M. Prendergast, adjudicataire des travaux—7730.

MEAFORD, PORT.

Hon. Brodeur—Nouvelle jetée du côté nord—7731 ; entreprise adjugée à Kastner et Porter, de Warton—7731 ; coût total, \$74,000—7731.

MIDLAND, PORT.

Hon. Brodeur—Entreprise \$7,000 à Macdonald—7731 ; dragage des mouillages—7731.

NEWCASTLE, JETEE.

Hon. Brodeur—Travaux, \$3,300—7731 ; en régie—7731.

OWEN-SOUND, DRAGAGE.

Hon. Fielding—Contrat Bowman—7039 ; coût total, \$34,000—7039.

Hon. Brodeur—Contrat Bowman—7732 ; \$379,000 dépensés déjà, dont \$13,000 avant confédération—7732.

OWEN-SOUND, AMELIORATIONS.

Hon. Hyman—Entrepreneur, A. P. Honan—9823.

PARRY-SOUND, QUAI.

Hon. Brodeur—Pilotis de 30 pieds de largeur sur 50 de longueur, côté nord du port de Parry-Sound—7732 ; coût estimatif, \$9,800—7732.

PETEWAWA, QUAI.

Hon. Brodeur—Quai pour navires entre Petewawa et des Joachims—7732 ; coût estimé, \$6,000—7732.

PEMBROKE, QUAI.

Hon. Brodeur—Contrat Poupore et Cie—7733 ; quai 1720 pieds de longueur, 10 pieds d'eau à l'extrémité—7733.

PETIT COURANT, AMELIORATIONS AU CHENAL.

Hon. Brodeur—Travaux adjugés à M. Boone—7730 ; entreprise coûtera en tout—7730.

POINT EDWARD DRAGAGE.

Hon. Fielding—Dépense totale \$41,000—7021 ; explication des travaux—7021 ; dragage exécuté en régie par compagnie de remorquage et de sauvetage de la baie de Sarnia—7021 ; M. Ling, ingénieur ordinaire à London, surveillant—7022.

PENETANGUISHENE, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Coût total, \$32,000—7733 ; adjudicataire compagnie de dragage d'Owen-Sound—7733.

Hon. Brodeur—Creuser un chenal de 21 pieds par 200 de large et 3,000 de longueur—7733 ; adjudicataire, Sarnia Bay Lumber Co.—7733 ; près de la gare à marchandises du G.T.Ry.—7733.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM, DRAGAGES.

Hon. Hyman—Travaux commencés de vieille date—821 ; draguer le port à 22 pieds—821 ; coût prévu \$815,000—821 ; a présent dépensé \$336,000—822.

M. S. Hughes—Brise-lames devrait être enlevé—822 ; a été construit quand personne ne prévoyait importance future de Port-Arthur—823 ; demande plan d'ensemble—823.

M. R. L. Borden—Demande qui fait les dragages—824.

M. Bergeron—Demande d'après quel principe se font les dragages—824 ; écarts entre les prix payés suivant les individus et leurs inclinations politiques—826.

Hon. Hyman—Prix dépendent des matériaux à enlever—826 ; le gouvernement ne peut pas songer à acheter assez de dragueurs pour faire tous ses travaux—827 ; un dragueur coûte un quart de million—827 ; les dépenses relèvent du bureau de l'ingénieur en chef—828.

M. R. L. Borden—Où en est le projet de construire des dragueurs?—830.

Hon. Hyman—Une drague analogue au "J.I. Tarte" est en voie d'achèvement aux usines Polson à Toronto—830 ; l'état des dragueurs actuels du gouvernement—834 ; le gouvernement travaille à s'outiller graduellement il ne serait pas sage de faire toute la dépense en une année—834.

M. S. Hughes—Demande détails contrat Bowman—834.

M. Blain—Demande renseignements sur l'état du brise-lames de Port-Arthur—833.

Hon. Foster—Désire avoir renseignements sur le mode de détermination du prix de \$10 l'heure pour dragages—840.

M. S. Hughes—Enumère sommes payées aux dragueurs d'après les comptes de l'auditeur général—841.

M. Blain—Cite Débats de 1902 au sujet du crédit de \$619,000 pour construction de dragueurs—842.

M. Barker—Il est impossible qu'un dragueur travaille douze heures par jour au mois de décembre—844 ; en accordant une paye spéciale aux inspecteurs pour les heures supplémentaires on les encourage à majorer les comptes—846.

Hon. Hyman—Les dragueurs peuvent travailler vingt-quatre heures par jour—846 ; cela dépend des équipes—846.

M. S. Hughes—On dépense trop d'argent pour les dragages—849 ; des députés libéraux ont retiré \$1,000 par année pour des dragueurs qu'ils n'ont jamais vus—849.

M. Sproule—Changements trop fréquents dans ministres des Travaux publics—850 ; impossible avoir renseignements—850.

PORT-BURWELL, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Travaux de protection du port—7733 ; ingénieur en chef Lafleur, ingénieur dirigeant, Treel—7733.

PORT BRUCE, QUAI.

Hon. Brodeur—Coût total, \$11,000—7733.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PORT-DOVER.

Hon. Brodeur—Compléter améliorations—7734 ; M. Pink de London remplace le major Gray décédé—7734.

PORT-HOPE REPARATIONS.

Hon. Brodeur—Estimation \$4,913—7734.

PORT-STANLEY, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Construction deux brise-lames adjudgées—7734 ; importance du port—7734 ; coût estimatif. \$115,000—7734.

RANA, QUAI LAC COUCHICHING.

M. Grant—Besoins de la localité—9826.

Hon. Hyman—Coût, \$1,200—9826.

RIVIERE ONOTABEE, DRAGAGES.

Hon. Brodeur—Dragages à Peterborough faits par drague gouvernement—7734.

PORT DE RONDEAU, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Coût estimatif du brise-lames, \$111,000—7734.

ROSSEAU, QUAI.

M. Bennett—Raison d'être de ce crédit, glorifier M. Watson, député de Parry-Sound—9824 ; gouvernement encourage peu initiative privée en lui faisant concurrence—9825 ; en pleine Muskoka—9825.

M. Wright—Trois quais déjà en cet endroit—9825.

SARNIA, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Entreprise par "Sarnia Bay Lumber Co.", 17 cents par verge—7734 ; une drague peut faire \$170 par jour—7735.

SAUGEEN, ENTREE.

Hon. Brodeur—Travaux nécessaires pour accoster, coût \$9,750—7735 ; Bowman entrepreneur, 25 cents verge—7735.

SAULT SAINTE-MARIE, AMELIORATIONS DANS LE PORT.

Hon. Fielding—Travaux par Joseph Battle de Thorold Ont.—7034 ; total, \$68,700—7034 ; travaux inspectés par M. Boyd—7034 ; nature des travaux—7035.

M. Boyce—L'emploi de M. Boyd—7038 ; zèle politique—7036 ; les délais d'appel électoral—7037 ; le choix des registrateurs électoraux—7038 ; MM. Sutherland et Kennedy—7038 ; les tribunaux saisis—7039.

RIVIERE SAUGEEN, DRAGAGE.

Hon. Hyman—A l'entreprise, travaux près de Kincardine—9823.

RIVIERE SEVERN, DEBLAYAGE.

M. W. R. Wright—Les travaux ont baissé le niveau des eaux—9826 ; on demande un barrage—9826.

Hon. Hyman—Si l'eau est abaissée, on se plaint des obstacles—9826 ; si on l'élève on se plaint des inondations—9826.

SPANISH-RIVER, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Creusage—7735 ; chenal 9 pieds pour donner 9 ou 10—7735.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

SILVER WATER, QUAI.

M. Bennett—Milliers de dollars dépensés inutilement à des quais des fles Manitoulin—9821 ; aucune recette au quai de l'île Cockburn—9821.

STOKES-BAY, QUAI.

M. Dymont—Raison d'être des travaux—9822 ; industrie de l'endroit—9823.

LAC TEMISCAMINGUE, QUAIS.

Hon. Brodeur—Quai à Dawson's-Point—7729 ; coût, \$3,000—7729.

M. McCool—Dawson's-Point à quelques milles de New-Leskeard—7729.

THESSALON, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Entreprise à Boyle Frères—7735 ; adjudication pour \$19,000—7735.

THORNBURY, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Entreprise à H. W. Prendesgast à 14 cents la verge—7735.

PORT DE TORONTO, PASSE EST.

M. A. C. Macdonell—Insuffisance des signaux de brume—7736 ; efforts de M. E. F. Clarke—7736 ; promesses—7737.

Hon. Brodeur—Du ressort ministre Marine—7737 ; indication des travaux—7737 ; soumissions pas encore demandées—7737.

PORT DE TORONTO, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Nature des travaux—7737 ; soumissions demandées—7737.

M. A. C. Macdonell—Le gouvernement devrait s'occuper du détournement du cours du Don.—7738.

Hon. Brodeur—Toronto bien traité—7739.

PORT DE WHITNEY, DRAGAGE.

M. Taylor—On a dépensé partout plus qu'on ne supposait—7033 ; on voit bien qu'il y a eu des élections générales—7034.

WIARTON, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Pour donner 16 pieds à l'eau dans la passe—7739 ; entreprise adjudgée à E. T. Bowman—7739.

OTTAWA.

ADDITION AUX EDIFICES PUBLICS.

Hon. Hyman—Agrandissement bibliothèque—9763 ; construction d'une aile de 110 à 115 pieds à l'ouest—9764.

Hon. Foster—Demande nouvelle salle des séances—9765.

M. S. Hughes—Ventilation, bureau de poste, pas besoin de bureaux pour chaque député—9765.

M. Bergeron—Offre Manny pour ventilation—9766.

M. Barre—Chambre n° 6 trop petite—6766.

M. Sproule—Le ministre a raison de ne pas confier l'installation de la ventilation à un individu qui a tant de secrets—9766.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

ARCHIVES.

Hon. Hyman—Bâtiment nouveau en arrière Imprimerie Nationale—629; contrat à W. McGillivray d'Ottawa, \$49,847—629; dépense totale sera \$80,000—630.

M. Bergeron—Demande si on ne pourrait pas y loger quelques-uns des bureaux dispersés dans la ville—630.

Hon. Hyman—Servira de garage pour documents encombrants de la bibliothèque parlementaire—631.

Hon. Foster—La bibliothèque du parlement est insuffisante, il faudra trouver où la loger—631.

Hon. Hyman—Plans d'agrandissement préparés—631; le bâtiment des archives sera seulement un magasin de garage—632; il sera entièrement à l'épreuve du feu—633.

BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS.

Hon. Hyman—Il y a douze ascenseurs—1740.

BUREAU DE POSTE.

Hon. Hyman—Incendie 4 janvier 1904—1641; causes retard—1641; description et coût des travaux—1642.

M. Ingram—Demande que vieux meubles soient mis à disposition des députés—1643.

CASIERIERS EN FER.

Hon. Hyman—Aussitôt que les anciens tiroirs et rayons en bois deviennent hors d'usage, ils sont remplacés par tiroirs en fer—1633.

EDIFICE DE L'OUEST.

Hon. Hyman—Gouvernement va construire aile pour réunir ministère des Douanes à ministère du Revenu de l'intérieur—801; coût total, \$115,000—801; sera occupée par employés actuels département—802.

Hon. Foster—Espère que cela diminuera nombre de bureaux loués à l'extérieur—802; demande construction d'un grand bâtiment pour remplacer tous les bureaux épars—803; demande grandes salles au lieu bureaux séparés—804; meilleure surveillance—804.

CHAUFFAGE.

Hon. Fielding—Charbon acheté de John Heney et fils—6966; \$6.90 la tonne—6966; 6,000 tonnes, ordinairement, mille de plus cette année—6966; charbon "Cannel" pour les grilles, \$8.45 la tonne—6966.

ECLAIRAGE.

Hon. Hyman—Entreprise d'éclairage électrique adjudgée, il y a sept ans, pour 10 ans—1742.

M. W. Wright—Craint que le pouvoir ne soit pas de 16 bougies—1742.

EDIFICES FEDERAUX EN GENERAL, LOYERS.

Hon. Fielding—Pavillon d'immigrants à Saint-Jean, N.-B.—6907; bloc Cory pour bureaux du canal de la baie Georgienne—6968; en 1905, total de loyers payés, \$47,111—6970; difficultés du système actuel—6970; projet à l'étude—6970.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*EDIFICES FEDERAUX EN GENERAL, LOYERS—*Suite.*

M. Taylor—Bâtisses nouvelles toutes louées de propriétaires libéraux—6970; loyers payés capitalisés représenteraient \$1,250,000—6970.

M. Morin—Le gouvernement sera toujours obligé de payer le prix fort—6972; autant payer pour terrain maintenant que plus tard—6972.

TELEPHONES.

Hon. Hyman—248 téléphones—1742; coût \$35 par année—1742.

Hon. Foster—Recommande téléphone automatique—1743; explique système—1743.

HANGARS A CHARBON.

Hon. Hyman—Gouvernement cherche emplacement pas trop loin du canal—1633.

HOTEL DES MONNAIES.

Hon. Hyman—Contrat signé 5 janvier 1905, avec Sullivan et Langdon de Kingston—633; contrat, \$263,194 pour être achevé 5 janvier 1907—633.

M. Bergeron—Signale besoin de retirer pièces et billets américains—633.

Hon. Hyman—Coût total sera \$350,000, plus terrain, \$21,250, un peu plus de trois cents pieds en tout sens—634.

M. S. Hughes—Demande pourquoi hôtel des monnaies pas bâti à Vancouver—636.

M. Blain—Demande où en est le projet de plan général de construction de bureaux publics à Ottawa?—327.

Hon. Hyman—Discuté à l'article des loyers—638.

M. Bergeron—Ne voit aucune utilité pour la construction d'un hôtel des monnaies—638.

Sir W. Laurier—Devenue nécessaire pour tirer parti production d'or du Yukon—639; fabriquerons monnaie non seulement pour Canada mais pour Royaume-Uni—639; vaut mieux que l'or canadien soit monnayé au Canada qu'aux E.-U.—639.

M. Macpherson—Canada souffre beaucoup de ne pas pouvoir monnayer l'or qu'il produit—640; si l'or pouvait s'acheter à sa valeur en Canada, Vancouver doublerait—640; le Canada produit tous les métaux précieux et il n'a pas les moyens de les utiliser—641.

M. Bergeron—On veut seulement créer quelques places et emplois pour des amis—641; les Canadiens ne mettront pas de patriotisme à favoriser l'or de leur pays—642.

M. Barr—Demande si les banques canadiennes favorisent l'établissement d'un hôtel des monnaies—645.

Sir W. Laurier—Opinion pas unanime—646.

M. Barker—On dit que ce sera une succursale de la monnaie royale—646; quelle différence entre la monnaie canadienne et une monnaie royale—646.

Sir W. Laurier—Les pièces seront frappées avec or et argent canadiens, d'ou monnaie canadienne—646; cet or qui sera des "souverains" pourra circuler en Angleterre, d'ou monnaie royale—646.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*HOTEL DES MONNAIES—*Suite.*

Hon. Foster—On pourrait tout aussi bien faire frapper au dehors des pièces canadiennes avec l'or canadien—646; cet hôtel des monnaies va coûter \$450,000—648; la population du Canada est habituée aux billets—648; l'or restera dans les banques—649; il s'écoulera des années avant que notre monnaie circule à l'étranger—649.

Sir W. Laurier—Cette fondation aura pour effet de faire dévier l'or des lieux de production à Ottawa—650; cette déviation se fera au détriment de Seattle, etc.—650.

Hon. Haggart—Les hôtels de monnaies n'achètent pas l'or pour le frapper—650; ils le frappent pour le compte du propriétaire du métal—650.

Sir W. Laurier—Au Canada la banque qui est sur les lieux est l'intermédiaire entre le mineur et la monnaie—651.

M. Blain—Cite réponse de l'hon. Fielding à propos de la frappe des monnaies d'argent—651.

Sir W. Laurier—Il s'agit de monnaies d'argent britanniques, pas canadiennes—652.

MUSEE VICTORIA.

Hon. Hyman—Sera construit sur propriété Stewart—789; réunira toutes collections—789; contrat à G. Goodwin, \$950,000—789; coûtera en tout \$1,250,000—789; 4 ans pour exécuter—790; cinq soumissions reçues—790; détails de l'édifice—792; divisions—793; gouvernement achète terrain meilleur marché par l'entremise d'un agent qu'en négociant directement—794.

Hon. Foster—Ceci est vrai si l'agent est discret—794.

Hon. Hyman—Cite d'autres propriétés qui ont fait l'objet de négociations—794.

M. Blain—Veut que le gouvernement demande soumissions pour éclairage électrique—795.

Hon. Hyman—Il vaut mieux attendre, conditions peuvent changer—796.

M. Lennox—Demande pourquoi cette politique n'a pas été suivie pour contrat Davis—797.

M. Ingram—Veut que le gouvernement en demandant des crédits pour des constructions fournisse des détails précis de ce qu'elles coûteront—798; les dépenses sont toujours plus élevées qu'on ne l'annonce—790.

M. Bergeron—Demande ce qu'on fera de l'ancien musée géologique?—801.

Hon. Hyman—On verra plus tard—801; le terrain a été payé à l'encan \$76,250—801; une commission de 2½ p.c. déduite du montant de l'achat a été payée à l'agent Tackaberry—801.

IMPRIMERIE DE L'ETAT.

Hon. Hyman—Agrandissements nécessaires—1644.

Hon. Paterson—Si ces travaux sont faits, rapports seront prêts à temps—1644.

M. Cochrane—Se plaint des impressions faites au dehors—1644.

M. Henderson—Les journaux ministériels stipendiés—1645.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

LOYER BATIMENTS FEDERAUX.

M. Perley—Loyers représentent capital \$2,000,000—1736; préférable construire édifice unique—1736.

Hon. Hyman—Promet plus passer baux de long terme—1736; donne liste bâtiments loués et loyers, total \$47,711—1737; ordonne à l'avenir taxes municipales, dans baux nouveaux, seront payées par propriétaire—1738.

NOUVEAUX EDIFICES MINISTERIELS.

Hon. Hyman—Urgence nouvel édifice—9829; superficie louée pour bureaux représente 170,000 pieds—9829; faudrait, pour contenir personnel travaillant au dehors des édifices, deux bâtiments comme bloc Langevin—9830; impossible divulguer intentions avant prochaine session pour ne pas provoquer hausse de prix—9830; monument sera moderne—9830; Chambre aura tous renseignements avant passation marchés—9831.

M. Henderson—La Chambre en votant ce crédit pour achat de terrain se dépouille du privilège du choix de l'emplacement—9831.

M. U. Wilson—Demande détails sur achat de propriété coin O'Connor—9832.

PAVAGE RUE WELLINGTON.

Hon. Hyman—Pour paver en asphalte partie devant propriété gouvernement—1640.

PONTS, ETC., RIVIERES OTTAWA ET RIDEAU.

Hon. Brodeur—Entretien imposé pour décret ministériel 1885—7756; énumération ponts—7756; énumération dépenses année dernière—7756.

QUAI.

Hon. Brodeur—Quai au pied du canal Rideau—7731; entente nécessaire avec commission d'embellissements—7732.

REPARATIONS AU PALAIS LEGISLATIF.

Hon. Hyman—Enumère travaux en perspective—1634.

M. Armstrong—Se plaint ventilation insuffisante—1634.

M. Henderson—On ouvre les fenêtres au grand risque de la santé des députés—1634.

M. Cockshutt—Se plaint de l'espace réservé pour les pupitres—1635.

M. Armstrong—Trouve éclairage insuffisant—1637.

M. Kemp—Trouve insuffisante chambre de l'opposition—1637.

M. Barr—A Toronto, l'opposition est mieux logée—1637.

M. Henderson—Se plaint de la pente des pupitres—1638.

M. McIntyre—Blâme la reliure de l'index à la fin du Hansard—1639.

RIDEAU HALL, DEPENSES.

Hon. Fielding—Dépense d'entretien cette année, \$30,000—6976.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

RIDEAU HALL, AMELIORATIONS.

M. U. Wilson—On a voté cette année \$94,000—9772 ; détail des crédits votés—9772 ; les libéraux et Rideau Hall—9772.

TELEPHONES, EDIFICES PUBLICS.

Hon. Fielding—Service téléphonique coûte en tout, \$9,378—6964 ; désirerait voir tous les ministres demander dans budget supplémentaire assez pour payer tous les comptes courants de l'année, sans laisser d'arriéré—6965.

TERRASSES ET PARCS.

Hon. Fielding—Donne détail des dépenses : terrasse—6966 ; parc Major—6967.

QUEBEC, EDIFICES :

ACTON VALE—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Entreprise concédée 28 juin, \$10,250—1152 ; population 3,000—1152.

M. Monk—Dans quatorze ou quinze places dans Québec, édifices projetés n'ont d'autre but que satisfaire orgueil de population—1152 ; cause d'ennui pour députés—1153 ; impose au pays une charge fixe de \$60,000 par année—1153 ; pour ce prix on louerait tous les locaux nécessaires—1153 ; population se déplace, édifices ne sont plus au centre—1154 ; vanité locale—1154 ; un entrepôt frigorifique vaudrait mieux—1155.

Hon. Hyman—Ne songe pas à inscrire son nom sur les édifices publics—1155 ; y mettra celui de M. Monk, s'il le désire—1156 ; coutume date de la confédération—1156 ; verra s'il peut construire un édifice dans Jacques-Cartier—1156 ; mais redoute pour M. Monk les haines et rivalités—1156.

CHICOUTIMI, EDIFICE.

Hon. Hyman—Terrain a coûté \$2,400—1157 ; coûtera en tout \$30,000—1157 ; importance de Chicoutimi—1158.

GROSSE-ILE—QUARANTAINE.

Hon. Hyman—Crédit demandé par le ministre de l'Agriculture—1158.

M. Blain—Se plaint que l'année dernière on demandait \$8,000 en promettant de clore les réparations, maintenant on demande encore \$6,000—1161.

M. Bergeron—Se plaint qu'on achète des matériaux d'Ontario, électricité de Ahera et Soper, Ottawa, brouettes de Frost et Wood, Smith's Falls—1161.

LACHUTE—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Terrain pas acheté—1162 ; coûtera environ, \$13,000—1162 ; catégorie B—1162.

LEVIS—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Contrat à J. Couture—1163 ; coût total évalué \$30,000 à \$34,000—1163 ; travaux devront être terminés 30 octobre 1906—1163.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

LONGUEUIL—EDIFICE.

Hon. Hyman—Explique catégories A B C—1164 ; le ministère ne peut pas toujours construire deux bâtisses analogues, en deux endroits différents pour le même prix—1164.

MAGOG—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Edifice complet coûtera \$21,000—1165.

M. Bergeron—Se plaint des édifices en pierres et briques—1165 ; mauvaise apparence—1165 ; pas aussi bien qu'édifices de l'ancien gouvernement—1165.

M. Ingram—S'oppose à ce que les candidats libéraux fassent des élections avec des lettres de ministre promettant des constructions—1167.

MONTMAGNY—BATIMENT PUBLIC.

M. Morin—Fait l'historique de la transaction du bureau de poste de Montmagny—1168 ; M. Choquette—1168 ; demandez l'argent nécessaire et n'y revenez plus—1168.

Hon. Hyman—Promet bâtiment solide—1168.

MONTREAL—CASERNES.

Hon. Hyman—Emplacement pas choisi—1169.

M. Bergeron—Chose traîne depuis 18 mois—1169 ; le Parlement pourrait avoir détails à donner—1169.

Hon. Préfontaine—Décrit pour parler avec la ville de Montréal—1169 ; divers emplacements projetés—1170 ; ministre de la milice construira au parc Lafontaine, si la ville ne trouve pas d'autre emplacement—1170.

MONTREAL, ENTREPOT DE DOUANES.

Hon. Hyman—Installation des ascenseurs—1170.

MONTREAL, AGRANDISSEMENT REVENU DE L'INTERIEUR.

Hon. Hyman—Ville Montréal a offert petit carré pour agrandir—1170 ; dépense dépendra de ce qu'on peut faire avec l'ancien édifice—1170.

M. Cochrane—S'étonne qu'on parle de construire un édifice sans savoir où on le mettra—1171.

M. Gallery—La ville de Montréal n'hésitera pas à offrir le terrain pour l'agrandissement—1172.

M. Ames—Injuste de dire que cette dépense ne se fera que si la ville donne le terrain—1172 ; construction ne doit pas être subordonnée à cette condition—1172 ; bien assez d'argent dépensé dans tout Québec—1171 ; demande de biffer dans crédit "sur emplacement fourni par la ville"—1173.

Hon. R. Lemieux—Le gouvernement fédéral a déjà donné à Montréal des terrains de grande valeur : Champ de Mars, fermes Logan et Fletcher—1173.

M. Monk—L'édifice actuel est misérable—1173 ; si on érige sur le petit carré un édifice de \$100,000, la ville n'aura pas à s'en repentir—1173.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*MONTREAL, AGRANDISSEMENT REVENU DE L'INTERIEUR—*Suite.*

M. Bergeron—Demande qu'on abatte tout l'édifice pour en construire un nouveau—1174.

Hon. Préfontaine—Si le gouvernement construit une annexe, il faudra que la ville fournisse le terrain—1175; sinon on tentera de reconstruire sur l'emplacement actuel—1175; à la ville de Montréal de dire si elle veut ou non un grand édifice—1175.

M. Ames—On veut prendre Montréal à la gorge—1176; on veut forcer la ville à effectuer le règlement de plusieurs questions—1176; nous gardons nos atouts—1176.

Hon. Fitzpatrick—Inutile de discuter ou de parler de modifications du crédit—1176; c'est hors des pouvoirs de la Chambre—1176; crédit doit passer ou être rejeté—1176.

Adopté—1176.

MONTREAL, MAGASINS MILITAIRES.

Hon. Hyman—Pour loger le matériel—1177; emplacement pas décidé—1177.

M. Sproule—S'oppose au maintien de crédits plusieurs années, sans emploi—1178.

M. Bergeron—Question sera réglée en même temps que casernes—1178.

MONTREAL, BUREAU DE POSTE.

Hon. Hyman—Pour agrandir bureau de poste de Montréal en occupant pour service couloir de façade—1178; coût, \$25,000—1178.

M. Bergeron—Dépense inutile—1179; on devrait construire un bureau dans la partie est de Montréal, dans la division Saint-Jacques—1179.

Sir W. Mulock—Travaux projetés agrandiront bureau de poste de Montréal notablement—1180; nouveau bureau va être construit près gare Bonaventure pour manipulation des courriers—1180; soulagera bureau central—1180; décentralisation—1181; le jour des grands bureaux de poste est passé—1181.

M. Lennox—Demande si cette dépense de \$25,000 répondra aux besoins de Montréal pour un temps raisonnable—1182.

M. Bergeron—Dépense de \$25,000 inutile—1182; mieux vaudrait un autre bureau à la gare Viger—1182.

Sir W. Mulock—Agrandissement projeté portera superficie bureau de poste Montréal, de 1,200 pieds carrés à 2,000—1183.

MONTREAL, TUBES PNEUMATIQUES.

M. Gervais—Service postal intolérable dans division Saint-Jacques—1183; avec Sainte-Marie et St-Louis forme 117,000 habitants—1183; dans St-Antoine avec 47,000 âmes on dépense \$5,000 par année—1183; dans St-Jacques, petit bureau de timbres postes—1183; demandes du quartier Saint-Jacques—1184; veut un service postal raisonnable—1184; veut que l'est soit aussi bien traité que l'ouest de Montréal—1184; demande bureau pour Saint-Jacques, relié par tubes pneumatiques—1185.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*MONTREAL, TUBES PNEUMATIQUES—*Suite.*

M. C. Piché—Corrobore son collègue quant aux besoins de l'est—1185; ne se plaint pas de ce qui s'est fait dans l'ouest—1185; croit que le ministre reconnaît la situation—1185; a reçu une lettre l'invitant à discuter—1186.

Sir W. Mulock—L'existence de deux bureaux dans l'ouest pas raison suffisante pour construire un dans l'est—1186; question à l'étude—1186; demande à visiter—1186.

M. Gervais—Demande visite prochaine—1186; avant budget supplémentaire—1186.

M. Piché—Demande visite division Sainte-Marie.

M. Ames—Se plaint que soumissionnaires pour tubes pneumatiques aient dû aller à Ottawa visiter les plans et à Buffalo voir les machines—1189.

QUEBEC, HOPITAL DE TRACHOMA.

M. Monk—Proteste contre cette dépense causée par incurie gouvernement—1190; précautions aux Etats-Unis—1190; maintenant la maladie est ancrée au Canada—1190; M. Preston recrute actuellement des immigrants en Europe, au centre de la trachoma—1190.

M. Sproule—Gouvernement a toujours dit qu'il n'entrerait pas de malades de trachoma, maintenant il demande fonds pour les hospitaliser—1190.

QUEBEC—HOPITAL DES IMMIGRANTS. PARC SAVARD.

Hon. Hyman—Pour reconstruire édifice incendié—9768; valait \$75,000—9768; gouvernement n'assure jamais ses propriétés—9768.

SHERBROOKE, SALLE D'EXERCICE.

M. Worthington—Demande si terrain choisi pour raisons autres que politiques—1192; terrain déclaré insalubre—1192; ne blâme pas la partie de la ville où construction projetée, mais terrain lui-même—1192.

M. Tobin—La majorité des citoyens de Sherbrooke est favorable à l'emplacement—1193; une petite minorité opposée—1194.

M. Worthington—Militaires pas consultés—1194; ministre d'Agriculture a tout arrangé—1194.

Hon. Hyman—Construction est faite aux frais de tout le public—1194; soldats ont pas seuls voix au chapitre—1194.

M. Kemp—Demande question soit remise à l'étude et soldats consultés—1195.

ST-JEAN, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Construction considérable—1195; terrain acheté de Mme J. B. Boisvert \$2,500—1195.

VALLEYFIELD, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera terminé \$42,000—1195.

M. Bergeron—Avec un peu plus d'argent on aurait fait édifice tout en pierre—1195.

Sir W. Mulock—Extravagance—1195.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*VALLEYFIELD, EDIFICE PUBLIC—*Suite.*

M. Bergeron—Gouvernement plus extravagant que conservateurs—1196; l'opposition libérale et le budget—1196; les dépenses et faveurs électorales de ce gouvernement sentent l'immoralité—1196; les conservateurs étaient des anges auprès de la droite actuelle—1196.

PORTS ET RIVIERES.

DRAGAGES.

Hon. Brodeur—Dragueurs employés—7749.

ANSE A BEAUFILS, JETEE.

Hon. L. P. Brodeur—Travaux d'achèvement des jetées—7443.

ANSE AU GRIS-FOND, AMELIORATIONS EMBOUCHURE DE LA RIVIERE.

Hon. Brodeur—Travaux commencés, 1904; coût total \$5,000—7444; en régie, sous direction M. Morin—7445.

ANSE A ST-JEAN, JETEE.

Hon. Brodeur—Entreprise, \$2,200—7445.

BARACHOIS DE MALBAIE, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Demandé depuis 1881—7446; commerce important 1,500 à 2,000 habitants—7446; coûtera \$16,000—7446.

BELCEIL, REPARATIONS BARRAGE.

Hon. Brodeur—Réparations barrage en aval du pont du Grand-Tronc—7446; montant, \$500—7446.

RIVIERE BATISCAN, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—M. Pourpore contracteur, 13 cts $\frac{1}{2}$ la verge—7483.

BRYSON, RECONSTRUCTION DU PONT.

Hon. Brodeur—Pont sur le chenal nord de l'Ottawa—7756; reconstruit à mi-frais par gouvernement de Québec et gouvernement d'Ottawa—7757.

Hon. Fitzpatrick—Gouvernement pas responsable accidents—7757.

M. Henderson—Se plaint pont Alexandra pas éclairé—7758.

Hon. Brodeur—Dépend du C.P.R.—7758.

BIC, QUAI POINTE A COTE, BIC.

Hon. Brodeur—Travaux demandés par pilotes—7446.

CANTON FABRE, TEMISCAMINGUE, QUAI.

M. McCool—Promis par M. Tarte—7448.

Hon. Brodeur—Emplacement pas décidé, baie Lavallée ou pointe Quinn—7448.

CHAMBORD, QUAI.

Hon. Brodeur—Contrat de \$9,250 à Arthur Tremblay de Roberval—7448; M. Lemay, inspecteur—7448.

CHAMPLAIN, QUAI.

Hon. Brodeur—Se fait en régie—7449; estimé à \$8,200—7449.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

CHATEAUGUAY, DRAGAGE DE LA RIVIERE.

M. Bergeron—Dépense inutile tant qu'on ne construira pas un coffrage—7483.

CHATEAUGUAY, ELARGISSEMENT RIVIERE ST-JEAN.

M. Brown—La rivière St-Jean se décharge par la rivière Châteauguay—7483.

CHATEAUGUAY, DRAGAGE.

M. Bergeron—Travail improductif—6999; sable mouvant, encoffrement nécessaire—6999; mode de travailler doit être changé—7000.

CHATEAU RICHER, AMELIORATIONS AU PORT.

Hon. Brodeur—Crédit ouvert \$9,000—7449; nombreux bateaux fréquentant le port—7449; trafic, \$50,000—7449; construction des quais commencée en 1884.

M. Morin—Proteste contre dépense dans l'intérêt des propriétaires de carrières—7451.

M. Cochrane—Proteste contre travaux en régie—7451; un fonctionnaire ne peut construire aussi économiquement qu'un entrepreneur—7451.

M. Henderson—Proteste contre la construction en régie pour éluder la loi exigeant adjudication publique pour travaux supérieurs à \$5,000—7433.

M. Morin—Pourquoi faire la dépense d'un quai quand population déjà desservie par chemin de fer—7455; demande qu'on partage—7456.

Hon. Fitzpatrick—Expose travaux projetés—7456; trafic de Château-Richer—7457.

DESJARDINS, ILE AUX ALLUMETTES, QUAI.

Hon. Brodeur—Coût estimé \$11,000—7457; travaux sur rivière Ottawa, près de Pembroke—7427.

DOUCET'S LANDING, DRAGAGE.

Hon. Lemieux—Vis-à-vis Trois-Rivières—7001; terminus important—7001; sable reflue des travaux de Trois-Rivières—7001.

M. Bergeron—On demande \$12,000 et on dépense \$20,000—7001; crédits mal préparés—7002.

Hon. Brodeur—Bassin à construire 800 p. x 450 p. et 13 de profondeur—7457; côté est ligne d'Arthabaska et Trois-Rivières—7458; total à dépenser \$62,000—7458; R. Macdonald, entrepreneur—7458; quai propriété du G.T.R.—7459.

DISRAELI, QUAI.

M. Morin—Ce n'est pas un quai, c'est un pont—9817; l'eau dans le lac—9818; très satisfait de voir encourager Disraéli, mais si on construit un pont, on devrait dire franchement qu'on construit un pont—9818.

Hon. Hyman—Ce ne sont pas les informations du département—9818.

DOUGLASTOWN, MOLE.

Hon. Hyman—Entreprise adjudgée—9815.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

EAST TEMPLETON, QUAI.

Hon. Brodeur—Gouvernement va acheter quai de la compagnie de navigation de rivière Ottawa et réparer, dépensera \$6,500—7460.

M. Perley—Gouvernement construit trop de quais—7461; quai Greece's Point—7461; quai de Hull—7461.

ESCOUMIN, JETEE.

Hon. Brodeur—Dépense \$13,000—7463.

GRAND MECHINS, BRISE-LAMES.

Hon. Brodeur—Quai de protection de 603 pieds au port de Grand Méchins 80 milles de Rimouski—7463; donnera 17 pieds d'eau—7463; estimé \$50,000—7464.

M. Ames—Propose crédit plus fort pour offrir abri à vaisseaux du tonnage du "Campana"—7465.

GRANDE RIVIERE DE BEAUPRE, QUAI.

M. Morin—Proteste, gaspillage d'argent, jamais les navires ne s'y rendent—9816.

POINTE GATINEAU, QUAI.

Hon. Brodeur—Réparation au mur de soutènement—7463; travail en régie—7463.

GROSSE-ISLE, QUARANTAINE.

Hon. Brodeur—Prolongement du débarcadère pour avoir 30 pieds au jusant, marée de printemps—7465.

ILE ALMA, ENLEVEMENT POINTE ROCHER.

Hon. Brodeur—Comté de Chicoutimi—7469.

ILES DE LA MADELEINE, PORTS ET JETEEES.

Hon. Brodeur—Pour aider grande navigation, pour mettre en relation avec reste du monde—7469; une ligne directe avec Pictou—7469; travaux à Pointe à Elec, Grindston et Bassin—7469.

M. Bergeron—\$60,000 déjà dépensés—7470.

LAC SAINT-JEAN, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Dragage à l'embouchure Metabetchuan, Peribonka et Mistassini—7466; dragueur du gouvernement—7466.

M. Ames—Jetées nécessaires pour maintenir travail fait—7466.

LAPRAIRIE, BRISE-GLACES.

Hon. Brodeur—MM. Amyot et Lemay entrepreneurs—7466; prix contrat, \$29,650.

LAPRAIRIE, BRISE-GLACES.

Hon. Hyman—Ouvrages anciens remplacés par ouvrages permanents en béton—9814.

LAC ST-FRANÇOIS, QUAIS.

Hon. Hyman—Quais bâtis pour besoins ordinaires navigation—9814.

LAVALTERIE, QUAI.

Hon. Brodeur—Pour bateaux compagnie Richelieu et Ontario, service Montréal et Chambly—7466; profondeur de l'eau sera 10 à 12 pieds—7466.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

PORT DE MONTREAL.

Hon. Hyman—Crédit destiné à compléter paiement de travaux concédés et exécutés par Poupore et Malone au pied du Courant—852; travaux retardés parce que surélevés de cinq pieds—852; coût primitif \$631,000, coût supplémentaire \$250,000—852; un quai long de 1,000 pieds à l'ouest et 800 pieds à l'est—852.

MILLE VACHES, DEBARCADERE.

Hon. Brodeur—Dans Chicoutimi—7470; travail proposé par M. Taché—7470.

MISTOOK, QUAI.

Hon. Brodeur—Sur le lac St-Jean—7470; réparation quais sur le lac—7470.

MONT-LOUIS—QUAI.

Hon. Brodeur—Dans Gasnoé—7470; coût total \$8,000—7470; donnera 14 pieds—détails du travail—7471.

MONTMAGNY, QUAI.

Hon. Brodeur—Argent n'a pas été dépensé pendant élections—7471.

MONTMORENCY, QUAI.

M. Bergeron—Dépense totale, \$12,300—7004; se fait en régie—7005.

Hon. Lemieux—Travaux faits en régie, meilleur marché—7005; exemple Gaspé—7006.

M. Morin—Se plaint qu'on ne fasse pas travailler les conservateurs—7006.

M. Lake—Les ouvriers employés sur le canal Welland—7007.

M. Perley—Se demande pourquoi on n'emploierait pas un ouvrier parce qu'il appartient à l'autre parti—7008; affidavit Robillard—7009.

Hon. Fielding—Affidavit, tirade politique—7010; pourquoi admettre le patronage pour les hautes positions et ne pas permettre de récompenser les humbles travailleurs du parti—7010; bien des conservateurs ont été employés aux travaux du pays—7011; tout ce qu'on peut demander c'est qu'un ouvrier ne soit pas renvoyé pour avoir fait usage de son privilège de voter—7011; s'il y a du travail pour vingt hommes et que vingt libéraux et vingt conservateurs se présentent, donnerait la préférence aux libéraux—7014.

M. Taylor—Emploie beaucoup d'hommes, n'a jamais demandé leur opinion politique 7014.

M. Morin—S'est vu refuser un bureau de poste parce qu'il est conservateur—7015.

M. Miller—Bien que libéral a vu refuser une augmentation à l'un de ses maîtres de poste qui, au contraire, a été diminué—7016.

M. Findlay—Le gouvernement destitue à tort et à travers—7016.

M. Barr—Justice du gouvernement Whitney—7016; l'hon. M. Fielding a proclamé le principe "au vainqueur les dépouilles"—7016; espère que personne dans Ontario ne sera inquiété pour opinions politiques 7017; les promesses libérales violées—7018.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*MONTMORENCY, QUAI—*Suite.*

M. Campbell—Dans Ontario, M. Whitney tranche impitoyablement la tête des fonctionnaires libéraux—7018 ; les commis saires de licences—7018.

M. E. Martin—Le gouvernement libéral a même nommé bien des conservateurs à des emplois lucratifs—7020.

MONTMORENCY, MUR DE REVETEMENT.

Hon. Brodeur—Détail du travail—7472 ; coût \$12,500.

NEW CARLISLE, QUAI.

Hon. Brodeur—Sera donné à l'entreprise, \$25,000—7473 ; 200 pieds de quai à construire—7473 ; quatorze pieds d'eau au quai neuf—7473.

RIVIERE NICOLET, DRAGAGE.

M. Bergeron—Demande si on ne pourrait pas faire travaux permanents pour éviter dépenses—7474.

Hon. Brodeur—Dépense annuelle, \$8,000—7474 ; contrat de dragage à Macdonald—7474.

NOTRE DAME DU PORTAGE, QUAI.

Hon. Brodeur—Quai appartient à l'Etat—7474.

PEEL HEAD, QUAI.

Hon. Brodeur—Comté de Missisquoi—7474 ; acheté de M. Ewing, \$1,500—7474 ; pêcheurs et barges venant du lac Champlain—7475.

PIERREVILLE, QUAI.

Hon. Fielding—Détail des travaux—7021, coût total, \$9,000—7021.

PORTNEUF, QUAI.

Hon. Brodeur—Travaux neufs—7475 ; quai sur la rive ouest de la rivière—7475.

PETIT PABOS, PORT.

Hon. Brodeur—Prolongement 100 pieds de brise-lames—7467 ; construction primitive 1889—7467.

QUEBEC, AMELIORATIONS AU PORT.

M. Bergeron—Il est temps que le gouvernement prenne à sa charge tous les travaux de tous les ports—805 ; avec ces mélanges entre travaux du gouvernement et de la commission, personne finalement n'est responsable—805.

Hon. Hyman—Les fonds demandés sont pour l'élargissement de la jetée Louise à Québec—806 ; coûteront environ \$400,000—806 ; gouvernement préfère faire travaux lui-même que de prêter argent à la commission du port—806 ; une fois terminés passeront au ministère de la Marine qui percevra droits—806.

M. Bergeron—Il y a deux maîtres à Québec, mais tout l'argent sort du trésor fédéral—806.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*QUEBEC, AMELIORATIONS AU PORT—*Suite*

M. Monk—Demande copie du décret transférant à Québec certains travaux des Travaux publics—807.

Hon. Foster—Demande plan des travaux à exécuter à Québec—808 ; la commission de Québec ne paie pas ses intérêts—808 ; on lui a déjà avancé cinq millions—808 ; on veut évidemment la soulager en faisant cette dépense—809 ; si la commission vaut quelque chose, c'est elle qui devrait entreprendre les travaux—809 ; exigé plans et devis—809.

Sir W. Mulock—Sir Hector Langevin n'a jamais soumis de plans—810.

M. Stockton—Veut savoir quelle attitude le gouvernement entend tenir à l'égard des grands ports du Canada, Montréal, Québec, St-Jean et Halifax—811.

Hon. Foster—Veut connaître la nature du lien entre les deux frères siamois : Marine et Travaux publics—812 ; le gouvernement nomme une commission de transports et entreprend travaux sans avoir rapport—812 ; aucun principe, aucune idée de suite—813.

Hon. Hyman—Connexité a déjà existé de tout temps—814 ; la même au sujet des canaux ; entre Travaux publics et Chemins de fer—814.

M. Bergeron—Le peuple veut connaître les détails des dépenses—815 ; n'admet pas qu'on se repasse des Travaux publics à la Marine et de la Marine aux commissions de port pour échapper contrôle—816.

M. Stockton—Nie que le gouvernement fédéral ait largement contribué aux travaux du port de St-Jean—816 ; l'argent vient des citoyens—816.

Hon. Hyman—Les \$5,000,000 dépensés à Québec l'ont été par la commission sous le contrôle du ministère—817 ; les \$500,000 demandés seront dépensés directement par le ministère, c'est un essai—818.

M. Monk—Demande la nationalisation des ports—820 ; veut savoir quelle politique adopte le gouvernement à cet égard—821.

Hon. Fielding—Somme nécessaire pour payer d'ici à la fin de l'exercice en cours travaux du port de Québec—6868 ; Dussault et Lemieux, entrepreneurs—6868.

M. Bergeron—Conseille abolition des commissions des ports et administration par ministère des Travaux publics—6869.

M. Morin—Demande qu'on relève le mur écroulé au printemps dans port de Québec—6869 ; fait tort au commerce—6870.

Hon. Fielding—Expose état des travaux sur contrat Dussault—6870 ; sommes payées—6870 ; Valiquette, surveillant des travaux—6870.

M. Ames—Demande production contrat—6872.

RIVIERE DES ANGLAIS, AMELIORATIONS.

Hon. Hyman—Enlèvement obstructions—9814.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

REPENTIGNY QUAI.

Hon. Brodeur—Construction adjugée coûtera \$17,500.

M. Monk—On doit cesser dépenser argent pour quais à droite et à gauche—7476 ; il faut outiller port national—7476 ; visite du port—7476 ; pas d'urgence pour ces quais, urgence pour le chenal—7477 ; demande exposition d'un programme—7477.

Hon. Brodeur—Les quais qu'on construit amènent du trafic à Montréal—7477 ; les députés des autres provinces n'ont pas encore demandé que Montréal fût port national—7478 ; gouvernement n'a pas négligé Montréal, a fait tous les sacrifices possibles—7478.

M. Ames—Se plaint que les quais au pied du courant empêchent les navires de circuler dans le chenal—7481 ; échouement du "Tampican"—7481.

Hon. Brodeur—Le navire s'est écarté du chemin—7481 ; la profondeur d'eau était 32 pieds—7481.

RIMOUSKI, JETEE.

Hon. Brodeur—Pour augmenter utilité du quai du gouvernement à Rimouski—7481 ; coût \$50,000—7481.

M. Ames—Utilité disparue—7482 ; mallettes prises à Pointe au Père—7482 ; utilité locale insignifiante—7483.

RIVIERE DU LOUP, BARRAGE DU PETIT RAPIDE.

Hon. Fielding—Coût total, \$23,800—6990 ; barrage date de 1886—6990 ; avait été construit pour favoriser navigation—6990 ; maintenant brisé doit être réparé—6990.

RIVIERE DU LOUP, AMELIORATIONS DU PORT.

Hon. Brodeur—Construction de jetée parallèle à celle qui existe à 800 pieds au N.-O.—7484 ; bassin sera creusé entre deux jetées, 20 pieds, marée basse—7484.

M. Gauvreau—Détails des plans et projets—7485 ; terrain acheté de Mme Dansereau—7485 ; prix, \$9,000—7485 ; sera le plus beau port de mer en bas de Québec—7485 ; dépenses totales, estimées \$200,000—7486.

RIVIERE DU LOUP, DRAGAGE A L'EMBOUCHURE.

Hon. Brodeur—Par Randolph Macdonald, coût \$65,000—7486.

RIVIERE DU LIEVRE, BARRAGE DU PETIT RAPIDE.

Hon. Brodeur—Barrage enlevé par éboulement 1903—7486 ; impossible dresser état estimatif—7486.

RIVIERE MASKINONGE, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Entreprise par MM. Davis et fils, Ottawa—7486 ; 15 cents la verge—7486.

RIVIERE MASKINONGE, DRAGAGE.

Hon. Lemieux—Besoins du commerce de bois—9814 ; enlèvement de sable à l'embouchure—9814.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

RIVIERE OUELLE, REPARATIONS.

Hon. Brodeur—\$5,600 pour terminer travaux—7538.

RIVIERE DU LIEVRE, QUAI.

Hon. Brodeur—Quai à Masson, jonction Buckingham—7538 ; coût, \$8,500—7538 ; quais construits sur rivières à l'exemple des conservateurs—7539.

M. Bergeron—Libéraux avaient promis pas suivre mauvais exemple—7039.

RIVIERE RICHELIEU—DRAGAGE ILE STE-THERESE.

Hon. Brodeur—Travaux par dragueur de l'Etat—7540 ; profondeur donnée, 10 pieds—7540.

ST-ALPHONSE DE BAGOT, QUAI.

Hon. Fielding—Coût total \$2,000—7021.

ST-ALPHONSE, QUAI.

M. Morin—Demande qu'on s'abstienne de dépenser là de l'argent—9815.

Hon. Hyman—Grande paroisse—9815.

SAGUENAY, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—Travaux par un dragueur de l'Etat—7540 ; pour faire chenal de 23 pieds jusqu'à Chicoutimi—7541 ; deux dragueurs travailleront, coûtant \$400 par jour—7542 ; dépense totale : \$300,000—7542.

SAGUENAY, QUAI DESCENTE DES FEMMES.

Hon. Brodeur—Sur rive nord Saguenay, 50 milles en aval de la Baie des Ha ! Ha !—7467 ; ouvrage en régie, gages dépensés dans la région—7467.

ST. ALEXIS, BAIE DES HA ! HA !, JETEE.

Hon. Brodeur—Achèvement jetée de 1443 pieds commencée en 1899—7554 ; 10 pieds à marée basse—7554.

ST-ANDRE DE KAMOURASKA, QUAI.

Hon. Brodeur—Tête de quai en caisson de 100 pieds de largeur 20 pieds de diamètre—7555 ; caisson actuel insuffisant—7555.

STE-ANNE LA POCATIERE, JETEE.

Hon. Brodeur—Reconstruction jetée détruite en 1905—7555.

ST-CHARLES BORROMEE, QUAI.

Hon. Brodeur—Petit quai dans Chicoutimi—7555.

STE-FAMILLE, ILE D'ORLEANS, QUAI.

Hon. Brodeur—Prolongement quai construit il y a vingt ans—7555.

STE-FIDELE, QUAI.

Hon. Brodeur—Pour terminer travaux, coût de Charlevoix—7555.

M. Bergeron—Coûtera \$14,000—7555.

ST-FRANÇOIS, ILE D'ORLEANS, JETEE.

Hon. Brodeur—Pour construire 200 pieds de caisson jusqu'au bloc isolé à 650 pieds de l'étiage—7335 ; plan en préparation—7556.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

ST-FRANÇOIS DE SALES, QUAI.

M. Barker—Crédits mis l'année dernière avant les élections pour leurrer les électeurs, rien de fait—7557.

Hon. Brodeur—Plans sont prêts maintenant—7557; malgré diligence et peut-être à cause des élections n'ont pas pu être prêts année dernière—7557.

STE-FULGENCE, QUAI.

Hon. Brodeur—Coût approximatif \$5,000—7557; côté nord Saguenay, 10 milles aval de Chicoutimi—7557.

ILE ST-GEDEON, QUAI.

Hon. Brodeur—Parachèvement—7557.

ST-JEAN, ILE D'ORLEANS, QUAI.

Hon. Brodeur—Réfection quai de l'Etat—7557.

ST-JEAN DESCHAILLONS, QUAI.

Hon. Hyman—Entreprise adjugée—9816.

BAS DU ST-LAURENT, ENLEVEMENT DE ROCHERS.

Hon. Brodeur—Dans comtés de Gaspé et Bonaventure—7468.

RIVIERE ST-LOUIS, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Pour donner sur 6 milles, 30 pieds de largeur et 6 pieds à l'eau basse—7542; coût total sera \$25,000—7543; dragueur construit, prêt à fonctionner—7543.

RIVIERE ST-LOUIS, CANAUX DE DEVERSEMENT ENTRE SAINT-ANICET ET STE-BARBE.

Hon. Brodeur—Pour faciliter écoulement des eaux de surface à la tête de la rivière Saint-Louis—7544; pour empêcher crue causée par digue construite en 1840 à la tête du lac Beauharnois—7544; \$500 dépensés en travaux préparatoires—7545; travaux évalués à \$96,000—7545.

M. Bergeron—Estimation trop élevée, plan Parent—7546; important que travaux se fassent—7547; demandés depuis bien des années—7547.

Hon. Brodeur—Depuis dix-huit ans crédits demandés en vain—7547; maintenant dragueur construit, travaux vont commencer et on se plaint—7548.

M. Walsh—Quelques hommes seulement, mis à l'ouvrage avant les élections—7548.

Hon. Brodeur—Offre de rayer le crédit—7549; demande attendre retour ministre—7552; M. Bergeron parle de rapport pouvant faire économiser \$20,000—7533; vaut la peine d'être étudié—7533.

M. Walsh—Ne voulait pas empêcher crédit de passer—7554; est en faveur d'un canal et non d'une digue—7554.

RIVIERE ST-AURICE, DRAGAGE.

Hon. Lemieux—Grande scierie en exploitation—7003; occupent 1,000 hommes—7003.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

RIVIERE ST-AURICE, CHENAL ENTRE GRANDES PILES ET LA TUQUE.

M. Bureau—Drague du gouvernement—7487; exposé des travaux faits—7487; barrage au chutes des Grandes Piles—7488; estimation, \$60,000—7488; objet du barrage—7488; marchands de bois intéressés—7489; remboursent le trésor en droits de glissoires et d'estacades—7489; le revenu des billes de bois—7490.

M. Monk—On dépense de l'argent pour intérêts particuliers—7490.

Hon. Brodeur—L'industrie du bois profite au pays tout entier—7490.

M. Ames—On crée un précédent en bâtissant barrage pour hausser l'eau—7491; cas de la rivière St-Jean—7491.

Hon. Brodeur—Economie réalisée par ce travail—7491.

RIVIERE ST-AURICE, CHENAL DE L'EST.

Hon. Brodeur—Contracteur A. Poupore—7491; prix payé, 12 cents $\frac{1}{2}$ la verge—7491; déblais doit être transporté à 4 milles de distance, d'où, plus cher—7491.

REGION DU ST-AURICE, ESTACADES.

Hon. Brodeur—Réparations aux estacades pour faciliter descente sur St-Laurent du bois pour manufacture de pâte de bois—7750.

M. Henderson—Vaudrait tout autant voter argent pour acheter chevaux à cultivateurs—7750; commerce de bois assez profitable pour se dispenser de protection—7750; on devrait plutôt imposer droit sur bois flotté, pour rembourser pays de sommes dépensées autrefois—7751.

Hon. Brodeur—Gouvernement retire 3 p.c. du capital engagé sur estacades Saint-Maurice—7731; dépenses depuis 1867, en construction \$1,430,850—7752; recettes estimées année prochaine, \$42,000—7752.

M. Kennedy—Nie que le bois ait quintuplé de valeur depuis ces dernières années—7753.

SACRE-COEUR, QUAI.

Hon. Brodeur—Achèvement de quai 210 pds de longueur, rive nord du Saguenay—7554; travaux à l'entreprise—7554.

ST-SIMON, QUAI.

Hon. Brodeur—Travaux à l'entreprise—7558; abords de la jetée isolée de St-Simon—7558; contrat \$19,062, à Napoléon Trudeau—7558.

ST-TIMOTHEE, QUAI.

M. Bergeron—Demande réparations quai de St-Timothée—7466.

SOREL, BRISE-GLACES.

Hon. Fielding—Réparations pour éviter démolition—6992; chantiers de Sorel se rapportant au dragage du chenal dépendent du ministère de la Marine—6992; jetées et brise-lames dépendent du ministère des Travaux publics—6992.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*SOREL, BRISE-GLACES—*Suite.*

M. Bergeron—Se plaint retard d'exécution de la politique de l'hon. J. I. Tarte, de construction par le gouvernement des dragueurs qu'il lui faut—6994.

Hon. Fielding—Gouvernement ne donne plus de contrats de dragage à l'heure, mais à la verge cube—6994.

M. Lalor—Dragage de la Grande Rivière à Dunnville—6994.

TERREBONNE, QUAI.

M. Brodeur—Plans sur le métier—7558 : Terrebonne sera traitée comme St-François de Sales—7558.

M. Léonard—Promis depuis longtemps—7559.

M. Desjardins—Travaux intéressent trois comtés: Assomption, Laval et Terrebonne—7559.

RIVIERE VERTE, AMELIORATIONS.

Hon. Brodeur—Pour achever travaux commencés—7554 ; empêcher glace et courants au printemps de ruiner les propriétés—7554.

VILLEMARIE, LAC TEMISCAMINGUE, QUAI

Hon. Brodeur—Lac Témiscamingue a 75 milles de longueur sur 4 de largeur—7446 ; plusieurs bateaux—7446.

RIVIERE YAMASKA, DRAGAGE.

Hon. Brodeur—William Davis et fils d'Ottawa, entrepreneurs—7559 ; rivière navigable sur 15 milles—7559 ; écluse construite à grands frais—7559.

M. Fowler—Bénéfice d'industries privées—7560.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST, EDIFICES.

EDMONTON, EDIFICE.

Hon. Hyman—Bâtiment public coûtera \$150,000—9771 ; autres bâtiments—9772.

EDMONTON, PRISON.

Hon. Hyman—Coûtera en tout, \$50,150—1710.

LLOYDMINSTER, PAVILLON DES IMMIGRANTS.

Hon. Fielding—Dépense totale, \$20,246—6878.

M. S. Hughes—Demande qu'on entoure édifice de clôture—6878.

PINCHER CREEK, EDIFICE.

M. Herron—Demande palais de justice—1714.

Hon. Hyman—S'adresser au gouvernement provincial après 1er juillet—1714.

PRINCE-ALBERT, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$95,000—1711.

M. S. Hughes—Demande pourquoi pas employer ancien bâtiment Palais de Justice—1712.

VOTE DES SUBSIDES—*Suite.*

REGINA, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$55,000—1712.

M. Monk—Nous votons argent pour ouvrages provinciaux—1712 ; provinces seront autonomes 1er juillet prochain—1712 ; que va faire le gouvernement avec ces ouvrages qui intéressent les provinces—1713.

Hon. Hyman—Crédits ont trait à adjudications passées—1713 ; gouvernement doit respecter engagements pris—1713 ; seront remis aux provinces—1713.

SASKATOON, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Hyman—Coûtera \$14,500—1713.

M. S. Hughes—Saskatoon, ville de progrès—1714.

SASKATOON, EDIFICE.

Hon. Hyman—Bâtiment public, \$12,000—9772.

PORTS ET RIVIERES.

PORTS, RIVIERES ET PONTS.

Hon. Brodeur—Réparations—7743.

BATTLEFORD, PONT.

Hon. Brodeur—Réfection du pont en béton, coût, \$43,000—7758 ; adjudicataire entreprise, John Foley d'Ottawa—7758 ; gouvernement compte toujours 10 p.c. en sus du prix estimé pour surveillance et imprévi—7759.

M. U. Wilson—L'honoraire ordinaire des architectes est seulement 5 p.c.—7760.

Hon. Brodeur—5 p.c. pour plans—7761 ; 2½ p.c. surveillance—7761 ; Paul Paradis, de Calgary, surveillant pour ces travaux—7762.

RIVIERE SASKATCHEWAN, LEVE.

M. Herron—L'éboulis de Frank—9826 ; demande crédit pour un chemin—9827 ; obstruction de l'entrée du Pas du Nid-de-Corbeau—9827.

Hon. Hyman—Impossible, travaux pas d'une nature fédérale—9827 ; dans subvention aux nouvelles provinces, crédit à cette fin—9827.

SHELLMOUTH, PONT.

Hon. Brodeur—Plans préparés, rien de fait—7762.

YUKON:

YUKON, ENTRETIEN EDIFICES FEDERAUX.

Hon. Hyman—Prix très élevés pour salaires—139 ; exerce grande surveillance—1739.

VOIES ET MOYENS.

RESOLUTIONS DE SUBSIDES.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre se forme en comité de voies et moyens, adopté—7121 ; propose adoption de 2e résolutions—7121 ; 1° \$6,964,522.37 pour budget supplémentaire de 1905—7121 ; 2°, \$37,374,535.62 pour budget 1906—7121.

Resolutions rapportées, lues 2e et 3e fois, Adoptées—7121.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

RESOLUTIONS DE SUBSIDES.

Hon. Fielding—Soumet résolutions accordant à Sa Majesté crédits de \$160,436.63 pour exercice 1905 et \$25,794,975 pour 1906—10024.

Résolutions rapportées—10024.

VOTES.

AFFAIRE NIXON.

Amendement Foster aux résolutions de subsides (rayant salaire R. Nixon) rejeté, pour 30, contre 66—9995.

COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA.

Motion Stewart, contre la 3e lecture du bill et demandant renvoi au comité, rejeté : 56 pour, 80 contre—3521.

DIVORCE McDERMOTT.

Troisième lecture, mise aux voix, adoptée par 38 pour, 13 contre—6512.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT) BILL No 2.

Motion Fitzpatrick pour renvoi au comité des chemins de fer, adoptée, 85 pour, 45 contre—331.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

Amendement Lennox—Relatif à la pension du président si c'est un juge—Rejeté, 47 pour à 93 contre—1802.

LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA.

Amendement Borden à 2e lecture.
Rejeté par 59 pour, 140 contre—5520.

VOTES—*Suite.*LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Sur 3e lecture :

Amendement Borden—(substitution à l'art. 16 de l'application pure et simple d'art. 93 de l'A.B. du N.); rejeté par 41 pour, 109 contre—9032.

Amendement Bergeron, (garantissant écoles séparées); rejeté par 7 pour, 138 contre—9046.

Amendement S. Hughes (application pure et simple de la constitution); rejeté par 37 pour, 106 contre—9049.

Amendement Bourassa (rétablissant ancien article 16); rejeté par 7 à 132—9053.

Amendement Monk (langue française); rejeté par 7 à 140—9071.

Sous-amendement Bourassa, au précédent (rayant certaines exceptions); rejeté par 7 à 140—9070.

Amendement McCarthy (répartition électorale confiée à commission de juges); rejetée par 42 pour, 97 contre—9074.

LOI CONSTITUANT LA PROVINCE DE SASKATCHEWAN.

Amendement de M. R. L. Borden à 2e lecture; rejeté : 37 pour, 90 contre—8910.

Amendement Scott (affirmant droit d'expropriation) rejeté: 11 pour, 126 contre—9095.

Amendement Léonard (introduisant art. 14, chap. 50, S.R.) rejeté : 6 pour, 124 contre—9097.

Votes députés Algoma, Alberta, Calgary, Huntingdon, rayés—9097.

NORTH ATLANTIC TRADING CO.

Motion de censure Osler, rejetée par 40 pour et 76 contre—9700.

INDEX, PAR DÉPUTÉ

DES

TRAVAUX DE LA PREMIÈRE SESSION DU DIXIÈME PARLEMENT

N.B.—Les pages dont le chiffre est indiqué à la suite de chaque sujet, sont celles de l'index précédent, ou index par sujet, auquel il faut se reporter pour trouver l'analyse des remarques faites en chaque circonstance et l'indication des pages des Débats où elles sont données au long.

Adamson, A. J., *Humbolt.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta, 2e lecture—41-42.
- Bills d'intérêt privé :
 - Canadian Western Life Insurance—91.

Alcorn, George Oscar, *Prince-Edouard, Ont.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—35.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi criminelle de 1892 (amendement)—110.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Intérieur :
 - Appointements des agents d'immigration—227.
 - Marine et Pêcheries :
 - Récompenses pour sauvetages et stations de sauvetage—239.

Ames, Herbert B., *Saint-Antoine, Montréal.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—36, 55, 58.
 - Loi des matelots (amendement)—80.
- Bills d'intérêt privé :
 - Banque Molson—98.
 - Compagnie électrique d'Ottawa—101.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.
- Bateau traversier entre Bout de l'île et Charlemagne—130.
- Chemin de fer de l'Atlantique et Lac Supérieur—132.
- Rapport de la Marine—141.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Chemin de fer de Caplin à Paspébiac—149.
 - Commission du port de Montréal—Hangars permanents—140.

Ames, Herbert B.—*Suite.*

MOTIONS—*Suite.*

- Enquête du "Cap Breton". Démission du capitaine Salmon—150-151.
- Inspection des grains—152.
- Motions sans discussion :
 - Accident "Cap Breton-Canada"—154.
 - Hangars permanents de Montréal—156.
 - Pose et entretien des bouées—157.
 - Soumissions privées—157.

QUESTIONS.

- Agriculture :
 - Droits de propriété sur photographies—158.
 - Chemins de Fer et Canaux :
 - Subvention à l'Atlantique et Lac Supérieur—161.
- Commerce :
 - Bureau du contrôle des grains—161.
- Divers :
 - Listes électorales—162.
- Intérieur :
 - Location de terrains à Montréal pour immigration—165.

Justice :

- Protection des femmes et des enfants—166.
- Timbres de commerce—166.

Marine et Pêcheries :

- Achats de carbone—166.
- Capitaine St-Louis—166.
- Commission du port de Montréal—167.
- Eclairage au gaz acétylène—167.
- Grément du SS. "Acadia"—167.
- Hangars en acier port de Montréal—168.
- Nomination de Joseph Lemieux—168.
- Renfouage de l'élevateur échoué dans le port de Montréal—169.
- Steamers de l'Alberta—169.
- Yacht à vapeur "Maisonnette"—170.

Postes :

- Bureau de poste Anse d'Hamilton, Q.—170.
- Bureau de distribution postale à Montréal—170.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Chemins de Fer et Canaux :
 - Appointements Mothersill—203.
 - Renforcement des ponts—214.

Ames, Herbert B.—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

Commerce :

- Administration de l'acte de l'immigration chinoise—215.
- Inspecteurs des denrées—216.
- Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.
- Service entre Québec et Natashquan—219.
- Service de SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220.

Intérieur :

- Immigration—230.
- Marine et Pêcheries :
- Agences, loyers, dépenses—233.
 - Appointements et déboursés—inspecteurs et gardes—pêches—234-235.
 - Chenal des navires du St-Laurent—235.
 - Chenal du St-Laurent—dragueur en aval de Québec—235.
 - Entretien et réparation de steamers brise-glaces—236.
 - Hôpitaux de marine—237.
 - Phares et service côtier—238.
 - Pisciculture et élevage des homards—238.
 - Récompenses pour sauvetages et stations de sauvetage—239.
 - Service océanique et fluvial—chaudière à l'“ Aberdeen ”—239.

Postes :

- Affaire Thibault—243.
- Bureau de poste de la rue Ste-Catherine Montréal—244.

Revenu de l'intérieur :

- Falsification des substances alimentaires—247.

Travaux publics :

- Mabou, pont—257.
- Mines-Harbour, quai—257.
- Montréal, agrandissement du Revenu de l'intérieur—265-266.
- Montréal, tubes pneumatiques—266.
- Grand-Méchins, brise-lames—268.
- Lac St-Jean, dragage—268.
- Québec, améliorations du port—269.
- Repentigny, quai—270.
- Rimouski, jetée—270.
- Rivière St-Maurice, chenal entre Grandes-Piles et la Tuque—271.

Armstrong, Joseph E., *Lambton-est.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
- Instructions aux présidents d'élection—15.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
- Loi constituant la province d'Alberta—38.
- Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76.
- Bills d'intérêt public :
- Loi des étiquettes des unions ouvrières—114.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Association des horticulteurs fruitiers du Niagara—129.
- Station agronomique du Niagara—144.

MOTIONS.

- Motions discutées :
- Service postal rural—153.
- Motions sans discussion :
- Données thermographiques—155.

Armstrong, Joseph E.—*Suite.*

QUESTIONS.

- Agriculture :
- Compartiments frigorifiques sur steamers—158.
- Marine et Pêcheries :
- Jetée à Grand Bend—168.
- Travaux publics :
- Jetée de St-Joseph du lac Huron—174.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
- Empaquetage et vente des pommes—184.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subside :
- Service frigorifique—197, 198.
- Vote des subsides :
- Agriculture :
- Hygiène des animaux—200.
- Stations agronomiques—202.
- Chemins de fer et Canaux :
- Canal Welland—207.
- Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.
- Dépenses générales—212.
- Intérieur :
- Expériences de la fonte du fer par procédé thermo-électrique—228.
- Revenu de l'intérieur :
- Falsification des substances alimentaires—246.
- Travaux publics :
- Chemins de colonisation Manitoba et Nord-Ouest—248.
- Laboratoire de l'essayeur de ciment—249.
- Grand-Bend, brise-lames—260.
- Réparations au palais législatif d'Ottawa—264.

Avery, Melzar, *Frontenac.*

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
- Fraudes relatives aux boîtes de scrutin—190.

Blain, Richard, *Peel.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
- Dragage de Port-Arthur et Fort-William—12.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
- Loi constituant la province d'Alberta—25-49-51-53.
- Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77-79.
- Loi de la cité d'Ottawa (amendement)—81
- Loi du recensement et de la statistique—82-83-84.
- Bills d'intérêt privé :
- Compagnie électrique d'Ottawa—102.
- Bills d'intérêt public :
- Loi des chemins de fer (amendement)—111.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- “ Gazette du Travail ”—138.
- Iles de la baie Georgienne—139.

QUESTIONS.

- Chemins de Fer et Canaux :
- Commission des chemins de fer—161.

Blain, Richard—*Suite*.

QUESTIONS—*Suite*.

- Douanes :
 Recettes port d'Oshawa—163.
 Travaux publics :
 Brise-lames à Port-Hood—173.
 Dragage de Port Burwell—173.
 Edifices de Glace Bay—173.

RESOLUTIONS.

- Resolutions du gouvernement :
 Empaquetage et vente des pommes—183.
 Recensement et statistiques—188.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 Agriculture :
 Recensement quinquennal Alberta et Saskatchewan—200.
 Impression et distribution des bulletins des stations agronomiques—201.
 Quarantaine des bestiaux—201.
 Stations agronomiques—202.
 Chemins de Fer et Canaux :
 Canal des Galops—204.
 Embranchement à Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.
 Agrandissements à Memramcook—211.
 Commerce :
 Agences commerciales—216.
 Service des sauvetages sur le St-Laurent—220.
 Divers :
 Listes électorales—222.
 Intérieur :
 Appointements des agents d'immigration—227.
 Dépenses casuelles des agences—227.
 Gouvernement du Yukon—administration—228.
 Dépenses imprévues—Indiens du N.B.—230.
 Justice :
 Ficelle d'engerbage—232.
 Marine et Pêcheries :
 Appointements et déboursés, inspecteurs et garde-pêches—234.
 Travaux publics :
 Cobourg, salle d'armes—258.
 Guelph, salle d'armes—258.
 Owen-Sound, bâtiments publics—259.
 Ports et rivières en général—259.
 Port-Arthur et Fort-William, dragage—261.
 Hôtel des monnaies, Ottawa—263-264.
 Musée Victoria—264.
 Grosse-île quarantaine—265.

Barker, Samuel, *Hamilton-est*.

A.JOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 Dragage Port-Arthur et Fort-William, 2e motion—12.
 Instructions aux présidents d'élection—15.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—46, 47, 49, 51, 57, 63, 69.
 Loi des chemins de fer (amendement)—71.
 Loi du recensement et de la statistique—84.
 Loi du revenu de l'intérieur (amendement)—85.
 Loi constituant la province de Saskatchewan—86.

Barker, Samuel.—*Suite*.

BILLS—*Suite*.

Bills d'intérêt privé :

- Chemin de fer du Canada-Atlantique—90.
 Canadian Western Life Insurance Co.—91.
 Compagnie de télégraphie sans fil de Fessenden—94.
 Chemin de fer du Grand-Tronc—95.
 Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—96.
 Compagnie de force motrice Ontario et Minnesota—100.
 Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.
 Divorce Pitblado—104.
 Compagnie de chemin de fer de la Rive Sud—105.

Bills d'intérêt privé :

- Loi des chemins de fer (amendement)—112.
 Loi des dettes de chemins de fer—113.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Acte de l'audition—129.
 Détention de Canadiens à la frontière américaine—135.
 Élévateurs de Port-Colborne—137.
 Frontières d'Ontario—138.
 Relations commerciales avec le Japon—142.

MOTIONS.

- Motions de censure :
 North Atlantic Trading Co.—148.
 Motions discutées :
 Grand-Tronc-Pacifique, emplacement des gares extrêmes—152.
 Motions sans discussion :
 Elections fédérales—155.

QUESTIONS.

- Chemins de Fer et Canaux :
 Chemin de fer Intercolonial National—161.
 Résolutions :
 Résolutions du gouvernement :
 Commission des chemins de fer—180.
 Recensement et statistiques—188.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Fraudes relatives aux boîtes de scrutin—191.
 Vote des subsides :
 Agriculture :
 Bulletin des brevets—200.
 Chemins de Fer et Canaux :
 Port-Colborne—205-206.
 Embranchements de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.
 Intercolonial, achat de rails—210.
 Administration de l'I.C.R.—210-211.
 Améliorations et agrandissements à Moncton—212.
 Voies de garage et embranchements—213.
 Matériel roulant—213.
 Renforcement des ponts—214.
 Sémaphores et gares—215.
 Divers :
 Sergent d'arme—223.
 Douanes :
 Création de nouveaux emplois—224.
 Intérieur :
 Dépenses imprévues, sauvages du Nouveau-Brunswick—229.
 Marine et Pêcheries :
 Appointements et déboursés inspecteurs et garde-pêches—234.
 Ecoles de navigation—236.
 Signaux sous-marins—240.

Barker, Samuel.—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

Travaux publics :

Hamilton, quai—260.

Port-Arthur et Fort-William, dragages—261.

Hôtel des monnaies, Ottawa—264.

St-François de Salles, Q., quai—271.

Barr, John, *Dufferin*,

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—32-33-50-65.

Loi criminelle de 1892 (amendement)—74.

Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76-77.

Loi du recensement et de la statistique—82.

Bills d'intérêt privé :

Banque des citoyens du Canada—92.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Abus de la franchise postale—123.

Règlements de bureau de poste—141.

MOTIONS.

Motions du gouvernement :

Besogne de la Chambre—147.

Motions discutées :

Directeur de poste de Shelburne, Ontario—150.

QUESTIONS.

Intérieur :

Immigration 1904—164.

Postes :

Receveur de poste à Chesley, Ont.—171.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Agriculture :

Impression et distribution des bulletins des stations agronomiques—201.

Quarantaine des bestiaux—201.

Stations agronomiques—202.

Intérieur :

Immigration—229.

Justice :

Prisonniers libérés sur parole—233.

Marine et Pêcheries :

Ecoles de navigation—236.

Entretien et réparation de steamers et brise-glaces—236.

Revenu de l'intérieur :

Falsification des substances alimentaires—246.

Travaux publics :

Shelburne, édifice public—254.

Additions aux édifices publics d'Ottawa—262.

Hôtel des monnaies—263.

Réparations au palais législatif—264.

Montmorency, quai—263.

Beauparlant, Aime M., *Saint-Hyacinthe.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—35

Beland, Henri Severin, *Beauce.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—32

QUESTIONS.

Revenu de l'intérieur :

Falsification du sucre d'érable—172.

Belcourt, hon. Napoleon A., *Ottawa.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—28, 54, 61.

Bills d'intérêt privé :

The Imperial Guarantee and Accident Co. of Canada—96.

Compagnie électrique d'Ottawa—101.

Chemin de fer d'Ottawa à New-York—102.

Union St. Joseph d'Ottawa—145.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Chambre des Communes—commission d'économie interne—131.

Enquête concession Treadgold—137.

Union St. Joseph 5^e Ottawa—145.

MOTIONS.

Motions sans discussion :

Renvoi de Lord Dundonald—157.

QUESTIONS.

Divers :

Secrétariat d'Etat—162.

Milice :

Effectif des corps d'infanterie—170.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Commission des chemins de fer—182.

Pensions aux anciens ministres—185.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Territoires du Yukon—197.

Vote des subsides :

Milice :

Camp de milice à Kentville—242.

Bergeron, Joseph G. H., *Beauharnois.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :

Affaire Nixon—9.

Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.

Extension des frontières du Manitoba—15

Instructions aux présidents d'élection—15-16.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—48, 53, 63, 64, 66, 69.

Loi des annuités aux anciens ministres—70.

Loi des chemins de fer (amendement)—71.

Loi de la milice (amendement)—80.

Loi pour faire droit à Norman Lewis, M.P.—81.

Loi de la police à cheval du Nord-Ouest (amendement)—82.

Loi du recensement et de la statistique—83.

Loi du Sénat et de la Chambre des communes—87.

Loi du traitement du premier ministre—87.

Bergeron, J. G. H.—*Suite.*BILLS—*Suite.*

- Bills d'intérêt privé :
- Chemin de fer Brandon à Saskatchewan et Baie d'Hudson—91.
 - Compagnie de télégraphie sans fil de Fessenden—93-94.
 - Divorce de George Dance Harper—96.
 - Association catholique de bienfaisance mutuelle du Canada—94.
 - Compagnie électrique d'Ottawa—102.
 - Divorce George Pearson—104.
- Bills d'intérêt public :
- Loi sur la falsification des denrées alimentaires—115.

COMITES.

- Comité des comptes publics—119.
- Comité des débats—119.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- M. J. G. H. Bergeron et bills de divorce—125.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Acte de l'audition—128.
- Certificats d'identité pour députés—132.
- Demande de documents—136.
- Hon. S. N. Parent et commission du Transcontinental—139.
- Ministère de l'Intérieur—140.
- Monnaie américaine—140.
- Monnaie étrangère—140.
- Sirènes de brume à Toronto—144.
- Travaux de Chateau-Richer—145.
- Ventilation de la Chambre—146.

QUESTIONS.

- Chemin de Fer et Canaux :

 - Canal de Beauharnois—159.
 - Service ile d'Orléans et Québec—161.

- Justice :

 - Causes d'extradition à Montréal—166.
 - Extradition Gaynor et Greene—166.

- Marine et Pêcheries :

 - Gardien du phare de Bicquet—167.
 - Ports sous l'autorité de commissaires—169.
 - Quaiage—169.

- Milice :

 - Cadres de la milice—170.

- Travaux publics :

 - Quai du Bic—174.
 - Quai de Cacouna—174.
 - Quai de Ste-Famille, Ile d'Orléans—174.
 - Salle d'exercice de Québec—174.
 - Travaux paroisse Chateau-Richer—175.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :

 - Province d'Alberta, convention financière—186.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
- Agriculture :

 - Augmentation Doughty, archiviste—199.

- Chemins de Fer et Canaux :

 - Contribution à une chaire du transport à l'université McGill—204.
 - Canal Beauharnois, réparations—208.
 - Canal Lachine—208.

- Commerce :

 - Service entre le Canada et le Mexique—217.
 - Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.

Bergeron, J. G. H.—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

Divers :

- Bibliothèque du parlement—221.
- Appartements de l'Orateur—221.
- Chambres des députés—221-222.
- Commis de la session—222.
- Imprimerie nationale—222.
- Listes électorales—223.
- Dépenses des listes électorales—223.
- Malles en cuir—223.
- Publication des Débats—223.
- Vétérans de l'incursion fénienne—223.
- Visite royale au Canada en 1901—224.

Douanes :

- Employés mariés au Yukon—224.
- Sous-percepteur à Montréal—224.

Finances :

- Frais d'administration—225.

Intérieur :

- Cartes, gravures—227.
- Indiens d'Oka—230.

Justice :

- Juges du Yukon—indemnité de subsistance—233.
- Libération de A. Brunet—233.
- Travail des forçats—233.
- Marine et Pêcheries :

 - Chenal des navires du St-Laurent—234.
 - Salaires et suppléments des gardiens de phares—239.

Milice :

- Collège Royal Militaire—242.
- Tenue militaire—243.

Postes :

- Bureaux de poste de Montréal—244.
- Bureau de poste dans division St-Jacques—244.
- Cas de C. Doutre—244.
- Dépenses éventuelles gouvernement civil—245.
- Distribution par facteurs—245.
- Indemnité à Pierre Cullery, facteur—245.
- Matériel et fournitures—245.
- Remise en place de J. Dundas—246.

Revenu de l'intérieur :

- Falsification des substances alimentaires—247.

Travaux publics :

- Bureau de l'ingénieur en chef—247.
- Dépenses pour achats de livres de référence—248.
- Relevé d'une route fluviale de la baie Georgienne à Ottawa—250.
- Soldes de comptes dépassés—250.
- London, salle d'exercice—259.
- Hawkesbury, quai—260.
- Port-Arthur et Fort-William, dragages—261.
- Addition aux édifices publics d'Ottawa—262.
- Archives—263.
- Hôtel des monnaies—263.
- Musée Victoria—264.
- Grosse-Ile, quarantaine—265.
- Magog, édifice public—265.
- Montréal, caserne—265.
- Montréal, agrandissement du Revenu de l'intérieur—266.
- Montréal, bureau de poste—266.
- Valleyfield, édifice public—266-267.
- Chateauguay, dragage de la rivière—267.
- Chateauguay, dragage—267.
- Doucet's Landing—267.
- Iles de la Madeleine, port et jetée—268.

Bergeron, J. G. H.—Suite.SUBSIDES—*Suite.*

- Montmorency, quai—268.
- Rivière Nicolet, dragage—269.
- Québec, améliorations au port—269.
- Rivière du Lièvre, quai—270.
- Ste-Fidèle, quai—270.
- Rivière St-Louis, canaux de déversement entre St-Anicet et Ste-Barbe—271.
- St-Thimothée, quai—271.
- Sorel, brise-glaces—272.

Bennett, William H., Simcoe-est.

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Absence des ministres et vacances dans le cabinet—8.
 - Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9-10.
 - Dragage Port-Arthur et Fort-William, 2e motion—11.
 - Extension des frontières du Manitoba—13.
 - Pavage des terrains du Parlement—17.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—44, 52.
 - Loi du recensement et de la statistique—83.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer du Grand-Tronc—95.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Bureau de poste de Waverley, Ont.—131.
- Dragages à Port-Arthur et Fort-William—137.
- Haute cour d'Ontario—139.
- Interdiction du bétail canadien en Angleterre—139.

QUESTIONS.

- Intérieur :
 - Bois sur la réserve de Duke's—163.
- Marine et Pêcheries :
 - Steamer "Séguin"—169.
- Postes :
 - Service postal de Waverley, Ont.—171.
 - Service postal de Coldwater à Lovering—171.
 - Service postal de Victoria-Harbour—172.
- Travaux publics :
 - Bassin de radoub de Collingwood—172.
 - Dock et entrepôts à Midland—173.
 - Dragage à Penetanguishene—173.
 - Dragues importées—173.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 - Commission des chemins de fer—181.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Listes électorales du Manitoba—193.
 - Organisation provinciale du N.-O.—195.
 - Receveur de postes de Thessalon, Ont.—195.
 - Vente des îles de la baie Georgienne—199.
- Vote des subsides :
 - Chemins de Fer et Canaux :
 - Canal de Trent—207.
 - Justice :
 - Soumissions—233.
 - Marine et Pêcheries :
 - Entretien et réparation des phares—236.
 - Phares et service côtier—238.

Bennett, William H.—Suite.SUBSIDES—*Suite.*

- Milice :
 - Camp de milice à Kentville—242.
- Postes :
 - Sommes additionnelles—246.
- Travaux publics :
 - Anse à Phinney, brise-lames—255.
 - Rosseau, quai—262.
 - Silverwater, quai—262.

Bickerdike, Robert, Saint-Laurent, Montreal.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—35.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer des charbonnages de la vallée du Daim-Rouge—107.
 - Agence canadienne—108.

COMITES.

- Embargo sur le bétail canadien—118.

MOTIONS.

- Motions par des députés :
 - Besogne de la Chambre—147.
- Motions discutées :
 - Commission du port de Montréal—149.

QUESTIONS.

- Finances :
 - Monnaie américaine—163.
- Marine et Pêcheries :
 - Appointements et déboursés, inspecteurs et garde-pêches—234.

Black, Judson Burpee, Hants.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—41-50.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer Dominion Atlantic—93.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Grande-Bretagne et ses colonies—177.
 - Protection contre la tuberculose—178.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Revenu de l'intérieur :
 - Falsification des substances alimentaires—246.

Bland, Leonard T., Bruce-nord.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Travaux publics :
 - Kincardine, jetées et dragage—260.

Bole, David Wesley, Winnipeg.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—38.
- Bills d'intérêt privé :
 - Dominion Annuity Co.—89.
 - Chemin de fer Canadien du Pacifique—92.
 - Chemin de fer de Lebouk à la Baie du Tonnerre—97.
 - Banque du Nord—99.
 - Compagnie de Téléphones du Nord-Ouest—100.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi criminelle de 1892 (amendement)—112.

Bole, David Wesley.—*Suite.*

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

M. D. W. Bole et M. Foster—125.

QUESTIONS.

Intérieur :
Fonds des écoles du Manitoba—164.

Borden, hon. sir Frederick W., K.C.M.G., *King, N.-E.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :
Les Jeunes Montagnards de Montréal—16.
Militaires de London à Niagara—16.

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi du Collège Royal Militaire—72.
Loi de la milice (amendement)—80-81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Camp de Simcoe-sud—131.
Champ de tir de Kentville—132.
Halifax et Esquimaux—138.
Service militaire—143.
Soldats de London à Niagara—144.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :
Collège Royal Militaire—179.
Troupe permanente—189.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Sessions du parlement—199.

Vote des subsides :

Milice :

Achats, artillerie, pièces, camps, etc.—240-241.
Armurerie Ross—242.
Arsenal Fédéral—242.
Appointement du Lt.-Col. Gaudet—242.
Arsenal des Ecossais, Montréal—242.
Augmentation des appointements de G. W. Borden—242.
Camp de milice à Kentville—242.
Collège Royal Militaire—242.
Collège Militaire—242.
Composition de l'état-major—243.
Exercices annuels—243.
Exercices annuels, nouvelle somme requise—243.
Fabrication de munitions de guerre—243.
Réduction de la milice active—243.
Salle d'exercice à Sherbrooke—243.
Solde des officiers—243.
Somme supplémentaire pour solde—243.
Topographie militaire—243.
Transports, somme additionnelle—243.
Vieux fort de Louisbourg, C.B.—243.
Travaux publics :
Construction salles d'armes—248

Borden, Robert Laird, *Carleton, O.*

AJOURNEMENTS.

Motions par le gouvernement :
Fête de Pâques—7.
Motions pour discussion :
Absence des ministres et vacances dans le cabinet—7.
Affaire Nixon—8.
Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.
Démission de l'hon. M. Sifton—10.

Borden, Robert Laird—*Suite.*

AJOURNEMENTS—*Suite.*

Dragage Port-Arthur et Fort-William—41.
2e motion—12.
Extension des frontières du Manitoba—13-14-15.
Instructions aux présidents d'élection—15.
Les Jeunes Montagnards de Montréal—16.
Militaires de London à Niagara—16.
Pavage des terrains du Parlement—17.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—19-20-47-48-49-50-51-52-53-54-56-57-58-59-60-61-63-64-65-67-68.
Loi du cens électoral (amendement)—70-71.
Loi des chemins de fer (amendement)—71.
Loi criminelle de 1892 (amendement)—74.
Loi de l'inspecteur des assurances et du directeur de la santé publique—75.
Loi de l'inspection et de la vente des grains (amendement)—78.
Loi des matelots (amendement)—80.
Loi pour faire droit à Norman Lewis, M.P.—84.
Loi du recensement et de la statistique—82-83-84.
Loi de la représentation des territoires du N.-O. (amendement)—84.
Loi constituant la province du Saskatchewan—85-86.
Loi de la télégraphie sans fil—87.
Loi des titres de biens-fonds (amendement)—87.
Loi des matelots (amendement)—88.

Bills d'intérêt privé :

Canadian Western Life Insurance Co.—91.
Chemin de fer Dominion Atlantic—93.
Brevet de la "Facer Solid Steel Car Wheel Co., Ltd."—93.
"Gillies Brothers, Ltd."—94.
Chemin de fer du Grand-Tronc—94-95.
Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—95.
Chemin de fer de Moosejaw à Edmonton—98.
Compagnie de Téléphones du Nord-Ouest—99.
Compagnie de force motrice Ontario et Minnesota—100.
Compagnie électrique d'Ottawa—101-102.
Chemin de fer d'Ottawa à New-York—102.
Brevets David Thomas Owen—103.
Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud—105.
Title Guarantee and Trust Co.—106.
Bills d'intérêt public :
Loi des dettes de chemins de fer—112.
Loi des élections complémentaires—113.
Loi des élections fédérales (amendement)—113.
Loi des étiquettes des unions ouvrières—113-114.
Loi de la sûreté des navires (amendement)—115.

COMITES.

Comité d'agriculture :
Tarif des chemins de fer—117.
Comité des débats—119.
Comités permanents—120.
Comité de la tuberculose—120.

DECES.

M. E. F. Clarke, M.P.—120.
M. L. J. Demers, M.P.—120.
Hon. J. Sutherland, M.P.—120.
M. M. Johnson, M.P.—121.

Borden, Robert Laird—*Suite.*

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

M. A. B. Aylesworth—121.

ELECTIONS.

District électoral de Carlton—124.
District électoral d'Oxford-nord—124.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Frontières du Manitoba—125.
Gouvernement provincial du N.-O.—126.
Présentation de pétitions—127.
Procès-verbal du vote du bill d'Alberta—127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Abus de la franchise postale—128.
Acte de l'audition—129.
Autonomie du Nord-Ouest—130.
Bills modifiant la loi électorale—130.
Budget—131.
Chambre des communes—commission d'économie interne—131.
C. de fer Intercolonial—Service N.-E.—132.
C. de fer Intercolonial—Ingénieurs du "Scotia"—132.
Clôture à la frontière internationale—132.
Codification des lois—133.
Commission des moyens de transport—133.
M. le commissaire Brunet—133.
Commission du Yukon—134.
Conférence coloniale—135.
Convention anglo-américaine concernant la propriété—135.
Cour suprême de la Nouvelle-Ecosse—135.
Demande de documents—136.
Dépôt de rapports—136.
Elections Manitoba—137.
Enquête concession Treadgold—137.
Entrevue de M. Bulyea—137.
Frontières du Manitoba—137-138.
"Gazette du Travail"—138.
G.-T.-P. choix du tracé—138.
Halifax et Esquimaux—138.
Hangars permanents de Montréal—139.
Immigration du continent européen—139.
Inspection des pêcheries de N.-E.—139.
Médecins de district—139.
Ministère de l'Intérieur—140.
Ministre des Travaux publics—140.
Nouveau sous-ministre des Chemins de fer et Canaux—140.
Quai à Indian-Harbour—141.
Rapport de l'auditeur général—141.
Rapport de la commission des pêcheries—141.
Rapports des présidents d'élection—141.
Relations commerciales avec le Japon—142.
Saisie de la goëlette "Agnès Donohoe"—142.
Scrips des Métis—143.
Service postale à Welford, Sask.—143.
Travaux de la Chambre—145.
Vacances dans la magistrature—145.
Travaux dans le ministère—145.
Valeurs provinciales comme placement de fidéicommis en Angleterre—145.
Vétérans 1866 et 1870—146.
Yukon—Election—146.

Borden, Robert Laird—*Suite.*

MOTIONS.

Motions par des députés :
Fonctionnaires fédéraux au N.-O.—147.
Motions de censure :
"North Atlantic Trading Co."—148.
Motions discutées :
Recettes du chemin de fer "Canada Eastern"—153.
Motions sans discussion :
Valeurs provinciales pour fidéicommis—153.

QUESTIONS.

Travaux publics :
Jetée à Amherst, N.-B.—174.
Jetée à Fort-Lawrence—174.

RESOLUTIONS.

Résolutions présentées par des députés :
Grande-Bretagne et ses colonies—177.
Protection contre la tuberculose—179.
Résolutions du gouvernement :
Empaquetage et vente des pommes—184.
Juges des cours provinciales—184.
Pension aux anciens ministres—185.
Province d'Alberta—Convention financière—186, 187, 188.
Traitement du premier ministre—187.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Amendement à l'Acte des banques—189.
Demande de documents—190.
Fraudes relatives aux boîtes de scrutin—190.
Gouvernement provincial des Territoires du Nord-Ouest—191.
Listes électorales du Manitoba—192, 193.
Organisation provinciale du N.-O.—193-194.
Receveur de poste de Thessalon, Ont.—195.
Scrips des métis—196.
Territoire du Yukon—197.
Sessions du parlement—199.
Vote des subsides :
Chemins de Fer et Canaux :
Intérêt sur coût de double voie, St-Lambert et Belœil—204.
Canal de Trent—207.
Administration de l'I.C.R.—211.
Agrandissements à Halifax—211.
Dépenses générales—212.
Doubléments de voie—213.
Transcontinental National—215.
Commerce :
Agences commerciales—216.
Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.
Service des sauvetages sur le St-Laurent—220.
Service de SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220.
Divers :
Gendarmerie à cheval au Yukon—222.
Sergent d'arme—223.
Intérieur :
Expériences de la fonte du fer par procédé thermo-électrique—228.
Immigration agents employés en Canada, Grande-Bretagne et étranger—229.
Indiens de la Nouvelle-Ecosse—230.
Plainte de D. G. Seymour—231.
Terres fédérales—dépenses casuelles—appointements—231.

Borden, Robert Laird—Suite.

- Justice :
 Refonte des statuts fédéraux—233.
- Marine et Pêcheries :
 Chenal des navires du St-Laurent—234.
 Chenal du St-Laurent—dragueur en aval de Québec—235.
 Dépenses des inspecteurs et gardiens de pêcheries—235.
 Entretien et réparation des phares—235.
 Entretien et réparation de steamers et brise-glaces—236.
 Matelots naufragés dans le dénuement—237.
 Phares et bateaux-phares, réparations—238.
- Milice :
 Achats, artillerie, pièces, camps, etc.—241.
- Postes :
 Sommes additionnelles—246.
- Travaux publics :
 Commission des transports—248.
 Chemins de colonisation du Manitoba et Nord-Ouest—248.
 Laboratoire de l'essayeur de ciment—249.
 Lignes télégraphiques des T.N.-O.—249.
 En général—ponts—250.
 Rivière Gatineau—usage des barrages de Gilmour—250.
 Rivière au Saumon, obstructions—251.
 Antigonish, édifice public—254.
 Halifax, édifice public—254.
 Marguerite—port—257.
 Port-Arthur et Fort-William, dragage—261.

Bourassa, Henri, Labelle.**AJOURNEMENTS.**

- Motions pour discussion :
 Extension des frontières du Manitoba—15.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—24-25-53-61-62-63-64-65-66-67-69.
 Loi constituant la province de Saskatchewan—86.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- M. H. Bourassa et les écoles confessionnelles—125.
 Frontières du Manitoba—126.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Contrôle des lignes de téléphones—190.

Boyce, Arthur Cyril, Algoma-ouest.**AJOURNEMENTS.**

- Motions pour discussion :
 Dragage Port-Arthur et Fort-William—11.
 Etudes topographiques du G.-T.-P.—12.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—35.
 Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—78.
 Loi du recensement et de la statistique—83.
 Bills d'intérêt privé :
 Divorce Clara McDermott—97-98.
 "Ontario Life Insurance Co."—100.

Boyce, Arthur Cyril—Suite.**INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.**

- Demande de documents—136.
 G.-T.-P. approbation du tracé—138.
 Règlements de pêche d'Ontario—142.
 Télégraphes et téléphones du gouvernement—144.

MOTIONS.

- Motions du gouvernement :
 Receveur de poste de Thessalon—147.
- Motions discutées :
 Grand-Tronc-Pacifique—Plans—151.
 Grand-Tronc-Pacifique—Plan des gares extrêmes—151-152.
 Téléphones municipaux—154.
- Motions sans discussion :
 Listes électorales des territoires d'Ontario—156.

QUESTIONS.

- Chemins de fer et canaux :
 Chemin de fer Transcontinental national—160.
 Téléphone Port-Arthur et Fort-William—161.
- Divers :
 Listes électorales—161.
- Douanes :
 Entrepôt de douane pour houille grasse—162.
 Importation de foin—162.
- Intérieur :
 Compagnie d'élevage de Meadow-Creek—164.
 Emploi de M. R. E. A. Leach—164.
- Marine et Pêcheries :
 Pêcheries des grands lacs—168.
- Postes :
 Receveur de poste à Kentvale—171.
- Travaux publics :
 Dock du Sault Sainte-Marie—173.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 Commission des chemins de fer—181.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Contrôle des lignes de téléphones—190.
 Organisation provinciale du N.-O.—195.
 Receveur de poste de Thessalon-ouest—195.

VOTE DES SUBSIDES.

- Chemins de fer et Canaux :
 Sault Sainte-Marie—206.
- Travaux publics :
 Blind-River dragage—260.
 Grande Rivière, dragage—260.
 Sault Sainte-Marie améliorations dans le port—262.

Brabazon, Gerald H., Pontiac.**QUESTIONS.**

- Travaux publics :
 Canal de la Baie Georgienne—173.

Bristol, Edmund, Toronto-centre.**BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—42.
- Elections :
 District électoral de Toronto-centre—125.

Broder, Andrew, Dundas.**BILLS.**

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—39.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Obstruction du Saint-Laurent—141.

QUESTIONS.

Chemins de fer et Canaux :

Canaux de Williamsburg et Cornwall—159.

Postes :

Receveur de poste de Markstay, Ont.—171.

Brodeur, hon. Louis-Philippe, Rouville.**AJOURNEMENTS.**

Motions pour discussion :

Dragage de Port-Arthur et Fort-William, 2e motion—12.

Instruction aux présidents d'élection—16.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—43-44-64-67.

Loi de la commission du port de Québec—73.

Loi des compteurs à eau—73.

Loi de naturalisation des étrangers (amendement)—81.

Loi du revenu de l'intérieur (amendement)—83.

Bills d'intérêt public :

Chemin de fer du Grand-Tronc—95.

Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud—105.

Title Guarantee and Trust Co.—106.

Agence canadienne—108.

Bills d'intérêt privé :

Loi criminelle de 1892 (amendement)—109.

Loi des dettes de chemins de fer—112-113.

COMITES.

Comité des débats—119.

MOTIONS.

Motions par des députés :

Besogne de la Chambre—147.

Motions discutées :

Chemin de fer de Caplin à Paspébiac—147.

Importations et exportations—152.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Inspection des compteurs à eau—184.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Divers :

Causes pendantes entre Dominion et provinces—221.

Revenu de l'intérieur :

Appointements des préposés et inspecteurs d'accise—246.

Falsification des substances alimentaires—246-247.

Fourniture d'alcool méthylique—247.

Indemnité pour surcroît d'heures de travail—247.

Brodeur, hon. Louis-Philippe—Suite.**SUBSIDES—Suite.**

Inspecteurs poids et mesures—247.

Inspecteurs éclairage électrique—247.

Répression fraudes—247.

Système métrique—247.

Travaux publics :

Améliorations du haut-Ottawa—247.

Arbitrages—247.

Bureau de l'architecte en chef—247.

Commission des transports—248.

Chemins de colonisation Manitoba et N.-O.—248.

En général—dragues, réparations—248.

Etudes et inspections—249.

Examen des eaux supérieures de l'Ottawa—249.

Galerie des Beaux-Arts—249.

Laboratoire de l'essayeur de ciment—249.

Lignes télégraphiques, C.-A.—249.

Lignes télégraphiques—Provinces maritimes et St-Laurent—249.

Ligne télégraphique I.P.-E. et terre ferme—249.

Lignes télégraphiques—Québec—249.

Ligne télégraphique, câble de l'île Pelée—249.

Ligne téléphonique—Kamloops—ligne Nicola supérieur—249.

Ligne téléphoniques, territoires du N.-O.—249.

Ligne télégraphique du Yukon—250.

Lignes télégraphiques, revenu—250.

Perception des droits de glissoires et barages—250.

Relevé d'un route fluviale de la baie Georgienne à Ottawa—250.

Participation aux dépenses des gouvernements provinciaux pour coût des quais dans ports de marée—250.

En général—ponts—250.

Réparation des ponts, estacades, glissoires—250.

Service télégraphique—personnel—250.

Service provisoire de commis—250.

Matériel de dragage, C.-A.—250.

Dragage—250.

Lacs Anderson et Kennedy, curage—250.

C.-A., Chilliwack, quai—250.

Fleuve Columbia, améliorations—250.

Fleuve Columbia, enlèvement d'obstruction en amont Revelstoke—250.

Fleuve Columbia, améliorations à Golden—250.

Fleuve Columbia, chenal—250.

Fleuve Fraser, chenal—250.

Langley quai—250.

Rivière Thompson-North, améliorations—250.

Rivière au Saumon, obstructions—251.

Port de Victoria, dragage—251.

Quarantaine de Williams-Head—251.

Dragueur nouveau—251.

Dragage au Manitoba—252.

Matériel dragage—252.

Chenal des Carrières aux Narrows—252.

Lac Dauphin, dragage—252.

Géniel, quai—252.

Rivière Fairford, nettoyage—252.

Rivière de la Vase Blanche, dragage—252.

Lac St-François, décharge—252.

Selkirk, quai—252.

Winnipegosis, dragage—252.

Brodeur, bon. Louis-Philippe—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

St-Jean, N.-B., salle d'exercice—252.
 Provinces maritimes, dragage—252.
 Cap Tourmente, améliorations—252.
 Chance-Harbour, brise-lames—253.
 Clifton, brise-lames—253.
 Dipper-Harbour, brise-lames—253.
 Durham, quai—253.
 Grande rivière aux Saumons, éperon—253.
 Port de Miscou, quai—253.
 Mud-Cove, brise-lames—253.
 Petit Rocher, brise-lames—253.
 Pointe du Chêne, réparations brise-lames—253.
 Port du Quaco, réparation—253.
 Richibouctou, jetée—253.
 Fleuve Saint-Jean et affluents—253.
 Fleuve Saint-Jean, pour rembourser au gouvernement provincial moitié des dépenses aux quais dans estuaires—253.
 Anse à l'Ours, N.-E., brise-lames—254.
 Apple-River, quai—255.
 Arichat-ouest, quai—255.
 Baddeck, quai—255.
 Beckerton, brise-lames—255.
 Barachois, havre—255.
 Basse-River, quai—255.
 Baie de St-Laurent, port—255.
 Bridgewater, dragage—255.
 Breadcove, quai—255.
 Charlo, brise-lames—256.
 Chezestcook-East, brise-lames—256.
 Havre de Clark—256.
 Cow-Bay-Run, brise-lames—256.
 Culloden, brise-lames—256.
 Cunningham-Point, quai—256.
 Devil's-Island, brise-lames—256.
 Freeport, débarcadère—256.
 Galbarus, améliorations—256.
 Georgeville, quai—256.
 Harrigan-Cove, quai—256.
 Ile Jaudriel, quai—256.
 Indian-Harbour, quai—256.
 Jersey-Cove, quai—256.
 L'Ardoise, brise-lames—256.
 Rivière Larry, brise-lames—256.
 Letchfield, brise-lames—256.
 Petite Judique, havre—256.
 Lunenburg, dragage—256.
 Mabou, pont et dragage—257.
 Main à Dieu, brise-lames—257.
 Maligant-Cove, jetée—257.
 Margaret, port—257.
 Margaretville, brise-lames—257.
 Metighane, brise-lames—257.
 Mell-Cove, brise-lames—257.
 Mines-Harbour, quai—257.
 New-Campbellton, quai—257.
 New-Port, quai—257.
 Port-Morton, brise-lames—257.
 Quai de Noël—257.
 Pembroke, brise-lames—257.
 Baie de Plaisance, quai—257.
 Plympton, brise-lames—257.
 Port-Greville, brise-lames—257.
 Port-Hastings, quai—257.
 Ogden's-Pond, protection—257.
 Port-Latour, brise-lames—257.
 Port-Hood, travaux—258.
 Scotts-Bay, brise-lames—258.
 Shelburne, dragage—258.
 Skinners-Cove, creusage—258.

Brodeur, hon. Louis-Philippe—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

Summerville, quai—258.
 Three-Fathom-Harbour, protection—258.
 Victoria-Beach, quai—258.
 Wallace, port—258.
 White-Head, quai—258.
 Wolfville, quai—258.
 Yarmouth, mur de toutainement—258.
 Nouveau matériel dragage—259.
 Amherstburg, chenal—259.
 Belle-Rivière, dragage—260.
 Bayfield, chenal—260.
 Beaverton, améliorations au havre—260.
 Rivière Blanche, améliorations—260.
 Bracebridge, quai—260.
 Bronte, améliorations—260.
 Cobourg, jetées—260.
 Collingwood, améliorations—260.
 Depot-Harbour, brise-lames—260.
 Goderich, améliorations au port—260.
 Grand Bend, brise-lames—260.
 Haileybury, quai—260.
 Baie de Maschedash, chenal—261.
 Meaford, port—261.
 Midland, port—261.
 Newcastle, jetée—261.
 Owen-Sound, dragage—261.
 Parry-Sound, quai—261.
 Petawawa, quai—261.
 Pembroke, quai—261.
 Petit courant, améliorations au chenal—261.
 Penetanguishene, dragage—261.
 Port-Burwell, améliorations—261.
 Port-Bruce, quai—261.
 Port-Dover, quai—262.
 Port-Hope, réparations—262.
 Port-Stanley, brise-lames—262.
 Rivière Onotabee, dragages—262.
 Port de Rondeau, améliorations—262.
 Sarnia, dragage—262.
 Saugeen, entrée—262.
 Spanish river, dragage—262.
 Lac Témistamingue, quais—262.
 Thessalon, brise-lames—262.
 Thornbury, dragage—262.
 Port de Toronto, passe-est—262.
 Port de Toronto, brise-lames—262.
 Wiarton, dragage—262.
 Rivières Ottawa et Rideau—264.
 Quai—264.
 Dragages, Québec—267.
 Anse à Beaufls, jetée—267.
 Anse au Gris Fond, améliorations embouchure de la rivière—267.
 Anse à Saint-Jean, jetée—267.
 Barachois de Malbaie, brise-lames—267.
 Belœil, réparations barrage—267.
 Rivière Batiscan, dragage—267.
 Bryson, reconstruction du pont—267.
 Bic, quai Pointe à Côté—267.
 Canton Fabre, Témiscamingue, quai—267.
 Chambord, quai—267.
 Champlain, quai—267.
 Château-Richer, améliorations au port—267.
 Desjardins, Ile aux Allumettes, quai—267.
 Doucet's Landing, dragage—267.
 East Templeton, quai—268.
 Escoumin, jetée—268.
 Grand-Méchins, brise-lames—268.
 Pointe Gatineau, quai—268.
 Grosse-Ile, quarantaine—268.

Brodeur, bon. Louis-Philippe—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

- Ile Alma, enlèvement pointe rocher—268.
 Iles de la Madeleine, ports et jetées—268.
 Lac St-Jean, dragage—268.
 Laprairie, brise-glaces—268.
 Lavaltrie, quai—268.
 Mille Vaches, débarcadère—268.
 Mistook, quai—268.
 Mont-Louis, quai—268.
 Montmagny, quai—268.
 Montmorency, mur de revêtement—269.
 New Carlisle, quai—269.
 Rivière Nicolet, dragage—269.
 Notre-Dame du Portage, quai—269.
 Peel Head, quai—269.
 Portneuf, quai—269.
 Petit Pabos, port—269.
 Repentigny, quai—270.
 Rimouski, jetée—270.
 Rivière-du-Loup, améliorations du port—270.
 Rivière-du-Loup, dragage à l'embouchure—270.
 Rivière Maskinongé, dragage—270.
 Rivière Ouelle, réparations—270.
 Rivière du Lièvre, quai—270.
 Rivière Richelieu, dragage—270.
 Ile Sainte-Thérèse—270.
 Saguenay, dragage—270.
 Saguenay, quai de la Descente des Femmes—270.
 St-Alexis, baie des Ha! ha!, jetée—270.
 St-André de Kamouraska, quai—270.
 Ste-Anne Lapceatière, jetée—270.
 St-Charles Borromée, quai—270.
 Ste-Famille, ile d'Orléans—270.
 Ste-Fidèle, quai—270.
 St-François, ile d'Orléans, jetée—270.
 St-François de Sales, quai—271.
 Ste-Fulgence, quai—271.
 Ile St-Gédéon, quai—271.
 St-Jean, ile d'Orléans, quai—271.
 Bas du St-Laurent, enlèvement de rochers—271.
 Rivière St-Louis, améliorations—271.
 Rivière St-Louis, canaux de déversement entre St-Anicet et Ste-Barbe—271.
 Rivière St-Maurice, chenal entre Grandes Piles et la Tuque—271.
 Rivière St-Maurice, chenal de l'est—271.
 Région St-Maurice, estacades—271.
 Sacré-Cœur, quai—271.
 St-Simon, quai—271.
 Terrebonne, quai—271.
 Rivière Verte, améliorations—271.
 Villemarie, lac Témiscamingue, quai—271.
 Rivière Yamaska, dragage—271.
 Ports, rivières et ponts, T.N.O.—272.
 Battleford, pont—272.
 Shellmouth, pont—272.

Brown, James P., *Châteauguay.*

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 Cie du chemin de fer de la Rive Sud—105.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 Travaux publics :
 Châteauguay, élargissement rivière St-Jean—267.

Bruneau, Arthur Aime, *Richelieu.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—36.

QUESTIONS.

- Marine et Pêcheries :
 Fourniture de fonte à Sorel—167.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 Grande-Bretagne et ses colonies—177-178.

Bureau, Jacques, *Trois-Rivières et Saint-Maurice.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—39-40.

Bills d'intérêt privé :

- Chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice—89-105.
 Cie électrique Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé et Champlain—107.

Bills d'intérêt public :

- Loi criminelle de 1892 (amendement)—109-110.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 Grande-Bretagne et ses colonies.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Divers :

- Bibliothèque du parlement—221.
 Travaux publics :
 Rivière St-Maurice, chenal entre Grandes Piles et la Tuque—271.

Burrows, Theodore Arthur, *Dauphin.*

SUBSIDES.

Vote de subsides :

Travaux publics :

- Chemins de colonisation, Manitoba et N.O.—248.
 Rivière Fairford, nettoyage—252.

Caldwell, Thomas Boyd, *Lanark-nord.*

BILLS.

Bills d'intérêt public :

- Loi des étiquettes des unions ouvrières—114.

Calvert, William Samuel, *Middlesex-ouest.*

BILLS.

Bills d'intérêt privé :

- Brevet de H. McCormack et P. M. Sharpes—88.
 Chemin de fer de la Baie d'Hudson et du Pacifique—90.
 Compagnie de Prêt et d'Épargne de Huron, et Erié—91.
 Chemin de fer de London à Saint-Claire—97.
 Chemin de fer de Niagara, Ste-Catherine et Toronto—99.
 Divorce de Mary Jane Fitzsimmons—94.
 Divorce George Pearson—104.
 Divorce T. A. Pryor—104.
 Chemin de fer Toronto à Hamilton—106-107.
 Canadian Canals Corporation—109.
 Chemin de fer Canada-Middlesex—109.
 Divorce Arthur Howe Hersey—109.

Campbell, Archibald, *York-centre, O.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—41.
 Loi de l'emballage et vente de certaines denrées (amendement)—95.
 Loi d'inspection des grains (amendement)—79.
 Bills d'intérêt privé :
 Canadian Yukon Western Ry. Co.—91.
 Chemin de fer des comtés du Centre—92.
 Brevet de W. A. Damen—93.
 Gold Medal Mfg. Co.—94.
 Brevet de l'Ideal Mfg. Co.—96.
 Chemin de fer de Macleod à Cardstone et Montana—97-9.
 Divorce Clara McDermott—97-98.
 Compagnie de force motrice Ontario et Minnesota—100.
 Banque Sterling du Canada—106.
 Title Guarantee and Trust Co.—106.
 Divorce à H. H. S. Trelawrey—107.

BUDGET.

- Discours du budget—116.

COMITES.

- Comité d'agriculture :
 Tarif des chemins de fer—117.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- "Gazette du Travail"—138.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Listes électorales du Manitoba—193.
 Vote des subsides :
 Chemins de Fer et Canaux :
 Commission des chemins de fer—203.
 Canal de Trent—207.
 Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.
 Intérieur :
 Allocations supplémentaires au service extérieur—226.
 Travaux publics :
 Montmorency, Q., quai—269.

Carrier, Louis A., *Lévis.*

ELECTIONS.

- District électoral de Lévis—124.

Carvell, Frank Broadstreet, *Carleton, N.-B.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—47.
 Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—78.
 Bills d'intérêt privé :
 Divorce Clara McDermott—98.
 Bills d'intérêt public :
 Loi criminelle de 1892 (amendement)—109.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 Subventions aux provinces—154.

QUESTIONS.

- Marine et Pêcheries :
 Sentence arbitrale d'Halifax—169.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 Travaux publics :
 Woodstock, N.-B., salle d'exercice—252.

Cash, E. L., *Mackenzie.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—39.

Chisholm, William, *Antigonish.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76.

QUESTIONS.

- Chemins de Fer et Canaux :
 Chemin de fer Intercolonial—160.
 Postes :
 Cautionnement des maîtres de poste—171.
 Perception d'argent des bureaux de poste—171.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 Emballage et vente des pommes—183.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Service frigorifique—198.

Christie, Peter, *Ontario-sud.*

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 Divorce Clara McDermott—97.

QUESTIONS.

- Travaux publics :
 Dragage à Port Perry—173.
 Dragage à Whitby—173.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 Agriculture :
 Stations agronomiques—202.

Clare, George A., *Waterloo-sud.*

BILLS.

- Bills d'intérêt public :
 Loi des étiquettes des unions ouvrières—114.

QUESTIONS.

- Justice :
 Fabrication de ficelle à Kingston—166.

Clarke, Alfred H., *Essex-sud.*

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 Compagnie de chemin de fer de Woodstock au Lac Huron—109.
 Bills d'intérêt public :
 Loi des chemins de fer (amendement)—111.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Clôture à la frontière internationale—132.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 Service postal rural—154.
 Cour d'amirauté—155.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 Revenu de l'intérieur :
 Appointements des préposés et inspecteurs d'accise—246.

Clarke, E. F., *Toronto-centre.*

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 - Compagnie d'assurance contre l'incendie, "The Sovereign du Canada"—105.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi criminelle de 1892 (amendement)—110.

COMITES.

- Comité des comptes publics—119.

MOTIONS.

- Motions sans discussion :
 - Port de Toronto—157.

Clements, Herbert S., *Kent-ouest.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76-77.

BUDGET.

- Discours du budget—116.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—128.
- Clôture à la frontière internationale—132.
- Obstruction de la Thames par les glaces—140.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Informations et explorations du service postal rural—152-154.
- Motions sans discussion :
 - Sucre de betterave—157.

QUESTIONS.

- Douanes :
 - Produits agricoles exportés aux Etats-Unis ou importés—163.
- Intérieur :
 - Frontières des territoires du N.-O.—164.
 - Vétérinaires inspecteurs—165.
- Revenu de l'intérieur :
 - Importation du tabac—172.
- Travaux publics :
 - Dragage de la rivière Thames—173.
 - Salle d'exercice de Chatham—174.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Agriculture :
 - Quarantaine des bestiaux—201.
- Revenu de l'intérieur :
 - Appointements des proposés et inspecteurs d'accise—246.
- Travaux publics :
 - Blind River, dragage—260.

Cochrane, Edward, *Northumberland-est, O.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Etudes topographiques du G.T.P.—12.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76.
 - Loi du recensement et de la statistique—83.

Cochrane, Edward—*Suite.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Fraudes relatives aux boîtes de scrutin—190.
- Vote des subsides :
 - Agriculture :
 - Développement des industries agricoles—200.
 - Chemins de Fer et Canaux :
 - Canaux, étude et inspection—203.
 - Port-Colborne—206.
 - Canal de Trent—206-207.
 - Canal Welland—207.
 - Dépenses générales des chemins de fer—212.
 - Intérieur :
 - Appointements des agents d'immigration—226.
 - Travaux publics :
 - Construction, salles d'armes—248.
 - Imprimerie de l'état, Ottawa—264.
 - Montréal, agrandissement du Revenu de l'intérieur—265.
 - Chateau-Richer, Q., améliorations au port—267.

Cockshutt, William F., *Brantford.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—36-37-51.
 - Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—72.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76-77-78.

BUDGET.

- Discours du budget—116.

COMITES.

- Tarifs des chemins de fer—117-118.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Clôture à la frontière internationale—133.

QUESTIONS.

- Douanes :
 - Exportation de graines de trèfle—162.
- Milice :
 - Recrutement des corps permanents—170.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Grande-Bretagne et ses colonies—176-177.
- Résolutions du gouvernement :
 - Empaquetage et vente des pommes—183.
 - Province d'Alberta—convention financière—187.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Listes électorales du Manitoba—193.
- Intérieur :
 - Ecoles indiennes—Provinces maritimes, Ontario et Québec—228.
- Marine et Pêcheries :
 - Service postal d'hiver—240.

Cockshutt, William F.—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

Revenu de l'intérieur :
Falsification des substances alimentaires—
247.

Travaux publics :
Antigonish, N.-E., édifices publics—254.
Chatham, O., salle d'exercice—258.
Réparations au palais législatif d'Ottawa
—264.

Connee, James, *Baie du Tonnerre et Rivière
La Pluie.*

BILLS.

Bills d'intérêt privé :
Compagnie de force motrice Ontario et
Minnesota—100.

Costigan, Hon. John, *Victoria, N.-B.*

BILLS.

Bills d'intérêt privé :
"Winding Ledges Power and Boom Co."
—109.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Abus de la franchise postale—128.

MOTIONS.

Motions sans discussion :
"Winding Ledges Power and Boom Co."
—158.

QUESTIONS.

Chemins de fer et Canaux :
Chemin de fer Transcontinental national—
161.

Crawford, John, *Portage-la-Prairie.*

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—37.
Loi d'inspection des grains (amende-
ment—79.

BUDGET.

Discours du budget—117.

MOTIONS.

Motions sans discussion :
Pêche dans le lac Manitoba—156.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Listes électorales du Manitoba—192.

Crocket, Oswald S., *York, N.-B.*

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—
36.
Loi criminelle de 1892—74.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Chemin de fer de l'Intercolonial, gare de
Frédéricton—132.
Demande de documents—136.
Taux de l'I.C.R.—144.

MOTIONS.

Motions discutées :
Intercolonial, chef de gare de Frédéric-
ton—153.
Recettes de chemin de fer "Canada
Eastern"—153.
Motions sans discussion :
Pêcheries de l'île Manitoulin—156.

Crocket, Oswald S.—*Suite.*

QUESTIONS.

Chemins de fer et Canaux :
Chemin de fer Intercolonial—160.
Douanes :
Percepteur des douanes à Harvey—162.
Marine et Pêcheries :
Réparation aux vaisseaux de l'Etat—169.
Milice :
Champ de tir de Woodstock—170.
Ecuries et quartiers militaires à Frédé-
ricton, N.-B.—170.
Travaux public :
Salle d'exercice à Frédéricton, N.-B.—
174.
Salle d'armes de Woodstock, N.-B.—175.

SUBSIDES.

Vote des subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Agrandissements à Memramcook—211.
Améliorations et agrandissements à Monc-
ton—211.
Dépenses générales—212.
Milice :
Achats, artillerie, pièces, camps, etc.—
241.
Postes :
Bureau de poste de Frédéricton—244.
Revenu de l'intérieur :
Falsification des produits alimentaires—
247.

Daniel, John W., *Saint-Jean, ville.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :
Commission des pêcheries—10.

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi du recensement et de la statistique
—82.
Bills d'intérêt privé :
Divorce de Jane Marie Fitzsimmons—94.

BUDGET.

Discours du budget—117.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Commission des moyens de transports—
133.

QUESTIONS.

Chemins de Fer et Canaux :
Chemin de fer Intercolonial—160.
Douanes :
Importation du Royaume-Uni—162.
Importations sous tarif différentiel—162.
Postes :
Service postal entre Saint-Jean et Saint-
Martin, N.-B.—172.
Travaux publics :
Brise-lames de Dipper Harbour, N.-B.—
172.

RÉSOLUTIONS.

Résolutions présentées par des députés :
Protection contre la tuberculose—178.
Résolutions du gouvernement :
Collège Royal Militaire—179.
Commission des chemins de fer—181.
Troupe permanente—189.

Daniel, John W.—Suite.**SUBSIDES.**

- Motions avant de se former en subsides :
 - Chemin de fer I.C.R., heures des trains—189.
 - Demande de documents—190.
- Vote des subsides :
- Agriculture :
 - Encouragements à l'industrie laitière, avances aux patrons—200.
 - Quarantaine pour salubrité publique—202.
- Chemins de Fer et Canaux :
 - Dépenses générales—212.
- Commerce :
 - Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.
 - Service entre terre ferme et l'I.P.-E.—219.
 - Service de Saint-Jean, Digby—220.
 - Service de Saint-Jean, Halifax et Londres—220.
 - Service de S.S. entre Saint-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220.
 - Subventions autorisées par statut—221.
- Intérieur :
 - Agents d'immigration en Canada et Grande-Bretagne—225.
- Marine et Pêcheries :
 - Ecoles de navigation—236.
 - Signaux sous-marins—240.
- Travaux publics :
 - Provinces maritimes, outillage de dragage—248.
 - Galerie de Beaux-Arts—249.
 - Saint-Jean, N.-B., salle d'exercice—252.

Demers, L. Philippe, Saint-Jean et Iboville.**AJOURNEMENTS.**

- Motions pour discussion :
 - Instructions aux présidents d'élection—15.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—27-28-29.
- Bills d'intérêt privé :
 - Brevet de Jean Effront—93.
 - Association catholique de bienfaisance mutuelle du Canada—94.
 - Compagnie de force motrice Ontario et Minnesota—100.
 - Brevets de la "Canada Car Co."—109.
 - Brevets de la "Goodwin Car Co."—109.
- Bills d'intérêt privé :
 - Loi des chemins de fer (amendement)—111.
 - Loi des étiquettes des unions ouvrières—114.

COMITES.

- Comité des bills d'intérêt privé—119.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Importation du poisson pris dans la baie Missisquoi—191.

Derbyshire, Daniel, Brockville.**BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—43.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer de Brockville, Westport et Nord-Ouest—91.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Service postal rural—154.

Derbyshire, Daniel—Suite.**RESOLUTIONS.**

- Résolutions du gouvernement :
 - Empaquetage et vente des pommes—183.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Service frigorifique—198.
- Vote des subsides :
- Postes :
 - Dépenses éventuelles du gouvernement civil—245.

Desjardins, Samuel, Terrebonne.**QUESTIONS.**

- Agriculture :
 - Produits laitiers pour l'exportation—159.
- Divers :
 - Secrétariat d'état—162.
- Intérieur :
 - Réserve des sauvages à Doncaster—165.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
- Travaux publics :
 - Terrebonne, quai—272.

Devlin, Emmanuel B., Wright.**ELECTIONS.**

- District électoral de Wright—125.

Dyment, Albert Edward, Algoma-est.**BILLS.**

- Bills d'intérêt privé :
 - "Algoma Copper Range Railway Co."—89.
 - Chemin de fer Central de l'Algoma à baie d'Hudson—92.
 - Chemin de fer Central du Canada—92.
 - Chemin de fer Manitoulin et la Rive Nord—97.
 - Chemin de fer d'Ontario à l'ouest et baie d'Hudson—100.

SUBSIDES.

- Vote de subsides :
- Travaux publics :
 - Stokes-Bay, quai—262.

Elson, Peter, Middlesex-est.**BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—41.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—78.

QUESTIONS.

- Travaux publics :
 - Salle d'exercice à London—174.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
- Agriculture :
 - Quarantaine des bestiaux—201.

Emmerson, hon. Henry R., Westmoreland.**AJOURNEMENTS.**

- Motions pour discussion :
 - Commission des pêcheries—10.
 - Etudes topographiques du G.T.P.—12.
 - Tarifs du chemin de fer de l'Intercolonial—17.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi des chemins de fer (amendement)—71.
 - Loi du ministère des Chemins de fer et Canaux—71-72.

Emmerson, hon. Henry R.—*Suite*.

BILLS—*Suite*.

Bills d'intérêt privé :

- Compagnie de télégraphie sans fil de Fessenden—93.
- Chemin de fer du Grand-Tronc—94-95.
- Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.
- Compagnie du Pont du Sud du Canada—104.
- The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Co.—107.

Bills d'intérêt public :

- Loi criminelle de 1892 (amendement)—109.
- Loi des chemins de fer (amendement)—109-110.

COMITES.

Comité d'agriculture :

- Tarifs des chemins de fer—117.

INDICES ET INTERPELLATIONS.

- Arbitrage entre le gouvernement et le G.T.R.—129.
- Chemin de fer Intercolonial—Service N.-E.—132.
- Chemin de fer Intercolonial—Gare de Fredericton—132.
- Chemin de fer Intercolonial—Expropriations—132.
- Chemin de fer Intercolonial—Ingénieurs du "Scotia"—132.
- Chemin de fer Transcontinental national—132.
- Construction du G.T.P.—133.
- Communications entre I.P.-E. et terre ferme—134.
- Demande de documents—136.
- "Gazette du Travail"—138.
- G.T.P., approbation du tracé—138.
- Nouveau sous-ministre des Chemins de fer et Canaux—140.
- Obstruction du Saint-Laurent—141.
- Pensions aux employés de l'I.C.R.—141.
- Pont sur le Richelieu à Sorel—141.
- Rapport de la commission des chemins de fer—141.
- Service rapide de steamers canadiens—144.
- Taux de l'I.C.R.—144.
- Téléphones de Port-Arthur et Fort-William—144.
- Transport gratuit de foin sur l'I.C.R.—145.
- Travaux topographiques du G.T.P.—145.

MOTIONS.

Motions discutées :

- Canal Welland, loyer des chutes d'eau—149.
- Grand-Tronc-Pacifique, plans—151.
- Grand-Tronc-Pacifique, plan des gares extrêmes—151.
- Grand-Tronc-Pacifique, tracé, comté de Joliette—152.
- Intercolonial, changements de rails—152.
- Intercolonial, chef de gare de Fredericton—153.
- Recettes du chemin de fer "Canadian Eastern"—153.
- Réclamation de James Clark—153.
- Téléphones municipaux—154.

QUESTIONS.

Agriculture :

- Chemin de fer Intercolonial—160.

RAPPORTS.

- Commission du chemin de fer Transcontinental—175.

Emmerson, hon. Henry R.—*Suite*.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Chemin de fer I.C.R., heure des trains—189.
 - Commission des chemins de fer—190.
- Vote des subsides :
 - Chemin de fer et Canaux :
 - Appointements des ingénieurs, dessinateurs, etc.—203.
 - Appointements du personnel des canaux—203.
 - Canaux, étude et inspection—203.
 - Commission des chemins de fer—203.
 - Contribution à une chaire du transport l'université McGill—204.
 - Diverses augmentations—204.
 - Embranchement, Indiantown—204.
 - Frais judiciaires—204.
 - Gratification à famille de feu C. J. Carter—204.
 - Travail de nuit des canaux—204.
 - Cap-Breton, N.-E., canal St-Pierre, dragage—204.
 - Canal Cornwall—204.
 - Canal des Galops—204.
 - Canal Murray—205.
 - Canal Pointe Farrar, éclairage à l'acétylène—205.
 - Port-Colborne—205.
 - Canal Rideau—206.
 - Canal du Rapide Plat—206.
 - Canal de Trent—206, 207.
 - Canal Welland—207, 208.
 - Canal Williamsburg—208.
 - Canal Chambly—208.
 - Canal de Carillon, jetées de dérivation—208.
 - Canal de Cornwall—208.
 - Canal de Grenville—208.
 - Canal Lachine—208.
 - Canal St-Ours—208.
 - Canal de Soulanges—208.
 - Installations à Charlottetown, I.P.-E.—209.
 - Installations à Georgetown, I.P.-E.—209.
 - Embranchement de Cardigan—209.
 - Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.
 - Installations à Kingston—209.
 - Améliorations à Summerside—209.
 - Logement du chef de gare de Bloomfield—210.
 - Intercolonial, achat de rails—210.
 - Rails d'acier—210.
 - Administration de l'I.C.R.—210-211.
 - Agrandissement à la gare d'Amherst—211.
 - Agrandissements—211.
 - Agrandissement, gare maritime d'Halifax—211.
 - Agrandissements à Halifax—211.
 - Agrandissements à Memramcook—211.
 - Agrandissements à Moncton—211.
 - Amélioration du tracé—211.
 - Améliorations à Antigonish—211.
 - Améliorations à Campbellton—211.
 - Amélioration à Drummondville—211.
 - Améliorations et agrandissements à Moncton—211.
 - Améliorations à Newcastle—212.
 - Dépenses générales—212.
 - Déviations de ligne à Mitchell—212-213.
 - Doublement de voie—213.
 - Pose de voies doubles—213.

Emmerson, hon. Henry R.—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

- Embranchement de la rivière Ouelle—213.
- Embranchement de Vernon—213.
- Logement de chef de gare à Freetown—213.
- Garages supplémentaires—213.
- Voies de garage et embranchements—213.
- Machines de construction—213.
- Matériel roulant—213.
- Matériel—213.
- Prolongement à Sydney-Mines—213.
- Remise de locomotives à la rivière du Loup—214.
- Renforcement des ponts—214.
- Réparations à la voie—214.
- Situation de l'Intercolonial—214.
- Sémaphores et gares—215.
- Transcontinental—215.
- Transcontinental National—215.
- Paievements au G.-T.-P. pour études, etc.—215.
- Têtes de ligne, droits de passage—215.
- Dépenses—215.

Ethier, Joseph Arthur C., *Deux-Montagnes.*

COMITES.

- Comité des débats—119.

Finlay, John, *Peterborough-est.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
- Postes :
- Dépenses éventuelles gouvernement civil—245.
- Travaux publics :
- Montmorency, quai—268.

Finlayson, Duncan, *Richmond.*

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
- Travaux publics :
- Anse à Bourgeois, quai—254.

Fielding, hon. William Stevens, *Shelburne et Queen, N.-E.*

AJOURNEMENTS.

- Motions par le gouvernement :
- Fête du 24 mai—7.
- Fête de l'Ascension—7.
- Motions pour discussion :
- Etudes topographiques du G.T.P.—12.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
- Loi constituant la province d'Alberta—20, 21, 32, 48, 49, 50, 53.
- Loi des annuités aux anciens ministres—70.
- Loi des banques (amendement)—70.
- Loi des chemins de fer (amendement)—71.
- Loi des droits des douanes (amendement)—74.
- Loi de finance—75.
- Loi de l'inspecteur des assurances et du directeur de la santé publique—75.
- Loi des juges des cours provinciales—79.
- Loi de la cité d'Ottawa (amendement)—81.
- Loi du Revenu de l'intérieur (amendement)—85.

Fielding, hon. William Stevens—*Suite.*

BILLS—*Suite.*

- Loi du traitement de certains fonctionnaires publics—87.
- Loi du traitement du premier ministre—87.
- Bills d'intérêt privé :
- Dominion Annuity Co.—89.
- Canadian Western Life Insurance Co.—91.
- Century Life Insurance Co.—92.
- Banque des Citoyens du Canada—92.
- Farmers' Bank of Canada—93.
- Chemin de fer du Grand-Tronc—95.
- Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—96.
- The Imperial Guarantee and Accident Co.—96.
- Compagnie de force motrice Ontario et Minnesota of Canada—100.
- Chemin de fer d'Ottawa à New-York—102.
- Association d'épargne et de prévoyance—104.
- Compagnie d'assurance contre l'incendie de Richmond et de Drummond—105.
- Compagnie du chemin de fer de la Rivière Sud—105.
- Compagnie d'assurance contre l'incendie "The Sovereign" du Canada—106.

BUDGET.

- Discours du budget—115-116.

COMITES.

- Comité des comptes publics—119.
- Comité des débats—119.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Acte de l'audition—128-129.
- Autonomie du N.-O.—130.
- Atmosphère de la Chambre—130.
- Banque de Yarmouth, N.-E.—130.
- Budget—130-131.
- Bureau de poste de Toronto—131.
- Clôture à la frontière internationale—132.
- Cour suprême de la Nouvelle-Ecosse—135.
- Dépôts de rapports—136.
- Immigration du continent européen—139.
- Monnaie américaine—140.
- Monnaie étrangère—140.
- Quai de Collingwood—141.
- Rapport de l'auditeur général—141.
- Relations commerciales avec le Japon—143.
- Service postal à Metford, Sask.—143.
- Service rapide de steamers canadiens—144.

MESSAGES.

- Budgets supplémentaires—146.

MOTIONS.

- Motions du gouvernement :
- Besogne de la Chambre—146.
- Conférence entre Sénat et Communes—147.
- Motions de censure :
- North Atlantic Trading Co.—148.
- Motions discutées :
- Grand-Tronc, plan des gares extrêmes—152.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
- Pensions aux anciens ministres—185.
- Province d'Alberta, convention financière—185.
- Province de Saskatchewan, convention financière—185, 186, 187.

Fielding, hon. William Stevens—*Suite.*

RESOLUTIONS—*Suite.*

- Sénat et Chambre des communes—188.
- Traitement des lieutenants-gouverneurs—189.
- Traitement du premier ministre—189.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Listes électorales du Manitoba—192.
 - Receveur de poste de Thessalon-ouest—195.
 - Session du parlement—199.
- Vote des subsides :
- Chemins de fer et Canaux :
 - Administration de l'I.C.R.—213.
 - Matériel roulant—213.

Commerce :

- Agences commerciales—216.
- Inspection des grains—216.
- Service de SS. Canada-Mexique—217.
- Service de SS. de Dalhousie ou Campbellton au bassin Gaspé—218.
- Service de SS. entre Québec et Blanc Sablon—219.
- Service de SS. entre Port-Essington et îles Charlotte, C.-A.—219.
- Service de SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220-221.

Divers :

- Allocation au "Canadian Mining Institute"—221.
- Atlas électoral—221.
- Célébration de la mise en exploitation des canaux du Sault Ste-Marie—221.
- Commission du tarif—222.
- Imprimerie Nationale—222.
- Secours aux Canadiens dans le dénuement—223.
- Secrétaire du Gouverneur général—223.
- P. J. O'Connell, messenger secrétariat d'Etat—223.
- Service de la banque du Commerce—223.

FINANCES.

- Articles imprévus—225.
- Augmentations de MM. Fraser et Boville—225.
- Bureaux du receveur général—225.
- Dépenses casuelles—225.
- Frais d'administration—225.
- Gouvernement des Territoires du N.-O.—225.
- Ministères en général—225.

Intérieur :

- Immigration, agents employés en Canada, Grande-Bretagne et étranger—229.
- Dépenses imprévues, sauvages du Nouveau-Brunswick—229.

Justice :

- Appointement de W. P. Archibald—231.
- Comptes entre gouvernement fédéral et provinces—231.
- Observation de la loi du dimanche, services professionnels—233.

Marine et Pêcheries :

- Service postal d'hiver—240.

Milice :

- Camp de milice à Kentville—242.

Travaux publics :

- Câble du Pacifique—247.
- Commission des eaux limitrophes—248.

Fielding, hon. William Stevens—*Suite.*

FINANCES—*Suite.*

- Provinces maritimes, outillage de dragage—248.
- Edifices publics en général, salaires—249.
- Galerie des beaux-arts—249.
- Laboratoire de l'essayeur de ciment—249.
- Lignes télégraphiques, provinces maritimes et St-Laurent—249.
- Ligne télégraphique, N.-O.—249.
- Ligne télégraphique du Yukon—249.
- Réparations aux dragues—250.
- Dragueur nouveau, I.P.-E.—251.
- Richibouctou, N.-B., édifice—252.
- Anse à Phinney, N.-E., brise-lames—255.
- Port-Lawrence, débarcadère—256.
- Glace-Bay, améliorations—256.
- Ardoise, prolongement de brise-lames—256.
- Marble-Mountain, quai—257.
- Pointe-Freide, quai—257.
- London, Ont., salle d'exercice—259.
- Ports et rivières en général—259.
- Baie Georgienne et Pointe à Baril, améliorations—259.
- Grande Rivière, dragage—260.
- Haileyburg, lac Témistamingue, quai—260.
- Hawkesbury, quai—260.
- Honora, Algoma, quai—260.
- Little-Current, baie Georgienne, chenal—261.
- Owen-Sound, dragage—261.
- Point-Edward, dragage—261.
- Sault Sainte-Marie, améliorations dans le port—262.
- Chauffage, Ottawa—263.
- Edifices fédéraux en général—263.
- Rideau Hall, dépenses—264.
- Téléphones, édifices publics—265.
- Terrasses et parcs—265.
- Montmorency, Q., quai—268.
- Pierreville, quai—269.
- Québec, amélioration au port—269.
- Rivière-du-Loup, barrage du petit rapide—270.
- St-Alphonse de Bagot, quai—270.
- Sorel, brise-glaces—271-272.
- Lloydminster, pavillon des immigrants—272.

VOIES ET MOYENS.

- Résolutions de subsides—273.

Fisher, Hon. Sydney Arthur, *Brome.*

AJOURNEMENTS.

- Extension des frontières du Manitoba—13.

BILLS.

Bills du gouvernement :

- Loi constituant la province d'Alberta—35-36.
- Loi des associations de livres de généalogie du bétail—70.
- Loi de l'empaquetage et vente de certaines denrées (amendement)—74.
- Loi de l'emballage et de la vente de certaines denrées périssables—75.
- Loi de l'inspection et de la vente des grains de semence—75-76-77-78-79.
- Loi d'inspection des grains (amendement)—79.
- Loi du recensement et de la statistique—82-83-84.
- Loi du recensement et de la statistique (amendement)—84.

Fisher, hon. Sydney Arthur—*Suite*.

BILLS—*Suite*.

- Bills d'intérêt privé :
 - Brevet de H. McCormack et P. M. Sharpe—88.
 - Brevet de la "Facer Solid Steel Car Wheel Co. Ltd."—93.

COMITES.

- Comité d'agriculture :
 - Tarifs des chemins de fer—118.
 - Embargo sur le bétail canadien—118.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Archives—129.
- Association des horticulteurs fruitiers du Niagara—129.
- Interdiction du bétail canadien en Angleterre—139.
- Ministère de l'Intérieur—139-140.
- Règlements des bureaux de poste—141.
- Relations commerciales avec le Japon—142.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Terres du N.-O.—154.

QUESTIONS.

- Agriculture :
 - Condamnations en vertu de la loi de marque de fruits—158.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Protection contre la tuberculose—178.
- Résolutions du gouvernement :
 - Emballage et vente des pommes—182-183, 184.
 - Inspection et vente des grains—184.
 - Recensement et statistiques—188.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Immigrants pauvres—191.
 - Main-d'œuvre étrangère—193.
 - Service frigorifique—198.
- Vote des subsides :
 - Agriculture :
 - Archives—199.
 - Appointements de F. W. Grey—199.
 - Augmentation de Doughty, archiviste—199.
 - Bulletin des brevets—200.
 - Dépenses service d'hygiène—200.
 - Développement des industries agricoles—200.
 - Dictionnaire des familles acadiennes—200.
 - Encouragement à l'industrie laitière, avance aux patrons—200.
 - Expositions, crédit supplémentaire—200.
 - Expositions—200.
 - Exposition de New-Westminster—200.
 - Recensement quinquennal, Alberta et Saskatchewan—200.
 - Hygiène sur les travaux de l'état—200.
 - Hygiène des animaux—200, 201.
 - Institut impérial de Londres—201.
 - Lazaret de Tracadie—201.
 - Promotion du secrétaire particulier du ministre—201.
 - Propriété littéraire—201.
 - Quarantaine des bestiaux—201.
 - Quarantaine pour salubrité publique—202.
 - Réunion et nationalisation des livres de généalogie du bétail—202.

Fisher, hon. Sydney Arthur—*Suite*.

SUBSIDES—*Suite*.

- Salaire de E. H. St-Denis, statisticien—202.
- Service d'un vapeur à la Grosse-Île—202.
- Société d'agriculture—202.
- Stations agronomiques—202.
- Stations de fumigation—202.
- Statistique criminelle—202.
- Statistiques générales—203.
- Vapeur pour service, William's-Head—203.
- Chemins de fer et Canaux :
 - Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.
- Commerce :
 - Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.
- Divers :
 - Congrès des américanistes à Québec—222.
 - Sergent d'arme—223.
- Postes :
 - Sommes additionnelles—246.

Fitzpatrick, Hon. Charles, *Comté Québec*.

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Extension des frontières du Manitoba—14-15.
 - Instruction aux présidents d'élection—15-16.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—39, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 59, 60, 61, 63, 64, 68, 69.
 - Loi d'adjudication des travaux publics—70.
 - Loi de l'arbitrage avec G.T.R.—70.
 - Loi du cens électoral (amendement)—70.
 - Loi des chemins de fer (amendement)—71.
 - Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—72-73.
 - Loi de la cour suprême et d'échiquier—73.
 - Loi criminelle de 1892 (amendement)—74.
 - Loi des élections contestées (amendement)—75.
 - Loi de l'inspecteur des assurances et directeur de la santé publique—75.
 - Loi de l'irrigation du Nord-Ouest (amendement)—79.
 - Loi des juges des cours provinciales—79.
 - Loi des matelots (amendement)—80.
 - Loi de naturalisation des étrangers (amendement)—81.
 - Loi pour faire droit à Norman Lewis, M.P.—81.
 - Loi du recensement et de la statistique—84.
 - Loi de la représentation des Territoires du Nord-Ouest (amendement)—84.
 - Loi constituant la province de Saskatchewan—85-86.
 - Loi du Sénat et de la Chambre des communes—86-87.
 - Loi des titres de biens-fonds (amendement)—87.
 - Loi des Territoires du Nord-Ouest—87.
 - Loi du Ministère des Travaux publics (amendement)—87.

Fitzpatrick, Hon. Charles—*Suite*.

BILLS—*Suite*.

- Loi du district de Kéwatin (amendement)—88.
- Loi du district de Mackenzie—88.
- Loi des matelots (amendement)—88.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer " Dominion Atlantic "—93.
 - Grand chemin de fer du Nord—94.
 - Chemin de fer du Grand-Tronc—95.
 - Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—95.
 - Compagnie électrique d'Ottawa—101-102.
 - Brevets David Thomas Owen—103.
 - " Title Guarantee and Trust Co."—106.
 - " The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Co."—108.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi criminelle de 1892 (amendement)—109.
 - Loi des chemins de fer (amendement)—111-112.
 - Loi des dettes de chemin de fer—112-113.
 - Loi des étiquettes des unions ouvrières—113-114-115.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Rapports de journaux—127.

INCIDENTS ET INTRUPELLATIONS.

- Arbitrage entre le gouvernement et le G.T.R.—129.
- Autonomie du N.-O.—130.
- Champ de tir de Kentville—132.
- Codification des lois—133.
- Cour suprême de la Nouvelle-Ecosse—135.
- Crise politique à Québec—135.
- Démission Blair—135.
- Droits des Canadiens en Afrique du Sud—137.
- Scraps des Métis—143.
- Vacances dans la magistrature—145.
- Yukon—élections—146.

MOTIONS.

Motions du gouvernement :
Radiation de Bills—147.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :
Commission des chemins de fer—179-181, 182.
Empaquetage et vente des pommes—183.
Juges des cours provinciales—184.
Juges de la cour suprême et d'échiquier—185.
Pensions aux anciens ministres—185.
Province d'Alberta—convention financière—186.
Sénat et Chambre des communes—188-189.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Fraudes relatives aux boîtes de scrutin—190.
Organisation provinciale du N.-O.—194, 195.
Vote des subsides :
Commerce :
Service de la baie Ste-Catherine à Tadoussac—216, 217.
Service entre Québec et Natashquan—219.
Service de sauvetage sur le St-Laurent—219, 220.

Fitzpatrick, Hon. Charles—*Suite*.

SUBSIDES—*Suite*.

- Douanes :
 - Création de nouveaux emplois—224.
 - Agents d'immigration au Canada et Grande-Bretagne—225.
- Justice :
 - Allocation de subsistance au juge d'Atlin—231.
 - Allocation à l'école publique Stoney-Mountain—231.
 - Cour d'amirauté—231.
 - Cour suprême du Canada—231.
 - Dépenses judiciaires du Nord-Ouest—232.
 - Déplacements des juges de la Colombie-Anglaise, Manitoba et T.N.-O.—232.
 - Détenus du Yukon—232.
 - Deux juges additionnels pour cour suprême Territoires du N.-O.—232.
 - Ficelle d'engergage—232.
 - Juge additionnel à Trois-Rivières—232.
 - Juges des T.N.-O.—232.
 - Juge de Sydney, C.B.—232.
 - Juges du Yukon—Indemnité de subsistance—232-233.
 - Libération de A. Brunet—233.
 - Ouvrages de droit pour le Yukon—233.
 - Police fédérale—233.
 - Prison d'Edmonton—233.
 - Prisonniers libérés sur parole—233.
 - Refonte des statuts fédéraux—233.
 - Secrétaire du solliciteur-général—233.
 - Travail des forçats—233.
- Marine et Pêcheries :
 - Chenal des navires du St-Laurent—234.
 - Déplacement de W. Cunningham—235.
- Milice :
 - Affaire Martineau—241-42.
- Travaux publics :
 - Montréal, agrandissement du Revenu de l'intérieur—266.
 - Bryson, reconstruction du pont—267.
 - Chateau-Richer, améliorations au port—267.

Forget, Rodolphe, *Charlevoix*.

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta, 1re lecture—43.

MOTIONS.

Motions discutées :
Enquête du " Cap-Breton ", démission du capitaine Salmon—151.

Foster, hon. George Eulas, *Toronto-nord*.

AJOURNEMENTS.

Motions par le gouvernement :
Motions pour discussion :
Absence des ministres et vacances dans le cabinet—7.
Affaire Nixon—8.
Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.
Commission des pêcheries—10.
Dragage, Port-Arthur et Fort-William—11.
Etudes topographiques du G.-T.-P.—12.
Extension des frontières du Manitoba—13.
Instructions aux présidents d'élection—15.
Militaires de London à Niagara—16.
Pavage des terrains du parlement—17.

Foster, hon. George Eulas—*Suite.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

- Loi constituant la province d'Alberta—26, 27, 28, 49, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58.
- Loi du ministère des Chemins de fer et Canaux—72.
- Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—72.
- Loi des droits des douanes (amendement)—74.
- Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76-77.
- Loi des matelots (amendement)—80.
- Loi de la milice (amendement)—80.
- Loi du pilotage de Québec—81.
- Loi de la police à cheval du Nord-Ouest (amendement)—82.
- Loi du ministère des Travaux publics (amendement)—87.
- Loi des matelots (amendement)—88.

Bills d'intérêt privé :

- Délais—89.
- Bills d'intérêt privé :
- " Dominion Annuity Co."—89.
- " Century Life Insurance Co."—92.
- Chemin de fer Grand-Tronc—95.
- Compagnie de téléphones du Nord-Ouest—99.
- Compagnie électrique d'Ottawa—100-102.
- Compagnie de chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.
- " Title Guarantee and Trust Company"—106.
- " The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Co."—108.

BUDGET.

- Discours du budget—116.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

- Démission de l'hon. C. Sifton—121.

DISCOURS DU TRONE.

- Adresse en réponse au discours du trône—122-123.

ELECTIONS.

- Election de l'orateur—124.
- District électoral de Toronto-centre—125.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- M. Bole et M. Foster—125.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Absence des ministres—127.
- Acte de l'audition—128.
- Arbitrage entre le gouvernement et le G.T.P.—129.
- Arrestation d'un Canadien aux Etats-Unis—129.
- Autonomie du Nord-Ouest—130.
- Banque de Yarmouth, N.-E.—130.
- Budget—130-131.
- Canal de Trent, renvoi inspecteur Ritchie—131.
- Crise à Québec—131.
- Champ de tir de Kentville—132.
- Clôture à la frontière internationale—133.
- Communications entre I.P.-E. et terre ferme—134.
- Démission Blair—135.
- Demande de documents—136.
- Ecoles séparées—137.
- Elections du Manitoba—137.

Foster, hon. George Eulas—*Suite.*INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- " Gazette du Travail"—138.
- Immigration des gens de métier—139.
- Ministère des Travaux publics—140.
- Pont sur le Richelieu à Sorel—141.
- Affaires Nixon et Macdonald—141.
- Relations commerciales avec le Japon—142.
- Scraps des Métis—142-143.
- Service météorologique—143.
- Service entre le Canada et le Mexique—143.
- Service postal de Toronto—Tubes pneumatiques—144.
- Terres fédérales—144.
- Terminus de Winnipeg—145.
- Transport gratuit de foin sur l'I.C.R.—145.
- Travaux topographiques du G.T.P.—145.
- Vacance dans le ministère—145.
- Ventes de terres du N.-O.—145.
- Ventilation de la Chambre—145.

MOTIONS.

- Motions du gouvernement :
- Besogne de la Chambre—146.
- Fonctionnaires fédéraux au N.-O.—148.
- Motions de censure :
- North Atlantic Trading Co.—148.
- Motions discutées :
- Communications entre I.P.-E. et terre ferme—150.
- Directeurs de poste de Thessalon—150.
- Grand-Tronc-Pacifique—plans des gares extrêmes—152.
- Intercolonial, changement de rails—152.
- Service postal rural—154.
- Motions sans discussion :
- Chemin de fer du Drummond—154.
- Commission du G.T.P.—155.
- Construction d'édifices publics—155.
- Construction de jetées, quais et docks—155.
- Destitution de James Ritchie—155.
- Embranchement de Murray-Harbour—156.
- Matériel de l'I.C.R.—156.
- Terres du N.-O.—158.
- Transport gratuit de foin sur l'I.C.R.—158.
- Travaux de défense d'Halifax et Esquimault—158.
- Vente de terres boisées—158.

QUESTIONS.

- Chemins de fer et Canaux :
- Chemin de fer Intercolonial—160.
- Chemin de fer Transcontinental-National—160.
- Douanes :
- Importations et exportations—162.
- Finances :
- Acte d'audition—163.
- Hôtel de la monnaie—163.
- Intérieur :
- Compagnie des terres de la Vallée de la Saskatchewan—164.
- Location de terres à pâturage sur rivière Thompson—165.
- Permis de coupe île Badgeley—165.
- M. J. G. Turriff—165.
- Justice :
- Brochure sur la législation scolaire du N.-O.—166.
- Marine et Pêcheries :
- Bureau météorologique de Toronto—166.
- Postes :
- Service postal entre Ashcroft et Cariboo—171.

Foster, hon. George Eulas—*Suite.*

RÉSOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :
Collège Royal Militaire—179.
Commission des chemins de fer—180-182.
Emballage et vente des pommes—183.
Juges des cours provinciales—185.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Affaire Nixon—189.
Affaire de Thessalon—189.
Demande de documents—190.
Gouvernement provincial des Territoires du N.-O.—191.
Main-d'œuvre étrangère—193.
Organisation provinciale du N.-O.—194.
Receveur de poste de Thessalon, Ont.—195.
Scraps des métis—196.
Sessions du Parlement—198-199.

Vote des subsides :

Agriculture :

Développement des industries agricoles—200.

Promotion du secrétaire particulier du ministre—201.

Quarantaine des bestiaux—201.

Chemins de fer et Canaux :

Canaux, étude et inspection—203.

Commission des chemins de fer—203.

Frais judiciaires—204.

Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.

Logement du chef de gare de Bloomfield—210.

Améliorations et agrandissements à Moncton—211-212.

Dépenses générales—212.

Déviations de ligne à Mitchell—213.

Transcontinental national—215.

Commerce :

Agences commerciales—216.

Application de la taxe des Chinois—216.

Primes sur acier, fer, plomb et nitrates—216.

Service de la baie Ste-Catherine à Tadoussac—217.

Service entre Canada et Afrique du Sud—217.

Service entre Cap-Breton et Terre-Neuve—217.

Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.

Service d'Halifax à Canso—218.

Service entre Paspébiac et bassin Gaspé—219.

Service des sauvetages sur le St-Laurent—220.

Service de SS. entre St-Jean et Halifax—220.

Service de St-Jean et Halifax via Yarmouth—221.

Divers :

Bibliothèque du parlement—221.

Chambre des communes—Augmentation du nombre des messagers—221.

Commissaires de la session—222.

Nettoyage de l'imprimerie nationale—222.

Publication des "Débats"—223.

Salaires et dépenses imprévues du Sénat—223.

Service du haut-commissaire—223.

Foster, hon. George Eulas—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

Traitement de M. Bray—223.

Douanes :

Clause de l'avilissement des prix—224.

Intérieur :

Agents d'immigration en Canada et Grande-Bretagne—225.

Allocations supplémentaires au service extérieur—226.

Immigration, agents employés en Canada, Grande-Bretagne et étranger—228-229.

Nomination de M. Bray—230.

Nomination de F. Nicolas—230.

Terres fédérales, dépenses imprévues—231.

Justice :

Dépenses judiciaires du Nord-Ouest—232.

Détenus du Yukon—232.

Ficelle d'engorgement—232.

Juge additionnel à Trois-Rivières—232.

Juges des T.N.O.—232.

Juges du Yukon, indemnités de subsistance—232.

Pionniers libérés sur parole—233.

Marine et Pêcheries :

Augmentations Prince, Stewart, B. H. Fraser et J. F. Fraser—234.

Dépenses nonobstant dispositions de l'Acte du service civil—235.

Ecoles de navigation—236.

Entretien et réparation de steamers et brise-glaces—236.

Récompense pour sauvetages et stations de sauvetage—239.

Milice :

Affaire Martineau—241.

Arsenal fédéral—242.

Camp de milice à Kentville—242.

Collège royal militaire—242.

Salle d'exercice à Sherbrooke—243.

Somme supplémentaire pour solde—243.

Postes :

Allocation des employés subalternes dans l'ouest—244.

Bureau de poste de Frédéricton—244.

Remise en place de J. Dundas—246.

Revenu de l'intérieur :

Falsification des substances alimentaires—246.

Inspection de l'éclairage électrique—247.

Système métrique—247.

Travaux publics :

Appointements de surveillants, aides, etc.—247.

Câble Transpacifique—248.

Commission d'embellissement d'Ottawa—248.

Construction salles d'armes—248.

Antigonish, édifice public—253-254.

C.B. Glace-Bay, édifice—254.

Anse à Phinney, brise-lames—255.

Lac Porter, chenal—256.

Belleville, salle d'armes—258.

Port-Arthur et Fort-William, dragages—261.

Addition aux édifices publics d'Ottawa—262.

Archives—263.

Édifice de l'ouest—263.

Téléphones—263.

Hôtel des monnaies—264.

Musée Victoria—264.

Québec, amélioration du port—269.

Fowler, George W., *King et Albert, N.-B.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :

Instructions aux présidents d'élections—16.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—60.

Bills d'intérêt public :

Loi des chemins de fer (amendement)—111.

QUESTIONS.

Chemins de fer et Canaux :

Chemin de fer Intercolonial—160.

Finances :

Monnaie usée—163.

Postes :

Service postal à Jubilee Station—172.

Service postal à Macan—172.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Commission des chemins de fer—181.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Chemins de fer et Canaux :

Canal de Grenville—208.

Commerce :

Service de la baie Ste-Catherine à Tadou-
sac—217.

Justice :

Déplacement des juges de la Colombie-
Anglaise, Manitoba et T.N.-O.—232.

Judge de Sydney, C.B.—232.

Juges du Yukon, indemnité de subsistance
—232.

Ouvrages de droit pour le Yukon—233.

Milice :

Affaire Martineau—241.

Arsenal fédéral—242.

Collège Royal Militaire—242.

Postes :

Remise en place de J. Dundas—246.

Travaux publics :

Participation aux dépenses des gouverne-
ments provinciaux pour coût quais dans
port de marée—250.

Saint-Jean, N.-B., station de quarantaine
—252.

Woodstock, N.-B., salle d'exercice—252.

Fleuve St-Jean, pour rembourser au gou-
vernement provincial moitié des dépen-
ses aux quais dans estuaires—253.

St-Jean, protection à la base du fort Duf-
ferin—253.

Antigonish, édifice public—254.

Baie de St-Laurent, N.-E., port—255.

Digby, jetée—256.

Rivière Yamaska, dragage—272.

Gallery, Daniel, *Montréal, Sainte-Anne.*

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Travaux publics :

Montréal, agrandissement du Revenu de
l'intérieur—265.

Gallier, William Alfred, *Kootenay*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—
48, 50, 52, 58, 68.

Loi des matelots (amendement)—80.

Loi du Revenu de l'intérieur (amende-
ment)—95.

Gallier, William Alfred—*Suite.*

BILLS—*Suite.*

Bills d'intérêt privé :

Chemin de fer et charbonnages d'An-
thracite—88.

Chemin de fer de Kaslo et de Lardo Dun-
can—89.

Chemin de fer de l'Alberta occidental—
89.

Compagnie de chemin de fer et de char-
bonnages d'Anthracite—90.

"Canadian Western Life Insurance Co."
—91.

Chemin de fer de l'Ouest de la Colombie
—92.

Chemin de fer Esquimaux à Nanaimo—
93.

Chemin de fer de Kaslo et Lardo-Dun-
can—97.

Chemin de fer de Kingston, Smith's-Falls
et Ottawa—97.

Chemin de fer de Kootenay à Caribou et
Pacifique—97.

Compagnie de charbonnages et de che-
min de fer de Nicola à Kamloops et à
la Semilkameen—99.

"The Northwest Coal and Coke Railway
Co."—99.

Compagnie électrique d'Ottawa—100, 101,
102.

"Pacific Bank of Canada"—104.

"The Vancouver, Victoria and Eastern
Railway and Navigation Co."—107, 108.

BUDGET.

Discours du budget—116.

MOTIONS.

Motions discutées :

Grand-Tronc-Pacifique, plan des gares
extrêmes—152.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Commission des chemins de fer—180.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Territoires du Yukon—197.

Ganong, Gilbert W., *Charlotte.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :

Commission des pêcheries—10.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Dépôt de rapports—136.

MOTIONS.

Motions sans discussion :

Rapport de M. Mattheson—157.

QUESTIONS.

Chemins de fer et Canaux :

Chemin de fer du Nouveau-Brunswick—
159.

Chemin de fer Intercolonial—160.

Marine et Pêcheries :

Établissements frigorifiques pour la boîte
—167.

Industrie du homard—168.

Pêcheries de l'Atlantique—168.

Salaires aux stations de sauvetage—169.

Sifflet de brume à Pointe Lepreaux, N.-B.
—169.

Ganong, Gilbert W.—Suite.**RÉSOLUTIONS.**

Résolutions du gouvernement :
Recensement et statistiques—188.

SUBSIDES.

Vote des subsides :
Divers :
Chambres des députés—221.
Travaux publics :
Campbellton, N.-B., édifice public—252.
Antigonish, N.-E., édifice public—253-254.

Gauvreau, Charles Arthur, *Témiscouata.***BILLS.**

Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental—90.

QUESTIONS.

Postes :
Envois d'argent par la poste—171.
Travaux publics :
Rivière-du-Loup, améliorations du port—270.

Geoffrion, Victor, *Chambly et Verchères.***BILLS**

Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer Montréal et Comtés du Sud—98.
Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud—105.
Chemin de fer du Parc et de l'Île—109.
Bills d'intérêt public :
Loi des dettes de chemins de fer—112-113.

German, William Manly, *Welland.***BILLS.**

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—40.
Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer de Hamilton à Galt et Berlin—96.
Compagnie du Pont et du Tunnel du Canada-Michigan—104.
Compagnie du pont du Sud du Canada—104.
Chemin de fer du sud du Canada—106.
Bills d'intérêt public :
Loi des chemins de fer (amendement)—111.

MOTIONS.

Motions discutées :
Canal Welland, loyer des chutes d'eau—149.

SUBSIDES.

Vote des subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Port-Colborne—205.
Canal Welland—207.
Canal de Grenville, Q.—208.

Gervais, Honoré, *Saint-Jacques, Montréal.***BILLS.**

Bills du gouvernement :
Loi criminelle de 1892—74.
Bills d'intérêt privé :
"Crown Casualty Co."—88, 92.
Compagnie du canal à navires du lac Champlain au St-Laurent—97.
Chemin de fer Montréal au sud de Québec—98.

Gervais, Honoré—Suite.**BILLS—Suite.**

Association d'épargne et de prévoyance—104.
Bills d'intérêt public :
Loi de la tempérance (amendement)—111.

COMITES.

Comité des débats—119.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

"Crown Casualty Assurance Co."—135.

MOTIONS.

Motions sans discussion :
Fonctionnaires du Transcontinental—156.

QUESTIONS.

Agriculture :
Chemin de fer Transcontinental national—160.

SUBSIDES.

Vote des subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Renforcement des ponts—214.
Milice :
Achats, artillerie, pièces, camps, etc.—241.
Travaux publics :
Montréal, tubes pneumatiques—266.

Girard, Joseph, *Chicoutimi-et-Saguenay.***SUBSIDES :**

Vote des subsides :
Commerce :
Service de la baie Ste-Catherine à Tadoussac—216.

Gladu, Joseph E. O., *Yamaska.***BILLS.**

Bills du gouvernement.
Loi constituant la province d'Alberta, en comité—67.

Gordon, David Alexander, *Kent-est.***BILLS.**

Bills d'intérêt privé :
"Monarch Bank of Canada"—98.

COMITES.

Comité d'agriculture :
Tarifs des chemins de fer—117.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Commission des chemins de fer—190.

Grant, George D., *Ontario-nord.***BILLS.**

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—37.
Bills d'intérêt privé :
Délais—89.
Chemin de fer Brandon à Saskatchewan et Baie d'Hudson—91.
Divorce E. A. Murphy—99.
Brevet 69772 de la Underwood Typewriter Company—107.
Brevets de la "Underwood Typewriter Coy."—107.

COMITES.

Comité des bills d'intérêt privé—118.

Grant, George D.—*Suite.*

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

M. George Grant et les îles de la Baie Georgienne—126.

MOTIONS.

Motions sans discussion :
Chemin de fer de la baie James—159.

QUESTIONS.

Agriculture :
Chemin de fer de la baie James—155.

SUBSIDES.

Vote des subsides :
Travaux publics :
Rana, quai lac Couchiching—262.

Greenway, Thomas, *Lisgar.*

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi d'inspection des grains—79.

COMITES.

Comité d'agriculture—117.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Listes électorales du Manitoba—191-192.

Gunn, Benjamin B., *Huron-sud.*

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—50.

QUESTIONS.

Postes :
Service postal de Goderich—171.

SUBSIDES.

Vote de subsides :
Travaux publics :
Antigonish, édifice public—254.

Guthrie, Hugh, *Wellington-sud.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :
Autonomie des provinces—9.

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—42.
Loi criminelle de 1892—74.

Bills d'intérêt public :

Chemin de fer de Guelph à Baie Georgienne—96.
Compagnie de force motrice Niagara-Welland—99.

Bills d'intérêt public :

Loi des élections fédérales (amendement)—110.
Loi criminelle de 1892 (amendement)—112.
Loi des étiquettes des unions ouvrières—114.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

Démission de l'hon. C. Sifton—121.

Haggart, hon. John Graham, *Lanark-sud.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :
Etudes topographiques du G.-T.-P.—12.

Haggart, hon. John Graham—*Suite.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—48, 51, 52, 56.
Loi d'adjudication des travaux publics—70.
Loi des chemins de fer (amendement)—71.
Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—72.
Loi du recensement et de la statistique—83.

Bills d'intérêt privé :

Délais—89.
Chemin de fer du Grand-Tronc—95.
Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—96.
Compagnie électrique d'Ottawa—102.
Compagnie du pont du Sud du Canada—104.
Compagnie du chemin de fer de la rive Sud—105.
Chemin de fer des charbonnages de la vallée du Daim-Rouge—107.
"The Vancouver, Victoria and Eastern Railway Navigation Co."—108.

Bills d'intérêt public :

Loi des chemins de fer (amendement)—111.
Les des étiquettes des unions ouvrières—113-114.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

Démission de l'hon. C. Sifton—121.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Achat du C.A.Ry—128.
Communications entre I.P.-E. et terre ferme—134.
Demande de documents—136.
Scrips des métis—143.
Travaux topographiques du G.-T.-P.—145.

MOTIONS.

Motions discutées :

Enquête du "Cap Breton", démission du capitaine Salmon—151.
Frontière du Manitoba—151.
Intercolonial, changements de rails—153.
Recettes de chemin de fer "Canada Eastern"—153.

RESOLUTIONS.

Résolutions présentées par des députés :

Étiquettes des unions ouvrières—176.
Commission des chemins de fer—180.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Scrips des métis—196.
Vente des îles de la baie Georgienne—199.

Vote des subsides :

Chemins de fer et Canaux :
Commission des chemins de fer—203.
Diverses augmentations—204.
Canal Pointe-Farrar, éclairage à l'acétylène—205.
Port-Colborne—205-206.
Canal de Trent—207.
Canal Welland—208.
Canal Lachine—208.
Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.

Haggart, hon. John Graham—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

- Administration de l'I.C.R.—210-211.
- Améliorations et agrandissements à Moncton—211.
- Situation de l'Intercolonial—214.
- Transcontinental national—215.
- Commerce :
 - Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.
- Intérieur :
 - Agents d'immigration en Canada et Grande-Bretagne—225.
 - Commission géologique, section des mines—227.
 - Immigration, agents employés en Canada, Grande-Bretagne et étranger—229.
- Marine et Pêcheries :
 - Déplacement de M. Cunningham—235.
- Postes :
 - Dépenses éventuelles, gouvernement civil—245.
- Travaux publics :
 - Hôtel des monnaies, Ottawa—264.

Hall, R. R., *Peterborough-ouest.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—35.

Harty, William, *Kingston.*

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer de la baie de Quinté—90.
 - "The Montreal, Ottawa, Kingston & Georgian Bay Ry. Co.—97.

Henderson, David, *Halton.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—39, 47, 52, 53, 65.
 - Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—73.
 - Loi de l'emballage et vente de certaines denrées (amendement)—75.
 - Loi de l'emballage et de la vente de certaines denrées périssables—75.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77-78.
 - Loi du recensement et de la statistique—83.
 - Loi du Revenu de l'intérieur (amendement)—85.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer du Canada-Atlantique—90.
 - Chemin de fer de Battleford au Lac Lenore—90.
 - Chemin de fer Brandon à Saskatchewan et Baie d'Hudson—90.
 - Canadian Western Life Ins. Co.—91.
 - Chemin de fer Dominion-Atlantic—93.
 - Chemin de fer du Grand-Tronc—95.
 - Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—95.
 - Ontario Fire Insurance Co.—100.
 - Chemin de fer d'Ottawa à New-York—102-103.
 - Pacific Bank of Canada—104.

Henderson, David—*Suite.*

BILLS—*Suite.*

- The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Co.—107-108.
- Agence canadienne—108.
- Divorce Arthur Howe Hersey—109.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi des chemins de fer (amendement)—111.
 - Loi des étiquettes des unions ouvrières—113.

COMITES.

- Comité d'agriculture—117.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Procès-verbal du vote du bill d'Alberta—127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.
- Clôture à la frontière internationale—133.
- "Gazette du Travail"—138.
- Règlements des bureaux de poste—141.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Données thermographiques—150.

QUESTIONS.

- Divers :
 - Secrétariat d'état—162.
- Finances :
 - Caisse d'épargne à un sou—163.
- Postes :
 - Service postal entre Hamilton et Kilbride—172.
 - Service postal entre Laurierville et Milton—172.
 - M. John Walsh—172.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 - Commission des chemins de fer—181.
 - Emballage et vente des pommes—183-184.
 - Province d'Alberta, convention financière—185, 186, 187.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Service frigorifique—198.
- Vote des subsides :
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Canal Welland—207.
 - Canal de Grenville—208.
 - Embranchement de Cardigan—209.
 - Améliorations et agrandissements à Moncton—212.
 - Commerce :
 - Inspection des denrées—216.
 - Service entre Canada et Afrique du Sud—217.
 - Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.
 - Service de SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220.
 - Divers :
 - Association anti-tuberculeuse—221.
 - Causes pendantes entre Dominion et provinces—221.
 - Commis de la session—222.
 - Imprimerie nationale—222.
 - Sergent d'arme—223.
 - Douanes :
 - Bureau des statistiques douanières—224.

Henderson, David—Suite.**SUBSIDES—Suite.**

- Finances :
Frais d'administration—225.
- Intérieur :
Appointement des agents d'immigration—
Dépenses casuelles des agences—227.
Immigration—229.
Indiens de l'I.P.-E.—229.
Dépenses imprévues, sauvages du Nouveau-Brunswick—229-230.
Indiens Manitoba et Nord-Ouest, bestiaux—230.
Indiens du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest, provisions—230.
- Justice :
Ficelle d'engerbage—232.
Refonte des statuts fédéraux—233.
- Marine et Pêcheries :
Construction de phares—235.
Entretien et réparation de steamers et brise-glaces—236.
Extension du service côtier et relevés hydrographiques au nord et au nord-ouest du Canada—237.
Piliers permanents du lac St-Pierre—238.
- Postes :
Sommes additionnelles—246.
- Revenu de l'intérieur :
Appointements des proposés et inspecteur da'ccise—246.
Falsification des substances alimentaires—246.
Système métrique—247.
- Travaux publics :
Bureau de l'architecte en chef—247.
Chemins de colonisation, Manitoba et Nord-Ouest—248.
Laboratoire de l'essayeur de ciment—249.
Rivière au Saumon, C.-A., obstructions—254.
Antigonish, édifice public—253-254.
Imprimerie de l'Etat, Ottawa—264.
Nouveaux édifices ministériels—264.
Réparations au palais législatif—264.
Bryson, reconstruction du pont—267.
Château-Richer, améliorations au port—267.
Région du St-Maurice, estacades—271.

Herron, John, Alberta.**AJOURNEMENTS.**

- Motions pour discussion :
Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—39-40-47-53-57-59-60.
Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Chemin de fer de la passe du Nid-de-Corbeau—132.
Scrips des métiers—143.

QUESTIONS.

- Douanes :
Emploi d'Elie Martin—162.
- Intérieur :
Fonctionnaires fédéraux du Manitoba et N.-O.—164.
- Travaux publics :
Chute de la rivière du Vieil Homme—173.

Herron, John.—Suite.**RESOLUTIONS.**

- Résolutions du gouvernement :
Province d'Alberta, convention financière—187.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
Organisation provinciale du N.-O.—194.
- Vote des subsides :
Agriculture :
Dépenses du service d'hygiène—200.
Quarantaine des bestiaux—201.
Stations agronomiques—202.
- Divers :
Gendarmerie à cheval du Yukon—222.
- Intérieur :
Allocation au Major Z. T. Wood—226.
Appointements des agents d'immigration—227.
Immigration—229.
Indiens du Manitoba et N.-O., bestiaux—230.
- Milice :
Achats, artillerie, pièces, camps, etc.—241.
- Travaux publics :
Appointements de surveillants, aides, etc.—247.
Commission de colonisation, Manitoba et N.-O.—248.
Pincher Creek, édifice—272.
Rivière Saskatchewan, levé—272.

Hughes, James J., King, I. P.-E.**BILLS.**

- Bills du gouvernement :
Loi du Sénat et de la Chambre des communes—86.
Bills d'intérêt privé :
Association catholique de bienfaisance mutuelle du Canada—94.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Communications entre l'I.P.-E. et la terre ferme—134.

MOTIONS.

- Motions discutées :
Communications entre I.P.-E. et terre ferme—150.
Service postal rural—154.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Installations à Georgetown, I.P.-E.—209.
Embranchement de Cardigan—209.
- Marine et Pêcheries :
Construction des phares—235.
Ecoles de navigation—236.
Service postal d'hiver—239.
- Milice :
Achats artillerie, pièces, camps, etc.—241.

Hughes, Samuel, Victoria-et-Haliburton.**AJOURNEMENTS.**

- Motions pour discussion :
Absence des ministres et vacances dans le cabinet—7.
Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.
Dragage, Port-Arthur et Fort-William, 2e motion—11-12.
Etudes topographiques du G.-T.-P.—12.
Les Jeunes Montagnards de Montréal—16.
Militaires de London à Niagara—16.
Pavage des terrains du parlement—17.

Hughes, Samuel.—*Suite.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—
 30, 31, 32, 48, 49, 57, 60, 69.
 Loi de l'inspection et de la vente des
 graines de semence (amendement)—78.
 Loi de la milice (amendement)—81.

COMITES.

- Comité d'agriculture :
 Tarifs des chemins de fer—117.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

- Démission de l'hon. C. Sifton—121.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Frontières du Manitoba—126.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.
 Bureau de poste de la Chambre des com-
 munes—131.
 Champ de tir de Kentville—132.
 Clôture à la frontière internationale—133.
 Demande de documents—136.
 Dragages à Port-Arthur et Fort-William
 —137.
 Election de London—137.
 Halifax et Esquimaux—138.
 Service militaire—143.
 Service rapide de steamers canadiens—
 144.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 Grand-Tronc-Pacifique, plan des gares ex-
 trêmes—152.
 Recettes du chemin de fer "Canada East-
 ern"—153.
 Motions sans discussion :
 Dépenses aux ports du lac Supérieur—155.

QUESTIONS.

- Divers :
 A. B. Castonguay—161.
 Milice :
 Salle d'exercice d'Ottawa—170.
 Travaux publics :
 Edifices loués—174.
 Ecluse de Barrett's Rapid—174.
 Salle d'exercice de Lindsay—174.
 Travaux aux ports d'intérieur—175.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 Grande-Bretagne et ses colonies—176, 177,
 178.

SUBSIDES.

- Motion avant de se former en subsides :
 Scips de métis—196.
 Vote de subsides :
 Chemins de fer et Canaux :
 Port-Colborne—205.
 Canal de Trent—206.
 Dépenses générales—212.
 Commerce :
 Service entre le Canada et le Mexique—
 217.
 Service entre Grande-Bretagne et Cana-
 da—218.
 Service entre St-Jean, N.-B., et Belfast—
 220.

Hughes, Samuel.—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

- Divers :
 Chambres des députés—221.
 Commis de la session—222.
 Gendarmerie à cheval—222.
 Gendarmerie à cheval au Yukon—222.
 Intérieur :
 Immigration—229.
 Milice :
 Camp de milice à Kentville—242.
 Salle d'exercice à Sherbrooke—243.
 Solde des officiers—243.
 Tenue militaire—243.
 Topographie militaire—243.
 Travaux publics :
 I.P.-E., Souris, bâtiment public—251.
 Woodstock, salle d'exercice—252.
 Owen-Sound, bâtiments publics—259.
 Rivière Blanche, améliorations—260.
 Bracebridge, quai—260.
 Port-Arthur et Fort-William, dragage—
 261.
 Addition aux édifices publics d'Ottawa—
 262.
 Hôtel de monnaies—263.
 Lloydminster, pavillon des immigrants—
 272.
 Prince-Albert, édifice public—272.
 Saskatoon, édifice public—272.

Hyman, hon. Charles S., *London.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 Dragage Port-Arthur et Fort-William, 2e
 motion—11-12.
 Pavage des terrains du Parlement—17.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi du ministère des Travaux publics
 (amendement)—87.
 Bills d'intérêt privé :
 Century Life Insurance Co.—92.
 Chemin de fer de Moosejaw à Edmonton—
 98.
 Compagnie de téléphones du Nord-Ouest—
 99.
 Compagnie de force motrice Ontario et
 Minnesota—100.
 Ontario Fire Insurance Co.—100.
 Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.
 Compagnie du Pont du Sud du Canada—104.
 Chemin de fer Toronto à Hamilton—107.
 Chemin de fer des charbonnages de la
 vallée du Daim-Rouge—107.

COMITES.

- Comités permanents—120.

ELECTIONS.

- District électoral de London—124.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Canal de la baie Georgienne—131.
 Commission des moyens de transports—
 133.
 Demande de documents—136.
 Dépenses aux ports de l'intérieur—136.
 Dragages à Port-Arthur et Fort-William
 —137.
 Obstruction de la Thames par les glaces—
 140.
 Service postal de Toronto—Tubes pneu-
 matiques—144.

Hyman, hon. Charles S.—*Suite.*

MOTIONS.

Motions discutées :
Communications entre I.P.-E. et terre
ferme—150.

SUBSIDES.

Vote de subsides :
Marine et Pêcheries :
Chenal du Saint-Laurent—234.
Travaux publics :
Appointements de surveillants, aides, etc.
—247.
Dragage et dragues neuves—248.
Ingénieur en chef—249.
Ferne, édifice public—250.
Vancouver, édifice public—250.
Souris, bâtiments publics—251.
Pointe-Prime, quai—251.
Summerside, brise-lames—251.
Édifices fédéraux, Manitoba—251.
Brandon, salle d'exercice—251.
Neepawa, édifice public—251.
Saint-Boniface, édifice public—251.
Selkirk, édifice public—251.
Virden, édifice public—251.
Winnipeg, édifice—251.
Pavillon des émigrants—251.
Bureau de poste—251.
Campbellton, édifice public—252.
Campbellton, quai—252.
St-Jean, salle d'exercice—252.
St-Jean, maison d'immigrants—252.
St-Jean, station de quarantaine—252
Woodstock, salle d'exercice—252.
Dipper-Harbour, brise-lames—253.
Port de St-Jean, brise-lames—253.
Antigonish, édifice public—253-254.
Canso, édifice public—254.
C.B., Glace-Bay, édifice—254.
Halifax, édifice public—254.
Inverness, édifice public—254.
C.B., Sydney, bâtiments publics—254.
Anse de Parker, brise-lames—254.
Anse à Phinney, brise-lames—255.
Apple River, quai—255.
Baddock, quai—255.
Ile du Diable, brise-lames—256.
Glace-Bay, améliorations—256.
Kelly's Cove, brise-lames—256.
Lac Porter, chenal—256.
Petite Rivière, améliorations—257.
Pointe à la batterie, quais—257.
Poirierville, débarcadère—257.
Parrsborough, améliorations—257.
Pugwash, quai—257.
Ray's Creek, quai—258.
Round Hill, quai—258.
Tony River, port d'abri—258.
Belleville, salle d'armes—258.
Bowmanville, édifice public—258.
Brantford, salle d'exercices—258.
Bridgeburg, édifice public—258.
Chatham, salle d'armes—258.
Cobourg, salle d'armes—258.
Guelph, salle d'armes—258.
Hamilton, salle d'exercice—258.
Hawkesbury, édifice public—258.
London, bâtiments militaires—259.
North-Bay, édifice public—259.
Oshawa, édifice public—259.
Owen-Sound, bâtiments publics—259.
Peterboro, salle d'armes—259.
St-Catherine, salle d'armes—259.

Hyman, hon. Charles S.—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

St-Mary, édifice public—259.
Sandurck, édifice public—259.
Simcoe, édifice public—259.
Stratford, salle d'armes—259.
Toronto, douane—259.
Toronto, salle d'exercice—259.
Toronto, bureau de vérification—259.
Toronto, casernes permanentes—259.
Toronto, appareils pneumatiques—259.
Toronto, bureau auxiliaire—259.
Port-Colborne, brise-lames de l'est—260.
Owen-Sound, améliorations—261.
Port-Arthur et Fort-William, dragage—
261.
Rana, quai lac Couchiching—262.
Rivière Saugeen, dragage—262.
Rivière Severn, débalayage—262.
Addition aux édifices publics d'Ottawa—
262.
Archives—263.
Bâtiments administratifs—263.
Bureau de poste—263.
Casiers en fer—263.
Edifice de l'ouest—263.
Eclairage—263.
Téléphones—263.
Hangars à charbon—263.
Hôtel des monnaies—263.
Musée Victoria—264.
Imprimerie de l'état—264.
Loyers, bâtiments fédéraux—264.
Nouveaux édifices ministériels—264.
Pavage rue Wellington—264.
Réparations au Palais Législatif—264.
Acton Vale, édifice public—265.
Chicoutimi, édifice—265.
Grosse-Ile, quarantaine—265.
Lachute, édifice public—265.
Lévis, édifice public—265.
Longueuil, édifice—265.
Magog, édifice public—265.
Montmagny, bâtiment public—265.
Montréal, casernes—265.
Montréal, entrepôt de douanes—265.
Montréal, agrandissement Revenu de l'in-
térieur—265.
Montréal, magasin militaire—266.
Montréal, bureau de poste—266.
Québec, hôpital des immigrants, Parc Sa-
vard—266.
Sherbrooke, salle d'exercice—266.
St-Jean, édifice public—266.
Valleyfield, édifice public—266.
Disraéli, quai—267.
Douglstown, môle—267.
Laprairie, brise-glaces—268.
Lac St-François, quais—268.
Port de Montréal—268.
Québec, améliorations au port—269.
Rivière des Anglais, améliorations—269.
St-Alphonse, quai—270.
St-Jean des Chaillons, quai—271.
Edmonton, édifice—272.
Edmonton, prison—272.
Pincher Creek, édifice—272.
Prince-Albert, édifice public—272.
Regina, édifice public—272.
Saskatoon, édifice public—272.
Saskatoon, édifice—272.
Rivière Saskatchewan, relevé—272.
Entretien, édifice fédéraux au Yukon—272.

Ingram, Andrew B., *Elgin-est.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :

Absence des ministres et vacances dans le cabinet—8.

Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.

Dragage Port-Arthur et Fort-William—11.

Extension des frontières du Manitoba—15.

Instructions aux présidents d'élection—15.

Militaires de London à Niagara—16.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—47-49-50-56-57-59.

Loi des chemins de fer (amendement)—71.

Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—73-78.

Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—78.

Loi du recensement et de la statistique—83.

Bills d'intérêt privé :

Chemin de fer du Canada-Atlantique—90.

Chemin de fer du Grand-Tronc—95.

Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—95.

Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.

The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Co.—107.

Bills d'intérêt public :

Loi des chemins de fer (amendement)—112.

Loi des étiquettes des unions ouvrières—113-114.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Procès-verbal du vote du bill d'Alberta—127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Archives—129.

Chemin de fer du Père-Marquette—132.

Clôture à la frontière internationale—133.

"Gazette du Travail"—138.

QUESTIONS.

Douanes :

Capitaine John Thompson—163.

RESOLUTIONS.

Résolutions présentées par des députés :

Étiquettes des unions ouvrières—176.

Grande-Bretagne et ses colonies—178.

Résolutions du gouvernement :

Empaquetage et vente des pommes—182-183.

Recensement et statistiques—188.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Organisation provinciale du N.-O.—195.

Vote des subsides :

Agriculture :

Statistiques générales—203.

Chemins de fer et Canaux :

Commission des chemins de fer—203.

Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.

Dépenses générales—212.

Renforcement des ponts—214.

Commerce :

Administration de l'acte de l'immigration chinoise—216.

Agences commerciales—216.

Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.

Ingram, Andrew B.—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

Service des sauvetages sur le St-Laurent—220.

Service de SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220.

Intérieur :

Arpentages—227.

Dépenses imprévues, indiens du Nouveau-Brunswick—229.

Marine et Pêcheries :

Chenal des navires du St-Laurent—234.

Crédit supplémentaire pour entretien de steamers et brise-lames—235.

Salaires et suppléments de gardiens de phares—239.

Service océanique et fluvial—chaudière à l' "Aberdeen"—239.

Service postal d'hiver—240.

Milice :

Arsenal fédéral—242.

Travaux publics :

Appointements de surveillants, aides, etc.—247.

Chemin de colonisation de Manitoba et N.-O.—248.

Laboratoire de l'essayeur de ciment—249.

Lignes télégraphiques territoires du N.-O.—249.

Ligne télégraphique du Yukon—250.

Service provisoire de commis—250.

Woodstock, salle d'exercice—252.

Apple River, quai—255.

Port-Hood, travaux—258.

Guelph, salle d'armes—258.

Bureau de poste d'Ottawa—263.

Musée Victoria—264.

Magog, édifice public—265.

Jackson, Samuel Jacob, *Selkirk.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi d'inspection des grains (amendement)—79.

QUESTIONS.

Intérieur :

Aide aux cultivateurs du Canada—163.

Milice :

Licenciement du 95^e bataillon—170.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Listes électorales du Manitoba—192.

Jackson, William, *Elgin-ouest.*

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Empaquetage et vente des pommes—184.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Stations agronomiques—202.

Johnston, Alexander, *Cap-Breton-sud.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :

Affaire Nixon—9.

BILLS.

Bills d'intérêt privé :

Brevet de la "Facer Solid Steel Car Wheel Co., Ltd.—93.

Divorce Arthur Howe Hersey—109.

Johnston, Alexander—Suite.**BILLS—Suite.**

- Bills d'intérêt public :
Loi des étiquettes des unions ouvrières—114.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

"Gazette du Travail"—138.

MOTIONS.

- Motions par des députés :
Besogne de la Chambre—147.
Motions sans discussion :
Service Sud-africain—157.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
Grande-Bretagne et ses colonies—177.
Résolutions du gouvernement :
Commission des chemin de fer—181.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Intercolonial, achat de rails—210.
Matériel roulant—213.
Renforcement des ponts—214.
Commerce :
Service entre Cap-Breton et Terre-Neuve—217.
Service entre I.P.-E. et Cap-Breton et Terre-Neuve—219.
Service de SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220.
Imprimerie Nationale—222.
Marine et Pêcheries :
Phares et service côtier—238.
Salaires et suppléments aux gardiens de phares—239.
Milice :
Champs de tir—242.
Travaux publics :
Port-Morton, N.-E., brise-lames—257.

Johnston, T. G., Lambton-ouest.**Bills.**

- Bills d'intérêt privé :
Divorce George Dance Harper—96.
International Terminal and Bridge Co.—96.
Divorce Arthur Howe Hersey—109.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
Protection contre la tuberculose—178.

Kemp, Albert E., Toronto-est.**Bills.**

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—40.
Loi des chemins de fer (amendement)—71.
Loi criminelle de 1892 (amendement)—74.
Loi des droits des douanes (amendement)—74.
Loi du recensement et de la statistique—82.
Bills d'intérêt privé :
Canadian Western Life Insurance Co.—91.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Sirène de brumes à Toronto—144.

MOTIONS.

- Motions discutées :
Intercolonial et chemin de fer I.P.-E.—153.
Règlements concernant le dumping—153.

Kemp, Albert E.—Suite.**QUESTIONS.**

- Agriculture :
Chemin de fer Intercolonial—160.
Pont sur la rue Yonge, Toronto—161.
Finances :
Emprunts temporaires et permanents—163.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Commission des chemins de fer—203.
Canal de Trent—207.
Embranchement de Cardigan—209.
Renforcement des ponts—214.
Travaux publics :
Toronto, salle d'exercice—259.
Toronto, bureau de vérification—259.
Réparations au Palais Législatif d'Ottawa—264.
Sherbrooke, salle d'exercices—266.

Kennedy, James Buckham, New-Westminster.**AJOURNEMENTS.**

- Motions pour discussion :
Absence des ministres et vacances dans le cabinet—8.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—44.
Bills d'intérêt privé :
Compagnie électrique d'Ottawa—102.
Chemin de fer Vancouver, Victoria & Eastern Ry. and Navigation Co.—108.

SUBSIDES.

- Vote de subsides :
Travaux publics :
Région du St-Maurice, estacades—271.

Lachance, Arthur, Québec-centre.**ELECTIONS.**

District électoral Québec-centre—124.

Lake, Richard Stuart, Qu'Appelle.**BILLS.**

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—28, 29, 48, 49, 50, 52, 53, 56, 57, 58, 59, 60, 69.
Loi d'inspection des grains (amendement)—79.
Loi du recensement et de la statistique—83.
Loi constituant la province de Saskatchewan—85-86.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

M. R. S. Lake et le "Globe"—126.

MOTIONS.

- Motions par des députés :
Fonctionnaires fédéraux au N.-O.—147.
Motions sans discussion :
Réclamation de Ivan Sheekin—157.
Vente de terres aux colons—158.

QUESTIONS.

- Divers :
Emploi de M. Bredt—161.
Listes électorales—162.
Douanes :
Retraite de P. G. Fisher—163.
Retraite de J. B. Shaw—163.

Lake, Richard S.—*Suite.*QUESTIONS—*Suite.*

Intérieur :

- Emploi de M. P. M. Bredt—164.
- Emploi de J. R. Pollock—164.
- Emploi de M. S. Porter—164.
- Terres de H. Etenier—165.
- Terres exemptes de taxes du C.P.R.—165.

Justice :

- Condamnation par le juge Prendergast—166.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
Province d'Alberta—convention financière—186-187.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
Organisation provinciale du N.O.—194.
- Vote des subsides :
- Agriculture :
Quarantaine des bestiaux—201.
- Intérieur :
Allocations supplémentaires au service extérieur—226.
- Appointements des agents d'immigration—226.
- Arpentages—227.
- Indiens, Manitoba et N.-O., bestiaux—230.
- Terres fédérales, dépenses imprévues—231.
- Travaux publics :
Montmorency, quai—268.

Lalor, Francis Ramsay, *Haldimand.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—41, 50.
- Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—78.
- Loi du recensement et de la statistique—83.

MOTIONS.

- Motions sans discussion :
Commandes sans soumissions—155.

QUESTIONS.

- Marine et Pêcheries :
Dépôt de phares à Prescott—167.
- Dépôt de phares à Kingston—167.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
Demande de documents—190.
- Vote des subsides :
- Intérieur :
Indiens, Manitoba et N.-O., bestiaux—230.
- Marine et Pêcheries :
Appointements et déboursés des inspecteurs et garde-pêches—234.
- Chenal des navires du St-Laurent—235.
- Revenu de l'intérieur :
Falsification des substances alimentaires—246.
- Travaux publics :
Construction salles d'armes—248.
- Sorel, brise-lames—272.

Lamont, J. Henderson, *Saskatchewan.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—34, 57, 65.

Lamont, J. Henderson—*Suite.*BILLS—*Suite.*

- Loi constituant la province de Saskatchewan—86.
- Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer de Battleford au lac Lenore—90.
- Chemin de fer Canadian Northern—92.
- Chemin de fer d'Edmonton au Yukon et au Pacifique—93.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Capitale de la Saskatchewan—131.
- Construction du G.T.P.—133.

MOTIONS.

- Motions sans discussion :
Réclamation des employés de la Baie d'Hudson—157.

Lancaster, Edward A., *Lincoln et Niagara.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—27, 49, 51.
- Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—79.
- Bills d'intérêt privé :
Divorce Clara McDermott—97-98.
- Bills d'intérêt public :
Loi des certificats aux capitaines et seconds (amendement)—110.
- Loi des certificats aux capitaines et seconds—110.
- Loi des chemins de fer (amendement)—110-111-112.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Amendement à la loi des chemins de fer—129.

MOTIONS.

- Motions discutées :
Grand-Tronc-Pacifique, plan des gares extrêmes—151, 152.

QUESTIONS.

- Agriculture :
Canal Welland—159.
- Intérieur :
Vente des terres à New-Westminster—165.
- Postes :
Receveur de poste à Inverness, N.-B.—171.
- Receveur de poste à Kaslo, C.-A.—171.
- Receveur de poste à Kent, N.-E.—172.
- Service postal entre Farmington et Willmot, N.-B.—171.
- Service postal entre Killarney et Little Current, Ont.—172.
- Service postal entre Lake Ramsay et New-Ross—172.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
Juges des cours provinciales—185.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
Commission des chemins de fer—190.
- Vote des subsides :
- Postes :
Dépenses éventuelles gouvernement civil—245.
- Travaux publics :
Apple River, N.-E., quai—256.

Lapointe, Ernest, *Kamouraska*.

BILLS.

Bills du gouvernement:

Loi constituant la province d'Alberta—67.

Laurier, très honorable sir Wilfrid, G.C.M.G.,
Québec-est.

AJOURNEMENTS.

Motions par le gouvernement:

Ajournement de l'ouverture—7.

Mercredi des Cendres—7.

Fête de Pâques—7.

Motions pour discussion:

Absence des ministres et vacances dans
le cabinet—7.

Affaire Nixon—8.

Autonomie des provinces—9.

Clôture en fil métallique le long de la
frontière internationale—9.

Commission des pêcheries—10.

Démission de l'hon. M. Sifton—10.

Dragage de Port-Arthur et Fort-William,
2e motion—12.

Etudes topographiques du G.T.P.—12.

Extension des frontières du Manitoba—13.

Instructions aux présidents d'élection—
15-16.

• Lignes télégraphiques canadiennes—16.

Militaires de London à Niagara—16.

Ministre des Travaux publics—17.

Pavage des terrains du Parlement—17.

Vacance dans le ministère—17.

BILLS.

Bills du gouvernement:

Loi constituant la province d'Alberta—17,
18, 19, 20, 46, 47, 48, 49, 52, 54, 55, 56, 57,
58, 59, 61, 64, 65, 66, 68, 69.

Loi des chemins de fer (amendement)—71.

Loi de la commission des chemins de fer
(amendement)—73.

Loi criminelle de 1892—74.

Loi de l'emballage et de la vente de cer-
taines denrées périssables—75.

Loi des finances—75.

Loi du pilotage de Québec—81.

Loi de la police à cheval du N.-O.—82.

Loi du recensement et de la statistique—
82.

Loi constituant la province de Saskatche-
wan—85-86.

Loi du serment d'office (amendement)—88.

Bills d'intérêt privé:

Brevet de H. McCormack et P. M. Sharpes
—88.

Compagnie d'assurances Crown—88.

Délais—89.

Chemin de fer du Canada-Atlantique—90.

Chemin de fer Brandon à Saskatchewan et
Baie d'Hudson—91.

Chemin de fer du Grand-Tronc—94-95.

Compagnie de téléphone du Nord-Ouest—
99.

Compagnie électrique d'Ottawa—100-101.

The Vancouver, Victoria and Eastern
Railway Co.—108.

Bills d'intérêt public:

Loi criminelle de 1892 (amendement)—
110.

Loi des certificats de capitaines et se-
conds—110.

Loi des chemins de fer (amendement)—111.

Loi des étiquettes des unions ouvrières—
113-114.

Loi de la sûreté des navires (amendement)
—115.

Laurier, sir Wilfrid—*Suite*.

COMITES.

Comité d'agriculture—117.

Comité de la bibliothèque—118.

Comité des débats—119.

Commission d'économie interne—119.

Comité général—119.

Comité des impressions—120.

Comités permanents—120.

Comité des téléphones—120.

Comité de la tuberculose—120.

DECES.

M. E. F. Clarke, M.P.—120.

M. L. J. Demers, M.P.—120.

Hon. J. Sutherland, M.P.—120.

M. M. Johnston, M.P.—121.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

M. A. B. Aylesworth—121.

Démission de l'hon. C. Sifton—121.

DISCOURS DU TRONE.

Adresse en réponse au discours du trône
—123-124.

ELECTIONS.

Election de l'Orateur—124.

District électoral d'Oxford-nord—124.

District électoral de Toronto-centre—125.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Frontières du Manitoba—125.

Gouvernement provincial du N.-O.—126.

Procès-verbal du vote du bill d'Alberta—
127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Absence des ministres—127.

Accident du "Scout"—128.

Achat du C.A.Ry.—128.

Acte de l'audition—128.

Arrestation d'un Canadien aux E.-U.—
128.

Associations autorisées à tenir des livres
de généalogie du bétail—129.

Autonomie du N.-O.—130.

Bills modifiant la loi électorale—130.

Boîtes de scrutin—130.

Budget—131.

Crise à Québec—131.

Capitale de la Saskatchewan—131.

Chambre des communes—Commission d'é-
conomie interne—131.

Chemin de fer de la Passe du Nid de
Corbeau—132

Clôture à la frontière internationale—132-
133.

Commission des chemins de fer—133.

Commission transcontinentale—133.

Commission des moyens de transports—
133.

Commission de construction du Transcon-
tinentale—133.

M. le commissaire Brunet—133.

Commission du Yukon—134.

Communications entre I.P.-E. et terre
ferme—134.

Conférence coloniale—135.

Contrat avec la "North Atlantic Trading
Co."—135.

Cour supérieure de la Nouvelle-Ecosse—
135.

Démission Blair—135.

Demande de documents—136.

Laurier, sir Wilfrid—*Suite.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- Dragages à Port-Arthur et Fort-William—137.
- Elections, Manitoba—137.
- Entrevue de M. Bulyea—137.
- Frontières du Manitoba—137-138.
- Frontières d'Ontario—138.
- G.-T.-P., choix du tracé—138.
- Hangars permanents de Montréal—139.
- Haute cour d'Ontario—139.
- Hon. S. N. Parent et commission du Transcontinental—139.
- Immigration d'enfants pauvres—139.
- Imprimerie nationale—139.
- Impôt sur les voyageurs de commerce—139.
- Instructions au Gouverneur général—139.
- Ministère de l'Intérieur—140.
- Ministère des Travaux publics—140.
- Nomination de M. Nixon—140.
- Obstructions à Château-Richer—140.
- Place à bord des transatlantiques—141.
- Affaires Nixon et Macdonald—141.
- Rapport Rider Haggard—141.
- Règlements du bureau de poste—141.
- Saisie de la goëlette "Agnes Donohoe"—142.
- Sauvetage de la goëlette "James W."—142.
- Scripts des métis—142-143.
- Service militaire—143.
- Téléphones de Port-Arthur et Fort-William—144.
- Timbres de commerce—145.
- Travaux de la Chambre—145.
- Travaux topographiques du G.-T.-P.—145.
- Travaux dans le ministère—145.
- Valeurs provinciales comme placement de fidéicommis en Angleterre—145.
- Ventilation de la Chambre—146.
- Vétérans 1866-1870—146.
- Yukon, élection—146.

MESSAGE.

- Adresse—146.

MOTIONS.

- Motions du gouvernement :
 - Besogne de la Chambre—146.
 - Fonctionnaires fédéraux au N.-O.—147.
- Motions de censure :
 - "North Atlantic Trading Co."—148.
 - Données thermographiques—150.
 - Frontières du Manitoba—151.
 - Grand-Tonc-Pacifique, plans—151.
 - Inspection des grains—152.
 - Intercolonial, gare à Sydney—153.
 - Subventions aux provinces—154.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Etiquettes des unions ouvrières—176.
 - Grande-Bretagne et ses colonies—177.
- Résolutions du gouvernement :
 - Collège royal militaire—179.
 - Commission des chemins de fer—179, 180, 181.
 - Juges des cours provinciales—185.
 - Province d'Alberta, convention financière—185.
 - Province de Saskatchewan, convention financière—186, 187, 188.
 - Sénat et Chambre des communes—188.

Laurier, sir Wilfrid—*Suite.*

RESOLUTIONS—*Suite.*

- Solde de la gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—189.
- Traitement des lieutenants-gouverneurs—189.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Amendement à l'Acte des banques—189.
 - Contrôle des lignes de téléphone—190.
 - Organisation provinciale du N.-O.—193-194.
 - Scripts des métis—196.
 - Territoires du Yukon—199.
 - Sessions du parlement—199.
 - Vente des fles de la baie Georgienne—199.
- Vote des subsides :
 - Agriculture :
 - Quarantaine des bestiaux—201.
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Commission des chemins de fer—203
 - Transcontinental national—215.
 - Commerce :
 - Agences commerciales—216.
 - Appareils de sauvetage du St-Laurent—216.
 - Application de la taxe des Chinois—216.
 - Inspecteurs des denrées—216.
 - Mesurage de bois—216.
 - Ministère du Commerce—216.
 - Primes sur acier, fer, plomb et pétrole—216.
 - Service de SS. entre Nouvelle-Zélande et Canada—217.
 - Service entre I.P.-E. et Cap-Breton et Terre-Neuve—218.
 - Service de SS. entre I.P.-E. et Grande-Bretagne—218.
 - Service d'hiver entre Québec et Malbaie—219.
 - Service de St-Jean, Halifax et Londres—220.
 - Service de SS. entre St-Jean et Halifax, et Antilles et Amérique du Sud—220.
 - Service de SS. entre Victoria, Vancouver et Skagway—221.
 - Subventions autorisées par statuts—221.
 - Divers :
 - Agence de Paris—221.
 - Femmes de journée—222.
 - Gendarmerie à cheval—222.
 - Gendarmerie à cheval du Yukon—222.
 - Imprimerie nationale—222.
 - Dépenses des listes électorales—223.
 - Réponses à diverses questions—223.
 - Salaires et dépenses imprévues du Sénat—223.
 - Service du Haut-commissaire—223.
 - Secrétaire du Haut-commissaire—223.
 - Traitement de M. Bray—223.
 - Finances :
 - Service des finances—225.
 - Intérieur :
 - Arpentages des réserves, Ontario et Québec—227.
 - Commission géologique, F. Nicolas, rédacteur—227.
 - Construction d'une goële à St-Régis—227.
 - Ecoles indiennes, provinces maritimes, Ontario et Québec—227.
 - Fonds d'administration des terres des sauvages—228.

Laurier, sir Wilfrid—*Suite*.

SUBSIDES—*Suite*.

Frais de justice—228.
Indiens d'Oka—230.
Nomination de M. Cory, député-ministre—230.
Nomination de M. Bray—230.
Nomination de F. Nicolas—230.
Soins médicaux des sauvages d'Ontario et Québec—231.

Milice :

Retraite du major Benoit—243.

Travaux publics :

Câble transpacifique—248.
Commission d'embellissement d'Ottawa—248.
Canso, édifice public—254.
Hôtel des monnaies, Ottawa—263-264.

VOIES ET MOYENS.

Résolutions de subsides—272.

Lavergne, Armand, *Montmagny*.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—31, 54, 62, 63, 67.

Bills d'intérêt privé :

Compagnie de chemin de fer Brandon à la Saskatchewan et baie d'Hudson—9.
Brevet de D. T. Owen—103.

Bill d'intérêt privé :

Loi des chemins de fer (amendement)—110.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Rapports de journaux—127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Election de London—137.
Elections partielles—137.
"Gazette du Travail"—138.
Ministère de l'Intérieur—140.

MOTIONS.

Édifices civils depuis la Confédération—155.
Exposition de Liège—156.

QUESTIONS.

Divers :

Opinion de Mgr. Legal—162.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Chemin de fer I.C.R., heure des trains—189.

Lavergne, Louis, *Drummond et Arthabaska*.

BILLS.

Bill d'intérêt privé :

Compagnie électrique d'Ottawa—110.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Service frigorifique—198.
Vote des subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Déviation de ligne à Mitchell—213.

Laurence, Frederick A., *Colchester*.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—38.

Bills d'intérêt privé :

Compagnie de chemin de fer "Dominion Atlantic"—93.

QUESTIONS.

Marine et Pêcheries :

Gardien des pêcheries dans Colchester—167.

Lefurgey, Alfred A., *Prince-est, I.P.-E.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Communications entre I.P.-E. et terre ferme—134.

MOTIONS.

Motions discutées :

Communications entre I.P.-E. et terre ferme—149-150.
Service postal rural—154.

QUESTIONS.

Chemins de fer et Canaux :

Chemin de fer I.C.R.—160.

Douanes :

Exportation de foin—162.
Inspection du fil de fer de clôture—162.

Finances :

Gare de télégraphe de l'I.P.-E.—163.

Marine et Pêcheries :

Communications d'hiver de l'île du Prince-Édouard—167.

Industrie du hareng—168.

Pêcheurs d'Irlande—168.

Protection des pêcheries—169.

Service maritime et fluvial—169.

Télégraphe Marconi—170.

Travaux publics :

Brise-lames de Miminegash—172.

Brise-lames de Tignish—173.

Chenal de Cascumpec—173.

Barrage rivière Miminegash—173.

Quai d'Howard-Cove (I.P.-E.)—174.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Empaquetage et vente des pommes—183.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Chemins de fer et Canaux :

Canal des Galops—204.

Embranchement de Cardigan—209.

Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.

Commerce :

Service entre I.P.-E. et Cap-Breton et Terre-Neuve—218.

Divers :

Chambres des députés—221.

Justice :

Ficelle d'engerbage—232.

Marine et Pêcheries :

Ostéiculture—237.

Phares et service côtier—238.

Travaux publics :

Construction salles d'armes—248.

Lignes télégraphique, Provinces maritimes et St-Laurent—249.

Sumerside, brise-lames—251.

London, bâtiments militaires—259.

Lemieux, hon. Rodolphe, *Gaspé, Nicolet.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
Absence des ministres et vacances dans le cabinet—7.
Commission des Pêcheries—10.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—25-26-27-31-60-62-63-66.
Loi criminelle de 1892—74.
Loi des compagnies, amendement—88.
Bills d'intérêt privé :
" Gillies Brothers Ltd."—94.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
Commerce :
Service bassin de Gaspé, Dalhousie, Campbellton—217.
Service entre Paspébiac et bassin de Gaspé—219.
Service entre Québec et bassin de Gaspé—219.
Milice :
Camp de milice à Kentville—242.
Travaux publics :
Montréal, agrandissement revenu de l'intérieur—265.
Doucet's Landing, dragage—267.
Montmorency, quai—268.
Rivière Maskinongé, dragage—270.
Rivière St-Maurice, dragage—271.

Lennox, Houghton, *Simcoe-sud.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
Absence des ministres et vacances dans le cabinet—8.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—33, 50, 62.
Loi des associations de livres de généalogie du bétail—70.
Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—72, 73.
Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76, 77, 78, 79.
Loi des juges des cours provinciales—79.
Loi du recensement et de la statistique—83-84.
Loi des Territoires du Nord-Ouest—87.

- Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer Calgary à Edmonton—91.
Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.
" The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Co."—108.

- Bills d'intérêt privé :
Loi criminelle de 1892 (amendement)—112.
Loi des étiquettes des unions ouvrières—115.

BUDGET.

- Discours du budget—117.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.
Acte de l'audition—128.
Camp de Simcoe-sud—131.
Commission des chemins de fer—133.

Lennox, Houghton—*Suite.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- Demande de documents—136.
Interdiction du bétail canadien en Angleterre—139.
Rapport de la commission des chemins de fer—141.

MOTIONS.

- Motions discutées :
Grand-Tronc-Pacifique, plans des gares extrêmes—152.
Service postal rural—153.

QUESTIONS.

- Agriculture :
Chemin de fer Transcontinental national—161.
Divers :
Auditeur général—161.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
Commission des chemins de fer—182.
Décrets ministériels relatifs au Yukon—182.
Juges des cours provinciales—185.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
Commission des chemins de fer—190.
Vote des subsides :
Agriculture :
Quarantaine des bestiaux—201.
Chemins de fer et Canaux :
Commission des chemins de fer—203.
Canal des Galops—204.
Port-Colborne—206.
Canal de Trent—206.
Canal Welland—207.
Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsboro—209.
Renforcement des ponts—214.
Dépenses imprévues, sauvages du N.-B.—229.
Justice :
Refonte des statuts fédéraux—233.
Marine et Pêcheries :
Service des phares et des côtes—239.
Milice :
Camp de Kentville—282.
Travaux publics :
Barrie, quai d'Allandale—259.
Musée Victoria, Ottawa—264.
Montréal, bureau de poste—266.

Leonard, J. E. Emile, *Laval.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—46-63-64-69.
Loi constituant la province de Saskatchewan—86.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Crise à Québec—131.
Crise politique à Québec—131-135.

QUESTIONS.

- Justice :
Timbres de commerce—166.
Milice :
Officiers ayant passé examens—170.
Travaux publics :
Terrebonne, quai—272.

Lewis, Edward Norman, *Huron-ouest.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Communications entre I.P.-E. et terre ferme—134.

MOTIONS.

Motions sans discussion :
Contrats de la marine—155.
Phare "Lurher"—157.
Phares flottants—157.

QUESTIONS.

Marine et Pêcheries :
Navires du département de la Marine—168.
Phares à Anticosti—168.
Protection des pêcheries—169.
Service maritime et fluvial—167.
Steamer "de Lévi"—169.

SUBSIDES.

Vote de subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Canaux, étude et inspection—203.
Port-Colborne—205.

Logan, Hance J., *Cumberland.*

BILLS.

Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer de Calgary à Red Deer et Battleford—91.
Compagnie de charbonnages et de chemin de fer de Nicola à Kamloops et à la Semilkameen—99.
Compagnie électrique d'Ottawa—102.
Bills d'intérêt public :
Loi des déclarations fausses pour empêcher l'immigration—110.

MOTIONS.

Motions du gouvernement :
Besogne de la Chambre—147.
Motions sans discussion :
Câbles télégraphiques de l'Empire—155.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :
Commission des chemins de fer—181.

SUBSIDES.

Vote de subsides :
Divers :
Chambre des députés—221.
Marine et Pêcheries :
Matelots naufragés dans le dénuement—237.
Travaux publics :
Apple River, quai—255.

Loggie, William Stewart, *Northumberland, N.-B.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :
Tarifs de chemin de fer de l'Intercolonial—17.

Macdonald, Edward M., *Pictou.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :
Extension des frontières du Manitoba—14.

BILLS.

Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer du Canada-Atlantique—90.
Chemin de fer Canadian Northern—92.
Chemin de fer du Grand-Tronc—94-95.
Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103

Macdonald, Edward M.—*Suite.*

DISCOURS DU TRONE.

Adresse en réponse au discours du trône—122.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Pensions aux employés de l'I.C.R.—

MOTIONS.

Motions sans discussion :
Importation d'anhracite—156.

QUESTIONS.

Agriculture :
Maladie du bétail de Pictou—158.
Travaux publics :
Port de Rondeau—174.
Port de Stanley—174.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :
Juges des cours provinciales—185.

SUBSIDES.

Vote des subsides :
Chemin de fer et Canaux :
Matériel roulant—213.
Service entre I.P.-E. et terre ferme—219.
Marine et Pêcheries :
Entretien et réparation des steamers et brise-glaces—236.
Service postal d'hiver—240.
Milice :
Achat artillerie, pièces, etc.—241.
Travaux publics :
Construction, salle d'armes—248.
Anse à Phinney, brise-lames—255.
Economy et Tantamagouche—256.
Torny River, port d'abri—258.

Macdonell, Angus Claude, *Toronto-suâ.*

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—44.
Loi du recensement et de la statistique—82-84.
Bills d'intérêt privé :
Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Monterey—98.
Paper Goods Co.—104.
Bills d'intérêt public :
Loi des dettes de chemins de fer—119.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Bureau de poste de Toronto—131.
Droits des Canadiens en Afrique du Sud—137.
"Gazette du Travail"—138.
Pensions aux employés de l'I.C.R.—141.
Sirène de brumes à Toronto—144.

MOTIONS.

Motions sans discussion :
Placements d'assurance—157.

QUESTIONS.

Chemins de fer et Canaux :
Chemins de fer de l'Intercolonial—160.
Postes :
Bureau de poste d'Alexandria—170.
Travaux publics :
Travaux port de Toronto—175.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :
Vente et emballage des pommes—183.

Macdonell, Angus Claude—*Suite.*

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Main-d'œuvre étrangère—193.
 Vote des subsides :
 Travaux publics :
 Toronto, salle d'exercice—259.
 Toronto, bureau de vérification—259.
 Baie Georgienne et pointe à Baril, améliorations—259.
 Port de Toronto, brise-lames—262.
 Port de Toronto, passe-est—262.

Maclean, Alexander K., Lunenburg.

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 Contrat avec compagnie des côtes, N.-E.—10.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—44.
 Loi de naturalisation des étrangers (amendement)—81.

Maclean, William F., York-est, O.

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 Autonomie des provinces—9.
 Démission de l'hon. M. Sifton—11.
 Etudes topographiques du G.-T.-P.—12.
 Extension des frontières du Manitoba—13-14.
 Ministère des Travaux publics—16.
 Vacance dans le ministère—17.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—46, 47, 48, 51, 52, 53, 54, 60.
 Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—73.
 Loi de l'inspecteur des assurances et du directeur de la santé publique—75.
 Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76.
 Loi du recensement et de la statistique—82-83.
 Loi du Revenu de l'intérieur (amendement)—95.
 Bills d'intérêt privé :
 Délais—89.
 Brevet de la "Facer Solid Steel Car Wheel Co., Ltd.—94.
 Compagnie de télégraphie sans fil des Fessenden—93.
 Chemin de fer du Grand-Tronc—94.
 Banque Molson—98.
 Compagnie de télégraphe du Nord-Ouest—99.
 Compagnie de force motrice Ontario et Minnesota—100.
 Compagnie électrique d'Ottawa—100, 101, 102.
 Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.
 Compagnie du pont du Sud du Canada—104.
 Compagnie d'assurance contre l'incendie "The Sovereign of Canada"—105.
 "Title Guarantee and Trust Co."—106.

Maclean, William F.—*Suite.*

BILLS—*Suite.*

- Bills d'intérêt public :
 Loi des capitaines et seconds—110.
 Loi des chemins de fer (amendement)—110.
 Loi des chemins de fer (amendement)—111.
 Loi des étiquettes des unions ouvrières—113-114.

COMITES.

- Comité d'agriculture :
 Tarifs des chemins de fer—117.
 Comité des téléphones—120.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

- Démission de l'hon. C. Sifton—121.

DISCOURS DU TRONE.

- Adresse en réponse au discours du trône—123-124.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Frontières du Manitoba—126.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Amendement à la loi des chemins de fer—129.
 Associations autorisées à tenir des livres de généalogie du bétail—129.
 Autonomie du Nord-Ouest—130.
 Clôture à la frontière internationale—133.
 Démission Blair—135.
 Drawbacks accordés à la matière première par tarif américain—135-136.
 Expédition du capitaine Peary—137.
 "Gazette du Travail"—138.
 Impôt sur les voyageurs de commerce—139.
 Instructions au Gouverneur général—139.
 Téléphones de Port-Arthur et Fort-William—145.
 Travaux de la Chambre—145.

MOTIONS.

- Motions du gouvernement :
 Besogne de la Chambre—147.
 Motions discutées :
 Téléphones municipaux—154.

QUESTIONS.

- Divers :
 Charbon employé par le gouvernement—161.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 Commission des chemins de fer—179-180-182.
 Inspection et vente des grains—184.
 Juges des cours provinciales—184-185.
 Pension aux anciens ministres—185.
 Province d'Alberta, convention financière—186-187.
 Sénat et Chambre des communes—188.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Contrôle des lignes de téléphone—190.
 Taxation municipale des terres du C.P.R.—199.
 Vote des subsides :
 Chemins de fer et Canaux :
 Administration de l'I.C.R.—210-211.

Maclean, William F.—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

- Commerce :
 Service entre Canada et Afrique du Sud—217.
 Service St-Jean et Halifax via Yarmouth—221.
 Divers :
 Chambre des députés—221.
 Intérieur :
 Terres fédérales, dépenses casuelles, appointements—231.
 Travaux publics :
 Canso, édifice public—254.
 Anse à Phinney, brise-lames—254.

Macpherson, Robert George, *ville de Vancouver.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi criminelle de 1892—72.
 Loi des matelots (amendement)—80.
 Loi des matelots (amendement)—88.
 Bills d'intérêt privé :
 Century Life Insurance Co.—92.
 Compagnie électrique d'Ottawa—100.
 The "Vancouver and Coast Kootenay Railway Co."—107.
 Chemin de fer Vancouver, Westminster et Yukon—108.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Présentation de pétitions—127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Interdiction du bétail canadien en Angleterre—139.
 Travaux de la Chambre—145.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 Grande-Bretagne et ses colonies—176.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Territoires du Yukon—197.
 Vote des subsides :
 Chemins de fer et Canaux :
 Port-Colborne—206.
 Commerce :
 Administration de l'acte de l'immigration chinoise—216.
 Chambre des députés—221.
 Intérieur :
 Agents d'immigration en Canada et Grande-Bretagne—225.
 Travaux publics :
 Hôtel des monnaies d'Ottawa—263.

McCarthy, Leighton Goldie, *Simcoe-nord.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 Extension des frontières du Manitoba—13-51.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—33.
 Bills d'intérêt privé :
 Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—95-96.
 Compagnie de force motrice Ontario et Minnesota—100.
 Bills d'intérêt public :
 Loi de l'inspection des bateaux à vapeur (amendement)—115.

McCarthy, Leighton Goldie—*Suite.*

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

- Démission de l'hon. C. Sifton—121.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 Chemin de fer et canaux :
 Canal de Trent—207.

McCarthy, Maitland Stewart, *Calgary.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—26, 47, 48, 49, 54, 55, 57, 58, 59, 60, 69.
 Loi de la représentation des Territoires du N.-O. (amendement)—84.
 Bills d'intérêt privé :
 Chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique—95.

MOTIONS.

- Motions sans discussion :
 Extension des limites du Manitoba—156.
 Listes électorales des Territoires du N.-O.—156.
 Terres publiques du N.-O.—158.

QUESTIONS.

- Postes :
 Bureau de poste du Petit lac des Esclaves—170.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 Province d'Alberta, convention financière—186.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 Demande de documents—190.
 Organisation provinciale du N.-O.—194.
 Vote des subsides :
 Agriculture :
 Quarantaine des bestiaux—201.
 Stations agronomiques—202.

McCull, John B., *Northumberland-ouest, Ont.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi des compteurs à eau—73.
 Bills d'intérêt privé :
 "Metal Volatisation Co."—98.
 Divorce de Philip Vibert—108.

McCool, Charles Arthur, *Nipissingue.*

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 Chemin de fer de Timagami—106.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 Travaux publics :
 Lac Témiscamingue—262.
 Canton Fabre, quai—267.

McIntyre, Gilbert H., *Perth-sud.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 Loi constituant la province d'Alberta—42-43.
 Bills d'intérêt privé :
 Chemin de fer de Ste-Marie et de l'Ontario Occidental—105.
 Bills d'intérêt public :
 Loi des chemins de fer (amendement)—112.

McIntyre, Gilbert H.—*Suite.*

COMITES.

Comité d'agriculture—117.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Procès-verbal du vote du bill d'Alberta—127.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Travaux publics :

Réparation au Palais Législatif, Ottawa—264.

McIsaac, Colin F. *Antigonish.*

BILLS.

Bills d'intérêt privé :

Association catholique de bienfaisance mutuelle du Canada—94.

COMITES.

Comité des comptes publics—119.

SUBSIDES.

Marine et Pêcheries :

Service postal d'hiver—240.

Travaux publics :

Antigonish, édifice public—253.

Anse à Phinney, brise-lames—255.

McKenzie, D. D., *Cape-Breton et Victoria.*

BILLS.

Bills du Gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—30, 53, 65.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Saisie de la goélette "Agnes Donohue"—143.

Service rapide de steamers canadiens—141.

SUBSIDES.

Agriculture :

Quarantaine pour salubrité publique—202.

Marine et Pêcheries :

Entretien et réparation de steamers et brise-lames—236.

Matelots naufragés dans le dénuement—237.

Récompenses pour sauvetages et stations de sauvetage—239.

Travaux publics :

C.B., Sydney, bâtiments—254.

Anse à Phinney, brise-lames—255.

Boisdale, quai—255.

McKenzie, Peter H., *Bruce-sud.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77.

Bills d'intérêt privé :

Chemin de fer de Walkerton à Lucknow—108.

COMITES.

Comité d'agriculture :

Tarifs de chemins de fer—117.

Embargo sur le bétail canadien—118.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Travaux publics :

Construction salles d'armes—248.

McLean, Angus A., *Queen, I.P.-E.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Communications entre I.P.-E. et terre ferme—134.

Sauvetage de la goélette "James W."—142.

MOTIONS.

Motions discutées :

Communications entre I.P.-E. et terre ferme—150.

Sentence arbitrale d'Halifax—152.

Motions sans discussions :

Charbon dans les ministères—154.

Réclamations de Thomas Curley et autres—157.

QUESTIONS.

Agriculture :

Exposition de St-Louis—Emploi de W. J.

Gillies—158.

Chemin de fer de l'I.P.-E.—159.

Douanes :

Douanier à Pinette (I.P.-E.)—162.

Intérieur :

Ventes de bois du N.-O.—165.

Postes :

Receveur de poste de Wheatley River—171.

Travaux publics :

Dragage à l'I.P.-E.—173.

Port de Savage Harbour, I.P.-E.—174.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Service frigorifique—198.

Vote des subsides :

Chemins de fer et Canaux :

Installations à Georgetown, I.P.-E.—209.

Embranchement de Murray-Harbour et pont d'Hillsborough—209.

Installations à Kingston—209.

Intercolonial, achat de rails—210.

Renforcement des ponts—214.

Commerce :

Administration de l'acte de l'immigration chinoise—216.

Service entre I.P.-E. et Angleterre—218.

Service de SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220.

Intérieur :

Agents d'immigration en Canada et Grande-Bretagne—225.

Marine et Pêcheries :

Dépenses nonobstant dispositions de l'acte du service civil—236.

Entretien et réparation de steamers et brise-glaces—236.

Service postal d'hiver—239.

Service de protection des pêcheries—240.

Postes :

Sommes additionnelles—246.

Travaux publics :

Lignes télégraphiques, revenu—250.

McLennan, Angus, *Inverness.*

QUESTIONS.

Marine et Pêcheries :

Industrie du hareng—168.

McLennan, Angus—*Suite*.

SUBSIDES :

- Vote des subsides :
- Travaux publics :
 - Inverness, édifice public—254.
 - Margaree, port—257.
 - Mines Harbour, quai—257.
 - Port Hood, travaux—258.

Marcil, Charles, *Bonaventure*.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—49-52.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77.
 - Loi du recensement et de la statistique—82.

ELECTIONS.

- District électoral de Carleton—124.

MESSAGES.

- Budgets supplémentaires—146.

Martin, Alexander, *Queen, I.P.-E.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76.
 - Loi du recensement et de la statistique—83.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Communications entre I.P.-E. et terre ferme—134.
- Demande de documents—136.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Etablissements frigorifiques—151.
 - Intercolonial, gare à Sydney—153.
- Motions sans discussion :
 - Accidents de chemin de fer et de vapeurs—154.
 - Agents commerciaux du Canada—154.
 - Chemins de fer et Canaux—154.
 - Chemin de fer I.P.-E., gare de Charlottetown—155.
 - Communications avec l'I.P.-E.—155.
 - Conservation frigorifique de la boîte—155.
 - Destitution de James Power—155.
 - Destitution de H. C. Lawson—155.
 - Embranchements du chemin de fer de l'I.P.-E.—156.
 - Gare de Grand-View, chemin de fer de l'I.P.-E.—156.
 - Pétitions de l'I.P.-E.—156.
 - Subside additionnel à l'I.P.-E.—157.

QUESTIONS.

- Agriculture :
 - Pédigree du bétail canadien—158.
 - Herd Book, Canadien—159.
 - Section des fruits—159.
- Chemins de fer et Canaux :
 - Chemin de fer de l'I.P.-E.—159.
- Marine et Pêcheries :
 - Communications d'hiver de l'île du Prince-Edouard—167.
 - Pêcheries de l'I.P.-E.—168.
 - Port de Mount Stewart—169.
 - Sentence arbitrale d'Halifax—169.
 - Subventions aux steamers—169.

Martin, Alexander—*Suite*.

QUESTIONS—*Suite*.

- Postes :
 - Receveur de poste de Stanhope, I.P.-E.—171.
- Travaux publics :
 - Brise-lames à St-Pierre—173.
 - Dragage du port de Rustico—173.
 - Jetée Lambert, I.P.-E.—174.
 - Pont sur la rivière Morell—174.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Installations à Charlottetown, I.P.-E.—209.
 - Embranchement de Cardigan—209.
 - Embranchement de Murray-Harbour et Pont d'Hillsborough—209.
 - Commerce :
 - Service entre Canada et Afrique du Sud—217.
 - Service entre Cap-Breton et Terre-Neuve—217.
 - Service entre I.P.-E. et Angleterre—218.
 - Service entre I.P.-E., Cap-Breton et Terre-Neuve—219.
 - Service de SS. entre I.P.-E. et Grande-Bretagne—218.
 - Service entre I.P.-E. et terre ferme—219.
 - Service de SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220-221.

Divers :

- Papeterie—223.
- Marine et Pêcheries :
 - Brise-glaces pour bas du St-Laurent et détroit Northumberland—234.
 - Réparations au steamer "Scout"—239.
- Revenu de l'Intérieur :
 - Falsification des substances alimentaires—246.
- Travaux publics :
 - Réparations I.P.-E.—251.
 - Travaux—251.
 - Rustico, brise-lames—251.
 - Iles de Wood, brise-lames—251.

Martin, Thomas, *Wellington-nord*.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—41.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77.

COMITES.

- Tarifs des chemins de fer—118.

QUESTIONS.

- Finances :
 - Compagnie d'assurance "Mutual Reserve"—163.

SUBSIDES.

- Vote de subsides :
 - Travaux publics :
 - Montmorency, quai—269.

Miller, Henry Horton, *Grey-sud*.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—34, 42, 57.
 - Loi de l'emballage et vente de certaines denrées (amendement)—75.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76.

Miller, Henry Horton—*Suite*.

BILLS—*Suite*.

- Bills d'intérêt privé :
 - Farmers' Bank of Canada—93.
 - Compagnie électrique d'Ottawa—102.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi criminelle de 1892 (amendement)—110.

BUDGET.

- Discours du budget—117.

COMITES.

- Tarifs des chemins de fer—118.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Frontières du Manitoba—126.

MOTIONS.

- Motions de censure :
 - North Atlantic Trading Co.—148.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Protection contre la tuberculose—177.
- Résolutions du gouvernement :
 - Commission des chemins de fer—181.

SUBSIDES.

- Vote de subsides :
 - Travaux publics :
 - Laboratoire de l'essayeur de ciment—249.
 - Montmorency, quai—268.

Monk, Frederick D., *Jacques-Cartier*.

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Les Jeunes Montagnards de Montréal—16.
 - Lignes télégraphiques canadiennes—16.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—22, 48, 64, 65, 66, 67, 68.
 - Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—72.
 - Loi de la police à cheval du N.-O. (amendement)—82.
 - Loi du recensement et de la statistique—82, 84.
 - Loi constituant la province de Saskatchewan—85.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer du Canada-Atlantique—90.
 - Compagnie électrique d'Ottawa—101.
 - Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi des dettes de chemin de fer—112.

DECES.

- M. E. F. Clarke, M.P.—120.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Accident du "Scout"—128.
- Crise à Québec—131.
- Commission de construction du Transcontinental—133.
- Contrat avec la "North Atlantic Trading Co."—135.
- Hôtel Royal des monnaies—139.
- Timbres de commerce—145.
- Vétérans de 1866 et 1870—146.

MOTIONS.

- Motions du gouvernement :
 - Besogne de la Chambre—146.

Monk, Frederick D.—*Suite*.

MOTIONS—*Suite*.

- Motions discutées :
 - Autonomie du N.-O.—149.
 - Commission des chemins à barrières de l'île de Montréal—199.
 - Commission du port de Montréal—149.
 - Hangars permanents—149.
 - Enquête du "Cap Breton", démission du capitaine Salmon—151.
 - Grand-Tronc-Pacifique, tracé comté de Joliette—152.
 - Inondation à Verdun, P.Q.—152.
- Motions sans discussion :
 - Démission de l'hon. Blair—155.
 - Importation de légumes des E.-U.—156.
 - Ouvriers à Sorel—156.
 - Quais de l'île Bizard—157.
 - Rapports de la cour suprême—157.
 - Service météorologique—157.
 - Signaux sous-marins—157.
 - Steamer "Canada"—157.
 - Succursale de la Monnaie Royale—157.

QUESTIONS.

- Chemins de fer et Canaux :
 - Canal Lachute—159.
 - Chemin de fer Transcontinental-National—161.
 - Commission des chemins de fer—161.
- Intérieur :
 - Agences d'immigration en Angleterre—163.
 - Armée du Salut—163.
 - M. W. T. R. Preston—165.
 - Primes à l'immigration d'ouvriers agricoles—165.
- Justice :
 - Démission du juge Choquette—166.
 - Impression des rapports de la Cour Suprême—166.
 - Timbres de commerce—166.
- Marine et Pêcheries :
 - Dépenses de M. Huot, maire de l'Ange Gardien—167.
 - Dépôt des phares à Prescott—167.
 - Dépôt des phares de Kingston—167.
 - Droits de pêche dans les estuaires—167.
 - Gardien Godbout—167.
 - Gardien du phare St-Laurent—168.
 - Milice navale du Canada—168.
- Milice :
 - Hôpital militaire de St-Jean—170.
- Travaux publics :
 - Barrage du chenal St-Ignace—172.
 - Explorations, comté de Jacques-Cartier—172.
 - Travaux, paroisse St-François, île d'Orléans—172.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Grande-Bretagne et colonies—178.
- Résolutions du gouvernement :
 - Emballage et vente des pommes—183.
 - Recensement et statistiques—188.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Demande de documents—190.
 - Importation du poisson de la baie de Misissisquoi—191.
- Vote des subsides :
 - Agriculture :
 - Statistique criminelle—202.
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Canal de Lachine—208.

Monk, Frederick D.—Suite.SUBSIDES—*Suite.*

Commerce :

Service de la Baie Ste-Catherine à Tadou-
sac—217.

Intérieur :

Appointements des agents d'immigration—
226.

Justice :

Juges au Yukon, indemnité—232.

Prisonniers libérés sur parole—233.

Soumissions—233.

Marine et Pêcheries :

Chenal des navires du St-Laurent—235.

Ecoles de navigation—236.

Postes :

Bureau de poste de la rue Ste-Catherine,
Montréal—244.

Travaux publics :

Appointements, surveillants, aides—247.

Québec, édifices—265.

Acton Vale, édifice public—265.

Montréal, agrandissement du Revenu de
l'intérieur—265.

Québec, Hôpital de trachoma—266.

Québec, améliorations du port—269.

Repentigny, quai—270.

Rivière St-Maurice, chenal des Grandes-
Piles à La Tuque—271.

Regina, édifice public—272.

Morin, Jean-Baptiste, Dorchester.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Boîtes de scrutin—130.

Obstruction à Château-Richer—140.

MOTIONS.

Motions sans discussion :

Election de Dorchester—155.

QUESTIONS.

Marine et Pêcheries :

Steamer "Champlain"—169.

Steamer "Montcalm"—169.

Postes :

Bureau de poste de St-Alban—170.

Receveur de poste à Ste-Marguerite de
Dorchester—171.

RESOLUTIONS.

Résolutions présentées par des députés :

Grande-Bretagne et ses colonies—178.

Résolutions du gouvernement :

Province d'Alberta, convention financière
—187.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Chemins de fer I.C.R., heures des trains—
189.

Vote des subsides :

Chemins de fer et Canaux :

Déviation de la ligne à Mitchell—216.

Marine et Pêcheries :

Piliers permanents du lac St-Pierre—

Travaux publics :

Apple River, quai—255.

Édifices fédéraux, loyers—263.

Montmagny, bâtiment public—265.

Château-Richer, améliorations—267.

Disraëli, quai—267.

Grande Rivière Beaupré, quai—268.

Montmorency, quai—268.

Québec, améliorations au port—269.

St-Alphonse, quai—270.

Mulock, sir William, York-nord.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—27.

Bills d'intérêt privé :

Compagnie de charbonnages et de chemin
de fer de Nicola à Kamloops et à la
Semilkameen—99.Compagnie des téléphones du Nord-Ouest—
99.Compagnie de force motrice Ontario et
Minnesota—100.

Compagnie électrique d'Ottawa—101-102.

Bills d'intérêt public :

Loi criminelle de 1892 (amendement)—109-
110.Loi des étiquettes des unions ouvrières—
113.

COMITES.

Comité des téléphones—120.

DECES.

M. E. F. Clarke, M.P.—120.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Frontières du Manitoba—125.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Abus de la franchise postale—127.

Amendement à la loi des chemins de fer
—129.

Boîtes de scrutin—130.

Bureau de poste de Thessalon—131.

Bureau de poste de Waverley, Ont.—131.

Communications entre I.P.-E. et terre
ferme—134.

Elections au Manitoba—137.

Emploi des étrangers—137.

Ministère des Travaux publics—140.

Service entre le Canada et le Mexique—
140.Service postal de Toronto, tubes pneuma-
tiques—144.

MOTIONS.

Motions du gouvernement :

Besogne de la Chambre—147.

Receveur de poste de Thessalon—147.

Motions discutées :

Directeur de poste de Shelburne, Ontario
—150.

Service postal d'Alberta—153.

Service postal rural—153, 154.

Téléphones municipaux—154.

RESOLUTIONS.

Résolutions présentées par des députés :

Protection contre la tuberculose—179.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Receveur de poste de Thessalon, Ont.—195.

Vote des subsides :

Chemins de fer et Canaux :

Port-Colborne—204-205-206.

Sault Ste-Marie—206.

Commerce :

Service entre Canada et le Mexique—217.

Marine et Pêcheries :

Service postal d'hiver—240.

Postes :

Absences, maladies, gratifications—243.

Affaire Thibault—243.

Allocation aux employés subalternes dans
l'ouest—244.

Mulock, sir William—*Suite*.

SUBSIDES—*Suite*.

Appointements de M. A. W. Cairns—244.
Augmentations statutaires—244.
Augmentations dans les différents services—244.

Augmentations à Montréal et à Toronto—244.

Bureau de poste des Communes—244.

Bureau de poste de Frédéricton—244.

Bureaux de poste de Montréal—244.

Bureau de poste de la rue Ste-Catherine, Montréal—244.

Bureau de poste dans division St-Jacques, Montréal—244.

Cas de C. Doutre—244.

Cas de O'Neil, Montréal—244.

Cas de A. Smith—244.

Chaussures des facteurs—245.

Contrat pour transport de courriers—245.
Dépenses éventuelles, gouvernement civil—245.

Distribution par facteurs—245.

Indemnité à Pierre Cullery, facteur—245.

Machines à timbres—245.

Matériel et fournitures—245.

Nouvelles nominations—245.

Pensions de retraite—245.

Police secrète—245.

Poste rurale—245.

Relèvement de taxe—245.

Remise en place de J. Dundas—245, 246.

Routes postales—246.

Secrétaire du département—246.

Travaux publics :

Nouvelle-Ecosse, édifices, Antigonish, édifice public—254.

Canso, édifice public—254.

Shelbourne, édifice public—254.

Apple River, quai—254.

Sandwich, édifice public—259.

Toronto, bureau de vérification—259.

Toronto, appareils pneumatiques—259.

Montréal, bureau de poste—266.

Montréal, tubes pneumatiques—266.

Valleyfield, édifice public—266.

Québec, améliorations au port—269.

Northrup, William Barton, *Hastings-est.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—23-24.

Bills d'intérêt privé :

Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103

Bills d'intérêt public :

Loi des étiquettes des unions ouvrières—114.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Yukon—élections—146.

QUESTIONS.

Agriculture :

Chemin de fer Madoc et Eldorado—159.

Divers :

Président d'élection de Selkirk, Ma.—162.

RESOLUTIONS.

Résolution du gouvernement :

Juges des cours provinciales—185.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Organisation provinciale du N.-O.—194.

Oliver, hon. Frank, *Edmonton.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :

Affaire Nixon—8.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant le province d'Alberta—24, 47, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60.

Loi de l'irrigation du Nord-Ouest (aménagement)—79.

Loi des voies publiques d'Alberta et Saskatchewan—88.

Bills d'intérêt privé :

"Athabaska Railway and Oil Company"—Chemin de fer de Calgary à Edmonton—91.

Chemin de fer Central d'Alberta—92.

Compagnie D. R. Fraser, Ltd.—109.

ELECTIONS.

District électoral d'Edmonton—124.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Autonomie du Nord-Ouest—130.

Contrat avec la "North Atlantic Trading Co."—135.

Iles de la baie Georgienne—139.

Immigration d'enfants pauvres—139.

Nomination de M. Nixon—140.

Scrips des métis—142.

MOTIONS.

Motions par des députés :

Fonctionnaires fédéraux au Nord-Ouest—147.

Motion de censure :

"North Atlantic Trading Co."—148.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Décrets ministériels relatifs au Yukon—182.

Province d'Alberta, convention financière—186-187.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Scrips des métis—196.

Vente des îles de la baie Georgienne—199.

Vote des subsides :

Intérieur :

Agents d'immigration en Canada et en Grande-Bretagne—225 et 226.

Allocation au major Z. H. Wood, commissaire intérimaire du Yukon—226.

Allocations supplémentaires du service extérieur—226.

Appareils et laboratoire—226.

Appointements des agents d'immigration—226-227.

Aqueduc au parc de Banff—227.

Arpentages, crédits supplémentaires—227.

Arpentages—227.

Cartes, gravures, etc.—227.

Cartes du Canada et des Territoires du Nord-Ouest—227.

Clôture le long de la frontière—227.

Commission géologique, section des mines—227.

Dépenses à Hot-Springs, près de Banff—227.

Dépenses, traité n° 7—227.

Ecoles d'industrie et pensionnats—228.

Oliver, hon. Frank—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

- Essayerie à Vancouver—228.
- Expérience de la fonte du fer par procédé thermo-électrique—228.
- Explorations géologiques—228.
- Explorations, C.-A. et Yukon—228.
- Frais de gravure, impression de cartes—228.
- Frais de justice—228.
- Gouvernement du Yukon—228.
- Administration—228.
- Immigration, agents employés en Canada, Grande-Bretagne et étranger—229.
- Immigration—229.
- Indiens en général, inspecteur médical—229.
- Indiens, Colombie-Anglaise—229.
- Médicaments pour les Indiens, Colombie-Anglaise—229.
- Frais de déplacement—229.
- Indiens, Colombie-Anglaise—229.
- Indiens, I.P.-E.—229.
- Dépenses imprévues, sauvages du Nouveau-Brunswick—230.
- Indiens du Nouveau-Brunswick—230.
- Indiens, Manitoba et N.-O., bestiaux—230.
- Indiens du Manitoba et du N.-O., rentes—230.
- Indiens du Manitoba et des territoires du N.-O.—230.
- Indiens du Nouveau-Brunswick—230.
- Soins médicaux aux indiens du Nouveau-Brunswick—230.
- Keewatin, entretien des aliénés—230.
- Observatoire astronomique—230.
- Protection du bois et culture du bois au Manitoba, Nord-Ouest et Colombie-Anglaise—231.
- Routes au parc Yoho—231.
- Subvention au conseil du Yukon—231.
- Subvention pour entretien chemins au Yukon—231.
- Terres fédérales, dépenses casuelles, appointements—231.
- Terres fédérales, dépenses imprévues—231.
- Travaux astronomiques du ministère de l'Intérieur—231.

Osler, Edmund Boyd, *Toronto-ouest.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.
 - Etudes topographiques du G.T.P.—12.
 - Extension des frontières du Manitoba—14.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—38.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77.
 - Loi de la police à cheval du N.-O. (aménagement)—82.
 - Loi du recensement et de la statistique—82.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer du Grand-Tronc—94.
 - Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud—105.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi des étiquettes des unions ouvrières—113-114.

Osler, Edmund Boyd—*Suite.*

DECES.

- M. E. F. Clarke, M.P.—120.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Clôture à la frontière internationale—133.
- Relations commerciales avec le Japon—143.
- Sirènes de brume à Toronto—144.

MOTIONS.

- Motions de censure :
 - "North Atlantic Trading Co."—148.

QUESTIONS.

- Travaux publics :
 - Tapis du parlement—175.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 - Commission des chemins de fer—181.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Fraudes relatives aux boîtes de scrutin—190.
 - Organisation provinciale du Nord-Ouest—194.
- Vote des subsides :
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Port-Colborne—205-206.
 - Canal de Trent—207.
 - Intercolonial, achat de rails—210.
 - Administration de l'I.C.R.—211.
 - Améliorations et agrandissements à Moncton—211-212.
 - Matériel roulant—213.
 - Prolongement à Sydney-Mines—213.
 - Transcontinental national, tête de ligne, droits de passage—215.
 - Commerce :
 - Service entre Québec et Natashquan—219.
 - Intérieur :
 - Avance de graines de semence—227.
 - Immigration, agents employés en Canada, Grande-Bretagne et étranger—228.
 - Milice :
 - Armurerie Ross—242.
 - Travaux publics :
 - St-Jean, N.-B., maison d'immigration—252.
 - St-Jean, station de quarantaine—252.
 - Mines-Harbour, quai—257.
 - Barrie, quai d'Allandale—259.

Paquet, Eugene, *L'Islet.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—38-39.

QUESTIONS.

- Chemins de fer et Canaux :
 - Chemin de fer Intercolonial—160.
- Finances :
 - Billets du gouvernement fédéral—163.
- Revenu de l'intérieur :
 - Inspection du gaz à Trois-Rivières—172.
 - Port St-Angèle, comté de Nicolet—174.

Parent, Georges, *Montmorency.*

DISCOURS DU TRONE.

- Adresse en réponse au discours du trône—122.

Parmelee, Charles H., *Shefford*.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
- Loi constituant la province d'Alberta—40.
- Bills d'intérêt privé :
- Chemin de fer du Nord et de l'Ouest d'Ottawa—103.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
- Service frigorifique—198.

Paterson, hon. William, *Brant*.

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
- Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.
- Extension des frontières du Manitoba—14.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
- Loi constituant la province d'Alberta—21-22-50.
- Loi des droits des douanes (amendement)—75.

BUDGET.

- Discours du budget—117.

MOTIONS.

- Motions discutées :
- Recettes douanières des territoires du N.-O.—153.
- Règlement concernant le "Dumping"—153.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
- Commerce :
- Administration de l'acte de l'immigration chinoise—215, 216.
- Premier commis et comptable—216.
- Service entre Annapolis, Hull et Londres—216.
- Service entre Canada et Afrique du Sud—217.
- Service entre Canada et Mexique—217.
- Service Halifax, St-Jean, Terre-Neuve et Liverpool—217.
- Service entre Cap-Breton et Terre-Neuve—217.
- Service entre Grande-Bretagne et Canada—217.
- Service, Halifax à Terre-Neuve *via* ports du Cap-Breton—218.
- Service entre I.P.-E. et Angleterre—218.
- Service entre I.P.-E. et Terre-Neuve—219.
- Service entre la terre ferme et I.P.-E.—219.
- Service entre Montréal et Manchester—219.
- Service entre Petit de Grat et terminus I.C.R. Mulgrave—219.
- Service entre Pictou, Murray-Harbour et Georgetown—219.
- Service entre Québec et bassin de Gaspé—219.
- Service entre Québec et Natashquan—219.
- Service des sauvetages sur le St-Laurent—219.
- Service entre St-Jean et bassin des Mines—220.
- Service, St-Jean et bassin d'Annapolis—220.
- Service St-Jean-Digby—220.
- Service St-Jean, N.-B., et Glasgow—220.

Paterson, hon. William—*Suite*.

SUBSIDES—*Suite*.

- Service de St-Jean, Halifax et Londres—220.
- Service St-Jean et Halifax *via* Yarmouth—221.
- Service entre St-Jean, N.-B., et West-Port—221.
- Service Victoria et San-Francisco—221.
- Divers :
- Examineurs—222.
- Secrétaire d'Etat, retraite de M. Audet—223.
- Visite Royale au Canada, 1901—224.
- Douanes :
- Augmentations—224.
- Bureau d'inspection des douanes et du personnel—224.
- Bureau des statistiques douanières—224.
- Clause de l'avilissement des prix—224.
- Crédit pour commutation au lieu de rémission de droits—224.

Perley, George H., *Argenteuil*.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
- Loi constituant la province d'Alberta—31, 56, 59.
- Bills d'intérêt public :
- Loi des chemins de fer (amendement)—111.

COMITES.

- Comité de la tuberculose—120.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Drawbacks accordés à la matière première par tarif américain—136.
- Immigrants en détresse—139.
- Service militaire—143.

MOTIONS.

- Motions par des députés :
- Mesures contre la tuberculose—148.
- Motions sans discussion :
- Commission des chemins de fer—155.

QUESTIONS.

- Intérieur :
- Commission géologique—163.
- Marine et Pêcheries :
- Passé migratoire à Carillon—168.
- Travaux publics :
- Commission d'embellissements d'Ottawa—173.
- Quai à Grace-Point—174.
- Quai à Hull—174.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
- Protection contre la tuberculose—178, 179.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
- Chemins de fer et Canaux :
- Canaux, étude et inspection—203.
- Canal de Grenville—208.
- Marine et Pêcheries :
- Entretien et réparation des phares—236.
- Phare et service côtier—238.
- Service de protection des pêcheries—240.
- Travaux publics :
- Apple River, quai—255.
- Loyer, bâtiments fédéraux à Montréal—264.
- East Templeton, quai—268.
- Montmorency, quai—268.

Piché, Camille, *Montreal, Sainte-Marie.*

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer de colonisation de Joliette et lac Manouau—96.
 - Commission du port de Montréal—98.
 - Compagnie du chemin de fer de la rivière Ottawa—105.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Ventilation de la Chambre—146.

QUESTIONS.

- Marine et Pêcheries :
 - Emmagasinage du grain à Montréal—167.
 - Hangars en acier, port de Montréal—168.
 - Sentence arbitrale, Halifax—169.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Travaux publics :
 - Montréal, bureau de poste, tubes pneumatiques—266.

Pickup, Samuel W. W., *Annapolis.*

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Travaux publics :
 - Victoria Beach, N.-E., quai—258.

Porter, Edward Guss, *Hastings-ouest.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—38-64-65.
 - Loi criminelle de 1892—74.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi criminelle de 1892 (amendement)—109-110.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Fraude des boîtes de scrutin—190.

Préfontaine, hon. Raymond, *Maisonneuve.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Contrat avec Compagnie des côtes, N.-E.—10.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi des commissaires du port de Montréal—73.
 - Loi de la commission du port de Québec—73.
 - Loi des matelots (amendement)—79-80.
 - Loi du pilotage de Québec—84.
 - Loi de la télégraphie sans fil—87.
 - Loi des matelots (amendement)—88.
- Bills d'intérêt privé :
 - Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud—105.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi des dettes de chemins de fer—113.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Brise-glaces "Montcalm"—130.
- Communication entre I.P.-E. et terre ferme—134.
- Observatoire météorologique—140.
- Règlements de pêche d'Ontario—142.
- Saisie de la goélette "Agnes Donohoe"—142.
- Service météorologique—143.
- Sirènes de brume à Toronto—144.

Préfontaine, hon. Raymond, *Maisonneuve—Suite.*

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Commission du port de Montréal, hangars permanents—149.
 - Enquête du "Cap-Breton", démission du capitaine Salmon—151.
 - Etablissements frigorifiques—151.
 - Inondations à Verdun, P.Q.—152.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 - Importation du poisson pris dans la baie de Missisquoi—191.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Importation du poisson pris dans la baie Missisquoi—191.
- Vote des subsides :
 - Commerce :
 - Service entre Canada et Mexique—217.
 - Marine et Pêcheries :
 - Administration de pilotage—233.
 - Agents, loyer, dépenses—233.
 - Allocation aux gardiens de phares—234.
 - Appointements et déboursés, inspecteurs et garde-pêches—234.
 - Augmentation, appointements Owen Magee et Stanton—234.
 - Augmentations Prince Stewart, B. H. Fraser et J. Y. Fraser—234.
 - Brise-glaces pour bas du St-Laurent et détroit Northumberland—234.
 - Chenal des navires du St-Laurent—234-235.
 - Chenal du St-Laurent, dragueur en aval de Québec—235.
 - Cimetière Fernhill, St-Jean, N.-B.—235.
 - Commission des pêcheries—235.
 - Congélateurs à boîte—235.
 - Construction des phares—235.
 - Crédit supplémentaire pour entretien, steamers et brise-lames—235.
 - Déplacement de M. Cunningham—235.
 - Dépenses nonobstant dispositions de l'acte du service civil—235.
 - Ecoles de navigation—236.
 - Dépenses au "Petrel"—236.
 - Employés surnuméraires, dessinateurs ingénieurs—236.
 - Entretien et réparation des phares—236.
 - Entretien et réparation des steamers et brise-glaces—236.
 - Etablissement national pour fumage du poisson—236.
 - Etablissements de pisciculture—237.
 - Examens des capitaines et seconds—237.
 - Expériences de destruction du chien de mer—237.
 - Extension du service côtier et relevé hydrographique au nord et au nord-ouest du Canada—237.
 - Gratification de M. Low—237.
 - Honoraires R. U. Venning—237.
 - Hôpitaux de marine—237.
 - Indemnité pour héritiers de feu Joseph Paul, du dragueur "J. I. Tarte"—237.
 - Indemnité au capitaine Harrison du "Greecian"—237.
 - Crédit supplémentaire pour service de la poste en hiver—237.
 - Inspection des bateaux à vapeur—237.
 - Levés hydrographiques—237.

Préfontaine, hon. Raymond, *Maisonneuve—Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

- Levés hydrographiques sur côtes Atlantique et golfe St-Laurent—237.
- Matelots naufragés dans le dénuement—237.
- Observation des marées—237.
- Ostéiculture—237.
- Ouverture des ports de Fort-William et Port-Arthur—238.
- Paiements à J. d'E. Clement, Doyle et Houde—238.
- Phares et service côtier—238.
- Phares et bateaux-phares, réparations—238.
- Piliers permanents du lac St-Pierre—238.
- Pisciculture et élevage des homards—238.
- Postes Marconi—239.
- Primes de pêche—239.
- Récompenses pour sauvetages et stations de sauvetage—239.
- Relevés hydrographiques—239.
- Salaires et suppléments des gardiens de phares—239.
- Service maritime et fluvial—vaisseaux brise-glaces—239.
- Service océanique et fluvial, chaudière à l' "Aberdeen"—239.
- Service des phares et des côtes, crédits supplémentaires—239.
- Service postal d'hiver—240.
- Service de protection des pêcheries—240.
- Signaux sous-marins—240.
- Subventions pour bateaux de sauvetage—240.
- Traîneaux à voiles—240.
- Vaisseaux croisant dans les eaux septentrionales—240.
- Vaisseau pour gendarmerie, baie d'Hudson—240.
- Vaisseau "Canada"—240.
- Travaux publics :
 - Anse à Phinney, brise-lames—255.
 - Montréal, casernes—265.
 - Montréal, agrandissement du Revenu de l'intérieur—266.

Pringle, Robert A., *Stormont.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—34-48-49.
 - Loi du recensement et de la statistique—82.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103

QUESTIONS.

- Chemins de fer et Canaux :
 - Canal de Cornwall—159.
- Divers :
 - Listes électorales—161.
- Travaux publics :
 - Dragage bassin de Cornwall—173.
 - Dragage du canal au Sault Ste-Marie—173.
 - Dragage du canal Welland—173.
 - Dragage de Port-Burwell—173.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 - Juges des cours provinciales—185.

Pringle, Robert A.—*Suite.*

SUBSIDES.

- Vote de subsides :
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Canal des Galops—204.
 - Sault Ste-Marie—206.
 - Canal Welland—207.
 - Travaux publics :
 - Construction de salles d'armes—248.
 - Chatham, salle d'arme—258.

Reid, John D., *Grenville.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—45.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentés par des députés :
 - Grande-Bretagne et ses colonies—178.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Agriculture :
 - Quarantaine de la Grosse-Isle—202.
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Canal de Cornwall—204.
 - Canal des Galops—204.
 - Canal de Williamsburg—208.
 - Renforcement des ponts—214.
 - Marine et Pêcheries :
 - Chenal des navires du St-Laurent—234.

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 - Compagnie de houille et de coke du N.-O.—88.

Roche, William, *Halifax.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi de la milice (amendement)—80-81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Saisie de la goélette "Agnes Donohoe"—142.
- Service rapide de steamers canadiens—144

MOTIONS.

- Motion de censure :
 - North Atlantic Trading Co.—148.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Receveur de poste de Thessalon—196.
- Vote des subsides :
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Agrandissement à Halifax—211.
 - Commerce :
 - Service entre St-Jean et Halifax, Antilles et Amérique du Sud—220.
 - Marine et Pêcheries :
 - Matelots naufragés dans le dénuement—237.
 - Service postal d'hiver—240.
 - Travaux publics :
 - Anse à Phinney, brise-lames—255.
 - Lac Porter—chenal—256.

Roche, William J., *Marquette.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
 - Affaire Nixon—8.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—30, 58, 59, 69.

Roche, William J.—*Suite.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Elections, Manitoba—137.
- Frontières du Manitoba—137.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Frontières du Manitoba—151.
 - Recettes douanières des Territoires du Nord-Ouest—153.
 - Service postal d'Alberta—153.
 - Territoires du Nord-Ouest—154.
- Motions sans discussion :
 - Liste électorale du Manitoba—156.
 - Prises d'eau au Nord-Ouest—157.
 - Terres d'Alberta—158.

QUESTIONS.

- Chemins de fer et Canaux :
 - Chemin de fer Intercolonial—160.
 - Chemin de fer Transcontinental national—160.
- Divers :
 - Listes électorales—161.
- Intérieur :
 - Emploi de M. R. E. A. Leach—164.
 - Imprimerie Logberg—164.
 - Vente de terres scolaires—164.
 - Travaux, rivière Thompson, C.-A.—175.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Protection contre la tuberculose—178.
- Résolutions du gouvernement :
 - Province d'Alberta, convention financière—178, 188.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Listes électorales du Manitoba—192.
 - Organisation provinciale du Nord-Ouest—194.
- Vote des subsides :
 - Dépenses, service d'hygiène—200.
 - Hygiène des animaux—201.
- Divers :
 - Listes électorales—222.
- Intérieur :
 - Allocations supplémentaires au service extérieur—226.
 - Immigration, agents employés en Canada, Grande-Bretagne et étranger—228.
 - Indiens du Manitoba et Nord-Ouest, bestiaux—230.
 - Production du bois et culture du bois au Manitoba, Nord-Ouest et Colombie-Anglaise—231.
- Marine et Pêcheries :
 - Appointements et déboursés, inspecteurs et garde-pêches—234.
 - Dépenses des inspecteurs et gardiens de pêcheries—235.
 - Entretien et réparation des phares—236.
 - Etablissement de pisciculture—237.
- Milice :
 - Vieux fort de Louisbourg, C.B.—247.
- Travaux publics :
 - Brandon, salle d'exercice—251.

Ross, Duncan, *Yale-Caribou.*

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer de Vancouver, Victoria et Est—89.

Ross, Duncan—*Suite.*BILLS—*Suite.*

- "The Vancouver, Victoria and Eastern Ry. and Navigation Co."—107-108.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi des étiquettes des unions ouvrières—115.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Présentation de pétitions—126.
- Schaffner, Frederick Laurence, *Souris.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—37.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76.

QUESTIONS.

- Intérieur :
 - Bois sur terres des Indiens—163.
- Postes :
 - Receveurs de poste à Boissevain, Ma.—171.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Protection contre la tuberculose—178.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Listes électorales du Manitoba—192.
 - Organisation provinciale du N.-O.—194.
- Vote de subsides :
 - Travaux publics :
 - N.-E., édifices—Antigonish, édifice public—253.

Schell, Jacob T., *Glengarry.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer de Brantford à Woodstock—91.
 - Grand chemin de fer du Nord—94.

COMITES.

- Tarifs des chemins de fer—117.
- Embargo sur le bétail canadien—118.

RESOLUTIONS.

- Résolutions présentées par des députés :
 - Protection contre la tuberculose—178.
- Résolutions du gouvernement :
 - Emballage et vente de pommes—183, 184.

Scott, Walter, *Assiniboia-ouest.*

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—29, 30, 47, 50, 51, 52, 56, 57, 59, 63, 88.
 - Loi de la représentation des territoires du N.-O.—84.
 - Loi constituant la province de Saskatchewan (amendement)—885, 886.
- Bills d'intérêt privé :
 - Chemin de fer de la Baie Georgienne au littoral maritime—94-95.
 - Chemin de fer de Moosejaw à Edmonton—98.
 - Chemin de fer de Regina à Baie d'Hudson—104.
 - Saskatchewan Bridge Co.—105.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
 - Province d'Alberta, convention financière—186, 187.

Sifton, hon. Clifford, *Brandon*.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—22-23.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

Démission de l'hon. C. Sifton—121.

Sinclair, John H., *Guysborough*.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—42.

Bills d'intérêt privé :

Collège Presbytérien d'Halifax—00.

Bills d'intérêt public :

Loi criminelle de 1892 (amendement)—109.

Loi de la sûreté des navires (amendement)—115.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Sirènes de brume à Toronto—144.

QUESTIONS.

Justice :

Fabrication de ficelle à Kingston—106.

Marine et Pêcheries :

Équipes de sauvetages de la Nouvelle-Ecosse—167.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Chemins de fer et Canaux :

Matériel roulant—213.

Commerce :

Service de Port-Mulgrave à Guysboro—219.

Marine et Pêcheries :

Inspection des bateaux à vapeur—237.

Matelots naufragés, dans le dénûment—237.

Pisciculture et élevage des homards—238.

Salaires et suppléments de gardiens de phares—239.

Travaux publics :

Canso, édifice public—254.

Economy et Tatamagouche—256.

Half-Island Cove—256.

Sloan, William, *Comox-Atlin*.

QUESTIONS.

Chemins de fer et Canaux :

Transcontinental—160.

Marine et Pêcheries :

Pêche du flétan—168.

Milice :

Station navale d'Esquimault—170.

Smith, George, *Oxford-nord*.

BILLS.

Bills d'intérêt privé :

Brevets de Céleste Joly—96.

ELECTIONS.

District électoral d'Oxford-nord—124.

Smith, Ralph, *Nanaïmo*.

BILLS.

Bills d'intérêt public :

Loi des étiquettes des unions ouvrières 113-114.

QUESTIONS.

Intérieur :

Graimehunter et "Associated British Canadian"—164.

Srnith, Ralph—*Suite*.

QUESTIONS—Suite.

Justice :

Annulations d'actes de la Colombie-Anglaise—165, 166.

Loi sur main-d'œuvre étrangère—166.

RESOLUTIONS.

Résolutions présentées par des députés :

Étiquettes des unions ouvrières—175-176.

Sproue, Thomas S., *Grey-est*.

AJOURNEMENTS.

Motions par le gouvernement :

Mercredi des Cendres—7.

Motions pour discussion :

Absence des ministres et vacances dans le cabinet—8.

Clôture en fil métallique le long de la frontière internationale—9.

Dragage, Port-Arthur et Fort-William, 2e motion—11, 12.

Extension des frontières du Manitoba—14.

Les Jeunes Montagnards de Montréal—16.

Pavage des terrains du parlement—17.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—19, 21, 25, 47, 49, 50, 51, 53, 57, 60, 62, 65, 67.

Loi des annuités aux anciens ministres—70.

Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—72-73.

Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76, 77, 78.

Loi de la police à cheval du Nord-Ouest (amendement)—82.

Loi du recensement et de la statistique—82-83.

Loi des voies publiques d'Alberta et Saskatchewan—88.

Bills d'intérêt privé :

Chemin de fer de Vancouver, Victoria et Est—89.

Délais—89.

"Gold Metal Mfg. Co."—94.

Compagnie de chemin de fer Nicola, Kamloops et Semilkameen—99.

Compagnie de force motrice d'Ontario et Minnesota—100.

Compagnie électrique d'Ottawa—101-102.

Chemin de fer d'Ottawa à New-York—103.

Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud—105.

Bills d'intérêt public :

Loi des étiquettes des unions ouvrières—113.

COMITES.

Comité d'agriculture :

Tarifs des chemins de fer—117.

Embargo sur le bétail canadien—118.

Comité des bills d'intérêt privé—118.

Comité des débats—119.

DECES.

M. E. F. Clarke, M.P.—120.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

Démission de l'hon. C. Sifton—121.

ELECTIONS.

District électoral d'Oxford-nord—124.

Sproule, Thomas S.—*Suite.*

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Frontières du Manitoba—126.
Présentation de pétitions—126-127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Abus de la franchise postale—127.
Amendements à la loi des chemins de fer—129.
Autonomie du N.-O.—130.
Crise à Québec—131.
Clôture à la frontière internationale—133.
Demande de documents—16.
Dépenses aux ports de l'intérieur—136.
Dépôt de rapports—136.
Imprimerie Nationale—139.
Nominations du service civil—140.
Service rapide de steamers canadiens—144.
Travaux de la Chambre—145.
Union St-Joseph d'Ottawa—145.
Vacance dans le ministère—145.
Ventilation de la Chambre—146.

MOTIONS.

Motions de censure :
North Atlantic Trading Co.—148.
Motions sans discussion :
Employés d'Ottawa—156.

QUESTIONS.

Divers :
Bulletin de vote—161.
Fonctionnaires publics—161.
Douanes :
Percepteur de douanes à Victoria, C.-A.—162.
Intérieur :
Territoires du N.-O., baux de pâturages—165.
Justice :
Juges dans la Colombie-Anglaise—166.
Observance du dimanche—166.

RESOLUTIONS.

Résolutions présentées par des députés :
Étiquettes des unions ouvrières—176.
Grande-Bretagne et ses colonies—177-178.
Protection contre la tuberculose—178.
Résolution du gouvernement :
Commission des chemins de fer—180.
Décrets ministériels au Yukon—182.
Emballage et vente des pommes—183.
Province d'Alberta, convention financière—185, 186.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Contrôle des lignes de téléphone—190.
Gouvernement provincial des territoires du N.-O.—191.
Immigrants pauvres—191.
Organisation provinciale du N.-O.—195.
Service frigorifique—198.
Vote des subsides :
Agriculture :
Dépenses, service d'hygiène—200.
Service d'un vapeur à la Grosse-Isle—202.
Stations agronomiques—202.
Chemins de fer et Canaux :
Commission des chemins de fer—203.
Port-Colborne—206.
Renforcement des ponts—214.
Transcontinental-National—215.
Commerce :
Service de la baie Ste-Catherine à Tadou-sac—217.

Sproule, Thomas S.—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

Service entre Grande-Bretagne et Canada—218.
Service des sauvetages sud le St-Laurent—219.
Service St-Jean à Halifax via Yarmouth—221.
Intérieur :
Carte du Canada et des territoires—227.
Justice :
Ficelle d'engergement—232.
Milice :
Achat artillerie, pièces, camps—241.
Postes :
Absences, maladies, gratifications—243.
Augmentations à Montréal et Toronto—244.
Revenu de l'intérieur :
Appointements des préposes et inspecteurs accise—246.
Travaux publics :
St-Jean, N.-B., quarantaine—252.
Canso, édifice public—254.
Anse à Phinney, brise-lames—285.
Port-Arthur et Fort-William, dragages—261-262.
Agrandissement, édifices public d'Ottawa—262.
Montréal, magasins militaires—266.
Québec, hôpital de trachoma—266.

Staples, William D., *Macdonald.*

AJOURNEMENTS.

Motions de discussion :
Extension des frontières du Manitoba—14.

BILLS.

Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—34.
Loi de l'inspection et de la vente des grains de semence—77.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Frontières du Manitoba—125.

MOTIONS.

Motions sans discussion :
Maître de poste de St-Claude—155.
Election du comté de Macdonald—156.

QUESTIONS.

Intérieur :
Scrips aux métiers—165.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :
Listes électorales du Manitoba—192.
Vote des subsides :
Agriculture :
Quarantaine des bestiaux—201.
Réunion et nationalisation des livres de généalogie du bétail—202.

Stewart, Robert, *Ottawa.*

BILLS.

Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer du Canada-Atlantique—90.
Chemin de fer des Comtés du Centre—92.
Divorce de Mary Jane Fitzimmons—94.
Compagnie électrique d'Ottawa—100, 101, 102.

Stockton, Alfred A., *St-Jean, cité et comté.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
Absence des ministres et vacances dans
le cabinet—8.
Commission des pêcheries—10.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—
46, 49, 53, 69.
Bills d'intérêt privé :
"The Vancouver, Victoria and Eastern
Railway and Navigation Co."—108.
Bills d'intérêt public :
Loi criminelle de 1892 (amendement)—110.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Archives—129.

MOTIONS.

- Motions sans discussion :
Port de St-Jean, N.-B.—157.

SUBSIDES.

- Justice :
Timbres de commerce—166.
Marine et Pêcheries :
Capitaine de port à Moncton—167.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
Commission des chemins de fer—181, 182.
Juges des cours provinciales—185.
Sénat et Chambre des communes—188.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
Chemin de fer I.C.R., heures des trains—
189.
Vote des subsides :
Chemins de fer et Canaux :
Dépenses générales—212.
Intérieur :
Immigration, agents employés en Canada,
Grande-Bretagne et étranger—228.
Justice :
Cour d'amirauté—231.
Prisonniers libérés sur parole—233.
Milice :
Achats artillerie, pièces, camps, etc.—240.
Affaire Martineau—241.
Camp de milice à Kentville—242.
Travaux publics :
Tupper-Harbour, brise-lames—253.
Port de Saint-Jean—253.
Québec, améliorations du port—219.

Sutherland, hon. Robert Franklin (Orateur),
Essex-nord.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—69.
Loi de l'inspection et de la vente des
graines de semence—78.
Bills d'intérêt privé :
Délais—89.
Chemin de fer du Grand-Tronc—95.
Bills d'intérêt public :
Loi des chemins de fer (amendement)—
110.

ELECTIONS.

- Election de l'Orateur—128.
Achats, artillerie, pièces, camps, etc.—240.
District électoral de Carleton—124.
District électoral d'Edmonton—124.
District électoral de Lévis—124.
District électoral de Lisgar—124.
District électoral de London—124.

Sutherland, hon. Robert Franklin—*Suite.*

ELECTIONS—*Suite.*

- District électoral d'Oxford-nord—124.
District électoral de Québec-centre—124.
District électoral de Toronto-centre—125.
District électoral de Wright—125.
District électoral du Yukon—125.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Frontières du Manitoba—126.
Présentation de pétitions—127.
Procès-verbal du vote du bill d'Alberta—
127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.
Ministère de l'Intérieur—140.
Requêtes—142.

MESSAGES.

- Budget 1905-06—146.
Budgets supplémentaires—146.
Conférence entre Sénat et Communes—146.

MOTIONS.

- Motions discutées :
Directeur de poste de Thessalon—150.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
Commission des chemins de fer—179, 181.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
Divers :
Chambre des communes, augmentation du
nombre des messagers—221.
Appartements de l'Orateur—221.
Chambres des députés—221.
Commis de la session—222.
Personnel des communes—223.
Publication des débats—223.
Sergent d'arme—223.

Talbot, Onesiphore Ernest, *Bellechasse.*

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
Extension des frontières du Manitoba—
15.
Instructions aux présidents d'élection—
16.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
Loi constituant la province d'Alberta—
21, 34, 52, 53, 56.
Bills d'intérêt privé :
Chemin de fer de la baie James—90.
Chemin de fer Medicine-Hat et Alberta-
nord—98.

DECES.

- M. L. J. Demers, M.P.—120.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Crise à Québec—131.
Club Jacques-Cartier—133.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
Empaquetage et vente des pommes—183.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
Chemin de fer I.C.R., heure des trains—
189.

Talbot, O. E.—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

- Vote des subsides :
- Chemins de fer et Canaux :
- Paieement au G.-T.-P. pour études, plans, etc.—215.
- Milice :
- Achat artillerie, pièces, camps, etc.—241.

Taylor, George, Leeds.

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
- Instructions aux présidents d'élection—16.
- Pavage des terrains du parlement—17.
- Tarif de chemin de fer de l'Intercolonial—17.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
- Loi constituant la province d'Alberta—40, 50, 62.
- Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—78.
- Loi du recensement et de la statistique—83.
- Loi constituant la province de Saskatchewan—86.

BUDGET.

- Discours du budget—117.

COMITES.

- Comité d'agriculture :
- Tarifs des chemins de fer—117.
- Comité des débats—119.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

- Démission de l'hon. C. Sifton—121.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.
- Accident du "Scout"—128.
- Atmosphère de la Chambre—130.
- Communications entre I.P.-E. et terre ferme—134.
- Taux de l'I.C.R.—144.
- Ventilation de la Chambre—145.

MOTIONS.

- Motions sans discussion :
- Inspecteurs des fruits—156.

QUESTIONS.

- Agriculture :
- Inspection des fruits—158.
- Recensement—158.
- Intérieur :
- Sous-ministre de l'Intérieur—165.
- Marine et Pêcheries :
- Saumon de la Colombie-Anglaise—169.
- Milice :
- Lieutenant J. M. Miltimore—170.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
- Empaquetage et vente des pommes—183, 184.
- Recensement et statistiques—188.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
- Chemins de fer et Canaux :
- Embranchement de Murray-Harbour et Port-d'Hillsborough—209.
- Améliorations à Drummondville—211.
- Dépenses générales—212.
- Renforcement des ponts—214.
- Divers :
- Chambres des députés—222.
- Publication des débats—223.

Taylor, George—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

- Intérieur :
- Allocations supplémentaires du service extérieur—226.
- Appointements des agents d'immigration—226.
- Dépenses casuelles des agences—227.
- Sauvages du N.-B., dépenses imprévues—229.
- Parc des Milles-Iles—230.
- Marine et Pêcheries :
- Chenal des navires du St-Laurent—234.
- Déplacement de M. Cunningham—235.
- Salaires et suppléments des gardiens de phares—239.
- Milice :
- Prix payés pour matériaux—243.
- Postes :
- Dépenses éventuelles, gouvernement civil—245.
- Revenu de l'intérieur :
- Système métrique—247.
- Travaux publics :
- Construction salles d'armes—248.
- Kingston, Collège Militaire—258.
- Ports et rivières—259.
- Grande-Rivière, dragage—260.
- Honora, Algoma, quai—260.
- Port de Whitney, dragage—262.
- Edifice fédéraux en général, loyers—263.
- Montmorency, quai—268.

Telford, Willam Patteson, Grey-nord.

BILLS.

- Bills d'intérêt privé :
- Compagnie de télégraphie sans fil de Fessenden—93.
- Chemin de fer d'Owen-Sound à Meaford—104.

BUDGET.

- Discours du budget—117.

Thompson, Alfred, Yukon.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Yukon, Territoires—146.

QUESTIONS.

- Intérieur :
- Territoires du Yukon, nomination de M. Congdon—165.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
- Territoire du Yukon—196, 197.
- Vote des subsides :
- Finances :
- Frais d'administration—225.
- Intérieur :
- Essayeur de Vancouver—228.

Tisdale, hon. David, Norfolk.

AJOURNEMENTS.

- Motions pour discussion :
- Dragages de Port-Arthur et Fort-William—11.
- Militaires de London à Niagara—16.
- Loi de la milice (amendement)—80.
- Bills d'intérêt privé :
- Chemin de fer Brandon, Saskatchewan et Baie d'Hudson—91.
- Chemin de fer d'Ottawa et New-York—103.
- "The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Co."—117-118.

Tisdale, Hon. David—*Suite.***RESOLUTIONS.**

- Résolutions du gouvernement :
 - Collège Royal Militaire—174.
- Vote des subsides :
 - Milice :
 - Achat artillerie, pièces, etc.—241.
 - Réduction de la milice active—243.
 - Postes :
 - Dépenses éventuelles du gouvernement civil—245.

Tobin, Edmund William, *Richmond et Wolfe.***BILLS.**

- Bills d'intérêt privé :
 - Compagnie d'assurance contre l'incendie de Richmond et de Drummond—105.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Travaux publics :
 - Sherbrooke, salle d'exercice—266.

Turgeon, Onesiphore, *Gloucester.***BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—33.

SUBSIDES.

- Vote de subsides :
 - Travaux publics :
 - Port de Miscou, quai—253.

Turriff, John G., *Assiniboia-est.***BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—32, 47, 49, 51, 60.
 - Loi d'inspection des grains (amendement)—79.

Bills d'intérêt privé :

- Compagnie de chemin de fer et d'irrigation d'Alberta—89.
- Chemin de fer du Nord d'Athabasca—90.
- Chemin de fer de Brandon à Saskatchewan et baie d'Hudson—91.
- Chemin de fer de Calgary à Battleford—91.
- Compagnie de téléphones du Nord-Ouest—99.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Présentation de pétitions—126-127.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Intérieur :
 - Terres fédérales, dépenses imprévues—231.

Walsh, Robert Nelson, *Huntingdon.***BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76-78.
 - Loi du recensement et de la statistique—83.

COMITES.

- Comité d'agriculture :
 - Tarifs des chemins de fer—118.

QUESTIONS.

- Agriculture :
 - Pesage de beurre et du fromage—158.
- Intérieur :
 - Iles du fleuve St-Laurent—164.

SUBSIDES.

- Motions avant de se former en subsides :
 - Service frigorifique—198.

Ward, Henry Alfred—*Suite.***SUBSIDES—*Suite.***

- Vote des subsides :
 - Travaux publics :
 - Rivière St-Louis, canaux de déversement entre St-Anicet et Ste-Barbe—271.

BILLS.

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—40.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—77.

MOTIONS.

- Motions discutées :
 - Réclamation de James Clark—153.

QUESTIONS.

- Chemins de fer et Canaux :
 - Canal de la Vallée de Trent—159.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Canal de Trent—206.

White, hon. Peter, *Renfrew-nord.***BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 - Loi de la commission des chemins de fer (amendement)—73.
 - Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—78.
 - Loi du recensement et de la statistique—82.
 - Compagnie électrique d'Ottawa—102.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi des étiquettes des unions ouvrières—115.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

- Frontières du Manitoba—126.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—127.
- Canal de la baie Georgienne—131.

QUESTIONS.

- Milice :
 - Camp central d'exercice—170.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Chemins de fer et Canaux :
 - Dépenses générales—212.
 - Salaires des messagers—223.

Wilmot, Robert D., *Sunbury et Queen.***BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—45.

QUESTIONS.

- Marine et Pêcheries :
 - Etablissements de pisciculture du N.-B.—168.

SUBSIDES.

- Vote des subsides :
 - Travaux publics :
 - Provinces maritimes, outillage de dragage—248.
 - Participation aux dépenses des gouvernements provinciaux pour coût quais dans ports de marée—250.

Wilson, Uriah, *Lennox et Addington.***BILLS.**

- Bills du gouvernement :
 - Loi constituant la province d'Alberta—32
- Bills d'intérêt privé :
 - Délais—89.

Wilson, Uriah—*Suite*.

COMITES.

Comité d'agriculture—117.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Procès-verbal du vote du bill d'Alberta—127.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

Contrat avec la "North Atlantic Trading Co."—135.

Demande de documents—135.

Immigration d'enfants pauvres—139.

MOTIONS.

Motion de censure :

"North Atlantic Trading Co."—148.

Motions de discussion :

Témoins au comité d'agriculture—158.

QUESTIONS.

Douanes :

Nomination de David Roux douanier—162.

Intérieur :

Armée du Salut—163.

Examen des immigrants—164.

Immigration des enfants assistés—164.

Immigrants renvoyés—164.

M. W. T. R. Preston—165.

Postes :

Distribution gratuite du courrier—171.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Commissions des chemins de fer—182.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Immigrants pauvres—191.

Vote des subsides :

Agriculture :

Augmentation des appointements des examinateurs de brevets—199.

Développement des industries agricoles—200.

Hôpitaux de Winnipeg et de St-Boniface—200.

Hygiène des animaux—201.

Impression et distribution des bulletins des stations agronomiques—201.

Quarantaine pour salubrité publique—202.

Salaires de surnuméraires admis dans service civil nonobstant l'Acte—202.

Intérieur :

Appointements des agents d'immigration—226-227.

Dépenses casuelles des agences—227.

Immigration—229.

Justice :

Administration de la justice, dépenses du Nord-Ouest—231.

Observation de la loi du dimanche, services professionnels—231.

Marine et Pêcheries :

Salaires, suppléments de gardiens de phares—239.

Travaux publics :

Nouveaux édifices ministériels d'Ottawa—264.

Rideau-Hall, améliorations—265.

Battleford, pont—272.

Worthington, Arthur Norreys, *Sherbrooke*.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—44.

Worthington, Arthur Norreys.—*Suite*.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Présentation de pétitions—127.

MOTIONS.

Motions sans discussion :

Médaille Sud-Africaine—156.

QUESTIONS.

Agriculture :

Comices agricoles—158.

Postes :

Bureau de poste de Lennoxville—170.

Bureau de poste de Sherbrooke—170.

Bureau de poste de Magog—171.

Service postal entre les Melbourne—172.

Service postal de Sherbrooke—172.

Salle d'exercice de Sherbrooke—174, 175.

SUBSIDES :

Vote des subsides :

Milice :

Achats, artillerie, pièces, camps, etc.—241.

Exercices annuels—243.

Salle d'exercice à Sherbrooke—243.

Travaux publics :

Guelph, salle d'armes—258.

Sherbrooke, salle d'exercice—266.

Wright, Aaron Abel, *Renfrew-sud*.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—40, 41, 51.

Loi criminelle de 1892 (amendement)—74.

Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—76-77.

Bills d'intérêt privé :

"Gillies Brothers, Ltd."—94.

Compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc—95.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

Présentation de pétitions—127.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Empaquetage et vente des pommes—183.

SUBSIDES.

Vote des subsides :

Commerce :

Service des SS. entre St-Jean et Halifax et Antilles et Amérique du Sud—220.

Wright, William, *Muskoka*.

BILLS.

Bills du gouvernement :

Loi constituant la province d'Alberta—35, 39.

Loi de l'inspection et de la vente des graines de semence—78.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

Province d'Alberta, convention financière—187.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides :

Vente des îles de la Baie Georgienne—199.

Vote des subsides :

Agriculture :

Quarantaine des bestiaux—201.

Salaires de E. H. St-Denis, statisticien—202.

Chemins de fer et Canaux :

Canal de Trent—207.

Administration de l'I.C.R.—211.

Wright, William.—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

Travaux publics:

- Antigonish, édifice public—254.
- Bracebridge, quai—260.
- Rosseau, quai—262.
- Rivière Severn, déblayage—262.
- Eclairage des édifices publics, Ottawa—263.

Zimmerman, Adam, *Hamilton-ouest.*

AJOURNEMENTS.

Motions pour discussion :

- Les Jeunes Montagnards de Montréal—16.

BILLS.

Bills d'intérêt privé :

- Chemin de fer de Toronto à Hamilton et Buffalo—107.
- Divorce de Philip Vibert—108.
- "The Grand River and Western Power Co."—109.

Zimmerman, Adam.—*Suite.*

BUDGET.

- Discours du budget—117.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

- Abus de la franchise postale—128.

RESOLUTIONS.

- Résolutions du gouvernement :
- Province d'Alberta, convention financière—187.

SUBSIDES.

Motions avant de se former en subsides:

- Territoire du Yukon—197.

Vote des subsides :

Chemins de fer et Canaux:

- Paiements au G.T.P. pour études, plans, etc.—215.

Travaux publics:

- Laboratoire de l'essayeur de ciment—249.
- Hamilton, quai—260.

ADDENDUM.

Boyer, Gustave, *Vaudreuil.*

BILLS.

Bills du gouvernement :

- Loi constituant la province d'Alberta—42.

QUESTIONS.

Divers :

- A. B. Castonguay—161.

RESOLUTIONS.

Résolutions du gouvernement :

- Commission des chemins de fer—181.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE.
Index par séance.....	5
Index par sujet.....	7
Index par député.....	275